

Université de Montréal

**Contraintes et conditions d'émergence de l'engagement des  
jeunes en situation de marginalité**

par  
Élisabeth Greissler

École de service social  
Faculté des Arts et des Sciences

Thèse présentée à la Faculté des Arts et des Sciences  
en vue de l'obtention du grade de Ph.D.  
en service social

Juillet, 2013

© Élisabeth Greissler, 2013



## Résumé

Cette recherche doctorale vise à comprendre et interpréter les conditions d'émergence d'un engagement chez des jeunes en situation de marginalité. Des études ont montré que cette situation peut-être un frein important à l'engagement, en raison d'un manque de ressources personnelles, organisationnelles, ou culturelles. Généralement, on a tendance à insister sur le fait que « les jeunes » ne veulent plus militer. Pourtant, d'importantes actions collectives (mouvements étudiants ou communautaires) ou initiatives citoyennes personnelles (écriture de blogues ou signature de pétitions) viennent contredire cette affirmation. En fait, certaines prises de position, dans la sphère privée notamment, échappent à toute analyse classique et sont prises pour un non-engagement, de l'individualisme voire de l'apathie.

À partir d'une approche qualitative, exploratoire et interprétative, le dispositif méthodologique de cette thèse privilégie l'observation participante et les entretiens de groupe afin de recueillir le point de vue des jeunes et d'observer un certain nombre d'actions collectives. C'est par le truchement d'organismes communautaires de jeunesse (OCJ) montréalais qu'une centaine de jeunes ont été rencontrés, de septembre 2010 à décembre 2011. L'analyse itérative du corpus de données s'est inspirée des principes de la théorisation ancrée (*grounded theory*). Un premier niveau d'analyse descriptive a permis de mettre en exergue les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement ainsi que les performances des jeunes en situation de marginalité. Les différentes formes d'engagement ont ensuite été explorées puis mises en perspective dans différents espaces : « original », « intermédiaire » et « négatif ».

L'espace *original* correspond, dans cette thèse, aux moyens d'actions traditionnels (vote, militantisme politique). Nos résultats montrent que le positionnement des jeunes dans ce cadre est très tranché. En fait, non seulement ces modes d'actions émergent rarement mais, s'ils existent, sont le plus souvent soutenus par des intervenants. Dans un autre espace, les jeunes développent parfois des postures particulières, plus radicales ou, au contraire, des postures de

retrait, de non-engagement. Cela se rapporte à ce qu'il conviendrait d'appeler l'espace *néгатif*. Dans ce cas, les contraintes de la situation de marginalité poussent certains jeunes à mettre à distance l'engagement et à se situer aux marges des espaces de participation. L'opposition à toutes formes traditionnelles d'engagement amène des jeunes à envisager des moyens d'action plus radicaux que l'on peut également circonscrire dans cet espace *néгатif*. On trouve au final une tout autre dynamique selon laquelle des jeunes prennent position au sein de ce que l'on a appelé l'espace *intermédiaire*. Les territoires et les modes d'action sont alors aussi éclectiques que la rue, l'entourage personnel, ou la création artistique *underground*.

Si les rapports à l'engagement des jeunes rencontrés sont complexes, parfois ambivalents, ils révèlent toutefois la recherche d'une alternative, la construction de modes d'action particuliers. Une analyse dynamique des contraintes et des conditions d'émergence de l'engagement des jeunes en difficulté montre que leurs prises de position dépassent la simple dialectique engagement/non-engagement. Ainsi, ce que l'on pourrait appeler un « alter-engagement » se dessine à travers les prises de position de ces jeunes, particulièrement au sein de l'espace intermédiaire. Ce concept est développé pour mettre en évidence les formes d'engagement plus intimes, plus communautaires ou plus artistiques. L'alter-engagement se définit alors comme une forme de prise de position critique, impolitique, en réaction à la fois à l'engagement traditionnel, à une posture de retrait et à une posture plus radicale.

**Mots-clés :** jeunes, situation de marginalité, engagement, prise de position critique, non-engagement, actions collectives, performances, espaces d'engagement, conditions d'émergence de l'engagement

## **Abstract**

This doctoral research attempts to outline the understanding and interpretation of the conditions leading to the emergence of engagement of young people on the fringe of society. Studies have shown that being on the fringe is a serious obstacle to engagement, due to a lack of personal, organizational and cultural resources. The general tendency is to emphasize the fact that young people do not want to be activists, when in fact, significant collective actions (student or community movements) or initiatives led by individual citizens (blogging or signing petitions) contradict these assertions. In fact, in some cases, taking a standpoint, particularly within the private sphere, elude all analyses and are mistaken for non-involvement, individualism or even apathy.

Based on a qualitative, exploratory and interpretative approach, the methodological process of this research favors participative observation and focus groups in order to collect the point of view of young people on the subject of their engagement or non-engagement, as well as observing a certain number of collective actions. Through the intervention of community organizations for young people (OCJ) in Montreal, we were able to meet with about hundred young people between September 2010 and December 2011. The iterative data analysis is based on the principles of Grounded Theory. The first level of descriptive analysis allowed us to highlight the constraints and conditions of the emergence of involvement, as well as performances of youths on the fringe of society. Various forms of engagement have been explored, then put in perspective of the following spaces: “original”, “intermediary” and “negative”.

The “original” space corresponds, in this research, to traditional means of action (voting, political activism). Our results show that the positioning of young people within this frame is much divided. In fact, not only do these modes of action rarely emerge, but when they do, they are mostly supported by social worker. In another space, young people sometimes develop particular, more radical positions or, on the contrary, positions of withdrawing and non-

involvement. This reflects what could be called a negative space. In that case, constraints inherent to their marginal situation push some young people to distance themselves from engagement and to position themselves at the margin of the spaces of involvement. Opposition to all traditional forms of engagement leads some young people to consider more radical forms of action that may also be included in that negative space. Finally, one finds totally different dynamics as to how some young people position themselves within what we have called the intermediary space. The scope and preferred means of action are as eclectic as the street itself, the personal social circle or the underground creative production.

More complex and sometimes ambivalent, the positioning of the young people we have met towards engagement demonstrates a search for an alternative: the elaboration of particular means of action. The dynamic analysis of the constraints and conditions of emergence of engagement of young people shows that their positioning youths go beyond the simple dialectics of involvement vs. noninvolvement. Thus, what could be called “alter-engagement” emerges through the positioning of these young people, particularly within the intermediary space. This concept is developed to outline forms of engagement that are more intimate, more linked to the community or to artistic forms of expression. Alter-engagement therefore defines itself as a critical, a-political standpoint, in reaction at the same time towards traditional engagement, positions of withdrawing and more radical positions.

**Keywords :** Marginal Youth, involvement, critical position, non-involvement, collective actions, performances, involvement spaces, conditions for emergence of engagement

# Table des matières

Liste des sigles .....	xii
Avant-propos.....	xvii
Introduction.....	1
Chapitre 1 : De la « situation de marginalité » à l’engagement.....	5
1. Les jeunes en « situation de marginalité ».....	7
1.1 Vivre en grande difficulté .....	8
1.1.1 Des perspectives de conceptualisation.....	10
1.1.2 Des variables explicatives.....	14
1.1.3 Des expériences marginalisées .....	17
1.2 Se construire.....	29
1.2.1 Des représentations sociales de la jeunesse .....	30
1.2.2 Des transitions vers l’âge adulte .....	32
1.2.3 Des expériences marginalisées pour devenir adulte .....	35
1.2.4 La situation de marginalité et l’expérience du passage à la vie adulte .....	38
1.3 Synthèse .....	40
2. L’engagement des jeunes en situation de marginalité .....	42
2.1 Les contours de l’engagement des jeunes.....	46
2.1.1 Une tendance à la désaffection de la politique.....	47
2.1.2 L’intérêt pour le politique à travers d’autres formes d’engagement.....	51
2.1.3 L’engagement comme moyen d’agir... et de se construire ? .....	54
2.1.4 Des prises de position particulières chez les jeunes en situation de marginalité ?.....	58
2.2 La situation paradoxale de l’engagement en situation de marginalité.....	59
2.2.1 Les enjeux du non-engagement .....	60
2.2.2 Des prises de position non reconnues .....	63
2.2.3 Une autre perspective d’analyse .....	69
2.3 L’engagement en situation de marginalité : différents niveaux de compréhension.....	72
2.3.1 Les antécédents de l’engagement.....	73
2.3.2 Pourquoi s’engager ?.....	81

2.3.3 L'expérience de l'engagement.....	86
2.4 Synthèse .....	89
Chapitre 2 : L'opérationnalisation de la recherche .....	92
1. Le cadre méthodologique.....	94
1.1 La question de recherche et les objectifs .....	95
1.2 Les approches qualitatives et exploratoires .....	96
1.3 Les paradigmes inductifs et interprétatifs .....	98
2. Le dispositif de recherche .....	103
2.1 Le déploiement de la recherche .....	103
2.2 Les terrains et la population à l'étude .....	111
2.2.1 L'échantillonnage .....	112
2.2.2 Les OCJ : des « filières » de recherche.....	113
2.2.3 Éléments de portrait des jeunes rencontrés .....	124
2.3 Les instruments de saisie de données.....	126
2.3.1 Les focus groups .....	126
2.3.2 L'observation participante .....	131
2.3.3 Les notes de recherche .....	134
2.3.4 La consultation documentaire .....	134
3. Le processus d'analyse et d'interprétation.....	136
3.1 La démarche.....	138
4. Encadrement scientifique et éthique .....	142
4.1 Critères de scientificité .....	142
4.2 Repères éthiques .....	144
5. Limites et difficultés d'enquête .....	146
Chapitre 3 : Les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement .....	148
1. De nombreuses contraintes .....	149
1.1 La faiblesse des ressources .....	150
1.1.1 Ressources personnelles.....	150
1.1.2 Ressources collectives .....	154
1.1.3 Freins à l'engagement.....	161
1.2 Des positions sociales « défavorables ».....	162



1.2.1 Rapports de pouvoir.....	163
1.2.2 Valeurs individualistes et repli sur soi.....	166
1.3 Le poids des antécédents.....	173
1.4 Les figures de l'engagement.....	175
1.4.1 Un engagement « inaccessible ».....	176
1.4.2 Un engagement « nécessaire ».....	178
1.4.3 Un engagement « équilibré ».....	180
1.5 Synthèse.....	183
2. Les conditions d'émergence.....	185
2.1 Les motivations de l'entrée en action.....	185
2.1.1 Altruiste.....	186
2.1.2 Instrumentaliste.....	192
2.1.3 Contestataire.....	195
2.2 Le passage à l'action.....	197
2.2.1 Prendre une décision personnelle.....	198
2.2.2 Être influencé ou encouragé.....	205
2.2.3 Puiser en soi des ressources.....	208
2.2.2 Trouver une cause et une organisation.....	209
2.3 Des exemples d'actions collectives.....	212
2.3.1 Les « séquences » d'émergence du RAJE citoyenne et du FER.....	212
2.3.2 L'émergence de l'engagement dans une action collective.....	228
2.3.3 Les logiques d'action et d'engagement.....	232
2.4 Un engagement « suscité » ?.....	237
Chapitre 4 : Les formes de l'engagement.....	242
1. Rapports aux « performances traditionnelles ».....	244
1.1 Rejet du vote et des partis politiques.....	244
1.2 Action directe : l'exemple du RAJE citoyenne.....	248
1.3 Synthèse.....	253
2. Un répertoire radical.....	254
2.1 « Faire la révolution ».....	254
2.2 Abattre la société de consommation.....	259

2.3 Privilégier la violence ou des actions extrêmes .....	262
3. Construction de formes <i>alternatives</i> de participation sociale et politique .....	266
3.1 Les groupes <i>alternatifs</i> « respectés » .....	266
3.2 « L'artivisme » .....	273
3.4 Les « manifs » du RAJE citoyenne .....	283
3.4 La réappropriation de l'espace urbain : le FER .....	288
3.5 La communauté et l'entourage personnel .....	291
3.6 Le mode de vie, une forme d'engagement ? .....	296
4. Les particularités des performances des jeunes en situation de marginalité .....	299
4.1 Un engagement protéiforme .....	300
4.2 Des performances <i>underground</i> .....	302
4.3 La situation de marginalité dans l'engagement .....	302
4.4 Un décalage entre les discours et les actes .....	303
4.5 Des prises de position critique .....	305
5. Synthèse .....	307
Chapitre 5 : Les espaces d'engagement .....	311
1. Les frontières de l'engagement .....	311
1.1 Les territoires .....	311
1.2 Les espaces .....	315
2. Entre posture critique, retrait et espace « intermédiaire » .....	318
2.1 Se démarquer de l'espace « original » d'engagement .....	319
2.1.1 Le rapport au politique et à la politique .....	319
2.1.2 Prises de position dans l'espace politique : socialisation politique et ressources extérieures .....	324
2.1.3 Trouver une alternative à l'engagement politique .....	326
2.2 L'espace « négatif » : entre attentisme et radicalité .....	328
2.2.1 L'apathie : une option qui « exit » .....	329
2.2.2 La radicalité : une option forte de protestation .....	332
2.2.3 Le mécontentement et la perplexité : des postures qui mettent en suspens l'engagement .....	334
2.3 Les logiques de l'espace « intermédiaire » .....	336

2.3.1 Créativité, marges de manœuvre et quête de reconnaissance .....	337
2.3.2 Protestation et résistance : des postures d'engagement ?.....	347
3. Une modélisation de l'« alter-engagement » .....	353
3.1 Appréhender l'« alter-engagement » .....	354
3.1.1 Les contraintes et les conditions de l'émergence de l'alter-engagement.....	356
3.1.2 Les performances de l'alter-engagement .....	357
3.1.3 L'espace de l'alter-engagement .....	359
3.2 Les contours des prises de position critique .....	362
3.2.1 Dimension identitaire : rapport à la société .....	363
3.2.2 Dimension contestataire : rapport au politique .....	367
3.2.3 Dimension créative : rapport à la marginalité.....	367
3.3 Synthèse .....	369
Conclusion .....	372
Bibliographie.....	378
Annexe A – Certificat d'éthique .....	i
Annexe B – Calendrier des démarches de recherche.....	ii
Annexe C – Affiches et prospectus.....	iv
Annexe D – Présentations lors de séminaires ou de colloques.....	vi
Annexe E – Formulaire de consentement .....	xi
Annexe F – Grille d'observation participante.....	xiii
Annexe G – Grille de résumé des FG .....	xiv
Annexe H – Matrices des données de terrain.....	xv
Annexe I – Offre d'emploi TSF (diffusée par courriel en juin 2011).....	xxi
Annexe J – Documents du FER .....	xxii
Annexe K – Photos du RAJE.....	xxvii

## Liste des tableaux

Tableau I : Limites des perspectives d'analyse des formes particulières d'engagement.....	70
Tableau II : Caractéristiques principales du cadre méthodologique.....	103
Tableau III : Dispositif de recherche .....	111
Tableau IV : Types d'OCJ selon les espaces d'engagement offerts.....	112
Tableau V : Les entrevues de groupe.....	130
Tableau VI : Les sources d'information .....	135
Tableau VII : Les trajectoires des « enrajés ».....	234

## Liste des figures

Figure 1 : La situation de marginalité et l'expérience du passage à la vie adulte.....	39
Figure 2 : Les formes de problématisation de l'engagement.....	45
Figure 3 : Mode de fonctionnement du RAJE citoyenne.....	114
Figure 4 : Démarche de recherche par « théorisation ancrée ».....	137
Figure 5 : Les espaces d'engagement des jeunes en situation de marginalité .....	313
Figure 6 : Modélisation de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité.....	370

## Liste des sigles

AI : *Amnesty International*

ATSA : action terroriste socialement acceptable

BDR : Bon Dieu dans la rue

CA : conseil d'administration

COBP : collectif opposé à la brutalité policière

CSSS : centre de santé et de services sociaux

DIY : *Do It Yourself*

FER : festival d'expression de la rue

FG : *Focus group*

FNB : *Food Not bombs*

FRAPRU : front d'action populaire en réaménagement urbain

GIAP : groupe d'intervention alternative par les pairs

ITSS : infections transmissibles sexuellement et par le sang

MAC Montréal : mouvement d'action chômage Montréal

OC : organisme communautaire

OCJ : organisme communautaire jeunesse

ODD : opération droits devant

OBNL : organisme à but non lucratif

RACQ : regroupement des auberges du cœur du Québec

RAJE citoyenne : rassemblement de la jeunesse citoyenne

RAPSIM : réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal

RBC : banque royale du Canada

TMR : théorie de la mobilisation des ressources

TSF : télé sans frontières

SHARK : *SHowing Animal Respect and Kindness*

VIH : virus de l'immunodéficience humaine

*À mes parents*

## Remerciements

Cette thèse est le produit de rencontres, d'échanges, de collaborations, de réflexions, de doutes et de remises en question qui m'ont nourri tout au long de mon parcours et qui, je l'espère continueront de m'enrichir. Ce parcours a débuté lorsque j'ai décidé de devenir travailleuse sociale. Dès mes premières années d'études à l'institut régional du travail social (IRTS) de Nancy (France), j'ai voulu apprendre et comprendre les personnes en situation d'itinérance d'abord, les jeunes en situation de marginalité ensuite. Mes stages, mes cours, mes travaux et mes lectures m'ont beaucoup apporté, mais j'ai souhaité aller plus loin sur le chemin de la connaissance en venant ici au Québec pour y faire une maîtrise. Ma rencontre avec Céline Bellot à cette époque a, je peux le dire, tout changé. Sur ses conseils, j'ai opté pour un mémoire de recherche plutôt qu'un stage. Je suis donc restée plus longtemps que prévu dans cette belle province. C'est grâce à cette première expérience de recherche que j'en suis arrivée là, aujourd'hui, à déposer cette thèse. Je ne la remercierai jamais assez de m'avoir ouvert l'esprit et les portes du savoir et des terrains, de m'avoir appris à « faire de la recherche », aidé dans toutes sortes de démarches académiques, administratives et plus encore.

J'aimerais commencer par remercier tous les jeunes que j'ai rencontrés et avec qui j'ai partagé ce qui est peut-être pour eux un petit moment, mais qui est pour moi une grande aventure. Je les remercie de m'avoir ouvert leur univers, d'avoir joué le jeu de mes entrevues de groupe et de mes observations participantes en croyant, parfois même plus que moi, à ce que je faisais. Tous mes efforts sont allés dans ce sens, pour que cette thèse reflète ce qu'ils ont voulu exprimer. Ils m'ont beaucoup inspiré et je suis fière de porter leurs paroles, leurs références, leurs combats, leurs convictions et leurs utopies pour qu'on les comprenne un peu mieux j'espère.

Un grand merci à toutes les personnes qui m'ont accueilli dans les organismes communautaires. Tous les échanges, les commentaires et toutes les interactions ont nourri ce travail. Je tiens ici à saluer toutes leurs initiatives pour accompagner les jeunes dans leurs projets et dans leurs engagements. J'ai beaucoup appris d'eux. Je pense à Jules de Chez Pops, Isabelle de Passages, Marie-Noëlle du GIAP, Marie-Noëlle de TSF, Maxime, François et Isabelle du RAJE citoyenne et du RACQ, et à tous les autres. Ces rencontres ont parfois abouti à des collaborations de recherche, je souhaite vivement que ça se poursuive !



Cette thèse, je la dédie à mes parents, Ruth et Paul, mes repères, mes guides et mes supports. Je suis extrêmement reconnaissante du soutien qu'ils m'ont apporté dans tous les moments parfois difficiles de la vie. Ce projet de doctorat les a tout d'abord surpris, mais comme toujours, ils m'ont fait confiance et j'espère qu'ils seront fiers du résultat.

Si j'en suis arrivée jusque-là, c'est aussi grâce à mon homme de l'ombre, Guy, mon époux. Cette thèse c'est aussi ce projet de vie que l'on construit ensemble, entre le Québec, la France et le Liban. Cette ambition, je l'ai nourrie à ses côtés et c'est à lui que je dois cette thèse. J'ai envie de reprendre ici une phrase d'Amin Maalouf, un auteur franco-libanais qui me parle beaucoup et qui écrit dans son livre intitulé *Le périple de Baldassare* : « L'amour se nourrit de patience autant que de désir ». Je crois que dans cette période de notre vie nous avons beaucoup nourri notre amour !

Je remercie également ma famille et spécialement mon frère Johann qui a régulièrement accepté de relire mes nombreux travaux de maîtrise et de doctorat. À chaque fois, il a trouvé ça « intéressant » et il a su me faire des commentaires constructifs. Merci pour ces encouragements. Dans ce même rôle, je dois souligner la présence de ma tante Hélène. Merci pour les nombreuses relectures très pointilleuses et le soutien de chaque instant. J'ai également une pensée affectueuse pour mes neveux, Thomas et Raphaël, qui ne comprennent pas encore très bien cette histoire, mais qui m'ont déjà associé à un ordinateur ! Un mot également pour mes « grands-parents québécois », Mary-Lise et Jean-Louis qui m'ont beaucoup soutenu et encouragé depuis le début. Merci aussi à ma belle-famille, dispersée entre le Québec et le Liban, qui m'accompagne à sa manière.

Un merci tout spécial à Jacinthe Rivard, ma chère amie, qui est pour moi un mentor. Je suis très reconnaissante pour son soutien, ses paroles réconfortantes, ses encouragements, ses conseils judicieux, académiques et personnels. On s'est promis que ces échanges allaient continuer alors j'en prends ici, encore une fois, l'engagement.

Un mot pour tous mes amis du monde entier : Virginie et Benoît, pour m'avoir bien sûr soutenu et encouragé depuis l'IRTS, et pour m'avoir accueillie parfois chez eux pour des activités universitaires ; Yolaine, mon amie, ma collègue, ma comparse que j'ai mieux connu à l'IRTS également ; Pascale, avec qui j'ai cheminé tout au long de ces études, à distance, dans des domaines très différents et même si c'est en bio, merci pour ses conseils de thésarde et de postdoctorante; Kim, mon ancienne colocataire qui m'a enduré pendant mon examen de synthèse notamment ; Carole, avec qui j'ai partagé une tranche de doctorat; et Sébastien, pour

son humour de *Tanguy*, il comprendra. Merci bien sûr à tous les autres dont je ne cite pas le nom, seulement par manque de place...

Je tiens à remercier aussi l'École de service social et son équipe de professeur(e)s ainsi que son personnel administratif. Pour le soutien financier depuis ma maîtrise et pour les petits mots échangés dans le couloir pour prendre de mes nouvelles, suivre ma trajectoire et m'encourager à persévérer. Merci ensuite à ces personnes qui travaillent dans l'ombre, mais qui font fonctionner l'École à elles seules. Je pense particulièrement à Lise Coulombe qui entoure avec délicatesse et efficacité les étudiants étourdis dont je fais parfois partie. Je lui souhaite une belle retraite bien méritée !

Un mot pour remercier également mon jury de thèse, d'abord pour avoir accepté cette démarche d'évaluation, mais aussi pour avoir partagé de nombreux commentaires qui m'ont permis d'améliorer ce manuscrit : Annie Fontaine (École de service social, Université de Montréal), Marc Molgat (École de service social, Université d'Ottawa), Pascale Dufour (département de science politique, Université de Montréal) et Nicolas Sallée (Département de sociologie, Université de Montréal)

Il faut enfin souligner que cette thèse n'aurait pas été possible sans le soutien financier du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC) qui m'a accordé une importante bourse de recherche. Cette aide a véritablement facilité mon travail et m'a permis d'inviter les jeunes à des cafés-rencontres plus conviviaux. Je mesure la chance qui m'a ainsi été offerte de poursuivre ces études de doctorat.

Merci à tous.

## Avant-propos

Ce travail de doctorat s'inscrit à la suite d'un mémoire de maîtrise portant sur la construction identitaire des jeunes de la rue à Montréal (Greissler, 2007). Cette recherche, inscrite dans les travaux menés sur les processus de sortie de rue<sup>1</sup>, étudiait plus particulièrement, à partir de récits rétrospectifs, de plusieurs années pour certains, le cheminement identitaire d'anciens jeunes de la rue, et notamment, la gestion de leur rapport à la marginalité et à la conformité. Ces jeunes ont en commun d'avoir vécu une expérience de rue et d'avoir participé à une intervention sociale leur octroyant le rôle de pairs-aidants auprès des jeunes de la rue<sup>2</sup>. La construction de leur identité représente une évolution de l'expérience de rue, mais pas forcément une coupure brutale et définitive avec cet espace et les valeurs idéologiques qui s'y rapporteraient. Certains deviennent intervenants sociaux ou pairs-aidants et d'autres, parfois les mêmes, militent pour les droits des itinérants, l'altermondialisation, ou l'écologie.

L'analyse de dix-huit récits de vie a permis de dégager des « logiques d'action » *indéterminée*, *d'accommodation* et de *compromis*. La première logique d'action indéterminée est caractérisée par une déroutante attraction à la marginalité, sans évolution stable. La logique d'accommodation donne l'impression d'une conformité totale, soit d'une vie stable et sédentaire. La crainte de consommer à nouveau des drogues est à l'origine d'une distanciation à la marginalité méticuleusement organisée. Le compromis est déterminé par une inscription presque stratégique dans la conformité. Par exemple, utiliser le cadre conforme d'une structure associative pour s'engager pour la marginalité, ou dans des performances parfois atypiques. Les pairs-aidants organisent d'ailleurs tous les ans le Festival d'expression de la rue.

Trois figures identitaires typiques ont ensuite été mises en exergue. La logique d'action indéterminée se rapporte à la figure identitaire des *chercheurs* : profondément marqués par

---

<sup>1</sup> Travaux de recherche dirigés par Céline Bellot.

leur marginalité, au point qu'il leur est difficile de s'en défaire. L'accommodation a l'apparence d'une conformité totale, il s'agit de la figure des *crainitifs*. Ils sont centrés sur la consommation de drogues, ou plutôt sur le spectre de cette consommation qui continue inlassablement à planer au-dessus d'eux. L'analyse de la logique de compromis avec la conformité selon un engagement pour la marginalité laisse augurer une figure identitaire d'*engagés*.

Les engagés inscrivent leurs actions dans la continuité du Groupe d'Intervention Alternative par les Pairs (GIAP). Ils développent un mode de vie à la fois stable et marginal ou alternatif. Ils font l'expérience de marier ces deux registres dans leur mode de vie et, parfois, la marginalité est moins visible (style vestimentaire, coiffure, etc.). Ces acteurs s'adaptent à la conformité, mais refusent certaines valeurs associées au capitalisme par exemple. Le rapport à la marginalité des jeunes rassemblés dans ce type idéal est défini par un engagement, souvent professionnel, de nature artistique, politique ou communautaire. Dans l'ensemble, c'est un lien tantôt d'appartenance (la liberté, les trips, les amis, le lieu de vie social, la vie culturelle), tantôt politique (le refus des valeurs véhiculées dans la société, le militantisme), tantôt éthique (les valeurs des jeunes de la rue, l'aide apportée par les organismes sociaux). Ces éléments d'attachement sont à l'origine d'un engagement pour la rue, ils lui donnent une partie de sa couleur, mais aident aussi à le justifier. Ils deviennent finalement une raison de s'engager, ne serait-ce que pour le maintien d'un mode de vie social correspondant à la situation de marginalité (la colocation, les fréquentations, les pratiques - alimentation, mode de consommation, parfois drogues - et les symboles). En réalité, ces jeunes marquent une opposition critique à la conformité.

À la lumière des analyses sur les engagés, mon schéma de pensée de la situation de marginalité peut être résumé en trois points. Pour commencer, sans omettre les dangers et les risques de dérives anomiques ou délinquantes, l'expérience sociale de la situation de

---

<sup>2</sup> Les « pairs-aidants » sont engagés par le Groupe d'intervention alternative par les pairs (GIAP) pour mettre en œuvre des actions de prévention au sein d'organismes communautaires pour jeunes de la rue à Montréal.

marginalité n'est pas directement synonyme d'exclusion. Je partage ainsi l'idée selon laquelle l'identité construite par certains jeunes n'est pas obligatoirement vouée à la déviance, c'est-à-dire, que la marginalité est également, en partie, agente de socialisation (1). Pour autant, l'impact de cette expérience ne s'arrête pas là et intervient peut-être dans les choix de vie de quelques jeunes, en particulier en termes d'engagement. Les jeunes en situation de marginalité sont intégrés, ils sont acteurs et agents de leur socialisation. En interaction avec la société, ils construisent une identité sur la base de leur situation de marginalité et de leurs expériences (2). Finalement, leur engagement est un élément du processus de la construction identitaire en situation de marginalité (3). C'est dans cette réflexion qu'est inscrite cette recherche, pour comprendre précisément comment émerge et prend forme un engagement des jeunes en situation de marginalité.

# Introduction

*C'est notre regard qui enferme souvent les autres  
dans leurs plus étroites appartenances et c'est notre  
regard aussi qui peut les libérer.  
Amin Maalouf (1998, p. 29), Les identités meurtrières.*

Cette thèse porte sur l'engagement des jeunes en situation de marginalité, défini comme une *prise de position critique individuelle ou collective*. L'analyse de l'engagement des jeunes en situation de difficulté<sup>3</sup> est un exercice périlleux dans la mesure où le phénomène, au premier abord, apparaît improbable. La question qui se pose est d'abord de savoir s'il est seulement possible d'en appréhender l'existence même. Si tel est le cas, dans quels contextes les jeunes en marge s'engageraient-ils ? Que signifie par ailleurs le non-engagement ou l'apathie qui, dans le sens commun, semblent si souvent les caractériser ? Quel est leur système de valeurs, quels sont leurs idéaux, leurs convictions, leurs aspirations ? Plus spécifiquement, quel lien peut exister entre les expériences marginalisées et l'engagement ? Sans prétendre répondre de façon exhaustive à toutes ces questions, je propose ici d'en explorer quelques-unes pour mieux comprendre les conditions d'émergence d'un engagement.

Cette recherche s'intéresse particulièrement aux jeunes en difficulté, que leurs problématiques soient associées à la rue, à la consommation de drogues, à la violence, à l'impossibilité de trouver une place dans la société, à la maladie, la solitude, la pauvreté, l'itinérance ou la précarité. Mon attention se porte sur les discours et les actions en lien avec des prises de position, que celles-ci se traduisent ou non en acte d'engagement. Un tel exercice est important, car il existe un problème de reconnaissance des actions individuelles ou collectives situées en dehors des sphères formelles d'expression politique (Becquet et De Linares, 2005). Il s'agit en outre d'explorer un univers encore inconnu et mal compris, pourtant essentiel pour comprendre ces jeunes et accompagner leur socialisation.

La précarité économique, sociale, politique et culturelle liée à la marginalité constitue un frein important à la mobilisation et à l'engagement (Mathieu, 2007a). Cependant, alors que tout empêche *a priori* des individus à la marge d'agir, certains réussissent parfois à se mobiliser et à s'engager. On ne saurait donc se résoudre à considérer le non-engagement comme une simple forme d'apathie. Aussi, comment les jeunes en situation de marginalité s'engagent-ils, s'organisent-ils et s'activent-ils collectivement ou individuellement ? Si les engagements des personnes marginalisées émergent, parfois avec vigueur, il est nécessaire d'en préciser les différents enjeux. C'est l'objectif de cette thèse.

Les perspectives d'étude proposées sont le rapport au monde et à la situation de marginalité des jeunes définis en termes de prise de position, de convictions et de pratiques d'engagement. Cette thèse présente les résultats d'un travail de recherche qui consistait plus à aller à la rencontre de discours et de pratiques qu'à mettre au jour des sociographies et des biographies d'engagement en situation de marginalité. Dans cette démarche qualitative, les sources de renseignements, ou les matériaux d'enquête, proviennent des propos de jeunes rencontrés dans des organismes communautaires jeunesse montréalais (OCJ). Des entretiens de groupe et des temps d'observation participante ont été l'occasion de recueillir des discours et de participer à des actions collectives. Deux types d'OCJ ont été ciblés, certains avec et d'autres sans espaces d'engagement en leur sein. Au total, cinq OCJ forment le terrain d'enquête. Le corpus empirique repose à la fois sur le discours d'une centaine de jeunes interrogés de façon formelle et informelle, et sur l'analyse de deux projets d'action collective (le rassemblement de la jeunesse citoyenne, le RAJE citoyenne, et le festival d'expression de la rue, le FER).

Dans le premier chapitre, un rapide tour d'horizon de la situation de marginalité nous éclaire sur la réalité des jeunes rencontrés. Ces éléments de compréhension sont précieux pour mettre au jour les contraintes de l'engagement et les causes du non-engagement. Mais ils donnent également à voir les marges de manœuvre des jeunes pour se construire une place dans la

---

<sup>3</sup> Dans cette recherche, l'appellation « jeunes en difficulté » ou « en situation de marginalité » se rapporte au même objet, c'est-à-dire, aux jeunes précaires, itinérants, de la rue, sans-abri, marginaux, ou errants, entre autres.

société. La perspective analytique des stratégies de construction identitaire, des « espaces intermédiaires » de socialisation, offre l'avantage de conceptualiser les moyens d'action particuliers ou atypiques. Le deuxième volet de ce chapitre met en contexte certaines théorisations de l'engagement concernant les jeunes et les personnes en situation de marginalité.

Le cadre méthodologique, qui s'inscrit dans une démarche exploratoire, compréhensive et interprétative est abordé dans le second chapitre. Qualitative, ma stratégie de recherche s'appuie sur la triangulation des données saisies à l'aide de *focus groups* et de temps d'observation participante, pour mettre en évidence des discours portant sur les convictions, les valeurs, les représentations des jeunes, mais aussi, des actions collectives. Dans cette partie sont présentés les terrains, les outils de recueil de données et la stratégie inductive d'analyse du corpus empirique, inspirée, en partie, de la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 2002).

Les trois chapitres suivants forment le cœur de cette thèse et présentent les résultats de la recherche. Des contraintes et des conditions d'émergence de l'engagement sont présentées en premier dans le troisième chapitre de cette thèse. À partir des motivations, des représentations de l'engagement, des raisons de s'engager, on aborde les contraintes objectives et subjectives du passage à l'action. Il s'agit de mieux comprendre l'engagement comme le non-engagement suivant les motifs avancés par les jeunes. Les conditions d'émergence de l'engagement sont traitées à partir des points de vue de la décision personnelle, de l'influence de personnes significatives et des contextes. Le dernier volet de ce chapitre entre au cœur des projets du RAJE citoyenne et du FER pour mettre au jour les conditions de mise en forme de l'engagement des jeunes.

À partir des « répertoires d'action » et des « performances » disponibles et sélectionnés par les jeunes, on essaie de comprendre, dans le quatrième chapitre, les contours d'un engagement en situation de marginalité. Entre le rejet de la politique et le développement d'une approche



radicale, les jeunes rencontrés construisent des formes particulières de participation intéressantes à analyser. Ce chapitre tente d'en comprendre les spécificités.

Alors que ce qui précède est plus descriptif, le cinquième chapitre propose une discussion des résultats, entre synthèse et regard critique, à partir d'une conceptualisation des espaces d'engagement. La question qui guide cette partie est de savoir comment interpréter les formes « alternatives » des modes d'action des jeunes. La réponse réside dans leurs rapports au social et aux répertoires d'action disponibles. Créatifs, ils sont aussi protestataires : ils s'inscrivent, semble-t-il, dans une dynamique paradoxale d'intégration et de résistance. Finalement, le dernier volet de ce chapitre propose une modélisation théorique de l'engagement qui s'appuie sur un triptyque conceptuel : les contraintes et conditions d'émergence, les modes d'action et les espaces. D'après mes résultats, c'est dans ce cadre conceptuel que l'on peut appréhender les particularités de l'engagement des jeunes en situation de marginalité.

Pour finir, je reprendrai les principaux éléments développés dans l'enquête de terrain pour essayer d'élargir la réflexion sur les apports de cette thèse en service social et sur les possibilités d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherche.

# Chapitre 1 : De la « situation de marginalité » à l'engagement

L'engagement des jeunes en situation de marginalité se situe au croisement de différents enjeux conceptuels importants : la situation de marginalité, le passage à l'âge adulte et l'engagement. S'intéresser aux « jeunes en situation de marginalité » comme objet de recherche impose un certain nombre de raisonnements analytiques précis portant à la fois sur les paramètres de cette réalité (les jeunes, l'itinérance, ou l'exclusion sociale, mais aussi la construction identitaire) et sur les paramètres de l'engagement (les formes plus ou moins durables et visibles de l'engagement, les mobilisations, les actions collectives ou les organisations, plus ou moins structurées, au sein desquelles certains participent).

La situation des jeunes en difficulté est d'ordinaire analysée sous l'angle des risques de déviance ou d'exclusion, mais peu ou prou sous l'angle de l'engagement. Les militants traditionnellement objets d'études, sont engagés dans des partis politiques, des syndicats ou des organisations associatives. Des écrits montrent toutefois que ces structures peinent à recruter des jeunes (Bantigny, 2011; Pleyers, 2004). On trouve des travaux sur des formes d'organisations spécifiques attirant parfois des jeunes, qu'ils s'agissent de groupes armés, acteurs de luttes politiques (Brett et Specht, 2004; Conoir et Vema, 2006; Felices-Luna, 2005), ou de groupes plus ou moins structurés, impliqués dans des luttes idéologiques, notamment altermondialistes, environnementalistes ou féministes (Bantigny, 2011; Pleyers, 2010; Rossi, 2009; Sommier, Fillieule, et Agrikoliansky, 2008; St-Amand, 2004; Taft, 2011). Dans la mouvance altermondialiste, ces actions à la marge de la marge, parfois des plus « violentes » voire « extrémistes », sont, entre autres, des Black Blocs<sup>4</sup>. S'il existe par exemple des

---

<sup>4</sup> « Le *Black Bloc* est une forme d'action collective très typée, qui consiste pour des individus masqués et vêtus de noir à former un cortège (un bloc noir) au sein d'une manifestation. [...] L'objectif premier d'un Black Bloc est d'indiquer la présence dans la manifestation d'une critique radicale du système économique et politique. Pour préciser ce message, les Black Blocs comptent généralement leur lot de drapeaux anarchistes (noirs ou rouges et noirs) et des banderoles frappées de slogans anticapitalistes et/ou antiautoritaires. Les Black Blocs ont parfois

amalgames entre ces derniers et les « jeunes de la rue », ce sont des images sulfureuses de délinquants qui s'en dégagent la plupart du temps (Dupuis-Déri, 2004, 2006, 2008; Juris, 2005). On trouve en effet peu de recherches sur ces formes d'engagement et leur rapport avec la situation de marginalité. On notera cependant les travaux sur les mobilisations collectives de « précaires » et sur l'étude des paramètres individuels et collectifs nécessaires au passage à l'action (Boumaza et Hamman, 2007; Mathieu, 2001; Maurer et Pierru, 2001; Racine, 2010; Siméant, 1998). Dans tous les cas, la tendance est plutôt à l'analyse d'actions d'engagement dans leur dimension collective et moins à l'analyse des initiatives ou des prises de position proprement individuelles (Agrikoliansky, 2001; Fillieule, 2005a; Fillieule et Tartakowsky, 2008; Passy, 1998).

L'étude de la situation de marginalité des jeunes permet de comprendre les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement dans un contexte de vie incertain, dont les caractéristiques déterminent plutôt l'apathie et l'impossibilité d'agir. Ce contexte induit à la fois des freins importants au passage à l'action individuelle ou collective et des modalités particulières d'émergence de l'engagement en l'occurrence, le rôle des « soutiens extérieurs » dans la construction des actions collectives (Mathieu, 2001; Maurer et Pierru, 2001; Siméant, 1998).

L'objectif de ce chapitre vise à mettre l'accent sur les différentes problématiques associées à la situation de marginalité, phénomène répandu dans le monde entier, mais dont les caractéristiques au sein des pays occidentaux, ou des grandes métropoles comme Montréal, sont à certains égards particulières. Ma problématisation du processus de marginalisation et des trajectoires de construction identitaire des jeunes invite à ne pas dissocier la situation de marginalité des éléments de rupture, mais aussi des éléments d'opposition et de contestation dans la construction de soi. C'est dans la perspective d'une « expérience sociale » marginalisée que j'inscris ma réflexion sur l'engagement (Parazelli, 2002). Si les jeunes ont

---

recours à la force pour exprimer leur critique radicale, ce qui en fait l'objet de vives polémiques » (Dupuis-Déri, 2004, pp. 79-80).

tendance à se désengager de la politique et à développer un intérêt pour le politique à travers d'autres formes d'engagement, les jeunes en situation de marginalité présentent sans doute des formes particulières de prises de position. Au-delà des perspectives d'analyse du non-engagement ou du désengagement, force est de constater d'autres niveaux de compréhension de certaines mises en scène particulières de l'engagement.

## 1. Les jeunes en « situation de marginalité »

La « marginalité », si l'on s'en tient à son étymologie, représente le « caractère marginal », ou « asocial » d'un individu (Dictionnaire Le Robert). Dans l'imagerie populaire, elle est associée aux itinérants, aux chômeurs, ou aux jeunes dans la rue. Il semblerait que l'on puisse ainsi circonscrire la marginalité dans un espace et/ou une condition matérielle et sociale. Or, c'est oublier que cette définition porte la marque du regard extérieur. Elle représente le construit social d'une situation donnée, en fonction de repères normatifs précis (Châtel et Roy, 2008; Tourrilhes, 2008).

La marginalité c'est d'abord le procédé par lequel on désigne collectivement un individu comme étant déviant (Becker, 1963). Cet individu est ainsi stigmatisé à partir d'une interaction, il fait l'objet d'un « processus de marginalisation », c'est à dire, de mise à l'écart (Goffman, 1964)<sup>5</sup>. Pour aller au cœur de ce processus, il semble essentiel d'appréhender, dans le même temps, la construction collective du problème et les pratiques individuelles, ou en d'autres mots, les réactions collectives et individuelles à ce processus. En réalité, cela revient à expliquer que la situation de marginalité ne se limite pas à la production des marges (les règles et les normes qui déterminent la place des individus) et donc des marginaux par rapport aux

---

<sup>5</sup> Le « stigmaté » est caractérisé par un signe visible (corps, personnalité, ethnie) ou invisible (passé de rue), qui, s'il est connu des autres, est porteur de discrédit. Il « représente [...] un certain type de relation entre l'attribut et le stéréotype » (Goffman, 1964, p. 14). Des éléments d'une identité « réelle », peuvent devenir, par le jugement des autres, des stigmates qui modifient la définition de l'identité « sociale » de la personne. Ce regard extérieur, à travers la classification qu'il met en œuvre, tend à attribuer des identités « virtuelles » suivant l'interaction. Goffman porte un regard sur les processus qui produisent, entre autres, une *identité* marginale.

centres (le statut qui leur est conféré), mais comprend également la manière dont l'individu et les autres réagissent à cette dynamique d'exclusion sociale (l'interaction entre les marges et les centres, les trajectoires particulières). On pourrait considérer qu'il y a là autant le produit du destin, de la fatalité, qu'une volonté personnelle ou sociale de se placer en situation de marginalité.

Finalement, parler de « situation » de marginalité permet à la fois de retracer la formation des espaces sociaux de la marge, ainsi que les conditions et les effets de la marginalisation. Cette conceptualisation invite à analyser également la fonction et les limites des marges. On tient alors compte des lignes de partage dans l'ensemble social, tracées selon les rapports sociaux entre les individus et les structures sociales (Corin, 1986). Le concept de « situation de marginalité » aide à appréhender les individus concernés selon un processus dynamique impliquant les marges et les centres, à la fois la désignation de normes et la réponse des individus aux attentes normatives.

## 1.1 Vivre en grande difficulté

L'appellation « jeunes en situation de marginalité » regroupe des situations sociales très diverses, entre autres : pauvreté, itinérance, instabilité résidentielle, délinquance, utilisation de ressources communautaires, consommation de drogues, prostitution, problèmes de santé mentale, décrochage scolaire, placements et rupture des liens familiaux. On retrouve dans les écrits la figure du *street kid* et du *gutter Punk* aux États-Unis, du *Strassenkind* en Allemagne, du *jeune errant* en France et de l'*itinérant* au Québec<sup>6</sup>. Notons qu'au Québec, les écrits traitant

---

<sup>6</sup> Notons que ces phénomènes ont des particularités propres à chaque pays. Par exemple, le profil type du *zonard* apparaît en France dans les années 1990 en marge des festivals de musique ou de théâtre de plein air l'été (Chobeaux, 2011). Ces formes d'errance festivalière laissent en fait transparaître un phénomène plus permanent de jeunes en marge. En outre, la problématique de l'immigration et des zones urbaines des banlieues intervient dans les manifestations des phénomènes de jeunes errants en France (Dubet, 1987). Aux États-Unis et plus largement en Amérique du Nord, la situation est différente à bien des égards, le phénomène des jeunes de la rue peut être analysé en fonction de sous-cultures musicales et identitaires (*punk*, hip-hop, latino, etc.), mais aussi en fonction de facteurs structurels, sociaux, économiques. En outre, il semble qu'il y ait une plus grande place faite à

des jeunes dits « en difficulté » s'intéressent essentiellement aux « jeunes de la rue » et aux jeunes ayant connu des expériences de placement; souvent les mêmes. Je ferai donc fréquemment référence à ces travaux.

Dans les sociétés occidentales, l'accent est davantage mis sur les déficits et les risques de certains jeunes issus de milieux « populaires » ou « défavorisés » (Goyette, Pontbriand, et Bellot, 2011). Actuellement, la tendance serait à considérer que leur vulnérabilité accentue la propension à développer des comportements à risque, en particulier la consommation de drogues, d'adopter des comportements sexuels (exposant aux ITSS, VIH et VHC)<sup>7</sup>, ainsi que des pratiques délinquantes et de développer des stratégies informelles de survie répréhensibles par la loi (ASPC, 2006; Denis, 2003).

Catégoriser ainsi une partie de la jeunesse peut sembler hasardeux, mais la question est de savoir comment comprendre et conceptualiser des expériences de vie, certes hétérogènes, mais avant tout précaires et marginales, qui présentent effectivement des risques de rupture avec la norme dominante. Il semble que l'on puisse distinguer un certain nombre d'antécédents communs à la situation de marginalité des jeunes, surtout en lien avec l'origine sociale. Nous verrons également que, si les expériences marginalisées sont très diversifiées, elles augurent, au sens large du terme, des expériences sociales de grandes difficultés qui se rapportent autant à l'espace des marges que des centres<sup>8</sup>, au sein desquels les jeunes circulent – parfois au risque de se perdre – et se construisent.

---

la culture alternative qu'en France notamment. Nous reviendrons sur l'itinérance au Québec, qui procède à la fois de phénomènes socioéconomiques et culturels.

<sup>7</sup> Infections transmises sexuellement et par le sang, virus de l'immunodéficience humaine (responsable du sida), virus de l'hépatite C.

<sup>8</sup> Depuis les années 1990 et le développement des concepts « d'exclusion sociale » (Clavel, 1998) ou de « désaffiliation » (Castel, 1996), il est admis qu'il existe des centres et des marges. Non seulement les frontières entre les espaces sociaux sont poreuses, mais les trajectoires d'affiliation et de désaffiliation sont multiples.

### 1.1.1 Des perspectives de conceptualisation

La « situation de marginalité » est une expression qui désigne une catégorie artificielle regroupant plusieurs problématiques et concepts différents permettant de simplifier la compréhension de trajectoires complexes, qu'il s'agisse, par exemple, d'un jeune de la rue, d'une mère monoparentale, d'un jeune engagé dans un gang de rue, d'une travailleuse du sexe, ou d'un jeune sans qualification professionnelle. Cette conceptualisation englobe donc plusieurs problématiques diversifiées associant des concepts ayant chacun leur propre spécificité : l'itinérance, la pauvreté, l'exclusion sociale, la vulnérabilité, la précarité, la situation de rue, la monoparentalité, le travail du sexe, la délinquance, l'insertion professionnelle, etc. Elle traduit, comme l'explique Castel (1994), les nouvelles formes de pauvreté des années 1980 et 1990 entrant mal dans les catégories classiques de prise en charge, notamment parce que les jeunes vivent souvent plusieurs de ces situations en même temps :

[...] certains jeunes qui peuplent les banlieues déshéritées autour des grandes métropoles sont souvent, simultanément ou successivement, un peu délinquants, un peu toxicomanes, un peu vagabonds, un peu chômeurs ou un peu travailleurs précaires. Aucune de ces étiquettes ne leur convient exactement. Ils s'installent rarement en permanence dans un de ces états, mais ils circulent de l'un à l'autre. Face à cette instabilité, à cette fluidité, les cultures institutionnelles et professionnelles classiques se trouvent démunies : comment les prendre en charge ? Faut-il les catégoriser pour leur attacher des compétences professionnelles propres à des places institutionnelles précises ? (Castel, 1994, p. 13).

Les écrits concernant les jeunes en difficulté définissent leur objet sous l'angle de facteurs multidimensionnels et ainsi, selon différentes problématiques associées ou antécédentes à l'expérience de marginalité. Il est d'ailleurs difficile de trouver une définition consensuelle pour chacun de ces phénomènes<sup>9</sup>. La littérature sur les jeunes en difficulté est plus dense en ce qui concerne plus précisément la situation de rue, même si les problèmes sociaux sont bien

---

<sup>9</sup> À titre d'exemple, les auteurs s'étant penché sur le phénomène des « jeunes de la rue » au Québec font état de cette difficulté à circonscrire des modes de vie aussi hétérogènes qu'être dans la rue, fréquenter la rue, être de passage dans cet espace, avoir des épisodes de vie de rue plus ou moins intenses et plus ou moins longs, s'identifier à la rue, etc.

plus larges. Dans cette thèse, je me suis appuyée sur ces écrits tout en élargissant la conception du phénomène pour tenir compte de la réalité des expériences vécues.

Les « jeunes en situation de marginalité » trouvent, dans la référence à ce qualificatif générique, une marque commune et parfois même un sentiment d'appartenance à un groupe de pairs. Les différents vocables sont également la marque des représentations sociales de certaines situations de rupture. Ils traduisent ainsi l'extériorité du regard, de la société ou du chercheur. Ces raccourcis permettent de mettre des images simples, percutantes, mais aussi dégradantes, sur des situations autrement plus complexes. Elles simplifient en effet la réalité au détriment de ceux qui la vivent. Il est intéressant cependant de noter que les jeunes eux-mêmes emploient ces termes pour parler de leur situation (Bellot, 2001; Greissler, 2007). Retenons ici que ces expressions populaires reprennent des déterminants, des marqueurs importants de situations sociales réelles et vécues par certains jeunes dans la société québécoise contemporaine.

De telles catégories existent en outre dans le domaine de l'intervention sociale, que ce soit dans la prise en charge étatique ou l'intervention communautaire, selon lesquelles on s'adresse aujourd'hui à des « populations cibles » (Brum-Schäppi, 2008). Ainsi, les Centres jeunesse du Québec visent à offrir une réponse aux problèmes des « jeunes en difficulté » : retard de développement, échec ou décrochage scolaire, relations difficiles avec la famille, négligence, abus sexuel intrafamilial, violence familiale, etc. Certains organismes communautaires proposent également « d'aider les jeunes à survivre dans la rue et à se remettre sur pied » (Dans la Rue), d'offrir « à des jeunes femmes en difficulté de 18 à 30 ans une alternative à la rue et à l'exclusion » (Maison Passages), ou encore, d'aider à « changer les comportements à risque chez les jeunes de la rue » (Groupe d'intervention alternative par les pairs). D'autres OCJ comme les Auberges du cœur par exemple ont fait le choix de ne pas nommer de catégorie précise de jeunes, estimant que « beaucoup de portes mènent à la rue », même si certains jeunes sont en effet plus « vulnérables » que d'autres.



La perte d'un emploi, les difficultés familiales, le désengagement de l'État, la perte des repères et la pénurie de logements favorisent l'exclusion, la pauvreté et ainsi, l'itinérance<sup>10</sup>. Ces expériences engendrent un processus de marginalisation, de mise à l'écart de la société. Finalement, ces conditions de vie précaires plongent les personnes dans une dynamique de survie qui contribue à les fragiliser davantage. L'itinérance est un véritable cercle vicieux pour l'individu qui peine à trouver des portes de sortie de l'exclusion. Si ce phénomène est surtout le fait d'hommes âgés entre 30 et 44 ans (Fournier et Chevalier, 1998), des jeunes partagent certaines de ces problématiques, tout en occupant différemment l'espace urbain, en groupe notamment (Bellot, 2001; Dubet, 1987; Marlière, 2005; Parazelli, 2002). Le contexte des années 1980 aurait favorisé l'apparition d'individus de plus en plus jeunes dans les rues des centres urbains canadiens ainsi que dans les ressources communautaires d'hébergement d'urgence notamment (Bellot, 2001; Côté, 1988; Denis, 2003; Hurtubise, Vatz Laaroussi, et Dubuc, 2000; Parazelli, 2002; Poirier et al., 1999).

Sans entrer dans tous les détails des différentes perspectives d'analyse portant sur ce phénomène complexe et hétérogène, relevons, à l'instar de Parazelli (2002), trois réflexions prépondérantes à l'exercice de la conceptualisation : les enjeux normatifs (rupture ou écart avec la norme dominante, jeunes à protéger ou à punir, assistance ou répression), les enjeux sociohistoriques de la jeunesse (place sociale, dimensions du passage à la vie adulte, apparition de la notion de risque) et les enjeux épistémologiques (perspectives d'analyse : descriptive, comportementaliste, épidémiologique, analytique, processuelle, ou constructiviste).

Force est de constater que les dernières générations de travaux sur les jeunes de la rue à Montréal, notamment ceux de Bellot (2001) et de Parazelli (2002), adoptent une perspective

---

<sup>10</sup> Rappelons brièvement que « l'itinérance » est, depuis les années 1970-1980, un concept très utilisé en Amérique du Nord pour qualifier et définir la situation d'errance de personnes exclues, sans abri, vivant essentiellement dans les rues des centres urbains (Laberge, 2000). Identifiée comme un problème social majeur au Québec, une politique de santé et de bien-être social tente d'agir sur l'itinérance depuis les années 1990. Par la suite, l'engouement pour les réflexions théoriques autour du phénomène d'exclusion sociale associera des causes

analytique processuelle et constructiviste. S'intéressant ainsi davantage aux parcours et aux pratiques des jeunes, de leurs antécédents à leurs expériences dans la rue et à leurs perspectives de socialisation, ces auteurs tentent de comprendre les expériences sociales des jeunes du point de vue des acteurs eux-mêmes. La rue n'est plus alors perçue comme un lieu de rupture et d'exclusion, mais plutôt comme un « univers social » (Bellot, 2001), un « espace transitionnel » revêtant des dimensions « géosociales » (Parazelli, 2002). Si ces deux perspectives sont différentes à bien des égards<sup>11</sup>, elles permettent de concevoir la rue comme une « expérience sociale » participant au passage à la vie adulte. Reprenant les travaux de Stoecklin (2000), Bellot (2001, p. 78) privilégie d'ailleurs le terme « en situation de rue » pour appréhender les rapports hétérogènes des jeunes avec leurs expériences dans la rue et pour mettre ainsi en exergue les interactions, les contraintes, les stratégies et les logiques d'action qui leur sont propres. Cette conceptualisation me paraît tout à fait opérante, sachant que les jeunes en difficulté ne sont pas tous des jeunes de la rue, mais qu'ils partagent des traits communs, des formes d'expériences liés à l'itinérance ou au risque d'itinérance.

Afin de simplifier le propos, je privilégie donc les termes « jeunes en difficulté » ou « en situation de marginalité » pour traduire la diversité des trajectoires personnelles vécues dans la rue, dans les OCJ, dans la précarité, en voie d'insertion ou d'exclusion. Cela me permet également de respecter les rapports hétérogènes des jeunes avec ces expériences en évitant, le plus possible, de porter un jugement négatif sur celles-ci et en tentant de les mettre en perspective avec les expériences de la jeunesse en général. Cependant, si les trajectoires varient d'un individu à l'autre, il semble que les antécédents à la situation de marginalité aient quelques traits communs.

---

structurelles à des causes individuelles, pour parler de processus d'exclusion, de marginalisation et de « vulnérabilisation » (*Ibid*).

<sup>11</sup> Pour Bellot (2001) la rue est plus qu'un espace, c'est un *univers social* et ainsi, une expérience faite de contraintes et d'opportunités : les jeunes interagissent avec d'autres jeunes, d'autres groupes et ainsi, établissent des logiques d'action. La rue, pour Parazelli (2002), est un *espace transitionnel* à partir duquel l'identité des jeunes se forme.

### 1.1.2 Des variables explicatives

Si le choix et le poids des variables explicatives diffèrent d'une étude à l'autre, force est de constater que les expériences négatives vécues dans l'environnement social immédiat des jeunes, principalement dans la famille, ont été identifiées par les auteurs pour expliquer le passage à la rue ou à la marginalité (ASPC, 2006; Bellot, 2001; Côté, 1988; Goyette et al., 2011; Parazelli, 1997, 2002; Poirier et al., 1999). Notons qu'au Canada, comme ailleurs, la violence familiale est un thème particulièrement récurrent dans les analyses des déterminants des problèmes sociaux des jeunes (Bourassa, 2003; Hanigan, 1990; Palacio-Quintin et Jourdan-Ionescu, 1994). Même si certains auteurs considèrent les expériences de rue comme une forme d'expérimentation et de construction de soi, les jeunes eux-mêmes identifient les expériences de violence familiales et institutionnelles comme facteur de passage à la rue (ASPC, 2006; Flamand et Aubin, 2004)<sup>12</sup>.

D'autres antécédents familiaux sont récurrents dans les écrits : la pauvreté, les problèmes de consommation des parents, les expériences d'instabilité résidentielle des parents (ASPC, 2006; Aubin, 2008; Aubin, Abdel-Baki, Baret, Cadieux, et Hill, 2011; Brannigan et Caputo, 1993; Parazelli, 2002; Toupin, Pautzé, et Lanctôt, 2009). Les jeunes en difficulté seraient ainsi majoritairement issus de milieux défavorisés :

The family histories of most homeless youth are troubled, often consisting of disrupted and abusive home environments. High rates of drug and alcohol abuse are found among the parents of street youth, as is parental criminality (Hagan et McCarthy, 1997; Maclean, Embry, et Cauce, 1999). Additionally, a high percentage of the families are on social assistance (Ringwalt, Greene, et Robertson, 1998), and disrupted families are common, with few homeless youth reporting having lived with both biological parents (Hagan et McCarthy, 1997) (Kidd, 2009, p. 1).

---

<sup>12</sup> D'après l'enquête épidémiologique de l'ASPC (2006) réalisée auprès de 5000 jeunes de la rue entre 1999 et 2003, 15 % d'entre eux ont déclaré que leurs parents avaient eux-mêmes déjà été sans abri et occupaient un emploi de « statut inférieur ». En outre, plus de 50 % des jeunes interrogés estiment avoir été victimes de violences psychologiques ou de négligence dans leur famille. Ces données quantitatives canadiennes corroborent d'autres études qualitatives ou quantitatives réalisées à l'échelle du Québec et qui identifient le milieu familial comme étant le facteur principal ayant déterminé l'expérience de rue, sinon la fugue et la fuite d'un environnement de vie hostile (Lussier et Poirier, 2000).

D'après les travaux de Parazelli (2002), les relations familiales déterminent les modes de relation, d'utilisation et d'occupation de l'espace urbain. Les jeunes ayant vécu des formes de relations parentales incohérentes sont attirés par la liberté et projettent dans la rue des modes de relation basés sur la quête de soi, le destin de marginalité ou la rébellion, comme s'ils cherchaient à construire «un récit mythique attribuant un sens social [à leur] parcours personnel » (op.cit., p. 221). À l'inverse, la volonté de se charger soi-même de son destin semble plus forte chez les jeunes ayant expérimenté l'abandon parental, le rejet et les ruptures sociales répétées. Ils vivent un besoin urgent de fuir et de survivre à la menace de l'inexistence sociale. Le besoin d'indépendance et de reconnaissance marque leurs pratiques qui se traduisent d'ailleurs par davantage d'instabilité géographique à travers l'espace urbain. La majorité des jeunes rencontrés dans cette étude (62 %) cherchent à fuir un milieu familial autoritaire (violence psychologique, physique et sexuelle, domination abusive). S'affirmer, être libre et indépendant sont leur *leitmotiv*.

Les caractéristiques du milieu familial ne seraient cependant pas le seul élément déclencheur et l'on ne saurait écarter de l'analyse le contexte structurel de la société : le chômage de masse, les mutations familiales et les transformations de l'État-providence. C'est en effet une autre variable explicative importante du phénomène de la situation de marginalité (Colombo, 2010). Cela représente des freins importants à leur insertion stable et durable dans la société (Goyette, Bellot et Panet-Raymond, 2006). C'est enfin un autre élément explicatif des antécédents familiaux.

Depuis les années 1970 essentiellement, l'autonomie personnelle et professionnelle, surtout des plus vulnérables, est analysée sous l'angle des dangers et des risques de rupture (Goyette et al., 2011; Parazelli, 2007). Les bouleversements économiques ont entraîné d'importantes mutations sociales et politiques touchant particulièrement les jeunes (Nagels et Rea, 2007). La restructuration de l'État-providence, la transformation du marché du travail et l'évolution de la structure familiale ont en effet profondément affecté le passage à la vie adulte des jeunes qui

peinent ainsi à être autonomes, émancipés, intégrés en termes de développement personnel, de moyens d'existence, d'appartenance familiale et de définition de leur place dans la société :

Depuis la crise pétrolière de 1973 et les tendances de la mondialisation, le marché du travail des pays occidentaux a connu de nombreuses transformations s'orientant vers une économie du savoir, vers une flexibilité de l'emploi et une précarisation des emplois les moins qualifiés. Dans ce contexte, les jeunes issus des milieux populaires, ou ceux ayant connu des difficultés de vie dans leur enfance, vont être les premiers à subir de plein fouet ces bouleversements, s'enfonçant dans un chômage de masse qui ne leur permet plus de passer à une vie adulte indépendante. [...] La famille a connu deux évolutions majeures qui, de manière contradictoire, affaiblissent et renforcent le passage à la vie adulte des jeunes. D'une part, l'effritement du lien conjugal et des valeurs qui s'y rattachent ont marqué l'apparition de nouvelles familles monoparentales, homoparentales et recomposées, brouillant ici les repères normatifs. D'autre part, la vie familiale s'est individualisée et démocratisée, laissant de côté la hiérarchie parents-enfants, et la dimension communautaire [...] (Goyette et al., 2011, p. 2).

Ces données structurelles – globalisation, crises économiques, nouvelles technologies, désengagement de l'État – ont considérablement modifié les conditions d'insertion des jeunes dans la société (Givord, 2005). En ce qui concerne le Québec, il faut considérer également des disparités régionales qui accentuent les risques d'exclusion. Tous ces facteurs expliquent que l'on observe depuis les années 1980 chez les jeunes une croissance de la pauvreté, un taux de chômage plus élevé que chez les adultes et un important taux de bénéficiaires de l'aide sociale pour les moins de 30 ans (Goyette et al., 2006; Hanigan, 1990). Ces difficultés d'insertion varient en fonction du sexe, des origines sociales, des régions, des périodes, du niveau de scolarité, de la nationalité, des événements marquants dans l'enfance, des réseaux et des expériences de vie, mais la « jeunesse » en général est un domaine d'intervention sociale et politique, de recherche et de préoccupation important en raison de la plus grande vulnérabilité des jeunes face aux changements structurels :

Les jeunes en particulier y font l'expérience d'une relation doublement négative: par rapport au travail lorsque l'alternance du chômage et du sous-emploi ne permet pas de définir une trajectoire professionnelle stable; par rapport aux repères socio-relationnels, lorsque la famille n'a pas grand chose à transmettre comme capital social, que le système scolaire est étranger à la culture d'origine, comme chez les immigrés, et que la sociabilité s'épuise dans des relations évanescences où l'on « tue le temps » avec de petites provocations et de petits délits, pour surmonter l'ennui d'une temporalité sans avenir. La « galère » est sans doute une expérience nouvelle, ou relativement nouvelle, de désaffiliation, entendue comme ce basculement dans un

mode d'existence qui n'est structuré ni par un rapport continu au travail ni par l'inscription dans des formes stables de sociabilité (Castel, 1994, p. 20).

Force est de constater, en outre, que si une « question sociale des jeunes » est apparue, l'intervention sociale s'est peu à peu centrée sur les difficultés d'insertion professionnelle et sur les solutions pour les amener à l'emploi (Demazière et Dubar, 2005; Givord, 2005; Trottier, 2000). Or, il est important de comprendre également que des ruptures culturelles juvéniles sont très présentes dans la société (Chobeaux, 2011). Si l'on évoque les « années post révolution tranquille », avec la remise en question des normes, la revendication de nouveaux droits sociaux, la construction de l'État-providence, il faut sans doute ne pas éliminer des lectures des situations de marginalité, une dimension revendicative d'un mode de vie « alternatif », une volonté de se démarquer de la norme sociale dominante sans toutefois pour autant rechercher l'exclusion (Greissler, 2007).

En somme, s'il est difficile de délimiter les contours de la situation de marginalité dans les écrits, on retrouve des antécédents et des facteurs explicatifs communs à des parcours hétérogènes. Parmi ceux-ci on retiendra les origines sociales, les relations familiales perturbées, le contexte socio-économique de société et la perte de repères des jeunes qui cherchent/trouvent peut-être dans la marge, des références ou des référents « alternatifs ». Nous verrons ce que l'on peut retenir de certaines formes d'expériences marginalisées.

### **1.1.3 Des expériences marginalisées**

Les expériences en situation de marginalité contribuent à modifier les contours du passage à la vie adulte, non sans risques d'impasses, surtout pour des jeunes qui peinent à trouver un sens à des expériences difficiles, voire destructrices (Goyette et al., 2006; Goyette et al., 2011; Hanigan, 1990; Roy, Haley, Boudreau, Leclerc, et Boivin, 2009). Parmi les expériences récurrentes, identifiées par les auteurs comme représentatives de la situation de marginalité, je retiendrai : la rue et l'occupation de l'espace urbain, la déscolarisation et les difficultés

d'insertion sur le marché de l'emploi, l'assistance, la désaffiliation, la délinquance, et la sortie de rue.

### *1.1.3.1 La rue et l'occupation de l'espace urbain*

Au Canada, on dénombrerait environ de 45 000 à 150 000 jeunes dans la rue à travers le pays (ASPC, 2006; Haley et Roy, 1999), bien qu'il soit difficile d'établir un chiffre exact tant il y a une diversité des expériences de rue qui, pour la majorité des jeunes, est transitoire (Colombo, 2008). Les études québécoises dénombrent environ 15 000 itinérants à Montréal, sans faire de distinction d'âge et de sexe et sans toutefois citer de sources ni de technique d'échantillonnage précises. Des chiffres issus de données de monitoring d'organismes communautaires québécois semblent plus fiables et font état, en 1996, de 3210 jeunes de moins de 30 ans ayant fréquenté des ressources d'hébergement et de 6167 jeunes ayant fréquenté des centres de jour et des soupes populaires (Fournier et Mercier, 1996). De même, l'institut de la statistique du Québec établit à 28 214 le nombre de personnes ayant fréquenté les OC d'hébergement à Montréal en 1998. De ce nombre, le tiers aurait moins de 30 ans et 12 666 personnes auraient été sans abri au moment du recueil de données (Fournier et Chevalier, 1998)<sup>13</sup>.

Selon les estimations de Parazelli (1997) dans les années 1990, les jeunes de la rue à Montréal avaient entre 13 et 25 ans et il y aurait eu autant d'hommes que de femmes à occuper cet espace. Entre 1999 et 2003, les participants à la recherche de l'ASPC (2006) avaient entre 15 et 24 ans et les hommes étaient environ deux fois plus nombreux que les femmes. Certains recensements plus récents dans des OCJ indiquent également une présence plus importante d'hommes, une recrudescence des jeunes filles, des mineurs et un allongement de l'âge des jeunes allant parfois jusqu'à 30 ans<sup>14</sup>. Notons enfin que ces chiffres ne sont pas récents et que

---

<sup>13</sup> Il semble qu'aucune autre étude statistique n'ait été réalisée depuis au Québec.

<sup>14</sup> Pour la Maison Dauphine, un OCJ à Québec, les jeunes âgés entre 12 et 24 ans, seraient environ 500 à fréquenter l'établissement chaque année. Les mineurs représenteraient environ 30 % des jeunes : « En 2010-2011, 440 jeunes différents se sont présentés au Local de la rue d'Auteuil. Si l'on inclut les jeunes qui fréquentent les programmes de remise en action (JAD, Baby Boom et l'École de la rue) c'est plus de 550 jeunes qui ont

la recherche souffre par conséquent de repères quantitatifs précis dans ce domaine. Il est en fait très difficile d'opérer un recensement en particulier en raison de l'errance urbaine, de la difficulté à établir une définition de la situation de rue et, partant, d'élaborer une technique d'échantillonnage fiable.

On peut néanmoins retenir que certains jeunes font un bref séjour dans la rue (quelques semaines l'été), d'autres y trouvent un espace plus ludique, d'autres encore appréhendent la rue comme leur lieu de vie. Une autre spécificité commune de ce mode de vie est l'errance ou le « nomadisme » (Côté, 1988) à travers l'espace urbain local, national, voire international (Desmeules, 2004; Sheriff et Coll., 1999). Par ailleurs, on observe des pratiques comme la mendicité, la vie en squat, la vente ou la consommation de drogues, le développement de stratégies formelles ou informelles de survie comme la prostitution ou le *squeegee*<sup>15</sup>. Nombreux sont ceux qui décrochent du système scolaire et parfois perdent leurs liens familiaux. Comme je l'ai déjà montré, l'origine de l'expérience de marginalité est le plus souvent caractérisée par des fugues, des fuites d'un milieu familial difficile voire hostile (Gilbert et Parazelli, 2004; Parazelli, 2002). À titre d'exemple, les données de monitoring de la *Maison Dauphine* (OCJ venant en aide aux jeunes de la rue à Québec), indiquent que :

Pour la grande majorité, ces jeunes ont rompu d'une manière ou d'une autre avec la société et souvent avec leur famille. Plusieurs vivent des problématiques multiples : pauvreté, errance/itinérance, toxicomanie, situations de crise, violence, problèmes de santé physique, problèmes de santé mentale ou prostitution. Souvent victimes de violence, ils ont vécu l'isolement et connu de graves difficultés émotionnelles. Un grand nombre de jeunes se sont promenés de foyers d'accueil en centres d'accueil, accumulant problèmes de toute nature et de la colère renforçant par le fait même leur rupture sociale et affective. L'errance urbaine et ses dangers sont moins effrayants que ce qu'ils cherchent à fuir (MaisonDauphine, 2011, p. 10).

Par ailleurs, les jeunes sont identifiables à travers la ville, en raison à la fois de leur *look* et de leur façon originale d'aborder le public ou simplement parce qu'ils sont souvent en groupe.

---

fréquenté la Maison Dauphine dont le tiers est composé de nouveaux venus. [...] On observe une augmentation de la fréquentation des filles. Toutefois, les garçons sont encore en plus grand nombre soit 60 % par rapport à 40 % pour les filles ». (Rapport annuel d'activités 2010-2011, p.10)



Cette forte visibilité sociale caractérise leur situation et attire d'autant plus l'attention sur eux (Bellot, Raffestin, Royer, et Noël, 2005; Tessier, 1998; Zeneidi-Henry, 2002). Ces jeunes sont non seulement repérables pour le lieu de vie qu'ils investissent, pour leurs pratiques, mais aussi pour les enjeux qui en découlent, pour eux-mêmes comme pour la société. Cette représentation négative de leur mode de vie amène par exemple les pouvoirs publics à mettre en place des mesures coercitives à leur endroit (utilisation abusive du mobilier urbain, interdiction du *flânage* dans les centres commerciaux, etc.).

La « judiciarisation » est en effet un élément du contexte politique de l'itinérance à Montréal. C'est l'une des réactions de la société face à ce phénomène. Bellot et al. (2005) affirment que le droit et notamment le droit pénal est mobilisé, utilisé et légitimé comme outil de gestion des problèmes sociaux des populations marginales. Les pouvoirs publics oscillent de ce fait entre aide et contrôle. D'une part, l'assistance éducative cherche à replacer les jeunes dans des contextes de socialisation « conformes » (école, famille, institutions). D'autre part, on observe des mesures coercitives (comme la judiciarisation) en raison de l'explosion du nombre de jeunes dans les rues à Montréal, l'été surtout. La paix et l'ordre public sont donc la trame générale de la judiciarisation de la population itinérante à Montréal. Ainsi,

[...] les pratiques de judiciarisation [...] révèlent comment il est devenu légitime d'enfermer les plus pauvres au nom de la sécurité et la qualité de vie de certains citoyens pour rendre les rues du centre-ville plus propres et attrayantes. Cacher la pauvreté en prison, telle est la réponse sociale de Montréal à l'itinérance et aux difficultés des individus (Bellot et al., 2005).

D'après le rapport de recherche de Bellot et al. (2005) la judiciarisation a quadruplé de 1995 à 2003 (de 1422 à 4 202 constats d'infractions). Force est de constater le caractère mineur des infractions (consommation d'alcool, entrave à la circulation, offre de services, présence dans les parcs en dehors de heures d'ouverture, être couché dans le métro, etc). On constate tout d'abord la « surjudiciarisation » de « groupes cibles », parmi les itinérants, des personnes visées en fonction de leur visibilité : les jeunes et les femmes, qui pratiquent des stratégies de

---

<sup>15</sup> Le *squeegee* est une pratique répandue dans le milieu de la rue qui consiste à se poster aux lumières pour nettoyer les vitres des automobiles, moyennant une contribution volontaire des automobilistes. Pour plus

survie comme le *squeegee* ou encore le travail du sexe. De plus, dans 75 % des cas, l’incarcération est l’issue de ces dossiers judiciaires. Ceci laisse penser que ces procédés juridiques organisent en quelque sorte l’exclusion sociale. Les pratiques d’occupation de l’espace des jeunes de la rue sont ainsi perçues comme des pratiques délinquantes.

### *1.1.3.2 La délinquance*

L’implication des jeunes en difficulté dans des activités criminelles ou délinquantes est un phénomène difficile à cerner en raison de l’écart qui existe entre les chiffres officiels et les pratiques non appréhendées par les services de police et donc non répertoriées (Hanigan, 1990). Nombre d’auteurs rattachent la délinquance à l’adolescence et aux prises de risque des jeunes qui testent leurs limites. La plupart des délits sont ainsi associés à « la passion du risque » (Le Breton, 1991), à la « quête de sensations fortes et de l’identité » (Hanigan, 1990), c’est-à-dire à la mise à l’épreuve de soi, de l’autorité des adultes et de la société. La majorité des délits étant bénins, on observe finalement peu de « carrières délinquantes ». Ce type de comportement s’estomperait d’ailleurs avec le passage à la vie adulte et avec la sortie de la rue notamment (Bellot, 2001; Colombo, 2008).

Dans la rue, les jeunes seraient plus exposés que d’autres à participer à des activités délinquantes ou criminelles (Brannigan et Caputo, 1993). La consommation de drogues est en outre un fait avéré dans nombre d’études portant sur les jeunes en situation de marginalité (ASPC, 2006; Hanigan, 1990; Parazelli, 2002). Les données des OCJ indiquent également cette tendance et inscrivent leurs interventions dans la réduction des méfaits (éducation, distribution de condoms, de seringues et de pipes à crack, activités de prévention, intervention par les pairs) (SCS, 2008).

---

d’informations sur ce sujet, on peut consulter l’article de Denis (2003).

Les antécédents familiaux font également partie des facteurs explicatifs de l'implication des jeunes dans des activités criminelles, déviantes ou délinquantes (Hagan et McCarthy, 1997; Le Blanc, Ouimet, et Szabo, 2003). De même, les conditions de vie en situation de marginalité favorisent l'apparition de pratiques illégales : travail au noir, travail du sexe, voire, vente de drogues (Bellot, 2001; Côté, 1988; Karabanow, Hughes, et Kidd, 2010; Parazelli, 2002). La stigmatisation des jeunes participerait au développement de ces stratégies de survie. Même si ces interactions ne sont pas toujours négatives, l'influence des pairs joue également un rôle important dans l'apprentissage et le passage à l'action de pratiques illégales et criminelles (Becker, 1963).

#### *1.1.3.4 Le décrochage scolaire et l'accès à l'emploi*

Le décrochage scolaire, le fait d'interrompre ses études avant l'obtention d'un diplôme<sup>16</sup>, concerne 30 % de jeunes environ au Québec, qui, majoritairement, arrêtent ainsi leur scolarité avant la fin du secondaire (Bellot, 2001; CPJ, 2002; Doray et al., 2011; OCDE, 2013). Encore une fois, des antécédents familiaux peuvent expliquer ce phénomène : moins les parents sont diplômés, plus le risque de non-diplomation est élevé (Belzil, 2004). Par ailleurs, la nature de l'enseignement est parfois mise en cause par les jeunes qui ne se retrouvent pas dans le système scolaire et les méthodes d'apprentissage<sup>17</sup>. Il existe des écoles alternatives dans certains OCJ qui tentent d'accompagner les jeunes dans leur projet de retour aux études. Il s'agit majoritairement de terminer le cycle secondaire. Certains jeunes utilisent toutefois ce tremplin pour entamer par la suite des études post-secondaires (Vienne, 2005)<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> On parle de « taux de non-diplomation avant 20 ans » plutôt que de « taux de décrochage scolaire » (Doray, Prévost, Delavictoire, Moulin, et Beaud, 2011)

<sup>17</sup> Bellot (2001) a mis en exergue dans sa thèse les discours de jeunes de la rue ayant éprouvé des difficultés d'apprentissage et ayant été orientés vers des classes spécialisées. Par ailleurs, certains jeunes ont déclaré avoir été étiquetés et stigmatisés dans leur parcours scolaire. En outre, la majorité d'entre eux ont mentionné des problèmes de comportement et de conduite ainsi que des tendances à contester le système et l'autorité à l'école. Cette dynamique de protestation tend à éloigner les jeunes de cette institution.

L'absence de diplôme est une caractéristique des jeunes en difficulté qui peinent à s'insérer sur le marché du travail (Goyette et al., 2006; Molgat, 2011). Certains développent ainsi des stratégies de survie légales ou illégales : emplois précaires sans qualification et à faible taux de rémunération, travail au noir, système d'assistance du revenu (Karabanow et al., 2010). Pour autant, c'est une préoccupation réelle pour les jeunes qui doivent, confrontés à toutes les difficultés structurelles du marché du travail, pallier leur manque de qualification et d'expérience de travail reconnu (Trottier, 2000). Ils font effectivement face à une double contrainte : non seulement ils sont stigmatisés, mais en plus les emplois à leur portée ne correspondent pas toujours à leurs aspirations. À cause de leur apparence extérieure (piercings, tatouages, tenue vestimentaire, coiffure), certains employeurs sont réticents à leur offrir un emploi. De plus, dans une logique de revendication, des jeunes refusent les valeurs associées au travail, à l'argent, au pouvoir et refusent de se conformer aux règles strictes de l'école ou de l'emploi salarié (Bellot, 2001). Certains cherchent ainsi à se distancer des normes dominantes du travail afin de préserver les attributs identitaires de leur situation de marginalité (Greissler, 2007).

Les trajectoires des non-diplômés se traduisent par des difficultés importantes d'insertion professionnelle (emplois précaires, revenus peu élevés, taux de chômage 3 à 4 fois plus élevé que les jeunes diplômés d'université). En outre, quittant plus tôt le domicile familial, ils se trouvent plus exposés au risque d'exclusion que les jeunes diplômés (Molgat, 2011, p. 47). Sans acquis scolaire, sans soutien familial, sans réseau social pour se placer sur le marché du travail, les chances d'insertion professionnelle sont considérablement réduites. Les possibilités de formation qualifiante ou de retour aux études sont par ailleurs assez compromises pour des jeunes dont la situation de marginalité les pousse à travailler dans n'importe quelle condition ou à demander l'aide sociale pour s'en sortir :

En ce sens, les rôles respectifs joués par la famille, le marché du travail et les programmes de soutien à l'emploi ont pour effet d'immobiliser les trajectoires en

---

<sup>18</sup> Les horaires et les techniques d'enseignement sont adaptés à chacun. Des psychoéducateurs les accompagnent pas à pas comme c'est le cas dans l'école Emmett Johns à Montréal (Bon Dieu Dans la rue), ou dans la Maison Dauphine à Québec.

emploi et le niveau de revenu des jeunes non-diplômés, même après une première stabilisation sur le marché du travail (Molgat, 2011, p. 48).

#### *1.1.3.5 L'aide sociale et communautaire*

Depuis les années 1970-1980, l'État québécois et le milieu communautaire notamment mettent en œuvre des programmes d'insertion sociale et professionnelle remplaçant ainsi l'Église dans la « gestion du social » (White, 1994). De façon générale, la prise en charge des jeunes en difficulté repose sur plusieurs secteurs : la sécurité du revenu, les services sociaux, les organismes communautaires, la santé, le milieu scolaire, entre autres. La notion de difficulté a été rattachée à celle d'adaptation des jeunes aux normes culturelles, sociales, professionnelles ou scolaires (Bartkowiak, 2005).

L'aide sociale et communautaire fait partie de l'expérience des jeunes en situation de marginalité. La précarité, la pauvreté, les difficultés d'insertion professionnelle, la consommation de drogues, les pratiques à risque amènent les jeunes à fréquenter des organismes communautaires ou institutionnels et de se voir ainsi, parfois à leur corps défendant, orientés dans des dispositifs d'insertion (Brum-Schäppi, 2008). En 2001, une stratégie politique québécoise de la jeunesse a vu le jour. Elle vise à construire une action concertée à l'endroit des jeunes, surtout des plus en difficulté. Face à la recrudescence des problèmes sociaux chez les jeunes, nombre de commissions parlementaires se sont penchées sur des stratégies politiques et des dispositifs d'intervention à établir depuis les années 1980 déjà. De même, les rapports scientifiques sur le sujet n'ont fait que croître depuis les années 1970 (*Ibid*).

En fait, les crises économiques des années 1970-1980 ont fragilisé le marché du travail. Nombre de jeunes, précarisés par ces phénomènes structurels, ont fait appel à l'aide sociale pour bénéficier d'un revenu minimum. Ainsi, de façon à empêcher les jeunes de tomber dans l'assistanat, le gouvernement a d'abord décidé de verser une allocation moins élevée aux

jeunes de moins de 30 ans (160\$ au lieu de 480\$). À la fin des années 1980, le montant de cette allocation a été porté à 400\$ mensuel (Groulx, 2005). Toutefois, deux catégories ont été créées : les « aptes » et les « inaptes » au travail, ce qui implique des mesures d'employabilité pour les premiers<sup>19</sup>. Le système de l'aide sociale a ainsi rapidement pris un tournant coercitif avec la volonté de diriger les jeunes vers l'emploi ou des dispositifs de qualification. D'autres mesures, ajoutées plus tard, se veulent également dissuasives : le partage de logement, la contribution parentale obligatoire, le Carrefour jeunesse, la loi 57, le *Projet Solidarité Jeunesse* et le plus récent *Plan Nord*<sup>20</sup>. Nombre d'organismes communautaires ont dénoncé ces mesures jugées « punitives » divisant les jeunes, les obligeant à intégrer des parcours professionnels non désirés, ou contraints, à survivre sans revenu décent et sans opportunités d'insertion sociale (Bélisle, Yergeau, Bourdon, Dion, et Thériault, 2011; Lima, 2010; Trottier, 2000; Vultur, 2005, 2009)<sup>21</sup>.

### 1.1.3.3 La « désaffiliation »

De nos jours, on constate que des individus sont à la marge, voire au-delà des limites, tout en continuant physiquement à côtoyer la société, sans qu'il y ait eu là, une quelconque volonté d'ostracisme. C'est ce que les sociologues ont appelé l'exclusion sociale. Ce concept introduit leur volonté d'expliquer, pour mieux agir, pour prévenir voire guérir un mal identifié à partir

---

<sup>19</sup> Ces mesures d'employabilité correspondent à l'obligation de rechercher un emploi et de suivre des rendez-vous avec le Carrefour jeunesse, entre autres.

<sup>20</sup> Le fait de *partager un logement* avec un membre de sa famille ou un simple colocataire fait diminuer le montant de la prestation d'aide sociale versée. La *contribution parentale* fait référence aux obligations des parents de subvenir aux besoins de leurs enfants. Le *Carrefour jeunesse* est un centre de ressources pour jeunes adultes en difficulté d'insertion sur le marché du travail. Il en existe dans chaque territoire d'action sociale. Le *projet de loi 57* remplace le dispositif d'aide sociale en 2004. Ce nouveau texte vise à instaurer un barème minimum de prestation d'aide sociale, protégé de toute réduction (pénalité, contribution parentale). Le *Projet de Solidarité Jeunesse* est un dispositif de mise à l'emploi des jeunes en marge du marché du travail, basé sur des expériences de volontariat. Le *Plan Nord* est un vaste projet de développement du Nord du Québec qui comprend un volet d'action d'insertion professionnelle des jeunes en difficulté.

<sup>21</sup> Trottier (2000) nous rappelle en effet que les dispositifs ont souvent mal défini la notion d'insertion pour les jeunes, car elle repose essentiellement, dans l'esprit de leurs concepteurs, sur une logique professionnelle, au détriment des dimensions complexes et hétérogènes de la situation d'exclusion sociale ou de désaffiliation. Ainsi, même pour les plus diplômés, les risques se posent dans des termes similaires d'incertitude, de processus périlleux et de risques d'échecs de l'insertion sociale et professionnelle (Bélisle et al., 2011; Trottier, 2000; Van De Velde, 2008; Vultur, 2009).

de lignes de séparation entre plusieurs groupes d'individus, notamment entre les inclus et les exclus (Clavel, 1998). Il introduit en effet une définition innovante des populations en marge, suggérant l'idée d'un processus, d'une dynamique et d'une implication des institutions.

Au regard de la définition de Castel (1994), ce phénomène peut être compris comme le résultat d'un processus de « désaffiliation ». Ce sociologue adopte une approche transversale de la marginalité, analysée par rapport au travail et par rapport à la place occupée dans la sphère sociale. Il distingue des zones dynamiques dans la société et nous amène à observer deux axes, c'est-à-dire, l'axe du travail (place dans la division du travail) et celui de la sociabilité (participation aux réseaux sociaux). Leur combinaison permet de distinguer plusieurs zones de cohésion sociale : la zone d'intégration (travail stable et supports relationnels solides), la zone de vulnérabilité (précarité du travail et fragilité relationnelle), la zone de désaffiliation (absence de travail et isolement social) et enfin, la zone d'assistance (la société a créé cette zone et se réserve le droit de déterminer ceux qui peuvent être aidés, selon ses critères, tous liés au travail).

L'important dans la définition de Castel (1994) est le couplage, « le double décrochage à la fois par rapport au travail et par rapport à l'insertion relationnelle » (*op.cit.* : p. 14). Avec des difficultés familiales et d'insertion professionnelle (le délitement des liens familiaux, le chômage de masse, la qualification professionnelle), les jeunes en situation de marginalité font partie des populations vulnérabilisées, en risque de désaffiliation.

Castel (1994) apporte des clés de compréhension intéressantes et offre un modèle descriptif et analytique pour situer l'individu au sein de la société. Le concept de « désaffiliation » présente l'avantage d'inviter à retracer les trajectoires individuelles, pour saisir comment et pourquoi les individus décrochent. Qu'en est-il lorsqu'ils raccrochent ?

### *1.1.3.6 Sortir de la situation de marginalité ou s'insérer ?*

Comme on vient de le voir, l'analyse de la situation de marginalité tend à se focaliser sur les risques physiques, psychologiques, sociaux et intellectuels. Cette perspective, « misérabiliste » ou « sécuritaire », alimente l'idée selon laquelle l'intervention sociale auprès des jeunes doit être basée sur le traitement de comportements jugés déviants ou anoniques (Pattegay, 2003)<sup>22</sup>. Dès lors, on écarte de nombreux enjeux pour ne mettre en exergue que la clôture du destin des jeunes de la rue dans un statut négatif, un état figé ou une inexistence sociale (Chobeaux, 1998)<sup>23</sup>.

Colombo (2003) fait un parallèle avec les rites anthropologiques du passage à la vie adulte, pour analyser les trajectoires de sortie de rue. D'après cette chercheuse, les jeunes finiraient par s'essouffler dans leur expérience de rue, finalement illusoire. De plus en plus confrontés à la pression sociale, ils remettraient en question ce mode de vie et ainsi, feraient petit à petit le choix d'interrompre une carrière de déviance. En fait, le jeune comprendrait qu'il peut être l'acteur de sa vie et ainsi, qu'il peut se projeter dans l'avenir et passer à la vie adulte sans la rue, de façon personnelle et singulière. De même, pour Sheriff et Coll. (1999), la sortie de rue est une période pendant laquelle le jeune réaménage son mode de vie selon la norme dominante, que ce soit sur le plan de l'emploi, du logement, des relations, de la fréquentation de la rue ou de la consommation de drogues. Or, d'après mes travaux de maîtrise, il semble que la vie après la rue ne représente pas toujours une coupure brutale et définitive avec cet espace (Greissler, 2007).

De façon générale, on observe des logiques d'intervention qui visent à considérer la situation de marginalité dans la perspective de transition à l'âge adulte. En théorie, l'insertion

---

<sup>22</sup> La rue est perçue comme un espace « d'errance » sociale et identitaire. D'après Chobeaux (1996), « les jeunes en errance en France » sont parfois ancrés dans une situation anonique. Tremintin (1999) propose une réflexion dans les mêmes termes, dans une revue professionnelle.



représente les actions d'un individu pour (re)trouver une place dans la société ou pour « sortir » d'une situation de marginalité. En pratique cela correspond à toutes les étapes du passage à la vie adulte. Des analyses, plus en vogue à l'heure actuelle, envisagent les parcours de vie des jeunes en situation de marginalité, comme le révélateur d'une volonté d'émancipation sociale, un facteur déterminant du processus de socialisation (Parazelli, 2002). De nouvelles orientations de recherche s'appuient en effet sur les trajectoires et les discours des jeunes. Elles envisagent le vécu subjectif de la marginalisation comme un facteur particulier de socialisation (Colombo, Gilbert, et Lussier, 2007). On peut dès lors analyser la construction identitaire en fonction d'un cheminement personnel de continuités et/ou de ruptures selon les tensions entre marginalité et conformité (Greissler, 2007).

Donner une définition en rendant compte de l'ensemble des modes de vie hétérogènes des jeunes en situation de marginalité se révèle être un exercice difficile. On retrouve une multiplicité de qualificatifs : *jeunes de la rue*, *dans la rue*, ou *itinérants*. Je reprends ici l'expression « jeunes en situation de marginalité » pour désigner une catégorie descriptive unifiant des pratiques et des expériences diverses. Afin de faciliter la compréhension de mes propos, j'engloberai ainsi les différents modes de vie développés à la marge de la société par des jeunes.

La situation de marginalité correspond, dans cette thèse, à l'ensemble des manifestations, directes ou indirectes, d'expériences de vie se situant dans un ensemble, dans une trajectoire – qui comprend les origines de la situation de marginalité, l'expérience sociale à la marge, le rapport à la marginalité et les perspectives d'évolution ou de développement. C'est dire que la situation de marginalité comprend l'errance, la délinquance, la toxicomanie, le décrochage scolaire, ou la fuite d'un milieu familial hostile, qui sont autant de manifestations possibles, plus interstitielles que permanentes, dans la biographie des jeunes.

---

<sup>23</sup> Pour Chobeaux (1998), la « zone », un espace vide de sens. S'ils revendiquent leur refus de partager le même mode de vie que leurs parents, ce projet de vie différent ne serait pas pensé.

On peut se demander maintenant comment cette situation de marginalité peut avoir une influence sur la socialisation. La situation de marginalité fait partie d'un processus de transitions, de la jeunesse à l'âge adulte. Si cette situation n'est pas toujours transitoire, elle est au moins *processuelle* en ce qu'elle traduit une réaction à des antécédents, en ce qu'elle augure d'autres développements dans la vie des jeunes.

## 1.2 Se construire

La jeunesse est une catégorie artificielle et mouvante. Pour tenter de la définir, le premier problème concerne le critère de l'âge qui est avant tout relatif à l'époque et au milieu dans lequel on situe l'étude<sup>24</sup>. Le gouvernement québécois a récemment établi le seuil de limite d'âge de la jeunesse à 35 ans, cherchant ainsi à reconnaître et à intégrer, dans la logique des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle, l'allongement du passage à l'âge adulte en fonction d'une insertion stable et durable dans la société (Brum-Schäppi, 2008). Si l'âge du point de passage peut varier considérablement d'une situation individuelle à l'autre, il semble toutefois que des difficultés importantes apparaissent entre 16 et 18 ans, période de transition, entre l'âge légal de la fin de la scolarité obligatoire et l'âge légal pour obtenir l'aide sociale de dernier recours (Bélisle et al., 2011). Finalement, comme nous venons de le voir, la situation de marginalité des jeunes est souvent analysée dans son aspect relatif à une rupture avec les normes sociales dominantes : adoption de comportements à risque ou délinquants, interruption des études sans avoir obtenu de diplômes et inadaptation au marché du travail (Goyette et al., 2006; Molgat, 2011).

Appréhender la situation de marginalité des jeunes impose l'analyse de la part de construction sociale qui détermine la jeunesse et la marginalité (Châtel et Roy, 2008; Galland, 2001). Cette

---

<sup>24</sup> La question de l'âge traverse toutes les études où l'on parle de « jeunes ». Par exemple, les découpages statistiques proposent des données selon des tranches d'âges et l'on retrouve ainsi, les 14-24 ans, 29-30 ans, 18-24 ans, 15-30 ans, ou encore, 22-29 ans. On parle aussi « d'adolescents », de « jeunes adultes » ou tout simplement de « jeunes ».

situation comprend aussi la manière dont l'individu réagit aux normes dictant les conduites que l'on attend d'un jeune et d'un adulte dans la société. C'est en effet une forme de prise de position intéressante à analyser.

Il semble important d'intégrer à ce raisonnement la notion de choix contraint et assumé, la logique d'action des jeunes dans un contexte de vie fait de contraintes, d'opportunités et de stratégies, ouvrant parfois la voie à une alternative aux normes dominantes (Bellot, 2001; Parazelli, 2002). Considérant la jeunesse et la situation de marginalité comme une expérience sociale, on s'interroge ici sur la socialisation des jeunes en situation de marginalité et ainsi, sur le sens des transitions et des expériences qu'ils vivent dans la perspective de leur passage à la vie adulte.

### **1.2.1 Des représentations sociales de la jeunesse**

Dans l'évolution de la société québécoise depuis les années 1970, trois grandes périodes ont influencé les représentations sociales de la jeunesse et les étapes du passage à la vie adulte des jeunes. La première période débute avec les chocs pétroliers<sup>25</sup>. Alors que les années 1960 et le début des années 1970 représentent l'avènement de l'État-providence, cette période est marquée par la fin des rêves de révolution tranquille et un recul des revendications collectives, sociales et identitaires dans un contexte de montée du chômage de masse, d'échec du référendum pour l'indépendance du Québec et de réforme de l'État-providence (Beauchemin, 2009; Leclerc et Beauchemin, 2002)<sup>26</sup>. La jeunesse se trouve fragmentée, obligée de s'adapter aux nouvelles réalités, sans bénéficier pour autant de suffisamment de soutiens familiaux ou

---

<sup>25</sup> Cette crise sans précédent est marquée par une croissance importante et rapide (1973 et 1979) des prix du pétrole brut en raison de la diminution de l'exploitation des puits dans les pays producteurs. En outre, le climat politique et économique (guerre du Kippour et fin des accords monétaires de *Bretton Woods*, renversement du régime en Iran) ébranle l'économie globale. Dans le même temps, le marché du travail des pays occidentaux est considérablement touché par la désindustrialisation, en particulier en ce qui concerne les emplois non qualifiés. (*Universalis*)

<sup>26</sup> Tel que ces auteurs le présentent, la réforme de l'État-providence est marquée par la centralisation, la bureaucratisation et la technocratisation.

étatiques (Goyette et al., 2006; Goyette et al., 2011; Hanigan, 1990). On assiste même à un renversement de la conception de la jeunesse : auparavant perçue comme active socialement, elle est désormais présentée comme « passive » et « peu politisée » (Muxel, 2001; Quéniart et Jacques, 2004). La définition de la jeunesse éclate ainsi en sous-groupes sur la base d'affinités culturelles, de modes de vie ou de problèmes sociaux (Chobeaux, 2011). C'est au cours de cette période qu'apparaît la notion de « jeunes en difficulté » pour qualifier une frange de la jeunesse marquée par le chômage, la précarité, l'itinérance, ou la pauvreté (Hanigan, 1990)<sup>27</sup>.

Les années 1980 et 1990 sont marquées par les théorisations de la situation d'« exclusion sociale » (Clavel, 1998), de « désaffiliation » (Castel, 1994) et de « déqualification sociale » (Paugam, 2000). La réponse à ces situations de vulnérabilité et de précarité est pensée en termes d'intégration et d'insertion socioprofessionnelle par les pouvoirs publics et les services sociaux communautaires (Goyette et al., 2006; Trottier, 2000). L'enjeu du travail devient central, surtout pour les jeunes qui sont alors divisés entre ceux qui ont un parcours « normal » (ayant des ressources familiales notamment) et ceux qui sont confinés dans un parcours marginal par la discrimination du marché de l'emploi (issus des milieux populaires), ainsi qu'entre les « aptes » et les « inaptes » au travail, pour ceux qui rencontrent le plus de difficulté d'intégration (Goyette et al., 2006). D'autres auteurs perçoivent les jeunes comme des « sujets » qui entretiennent un rapport variable au travail; alors que certains jeunes continuent à mettre l'emploi au centre de leur vie, d'autres l'abordent comme un instrument servant à subvenir à leurs besoins immédiats ou encore comme un moyen de vivre autrement (Vultur, 2009; Karabanow, Hughes et Kidd, 2010). L'allongement de la durée de la jeunesse ouvre, pour certains, sur une période de vie dilettante, où l'exploration de diverses expérimentations correspond en fait à des difficultés d'insertion socioprofessionnelle. Pour d'autres auteurs, les voies pour sortir de cette période sont difficiles à identifier et le maintien dans cette phase entraîne certains abus et pratiques à risques (Galland, 2001; Le Breton, 1991). Dans les années 1990 et 2000, face aux dangers épidémiologiques et sociaux entraînés par

---

<sup>27</sup> Les jeunes issus de milieux populaires, sans formation, ni ressources, deviennent petit à petit une cible des politiques publiques qui tentent de résorber les conséquences de cette crise sans précédent. De même, les maisons de jeunes, d'hébergement et le travail de rue émergent à cette période (René, 1991)

cette prolongation, la société se concentra davantage encore sur la prévention de divers problèmes sociaux spécifiques : suicide, ITSS, décrochage, toxicomanie, vie de rue, ou encore, gangs de rue (Moriau, 2011).

En même temps que persistent ces dernières perspectives, le contexte de domination des enjeux économiques exacerbe celui de la place des jeunes dans la société. Au regard de l'employabilité, les jeunes sont réduits au rang d'objets à insérer dans un marché du travail fluctuant (Trottier, 2000); sous un autre angle, on perçoit la redéfinition en profondeur des rapports au travail qu'exercent les jeunes en tant que sujets capables de modifier la culture du travail (Molgat, 2007; Vultur, 2009). Par ailleurs, en opposition à une tendance à se conformer à la consommation matérialiste, on assiste aussi à un renouveau du potentiel de mobilisation pour un changement social de la part des jeunes à travers une implication dans les mouvements altermondialistes ou étudiants par exemple (Guay, 2005; Jossin, 2013; Pleyers, 2004). Certains auteurs y voient d'ailleurs une mutation des formes d'engagement (Ion, 1997). Je reviendrai sur ce point dans la partie suivante. Retenons de ces évolutions qu'elles influencent la socialisation de jeunes très perméables aux changements conjoncturels (Gauthier, 2008).

### **1.2.2 Des transitions vers l'âge adulte**

Plusieurs repères servent à situer la jeunesse par rapport aux autres étapes importantes des trajectoires individuelles : les repères biologiques, culturels, juridiques, ou sociaux. Plusieurs transitions marquent en effet ce passage en lien avec des institutions et des milieux de vie, que ce soit la fin de la scolarité et l'obtention d'un diplôme (à la fin du secondaire ou des études postsecondaires), l'entrée sur le marché du travail (à temps plein ou à temps partiel), la formation d'une famille (la vie en couple ou l'arrivée d'un enfant), l'accès au logement (Galland, 2001; Molgat, 2002; Van De Velde, 2008).

Jusqu'à très récemment, les étapes du passage à l'âge adulte étaient de trois ordres : l'accès à l'emploi, l'accès au logement et la formation d'un couple ou d'une famille. Ces repères établissaient les contours de la jeunesse et de l'âge adulte, donnant à voir ce que l'on attendait des individus. Si des normes explicites ou implicites règlent les conduites, non seulement les repères évoluent, mais en plus les pratiques changent et chaque personne construit individuellement sa propre expérience. Les évolutions sociales et économiques ont ainsi modifié ces critères et partant, les rapports des jeunes et de la société à ceux-ci.

Les chiffres recensés au Québec montrent que les jeunes quittent majoritairement le domicile familial avant l'âge de 20 ans et qu'ils rentrent souvent sur le marché du travail à la fin du secondaire (Molgat, 2002). L'âge légal de la fin de la scolarité obligatoire est établi à 16 ans, mais tous les jeunes ne restent pas dans le système jusque là (CPJ, 2002; OCDE, 2013; Robertson et Collette, 2005). L'âge de la majorité au plan juridique marque le statut d'adulte, mais tous les jeunes ne sont pas égaux à 18 ans en termes de maturité. Si l'accès à l'emploi et au logement, ainsi que la création d'une famille restent des critères de l'âge adulte, qu'en est-il, par exemple, des personnes en couple, en emploi, mais vivant toujours chez leurs parents ? Si la parentalité marque le passage à la vie adulte, tous les jeunes parents ne sont pas indépendants. De plus, il est évident que la trajectoire d'un jeune issu d'un milieu aisé ne sera pas la même que celle d'un jeune issu d'un milieu populaire et défavorisé (Bellot, 2003).

La jeunesse n'est donc pas qu'une catégorie biologique et le passage à la vie adulte ne repose pas uniquement sur un certain nombre d'étapes à franchir, comme si l'on validait des items à un examen. En ce sens, les jeunes franchissent moins des stades de développement, des étapes de maturation – tels que « l'approche développementale » les présente à travers les cinq étapes de « l'adulte en émergence » (Arnett, 2004 dans Molgat, 2011) – qu'ils vivent pleinement un processus d'expérimentation conduisant à se construire, à s'établir et à être autonomes. Plus qu'une simple « prise de conscience », ce sont surtout les réactions à des événements – personnels, structurels, conjoncturels – qui marquent ce passage :

L'association entre la subjectivité de la définition pour soi et des dimensions plus structurelles qui projettent hors de soi contribue à la prise de conscience qu'on est

devenu adulte et non pas uniquement le passage à travers certaines étapes du développement. Ce constat conduit à se demander si la définition par l'âge en tant que période du cycle de vie ne serait pas plus fructueuse [...] (Gauthier, 2008, p. 3).

La première caractéristique de cette mutation est donc *l'allongement* de la jeunesse, observée maintenant depuis les années 1980. Les transitions vers l'âge adulte ont été décalées. La seconde caractéristique concerne la *désynchronisation* des seuils des transitions. Le passage à la vie adulte se situe en moyenne entre 25 et 29 ans au Québec, ce qui coïncide avec l'âge moyen des femmes à la naissance du premier enfant (Molgat, 2011). On peut vivre ces transitions rapidement, simultanément, ou indépendamment les unes des autres, après un long processus. Ce qui donne lieu par exemple aux phénomènes des jeunes travailleurs précaires, ou de la conciliation études-familles. Une troisième caractéristique concerne la « sensibilité des jeunes à la conjoncture » (Fortin, 1986 dans Gauthier, 2008). Nombre d'études en sciences économiques ou sociales sont venues confirmer ce fait montrant comment les jeunes sont plus vulnérables que leurs aînés (Goyette et al., 2006; Molgat, 2007; Vultur, 2009). Comme d'autres, Gauthier (2008) mentionne également une donnée démographique importante au Québec : le faible taux d'accroissement naturel qui tend à réduire la part des jeunes dans la population.

Les indicateurs du passage à la vie adulte sont donc plus difficiles à identifier et parfois ils sont également plus difficiles à généraliser (Cicchelli, 2001; Galland, 1996). Il existe des épreuves sociales, professionnelles, familiales, personnelles difficiles, voire impossibles à dépasser, et ces repères ne concordent plus avec les réalités de tous les jeunes :

Un résultat direct de cet allongement de la jeunesse est la rupture de concordance entre le seuil défini de la majorité légale [...] et les seuils sociologiquement identifiables de séparation entre l'expérience vécue de « jeune » et celle propre à l'adulte. [...] Tout se passe comme si l'opposition jeunes/adultes ne permettait plus de rendre précisément compte de la façon dont les trajectoires biographiques sont aujourd'hui façonnées par les multiples institutions de la vie sociale. L'âge perd son rôle de critère essentiel dans l'organisation de ces biographies et dans le règlement des transactions entre les individus (Moriau, 2011, pp. 17-19).

Ces mutations dans les transitions à l'âge adulte peuvent représenter une période de liberté et d'expérimentations pour une partie des jeunes, notamment des plus nantis, qui vivent alors des expériences distrayantes, même lorsqu'elles sont parfois dangereuses (Molgat, 2011). Pour d'autres, n'ayant pas de supports ou de ressources pour dépasser des obstacles, le passage à la vie adulte devient un véritable parcours du combattant (Bellot, 2003; Colombo, 2008). C'est en ce sens que j'envisage la situation des jeunes marginaux qui vivent le passage à la vie adulte à la fois comme une épreuve et une expérience au plan social, économique, physique et psychologique. Avant d'aborder ce point, je propose de faire un détour pour mieux comprendre les représentations sociales de la jeunesse dans le contexte québécois.

### **1.2.3 Des expériences marginalisées pour devenir adulte**

Comme je l'ai montré plus haut, le contexte actuel des sociétés occidentales remet en cause des éléments importants du processus traditionnel de socialisation. Nombre d'acteurs et d'auteurs reconnaissent aujourd'hui l'existence d'une crise des institutions sociales, des agents de socialisation et des références culturelles socialisatrices (Dagenais, 1996; Galland, 2001; Gauthier, 2008; Jeffrey, 2004; Van De Velde, 2008). Certains chercheurs ont essayé de repérer les étapes de la transition de l'adolescence vers l'âge adulte et les « rites de passage » contemporains (Bozon, 2002; Fellous, 2001; Jeffrey, 2004). Leurs travaux reposent sur l'idée selon laquelle les rites ont laissé la place à des processus plus progressifs du passage à la vie adulte. En fait, le regard porté sur la socialisation a évolué avec la société et il ne s'agit plus aujourd'hui d'un passage (ritualisé ou non) à un nouveau statut, mais plutôt de la constitution d'une multitude d'affiliations/désaffiliations sociales, d'un processus de transitions (Molgat, 2011). Un vertige émane de cette situation faite d'incertitudes, de risques, de contraintes et d'opportunités : les jeunes ont besoin de créer et d'expérimenter, par leurs propres moyens, leurs valeurs et leurs repères, alors qu'ils n'aboutissent pas en même temps à la maturation dans tous les domaines (Jeffrey et Boudreault, 2007; Roulleau-Berger, 1991; Schehr, 2000, 2002).



Devenir adulte aujourd'hui c'est expérimenter des façons d'être soi. Puisqu'on ne peut plus s'appuyer sur l'habitude et la tradition, l'incertitude justifie l'expérimentation de la liberté et, *a fortiori*, n'augure pas toujours une situation identitaire durable. La quête du Soi dans notre société amène les jeunes à essayer des rôles et des identités, comme beaucoup d'autres éléments de la vie sociale, de sorte qu'ils « bricolent » une identité (Bajoit, 2003).

Rouleau-Berger (1991; 1995) évoque les ruptures et les adaptations des jeunes dans les « espaces intermédiaires », comme les banlieues en France, dans lesquelles certains développent et redéfinissent leur propre identité. Ils chercheraient à « recontextualiser » leurs compétences de trois manières. L'auteure présente d'abord les compétences « intégratives » et « désintégratives » ainsi que des postures de rupture des cadres. Les premières concernent ceux qui transforment les cadres normatifs conventionnels pour les adapter à leur fonctionnement propre. Pour les secondes, l'auteure observe que la répétition d'expériences négatives en amène certains à développer des « compétences désintégratives ». Enfin, elle montre que d'autres acteurs vont préférer quitter les espaces intermédiaires pour se diriger vers d'autres espaces, afin de réaliser leur socialisation. Certaines analyses de la situation de marginalité envisagent ainsi les parcours de vie des jeunes comme une expérience sociale, révélatrice d'une volonté d'émancipation sociale. Dans cette perspective, Parazelli (2002) a développé le concept de « socialisation marginalisée » à partir d'une analyse des rapports des jeunes à la rue à Montréal et aux expériences vécues dans cet espace.

D'après cet auteur (op.cit. : 74), « [...] la marginalisation sociale est un mouvement autonome et/ou hétéronome qui n'expulse pas la personne du social, mais l'y ancre à sa périphérie », ce qui consiste en quelque sorte à vivre son processus de socialisation par la marge, telle une démarche de différenciation sociale, et non d'auto-exclusion. Ce processus s'articule selon « [...] un complexe de relations de pouvoir impliquant des contextes où se jouent des changements sociaux en émergence ou en train de se réaliser, qu'il s'agisse de contrôle social ou d'émancipation » (op.cit : 83). S'inscrivant dans les perspectives d'analyse selon lesquelles les jeunes expérimentent des cadres de socialisation, ce concept est semble-t-il opérant pour

ma recherche. La construction identitaire de certains jeunes aux marges peut ainsi être analysée en fonction d'un cheminement personnel de continuités et/ou de ruptures selon les tensions entre marginalité et conformité (Greissler, 2007).

Je l'ai évoqué plusieurs fois, les causes et le contenu de l'expérience en situation de marginalité s'expliquent à la fois par des difficultés familiales (violence, rejet, différence, etc.) et par des difficultés à s'inscrire dans la norme dominante. Les jeunes marquent une distance avec leur milieu familial et avec la société, pour privilégier une alternative, sans qu'elle ne s'inscrive systématiquement dans une trajectoire d'exclusion sociale ou de situation de rue.

Les perspectives compréhensives des expériences sociales permettent d'envisager le rôle et les significations particulières de celles-ci dans le cadre de la construction identitaire notamment. Les formes atypiques de passage à la vie adulte ont bien entendu leurs risques et leurs défis propres; pour autant, la situation de marginalité, n'est pas une impasse sociale d'exclusion, mais peut être aussi une source originale de socialisation. Une question importante est de savoir ce que signifie ces modes de vie à la marge – au-delà des difficultés sociales, économiques et sanitaires réelles – de savoir ce que révèle cette construction identitaire marginalisée.

On peut se demander en effet si ces expériences, avec toutes les contraintes et les opportunités qu'elles présentent, ne traduisent pas également la quête d'une alternative, le développement d'une stratégie de résistance face à une société qui vous rejette et que l'on rejette. D'après les recherches sur les jeunes de la rue, les propos qui servent à expliquer leurs expériences tournent autour des notions de « *liberté* », de « *trips* » et de « *partys* », autant que de valeurs « *punk* », ou de valeurs et d'idéologies anticapitalistes ou écologistes comme « le retour à la terre » (Gilbert et Parazelli, 2004). Certains jeunes se construisent effectivement une « nouvelle » identité marginalisée :

Rather than descriptions linked to feeling “powerless” and “alienated” the majority of youth on the street acknowledge their own involvement and agency in where they

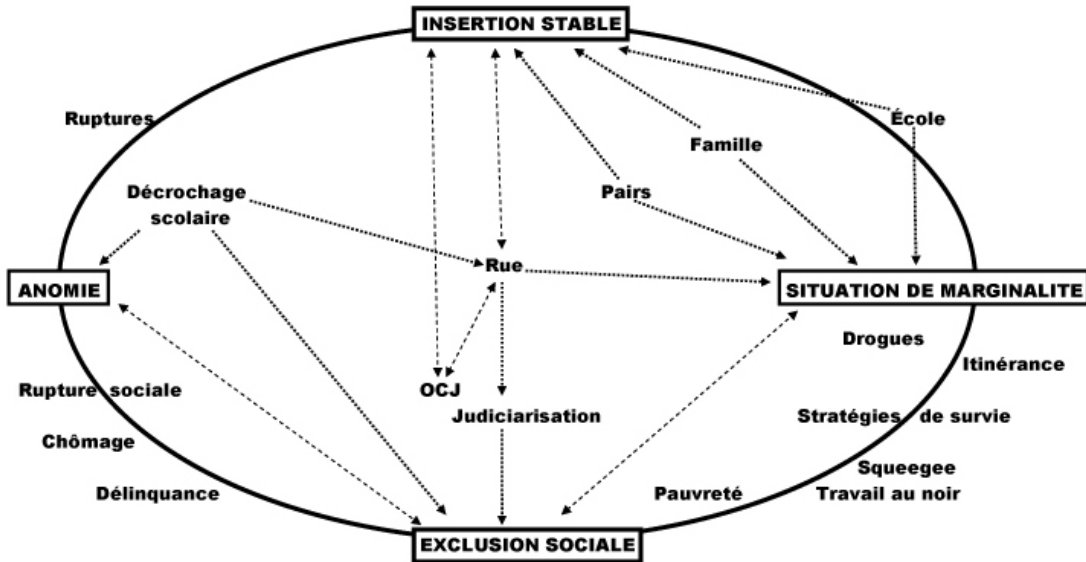
have ended up and in constructing new identities such as “homeless” “punk” or “gangster” (Karabanow, 2006, p. 63).

Il semble possible ainsi de conceptualiser certaines pratiques de vie des jeunes en situation de marginalité selon des postures d’opposition, de contestation, voire de « résistance » (Greissler, 2007). En ce sens, la marginalité interviendrait dans les parcours, comme une force pour se libérer d’une conformité insatisfaisante, d’un modèle parental pesant, destructeur, mais aussi, peut-être, comme une force pour s’opposer à certains modèles normatifs et ainsi de trouver sa propre voie identitaire (Bajoit, 2003). Cette forme de « stratégie de résistance » pourrait même être concrétisée dans l’engagement militant qui consisterait par exemple à refuser de se conformer à certains principes de la norme dominante; autrement dit, à vivre ouvertement sa différence sans renoncer à ses traits ou idéaux marginaux et partant, à affirmer sa marginalité dans la conformité.

#### **1.2.4 La situation de marginalité et l’expérience du passage à la vie adulte**

Tout en considérant les antécédents, les facteurs structurels expliquant la situation de marginalité, la question du choix, du développement d’expériences et de stratégies semble importante pour comprendre le passage à la vie adulte des jeunes. Il ne s’agit pas d’opposer le choix au non-choix, il ne s’agit pas non plus d’écarter des variables comme la santé, les relations familiales, les ressources, le contexte, l’environnement, etc. Il semble que le choix des jeunes, le développement de stratégies, s’inscrive dans un schéma comprenant la conformité et la marginalité et le choix assumé et le choix contraint. Sans faire une analyse psychologique des causes sociales et politiques de la situation de marginalité, ni une analyse politique de situations de vulnérabilité, il semble que les expériences de certains jeunes traduisent une construction identitaire, parfois très revendicative.

Figure 1 : La situation de marginalité et l'expérience du passage à la vie adulte



La figure 1 présente les situations par lesquelles les jeunes passent et qui peuvent, dans certains cas, être génératrices de rupture sociale, d'exclusion sociale voire d'insertion durable comme de socialisation marginalisée. Elle a été construite à partir d'une synthèse de la littérature ici présentée ainsi que des résultats de mes travaux de maîtrise (Greissler, 2007). L'errance urbaine, la rue, la pauvreté, le chômage, la consommation, le décrochage scolaire, la délinquance, l'utilisation de ressources communautaires font en effet partie des expériences sociales des jeunes en situation de marginalité.

D'après les résultats de différentes études biographiques (Bellot, 2001; Colombo, 2001; 2008; Goyette et al., 2001; Parazelli, 2002; Sheriff et Coll., 1999), les jeunes en difficulté passent d'une expérience à une autre, parfois ils cumulent tout ou partie de ces expériences. Leurs parcours de passage à la vie adulte ne sont ni linéaires ni stéréotypés. La notion de situation de marginalité recouvre donc plusieurs paramètres différents d'un individu à l'autre : situation de marginalité ou d'errance, période de difficulté, fréquentation d'OCJ, recours à l'aide sociale. Le temps d'arrêt de l'errance dans les OCJ par exemple ne marque pas nécessairement la fin

de l'identification à ces expériences<sup>28</sup>. En somme, la situation de marginalité traduit les difficultés des jeunes à vivre leur passage à la vie adulte dans la perspective d'une insertion stable et durable. C'est en ce sens qu'il me paraît pertinent de parler de « situations de marginalité ». Un tel schéma est évidemment réducteur de la complexité des réalités vécues et notamment des résonnances avec les antécédents familiaux et les répercussions en termes de perspectives d'avenir. Il a cependant pour fonctions de clarifier ma conceptualisation de la situation de marginalité.

Au sens restrictif, la situation de marginalité traduit le passage des jeunes à travers des difficultés graves et des risques de désinsertion importants. Au sens plus large du terme, on peut lire dans ces expériences sociales, ces situations de marginalité, la marque de trajectoires complexes, chaotiques ou dévastatrices, du passage à la vie adulte. C'est en tout cas dans ce cadre de vie que les expériences de socialisation marginalisée émergent.

### **1.3 Synthèse**

Le concept de « socialisation marginalisée » (Parazelli, 2002) permet de mettre en exergue l'influence sociale exercée par les jeunes en difficulté. Ils semblent porteurs d'une forme de résistance lorsqu'ils produisent un changement dans la conceptualisation traditionnelle de la socialisation. La reconnaissance sociale de leur identité serait en ce sens le moteur de cette résistance. D'ailleurs, c'est certainement un enjeu essentiel pour ces jeunes, tant l'identité doit être sans cesse socialement reconquise, face notamment à la difficulté de vivre dans la marge et de trouver une place dans la société, face à un contexte de judiciarisation de certaines expériences sociales qui s'y déploient.

---

<sup>28</sup> C'est ce que montrent les travaux de Colombo (2001) ainsi que mes résultats de maîtrise où j'ai étudié les trajectoires de jeunes ayant participé à un dispositif d'intervention par les pairs (Greissler, 2007).

De même, on peut se demander si une dimension de « contre-pouvoir » émerge de cette situation sans penser que les jeunes en situation de marginalité représentent, tous ensemble, un contre-pouvoir de nature politique. L'expression « contre-pouvoir » est employée ici pour évoquer la dimension d'interpellation du centre, dans le sens où Corin (1986) explique les rapports dynamiques entre les marges et les centres. Ces jeunes interpellent lorsqu'ils sont porteurs d'un autre message, *punk*, anarchiste ou alternatif, ou lorsqu'ils expriment un désir de non-insertion dans le monde des « normaux » (Goffman, 1964) et ce, même s'ils ne forment pas un mouvement social, un groupe homogène :

[...] la culture punk avec ses valeurs d'anarchisme permet à des jeunes ayant vécu le rejet de réagir à leur identité de « rejeté » par le biais d'une esthétique de la transgression et de la dérision, en ayant la possibilité de « rejeter » à leur tour (Gilbert et Parazelli, 2004, p. 79).

L'expérience de la situation de marginalité révèle des formes et/ou une source d'engagement. Il me semble ainsi essentiel d'aborder les expériences sociales des jeunes sous l'angle d'un processus de construction identitaire qui les amène, entre autres, à être associés autant qu'à s'associer à la marge. C'est un processus au cours duquel ils élaborent un système de valeurs auquel se rattacher, à partir duquel se construire et suivant lequel ils peuvent éventuellement créer des formes d'engagement militant. On peut considérer l'expérience de la situation de marginalité comme le terrain d'expérimentations de normes et de valeurs alternatives sur lesquelles s'appuyer, auxquelles s'identifier pour se construire et continuer à pouvoir s'y inscrire à travers des activités qui traduisent, dans certains cas, un engagement. Les jeunes montrent leur différence au monde en s'opposant au système de valeurs dominantes, aux inégalités dont ils peuvent être victimes, aux injustices dont ils sont l'objet et à certaines valeurs de la société de consommation qu'ils semblent exécrer (Gilbert et Parazelli, 2004; Parazelli, 2003).

La situation de marginalité est alors une expérience vécue comme un acte social, qui permet d'être acteur de sa propre destinée, de s'approprier une étiquette qui loin d'être ressentie comme un stigmate est considérée, au contraire, comme un signe d'identification. La situation

de marginalité serait en ce sens pleinement assumée, parfois même jusqu'à l'engagement militant.

## **2. L'engagement des jeunes en situation de marginalité**

Étymologiquement, le terme « engagement » se rapporte à la « mise en gage » et signifie « se lier par une promesse » (Bobineau, 2010; Ladrière, 1990). Ce lien est tourné par exemple vers des individus, des espaces, des organisations professionnelles, politiques ou associatives. S'il est aujourd'hui associé au domaine du politique, c'est d'abord un terme militaire et juridique qui revêt un aspect moral important. Dans un usage militaire, on l'emploie pour signifier l'introduction d'une unité de soldats tenus par un contrat d'obéissance et de fidélité dans la bataille, ou l'attaque d'escrime permettant de battre son adversaire (Ladrière, 1990). Dans un usage plus juridique, ce terme s'applique à une personne inscrite dans une situation sociale qui implique des obligations (comme lors de la signature d'un bail pour un logement par exemple), mais il s'applique aussi à une personne dans une liaison amoureuse ou à une personne liée par des promesses religieuses (le sacerdoce). Le sens moderne de l'engagement à travers, par exemple, la figure de l'intellectuel ou de l'artiste engagé dans une cause n'apparaît seulement qu'après la deuxième guerre mondiale (Lamoureux, 2007). Ces premières définitions et illustrations révèlent un cadre éthique particulier qui confère à l'acte d'engagement une dimension vertueuse et morale (1)<sup>29</sup>.

Dans son acception plus récente, ce concept désigne : « [...] un mode d'existence dans et par lequel l'individu est impliqué activement dans le cours du monde, s'éprouve responsable de ce qui arrive, ouvre un avenir à l'action. [C'est] un acte par lequel l'individu se lie lui-même dans son être futur, à propos soit de certaines démarches, soit d'une forme d'activité, soit même de sa propre vie ». (Ladrière, 1990, p. 102). Il comporte de ce fait une dimension identitaire, dans la mesure où il est visible publiquement. Ainsi, à l'instar de Passy (1998), l'engagement peut

---

<sup>29</sup> La numération entre parenthèse fait référence à la figure 2 (p.45)

être conceptualisé par rapport aux différentes sphères de la vie d'un individu, dans la perspective de la construction identitaire (2), la construction de soi à la marge plus précisément :

Les sphères de vie sont liées à celle de l'engagement de façon subjective et symbolique avant de devenir un lien factuel. [...] Ce sont les acteurs qui construisent de telles élaborations de sens. [...] les réseaux sociaux sont bel et bien des îlots de sens, des réalisations phénoménologiques, qui rendent l'action possible. Ils sont imprégnés de schémas narratifs, de symboles et de rituels qui structurent des constructions de sens. Ensuite, l'acteur a une marge de liberté dans ces constructions du sens. Il intègre de façon personnelle et originale ses multiples interactions que ce soit avec le monde social ou avec lui-même (Passy, 1998, p. 116).

En outre, d'après Joule et Beauvois (1987, p. 53) et nous verrons que l'idée peut être nuancée, « [...] seuls les actes nous engagent. Nous ne sommes donc pas engagés par nos idées, ou par nos sentiments, mais par nos conduites effectives. [...] L'individu rationalise ses comportements en adoptant après coup des idées susceptibles de les justifier. ». D'après ce raisonnement, les expériences d'engagement ne prennent un sens logique pour soi qu'*a posteriori* et ne prennent forme que dans des actes publics visibles. Le sentiment de liberté joue un rôle primordial dans la constance des actes : l'individu qui a pris sa décision sous la contrainte se sentira nettement moins engagé par son acte que celui qui l'a prise librement (Joule et Beauvois, 1998). De même, pour Cultiaux et Vendramin (2011), l'engagement est constitué de trois pôles indissociables : la cause, l'individu et l'organisation. Ce sont les dispositions d'une personne, son intérêt pour la cause et les efforts de l'organisation déployés pour le recruter qui sont à l'origine d'un engagement.

En science politique, l'engagement est souvent associé au « militantisme » (Sawicki et Siméant, 2009). Le militant est une personne engagée dans un « combat actif » au sein d'organisations, ou dans des luttes idéologiques, politiques, syndicalistes, sociales ou culturelles. Le militantisme est en ce sens la construction, la proposition, la défense d'un contre-projet structuré et réfléchi. Les écrits théorisent ces différents concepts (engagement, militantisme, engagement militant) dans la perspective d'actions collectives, concertées, pour



la défense d'intérêts personnels, de causes ou de valeurs politiques et sociales qui s'expriment selon un « répertoire d'actions » précis et stratégique (Céfaï, 2007; Fillieule et Péchu, 1993).

En proposant le concept « répertoires d'actions » Tilly (1986) offre un cadre d'analyse opérant pour comprendre l'organisation des ressources et des moyens d'un mouvement social, en fonction des contraintes qui déterminent les actions d'un groupe, dans une société et une époque données :

Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. Ainsi, la plupart des gens savent aujourd'hui comment participer à une campagne électorale, fonder une association ou s'y affilier, mettre une pétition en circulation, manifester, faire la grève, tenir un meeting, créer un réseau d'influence, etc. Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *commedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble de musique classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. [...]. Le répertoire en usage dicte l'action collective. Malgré la spontanéité qu'on associe parfois à l'idée de foule, les gens tendent à agir dans le cadre limité de ce qu'ils connaissent, à innover sur la base de formes existantes, et à ignorer toute une partie des possibilités qui leur sont en principe ouvertes (Tilly, 1986, pp. 541-542).

La notion de « répertoire » a été élaborée à partir d'une approche historique et d'une analyse de l'évolution des modalités de l'action collective, entre le 16<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle, le point tournant étant véritablement le 19<sup>e</sup> siècle, en raison de toutes ses transformations économiques et sociales (*Ibid*). Tilly identifie ainsi deux processus majeurs ayant influencé l'évolution des formes d'actions collectives : l'émergence du capitalisme et la construction politique et démocratique de l'État. Appuyé sur une méthodologie quantitative et qualitative, l'auteur distingue deux périodes typiques de modélisation des répertoires d'action : « localisé et patronné » avant le 19<sup>e</sup> siècle et « national et autonome » à partir de la révolution industrielle. La grève ou la manifestation seraient de nouvelles formes d'actions ou performances apparues à cette époque.

L'engagement est, dès lors, une « action sociale », désignant : « toute forme de participation *durable* à une action collective visant la définition ou la promotion d'une cause » (Sawicki et Siméant, 2009, p. 98). Dans cette acception, la participation prend forme au sein d'une

structure militante, d'un groupe d'individus partageant le même intérêt ou objectif. Cet acte implique de se mobiliser, d'agir ensemble, dans la logique d'une revendication, de défense d'un intérêt personnel ou d'une cause collective (Cultiaux et Vendramin, 2011). L'engagement militant revêt donc une dimension idéologique importante et prend forme dans un cadre politique (3), selon une mise en action individuelle et collective.

En somme, comme le résume la figure 2, il existe plusieurs formes de problématisation de l'engagement. Les individus prendraient chacun position à leur manière par rapport aux dimensions éthique, identitaire et idéologique.

**Figure 2 : Les formes de problématisation de l'engagement**

<b>FORMES DE PROBLÉMATISATION</b>	<b>Éthique (1)</b>	<b>Identitaire (2)</b>	<b>Idéologique (3)</b>
<b>CONTOURS</b>	- Promesse - Responsabilité - Vertu et morale	- Expériences sociales - Visibilité de l'acte - Rapport à soi et au monde	- Valeurs, idéologie et projets politiques - Action individuelle ou collective

Dans cette partie, les contours de l'engagement des jeunes seront étudiés dans un premier temps pour mettre en exergue ce que la désaffection pour la politique augure dans les rapports à l'engagement. Dans un deuxième temps, la situation paradoxale de l'engagement en situation de marginalité sera présentée. Peu de recherches s'intéressent aux comportements politiques et aux mobilisations des personnes « précaires » (Bègue, 2007; Chabanet, Dufour, et Royall, 2011; Gaudet, 2012; Royall, 2008). On dénombre en effet peu d'analyses en profondeur des rapports inégalitaires à l'engagement, si ce n'est, pour mettre en relief justement leur faible participation politique électorale (Barrault, 2010; Becquet et De Linares, 2005; Mahéo, Dejaeghere, et Stolle, 2012). Dès lors, un problème de définition semble se poser pour appréhender l'engagement des jeunes en difficulté notamment. On peut se demander alors quels sont les contours des formes paradoxales de l'engagement des jeunes en situation de marginalité.

## 2.1 Les contours de l'engagement des jeunes

Il existe plusieurs tendances dans les formes d'engagement développées par les jeunes aujourd'hui : la désaffection pour la politique, les transformations des formes d'engagement et le développement de nouveaux moyens d'agir dans la perspective moderne de la construction identitaire. Les actions des jeunes porteraient souvent la marque des dernières innovations (Becquet et De Linares, 2005; Ion, 2001) et s'ils sont perméables aux conséquences conjoncturelles, ils sont également réceptifs aux opportunités et aux possibilités de changement dans les modalités de construction identitaire et de rapports au monde et au politique (Barrault, 2010; Labadie, 2005). La question est de savoir dans quelle mesure ces évolutions concernent également les jeunes en difficulté et comment elles se traduisent dans les actes. Si la tendance est plutôt au catastrophisme, le non-engagement est effectivement une donnée importante en situation de marginalité (Chabanet et al., 2011). Cependant, les jeunes ne sont pas pour autant dans l'impossibilité de s'engager – certains souhaitent par exemple reporter leur entrée en action, suspendre temporairement leurs engagements, d'autres développent des formes de prises de position moins visibles (Mahéo et al., 2012). Le non-engagement se décline en plusieurs formes d'expériences et de rapports au monde. La définition de l'engagement repose donc également sur des dimensions de processus. Les dimensions éthiques, identitaires et idéologiques (figure 2) s'activent de façon singulière et l'on peut ainsi affirmer que l'engagement n'est pas un état, mais une posture, un rapport à soi et au monde.

Le discours sur la participation des jeunes dans l'espace public est très alarmiste depuis plusieurs décennies maintenant, toutefois la compréhension et la conceptualisation des formes d'engagement qu'ils développent sont très récentes<sup>30</sup>. Ces formes d'engagement sont en fait difficiles à saisir, notamment parce que la tendance consiste à situer l'engagement à partir du

---

<sup>30</sup> Les années 1990-2000 semblent marquer un point tournant dans les travaux sur l'engagement des jeunes. Face à l'abstentionnisme, à la recrudescence des projets de participation citoyenne, institutionnels ou non, et à la présence des jeunes dans la vie publique sous de nouveaux atours, des études récentes cherchent à analyser et à mettre en relation ces phénomènes (Barrault, 2010; Becquet et al., 2005; Mahéo et al., 2012).

champ politique (électoral), syndical et associatif, sans tenir compte des autres moyens d'action développés dans la société, principalement par les jeunes, ou en considérant parfois ceux-ci comme étant illégitimes.

On pense à ce sujet aux « émeutes urbaines » en France ou aux États-Unis ainsi qu'aux tactiques des Black Blocs (Dupuis-Déri, 2006; Kokoreff, 2006; Le Goaziou et Muchielli, 2007). Les actions des organisations altermondialistes dans leur ensemble, les instances de participation citoyennes, institutionnalisées ou non, ainsi que les actions directes, très spectaculaires parfois (la *flash mob*, l'occupation de l'espace urbain, *l'artivisme*, etc.) sont d'autres exemples des ces nouvelles formes d'engagement et de prise de position des jeunes dans l'espace public (Cortéséro, 2010; Shukan, 2008)<sup>31</sup>. Elles portent, semble-t-il, la marque de la « modernité avancée » et sont le reflet des expérimentations associées au passage à la vie adulte et à la quête de nouveaux espaces de participation (Labadie, 2005). Les « nouvelles » formes d'engagement des jeunes révèlent, par conséquent, moins un désintérêt, qu'un désir de comprendre le monde, de prendre position dans l'espace social et d'expérimenter des formes de participation qui leur sont propres (Barrault, 2010; Becquet et De Linares, 2005; Mahéo et al., 2012; Quéniart et Jacques, 2008).

### **2.1.1 Une tendance à la désaffection de la politique**

Les réflexions sur l'engagement des jeunes mettent en avant le désengagement, l'apolitisme, l'individualisme ou l'apathie. Les actes de violence dans l'espace social sont également soulignés par des chercheurs, mais surtout semble-t-il, par les médias (Becquet et De Linares, 2005; Le Breton, 2007; Matza, 1961; Muxel, 2001; Peralava, 1995). L'image qu'ils donnent est très négative, l'abstentionnisme électoral ne cesse de croître depuis une vingtaine d'années,

---

<sup>31</sup> Au sujet des voies d'accès des jeunes français de milieux populaires à l'expression politique, Cortéséro (2010) parle de « délinquance expressive » et de « violence émeutière ». Le premier concept désigne la « pression calculée sur les pouvoirs publics locaux », la seconde évoque « le renforcement de la non-représentation politique » pour des raisons structurelles; l'impasse de toutes les voies d'accès traditionnelles conduit alors les jeunes à la violence. Ces deux formes d'expression politique proviennent d'après lui d'un profond « sentiment d'injustice ».

surtout chez les jeunes et ce, même s'il semble que cela leur attire les foudres des politiques (Galland, 2001; Ion, 1994, 1997; Milan, 2005; Muxel, 2001; Perrineau, 1994; Stolle et Hooghe, 2004a).

Muxel (2001) explique ce phénomène par le brouillage des « marqueurs » politiques. En effet, la complexification des enjeux, les idéologies partisans moins lisibles et les logiques identitaires contradictoires, entre appels à l'autonomisation et à l'institutionnalisation de la vie sociale, sont autant d'éléments qui contribuent à brouiller les repères (Brice, 2007; Labadie, 2005). Une forme de « scepticisme » ou de « cynisme » se serait largement installée chez les jeunes et expliquerait en partie leur désamour des institutions ou l'instabilité de leur comportement politique (Barrault, 2010). Galland (2001) évoque à ce sujet un « effet de période », selon lequel la désaffection politique augmente aujourd'hui en raison de la conjoncture culturelle et historique. Des auteurs analysent également le contexte culturel du Québec, en tenant compte de la place de minorité culturelle et linguistique qu'occupent les francophones au Canada (Pilote, 2007). Responsables de la sauvegarde de la langue française, les jeunes québécois seraient ainsi le jeu d'une recherche constante d'équilibre dans la construction de leur identité politique :

[...] le résultat d'une négociation continue qui se réalise notamment entre l'identité subjective de l'acteur et les différentes identités collectives véhiculées au sein de son environnement social. L'individu participe pleinement à la construction de son identité politique en acceptant ou en rejetant certains éléments du système ou même en définissant lui-même ce qu'il espère devenir par l'exercice de sa créativité. L'identité politique n'est pas une donnée fixe, mais une façon, en perpétuel changement, pour un individu de se positionner au sein de la société dans laquelle il évolue (Pilote, 2007, p. 87).

Dans la continuité du phénomène de l'abstentionnisme, on observe également le déclin du militantisme et de l'engagement partisan. D'après l'*enquête sociale générale* de 2003, le don de son temps libre pour un parti est l'activité politique autre que le vote recueillant le moins d'adhésions au Canada (Milan, 2005). En 2008, 2,9 % des 15-24 ans donnent gratuitement de leur temps à des organismes politiques alors qu'ils sont 58 % d'entre eux - et 40 % des 25-34

ans - à s'impliquer au sein d'organismes bénévoles (Hall, Lasby, Ayer, et Gibbons, 2009)<sup>32</sup>. Si les jeunes consacrent une part de leur temps à la politique, ce n'est pas de façon partisane.

Cependant, cette perspective analytique de l'engagement des jeunes s'intéresse uniquement à la désaffection de la politique électorale ou partisane. Force est de constater, en outre, que l'image apolitique qui colle à la peau des jeunes provient de certaines lectures nostalgiques de l'engagement - la référence étant encore celle des années 1960-1970 (Mathieu, 2011) - le mythe d'une jeunesse engagée sur tous les fronts, emportée par toutes les causes, perdue :

[...] le recours à une définition classique du militantisme et de l'engagement politique contribue selon nous à entretenir l'image d'une jeunesse dépolitisée, alors que la réalité est autre. En effet, les quelques études existantes confirment que les discours sur le désengagement des jeunes se fondent sur une conception étroite de l'engagement qui se réfère au modèle traditionnel [...] (Quéniart et Jacques, 2004, p. 66).

Or, non seulement cette lecture est incomplète, mais elle est marquée par un sérieux décalage entre les représentations de l'engagement des jeunes et la réalité. Tout cela contribue à former un contexte de fermeture politique (Loncle, 2008). D'ailleurs, étant donnée l'inversion de la pyramide des âges<sup>33</sup>, les jeunes ne représentent plus une force électorale majeure et l'ensemble de ces données favorise chez eux l'impression d'être rejetés, « déçus » (Vulbeau, 2005). Ce sentiment transparaît en effet dans les enjeux de société qu'ils évoquent ainsi que dans leur sentiment de ne pas compter politiquement. Malgré un espace institutionnel récent (le Comité permanent de la jeunesse (CPJ) par exemple a été mis en place en 1987 pour encourager les

---

<sup>32</sup> Comparativement, en 2003, on estimait que 2 % des 15-21 ans et 3 % des 22-29 ans donnaient bénévolement de leur temps à des partis politiques au Canada, alors que, respectivement, 59 % et 58 % des jeunes de ces deux classes d'âges participaient à au moins une forme d'engagement politique autre que le vote : la recherche d'informations, la signature de pétitions ou la manifestation.

<sup>33</sup> En 2003, le Québec comptait 1 473 320 jeunes âgés de 18 à 30 ans, soit 19,7 % de la population totale. (Bertrand-Dansereau et Langevin-Tétrault, 2007, p. 20). Cela étant, cette inversion dans la pyramide des âges est plus caractérisée pour la génération née après 1985.

jeunes à devenir une force de proposition<sup>34</sup>), un sentiment de mise à l'écart de la participation institutionnelle « intéressante » et « directe » demeure chez nombre de jeunes (Pammett, 2001, p. 16). Ils entretiennent un niveau d'hostilité important à l'égard de la classe politique qu'ils rejettent (Cortéséro, 2010; Maurer, 2004; Milan, 2005; Muxel, 2001; Quéniart et Jacques, 2004).

Si l'on constate une désaffection de l'engagement au plan électoral de la part des jeunes, on n'en constate pas moins un engagement protestataire politique ou social (Becquet et De Linares, 2005; Cortéséro, 2010; Muxel, 2001). Il suffit pour cela d'observer la forte mobilisation étudiante au Québec en 2005 puis en 2012. En réalité, un graphique double figurant la participation politique et la participation à la vie sociale prendrait la forme d'une courbe croisée : une participation électorale en berne et une participation à la vie associative, parfois même politisée, en hausse. Ce sont là des signaux véritablement contradictoires. Tous les auteurs s'entendent sur l'existence de ce paradoxe : rejet des engagements traditionnels et adhésion aux actions collectives protestataires, sociales ou communautaires (Ion, 1997; Muxel, 2001; Quéniart et Jacques, 2004; Richez, 2005).

Or, dans un article sur le sujet, Duchesne (1994, p. 186) avance que « [...] tout se passe comme si l'engagement politique n'était pas une activité de citoyen, comme si la politique était presque illégitime dans le champ de la citoyenneté ». De même, des auteurs s'interrogent sur la définition à donner à ce désengagement et se demandent si les jeunes ne contournent pas, en fait, les formes d'engagements politiques à travers le développement de formes originales et inédites de participation sociale (Guillaume et Quéniart, 2004; Mahéo et al., 2012; Muxel, 2001; Taft, 2011). Cette dernière perspective correspond aux analyses portant

---

<sup>34</sup> « Le [CPJ] a été créé en 1987 à la suite de l'adoption, à l'unanimité par les membres de l'Assemblée Nationale, de sa loi constitutive. Le Conseil a le mandat de conseiller le ministre responsable de la jeunesse sur toute question qui s'y rapporte [...]. Il peut formuler des avis au ministre; effectuer ou faire effectuer les études ou les recherches qu'il juge nécessaires à l'exercice de sa fonction; solliciter ou recevoir les requêtes des personnes et des groupes au sujet de la jeunesse; fournir de l'information au public [...] et enfin, former des comités spéciaux. [...] Le conseil est composé de 15 membres âgés de 15 à 30 ans reflétant la composition de la société québécoise. » (CPI, 2005)

sur la transformation des formes d'engagement et des raisons du passage à l'action au regard de la « modernité réflexive » (Ion, 1994; Labadie, 2005).

### **2.1.2 L'intérêt pour le politique à travers d'autres formes d'engagement**

Des écrits s'intéressant aux causes et aux conséquences du supposé non-engagement présentent des lectures complémentaires, en particulier sur les actions « protestataires » (Becquet et De Linares, 2005; Harell, Mahéo, et Stolle, 2006; Muxel, 2010). Quéniart et Jacques (2004) ont étudié la nature de l'engagement des jeunes femmes québécoises et ont mis en exergue, entre autres, leur intérêt pour le politique (enjeux de société) plus que pour la politique et le personnel politique. De même, Bègue (2007) revient sur cette distinction sémantique pour analyser la complexité des rapports au politique des personnes « précaires » en Europe. Son travail repose entre autres sur l'étude des rapports au travail et à la société des acteurs. Enfin, Barrault (2010) présente les résultats d'une enquête sur le rapport au politique des jeunes de milieux populaires en France et montre l'importance de prendre en considération leur rapport à l'avenir pour comprendre les formes de leurs prises de position.

La faible participation des jeunes dans la sphère politique traditionnelle ne traduit donc pas obligatoirement un désintérêt pour la « chose publique » (Gaxie, 2002). Au contraire, « la participation des jeunes se trouve ailleurs », dans d'autres formes d'engagement (Mahéo, 2008). Dans cette acception, l'engagement est une « pratique sociale » à part entière et les jeunes représentent une véritable « ressource » plus qu'ils ne sont des objets des politiques publiques (Becquet et De Linares, 2005; Loncle, 2008; Vulbeau, 2001).

L'intérêt pour le politique de la part des jeunes québécois a notamment été mesuré dans l'enquête *Réconcilier nos différences : les jeunes, la diversité et les valeurs civiques* (Harell et



al., 2006)<sup>35</sup>. La faible participation électorale ne serait pas la conséquence d'un manque de connaissance ou d'intérêt pour le politique. Au contraire, les jeunes interrogés suivent l'actualité, s'intéressent aux enjeux de société et débattent parfois entre eux. Dans cet ordre d'idées, les travaux de Muxel (2001, 2010, 2011) ont montré que l'intérêt des jeunes français n'avait pas varié depuis les années 1970, malgré le discours persistant sur la dépolitisation de la jeunesse. La démocratisation des études postsecondaires explique en grande partie ce phénomène au Québec comme ailleurs. D'après les études sur le sujet, la « conscience politique » des jeunes augmente effectivement avec le niveau de scolarité (Galland, 2001).

En réalité, une des explications du refus d'engagement dans la sphère politique traditionnelle réside en grande partie dans un manque de confiance dans la politique institutionnelle (Harell et al., 2006; Quéniart et Jacques, 2004). Les jeunes auraient le sentiment que leurs intérêts ne seraient pas pris en compte et que les dirigeants se sont éloignés de leurs problèmes (en termes d'âge et de classe sociale notamment). Les projets politiques ne leur semblent ni réels, ni proches de leurs attentes. Si les jeunes partagent parfois les idées progressistes de certains partis politiques plus à la marge de l'échiquier traditionnel (*Québec Solidaire* notamment), Harell et al. (2006) nous expliquent que le système institutionnel québécois limite les chances d'accès au pouvoir des tiers partis et, de ce fait, n'encourage pas les jeunes à militer dans ces organisations politiques. D'ailleurs, à peine 2% d'entre eux adhèrent à un parti et c'est sans doute ce qui explique également pourquoi 61% des jeunes interrogés ont déclaré souhaiter que le système électoral soit radicalement changé (*Ibid*).

Muxel (2001, 2010) a montré dans ses travaux longitudinaux que les jeunes sont devenus plus « critiques » et plus « exigeants » à l'égard de la classe politique. Leur « pessimisme » traduit une forme de « désillusion » certes, mais également de « réalisme ». Leur comportement montre qu'ils sont à la recherche d'autres formes d'engagement plus « efficaces ». Ils s'engagent, mais dans une autre voie que celle de la politique, souvent - comme le soulignent

---

<sup>35</sup> 3000 étudiants québécois âgés de 15 à 20 ans ont été interrogés entre 2005 et 2006, à la veille du scrutin pour l'élection des députés au Québec en 2007. Alors que 80 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles

bien des travaux - dans le bénévolat par exemple (Hall, Lasby, Gumulka, et Tryon, 2006; Milan, 2005; Muxel, 2001; O'Neill, 2007; Thibault, Albertus, et Fortier, 2007)<sup>36</sup>.

Gauthier, Gravel, et Brouillette (2004) analysent l'engagement des jeunes dans la tradition « l'associationnisme » qui perdure au Québec depuis le 19<sup>e</sup> siècle<sup>37</sup>. On en retrouve justement les traces dans les coopératives et le syndicalisme étudiant, l'action catholique et de façon différente par la suite, dans les mouvements étudiants des années 1960. Une multitude d'organisations se côtoient aujourd'hui, on en relève près de 1500 (CPJ, 2002). Tout cela montre l'implication des jeunes dans l'espace public. Ils rechercheraient de nouvelles formes de solidarité et présenteraient ainsi le visage enthousiaste d'un engagement différent. Comme le soulignent Gauthier et al. (2004, p. 150) : « Peut-être serait-il plus juste de parler d'un plus grand nombre de jeunes contemporains fortement intéressés par certains enjeux collectifs, ce qui ne se traduit pas nécessairement en action politique dans l'immédiat »<sup>38</sup>. C'est aussi ce que montrent des travaux plus récents qui prennent en compte un cadre d'analyse plus large de l'engagement dans une perspective biographique (Muxel, 2011).

Certains jeunes font ainsi preuve d'une volonté de développer d'autres formes d'engagement plus spectaculaires, à travers des mouvements sociaux, des groupes ou des associations défendant l'environnement, les droits humains ou sociaux, les droits des animaux, la lutte contre la pauvreté, la solidarité internationale, etc. Ce sont à la fois un mode d'organisation moins hiérarchisé et des moyens d'action plus directs qui attirent les jeunes : manifestations,

---

souhaitaient voter lors des prochains scrutins, le taux de vote des jeunes est resté faible.

<sup>36</sup> Pour le Canada : O'Neill (2007); Hall et al. (2006); Pour le Québec : Thibault et al. (2007); Gauthier et Gravel (2003).

<sup>37</sup> De la démocratie participative, à la « participation citoyenne », depuis une quinzaine d'années maintenant, le thème de la participation semble transpercer de toute part le champ sémantique scientifique, politique, social et finalement culturel du Québec, alors qu'il fait partie de la réalité du terrain politique et social depuis les années 1970 (Hamel et Jouve, 2006).

<sup>38</sup> D'après l'enquête nationale sur le don et le bénévolat (Hall et al., 2006), le Québec comptabilise 4 millions de bénévoles pour 18 millions en tout de personnes à travers le Canada. Selon ces données, le Québec enregistre le plus faible taux de bénévolat du pays, soit 34%, contre 54% pour la Saskatchewan par exemple. Cela étant, les jeunes de 15 à 24 ans s'engagent plus sous cette forme que les adultes et notamment les personnes âgées. La distinction se prolonge dans les différentes causes et motivations qui les animent. Il est à noter par ailleurs que,

théâtre forum, comités participatifs, jardins communautaires, actions directes (Becquet et De Linares, 2005; Ion, 1994; Lamoureux, 2007; Quéniart et Jacques, 2004). Ces éléments corroborent les résultats des études sur la consommation responsable, le boycott de certains produits de consommation ou la pratique de la pétition (Jacques, 2009). En outre, la grève étudiante québécoise du printemps 2005, suivie par celle du printemps 2012, ont été marquée par un vigoureux activisme associatif étudiant, véritable moteur et pilier de la manifestation (Bédard, 2007; Lacoursière, 2007; Poirier St-Pierre et Ethier, 2013). Ces formes d'engagement présentent l'avantage pour les jeunes de « faire leur part » tout en n'inscrivant pas leur action dans le cadre d'une organisation (Mahéo, 2008). Ils se sentent libres de s'engager ponctuellement, à leur rythme, suivant leurs disponibilités et leurs moyens.

### **2.1.3 L'engagement comme moyen d'agir... et de se construire ?**

Ces « nouvelles » pratiques d'engagement imposent de jeter un autre regard sur les définitions de l'engagement dans le contexte du passage à la vie adulte (Becquet et De Linares, 2005; Muxel, 2001; Quéniart et Jacques, 2004).

#### *2.1.3.1 Les effets des nouvelles formes de socialisation sur l'engagement*

Dans l'ère actuelle de la « modernité avancée », l'homme a son individualité comme première ressource pour se construire, mais aussi comme premier élément de contrainte et de risque d'inexistence sociale (Beck, 2003)<sup>39</sup>. Ce postulat ne repose pas sur l'effondrement du progrès (postmodernité), mais plutôt, sur les changements des règles du jeu de ce progrès, et ainsi, sur le fait que la quête de Soi trouve son repère dans la « souveraineté » individuelle et comprend

---

tout comme pour l'engagement politique, le bénévolat augmente selon le niveau de scolarité (Duval, 2005; Galland, 2001; Milan, 2005; Muxel, 2001).

<sup>39</sup> Schématiquement, l'ère moderne est caractérisée par des changements importants, des progrès scientifiques considérables, parfois très positifs et dans laquelle l'homme adhère à la quête du bonheur au plan collectif. L'ère de la seconde modernité renverse ce principe et propulse l'individu au centre de toutes les libertés et finalement de toutes les contraintes.

de ce fait d'importantes prises de risque. L'individu recherche ainsi le bonheur à travers son épanouissement personnel d'abord. Guidé par la liberté individuelle et les choix personnels, l'individu assume seul la construction de son identité. L'enjeu pour lui est de trouver de nouveaux points de repère :

Savoir qui je suis implique que je sache où je me situe. Mon identité se définit par les engagements et les identifications qui déterminent le cadre ou l'horizon à l'intérieur duquel je peux essayer de juger cas par cas ce qui est bien ou valable, ce qu'il convient de faire, ce que j'accepte ou ce à quoi je m'oppose. En d'autres mots, mon identité est l'horizon à l'intérieur duquel je peux prendre position (Taylor, 1998, p. 46; cité dans Ravon, 2008).

Pour autant, la jeunesse est inscrite dans une trajectoire sociale qui non seulement épouse les évolutions de société, mais qui y contribue. La nouveauté dans l'analyse se situe au plan de la conceptualisation de la jeunesse, entité sociale actrice de ces changements, parfois même en tant que mouvement constitué (Bock, 2007), dans un rapport normatif en tension. En somme, le comportement paradoxal des jeunes en politique peut être analysé comme une contribution authentique aux changements sociaux et une inter-influence du passé et du présent sur les attitudes des individus :

Les jeunes qui possèdent de nombreux organismes pour promouvoir leurs intérêts tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système scolaire, collégial et universitaire, s'interrogent sur la façon dont ils auront à aménager les acquis et les questionnements qui leur ont été légués par les jeunes d'autrefois » (Bock, 2007, p. 3).

### *2.1.3.2 Des moyens d'action « personnels » ou « individualistes »*

L'analyse des pratiques d'engagement des jeunes repose sur le lien entre la dimension personnelle des rapports au politique et les formes d'implication qu'ils privilégient (Ion, 1994). L'engagement repose sur un choix personnel, libre et rationnel et, en ce sens, les actuelles s'opposent aux anciennes formes d'engagement, dans leur dimension éthique (1) notamment (figure 1, p.39).

L'engagement serait ainsi pensé et organisé par l'individu, de sorte que la contrainte aurait disparu. Les prises de position épousent les attentes et les aspirations des individus, jusqu'à s'inscrire parfois dans un calcul personnel, et/ou professionnel, qui peut certes sembler froid ou égoïste, mais qui est en fait une démarche totalement rationnelle. En ce sens, l'engagement est défini avec soin et précision, il prend des formes très particulières et très organisées. Les causes défendues ressemblent aux individus et, à tout moment, on se donne un droit de retrait. Le don de soi n'est ni total, ni inconditionnel, au contraire, il s'agit, de façon très pratique, d'adapter les horaires (souplesse, irrégularité, caractère éphémère), de rechercher l'efficacité des actions (discours critique, pas de langue de bois), de se fixer des objectifs précis (restreints et parfois même immédiats, produits en direct dans le cas d'actions artistiques de sensibilisation politique), d'être attentifs aux résultats de son action (partiels et négociés) et enfin, de faire valoir ses compétences individuelles (Ion, 1997; Quéniart et Jacques, 2001).

Si les individus cherchent à prendre leur place dans la société et à jouer un rôle actif pour l'avenir, sans toutefois accepter trop de contraintes, on observe que ce rôle ne trouve pas forcément ses racines dans les grandes causes nationales ou les réactions aux politiques gouvernementales (Lamoureux, 2007, p. 312). Ce n'est effectivement pas ce qui est à la mode. On observe en fait un refus de s'enfermer dans des causes normatives. L'identification aux enjeux nationaux n'est qu'une identification parmi d'autres et la réaction aux politiques en place est un sujet d'intérêt parmi d'autres, et même, en déclin. Ainsi, le sens de l'engagement trouve racine dans le quotidien des engagés, en même temps qu'il y prend forme (alimentation, recyclage, consommation, etc.). (Ion, 1994; Lamoureux, 2007; Quéniart et Jacques, 2004). Les trajectoires militantes indiquent que les motivations à s'engager rejoignent convictions, idéologies et volonté d'améliorer les conditions du vivre ensemble (Agrikoliansky, 2001; Passy, 1998; Quéniart et Jacques, 2001; Siméant, 1998).

De l'avis de certains auteurs, on assiste ainsi à un « éclatement » de la définition de l'engagement, avec une « personnalisation » de la participation qui n'est plus circonscrite dans une définition normative (éthique ou idéologique) de l'engagement (Ion, 1997; Ion,

Franguiadakis, et Viot, 2005; Lamoureux, 2007; Muxel, 2001; Perrineau, 1994; Wiewiorka, 1998). Selon une démarche « authentique », l'expérience singulière traverse la nouvelle définition de l'engagement, inscrite dans la continuité de soi, de ses valeurs et de ses affects. La dimension identitaire a donc pris une place plus importante dans la définition de l'engagement.

En ce sens, s'engager aujourd'hui consisterait à prendre une position dans la société, par rapport au monde qui nous entoure. C'est un mode d'expression de ses propres réactions au politique, négatives ou positives, conformes ou protestataires. On relève une croissance des outils politiques participatifs comme la pétition, les occupations d'immeubles et les grèves de la faim (Siméant, 1998; Stolle, Hooghe, et Michelette, 2005; Tilly, 2004), mais, aussi, de l'utilisation des supports artistiques dans les manifestations politiques parfois éphémères (Lamoureux, 2007). Les modes d'action se sont ainsi démultipliés selon les compétences et les ressources parfois très pointues des engagés (juristes, personnalités du monde artistique, professeurs ou travailleurs sociaux qui interviennent dans les mobilisations)<sup>40</sup>. Cela contribue en fin de compte à l'élargissement de l'espace public (scènes, arrières scènes ou nouveaux terrains sur lesquels on milite et terrains desquels on se retire) et cela met aussi en exergue la créativité et l'hétérogénéité des participants (Lamoureux, 2007, p. 114; Quéniart et Jacques, 2004)<sup>41</sup>. Pour autant, cette tendance à la professionnalisation de l'engagement<sup>42</sup> – qui touche beaucoup de causes – écarte-t-elle d'autant plus les moins spécialisés, les moins experts ?

---

<sup>40</sup> Phénomène décrit, entre autres, par Blin (2011) qui, dans un article, expose les conditions d'émergence des mouvements sociaux de sans-papiers en France depuis les années 1960.

<sup>41</sup> Cette créativité s'inscrit notamment dans le temps présent et la réalité des personnes mobilisées. Dans le cas de l'art, Lamoureux (2007, p. 328) analyse l'engagement « micropolitique » qui passe par la sensibilisation au politique, dans « l'ici et maintenant », dans le jeu « avec le réel et du réel ». On expose une sensibilité politique, expérimente une alternative aux formes d'engagement plus formelles. En art, on va parfois jusqu'à créer en direct et en commun une action à l'origine de l'émergence à la fois d'un sujet et d'un acteur politique *in situ*. L'auteur a ainsi étudié : L'État d'urgence 2006 (conception militante de l'art), La Manifestation pour le droit au bonheur par Folie/Culture, la Manifestation internationale d'art de Québec et le projet *Entre nous*, de Neumark (pratiques d'arts communautaires).

<sup>42</sup> La professionnalisation de l'engagement peut faire référence à la fois au recrutement d'experts - en droit par exemple (Agrikoliansky, 2010) - ou aux phénomènes de reconversion, que des chercheurs ont étudiés à travers les carrières militantes (Willemez, 2004).

#### 2.1.4 Des prises de position particulières chez les jeunes en situation de marginalité ?

Les données des recherches récentes indiquent certes une nette désaffection du champ politique formel, mais un champ politique tel qu'il est proposé actuellement, c'est-à-dire, essentiellement comme un système de démocratie représentative<sup>43</sup>. La multiplication des formes d'action contredit l'idée selon laquelle les jeunes formeraient actuellement une génération apathique. Dire de façon péremptoire et sans plus d'analyse que les jeunes développent de « nouvelles formes » de prise de position « protestataires » dans l'espace public, relève aujourd'hui du cliché, voire parfois de l'angélisme. Cela étant, une redéfinition du rapport au politique n'est pas sans poser des questions essentielles : comment décrypter ce paradoxe qui existerait entre rejet des canaux politiques traditionnels et engagement dans des canaux protestataires ? Aussi, cela concerne-t-il réellement tous les jeunes sans exception ?

Les rapports des jeunes à la politique et au politique sont contrastés et socialement diversifiés. Des travaux ont déjà permis de montrer la relation entre les propriétés sociales et le non-engagement ou la faiblesse de l'engagement. Les facteurs réputés influencer cette posture sont généralement : la position sociale, les conditions d'existence, la scolarisation, les ressources, l'âge, le sexe, la proximité avec des organisations politiques, le sentiment d'appartenance à la société, etc. (Barrault, 2010; Boumaza et Pierru, 2007; Gaxie, 1978; Le Texier, 2006; Mahéo et al., 2012; Mathieu, 2007a). Les « nouvelles » formes d'engagement sont la marque des jeunes, mais seulement, semble-t-il, d'une partie d'entre eux. Lorsque de telles prises de position existent, il est donc intéressant de comprendre dans quelles conditions elles émergent.

On l'a souligné, toutes les formes d'engagement ne sont pas considérées comme légitimes (Black Blocs, émeutes, etc.) et il appert que cette remarque s'applique particulièrement aux personnes en situation de marginalité. Si l'on reconnaît dans l'élargissement des rapports au politique, la formation d'un espace atypique ou à la marge, ceci est en interaction avec

---

<sup>43</sup> Il s'agit des droits et des devoirs du citoyen qui prennent la forme d'un contrat social, tantôt tacite, tantôt explicite.

l'espace traditionnel de la délibération politique, voire en compétition avec lui. On peut toutefois se demander si les jeunes en situation de marginalité ne développent pas plus encore des pratiques « en marge des marges »; ou au sein d'« espaces intermédiaires » d'engagement, pour emprunter une expression de Roulleau-Berger (1991). On pourrait même se demander si les jeunes qui s'engagent autrement sont forcément les mêmes que ceux qui rejettent la sphère formelle de participation ?

## 2.2 La situation paradoxale de l'engagement en situation de marginalité

L'engagement en situation de marginalité est à la fois improbable, illégitime, original et protestataire. Ce paradoxe est encore plus prononcé si l'on s'intéresse à l'engagement des jeunes en difficulté. *A priori*, le manque de ressource personnelle et collective (Pierru, 2010), les difficultés liées au passage à la vie adulte (Lapeyronnie, 2005; Muxel, 2001), ainsi que le désintérêt de la politique (Lagrée, 2002), les rapports aux dimensions éthiques (Vulbeau, 2001) et idéologiques de l'engagement (Barrault, 2010; Bègue, 2007; Mahéo et al., 2012) représentent davantage des freins que des possibilités d'entrée en action.

Toutefois, cette perspective ne se prête pas – ou se prête mal – à l'analyse des formes « d'interpellation profane du politique » de certains jeunes (Joignant, 2007). Si les jeunes en situation de marginalité n'échappent pas aux contraintes liées aux transformations des cycles de vie, d'une part, ils connaissent aussi des opportunités d'engagement et ils se positionnent face à elles, d'autre part, ils développent des formes de non-engagement qui ne sont pas forcément durables et il faut peut-être y voir *a contrario* une forme de prise de position. En ce sens, des expériences sociales difficiles peuvent être moteur de l'engagement (Barrault, 2010; Dubet, 1994; Ravon, 2008). Les conditions de possibilité de cette action sociale – tout comme les conditions d'impossibilité d'ailleurs – dépendent en réalité de la combinaison de plusieurs facteurs d'ordre situationnels, conjoncturels et *dispositionnels* entre autres<sup>44</sup>.

---

<sup>44</sup> Je développerai plus en détail ces points dans la partie suivante.



En référence à la littérature concernant la socialisation marginalisée, je propose d'analyser l'engagement comme étant une « expérience sociale » publique participant à l'orientation de soi dans le monde (Barrault, 2010; Becquet et De Linares, 2005; Dubet, 1994; Parazelli, 2002; Ravon, 2008; Vulbeau, 2001). Dans ce contexte, le non-engagement des jeunes est une position plus complexe que l'apathie.

### **2.2.1 Les enjeux du non-engagement**

Si les enquêtes sur l'engagement des jeunes en difficulté sont peu nombreuses, elles visent essentiellement à trouver des solutions pour mobiliser, éduquer à la citoyenneté, sans approfondir pour autant l'analyse des causes réelles du non-engagement. Il en va de même de l'échec de certains programmes de participation citoyenne (Kirlin, 2002; Loncle, 2008). Ces recherches sont financées par les États eux-mêmes, à l'échelle du gouvernement du Canada ou du parlement européen par exemple (Stolle et Cruz, 2005). Leurs résultats doivent aider les gouvernants à inverser la tendance à une faible participation publique des jeunes. Si l'on s'intéresse ainsi à la présence citoyenne, il semble que l'on étudie peu, ou pas assez, le rapport au monde et au politique des jeunes permettant de comprendre et d'expliquer les postures de retrait qui caractérisent, en particulier, les plus en marge de la société et de la citoyenneté (Barrault, 2010; Mahéo et al., 2012).

#### *2.2.1.1 Le manque d'intérêt, le cynisme, la participation politique « négative »*

L'abstentionnisme serait le révélateur du désintéressement des jeunes pour la politique. Les études qui proposent cette lecture évoquent un regard négatif des jeunes sur la classe politique, voire sur le système politique dans son ensemble (Dejaeghere et Hooghe, 2011). Ce serait donc les représentations du personnel politique, construites notamment sur la chronique des faits divers et autres scandales qu'ils rejettent (détournement de fonds, corruption, etc.). On remarque cependant que certains jeunes sont très intéressés par des questions sociétales et

possèdent souvent un bon niveau de connaissance politique (Barrault, 2010; Mahéo et al., 2012).

Dans ce contexte, Barrault (2010) fait même référence à ce qu'il appelle le « cynisme » des jeunes - « *cynical chic* » selon Eliasoph (1990) et « subversion rigolarde » selon Buckingham (2000) - pour décrire la distance à l'égard du politique de certains jeunes des milieux populaires en France. Les auteurs observent généralement qu'une majorité des jeunes est désintéressée temporairement, tandis qu'une partie d'entre eux se tient soigneusement à distance du politique et des politiciens. Ces jeunes « cyniques » sont en réalité très critiques et leurs prises de position ne se traduisent pas pour autant par des actions. En fait, le point commun de tous ces jeunes en retrait par rapport à la politique est un manque de ressource important.

#### *2.2.1.2 Le manque de « ressources »*

Dans la littérature, les éléments qui sont un frein à l'engagement sont d'ordre socioéconomiques (statut, origine ethnique, éducation, affiliations, attitudes et comportements, temps, mobilité, économie, géographie), politiques (nature de l'élection, mobilisation partisane, sondages) ou institutionnels (système électoral, modalités de fonctionnement, moment de l'élection)<sup>45</sup>. On observe que le sentiment de « compétence politique » est moins fort chez les jeunes qui n'ont pas de culture électorale et, au contraire, qui ont le sentiment d'être les oubliés du discours politique traditionnel (Dejaeghere et Hooghe, 2011; Milan, 2005; Muxel, 2001; Quéniart et Jacques, 2004; Stolle et Cruz, 2005).

---

<sup>45</sup> Classification des facteurs d'après Duval (2005).

Il convient de signaler également l'existence de travaux portant sur le « capital social » des personnes non-engagées (Putnam, 2000; Stolle et Hooghe, 2004b)<sup>46</sup>. Dans cet ordre d'idées, des études démontrent le lien entre le faible niveau d'instruction et le non-engagement (Barrault, 2010; Duval, 2005; Galland, 2001; Mahéo et al., 2012; Milan, 2005; Muxel, 2001). Cela serait d'autant plus marqué aujourd'hui que le niveau d'instruction a largement augmenté depuis les années 1960-1970. En fait, c'est combiné à d'autres facteurs socioéconomiques, culturels et psychologiques que l'absence de diplôme pèse sur l'engagement. En ce sens, le CPJ (2002) a mis en évidence de nombreux freins à la participation, notamment aux plans social et culturel : repli sur soi, désenchantement à l'égard de la politique, manque de temps, conditions socioéconomiques précaires, méconnaissance des règles du jeu en société, manque d'information, méfiance par rapport aux jeunes, fossé culturel, discrimination ou racisme.

Le Texier (2006) souligne néanmoins que les travaux prennent traditionnellement appui sur la « culture de la politique » - qui fait elle-même référence à la littérature sur la « culture de la pauvreté » analysée par (Lewis, 1968)<sup>47</sup> - pour conceptualiser le manque de ressource des personnes faiblement engagées. Que ce soit un rejet réactif des institutions ou une ségrégation politique, les « exclus » se trouveraient alors plongés dans une « dépolitisation », un « [...] processus de détachement du politique, objective ou apparente, [...] surtout lié à la désinsertion sociale » (Le Texier, 2006, p. 27). Le problème principal serait la faiblesse des ressources sociales, économiques et culturelles, qui est le corolaire d'un processus d'internalisation de non-participation politique et d'incompétence (Bègue, 2007; Boumaza et Pierru, 2007; Druckman, 2001; Le Texier, 2006; Siméant, 1998). Les individus en situation de

---

<sup>46</sup> “Whereas physical capital refers to physical objects and human capital refers to the properties of individuals, social capital refers to connections among individuals – social networks and the norms of reciprocity and trustworthiness that arise from them. In that sense social capital is closely related to what some have called “civic virtue.” The difference is that “social capital” calls attention to the fact that civic virtue is most powerful when embedded in a sense network of reciprocal social relations. A society of many virtuous but isolated individuals is not necessarily rich in social capital” (Putnam, 2000, p. 19). “Social capital research would suggest that social interaction with friend in school, and other activities outside the classroom, would also account for the variance in civic attitudes and behaviors” (Stolle et Hooghe, 2004b, p. 4).

<sup>47</sup> L'étude d'une famille pauvre de San Juan à Porto Rico a permis de conceptualiser la pauvreté au-delà de la condition sociale. Lewis perçoit la pauvreté comme un mode de vie stable, une identité durable transmise par la famille. Ces caractéristiques culturelles sont par exemple le sentiment d'impuissance, de dépendance, de

marginalité auraient en somme le sentiment qu'intervenir dans la sphère formelle de l'engagement ne sert à rien. N'ayant pas les moyens personnels, financiers ou non, de s'investir dans une action collective notamment, ils privilégieraient parfois d'autres formes de participation, mais dans la majorité des cas, ils resteraient davantage sur une position de retrait par rapport au politique. Il arrive parfois que l'on confonde le processus de « dégageant » (Vulbeau, 2005), de mise hors-jeu du politique avec une volonté de rester en retrait et/ou une impuissance à entrer en action.

## **2.2.2 Des prises de position non reconnues**

### *2.2.2.1 Les engagements « imposés »*

Face à l'idée selon laquelle le non-engagement des jeunes serait un problème pour la démocratie, obtenir leur participation serait devenue un véritable enjeu pour les gouvernants. Le rôle et la place des jeunes sont au cœur de nombreux dispositifs ayant au centre l'éducation à la citoyenneté. Toutefois, les auteurs soulignent que lorsque les jeunes sont en demande, l'offre de participation existante, pourtant très importante, ne répond pas à leurs besoins (Kirlin, 2002; Loncle, 2008).

La « citoyenneté active »<sup>48</sup> marque la construction de l'État québécois au cours des années 1970 (Boucher, 2003; Bourque et Duchastel, 2000; Hamel et Jouve, 2006). Rappelons que le contexte politique est marqué par une tradition d'implication de la société civile dans les institutions (Bouchard, Lévesque, et St-Pierre, 2008; Duperré, 2004). Une telle implication a été particulièrement visible au cours la crise du modèle keynésien et plus précisément à l'époque de la laïcisation, de l'accès des citoyens aux politiques publiques (universalité), de la

---

méfiance, de faible *ego*, de vie au jour le jour, d'ancrage exclusivement local et partant de méconnaissance du reste de la société.

<sup>48</sup> La « citoyenneté active » consiste à incarner son rôle de citoyen responsable ou critique et non pas à simplement à remplir ses devoirs de citoyen (impôts, vote).

modernisation de la société et lors de l'émancipation sociale et culturelle du Québec<sup>49</sup>. La crise économique et institutionnelle des années 1980 est un temps de réformes importantes grâce auxquelles on avance encore plus dans la contribution active de la société civile. Finalement, le secteur communautaire, acteur majeur, se professionnalise, l'État se décentralise et le partenariat public/privé comme la sous-traitance se développe (Bourque, Comeau, Favreau, et Fréchette, 2007; Jetté, 2008).

La jeunesse serait aujourd'hui « blasée, dépolitisée, désabusée et apathique » (Cayouette, 2000, p. 49). Les institutions chercheraient donc à inverser la tendance (Becquet et De Linares, 2005; Côté, Lévesque, et Morneau, 2007; Loncle, 2008). Le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) a d'ailleurs dans ce contexte réitéré à maintes reprises l'engagement de l'État face à ce qu'il appelle le « fléau de l'abstentionnisme des jeunes »<sup>50</sup>. Des jeunes eux-mêmes s'insurgent contre l'apathie politique de leurs pairs<sup>51</sup>. Il est intéressant de constater qu'en dépit de la place faite aux jeunes dans les institutions québécoises, qu'en dépit même de la création d'espaces de réflexion, d'engagement, de délibération et d'action, la désaffection pour la politique ne semble pas faiblir pour autant. À ce sujet, des auteurs se sont intéressés à ces initiatives et ont constaté qu'elles portent en fait la marque de visées normatives et morales, ne focalisant que rarement sur l'implication réelle des jeunes (Esau, 2007; Loncle, 2008). En réalité, les objectifs sont loin d'être atteints, l'ensemble des projets mis en place n'aboutit pas à un renversement de tendance : on ne s'engage pas vraiment.

---

<sup>49</sup> Au sujet du mouvement étudiant, Beauregard-Langelier (2007, p. 3) explique que l'État a joué un rôle dans la possibilité de formation de mouvement. Plus précisément, il a facilité son émergence à travers ses politiques dans le domaine de l'éducation.

<sup>50</sup> C'est officiellement une priorité de recherche au Québec (Duval, 2005). Déjà en 2004 le DGEQ estimait que l'avenir de la démocratie était en jeu, la tendance des pays industrialisés atteint le Québec, encore épargné jusqu'alors par la baisse de la participation électorale.

<sup>51</sup> « Le projet *L'Apathie C'est Plate* est né en janvier 2004, afin de combler une carence dans la représentation de la jeunesse en politique et dans la démocratie. Les fondateurs d'origine [...] ont dénoté que plusieurs de leurs pairs se sentaient désengagés du processus démocratique. Ils voulaient voir augmenter le taux de participation électorale chez les jeunes tout en combattant leur apathie ». Site Web : [http://www.apathyisboring.com/fr/about\\_us/overview](http://www.apathyisboring.com/fr/about_us/overview) [consulté le 3 septembre 2008].

Plusieurs rapports du CPJ ont été déposés afin d'orienter les propositions de l'État pour accroître la participation des jeunes. On peut citer, par exemple, l'abaissement du droit de vote à 16 ans, la création d'une carte d'électeur, la distribution d'informations sur les droits et les devoirs des citoyens, les forums jeunesse, ou la création de bureaux de vote dans les écoles (CPJ, 2005). Pour pallier les inégalités d'accès à la citoyenneté en tenant compte du manque d'horizon de la jeunesse aujourd'hui, Brice (2007) présente le « par les jeunes, pour les jeunes », un mode d'accompagnement des jeunes à la participation. Ceci existe au Québec dans le milieu communautaire québécois qui a pour vocation de favoriser la participation sociale et politique des personnes en situation de marginalité. L'éducation populaire, les actions collectives, les espaces d'engagement ou les regroupements entre organismes sont autant d'outils mis en place dans ce secteur d'intervention (Bourque et al., 2007; Lamoureux, 2010; Parazelli et Colombo, 2006; Racine, 2010).

Dans le même sens, Loncle (2008) met en évidence l'importance de donner aux jeunes des moyens de favoriser la confiance et l'*empowerment*. Si la participation est un outil nécessaire et complémentaire à la démocratie, observe-t-elle, il faut sortir d'une approche consumériste pour proposer une réelle approche démocratique ayant à la fois le souci d'autonomisation des jeunes et la considération de leur point de vue d'utilisateurs-experts de leur situation. L'enjeu central de ces formes de participation suscitée par de tels dispositifs concerne la reconnaissance de la place des jeunes dans la société et ainsi, des expériences de socialisation et d'engagement. Face à l'institution d'un cadre de participation civique, il y a des formes d'engagement qui émergent en dehors de tout cadre et qui, de ce fait, peinent à être reconnues.

#### 2.2.2.2 *Les engagements « illégitimes »*

Dans la perspective de l'analyse des nouvelles formes d'engagement, on reconnaît aux jeunes la capacité de développer des formes innovantes de participation dans l'espace public en termes de tactiques et de structures organisationnelles notamment. Néanmoins, toutes les formes d'engagement ne sont pas traitées à la même enseigne. Certaines pratiques sont

perçues comme des comportements délinquants; ils « collent à la peau » des jeunes de la rue à qui l'on reproche leur occupation de l'espace, leur violence, leur *look*. On leur attache souvent l'image du *punk* déviant, « représentant de la morbidité », de la « fascination » et du « fantastique » (Gilbert et Parazelli, 2004). Le *punk* reste associé à l'anarchisme, et ainsi, entre autres, aux Black Blocs. Ce rapprochement, entre les *punks*, les anarchistes et les jeunes de la rue contribue à faire penser que certaines formes d'engagement se situent à la marge de la marge militante, dans l'arrière-scène du militantisme. On peut même dire que cela contribue à les enfermer dans ces stéréotypes.

Par analogie aux thèses de Dupuis-Déri (2006), au cœur de tout cela, il y a la distinction, par ailleurs classique, entre les *bons* et les *mauvais* militants et ainsi, entre les prises de position légitimes et illégitimes. À partir de tels amalgames entre tous les « marginaux », à partir de diverses représentations de manifestants supposés déviants et de leurs actions supposées illégitimes, une tendance à assimiler les jeunes de la rue à la marge de la marge militante se dessine.

On peut certes envisager des similitudes entre la volonté non partisane, antiautoritaire, voire anarchiste, des Black Blocs et les valeurs défendues par des jeunes de la rue affirmant leur désir de liberté et d'émancipation. L'engagement des jeunes en situation de marginalité montre, avec celui des Black Blocs, des origines communes : inscription de l'action dans « l'ici et maintenant », liberté totale d'action, contextes d'affrontements directs, logiques de diffusion à travers les réseaux *punks* autonomes, groupes de musique, contacts avec des militants voyageurs, utilisation des médias alternatifs comme Internet (Dupuis-Déri, 2004, pp. 83-84). Nonobstant ces liens, certainement pas universels, on observe d'autres formes d'engagement non reconnues.

### 2.2.2.3 *Les engagements « invisibles »*

Si l'engagement est un acte public, visible (Joule et Beauvois, 1987), il y a effectivement un paradoxe à vouloir penser qu'il existe des formes d'engagement invisibles, ou des révoltes silencieuses. Certaines formes d'engagement peuvent confiner l'engagé et ses actions à l'invisibilité, mais cette forme de prise de position n'est pas forcément un non-sens :

Du non-engagement y'a-t-il quelque chose à dire au-delà de l'exercice de style ? Ni plus, ni moins, sans doute que du silence dont on sait qu'il est significatif et d'autres qui le sont beaucoup moins. Les hommes et les femmes qui restent aux marges des causes le font parfois sans conscience ou avec une négligence qui renverrait aux rapports établis chez eux entre le privé et le public. Leur indifférence n'a pas de théorie. D'autres, en revanche, sont plus lucides, sans néanmoins que leurs indignations intimes ne les poussent à entrer dans l'arène (Prochasson, 1998, p. 102).

Il semble en effet que l'engagement ne s'inscrive pas toujours dans les paramètres d'une structure, d'une organisation. Dans la perspective de la multiplication de ces formes d'engagement actuelles, l'engagement se traduit par des comportements particuliers dans la vie quotidienne. On peut prendre pour exemple l'acte politique de consommation (« political consumerism »). Cette forme de participation politique n'est pas nouvelle, mais elle est en recrudescence depuis les années 1970 (Stolle et al., 2005, p. 246). L'engagement prend ainsi une place importante dans la sphère privée et à ce titre, il souffre parfois d'invisibilité, notamment chez les personnes en situation de marginalité. Je pense ici aux analyses de Véron (2010) – qui fait lui-même référence aux « stratégies du quotidien » telles que développées par De Certeau (1980). Cet auteur propose une réflexion sur le passage des « tactiques » aux « stratégies collectives » des sans-papiers. Pour lui, le premier concept se rapporte aux dimensions du mode de vie et des « petites » marges de manœuvre individuelles, le second, à l'action collective et au répertoire d'actions de ce type de mouvement social « précaire ». Ces analyses sont intéressantes, car elles s'inscrivent dans la perspective du passage de l'expérience individuelle de la quotidienneté à l'expérience politique d'engagement. Les sans-papiers de son étude mettent à distance leur situation personnelle (l'illégalité de leur statut et les petits arrangements précaires) et à partir de leur vécu, en groupe ou seuls, ils élaborent des formes d'engagement en dépassant leur condition de clandestins et en utilisant des stratégies



d'action intimes comme la grève de la faim. Les formes plus discrètes d'engagement sont tout aussi importantes à envisager pour comprendre les modalités des prises de position des jeunes à la marge. Est-ce à dire que les formes discrètes d'actions ne correspondent pas à des formes d'engagement ? Il semble important de s'interroger sur les conditions d'émergence de toutes les formes d'engagement et sur l'enjeu d'invisibilité de certaines. Que révèlent ces choix ? Que nous apprennent-ils sur les individus qui les pratiquent ? Certains auteurs s'attardent à étudier ainsi les « stratégies silencieuses » des acteurs qui optent volontairement pour la position de retrait, sans pour autant choisir le désengagement (Véron, 2010). Peut-on penser alors que l'expérience de la situation de marginalité est une source d'engagement ?

Certains jeunes en difficulté rejoignent effectivement des mouvements sociaux dans une démarche de résistance au système, de recherche d'une alternative, en termes de modes de vie marginaux par exemple. Cette posture correspond à celle de certains jeunes de la rue rencontrés dans le cadre de ma maîtrise qui développent un engagement altermondialiste ou un engagement professionnel de pairs-aidants (Greissler, 2007). Pour autant, s'agit-il d'un véritable outil de changement social ou simplement, d'un moyen de dénonciation ou de résistance aux modèles dominants ? Est-ce un « espace intermédiaire » de socialisation (Rouilleau-Berger, 1995), un autre « réseau d'intégration » au sein de la société, un « *alter-espace* », ou un « contre espace » d'identification, d'intégration et d'expression (LeBlanc, Boudreault-Fournier, et Djerrahian, 2007) ? L'engagement peut être un moyen de sortir du silence de la rue, de la stigmatisation qui est fréquente. Son sens peut donc être autant rattaché aux causes, qu'aux conséquences de l'insertion des jeunes en situation de marginalité dans la vie adulte, en fonction de la place qu'ils occupent ou qu'ils estiment devoir occuper.

Si le rejet des formes traditionnelles de participation sociale et politique, le sentiment d'incompétence et la transformation des formes de participation chez les jeunes apportent des clés de compréhension pertinentes à ce phénomène, les analyses classiques de l'engagement ne permettent cependant pas d'appréhender pleinement le développement d'une alternative à

la participation développée ainsi dans le quotidien en situation de marginalité. N'étant pas spectaculaires, certaines activités sociales posent en effet un problème de conceptualisation.

### **2.2.3 Une autre perspective d'analyse**

Des études récentes portant sur les phénomènes de désengagement ou de retrait, touchant particulièrement les jeunes et les personnes en situation de marginalité, présentent une autre approche. Elles s'appuient sur le discours des acteurs, l'analyse des trajectoires d'engagement ainsi que sur les rapports au politique. Elles mettent en lumière tout particulièrement comment les articulations et les déclinaisons de ces postures complexes prennent en considération ce qui freine l'engagement des individus, en tenant compte à la fois des contextes sociaux et biographiques (Fillieule, 2005b). La vie d'un individu est faite de transitions importantes - parfois longues - et ainsi, de contraintes biographiques et d'opportunités qui poussent à l'engagement plus ou moins marqué (Passy, 1998).

En référence à une norme relative au monde des adultes, l'engagement est, pour les jeunes, une prise de responsabilité (Lapeyronnie, 2005), un aboutissement de la construction identitaire ; « [...] la manifestation pleine de l'individu et de sa subjectivité. » (Vulbeau, 2005, p. 40)<sup>52</sup>. Il y a là soulignée une cohérence entre l'individu, ses actions et ses intentions. L'engagement impose en ce sens une prise de distance critique entre motivation, passage à l'acte et prise de conscience de sa responsabilité. C'est une action sociale dans laquelle un individu assume sa condition, se positionne par rapport à elle, et en même temps, peut s'y opposer et chercher à la dépasser (Ravon, 2008). Une telle démarche, qui appartient à chaque individu, est grandement influencée par l'environnement social. Elle peut aboutir à la décision de ne pas s'engager, comme être le reflet du « dégageant » passif, lié notamment à la situation de marginalité (Vulbeau, 2005, p. 41). Si l'individu a, en simplifiant les situations, le

---

<sup>52</sup> Cet auteur fait référence aux jeunes des banlieues françaises, mais il présente dans cet article une réflexion bien plus générale et qui nous semble donc transposable à l'ensemble des jeunes en situation de marginalité.

choix de subir ou d’agir, les positions de retrait ne sont pas indifférenciées (Barrault, 2010; Mahéo et al., 2012).

Comme le montre le tableau suivant (I), les perspectives d’analyse du non-engagement, des formes « illégitimes » d’engagement et des formes moins visibles de résistance ont chacune des biais importants en termes de problématisation de l’engagement.

**Tableau I : Limites des perspectives d’analyse des formes particulières d’engagement**

<b>FORMES PARTICULIÈRES D’ENGAGEMENT</b>	<b>LE NON-ENGAGEMENT</b>	<b>LES FORMES « ILLÉGITIMES »</b>	<b>LES FORMES « INVISIBLES »</b>
<b>CARACTÉRISTIQUES</b>	Désaffection du politique Rejet des formes traditionnelles de participation	Marge de la marge militante Pratiques contestataires	Engagement dans la quotidienneté Retrait comme résistance Non-engagement temporaire
<b>BIAIS D’ANALYSE</b>	Perspectives d’analyse centrées sur la sphère politique qui écartent certaines postures critiques dans d’autres sphères	Perspectives d’analyse normatives qui ne permettent pas de considérer tous les engagements protestataires	Difficultés d’analyse au plan conceptuel et théorique

On l’a mentionné, nombre de travaux en sciences sociales ont mis en évidence le fait que les jeunes en difficulté entretiennent des rapports distants au politique, sont peu mobilisés, en raison de la faiblesse de leurs ressources culturelles et des effets de l’allongement des transitions à l’âge adulte sur l’autonomie sociale et la politisation. À ce titre, Muxel (2001) parle de « moratoire politique » pour décrire le temps plus long d’accumulation et de concentration d’expériences politiques des jeunes, dans leur passage à la vie adulte, avant de se fixer davantage dans une forme de pratique politique précise.

Si déjà peu de jeunes s'expriment dans l'espace public, ou du moins s'y font entendre très rarement, ceux d'entre eux qui sont issus des milieux populaires s'expriment encore moins. On peut considérer qu'il s'agit là d'une « dépossession politique » de ces jeunes (Collovald et Sawicki, 1991). Barrault (2008) décrypte cette absence des jeunes dans l'espace public médiatique dans la perspective de leurs rapports négatifs à la politique et aux médias. Bien plus, certains jeunes s'« auto-déshabilitent » (Gaxie, 2002)<sup>53</sup>, mais les formes de leur non-engagement sont différenciées et peuvent dissimuler des stratégies de protection ou de résistance moins visibles. Barrault (2008) montre ainsi à quel point l'« interpellation profane du politique » repose sur la combinaison de plusieurs facteurs conjoncturels, situationnels, dispositionnels et médiatiques peu communs, par exemple un fait divers marquant, un adulte réceptif, voire inspirateur, des compétences politiques pour porter un jugement et des médias interpellés par une initiative menée par des jeunes de milieux populaires.

Si à travers des engagements non formels, nombre de jeunes construisent de nouveaux espaces publics ou espaces politiques, certains restent aux bords de ces espaces sans désirs ni possibilité d'y pénétrer. En fait, on ne peut pas dissocier le contexte de socialisation de l'analyse des prises de position, c'est-à-dire les expérimentations liées autant à la construction identitaire, qu'au manque de ressource. En outre, la place qui leur est faite dans la société, ainsi que le contexte politique, économique et social, sont des éléments qui influent sur l'engagement des jeunes (Barthélémy, 1994; Galland, 2001; Gauthier et Gravel, 2003; Guillaume et Quéniart, 2004; Milan, 2005; Muxel, 2001, 2010; Perrineau, 1994; Quéniart et Jacques, 2008).

---

<sup>53</sup> « Avec ces notions d'auto-habilitation et auto-déshabilitation, je cherche à désigner les processus mentaux et sociaux par lesquels des personnes s'autorisent ou pas à intervenir plus ou moins activement sur des sujets politiques pour observer les actions des gouvernants, se tenir informés des principaux enjeux publiquement débattus et exprimer leurs avis, par exemple à travers des conversations avec leurs proches » (Gaxie, 2007, p. 750). En ce sens, Barrault (2008) observe que les jeunes des milieux populaires ne se sentent pas légitimes à prendre la parole sur tous les sujets, même lorsque les thèmes les concernent directement et qu'ils sont invités à s'exprimer par les médias.

### **2.3 L'engagement en situation de marginalité : différents niveaux de compréhension**

Les analyses des conditions d'émergence d'un engagement chez les personnes précaires s'appuient, entre autres, sur les *théories de la mobilisation des ressources* (McAdam, 1982) et sur la perspective *dispositionnelle* de l'engagement (Fillieule, 2001). Dans la première perspective d'analyse, les auteurs soulignent la place des « ressources », des « soutiens extérieurs » qui participent à la configuration de certaines mobilisations (Mathieu, 2001; Pierru, 2010). Des organisations militantes ont ainsi une place particulière dans les actions collectives et l'engagement. La seconde perspective permet, quant à elle, de comprendre la disponibilité des ressources au plan culturel et social (Malinas, 2007).

Ces concepts semblent toutefois moins opérants pour l'analyse des actions des acteurs indépendants, dégagés ou affranchis de toute structure militante. D'une part, il n'existe pas de travaux sur l'engagement des jeunes en situation de marginalité au Québec, d'autre part, les données recueillies s'inscrivent exclusivement dans des travaux de science politique ou de sociologie et concernent principalement des partis politiques, des organisations associatives, militantes, syndicales, etc. Or l'on sait déjà combien elles ont de la peine à rejoindre les jeunes. Il convient donc d'appréhender l'engagement à partir du sens que l'acteur construit, déconstruit, face aux contraintes et aux opportunités qui s'offrent à lui. L'étude des formes d'engagement moins visibles, moins spectaculaires appelle ainsi une définition élargie de l'action selon une *expérience sociale* au sens où l'entend Dubet (1994). Cet autre cadre théorique complémentaire vise à prendre en compte, en plus des conditions objectives (ressources et dispositions), la part de construction individuelle de cette action, à partir, notamment, du vécu en situation de marginalité.

Les différents niveaux de compréhension de l'engagement des jeunes en situation de marginalité se situent donc essentiellement autour du *background* des individus, des raisons

qui les poussent à s'engager et des expériences multiples qui forment l'action, la prise de position. Plus qu'un cadre théorique, l'ensemble de ces concepts appelle, on le verra dans le deuxième chapitre, une posture particulière de recherche : qualitative, exploratoire, compréhensive et interprétative.

### **2.3.1 Les antécédents de l'engagement**

Les antécédents de l'engagement se rapportent aux éléments qui, dans la trajectoire des individus, leur permettent de développer des prises de position. Qu'il s'agisse de la famille, des pairs, de l'environnement, ou du contexte sociopolitique, ces éléments forment un bagage sur lequel s'appuyer (les « ressources » et les « dispositions »). Tout individu possède une forme de bagage : une éducation, une culture, des expériences, un entourage, des compétences ou des ressources matérielles. Celui-ci évolue avec le temps, selon les parcours de chacun (la « socialisation militante »).

#### *2.3.1.1 La « socialisation militante »*

La socialisation politique ou militante concerne l'ensemble des mécanismes et des processus de transmission et d'apprentissage des opinions, des goûts, des attitudes, des valeurs, de l'identité et des comportements politiques entre autres (Percheron, 1985). Les auteurs ayant traité ce thème se sont ainsi penchés sur la question de la transmission au sein des différentes sphères de socialisation des jeunes, mais également, sur l'impact de ces apprentissages dans la trajectoire politique qui s'amorce ensuite, en termes de capital social par exemple (Broqua et Fillieule, 2001; Cruzel, 2004; Mattoni et Poupeau, 2004).

Étant considérées comme les deux instances privilégiées de la socialisation des jeunes, la famille et l'école se retrouvent au centre de toutes les attentions. Mais les pairs, le contexte politique, les médias, notamment Internet, ont une grande influence sur les trajectoires de

socialisation militante (Cayroll, 1994; Laville, 2010; Maigret, 2007; Tournier, 2005)<sup>54</sup>. Toutefois, il est difficile d'aborder ces influences autrement que de façon empirique. Malgré une généralisation opératoire de ces différentes instances, il est évident que le sens donné à ces termes varie d'un contexte de recherche à un autre. La socialisation militante contiendrait deux niveaux constitutifs du rapport des individus au politique : le rapport à *la politique* (partis, idéologies, élections, militantisme) et le rapport *au politique* (représentations, manières d'être ou de faire, place politique des individus) (Maurer, 2000). On retrouve à la fois les modes de transmissions de valeurs et d'attitudes et de représentations et de pratiques.

Les théories behavioristes des années 1960 ont servi à la définition de la socialisation selon les comportements individuels précoces (Ihl, 2002). La genèse des rapports politiques des individus est alors l'objet d'études privilégié<sup>55</sup>. Dans les années 1970, on a commencé à minimiser l'importance de la transmission familiale pour se pencher sur d'autres instances de socialisation comme l'école, les pairs, les médias. Le contexte politique jouerait également un rôle. On a donc analysé l'univers politique élaboré et activé par le jeune lui-même, suivant les dispositions qu'il a pu intégrer au cours de sa socialisation militante : « l'objet de la recherche se déplace ainsi peu à peu des connaissances et opinions politiques des enfants aux dispositions politiques qu'ils incorporent et à la manière dont elles trouvent à s'incarner dans des pratiques. » (Maurer, 2000, p. 12).

En d'autres mots, la socialisation politique n'est plus un dressage, une adaptation, mais un processus de « co-construction » (Percheron, 1985), une négociation entre accommodation, assimilation du système et création personnelle. Les auteurs parlent ainsi d'appropriation et remettent en question les composantes de l'identité politique qui ne sont plus « consonantes et

---

<sup>54</sup> Tournier (2005) propose une réflexion intéressante sur les médias, les caricatures de la vie politique, une émission française de marionnettes en l'occurrence (*Les Guignols de l'Info*). Ces images décalées de la politique sont parfois l'unique support d'information des jeunes sur le monde politique. La question de l'appropriation de ces satires, de la distance critique, se pose pour certains jeunes qui sont ainsi directement influencés dans leurs comportements politiques.

<sup>55</sup> « L'école behavioriste, longtemps dominante en sociologie politique, s'est, de son côté, intéressée aux institutions sociales (églises, école, famille) au sein desquelles les individus « apprennent » ce que signifie la politique. Aux variables socioprofessionnelles, au niveau d'instruction et de certification scolaire, aux dispositions et valeurs culturelles qui finissent les cadres psychosociologiques d'un apprentissage circonscrit à la « phase critique » de l'enfance et de l'adolescence » (Ihl, 2002, p. 126).

homogènes » (Maurer, 2000, p. 57). L'individu est acteur de sa socialisation militante, il procède à une gestion singulière des multiples « sources » socialisatrices dont il est l'objet.

Appréhender l'origine des formes particulières de l'engagement des jeunes en situation de marginalité est important, mais comment comprendre les antécédents de ces formes d'engagement ? Maurer (*op.cit.*, p. 35) explique que :

[si le rôle joué par le socialisé dans sa propre formation] est désormais reconnu, l'exploration de sa nature n'en est qu'à ses balbutiements. Or, la mise en évidence de l'étendue et de la consistance de ce rôle se pose bien comme une condition d'accès aux multiples dimensions de la socialisation politique, désormais irréductible à un simple processus de transmission.

En réalité, l'entrée en action au sens large dépend de l'intérêt porté à l'engagement, au politique, à la vie en société, aux problèmes sociaux, mondiaux, économiques et planétaires. Elle dépend des trajectoires économiques et sociales et des impacts de la socialisation politique au plan individuel, du contexte politique et électoral, des offres politiques, des contextes sociaux et générationnels, bref de toutes sortes d'éléments, d'évènements difficilement mesurables. L'initialisation des choix politiques est marquée pas des cheminements très contrastés et seule une analyse selon des parcours permet de situer les éléments à l'origine de l'entrée politique (Mahéo-Le Huel, 2005; Muxel, 2010; O'Neill, 2007; Pamett et Lawrence, 2003; Quéniart et Jacques, 2001).

Dans leurs travaux sur l'engagement de jeunes femmes québécoises, Quéniart et Jacques (2004, p. 34) présentent des éléments communs de l'entrée en politique de la cohorte qu'elles ont étudiée : expérience de participation civique ou bénévole (« solide bagage actif » en dépit du jeune âge), sensibilité précoce aux questions politiques et aux enjeux concernant les femmes (on fait ainsi référence à la socialisation politique), contexte politique procédant comme déclencheur ou comme catalyseur de l'engagement. Ces résultats corroborent d'autres recherches qui portent à comprendre l'entrée dans l'univers militant en fonction de la trajectoire complexe d'un individu (Agrikoliansky, 2001; Felices-Luna, 2005; Fillieule, 2001)

Au Québec, l'école est un haut lieu de pratiques bénévoles, parfois obligatoires dans certains programmes (Gauthier et Gravel, 2003; Thibault et al., 2007). C'est un espace où l'on peut



montrer un intérêt pour le politique, le mettre en pratique, souvent pour la première fois. En outre, il semble que la transmission familiale soit plus forte chez la personne qui adopte aisément un positionnement critique sans forcément adhérer aux valeurs des parents. Les personnes rencontrées, côtoyées ou idéalisées, jouent un rôle essentiel à travers l'identification aux comportements politiques de ces modèles (Maurer, 2000).

En outre, de nombreux événements politiques déclenchent la ferveur des adhésions militantes, que ce soit dans les années 1960 certes, mais aussi plus récemment (Ihl, 2002; Mahéo-Le Huel, 2005; Quéniart et Jacques, 2008). On peut relever, la marche mondiale des femmes en 2000, les causes indépendantistes, la semaine de la mondialisation au Québec, les forums jeunesse, le Salon international de la jeunesse, les grèves étudiantes. Les organisations militantes constituent elles-mêmes des instances de socialisation politique importantes.

Dans le cas des acteurs à faible ressource, les travaux montrent comment, en l'absence de socialisation, certains réussissent à contourner ce frein, soit par l'acquisition de nouvelles compétences, soit par la décision personnelle de faire abstraction de ce handicap en se jugeant aptes à s'engager, ou autrement dit, en « s'auto-habilitant » à le faire (Gaxie, 2007). Dans tous les cas, les ruptures avec les formes principales de socialisation, dans la famille et à l'école, influencent les formes de l'engagement et des structures militantes dans lesquelles les individus vont militer.

### 2.3.1.2 Les « dispositions »

Les « dispositions » à l'engagement reposent sur les trajectoires des individus, sur les compétences acquises et les compétences manquantes pour se mobiliser. Selon la définition proposée par Maurer et Pierru (2001, p. 391) :

[L'étude] des processus d'engagement individuels dans une perspective « dispositionnelle » [...] implique la mise en évidence de tout ce qu'un comportement – la participation à une action collective – adopté par un acteur dans un moment singulier doit à des éléments antérieurs ou extérieurs à ce moment.

Les différences de trajectoires, notamment en termes de socialisation militante, expliquent les inégalités de compétences à l'action collective ou à l'engagement. Une analyse des trajectoires donne à voir les différences entre les individus en tenant compte de la « profondeur » de leurs parcours (Passy, 1998). Chaque individu est caractérisé par des dispositions sociales et individuelles précises qui le structurent et le rendent unique. Comme l'explique Corcuff (2005), Bourdieu définit dans ses travaux la singularité individuelle, comme un système de dispositions durables et transposables apprises par l'individu au cours de son existence et des ses expériences collectives. L'individu est configuré selon des « habitus » de classe et des habitus individuels.

Chaque individu n'est donc pas totalement libre et maître de ses goûts et de ses actions. Dans cette perspective, le sens des actions est défini par les « dispositions sociales ». Mais Corcuff (2005, p. 10) souligne le risque d'amalgamer disposition et compétence :

Une disposition, c'est une tendance, liée à la socialisation, qui s'impose à l'individu (par exemple, le sentiment de ne pas être tout à fait à sa place quand on fait le trajet social d'un univers populaire à un milieu culturellement favorisé). La compétence, cela renvoie à l'apprentissage d'une capacité (comme l'apprentissage du football ou du piano). [...] il apparaît, par exemple, appauvrissant de fondre dans un « habitus militant » les compétences militantes (rédaction et distribution de tracts, organisation de grèves et de manifestations, animation d'assemblées générales, etc.) avec les dispositions à la dépossession des plus démunis culturellement au profit d'un appareil politique comme le Parti Communiste Français. Car ainsi on rabat les capacités individualisées sur les déterminations sociales non-conscientes.

Cette dialectique entre les compétences et les dispositions permet d'envisager la marge d'autonomie des individus capables de se libérer de leurs contraintes pour se construire et pour s'engager. Ceci permet d'élargir la définition de la socialisation politique et des compétences à s'engager.

La perspective *dispositionnelle* vise donc à analyser certaines des dimensions des conditions objectives de l'émergence de l'engagement. Cette perspective est traditionnellement employée pour analyser des trajectoires (Passy, 1998). L'idée centrale de ce cadre théorique repose sur

l'interprétation des expériences de socialisation militante en termes de capital, de capacités ou de « ressources » pour se mobiliser (Stangherlin, 2006).

### 2.3.1.3 Les « ressources »

Les ressources forment tout ce qui est nécessaire à la mobilisation. On parle tout à la fois de ressources matérielles, cognitives, relationnelles ou aussi symboliques (Stangherlin, 2006). Cependant, l'organisation est la première ressource :

Pour schématiser à l'extrême, disons que les organisations de mouvement social (SMO) fonctionnent comme des accumulateurs de « ressources » qui sont « injectées » dans un mouvement social en faisant baisser les coûts de la participation individuelle. Dans l'article séminal de McCarthy et Zald (1977), les organisations de mouvement social sont de véritables entreprises de protestation, dirigées par des professionnels, dûment rétribués pour leur activisme, dont la particularité est de n'être pas directement concernés par les objectifs de la protestation (membre pas conscience) (Pierru, 2010, p. 21).

L'organisation pallie la dépense que représente l'engagement pour les individus : don de son temps, argent, énergie, ou de ses connaissances militantes. Grâce aux organisations, les individus les plus démunis peuvent se consacrer à un intérêt commun, sans se soucier de l'issue incertaine de la lutte. Des auteurs ont mis en évidence les capacités d'action de certains groupes de population dominés, en étudiant les évolutions des figures d'engagement (Perrineau, 1994). Cependant, les personnes en situation de marginalité seraient plus mobilisées par des organisations qu'elles ne se mobiliseraient par elles-mêmes (Dunezat, 2011). On l'a vu, de nombreux dispositifs de participation ont émergé dans les années 1980, pour tenter de former les jeunes et leur offrir des ressources d'engagement (Loncle, 2008). En France, Damon (2002, p. 8) considère qu'il existe un « mouvement social contre l'exclusion [comprenant] l'ensemble des mobilisations et des actions collectives qui débordent la sphère professionnelle et qui sont entreprises au nom et avec les chômeurs, les sans-papiers, les exclus, les SDF. ». De même, au Québec, la mobilisation repose en grande partie sur les pratiques d'organismes communautaires qui favorisent la création d'espaces de participation citoyenne et sociale (Racine, 2010). L'engagement des jeunes en difficulté correspondrait, en

ce sens, à des initiatives d'intervention, d'organisation de minorités actives (Mann, 1991) ou de « participation suscitée » (Bennour, 2006).

Rappelons que les « théories de la mobilisation des ressources » apparaissent dans les années 1960, alors que les États-Unis et l'Europe notamment sont le théâtre d'importants mouvements contestataires, très médiatisés et qui ont une grande influence sur l'espace de la participation politique et sociale (mouvements des droits civils, mouvements nationalistes, mouvements féministes, *Black Movement*). En France, « Mai 68 » représente, en quelque sorte, le symbole des luttes étudiantes qui trouveront un écho dans de nombreux pays, en Amérique Latine ou au Québec. De plus, cette période marque également la professionnalisation du travail social (Pierru, 2010, p. 22). Au Québec, l'émergence de l'État providence a favorisé celui du champ de l'action communautaire qui a rapidement cherché à affirmer son identité et son modèle d'intervention et de revendication protestataire, à partir des années 1980 (Brum-Schäppi, 2008; White, 1994)<sup>56</sup>.

Dans la perspective de la théorie de la mobilisation des ressources pour les acteurs en situation de marginalité, on peut faire référence aux travaux portant sur les mobilisations des « sans » et leurs analyses de la place des ressources et des organisations (Boumaza et Hamman, 2007; Malinas, 2007; Mathieu, 2001; Maurer et Pierru, 2001; Péchu, 2004). Ces travaux nous apprennent, par exemple, que l'accessibilité aux ressources nécessaires à la mobilisation est le fait de structures militantes préexistantes, tantôt proches, tantôt externes à la cause (Passy, 1998; Siméant, 1998). En ce sens, la pérennité d'un mouvement dépend de son organisation et des « entrepreneurs de causes ou prescripteurs de sens » (Boumaza et Pierru, 2007; Hmed, 2008). Si des « soutiens extérieurs » aident à la formation des causes, des organisations et favorisent la légitimité des actions, ils peuvent aussi devenir une contrainte (Siméant, 1998). Ainsi, l'analyse des mouvements sociaux de « pauvres » dans les années soixante a révélé le

---

<sup>56</sup> De nombreuses initiatives communautaires ont été reprises par l'État lors de la mise en place du réseau de santé et de services sociaux : les CLSC, les garderies, les carrefours jeunesse emploi, etc. (Brum-Schäppi, 2008)

rôle de soutiens, organisateurs des mobilisations, atténuant l'idée que l'on aurait pu se faire de la spontanéité et la radicalité de ce genre d'actions collectives (Piven et Cloward, 1977).

Le constat suivant lequel les mouvements sociaux auraient marqué le vingtième siècle est sans doute réducteur, force est toutefois de remarquer, à l'instar de Mathieu (2011), que les actions collectives des personnes à faible ressource ont replacé « la question sociale » au centre des débats politiques et, ainsi favorisé l'émergence d'un nouvel acteur dans l'espace social et politique. On observe également une internationalisation de ce phénomène, « une extension vers de nouveaux espaces géographiques » (Malinas, 2007). Comme l'explique cet auteur, la cohérence au plan théorique devient un enjeu important dans ce contexte de profusion conceptuelle et épistémologique :

Cette profusion est source de nouvelles contraintes pour la recherche. En effet, pour profiter des acquis des différents courants, il est nécessaire de ne pas se limiter à une seule approche. Mais, dans le même temps, il faut éviter que l'objet de recherche se dissolve dans un *patchwork* de théories et ne possède plus d'unité scientifique (Malinas, 2007, p. 24).

Relevons en outre d'autres études qui montrent que les actions collectives les plus organisées sont celles qui obtiennent le plus de gains (Gamson, 1975; Gaxie, 2005). Pierru (2010) explique en ce sens que les organisations sont de véritables « technologies sociales » parmi d'autres formes possibles de regroupement et de mises en forme des groupes. Néanmoins, sans organisation, il n'existe *a priori* pas d'action pour la défense d'une cause ou d'un intérêt communs. L'engagement incarné dans la quotidienneté<sup>57</sup> n'a pas alors d'impact, de gain collectif ; mais peut-être n'a-t-il pas vocation à s'inscrire dans le même champ militant ?

Un groupe sans porte-parole s'abolit dans l'immédiateté de l'action aussi éruptive et massive soit elle et, surtout, il est voué à l'hétéronomie quant au(x) sens légitime(s) à attribuer à ses actions. Les émeutes urbaines survenues en novembre 2005<sup>58</sup> sont à cet égard exemplaires : faute d'organisations spécifiques, capables de mettre

---

<sup>57</sup> L'engagement dans la quotidienneté peut être incarné à travers le mode de vie, de consommation. Ce sont des gestes qui peuvent traduire une prise de position, mais ce sont des gestes qu'il peut être difficile de distinguer, de découvrir.

<sup>58</sup> Il s'agit, si l'on se place du côté des médias français ou internationaux, d'un mouvement de violence généralisé, d'une insurrection des banlieues, ou il s'agit, si l'on se place du côté de certains sociologues, d'une révolte sociale peu organisée, mais prévisible, d'une frange de la population qui peine à être reconnue.

durablement en forme des revendications, de donner une signification à l'expérience de cette jeunesse reléguée à tout niveau, les « émeutes » furent dès lors un enjeu de luttes d'interprétations externes souvent très stigmatisantes à l'endroit des « émeutiers » (la « racaille »). Du fait de leur radicale hétéronomie symbolique, Mauger (2006) caractérise ces émeutes dispersées comme des formes d'action proto-politique (Pierru, 2010, p. 25).

Cette interprétation semble intéressante pour envisager les formes d'engagement des jeunes, mobilisant des ressources silencieuses, moins visibles et non inscrites dans une organisation. L'organisation n'est pas la seule ressource de l'engagement. Les ressources sont à la fois indigènes et exogènes, mais leur classement dépend du degré d'accessibilité et de transférabilité dans l'engagement. Une ressource n'est pas toujours une qualité : Pierru (2010) rappelle qu'un stigmaté, ce que l'on considère d'ordinaire comme un défaut, peut se transformer en ressource. Par exemple, les manques, les handicaps sociaux, les fragilités personnelles des personnes en situation de marginalité deviennent des ressources de mobilisation lorsque le statut de chômeur, d'homosexuel ou de sans-abri devient un élément de fierté identitaire ou un support de revendication collective. Les ressources sont donc partie intégrante de l'environnement, du contexte (disponibilités), des acteurs et de la dynamique de l'action. Aussi, un bien, une chose, une caractéristique personnelle et une perception peuvent-elles, dans l'action, devenir des ressources. Cela étant, exprimées hors jeu, en dehors d'organisations, elles ne se transforment en ressource que lorsqu'elles sont perçues comme telle par les acteurs qui « s'auto-habilitent » à les employer (Gaxie, 2007). Aussi, les raisonnements qui sous-tendent l'engagement ont-ils une grande importance dans les conditions d'émergence des prises de position.

### **2.3.2 Pourquoi s'engager ?**

#### *2.3.2.1 Les motivations*

Les motivations personnelles à l'origine de l'engagement militant sont multiples, confuses et contradictoires (intéressées ou désintéressées, altruistes ou égoïstes). Pour Kennett (1981), le

don, de soi ou d'argent (par exemple la cotisation d'adhésion à une association ou un parti politique), est altruiste lorsqu'on n'en attend aucune contrepartie mais il n'existe, d'après cet auteur, aucun altruisme à l'état pur. Il parle donc de don « quasi-altruiste ». En ce sens, l'altruisme est « [...] une vertu trop rare pour que l'on puisse fonder sur elle une société. [...] L'action est motivée par le désir d'être reconnu par ses pairs, de parvenir à un rang social élevé, de bénéficier de déductions fiscales, par l'espérance que le comportement altruiste des autres bénéficiera à l'altruiste » (Halba, 2006, p. 282).

De nombreux autres éléments peuvent pourtant entrer dans ce raisonnement. Les motivations de l'engagement s'apparentent aussi au besoin de se « sentir utile », de « réparer » et de « libérer » (Harvard Duclos et Nicourd, 2005). Au-delà des motifs altruistes, on trouve des motifs personnels « plus profonds » qui consistent à « donner un sens à sa vie » (Bobineau, 2010). S'engager peut aussi être « une façon de vivre, de concevoir la vie, collective et individuelle, de trouver sa place, de rencontrer les autres, de découvrir et apprivoiser le monde, au fond, d'exister » (op.cit., p. 120). Cet acte repose également sur les parcours de socialisation des individus et leurs nombreuses expérimentations, notamment dans le passage à la vie adulte. De même, il repose sur le contexte social et politique qui peut entraîner des individus à s'engager dans des actions collectives jugées justes ou qui font écho à leur propre situation. Siméant (1998) explique toutefois que le contexte d'injustice ou de frustration ne suffit pas à expliquer l'apparition d'actions collectives ; il ne justifie pas non plus l'unification d'un groupe autour d'une cause.

Toutes les motivations à s'engager sont donc mêlées : raisons altruistes ou quasi-altruistes, intérêt personnel, convictions philosophiques, besoin de reconnaissance, ou vocations religieuses. L'engagement peut aussi avoir des implications professionnelles. Une expérience militante est parfois une opportunité pour trouver une nouvelle activité, un premier emploi, ou pour s'engager sous d'autres formes (travail, mariage, logement, etc.) et inversement. Dans ce cas, il y a des avantages, des « rétributions » concrètes, matérielles, à l'engagement, des gains à poser cet acte. Gaxie (1978) a élargi le paradigme de « l'intérêt » aux « rétributions » dites

« symboliques ». Il explique l'engagement par les rétributions matérielles et/ou symboliques qu'il procure (mieux-être, avantages matériels, place dans l'espace politique et social de participation).

Par ailleurs, les « théories de la mobilisation des ressources » visent aussi à analyser les mouvements sociaux comme des « formes d'action organisée obéissant à des logiques rationnelles » (Pierru, 2010, p. 20).

### 2.3.2.2 *Le raisonnement rationnel*

Économiste de formation, Olson (1966, 1978) introduit une analyse rationnelle des comportements sociaux selon un parallèle avec l'ordonnement du marché<sup>59</sup>. Ce paradigme recouvre de nombreux pôles d'analyse. Neveu (1996) parle à ce sujet de « continuum » sur lequel se situent différents apports théoriques, d'un pôle très économique à des analyses plus historiques et plus sociologiques. L'important concerne les déplacements épistémologiques des problématiques et des objets d'analyse avec les courants de pensée précédents qui envisageaient l'action collective tantôt comme l'éruption irrationnelle d'une foule ou des « comportements collectifs » de frustration (Céfaï, 2007; Fillieule et Péchu, 1993)<sup>60</sup>. La question centrale que l'on se pose dès lors n'est plus *pourquoi* – question qui se rapporte aux théories précédentes du comportement collectif notamment – mais *comment* les mobilisations émergent, échouent et réussissent.

---

<sup>59</sup> D'après Céfaï (2007, p. 211) : « C'est une approche d'économie politique, parfois prolongée par une visée d'ingénierie des mouvements sociaux [...]. Des leaders, qui croient ou ne croient pas en une cause décident d'investir en elle en procédant à un certain nombre de tâches stratégiques. [...] ils gèrent des capitaux matériels et symboliques en montant des stratégies d'action rationnelle, les plus efficaces et les plus rentables possibles. Ces entreprises [...] baptisées « organisations de mouvement social » (OMS) [...] quadrillent le terrain de l'action collective autour de la même cause et participent à une « industrie du mouvement social. »

<sup>60</sup> Dans la psychologie des foules, Le Bon souligne l'importance des sentiments inconscients dans les processus collectifs de mobilisation. Blumer et l'École de Chicago intègrent l'étude des foules dans celle des comportements collectifs portant ainsi une plus attention aux processus organisationnels des émotions dans la



Les travaux d'Olson (1966) portant sur la dimension rationnelle de l'action collective vont influencer l'évolution théorique des mouvements sociaux. Le schéma explicatif proposé par l'auteur, s'appuyant sur l'individualisme méthodologique, va se construire sur le « modèle » de l'acteur rationnel. L'action collective, et partant, l'engagement, y sont présentés comme une action raisonnée suivant laquelle l'acteur choisit ou non de passer à l'action après un calcul coûts/bénéfices ou efforts/gains. McCarthy et Zald (1977) reprendront les grandes lignes de cette théorisation et proposeront ainsi une synthèse des travaux précédents réalisés à partir des théories d'Olson : *la théorie de l'acteur rationnel*. Les différents pôles sont souvent regroupés sous l'acronyme TMR (théorie de la mobilisation des ressources).

Olson se penche ainsi sur la réflexion rationnelle des individus pour qui s'engager a un coût, plus ou moins élevé : on met parfois en jeu sa vie, sa santé et son emploi, souvent son salaire, son temps et bien d'autres choses encore (Antony, 2010; Malinas, 2007; Siméant, 1998). Se mobiliser présente également la possibilité de gagner quelque chose, d'obtenir une récompense, la plupart du temps de nature collective (congé payés, droits sociaux, retrait d'un projet législatif, etc.), mais peut être aussi de nature individuelle (retrouver des personnes qui partagent les mêmes préoccupations, occuper son temps libre, améliorer son CV). À l'inverse, ne pas s'engager présente toujours moins de risque. En fait, les avantages de la participation ne sont pas proportionnels à l'investissement dans l'action et souvent, ne bénéficient pas seulement à ceux qui se sont mobilisés. L'individu cherche plutôt à échapper au coût de l'engagement tout en profitant de la mobilisation. C'est ce qu'Olson appelle le « paradoxe du *free-rider* » traduit par « passager clandestin » ou « cavalier libre » (Céfaï, 2007). Les stratégies individuelles reposent en ce sens sur des calculs rationnels qui poussent à ne pas s'engager, tout en bénéficiant des avantages de la mobilisation des autres.

Cependant, comme le rappelle Neveu (1996, p. 44), ce « paradoxe semble déboucher sur une impasse, [...] l'improbabilité de l'action collective ». En fait, on observe que les organisations

---

mobilisation. De même, Gurr (1970) va encore plus loin avec la notion de « frustration relative ». Mais toutes ces perspectives se concentrent sur la frustration pour expliquer la mobilisation (Céfaï, 2007).

utilisent des moyens que l'on appelle des *incitations sélectives*, permettant soit la baisse des coûts de la participation ou l'augmentation de ceux de la non-participation (Farro, 2000, p. 69)<sup>61</sup>. Il s'agit par exemple de récompenses, (avantages, compensation financière, positions dans l'organigramme du groupe, repas offerts, services délivrés, etc.), ou de pénalités, de contraintes coercitives (blocage de l'accès au lieu de travail ou d'études pour les non mobilisés). Suivant un schéma de base, toujours identique,

[...] le collectif qui se forme n'agit pas à l'unisson, mais résulte bien de l'agrégation de choix individuels; et ces choix individuels ne sont pas irrationnels, ils résultent d'un calcul de coûts et profits – les émotions entrant en ligne de compte dans la détermination de la valeur du bien collectif » (Céfaï, 2007, pp. 243-244).

Ainsi, même dans la perspective d'un intérêt partagé, les individus ne s'emploieront pas volontairement à défendre leur intérêt commun. En ce sens, des idées ou des intentions ne suffisent pas pour être engagé. Chaque individu prend d'abord, ou avant tout, en considération le coût de sa participation à une action (en termes de risque, d'argent, de temps, de sentiment, etc.). Dans le cas des personnes les plus démunies, la stratégie du *free rider* semble d'autant plus probable que l'on « peut supposer que les coûts individuels de mobilisation sont plus élevés qu'ailleurs. C'est ici qu'entrent en scène les "organisations" et les "ressources" » (Pierru, 2010, p. 21).

Les modes d'explication des TMR sont certes rigoureux, mais, comme le rappelle Neveu (1996, p. 44), l'idée même de penser les actions individuelles selon un schéma économiste, représente une impasse, l'improbabilité de toute mobilisation. Néanmoins, ces théorisations apportent des éléments importants pour relativiser la prise de décision de s'engager et ainsi, pour conceptualiser l'engagement en tenant compte des éléments qui peuvent éventuellement accélérer, ralentir ou même, stopper l'action. Une autre critique concerne le traitement

---

<sup>61</sup> « Chaque gréviste serait donc poussé par un intérêt différent de l'intérêt commun [...] car la participation d'un individu rationnel à l'action collective de groupe ne peut être obtenue qu'en fonction d'un avantage qui agit non pas de façon aveugle sur le groupe dans son ensemble mais plutôt de façon *sélective* sur chaque individu du groupe. [...] c'est-à-dire que ceux qui ne font pas partie de l'organisation qui agit dans l'intérêt du groupe ou qui ne contribuent pas à la recherche de l'intérêt du groupe et ceux qui le font sont traités différemment [...]. La participation à l'action s'explique donc par des intérêts sélectifs qui peuvent aller de la récompense économique à l'obtention d'un poste dans le syndicat » (Farro, 2000, p. 69).

indifférencié des prises de position individuelles. Les profils, les trajectoires, les contextes, les formes d'engagement, les formes d'organisation présentent des différences importantes pouvant modifier considérablement le passage à l'action collective et l'entrée dans une organisation :

La théorie du choix rationnel est basée sur l'hypothèse que les gens choisissent, dans les limites de leur savoir, les meilleurs moyens disponibles afin de réaliser leurs buts. Ils sont présumés être rationnellement instrumentaux, ce qui signifie qu'ils entreprennent des actions non pour ces actions en elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où elles peuvent leur assurer les fins désirées, typiquement privées (Chong, 1995, pp. 37-58; dans Malinas, 2007, p. 34).

Voilà pourquoi, il est important de considérer l'engagement comme une expérience sociale particulière : ouvrant, ou non, une « carrière militante ».

### **2.3.3 L'expérience de l'engagement**

#### *2.3.3.1 Les « carrières militantes »*

L'étude de l'engagement repose pour certains auteurs sur la compréhension des parcours d'acquisition des dispositions à la contestation. La tendance est à l'utilisation des récits de vie, de carrières militantes en l'occurrence, inscrites dans des milieux, des moments de vie et des contextes de société précis (Filleule, 2005). Dans cette perspective, l'analyse de l'engagement vise à comprendre des personnes, à partir de leur entourage, de leur environnement, de la structure militante à l'étude, des événements marquants de leur vie et des étapes de leur parcours d'« engagé ». L'étude de l'engagement des personnes à faibles ressources part, à l'inverse, du postulat de la faiblesse de la socialisation militante. Il est donc plus difficile de trouver des méthodes de recherche pour comprendre les facteurs qui mènent à une position silencieuse (Malinas, 2007). En effet, il n'existe pas toujours de carrières d'engagement pour les personnes en situation de marginalité. Les détails et les événements révélateurs de

l'engagement sont en outre moins significatifs. Certains acteurs peuvent faire preuve de prises de position contestataires sans que celles-ci ne soient transformées en actes.

Si des recherches récentes ont documenté des « carrières militantes », elles n'auraient toutefois pas assez montré les caractéristiques des trajectoires une fois que l'on est devenu militant (Passy, 1998). Or, il existe des périodes de non-engagement importantes, des situations de participation « différentielles », des phases particulières de désengagement, comme il existe des stratégies d'engagement silencieuses, moins visibles et des formes de « dégageant » imposées (Barrault, 2010; Véron, 2010; Vulbeau, 2005). La prise en compte de la « situation actuelle » des engagés et des non-engagés paraît donc heuristique pour comprendre l'engagement des jeunes en situation de marginalité; la « situation actuelle » se rapportant au présent, au quotidien des personnes interrogées (Malinas, 2007).

Dans le prolongement des TMR, il semble essentiel de suivre une démarche de recherche centrée sur l'expérience subjective de l'acteur pour comprendre les conditions d'émergence de l'engagement (mobilisation des ressources comme des dispositions). L'analyse des formes d'engagement repose donc aussi sur la compréhension des dynamiques d'une « expérience sociale », pensée plus largement dans cette thèse en termes de « prises de position critique ».

### 2.3.3.2 *L'expérience sociale*

En considérant l'engagement des jeunes en situation de marginalité comme une *expérience* qui s'inscrit en partie dans un parcours à la marge, il est possible de tracer un lien entre différentes formes d'engagement, ou d'organisations, pour en faire émerger un sens commun :

L'expérience (Dubet, 1994) constitue le cadre de la construction identitaire, là où l'appartenance (Sainsaulieu, 1977) à un collectif assignait les individus à une identité attribuée et réactualisée dans les relations de pouvoir en organisation (Osty et Dahan-Seltzer, 2006, p. 95).

Dubet (1994) définit « l'expérience sociale » selon la pluralité des logiques d'action qui la compose. L'expérience a une composante émotionnelle (la « subjectivité », la « manière d'éprouver ») et une autre composante cognitive (la « manière de construire », « de le vérifier » et « de l'expérimenter »). L'acteur est pris dans ces deux composantes qui définissent une pluralité de logiques d'action, et partant, qui entourent la construction de l'expérience sociale :

Chaque expérience sociale résulte de l'articulation de trois logiques de l'action : l'intégration, la stratégie, la subjectivation. [...] Ainsi dans la logique de l'intégration, l'acteur se définit par ses appartenances [...]. Dans la logique de la stratégie, l'acteur essaie de réaliser la conception qu'il se fait de ses intérêts dans une société conçue alors « comme » un marché. Dans le registre de la subjectivation sociale, l'acteur se représente comme un sujet critique confronté à une société définie comme un système de production et de domination (Dubet, 1994, p. 111).

L'évolution récente des sociétés modernes provoque un éclatement des logiques d'action, obligeant l'acteur à un travail de construction, d'articulation entre ces différentes logiques, et aussi de légitimation de ses pratiques (Bajoit, 2003; Beck, 2003). On a déjà abordé cette perspective en présentant l'expérience de socialisation marginalisée de certains jeunes (Parazelli, 2002).

L'« expérience » de l'engagement, comme celle de la situation de marginalité, constitue une possibilité d'affiliation, de construction identitaire, au sein d'une société dont les structures classiques de socialisation sont déstabilisées. Il s'agit de porter une attention particulière aux « raisons d'agir avancées par les individus », à leurs propres conceptions de l'engagement et des actions collectives. L'« expérience sociale » est définie par Dubet (1994, p. 15) comme ce qui désigne :

[...] les conduites individuelles et collectives dominées par l'hétérogénéité de leurs principes constitutifs et par l'activité d'individus qui doivent construire le sens de leurs pratiques au sein même de cette hétérogénéité.

Dans cette optique, les jeunes en situation de marginalité construisent, à partir de leur vécu, de leur culture, de leur rapport aux normes sociales dominantes, une unité de sens qui leur est propre. Ils portent en eux une prise de position critique singulière. Ils sont acteurs et auteurs de

leur expérience sociale à la marge et partagent avec les autres individus dans la société une « expérience collective ». Les rapports entre expérience sociale de l'acteur et expérience collective des acteurs sont, pour Dubet (*Ibid*), empreints de conflits, de tensions et de résistance. L'individu ne se définit pas uniquement par ses origines sociales, mais aussi par son réseau social, ses pairs, son vécu, ses loisirs, son environnement, son époque, etc. En ce sens, l'engagement participe de cette logique stratégique ou instrumentale de l'acteur qui se construit en contrôlant une partie de sa destinée ; c'est, selon Dubet (*Ibid*), « l'acteur au travail ».

## 2.4 Synthèse

Les conditions d'émergence de l'engagement reposeraient donc sur plusieurs paramètres : les ressources, les organisations, ainsi que les « dispositions » et la socialisation militante. Si, en situation de marginalité, les contraintes peuvent être dépassées, on observe que c'est le plus souvent grâce à l'aide de « soutiens extérieurs » qui interviennent dans la mobilisation des ressources. De même, face au manque de disposition et aux carences de la socialisation militante, ces mêmes soutiens accompagnent l'émergence de l'action collective. Toutefois, il semble que d'autres formes d'expériences silencieuses et moins visibles aient parfois cours et marquent, de la même façon, des prises de position critique dans l'espace social. Considérer ces prises de position comme une « expérience sociale » permet, en ce sens, d'élargir le cadre d'analyse de l'engagement pour comprendre toutes les formes de posture critique et stratégique en situation de marginalité.

Notons qu'il est indispensable, dans le cadre de cette recherche, d'élargir la définition de l'engagement ou plutôt, de ne pas la limiter. Ainsi, il est important tenir compte des représentations de l'engagement de jeunes qui nourrissent un idéal sans nécessairement le traduire en acte. Il en va de même pour l'engagement qui ne se rapporte pas à une organisation précise. Le sens propre du mot engagement a beaucoup évolué et a fini par prendre une signification plus large de « prise de position » : mouvements d'opinion ou d'opposition au

plan collectif ou personnel. Pour certains auteurs, les formes de l'engagement renvoient au rapport au monde des individus, à leur perception de la réalité, nécessairement partielle, car subjective (Gaxie, 2002). Ces prises de position sont paradoxales en ce qu'elles se situent : « [...] entre l'urgence de l'action et le temps indéfini d'une compréhension qui reste à développer, sans certitude exacte sur le sort de l'entreprise [...] entre le constat d'une situation (la capacité immédiate de voir « l'importance des problèmes ») et la difficulté à l'analyser » (Makaremi et Kalaora, 2008, p. 6).

D'après la définition de Quéniart et Jacques (2004, p. 15), de telles prises de position reviennent à « se battre pour défendre ses idées ». Cette conception permet de ne pas automatiquement rapporter l'engagement à une action collective ou à l'appartenance durable et formelle à une organisation. Elle correspond sans doute mieux à la posture des jeunes en situation de marginalité. Considérer que l'engagement se rapporte uniquement à une organisation et une action collective durable et visible revient en effet à omettre l'influence de la situation de marginalité sur les différentes manifestations possibles de l'engagement. Il ne faudrait pas négliger pour autant le choix d'un collectif, que ce soit un parti politique, un syndicat ou une association, que ce soit une cause altermondialiste, écologiste, sociale ou humanitaire. Toutefois, la combinaison de certains « faits sociaux » liés à la situation de marginalité influence les manifestations de l'engagement des jeunes (Barrault, 2010). Les postures de retrait peuvent de ce fait être intégrées à cette définition élargie et permettre d'analyser par exemple ce qu'elles révèlent du rapport au monde des jeunes.

Je parlerai ainsi d'une *prise de position critique* menant à défendre, ou simplement à vivre ses idées, ses valeurs et son rapport au monde, pour désigner l'engagement, qui représente, une implication dans une action collective, mais aussi une posture critique individuelle de retrait, une prise de position personnelle dans l'arrière scène de la participation publique et durable. Cette définition élargie de l'engagement semble opérante pour appréhender les conditions d'émergence ainsi que les formes et les contours des prises de position critique des jeunes en situation de marginalité, en tenant compte des contraintes, des ressources mobilisées, des opportunités et de stratégies.

À l'instar de Siméant (1998) pour les sans-papiers, je pense que l'engagement des jeunes en difficulté n'est pas un objet d'étude en soi. Il représente plutôt une multitude d'objets en interaction : la situation de marginalité (les contraintes), la construction identitaire (les expériences), et l'engagement (les prises de position). Dans cette perspective, l'engagement est une expérience sociale, connectée à la fois à la situation de marginalité et aux perspectives d'avenir, d'interaction et de construction identitaire des jeunes dans l'espace social.



## Chapitre 2 : L'opérationnalisation de la recherche

C'est faute d'écrits théoriques sur l'engagement des jeunes en difficulté proprement dit que j'ai décidé d'inscrire la réflexion présente dans la lignée des travaux sur l'analyse de l'engagement des personnes en situation de marginalité dans une action collective portée traditionnellement par un parti politique, une organisation ou une association. Il ne s'agit pas de partir du principe que ces jeunes forment un mouvement social unifié, mais plutôt de reconnaître que les conditions d'émergence et les contours de leur engagement ont certainement des traits communs avec celles d'autres personnes en situation de marginalité.

On a observé que des travaux ont montré l'existence et les particularités de certaines mobilisations de groupes de population à faible ressource (sans-papiers, sans logement, sans emploi ou de personnes sans activité légale), mettant ainsi en évidence l'enjeu du manque de « ressources » (financières, militantes, sociales, organisationnelles)<sup>62</sup> pour se mobiliser (Boumaza et Hamman, 2007; Demazière, 1996; Mathieu, 2001, 2004a; Maurer et Pierru, 2001; Siméant, 1998).

Les expériences, telles qu'elles sont vécues et subjectivées, peuvent également être appréhendées à partir des « ressources » ou des « dispositions » permettant aux acteurs de s'engager. On l'a vu, il s'agit dès lors de « [...] comprendre la plus ou moins grande possibilité ou impossibilité à passer à l'action [à prendre position] à partir d'une analyse des trajectoires des agents sociaux. » (Malinas, 2007, p. 50). Les « dispositions » sont des éléments dépendant des parcours et des contextes individuels et sociaux (Corcuff, 2005). Elles permettent ou non l'émergence de l'engagement militant et, aussi, sa perpétuation.

---

<sup>62</sup> Ces éléments ont été défini dans le chapitre précédent. Les ressources financières concernent essentiellement les dons d'argent, les subventions. Les ressources militantes, les personnes investies dans une organisation. Par ressource sociale, on entend les dispositions des personnes, les positions sociales qu'elles occupent dans la société. Enfin, les ressources organisationnelle se rapportent à la capacité d'un groupe de militant à s'organiser collectivement.

L'exclusion, la précarité, les difficultés d'insertion et de construction de soi favorisent plutôt le non-engagement. Cela étant, comme on l'a déjà expliqué, les formes du non-engagement sont multiples et dépendent des capacités des individus à prendre position dans un contexte de contraintes. Elles dépendent également de ce que l'on appelle la « socialisation politique » (Percheron, 1985). Une telle lecture consiste à percevoir dans les pratiques contestataires des jeunes en marge, une source d'engagement.

Selon une autre lecture biographique des expériences, il est possible de comprendre les explications personnelles et sociales de l'engagement dans la logique des événements à la suite desquels émerge une « carrière militante » (Fillieule, 2001). On étudie ainsi des trajectoires à partir de sociographies ancrées dans un type d'organisation donné : étude de générations militantes, de cohortes ou d'individus selon des récits de vie et d'expériences. Cela permet de mettre en perspective l'engagement dans un parcours personnel, dans un contexte social donné et, ainsi, de comprendre comment un individu « devient » militant, comment il rejoint une organisation militante. Cette compréhension permet notamment de relativiser le problème de la contradiction entre engagement et marginalité, contradiction selon laquelle l'identité d'une personne en situation de marginalité entre en dissonance avec l'identité de militant, car l'individu combine alors des « activités considérées d'un point de vue normatif comme incompatibles » (Demazière, 2007). Cette perspective est toutefois moins opérante pour étudier les formes d'engagement qui ne sont pas situées dans une organisation militante. Il y a une difficulté à analyser des carrières lorsqu'il s'agit d'étudier des formes d'engagement moins visibles qui prennent forme dans la quotidienneté de la marginalité par exemple. C'est qu'en fait, un problème majeur de recrutement se pose pour la recherche.

Le phénomène à l'étude ayant fait l'objet de peu de recherches, mon approche est d'abord qualitative et exploratoire. La démarche vise donc à comprendre les conditions d'émergence de l'engagement au plan individuel ou collectif, dans un contexte où tout porterait à croire le contraire. *A priori*, en effet, cet engagement n'existe pas ou peu. Aussi, mon intérêt s'est-il également porté sur les obstacles rencontrés par les jeunes et sur les formes d'engagement

qu'ils privilégient alors. En somme, trois questions se posent : quelles sont les conditions de l'émergence de l'engagement en situation de marginalité (entre possibilités, contraintes et impasses) ? Quels sont les contours des prises de position des jeunes (entre légitimité, illégitimité et stratégies) ? Enfin, quels sont les espaces mobilisés par les jeunes (entre les marges, les centres et les espaces intermédiaires de construction de soi) ? Cela revient à comprendre et à expliquer l'engagement de jeunes en situation de marginalité, en tenant compte de toutes les particularités de leurs prises de position.

À partir de cette réflexion sur la situation de marginalité et l'engagement, ce chapitre précise le cadre méthodologique et l'approche opérationnelle de cette recherche. Le corpus empirique, ainsi que les stratégies de saisie et d'analyse des données sont également présentés.

## **1. Le cadre méthodologique**

Le cadre méthodologique développé dans cette thèse ne s'apparente pas à une démarche de vérification d'hypothèses, mais davantage à la découverte et la compréhension des conditions d'émergence de l'engagement et des formes de prises de position des jeunes en situation de marginalité. Faute de pouvoir conceptualiser l'engagement, faute de pouvoir partir d'un cas précis, une stratégie de recherche pragmatique et dynamique s'est imposée. La capture d'une image précise de l'engagement des jeunes en situation de difficulté s'est, de ce point de vue, avérée indispensable, même si elle ne peut être que partielle, voire partielle.

Compréhensif, mon positionnement épistémologique est déterminé par la volonté de mettre en lumière un phénomène à partir de son émergence « sur le terrain ». Il est caractérisé, en effet, par le souci de considérer les individus comme des acteurs de leurs prises de position et par le souci d'appréhender le sens que ceux-ci donnent à leurs actions :

Que signifie s'intéresser à la question du sens ? C'est prendre en compte la spécificité de l'humain, autrement dit ne pas considérer ce dernier comme un *agent* déterminé par des forces extérieures à lui, mais le tenir également comme un acteur qui

construit des significations à partir de la place qu'il occupe dans le monde [...] (Charmillot et Seferdjeli, 2002, p. 188).

Si ce positionnement reflète ma construction intellectuelle de chercheuse, à l'instar de Bertacchini (2009, p. 31), il faut reconnaître que je reste en partie influencée par ma démarche de recherche :

Tout travail de recherche repose sur une certaine vision du monde, utilise une méthodologie, propose des résultats visant à prédire, prescrire, comprendre ou expliquer. Une explication de ces présupposés épistémologiques permet de contrôler la démarche de recherche, d'accroître la validité de la connaissance qui en est issue et de lui conférer un caractère cumulable.

Cette thèse s'appuie donc sur une démarche qualitative et en quelque sorte exploratoire, mais aussi inductive et interprétative, avec pour objectif de construire une base de compréhension et d'interprétation pertinente, plurielle et complémentaire. De fait, ma posture épistémologique a nourri mes objectifs ainsi que mes approches et stratégies de recherche.

## **1.1 La question de recherche et les objectifs**

Que l'on considère les contraintes de l'engagement en situation de marginalité, les enjeux du non-engagement, ou les contours de l'engagement chez les jeunes aujourd'hui, le sujet de cette thèse pose des questions importantes souvent laissées sans réponse, notamment, du point de vue des acteurs. Comment, en effet, définissent-ils leur engagement ? Engagés ou non, quelles sont leurs convictions et comment agissent-ils ? Ma lecture de la situation de marginalité comme celle de la prise de position des jeunes en situation de marginalité, m'a amené à poser la question de recherche suivante :

*Comment émerge et prend forme l'engagement des jeunes en situation de marginalité ?*

Répondre à cette question revient à prendre en compte les conditions qui favorisent ou, à l'inverse, s'opposent au passage à l'action. Cela suppose également de prendre en compte les

formes qui se dégagent des contextes d'émergence. Ma démarche méthodologique et analytique repose, de ce fait, sur un raisonnement logique inductif ciblant les discours, les actions et les contextes des acteurs. À partir de leurs propres représentations de l'engagement et des différentes formes d'entrée en action qu'ils développent, les objectifs de cette démarche sont :

- d'identifier les freins à l'action et donc, les conditions du désengagement et du « dégageant » ;
- d'identifier les conditions de l'émergence de l'engagement ;
- de mettre en évidence les formes d'expression de l'engagement (convictions, actions ou « performances »).

## 1.2 Les approches qualitatives et exploratoires

Dans une démarche qualitative et exploratoire, je propose de contribuer à documenter les expériences réelles d'engagement des jeunes en difficulté comme les expériences de non-engagement :

La recherche exploratoire peut viser à clarifier un problème qui a été plus ou moins défini. Elle peut aussi aider à déterminer le devis de recherche adéquat, avant de mener une étude de plus grande envergure. La recherche exploratoire viserait alors à combler un vide, pour reprendre les termes de Van der Maren (1995). Elle peut être aussi un préalable à des recherches qui, pour se déployer, s'appuient sur un minimum de connaissances (Trudel, Simard, et Vornax, 2007, p. 39).

La question de recherche proposée invite à une approche du local (les discours, les actions et les représentations) pour expliciter un phénomène plus global, l'engagement. Le but de ce travail est donc de décrire des convictions, des représentations, des prises de position et des expériences, dévoilant par là même des performances publiques (visibles) ou privées (moins visibles). Il s'agit *in fine* de proposer un cadre conceptuel et théorique opérant pour comprendre l'engagement de jeunes en situation de marginalité. Comprendre ce que pensent les jeunes, comment ils se représentent l'engagement, les motivations qu'ils indiquent, les significations qu'ils donnent à leurs prises de position, à leur retrait ou encore, comprendre le

contexte dans lequel ils développent leur engagement, sont autant de thèmes qui entourent mon sujet. Ainsi, les discours des acteurs, au centre de cette problématisation, pourront être complétés par une analyse de leurs actions.

Cette approche de recherche repose sur l'observation de manifestations concrètes d'un phénomène empirique, l'analyse des intentions qui les motivent, des possibilités et des contraintes qui les entourent. Ma volonté est de mettre en évidence certaines caractéristiques de l'engagement à partir du point de vue des premiers acteurs. Ce souci émane vraisemblablement de mon parcours, de ma conception du monde et des autres et ainsi, des valeurs issues de ma culture professionnelle de travailleuse sociale. Tout ceci m'amène en effet à privilégier une « approche globale » des acteurs, à l'inverse d'une approche qui serait centrée sur le seul problème ou phénomène visible à l'œil nu. En un mot, comme son nom l'indique, cette approche vise à comprendre l'individu dans sa globalité, dans toutes les sphères de sa vie, son identité, son histoire, ses limites, ses projets, ses capacités, etc. (Lamoureux et al., 2012). Ma pratique de recherche est forcément liée à cette posture professionnelle. Il ne s'agit ici pas de mélanger les rôles et de conduire une recherche en même temps que de conduire une intervention, mais, comme je l'ai déjà mentionné, de reconnaître que les croyances et le point de vue sur les acteurs ont un impact sur la posture de la chercheuse.

Dans cette démarche, l'approche qualitative présente un grand intérêt, mais requiert des habiletés, des connaissances et des pratiques, à savoir, une sensibilité à l'autre, un esprit ouvert et finalement, ce que l'on pourrait décrire comme étant un « préjugé positif » à l'égard de l'autre :

Lors de la collecte des données, le recours au qualitatif exige du chercheur de savoir écouter et de répondre avec flexibilité aux exigences du terrain. En effet, les dispositifs largement en usage, tels les entretiens, requièrent une grande capacité d'écoute, d'ouverture à l'autre. Les auteurs mettent aussi en lumière le fait que plusieurs approches nécessitent de s'adapter au rythme des milieux, aux spécificités du contexte; pensons aux travaux en recherche-action ou en recherche évaluative, à l'observation participante (Baribeau et Royer, 2012, p. 3).

Comprendre le point de vue des jeunes et les expressions individuelles de l'engagement s'inscrit nécessairement, pour moi, dans une approche qualitative, dans une construction progressive de la recherche, ne sachant pas à l'avance ce qu'il y a à découvrir. En fait, cette véritable prédisposition d'ouverture constitue le principe même de l'exploration, qui concerne autant le phénomène à l'étude que les méthodes de recherche construites *in situ* :

[...] dans le cas de la recherche exploratoire, il est essentiel, si l'on souhaite découvrir de nouvelles choses, d'être ouvert à ce qui va se présenter, d'avoir un esprit et une approche ouverte, disponible à l'accueil de l'imprévu. En conséquence, si la démarche est ouverte et si, comme c'est très souvent le cas, la richesse de l'univers perturbe nos anticipations, la planification de la recherche devra être modifiée, parfois à plusieurs reprises, et elle ne pourra être fixée et décrite qu'une fois la démarche terminée (Van Der Maren, 2011, p. 9).

En résumé, c'est la proximité avec les phénomènes, ses manifestations et ses acteurs qui est ainsi recherchée. Ce rapprochement avec les acteurs sur le « terrain » commande, on le verra, des outils spécifiques de collecte de données comme l'observation participante et l'entretien qualitatif, entre autres. La question de recherche requiert également une approche inductive et interprétative qui s'apparente, en partie, aux principes de la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 2002; Paillé, 1994, 2006) et de l'induction analytique (Becker, 2002).

### **1.3 Les paradigmes inductifs et interprétatifs**

La nature inductive et interprétative de cette étude a pour objectif de se familiariser avec l'engagement des jeunes et donc, de générer plusieurs perspectives pour développer des propositions afin de mieux le comprendre. Les paradigmes interprétatifs et compréhensifs visent à :

[...] comprendre le comportement social (les choses, le monde Social), [...] interpréter (décoder) la réalité perçue (représentation des acteurs qui est la cause des choses sociales), par une contextualisation de la connaissance (logique plutôt inductive et ethnographique), visant l'interprétation adéquate des interprétations (Bertacchini, 2009, pp. 45-46).

En ce sens, la démarche de « théorisation ancrée » - qui vise à proposer une nouvelle compréhension d'un phénomène à partir des données recueillies sur le terrain – est opérante. Cela consiste à formuler des « approximations successives », menant à une « conceptualisation » du phénomène étudié (Paillé, 1996). Notons que la « théorisation ancrée » - traduction-adaptation de la « grounded theory » est définie par Paillé (1994, p. 151) comme étant : « une démarche itérative de théorisation progressive d'un phénomène, [...] c'est-à-dire que son évolution n'est ni prévue ni liée au nombre de fois qu'un mot ou qu'une proposition apparaissent dans les données ». Cette démarche implique de fonctionner par l'observation de la réalité pour comprendre, en l'occurrence, le phénomène de l'engagement chez les jeunes en difficulté. Le chercheur doit être ancré dans la réalité des données afin d'être en mesure de découvrir et de comprendre les dimensions du phénomène qu'il étudie (Glaser et Strauss, 2002). Cela porte à se concentrer sur les situations empiriques et appelle, de ce fait, à une mise à distance des notions préexistantes. C'est, en ce sens, une méthode qui allie la compréhension et l'explication de faits sociaux, *in situ*, en cours d'action (Poupart, 1981). Cela implique de fonctionner par l'observation de la réalité pour comprendre et, en principe, pour théoriser à partir des résultats émergents. On se trouve alors ancré dans la réalité des données pouvant ainsi découvrir et comprendre les dimensions du phénomène étudié (Laperrière, 1997). Il s'agit de mener en principe une étude de cas, suivant une succession d'opérations inductives : relever les « incidents »; procéder à leur codification; pour construire ensuite des « catégories conceptuelles » (Laperrière, 1982). De plus, c'est l'émergence de « cas négatifs » (qui contredisent les catégories émergentes) qui appellent à la formulation de nouvelles propositions de travail, de modèles descriptifs, jusqu'à ce que l'on atteigne une « saturation théorique » et ainsi, un « profil dimensionnel » (Glaser et Strauss, 2002). Les données qui se rapportent au non-engagement ont occupé cette fonction.

Cette approche de recherche s'appuie en somme sur des méthodes souples de va-et-vient entre les catégories émergées, les hypothèses qui en découlent et la vérification de celles-ci, permettant l'affinement de l'analyse et ainsi de suite (Glaser et Strauss, 2002; Laperrière, 1997). Dans le cadre de cette thèse, l'étude a été menée suivant une succession



d'opérations inductives : relever des « incidents »<sup>63</sup> dans les différentes sources de données mobilisées, puis procéder à leur codification pour ensuite construire des « catégories conceptuelles ».

Ma démarche est donc plus flexible qu'une application stricte et rigoureuse de la théorisation ancrée. Si l'on se rapporte au texte de Laperrière (1997), je n'ai effectivement pas procédé à la recherche systématique de cas contrastés, à un échantillonnage théorique précis ou à l'articulation de la théorie en termes de processus. Dans le prolongement de l'induction analytique, j'ai plutôt tenté de cerner la réalité empirique de l'engagement tout en n'écartant pas de ma démarche les cas négatifs et la construction théorique. En outre, au lieu de me concentrer sur un cas, on va voir que j'ai privilégié plusieurs sites comparables (ou filières) et constamment adapté mes instruments de recherche. Si l'on s'éloigne ainsi des principes purs de l'approche inductive par théorisation ancrée, on n'en est pas moins inspiré dans la démarche d'analyse et notamment, la construction de matrices (annexe H).

Généralement présentées sous la forme d'études de cas, uniques ou comparatives, les recherches sur l'engagement analysent en profondeur une structure militante ou un profil d'« engagé » pour mettre en exergue des formes d'engagement, des « carrières militantes » et des conditions d'émergence ou de structuration de l'engagement<sup>64</sup>. Ne souhaitant pas circonscrire l'étude de l'engagement à un cas/structure, qui, à ma connaissance n'existait pas à Montréal<sup>65</sup>, ne souhaitant pas non plus (pré)définir l'engagement à la place des jeunes, au risque d'exclure bien des formes atypiques d'engagement ou de non-engagement, j'ai opté

---

<sup>63</sup> Dans son texte, Laperrière (1997, p. 312) fait référence aux travaux de Becker et Geer (1960) pour définir les « incidents » comme étant des « traits saillants » identifiés dans son corpus de données. De même, Mucchielli (2007, p. 3) explique qu'il s'agit là du « [...] problème de la constitution du corpus exploitable après la phase de recueil. Tout ce qui est recueilli ne fait pas automatiquement partie du corpus utilisable. La sélection s'effectue par une opération de jugement reposant sur un travail intellectuel de catégorisation-comparaison [...] ».

<sup>64</sup> Voir par exemple Siméant (1998) pour les sans-papiers ; Mathieu (2001) pour les prostituées ; Quéniart et Jacques (2004) pour les jeunes femmes en politique ; Lamoureux (2007) pour « l'artivisme » ; ou encore, Hamidi (2010) pour l'étude de l'engagement associatif au sein d'associations de quartier.

<sup>65</sup> Lorsque j'ai préparé un projet de thèse, je ne connaissais pas de structure militante par et pour les jeunes, comme il existe des structures militantes de chômeurs ou des associations de lutte contre la pauvreté (MAC Montréal, ou FRAPRU)

pour une stratégie méthodologique plus souple qui permettait de comprendre les contraintes, les conditions d'émergence et les formes de l'engagement à partir des discours des individus recrutés dans différents milieux de vie, voire éventuellement, espaces d'engagement. Ainsi, il s'agit également d'une stratégie d'induction analytique (IA) ouverte ou « pas trop rigoureuse » au sens où l'entend Becker (2002, p. 328) :

Dans sa version moins rigoureuse et largement utilisée en recherche ethnographique et historique, l'IA consiste à se concentrer sur les choses qui ne collent pas dans le tableau que vous êtes en train d'esquisser. Elle dit simplement aux chercheurs : allez chercher les ennuis, allez chercher les choses qui ne collent pas et ne pleurez pas quand vous les découvrez. Au contraire, réjouissez-vous. Vous savez désormais comment rendre votre analyse complexe sans sombrer dans le chaos.

L'induction analytique attache une grande importance aux « cas négatifs » qui contredisent l'hypothèse de départ ou, dans une perspective de théorisation ancrée, qui contredisent l'énoncé théorique précédent une nouvelle étape collecte de données. Souvent, constate Becker (*Ibid*), les cas négatifs sont écartés de l'analyse sous prétexte qu'ils n'apportent rien à la théorie finale. Or, il conviendrait plutôt d'intégrer dès le départ les cas négatifs, le non-engagement en l'occurrence, dans la formulation de la question de recherche.

En d'autres termes, cette étude ne vise pas l'analyse en profondeur d'une organisation militante, ni même la cartographie des organisations fréquentées par les jeunes. Elle ne vise pas non plus une représentation statistique des jeunes engagés, vivant en situation de marginalité. En fait, sans négliger les influences des contextes, des lieux d'engagement ainsi que des contraintes et des possibilités d'entrée en action, cette recherche s'inscrit dans plusieurs sites, pour comprendre, du point de vue des acteurs, les différentes formes d'engagement qu'ils développent. L'élément principal de l'échantillon repose donc sur un critère très large, à savoir des jeunes en situation de marginalité, engagés ou non engagés. Les organismes communautaires jeunesse (OCJ) offraient, à mon sens, un point d'observation idéal pour une telle démarche de recrutement qui, sans étude de cas, était nécessairement *ad hoc*. Ils représentent, au Québec, un dénominateur commun à de nombreux jeunes en situation de marginalité. Ce point d'entrée ouvre par conséquent l'accès à des situations très variées en

termes d'espaces de participation et de mobilisations, de discours de jeunes engagés ou non engagés. Cette technique d'échantillonnage est « théorique », même si elle ne l'est pas rigoureusement. Si elle n'est pas prédéfinie, si l'on ne sait pas à l'avance le nombre de cas à étudier, de jeunes à recruter, on sait quand on peut mettre fin au recrutement, en l'occurrence, lorsque l'on possède assez de données contrastées pour élaborer un raisonnement théorique (Glaser et Strauss, 2002, pp. 158-159).

Face à l'affirmation selon laquelle l'engagement des jeunes en situation de marginalité serait pour le moins improbable, face à la difficulté d'aborder des formes d'engagement en s'appuyant sur un cas précis, j'ai préféré privilégier une stratégie de recherche qui s'inspire à la fois d'une perspective de découverte (empruntant ici à la « théorisation ancrée » et à l'« induction analytique »), et d'interprétation des phénomènes à l'étude afin de proposer une forme de conceptualisation. Je reviendrai plus en détail sur l'opérationnalisation de cette stratégie qui repose sur des entretiens de groupe, des temps d'observation participante et des méthodes d'analyse inductive.

*In fine*, la démarche qualitative, exploratoire, inductive et interprétative invite ici à adopter une dynamique de travail évolutive, avec une stratégie de recherche pragmatique, émanant du terrain. Le tableau II reprend les caractéristiques principales de mon cadre méthodologique :

**Tableau II : Caractéristiques principales du cadre méthodologique**

<b>POSITIONNEMENT</b>	<b>STRATÉGIE</b>
<b>1) Interprétatif et compréhensif</b>	Découverte de la signification de l'engagement et non-vérification d'hypothèses sur l'engagement
<b>2) Holistico-inductif</b>	Conceptualisation d'expériences sociales d'engagement à partir de la réalité des acteurs (les jeunes en situation de marginalité)
<b>3) Qualitatif</b>	Exploratoire et compréhensif
<b>4) Devis émergent et flexible</b>	Processus de recherche émanant du terrain
<b>5) Collecte de données adaptée</b>	Adaptation des outils aux réalités du terrain

## **2. Le dispositif de recherche**

### **2.1 Le déploiement de la recherche**

On l'a évoqué, ce dispositif repose sur différents types d'OCJ fréquentés par les jeunes en situation de marginalité à Montréal qui forment un échantillon de « milieu » (Pires, 1997). L'absence de structure militante par et pour les jeunes a en effet posé au départ des problèmes importants en termes de faisabilité, que ce soit pour délimiter un terrain d'enquête sans « cas » ou pour recruter des jeunes en situation de marginalité. Or, comprendre l'engagement suppose l'interprétation de la place et du rôle des jeunes dans des espaces d'engagement. Dans ce contexte, il semblait pertinent de sélectionner plusieurs filières de recrutement, en l'occurrence des OCJ, en fonction de critères comme la variété des milieux de vie des jeunes; les cadres ou les espaces de participation; les mouvements sociaux et autres actions collectives; les projets de mobilisation.

Il existe à Montréal une multitude d'OCJ qui viennent en aide aux jeunes en difficulté, comme des centres de jour, des ressources en hébergement d'urgence ou temporaire, des programmes d'insertion socio-professionnelle. Chacun présente sa propre approche, son programme d'activités et des profils de jeunes différents. Certains s'adressent plus à des jeunes de la rue, des jeunes à risque d'itinérance, ou des jeunes en sortie de rue. À la suite d'une période de « déblayage », j'ai pu sélectionner deux types d'OCJ : avec structure formelle de participation et d'autres sans structure formelle de participation. Les premiers ont officiellement développé un espace d'engagement et des projets d'actions collectives alors que les seconds n'ont pas toujours érigé l'engagement comme une priorité d'intervention. Ces filières, qui seront présentées plus loin, facilitent l'entrée en contact avec des jeunes en situation de marginalité et le recueil de données variées en termes de discours et d'actions d'engagement.

Plusieurs instruments de saisie de données, dont les principaux sont les *focus groups* (FG) et l'observation participante (OP), ont permis d'opérationnaliser cette recherche. Si les FG sont généralement employés pour valider des résultats (Baribeau et Germain, 2010), ils forment une alternative intéressante de recrutement et de délimitation d'un terrain d'enquête à partir de plusieurs sites.

Le FG ou « groupe de discussion focalisé » peut être défini comme une « [...] technique d'entrevue qui réunit de six à douze participants et un animateur dans le cadre d'une discussion structurée, sur un sujet particulier » (Geoffrion, 2003, p. 333). Les écrits proposent des qualificatifs variés tels que : entretien de groupe; entretien collectif; entretien centré ou groupe de discussion focalisée (Duchesne et Haegel, 2005). En réalité, les définitions et les usages de cette méthode sont très hétérogènes et l'intégralité d'un numéro de la revue *Recherches Qualitatives* (2010) y est consacré. Cette méthode est employée dans des domaines aussi divers que le marketing social, l'éducation, la santé ou les sciences humaines. L'utilisation des FG a des visées multiples, mais on remarque qu'ils servent principalement à (1) confirmer des résultats de recherche, (2) explorer un sujet peu étudié, (3) identifier une

question de recherche, ou (4) confirmer des hypothèses (Morgan, 1998; Morgan et Krueger, 1993; Simard, 1989).

Non seulement les FG sont des outils pertinents pour accéder à l'univers de sens des diverses situations d'engagement, mais ils permettent en outre un accès progressif à des formes d'engagement et à des manifestations différentes du phénomène à l'étude, faisant place à d'éventuelles situations contrastantes. Le FG est un instrument de recherche qui encourage le partage, les échanges libres, l'analyse de besoins et de solutions liés à des problèmes sociaux. Souvent, il complète une démarche statistique ou il pallie des défauts d'enquête. Il est aussi employé en sociologie politique, pour comprendre les comportements politiques ou la politisation des discussions (Gamson, 1992; Lascoumes et Bezes, 2009). Cet instrument est souvent privilégié pour susciter l'émergence des idées politiques des personnes « politiquement incompetentes » ou des « citoyens ordinaires, profanes » (Joignant, 2007). Utiliser des entretiens de groupe plutôt que des récits de vie, par exemple, se justifie dans cette thèse, dans la mesure où ils permettent de cerner, sur le terrain, les caractéristiques du phénomène. À l'instar de Joignant (2007, p. 803), cet instrument semble tout à fait adapté à ma recherche pour plusieurs raisons, la principale étant :

[...] qu'à la différence des entretiens approfondis, les focus groups sont mieux à même de révéler des compétences politiques plus générales et des savoirs matriciels qui seraient autrement invisibles aux yeux du chercheur dans la mesure où ces compétences et savoirs sont mieux discernables dans des situations de conversation que dans le cadre d'entretiens.

En résumé, l'avantage de cette stratégie de saisie de données est qu'elle favorise les interactions entre les participants, les échanges d'idées, la délibération, la confrontation et la construction de raisonnements spontanés (Poupart, 1997). En effet, grâce aux réactions des autres participants, c'est un contexte dynamique favorable à la mise en récit d'expériences, en un temps plutôt restreint (Geoffrion, 2003). Par ailleurs, le FG semblait être une méthode adaptée pour recueillir des témoignages de jeunes, difficiles à recruter autrement. Former un groupe de discussion dans une ressource attire l'attention et favorise l'envie de quelques

jeunes à participer à la recherche. Pour cela, la forme, la tenue et la teneur des FG revêtent une grande importance.

Le dispositif d'observation participante a, quant à lui, été mis en place au sein de projets concrets d'actions collectives élaborés dans certains OCJ. Il apporte des renseignements complémentaires sur les conditions d'émergence d'actes d'engagement. Cette technique de saisie est opérante pour « plonger » dans un univers et décrire la réalité à partir d'une interaction entre le chercheur, les acteurs et le terrain (Baribeau et Royer, 2012). De plus, des données issues de la documentation disponible dans les OCJ peuvent ainsi être facilement mobilisées. L'observation participante ou « en situation » est une technique d'enquête *in situ*, non directive, qui permet de saisir qualitativement des données (Beaud et Weber, 1997; Jaccoud et Mayer, 1997). À l'instar de Martineau (2005, p. 6), on peut parler « [d'un] outil de cueillette de données où le chercheur devient le témoin des comportements des individus et des pratiques au sein des groupes en séjournant sur les lieux mêmes où ils se déroulent. » Il s'agit de s'imprégner de la réalité d'un groupe, d'une communauté ou d'un projet pour comprendre les manifestations réelles d'un phénomène. La relation humaine qui émerge de l'observation participante donne au chercheur la possibilité de s'immerger temporairement dans un univers, à travers la participation à des activités courantes des acteurs. Si les informations qui émergent complètent, confirment ou relativisent les données issues des autres techniques de saisie, elles permettent également de créer des conditions optimales au bon déroulement des entretiens et l'utilisation d'autres sources de données secondaires. La recherche terrain apporte effectivement d'autres éléments d'analyse que les discours ne présentent pas toujours bien. On pense au degré d'engagement des jeunes, à la place qu'ils occupent dans les actions, à leurs choix d'actions, ou aux interactions dans le groupe.

Les étapes de ce dispositif sont : le déblayage du terrain; l'enquête proprement dite; l'analyse ; et la rétroaction/validation des résultats, ainsi que la diffusion. La première phase correspond à une exploration du terrain d'enquête. Quatre à cinq mois ont été nécessaires pour entreprendre des démarches auprès d'OCJ. Il a parfois fallu se rendre sur place plusieurs fois pour présenter

le sujet, convaincre des intervenants du bien-fondé de la démarche et du respect des jeunes. C'est durant cette phase que les OCJ ont été sélectionnés et que l'enquête a été préparée (dates pour des FG et l'OP). Pour les OCJ qui ont développé un espace de participation, l'OP semblait être un instrument adapté, tandis que pour les autres, l'idée de réaliser des FG pour recueillir les discours des jeunes sur l'engagement s'est avérée pertinente en raison des difficultés à recruter des jeunes engagés, désengagés ou non engagés pour des entrevues individuelles.

Notons qu'un premier entretien informel a été organisé en mars 2009 auprès des pairs-aidants du GIAP afin de présenter mes résultats de maîtrise et ainsi, de partager ce qui n'était à l'époque qu'un vague projet de doctorat. D'après les pairs-aidants, l'engagement prendrait un sens très différent d'une personne à l'autre, même si les prises de position des jeunes en situation de marginalité s'inscrivent plutôt, à leur avis, dans les expériences sociales à la marge. Le festival d'expression de la rue (FER), avec ses approches basées notamment sur l'adage *Do It Yourself*<sup>66</sup>, est pour eux un exemple de cette forme d'engagement particulière. En outre, ils m'ont mis en garde sur les difficultés de recrutement et avaient alors validé l'idée de s'appuyer sur les OCJ pour découvrir des formes particulières d'engagement à travers le récit des jeunes. Toutefois, certains ont estimé que ce sujet, « assez insolite », risquait d'en déconcerter plus d'un. Ils ont ainsi émis des doutes quant aux possibilités de recruter des jeunes, engagés ou non, pour des entrevues individuelles en profondeur. Enfin, les pairs-aidants n'ont pas identifié non plus de mouvement social pouvant constituer un point d'observation idéal ou un cas. De nombreuses réflexions et hésitations ont émergé à l'issue de ce premier entretien : comment recruter des jeunes pour des entrevues en profondeur ? Où trouver des projets d'actions collectives ? Comment observer l'engagement ? Petit à petit, la stratégie de recueil de données basée sur des FG s'est ainsi imposée.

---

<sup>66</sup> Littéralement : « fais-le par toi-même », cette approche vise à l'autonomisation et la débrouillardise des jeunes (Hein, 2012).



La recherche a véritablement débuté à la fin du mois de septembre 2010, après l'obtention du certificat d'éthique (annexe A). De septembre à décembre 2010, j'ai d'abord procédé à un « déblayage » du terrain d'enquête à partir d'OCJ que je connaissais déjà grâce à mon projet de maîtrise, mon emploi d'auxiliaire de recherche et différents contacts personnels. Cette première phase a été l'occasion de présenter le sujet, d'affiner la démarche et de prendre connaissance de la réalité de l'engagement des jeunes en situation de marginalité auprès des intervenants et des organisateurs communautaires. J'ai également profité de différentes activités à titre de doctorante, comme les colloques, pour parler de mon sujet, présenter ma démarche et bénéficier de remarques et suggestions. L'objectif de cette phase était de pouvoir construire un dispositif de recherche reposant sur des OCJ fréquentés par les jeunes en situation de marginalité à Montréal. Au total, une vingtaine de travailleurs sociaux, d'intervenants, de responsables d'OCJ et de professeurs d'université ont été contactés<sup>67</sup>. À l'issue de ces échanges, huit OCJ ont été ciblés. De plus, lors du colloque international du collectif de recherche sur l'itinérance (CRI), en octobre 2010, j'ai fait la connaissance de l'agente de communication et de développement du Regroupement des Auberges du Cœur du Québec (RACQ)<sup>68</sup>, alors que je rencontrais justement ce problème de méthode et de recrutement. J'ai ainsi fait la découverte du Rassemblement de la jeunesse citoyenne (RAJE), un espace de participation créé par et pour les jeunes des Auberges du Cœur, qui sont des maisons d'hébergement communautaires autonomes. Leur mission est d'accueillir, de soutenir et d'accompagner les jeunes de 12 à 30 ans.

Il est intéressant de signaler qu'à l'issue de cette période d'échanges avec des OCJ, les difficultés de recrutement pronostiquées par les pairs ont été confirmées par certains intervenants et responsables qui semblaient surpris par ce sujet et peu convaincus de la possibilité de « trouver des jeunes engagés pour des entrevues individuelles ». Si ces rencontres m'ont parfois aidé à trouver des filières, elles m'ont surtout aidé à avancer dans ma réflexion conceptuelle et méthodologique d'une part, de vérifier la pertinence et l'originalité

---

<sup>67</sup> Le détail de ces démarches est disponible en annexe B.

<sup>68</sup> Le RACQ a été fondé en 1987 à l'initiative d'une dizaine d'Auberges du cœur, il en compte aujourd'hui vingt-neuf.

de ma problématisation de l'engagement, ainsi que de confirmer la faisabilité de recruter des jeunes au sein des OCJ d'autre part. Enfin, les différentes possibilités de terrains d'étude qui se sont offertes à moi m'ont permis d'envisager un dispositif pour recueillir des discours par l'intermédiaire des OCJ sans structure formelle de participation et d'observer des actions dans le cadre du FER et du RAJE.

Afin d'offrir plus de visibilité à la recherche, j'ai déposé des affiches dans différents endroits stratégiques des OCJ (lieux de passage, de rencontre, etc.) et distribué des prospectus à des jeunes lors de mes différents déplacements pour présenter le projet (annexe C). Parfois, ma participation à des animations offertes par les OCJ (animations, réunions d'établissement entre hébergés, repas, AG) a permis de présenter de vive voix la recherche et d'inviter les jeunes aux FG en personne. J'ai également approché des jeunes de façon informelle lors du festival d'expression de la rue (FER) et lors d'autres événements sociaux ou culturels de ce type<sup>69</sup>. Soulignons que ces événements rassemblent souvent les mêmes jeunes qui fréquentent les OCJ. Si cette étape s'inscrit en théorie dans un long processus de visibilité de la recherche et de la chercheuse, elle n'a d'effet sur les jeunes que s'ils reconnaissent l'intérêt du sujet et s'ils connectent avec la chercheuse. En fait, j'ai constaté que ces informations sont immédiatement oubliées par les jeunes. La prise de rendez-vous ne donnant pas de résultat concluant, les affiches étant noyées parmi un volume considérable d'informations de prévention ou d'invitations à d'autres activités, la seule méthode de recrutement efficace, avec l'aide des intervenants, fut d'interpeler les jeunes sur place, le jour même de l'entrevue, en expliquant la recherche et la démarche d'entretien de groupe et en les invitant à y participer<sup>70</sup>.

La deuxième phase d'enquête, celle par *focus groups* et observation participante, a débuté en janvier 2011. Après les congés de fin d'année, il a parfois été nécessaire de reprendre contact comme au premier jour, de redonner toutes les explications sur la recherche et même de

---

<sup>69</sup> Par exemple, le ramassage de matériel d'injection et d'inhalation, des rencontres du RAJE, des participations à des festivals, etc.

retravailler le calendrier. « Montrer patte blanche »<sup>71</sup> paraissait extrêmement important dans certains OCJ, semble-t-il méfiants à l'égard des chercheurs. L'objectif de cette phase de recherche était de repérer et de définir avec les jeunes l'engagement et les formes de prises de position positives, négatives, visibles ou invisibles. Cette partie consiste à déployer le dispositif de recherche.

Les activités de recherche dans les différents OCJ m'ont permis de rencontrer plus d'une centaine de jeunes différents dans le cadre de conversations informelles ainsi que 66 lors des entrevues de groupe<sup>72</sup>. Dans ce dernier cas, les jeunes rencontrés étaient âgés de 18 à 30 ans et majoritairement de sexe masculin soit, 50 jeunes hommes et 16 jeunes femmes. Les difficultés de recrutement au sein d'un organisme qui accueille exclusivement des femmes n'ont pas permis de rééquilibrer la composition hommes/femmes de l'échantillon étudié. Nous reviendrons plus loin sur les détails de cet échantillon, mais notons ici que cette différence correspond aux données des OCJ du centre-ville qui viennent souvent en aide aux jeunes ayant vécu une expérience en situation de marginalité.

L'analyse et la compréhension de l'engagement ont débuté dès les phases de « déblayage » et n'ont cessé, en réalité, qu'à la fin de la rédaction de la thèse. La méthodologie inductive invite à cette démarche de va-et-vient entre l'analyse et l'enquête. Elle a été rendue possible grâce aux nombreux échanges formels ou informels avec les jeunes ou avec les intervenants d'ailleurs. Chaque entretien de groupe se nourrissait du précédent, parfois aussi parce que les

---

<sup>70</sup> Si ce n'était pas une surprise de devoir recruter les jeunes ainsi, il était important de passer par toutes ces étapes (affiches, rencontres) pour se familiariser avec les jeunes et inversement, pour que les jeunes se familiarisent avec ma présence au sein de l'OCJ.

<sup>71</sup> Cette expression est tirée des Fables de La Fontaine et signifie : montrer un signe de reconnaissance ou montrer sa bonne foi.

<sup>72</sup> Ces chiffres ont été comptabilisés grâce à mes notes de terrain et résumés d'entrevues. Ils représentent une estimation pour les temps d'OP et s'ils sont plus précis en ce qui concerne les FG (avec le nombre de formulaires de consentement), ils ne tiennent pas compte des allées et venues de certains participants, lesquels ayant souvent refusé de signer le formulaire de consentement à la participation (annexe E), se sont quand même laissés prendre au jeu de la discussion par moments. De même, ces chiffres tiennent compte en outre des personnes présentes (environ 30) lors de l'AG de Passages le 3 juin 2011.

mêmes jeunes étaient présents, mais surtout parce que les éléments d'analyse pouvaient être partagés et remis en question. En ce sens, les différentes étapes se sont chevauchées.

En définitive, la rétroaction et la diffusion faisaient également partie de ce processus d'enquête. Parmi les activités réalisées, relevons la participation à des colloques, des séminaires et la rédaction d'articles sur des enjeux méthodologiques liés à cette thèse, la diffusion de résultats, ou la réflexion plus approfondie portant sur une partie de la thèse. Les informations sur ces activités sont disponibles en annexes (D). Des temps plus formels de partage et de validation des résultats avec les jeunes participants ont également été organisés. Si, au départ, ils devaient être planifiés dans tous les OCJ, cela n'a pas toujours été possible. Rappelons qu'un calendrier de l'ensemble de ces démarches se trouve en annexes (B).

**Tableau III : Dispositif de recherche**

« DÉBLAYAGE »	ENQUÊTE	ANALYSE	RÉTROACTION/DIFFUSION
Sept. à déc. 10	Janv. à juillet 2011	Janv. 2011 à déc. 2012	Juin. à Nov. 2011 et été 2012
- Présentation du sujet - Sélection des OCJ - Recrutement - Essai de FG et début de l'OP	- FG - OP	- Processus itératif d'analyse - Matrices (annexe H) - Rédaction	- FG - Échanges informels - Articles - Colloques - Thèse et soutenance

## 2.2 Les terrains et la population à l'étude

Trop souvent, les conditions dans lesquelles un terrain prend forme ne sont pas énoncées, peut-être par peur de mettre au jour des difficultés de recherche qui présenteraient les capacités du chercheur sous un jour peu favorable (Payet, Rostaing, et Guiliani, 2010). Or, les résultats dépendent en grande partie de la réalité du terrain d'enquête, des aléas de l'exploration, du « déblayage », des évolutions des stratégies d'échantillonnage ou de l'échec de certaines méthodes de saisie de données. Je m'expliquerai ici sur les motifs qui m'ont

conduit à adapter, chemin faisant, ma posture et ma démarche. Je présenterai également les caractéristiques de la population à l'étude et certains choix méthodologiques.

### 2.2.1 L'échantillonnage

La diversité de l'échantillon repose d'abord sur la diversité des lieux de vie des jeunes et, partant, sur la diversité de leurs expériences sociales en situation de marginalité. L'objectif est de rencontrer des personnes aux rapports différents à l'engagement, tant du point de vue de l'objectivation des expériences, que des représentations des actions et des espaces d'engagement. Les différents OCJ sélectionnés forment chacun, suivant leurs caractéristiques, des « filières » : des OCJ exclusivement destinés aux jeunes femmes ou aux jeunes hommes; des OCJ offrant des espaces de participation citoyenne; ou mobilisant les jeunes dans leur environnement; etc. Le tableau IV présente les types d'OCJ choisis :

**Tableau IV : Types d'OCJ selon les espaces d'engagement offerts**

OCJ avec espace formel de participation	OCJ sans espace formel de participation
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hébergement temporaire d'urgence</li> <li>- OCJ de logements supervisés</li> <li>- Centre de jour et école alternative</li> <li>- Projets de réinsertion professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coopérative de travail/salle de spectacles</li> <li>- Mouvement d'action sociale (RAJE citoyenne)</li> <li>- FER, organisé par le GIAP</li> </ul>

On l'a déjà évoqué, deux types de filières ont été identifiés : des OCJ avec et des OCJ sans espace d'engagement. Alors qu'au départ sept OCJ étaient ciblées, cinq seulement ont pu être retenus. Le premier type est représenté par deux organismes : le GIAP et le RAJE citoyenne; et le second type par trois : Passages, Télé sans frontière et le Bon Dieu dans la rue. Ces cinq OCJ ont toutefois été suffisants pour atteindre une diversité externe de l'échantillon (Deslauriers et Kérésit, 1997). Dans une telle approche, par filières, on diversifie les points

d'entrée sur le terrain, les possibilités de rencontrer des jeunes différents et l'on s'assure ainsi de la « typicalité » et du « contraste » de l'échantillon (Pires, 1997).

## **2.2.2 Les OCJ : des « filières » de recherche**

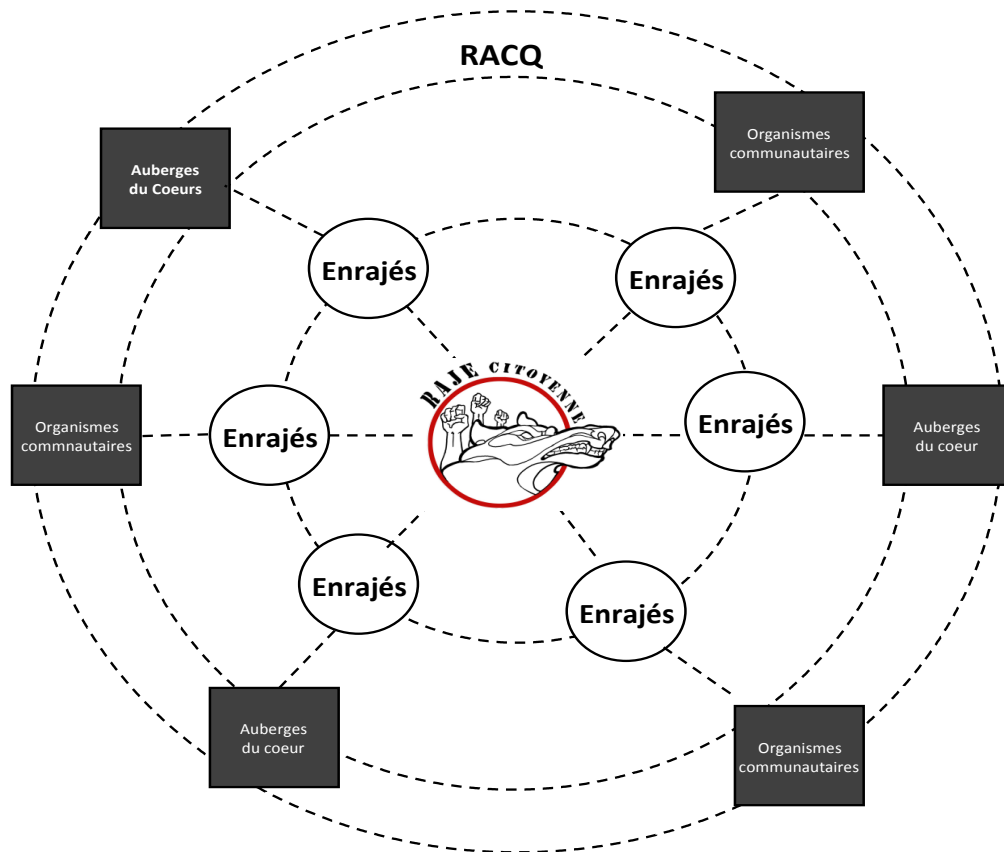
### *2.2.2.1 Les OCJ avec des espaces formels de participation*

Le RAJE citoyenne est à la fois un mouvement de lutte collective par et pour des jeunes en difficulté et un espace d'expérimentation d'une citoyenneté engagée pour des intervenants. Il s'est construit en tant que collectif par et pour les jeunes, soutenu, entre autres, par des intervenants des Auberges du cœur, le RACQ et des OC alliés. La permanence et les comités de travail du RACQ soutiennent et coordonnent les efforts collectifs du RAJE citoyenne dans la poursuite de sa mission, notamment la reconnaissance, le financement et le développement des pratiques d'action communautaire autonome et la défense collective des droits des jeunes.

La naissance du RAJE citoyenne s'inscrit en fait dans les actions du RACQ qui cherche à donner à ses membres des moyens de se réapproprier l'action communautaire dont ils se réclament. Progressivement, le RAJE citoyenne s'est construit en collectif d'*enrajés*, c'est-à-dire des jeunes, et des intervenants-participants des Auberges du cœur, du RACQ et d'un OCJ allié (Passages). Les Auberges du cœur et l'OCJ allié accueillent les rencontres du RAJE citoyenne, fournissent la base militante du projet, apportent toutes sortes de contributions matérielles (locaux, nourriture, Internet, etc.) et symboliques (temps de travail des intervenants et accompagnement des jeunes *enrajés*). Si les bureaux de l'intervenant communautaire et de l'agent de liaison du RACQ se trouvent dans les locaux du RACQ, le RAJE citoyenne n'a pas du tout de structure physique. Les rencontres se déroulent tour à tour au sein des Auberges et des OCJ prêts à accueillir les *enrajés*. Les actions collectives se préparent lors de ces rencontres et se déroulent dans la rue. Le RAJE citoyenne, à l'image des jeunes, est un projet

itinérant. C'est dans les lieux de vie communautaire des jeunes qu'il a émergé, pris forme et évolué. La figure 3 présente la dynamique partenariale du RAJE citoyenne.

**Figure 3 : Mode de fonctionnement du RAJE citoyenne**



Les premiers contacts avec le RAJE citoyenne ont eu lieu en octobre 2010, d'abord avec l'agente de communication et de développement du RACQ (colloque du CRI), puis avec l'agent de liaison et de recherche du RACQ et l'intervenant communautaire du RAJE citoyenne. J'ai tout de suite été invitée à assister aux rencontres du RAJE citoyenne. La phase d'OP au sein de cet organisme a donc débuté sur le champ, le lendemain même en l'occurrence. L'idée était d'observer toutes les activités du RAJE citoyenne : les rencontres, les préparations des actions collectives, les moments de socialisation. La tenue de FG ou

d'entretiens individuels avec les *enrajés* a été envisagée avec les responsables du projet dès notre première rencontre. Ma présence régulière s'est prolongée jusqu'au mois de juin 2011. Après une interruption des activités du RAJE citoyenne l'été, j'ai repris le rythme des rencontres en automne pour, petit à petit, réduire la fréquence de ma participation dès l'hiver 2012. Notons que j'étais présente à l'ensemble des actions collectives jusqu'au mois de mars 2012. En outre, ma participation s'est étendue à des actions de recherche de financement en décembre 2010 et en mars 2011. Il s'agissait, notamment, de s'investir dans l'écriture des formulaires de demandes de subvention (voir le calendrier en annexe B).

Le fait d'arriver au moment où le projet démarrait a sans doute facilité mon accueil. Les besoins en financement et en évaluation étaient alors nombreux et on m'a sollicité à plusieurs reprises pour participer à ces activités. Cela étant, la présence d'autres chercheurs mandatés par le RACQ, m'a amené à modifier ma stratégie de recueil de données sur ce terrain uniquement. Si l'observation participante ne posait aucun problème, la réalisation d'entrevues individuelles ou de groupe était plus compliquée à mettre en place. Au départ, je souhaitais en effet organiser des FG ou des entrevues en profondeur. Pour éviter que ce soit redondant avec les activités de recherche prévues par les autres chercheurs, on m'a demandé d'écarter cette stratégie de saisie de données (FG comme entrevue en profondeur). Finalement, j'ai décidé de réaliser des FG au sein des Auberges du cœur pour saisir les propos des jeunes, engagés ou non, dans les actions collectives du RAJE citoyenne. Avec le soutien du RACQ, j'ai donc contacté six Auberges dans la région de Montréal. Trois ont répondu positivement à ma demande et ont accepté de s'impliquer dans ma recherche : le Tournant; Tangente; l'Auberge du Sud-ouest. Notons qu'à l'époque toutes les Auberges n'étaient pas favorables à la présence du RAJE citoyenne. D'importantes tensions étaient palpables au sein du RACQ. Critiquant le côté politique de ses actions, certains intervenants préféraient rester en retrait. Pour compléter ce recueil de données, les coordonateurs du RAJE citoyenne m'ont donné accès à des entrevues filmées, réalisées par CyberCap<sup>73</sup> en février 2012. Ce matériel visait à mettre en ligne des capsules-vidéos portant sur les réalisations des jeunes, le sens et les impacts du projet

---

<sup>73</sup> CyberCap est un OBNL d'insertion socioprofessionnelle pour les jeunes en difficulté utilisant les outils des médias numériques dans ses projets.



pour ceux-ci et pour les intervenants-participants. La présence du RAJE citoyenne sur les réseaux sociaux (un site *Facebook* et un blog) a également été source d'informations intéressantes pour la recherche.

Le GIAP est, quant à lui, un projet d'intervention par les pairs (IPP) basé sur le partenariat entre plusieurs organismes communautaire et publics du centre-ville de Montréal. L'objectif du GIAP est de rejoindre les jeunes de la rue, parmi les plus difficilement accessibles, grâce aux pairs, anciens jeunes de la rue, recrutés pour leur expérience et leurs habiletés personnelles. Le GIAP est composé d'une équipe de six pairs-aidants âgés de 18 à 30 ans, d'une coordonnatrice, d'un chargé de projet et des six organismes partenaires, publics et communautaires, qui libèrent chacun un « intervenant-accompagnateur ». Chaque pair est jumelé à un organisme partenaire, intégré à des volets distincts : un centre de jour (Chez Pops); deux programmes de prévention et d'échange de seringues (CACTUS Montréal et Plein Milieu); un OC d'intervention mobile (l'Anonyme); un service de santé du réseau public (Clinique des jeunes de la rue du CSSS Jeanne-Mance); et un OC de travail de rue (PACT de rue). Les pairs-aidants interviennent tant sur le plan individuel - écoute, création de liens, support et accompagnement - que sur le plan collectif – ateliers ou activités de prévention dans les ressources partenaires. Leur mission vise à :

[...] prévenir la transmission du VIH, des ITSS, de l'hépatite C et réduire les méfaits de l'utilisation des drogues, de l'injection, l'inhalation et du mode de vie de la rue chez les jeunes en situation de précarité qui fréquentent les quartiers centraux de Montréal (*Entente de partenariat*, 2009 : 1).

En somme, le rôle des pairs-aidants est d'agir à titre d'« agents multiplicateurs », en proposant des messages de prévention alternatifs, en favorisant l'utilisation des services disponibles et en bonifiant l'action des intervenants auprès des jeunes qui fréquentent les ressources partenaires. Les pairs sont également appelés à inscrire leurs interventions dans les orientations de la ressource partenaire à laquelle ils sont jumelés. Par ailleurs, l'équipe des pairs est impliquée dans des activités communautaires : ramassage de seringues organisés par des OC du centre-ville; Nuit des sans-abri; Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM); Opération Droits Devant (ODD) et Table de concertation Jeunesse Saint-Laurent.

Parmi les activités spéciales du GIAP, le Festival d'expression de la rue (FER) est la plus emblématique. Chaque année depuis 1997, les pairs-aidants organisent ce seul festival « par et pour » les jeunes de la rue, au cœur du centre-ville de Montréal, sur la place Pasteur (campus de l'UQAM), pendant deux ou trois jours (annexe J). L'idée est née des pairs eux-mêmes qui cherchaient à mettre en place un projet rassembleur pour les jeunes marginaux.

L'entrée en contact avec le GIAP a été facilitée par ma connaissance du projet et mes liens privilégiés avec les acteurs, depuis que je suis en charge de l'évaluation annuelle, c'est-à-dire, depuis 2010. Les premiers échanges sur ma thèse remontent pourtant à mars 2009, lorsque j'ai présenté les résultats de mon mémoire de maîtrise et le projet, encore embryonnaire, de ma recherche de doctorat. L'année suivante, j'ai à nouveau rencontré les pairs-aidants pour présenter ma question de recherche et le devis, en vue de parfaire leur construction. Ces rencontres ont fait l'objet, en quelque sorte, d'entrevues de groupe informelles. La première a été enregistrée par un agent de recherche, dans le cadre des activités d'évaluation du GIAP en 2009<sup>74</sup>. La seconde a été réalisée dans le cadre de ma thèse en 2010. À la demande de la coordonnatrice qui cherchait des bénévoles pour animer la table d'accueil du FER, j'ai assisté pour une première fois, à ce titre, à cet événement en juillet 2009, puis en 2010. Enfin, lors d'une troisième rencontre, il a été convenu avec les pairs et la coordonnatrice que je puisse mener des temps d'OP lors du FER en 2011, de la préparation du festival à sa tenue. Il était également question de rédiger un article avec les pairs-aidants, mais ce projet est toujours en cours, faute de pair disponible pour participer<sup>75</sup>.

---

<sup>74</sup> Étaient présents les six pairs-aidants de l'époque. Un autre évaluateur externe était en charge de l'évaluation et c'est lorsque je l'ai remplacé que j'ai eu accès à ces données enregistrées qui ont été exploitées dans le cadre de cette thèse avec l'accord du GIAP et après avoir remis mon certificat d'éthique.

<sup>75</sup> Un premier pair, qui s'était porté volontaire, a quitté le GIAP peu de temps après l'édition 2011 du FER. Son remplaçant a également quitté le projet quelques semaines plus tard. Par la suite, comme il devenait difficile de maintenir ce projet d'article en raison des procédures d'embauche de nouveaux pairs en cours, j'ai décidé de le reporter. Ce travail a été repris en automne 2013 avec la coordonnatrice pour préparer un colloque sur les pratiques des jeunes de la rue qui se déroule en février 2014.

### *2.2.2.2 Les OCJ sans espaces formels de participation*

Le **Bon Dieu dans la rue** (BDR) a été fondé en 1988 par le père Emmett Johns, dénommé « Pops ». Le centre de jour Chez Pops accueille des jeunes hommes et femmes âgés entre 14 et 25 ans, il répond à un besoin de répit et de soutien. L'approche prônée par les intervenants vise la mobilisation individuelle autour d'un projet de vie personnel : retour aux études; gestion de la consommation; règlement de la situation au plan administratif ou juridique; soins de santé; entre autres. Cet OCJ n'offre pas de structure de participation formelle et il ne présente pas de critique sociale de la condition des jeunes de la rue dans son modèle d'intervention<sup>76</sup>. Dans l'imagerie des jeunes, Le Bon Dieu dans la rue, avec pour emblème la « roulotte »<sup>77</sup>, occupe une place centrale dans leur vie. En outre, il fait partie des partenaires du GIAP depuis les débuts du projet, en 1993. Un pair est accueilli au sein de l'équipe du centre de jour Chez Pops. Depuis sa création, cet OCJ est très fréquenté par les jeunes. La configuration des lieux, véritables espaces de circulation, avec des heures de d'affluence autour du dîner, offre des possibilités intéressantes de recrutement pour des entrevues de groupe. En même temps, cela représente un défi que de réussir à susciter l'intérêt et l'attention des jeunes.

En octobre 2010, j'ai contacté la direction du Bon Dieu dans la rue pour présenter mon projet. C'est après deux rencontres avec un intervenant volontaire pour m'accompagner dans mes démarches qu'un calendrier d'entrevues de groupe a été mis en place. La première visait à se voir en personne, visiter l'organisme, présenter le projet, circuler dans l'établissement, manger avec les jeunes, alors que la seconde avait pour objectif de préparer le recrutement et de

---

<sup>76</sup> Ce commentaire s'inspire du constat de Lamoureux (2010) et René (2009), selon lequel l'intervention communautaire de certains OC s'est peu à peu organisée comme une réponse pragmatique à la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les personnes accueillies, au détriment d'une approche vouée à la transformation des structures sociales. Cela n'empêche pas les réflexions collectives sur les jeunes au sein de Bon Dieu dans la rue et de tables de concertation, qui se sont développées au fil des ans. En effet, sa position d'accueil « bas seuil » (en première ligne, avec peu de critères d'admission) lui permet d'être constamment au fait des dernières évolutions dans le milieu de la rue.

déposer des affiches. À partir du fonctionnement de la ressource, des lieux, des jeunes et des intervenants, j'ai pu imaginer une méthode de recrutement sur place et d'entretien de groupe. Il fallait en outre veiller à ne pas surcharger l'emploi du temps des jeunes, déjà très sollicités pour diverses activités artistiques ou même de recherche. Six entrevues de groupe ont été réalisées dans cette ressource pour un total de 29 participants.

Depuis 25 ans, **Passages** propose des solutions d'hébergement à des jeunes femmes de 18 à 30 ans sans domicile fixe et en situation de vulnérabilité. Cet OCJ est composé de deux volets : hébergement d'urgence et logements à prix modiques. Implanté au centre-ville de Montréal (adresse confidentielle), le volet hébergement accueille des jeunes femmes toute l'année, 24h/24h et 7j/7. Comme son nom l'indique, l'OCJ se veut un lieu de passage, où les personnes sont libres d'aller et venir au gré de leurs projets de vie personnelle. Essentiellement artistiques (écriture, théâtre, arts), individuelles ou en groupe, des activités offrent des opportunités de vivre des expériences positives mettant en valeur la créativité, le dynamisme et la vie des femmes. Le volet logement existe depuis 2006. Il vise à offrir de petits appartements semi-meublés en location, à des prix modiques. Deux antennes ont été ouvertes, l'une à Hochelaga Maisonneuve et l'autre sur le Plateau Mont-Royal. Ce volet vise à permettre l'accès à un logement stable à des jeunes femmes trop souvent discriminées en raison, entre autres, de la faiblesse de leur revenu<sup>78</sup>. Notons que Passages participe à des activités de mobilisation avec le RAPSIM, le RAJE citoyenne et Opération Droits Devant. L'accès à ces espaces de participation est facilité par la distribution de billets de transport en commun, par l'accompagnement et par l'implication d'intervenants. Il existe aussi des possibilités d'implication rémunérées : entretien ménager; préparation de repas; accueil et billetterie lors d'évènements spéciaux (soirées-bénéfices). Enfin, il est important de préciser que chaque « passagère » est automatiquement membre du conseil d'administration de l'OCJ.

---

<sup>77</sup> Dans le contexte de la recrudescence du nombre de jeunes de la rue dans les années 1980, Pops a fait l'acquisition d'un camion pour sillonner le centre-ville de Montréal à la rencontre des jeunes de la rue à Montréal.

<sup>78</sup> La mise en place de ce volet s'inscrit également dans une réflexion plus approfondie sur l'action post-hébergement de cet OCJ qui voit régulièrement revenir des passagères en mal de solution d'hébergement à plus long terme.

Elles sont, en effet, toutes invitées à participer aux rencontres, de même qu'aux assemblées générales. Certaines ont même assumé des fonctions au sein du CA.

J'ai choisi d'enquêter au sein de Passages pour plusieurs raisons. D'abord, certaines entrevues lors de ma maîtrise s'étaient déroulées au sein volet hébergement. De plus, cet OCJ a été l'un partenaire du GIAP durant les deux premières années. Il me semblait également intéressant d'interroger spécifiquement des jeunes de sexe féminin afin de déceler éventuellement des particularités dans les discours et les formes d'engagement. Enfin, le fait de trouver ici une structure fermée me permettait d'élargir le champ des formes de terrains enquêtés. J'ai bénéficié de l'appui d'intervenantes rencontrées dans le cadre des activités du RAJE citoyenne pour entrer en contact avec cet OCJ. La directrice intérimaire et la responsable du volet insertion ont accepté de me recevoir. Après un entretien de plus de deux heures, où elles ont montré un intérêt marqué pour mon sujet qui s'inscrit dans leur réflexion sur la place des jeunes dans l'organisme, nous avons essayé de trouver plusieurs horaires pour rejoindre le plus de personnes possible. Seul un FG a finalement eu lieu dans cet OCJ.

**Télé sans frontières** (TSF) est un volet de l'OC Travail sans frontière, comprenant plusieurs services d'insertion socioprofessionnelle destinés aux jeunes et aux adultes. Mis en place par le président du Conseil des partenaires en novembre 2001, ce volet a pour mission d'offrir une réponse aux besoins en employabilité de jeunes de 18 à 30 ans, désireux de développer des projets de vie qui n'entrent pas dans les cases des projets classiques d'Emploi Québec. Les jeunes sont recrutés sur la base de leur profil marginalisé dans les OCJ qui leur viennent en aide (Le Bon Dieu dans la rue, Passages, les Auberges du Cœur, entre autres)<sup>79</sup>. Leur participation est rémunérée, comme dans des programmes de préemployabilité gouvernementaux. Les participants ne sont pas soumis à des résultats comptables, mais accompagnés, sans jugement, dans leurs prises de position et leurs choix sociaux. TSF offre ainsi une tribune, un espace d'expression, de parole et de construction artistique à une dizaine de jeunes par année. Pour une durée de 5-6 mois, deux fois par année, ces jeunes développent

---

<sup>79</sup> Les critères d'admission sont disponibles en annexe (I).

des projets de courts métrages et d'émissions de radio *underground*. Du matériel de pointe, vidéo et audio, est mis à leur disposition. Les films et les émissions de radio traitent de la situation de marginalité, à travers les thèmes suivants : l'univers de la rue, la consommation de drogues, les problèmes de santé mentale des jeunes en difficulté, la solitude, le suicide, la judiciarisation, la culture *underground*, certains OCJ, les mouvements sociaux, ou la dissidence politique<sup>80</sup>.

L'entrée en contact avec TSF s'est faite simplement et rapidement. Après un échange téléphonique avec l'organisatrice communautaire, nous avons convenu d'un rendez-vous pour parler plus en détail de l'entrevue de groupe, ainsi que des possibilités d'observer les activités des jeunes. Comme le projet touchait presque à sa fin, il a été convenu que je revienne dans l'OCJ dès le recrutement de nouveaux jeunes. Finalement, un seul FG a été organisé avec les jeunes participants en 2011. En raison d'un problème de recrutement, l'organisatrice communautaire a préféré annuler ma participation.

#### *2.2.2.2 Les filières abandonnées : impasses et aléas de la recherche*

L'absence de structure militante, de groupes de militants plus ou moins soudés autour d'un même projet n'a pas facilité l'opérationnalisation de la recherche. Cela ne permettait pas non plus d'envisager la tenue d'entrevues individuelles, considérant que, dans le cadre de ma recherche, le recrutement des jeunes a toujours été laborieux voire, impossible. Huit FG ont été annulés faute de participants (voir le calendrier des démarches, annexe B).

Dans la phase de déblayage, de nombreuses tentatives de contacts ont été entreprises auprès d'OCJ montréalais pour ouvrir plusieurs filières d'enquête. Il s'agissait essentiellement de présenter ma recherche et de demander s'il était possible de recruter des jeunes pour des FG.

---

<sup>80</sup> L'adresse du site Internet : <http://www.telesansfrontieres.com/>. L'adresse du blog qui accueille la « webtélé » et la « webradio » : <http://rdv1535.wordpress.com/>

Dans la plupart des cas, ces contacts ont été réalisés par courriel et parfois par téléphone. Si ces demandes sont souvent restées sans réponse (Centre d'Amitié Autochtone, RAP, GIT)<sup>81</sup> ou ont donné lieu à des réponses négatives (le Café *Graffiti*, Pact de rue, le RAPSIM, ou le COBP)<sup>82</sup>, certaines ont donné lieu à des rencontres avec des responsables, sans permettre toutefois l'ouverture de nouvelles filières de recherche. C'est le cas de *Food Not Bombs*<sup>83</sup> (FNB) et de la Clinique des jeunes de la rue (CSSS Jeanne Mance).

L'idée de contacter FNB est venue des propos des pairs-aidants. Citée à plusieurs reprises, cette organisation semblait attirer les jeunes de la rue. Lors d'un entretien avec l'une des membres de cette organisation, j'ai appris qu'ils distribuaient aux jeunes des repas adaptés à leurs besoins et à leurs valeurs (repas végétariens, confectionnés à partir de récupération de nourriture dans les poubelles des marchés, entre autres sources d'approvisionnement). Si les jeunes partagent avec FNB des valeurs anarchistes et écologistes, ils ne s'engagent pas dans les actions de cette organisation. Il semblait donc impossible de rencontrer des jeunes engagés. Toutefois, nous verrons plus loin que FNB fait partie de l'univers de l'engagement des jeunes. En ce qui concerne la Clinique des jeunes de la rue, c'est sur les recommandations de certains intervenants et en raison du partenariat avec le GIAP que j'ai décidé de prendre contact. Finalement, à l'issue d'un entretien avec un intervenant, il s'avérait difficile de recruter des jeunes et de proposer un FG au sein de la Clinique.

Les principales raisons des refus essayés sont : l'absence de jeunes; les difficultés de recrutement; ou la présence d'autres chercheurs. Parfois, certains organismes en partie

---

<sup>81</sup> Les Centres d'Amitié Autochtone sont implantés en milieu urbain. Il en existe dix à travers la Province du Québec. Rue Action Prévention (R.A.P) Jeunesse est un OCJ de travail de rue basé dans les quartiers nord de l'île de Montréal. Le groupe d'information travail (GIT) est un OBNL qui offre des services d'aide à l'emploi pour les personnes à partir de 16 ans.

<sup>82</sup> Le Café *Graffiti* offre un milieu de vie pour les jeunes dans le quartier de Hochalaga Maisonneuve. Il accueille et promeut les jeunes artistes du mouvement Hip Hop. PACT de rue est un OCJ de travail de rue dans les quartiers nord et est de Montréal. Il était partenaire du GIAP au moment du projet de recherche. Le RAPSIM est un organisme composé de travailleurs sociaux, intervenants et chercheurs qui défendent les intérêts des personnes seules et itinérantes. Enfin, le COBP est un OBNL qui lutte contre les brutalités policières au Québec et particulièrement à Montréal.

<sup>83</sup> Littéralement : « *de la nourriture, pas des bombes* ».

destinés aux jeunes, en rejoignent peu dans les faits (FNB). D'autres OCJ, persuadés de ne pas accueillir de jeunes « engagés », ont répondu négativement à ma demande, malgré ma volonté d'interroger des jeunes engagés ou non. Après quelques discussions à ce sujet, j'ai compris qu'il s'agissait d'un malentendu sur les termes de ma recherche : même si ce n'était pas ma conception de l'engagement, certains pensaient que je définissais ce concept dans le champ politique exclusivement. Par ailleurs, la présence d'autres chercheurs sur certains terrains a également pu gêner le déroulement de l'enquête. J'ai, par exemple, observé chez les intervenants une forme de fatigue et de crainte vis-à-vis des chercheurs. Parfois, des expériences négatives expliquent cette situation selon les intervenants ou les jeunes eux-mêmes. Ils semblent, en effet, très sollicités pour participer à des recherches qui touchent, notamment, à leurs pratiques de consommation. Force est de constater qu'il n'y a pas un seul OCJ sans affiche de recrutement pour de telles études, surtout dans le domaine médical. Il faut savoir que ces études sont non seulement nombreuses, mais présentent des dispositifs de recherche intéressants pour les jeunes, qui sont parfois motivés par les avantages financiers (entre 20 et 60 \$ par participation). Dans ce contexte, il semble, d'une part, que les ressources limitent l'accès des chercheurs aux jeunes et d'autre part, que mon sujet n'a pas toujours été pris au sérieux, compte tenu des importants dispositifs de recherche qui me faisaient peut-être de l'ombre. Il est également possible que l'intention initiale de ne pas cloisonner le profil des jeunes à recruter à des gestes d'engagement évidents ait pu porter à confusion. Pourtant, les occasions d'entrevues et de conversations informelles avec les jeunes ont montré leur motivation à participer à une recherche qui sort d'un cadre classique mettant en exergue leurs pratiques délinquantes, marginales ou dangereuses pour la santé.

Enfin, il faut noter que mon calendrier de recherche a dû être modifié à plusieurs reprises en raison du retrait inopiné de certaines ressources (Katakombes, Sentiers urbains). Katakombes est une coopérative de travail qui permet à des jeunes issus du milieu *underground* de travailler et de participer à promouvoir des groupes alternatifs de musique. Cela me semblait intéressant d'analyser le fonctionnement de cette coopérative et de comprendre en quoi les activités organisées participent d'un espace d'engagement. Sentiers urbains est un projet d'insertion socioprofessionnelle qui vise à former des jeunes à l'horticulture, mais aussi à



s'approprier des espaces urbains pour en faire des jardins communautaires, ou des espaces verts. De même, il semblait intéressant de proposer aux jeunes participants des FG pour comprendre en quoi ce projet contribue ou non à leur engagement. Ces deux ressources avaient été sélectionnées et les terrains préparés. Dans les deux cas, la recherche a été annulée peu de temps avant la date initiale d'entrée sur le terrain, pour des raisons inhérentes aux coupures budgétaires au niveau fédéral dans le cas de Sentiers urbains et à d'importants travaux d'aménagement extérieur pour les Katacombes. Après plusieurs autres vaines tentatives pour remplacer ces terrains, j'ai décidé de prolonger l'observation participante au sein du RAJE citoyenne et du GIAP<sup>84</sup>.

### **2.2.3 Éléments de portrait des jeunes rencontrés**

Le portrait des jeunes rencontrés est difficile à dresser dans le détail, dans la mesure où je n'ai pas recueilli de renseignements sociographiques. Après avoir longuement hésité, j'ai préféré abandonner cette option, difficile à réaliser en pratique, tant les jeunes allaient et venaient pendant les entrevues de groupe et tant ils hésitaient à partager des informations personnelles. En effet, la mobilité des jeunes dans les FG était aussi importante que lors des temps d'OP et je n'étais donc pas en mesure de recueillir de telles données de la même manière pour tous. En outre, il était parfois laborieux d'aller en profondeur lors des entrevues de groupe, tout comme lors des entretiens individuels informels. Je travaillais souvent dans l'urgence, pour installer sur l'instant les entrevues de groupe. Dans ce climat de contraintes temporelle et logistique, il m'apparaissait difficile de proposer des questionnaires au risque de perdre davantage de jeunes. En outre, mon objectif de recherche était d'explorer l'engagement sous toutes ses formes, auprès d'une population vivant des problématiques similaires de désaffiliation, ce qui justifie le choix de travailler par filières. Les données sociographiques des OCJ du centre-ville de Montréal montrent en ce sens les traits communs des jeunes rencontrés, en l'occurrence : précarité en termes de liens sociaux, ressources financières, instabilité dans la domiciliation,

---

<sup>84</sup> L'annexe B fait état des démarches entreprises dans les différents OCJ qui forment finalement mon terrain d'enquête.

ou consommation de drogues. Nous reviendrons sur ce point, mais soulignons ici la difficulté d'aborder des questions personnelles, même si, dans certains cas, des informations sur des éléments des trajectoires ont été apportées.

Comme je le mentionnais plus haut (p.110), la proportion d'hommes est plus importante que celle des femmes. Si cela correspond aux données des OCJ qui forment mon terrain de recherche, il faut comprendre que les femmes sont sous-représentées et difficiles à recruter. J'ai pu le constater lors de mon expérience au sein de Passages où je n'ai pu organiser qu'un FG sur cinq. La question qui se pose est de savoir si cette faible participation a pu influencer la lecture proposée de l'engagement des jeunes en situation de marginalité. En l'occurrence, il n'y a pas de différence de portrait entre les femmes et les hommes rencontrés, même si l'on peut constater une volonté de repli sur soi plus forte chez les femmes. De même, cette sous-représentation existe chez les personnes issues des minorités visibles. Les origines culturelles de jeunes interrogés sont très diversifiées, mais j'ai essentiellement rencontré des personnes québécoises, quelques personnes immigrantes ou autochtones, ce qui correspond également au portrait des jeunes qui fréquentent les OCJ du centre-ville de Montréal.

De manière générale, les thématiques principales abordées par les jeunes faisaient référence à des expériences, actuelles ou passées, de rue, de délinquance, de conflits familiaux, de pauvreté, de chômage, d'emprisonnement, de consommation de drogues, de santé mentale ou physique et d'origines culturelles. Les jeunes ont apparemment des sources de revenus variées. La majorité d'entre eux bénéficie de l'aide sociale, même s'ils font état d'importantes difficultés d'accès aux programmes gouvernementaux d'aide financière. Très peu ont un emploi salarié, mais certains trouvent des revenus dans des activités informelles : quête; *squeegie*; vente de drogues; travail au noir; etc. Certains ont poursuivi leurs études à l'école alternative du Bon Dieu dans la rue pour terminer leur secondaire, un autre jeune a continué jusqu'au Cégep. Beaucoup ont exprimé leur désir de reprendre les études.

## **2.3 Les instruments de saisie de données**

Ce dispositif de recherche s'appuie sur deux types d'instruments de saisie de données complémentaires : les *focus groups* et l'observation participante. Rappelons que l'OP au sein du RAJE a débuté très tôt dans la phase de déblayage en octobre 2010. La participation au FER n'a eu lieu qu'à l'été 2011. Les FG quant à eux ont mis plus de temps à se mettre en place, après avoir contacté plusieurs ressources, organisé le protocole et convenu de dates plus précises pour rencontrer des jeunes, ce protocole a démarré en décembre 2010.

### **2.3.1 Les focus groups**

L'emploi des FG dans cette thèse répond à l'objectif d'identifier et de comprendre la manière dont les jeunes se perçoivent et se définissent : engagés ou non engagés. Cela exige de laisser les jeunes développer des points de vue sans que la thématique de recherche ne soit abordée de manière directe ou brutale. En ce sens, il a fallu veiller à ne pas influencer la dynamique du groupe ou la teneur des propos, en maintenant une posture de neutralité. En fait, il aurait été imprudent de partir de définitions trop techniques et connotées ou trop ancrées, par exemple, dans le champ politique. En somme, le dilemme était d'éviter d'imposer la problématique de recherche ou de faire peur aux jeunes avec un langage inaccessible et en même temps, de mettre les jeunes en situation de discuter de leur engagement, de leurs implications, des contraintes et des conditions de l'émergence de celles-ci. Par conséquent, les FG étaient l'occasion de connaître les centres d'intérêt des jeunes afin d'ouvrir la discussion sur l'engagement : l'actualité; la judiciarisation; l'évolution de la consommation de drogues; la politique provinciale, nationale ou internationale; mais aussi l'image négative qui leur colle à la peau; leurs activités d'engagement; leurs implications sociales et/ou politiques.

J'ai proposé des activités de discussion sous la forme de « cafés rencontre »<sup>85</sup> où j'offrais des boissons et des collations. Aucune rémunération n'était offerte, pour une question de budget, mais aussi et surtout parce que certains OCJ me l'ont fortement déconseillé voire interdit. L'organisation des FG répondait, essentiellement, aux conditions optimales proposées par Geoffrion (2003) : (1) une à deux heures d'entretien pour permettre au groupe d'échanger, sans s'épuiser ou s'ennuyer. Il était parfois nécessaire de prendre une pause pour les fumeurs et d'accepter les allées et venues dans le groupe; (2) six à huit participants afin que tout le monde ait le temps de s'exprimer. Le plus petit groupe étant formé de trois personnes et le plus grand de vingt<sup>86</sup>; (3) hétérogénéité du groupe. Sur ce dernier point, notons que la formation des groupes reposait exclusivement sur un travail de recrutement *in situ*. Les liens de connaissance entre les participants facilitaient donc énormément ce travail. Suivant le contexte de chaque OCJ, les relations entre les membres (l'homogénéité du groupe) étaient inévitables, notamment dans les ressources en hébergement qui n'accueillent qu'une dizaine de jeunes en même temps. De plus, ces liens ont grandement facilité les conversations, permettant aux jeunes de parler plus librement de leurs trajectoires, de s'interpeler, de faire preuve d'humour et de décontraction. Néanmoins, les groupes n'étaient jamais totalement homogènes et si quelques jeunes s'installaient autour de la table avec leurs amis, ils ne connaissaient pas toujours les autres participants.

Dans cette recherche, il a été important de rappeler aux jeunes leur rôle d'experts et ainsi, de leur expliquer qu'il n'y a pas de bonne ou de mauvaise intervention. Néanmoins, les participants à un groupe de discussion ont besoin que l'animateur propose un cadre. Il était donc important de préparer le déroulement des FG. Pour faciliter les échanges, j'ai proposé aux jeunes des étiquettes où étaient inscrits différents sujets de conversation (voir photo en annexe K). Par exemple : je m'intéresse à la politique, je m'en fiche de la politique, à bat la

---

<sup>85</sup> Concrètement, cela veut dire que je n'ai pas employé le terme de FG pour inviter les jeunes et expliquer la démarche de recherche. Sur les affiches disponibles en annexes (C), j'ai proposé aux jeunes de participer à un « café-rencontre ».

<sup>86</sup> Pour ce dernier, la discussion ne s'est pas faite entre tous les participants et le contexte d'entrevue n'était pas propice aux échanges pour tous. En fait, j'ai appris après l'entrevue que les jeunes étaient obligés d'être présents à cette rencontre, qui faisait partie de leurs activités d'établissement. Comme je l'ai indiqué dans mon formulaire

société de consommation, être végétarien, vouloir m’impliquer, vouloir être entendu, agir, voter, l’art, l’écologie, etc.<sup>87</sup> Après l’explication de la démarche et la signature du formulaire de consentement (annexe E), les jeunes étaient invités à choisir des thèmes présentés sur de petits papiers disposés sur la table et à s’exprimer sur leurs choix. Si la discussion n’a jamais respecté véritablement des tours de parole précis, cela permettait de lancer la conversation et par moments, de relancer les débats. Les échanges ont été enregistrés et rapidement retranscrits sous la forme d’un verbatim puis analysés pour préparer les FG suivants.

Si les écrits font référence à des difficultés en termes de dynamique de groupe avec des participants en retrait, en avant ou encore trop influençables par les autres, mon utilisation des entretiens de groupe n’a pas vraiment donné lieu à ce type de situation. Bien qu’il y ait eu des personnes plus discrètes que d’autres, la méthode employée a permis de donner la parole à tout le monde. En outre, il a fallu parfois s’engager dans la discussion pour donner des exemples, livrer mes premières analyses, faire référence à d’autres entrevues, afin de relancer la discussion ou d’expliquer la démarche aux jeunes. Cela étant, il n’était jamais question de donner mon opinion personnelle sur les propos échangés, mais d’illustrer la démarche et l’utilisation des résultats et parfois de répondre aux questions des jeunes intrigués par mon statut professionnel (étudiante, travailleuse sociale ou chargée de cours), ou personnel (familial) et par mes origines culturelles (étrangères).

Les principales difficultés ont été liées à une sorte d’incompréhension du sujet de la part des jeunes au départ. De même, ils étaient étonnés de ne pas avoir de questionnaire à remplir avec des questions précises auxquelles il suffit de répondre par oui ou par non. Par ailleurs, les intervenants ont parfois freiné le processus d’entretien de groupe. À plusieurs reprises, j’ai observé qu’ils tenaient à être présents et, se faisant prendre au jeu des discussions, l’expression

---

de consentement et expliqué oralement, personne n’était obligé de participer. Au total, seule une dizaine de jeunes a réellement pris part aux échanges, même si les autres réagissaient par moment.

<sup>87</sup> Ces thèmes ont pu être identifiés grâce aux échanges avec les pairs-aidants et aux premières données issues de l’observation participante du RAJE citoyenne. Certains thèmes ont été ajoutés par les jeunes eux-mêmes, qui disposaient de morceaux de papier pour les inscrire en cours de FG. Ces thèmes ont donc évolué au cours la recherche.

des jeunes était parfois restreinte par cette situation. Notons que l'animation de certains groupes a été parfois délicate en termes d'emplacement (lieux très bruyants), de comportements inappropriés (propos racistes, injurieux ou provocateurs) ou de langue (mélange anarchique de l'anglais et du français), mais elle a rarement été difficile. Le climat des entrevues a été, en général, très bon. Les jeunes étaient en effet rapidement motivés, contents d'être écoutés sur un tel sujet.

Il est intéressant de remarquer que les FG ont été difficiles à organiser dans un OCJ où j'ai dû annuler trois entrevues sur quatre programmées. Une première entrevue avait été fixée en fin d'après-midi, après un atelier d'écriture. Il semblait que ce moment de la journée était propice à la rencontre de jeunes. D'autres rencontres de groupe ont été planifiées (vers midi en fin de semaine, en soirée ou en après-midi), mais seule la première a pu être tenue. Il est intéressant d'observer que les lieux ne se prêtaient pas bien au recrutement *in situ*. Il était impossible d'aller déranger les jeunes dans leur chambre. De plus, à la fin d'une activité, ils étaient souvent fatigués et souhaitaient se reposer ou avaient d'autres rendez-vous. Même si cela n'a pas été exprimé, peut-être que la forme d'entrevue de groupe en a rebuté certains. De toute évidence, cet OCJ est un lieu de répit où les jeunes marquent une pause. Quand ils ne répondent pas déjà aux nombreuses sollicitations, ils préfèrent apparemment rester seuls ou sortir. Si les autres rencontres planifiées ont parfois permis de réaliser des entrevues informelles, elles n'ont pas vraiment fourni des données exploitables. Les sujets abordés étaient plus personnels et portaient notamment sur les difficultés de couple ou de famille.

Le tableau V propose un classement des entrevues de groupe selon la date de leur réalisation. Chaque extrait d'entrevue cité dans le texte dans les chapitres suivants portera la mention « FG » pour respecter l'anonymat des participants.

**Tableau V : Les entrevues de groupe**

<b>Lieux</b>	<b>Dates</b>	<b>Participants</b>
Chez Pop's (réfectoire)	9 février 2011	6 jeunes et 3-1 intervenants
	23 février 2011	5 jeunes
	10 mars	4 jeunes
	23 mars	6 jeunes
	23 novembre	5 jeunes et 2 psychoéducateurs
Passages (cuisine)	10 décembre 2010	8-5 jeunes
Télé sans frontières (salle principale)	18 février 2011	7 jeunes et 1 intervenant
Auberge du cœur Le Tournant (salle de réunion)	22 février 2011	3-1 jeunes
Auberge du cœur Tangente (cuisine)	23 février 2011	7 jeunes et 2 intervenants
Auberge du cœur du Sud-ouest (salle télé)	24 février 2011	20 jeunes et 1 intervenant
GIAP	2009	6 pairs-aidants
GIAP	2010	6 pairs-aidants

Les expressions comme *les jeunes rencontrés, interrogés, interviewés, en situation de marginalité ou de difficulté*, seront employées pour présenter les résultats de l'enquête de terrain. Elles signifient qu'une information a été mentionnée par un ou plusieurs individus lors des groupes de discussion, des conversations informelles ou des échanges sur le blogue ou le site *Facebook* du RAJE citoyenne. Pour simplifier la compréhension de l'objet à l'étude, j'emploierai également les termes *actions collectives, mobilisations* ou *protestation* comme des synonymes malgré leurs nuances, en s'arrêtant sur le sens d'« action commune ayant pour but d'atteindre des fins partagées », c'est-à-dire, de se battre de façon concertée pour défendre une cause commune (Mann, 1991). Enfin, à l'image des propos des jeunes, les termes comme *engagement, implication, prise de position* se rapportent également au même objet.

### 2.3.2 L'observation participante

Les données issues de l'observation participante proviennent ici : (1) de ma participation à certaines actions du RAJE et du GIAP; (2) d'entretiens occasionnels et informels avec des jeunes *enrajés*, des pairs-aidants ou des jeunes de la rue; ainsi que (3) des documents officiels de l'univers à l'étude, en l'occurrence, du RAJE citoyenne et du GIAP.

L'OP est une méthode qui impose des stratégies particulières d'entrée et d'intégration sur le terrain (Martineau, 2005). Si ces stratégies ont été négociées différemment au sein chaque OCJ, la première étape a toujours consisté à recevoir l'accord des responsables du projet. La seconde visait à se faire accepter par le groupe et à trouver une place pour participer. Pour ce faire, j'ai continuellement expliqué ma démarche et la raison de ma présence dans les rencontres du RAJE essentiellement. Pour les pairs, il semblait presque normal que je sois présente aux différentes instances de concertation. Ma place de chercheuse a toujours été clairement identifiée et identifiable en tant qu'observatrice externe. Toutefois, mon rôle était parfois moins en retrait. Effectivement, lors de certaines rencontres ou activités du RAJE citoyenne, mon opinion a plusieurs fois été sollicitée au même titre que celle d'autres participants. Toutefois, j'ai cherché à garder une certaine distance, surtout pour ne pas prendre la place des jeunes. Au sein du GIAP, ma participation était plus « active » en raison, justement, de mon statut d'évaluateur externe. Ce statut représentait plus une force qu'une faiblesse, parce qu'il me permettait d'avoir une fine connaissance du projet.

Notons qu'avec cette technique, le chercheur devient un outil et que ses caractéristiques (sexe, âge, origine sociale, apparence, langage, accent, etc.) influencent sa position, son rôle, sa place et partant, les données (Martineau, 2005). Les conditions de l'observation participante reposent donc sur la capacité du chercheur à s'intégrer, à se trouver une place et à s'adapter aux réalités du terrain et sur la capacité des acteurs à l'intégrer, à lui faire une place et à l'aider à s'adapter. Cette interaction demande non seulement du temps, mais de la patience, de l'humilité et de la réflexivité (Jaccoud et Mayer, 1997). Elle n'est pas facile, jamais acquise,



surtout sur des terrains en mouvement constant. La qualité du travail d'observation dépend en somme de l'attention sensible du chercheur. À ce sujet, la question est de savoir comment garder une trace de l'observation, des données, pour l'analyse et l'interprétation.

L'utilisation d'une grille d'observation représente un garde fou indispensable à la collecte de données en situation d'OP. Suivant le rôle que l'on va être capable de négocier, les conditions *in situ* et la faisabilité à prendre des notes, les données vont pouvoir être colligées, triées et analysées. Les notes de terrain sont à la fois les données et les premières étapes d'interprétation. La grille d'observation réalisée au début de l'entrée sur le terrain, en octobre 2010 (annexe F), a été utile pour trier les informations. Toutefois, son utilisation n'a pas été systématique. En fait, j'ai rapidement préféré tout noter de façon chronologique pour utiliser ensuite la grille d'observation afin de trier les informations pertinentes pour la recherche, un peu comme une technique de codification des données émergentes. Il m'a semblé que de cette manière, j'arrivais à objectiver les informations recueillies, à les mettre à distance, pour mieux les analyser.

En ce qui concerne le RAJE citoyenne, dès la rencontre avec les responsables du projet, il était évident que j'allais assister aux rencontres et aux actions et que ces présences allaient constituer des lieux d'OP. Mon rôle n'a jamais été officiellement défini, même si ma place de chercheuse était transparente. Je me suis toujours présentée comme une doctorante travaillant sur l'engagement, intéressée à ce titre aux actions du RAJE et à la place et au rôle des jeunes dans cet espace. Finalement, face à l'impossibilité de réaliser des entrevues individuelles ou de groupe au sein du RAJE exclusivement, l'OP est devenue le seul outil dont je disposais. J'ai donc essayé de m'intégrer dans les activités du RAJE, sans prendre la place des jeunes qui tentaient, eux aussi, de trouver un rôle au sein de ce mouvement en pleine émergence.

L'observation plus distanciée s'est en fait avérée impraticable, compte tenu de la configuration de cet espace d'engagement. Les réunions, les tours de parole, les délibérations, les votes à main levée, les questions des jeunes et la dynamique du groupe imposaient de participer. De

plus, une position de retrait aurait pu paraître irrespectueuse des jeunes qui eux, s'impliquaient et partageaient leurs opinions. Enfin, la présence d'autres adultes, des intervenants-participants, a sans doute facilité cette implication. Les jeunes ont d'ailleurs eu tendance à m'assimiler à l'exercice.

J'ai ainsi été présente lors des rencontres régulières du RAJE citoyenne entre octobre 2010 et juin 2011. Elles avaient toujours lieu le soir, dans les OCJ engagés (Auberges du Cœur ou Passages), après un souper offert sur place, intégrant les autres membres de l'OCJ. Il était question de stratégies d'action, de décisions importantes et par la suite d'affaires courantes du projet. J'ai également participé épisodiquement à des rencontres plus ciblées où l'on préparait les actions, les slogans, les banderoles, le fil de presse, etc. J'ai participé enfin aux manifestations où je donnais des coups de main pour distribuer les pancartes, tenir les banderoles ou interroger les jeunes avec la caméra du RAJE citoyenne. J'ai enfin collaboré aux activités plus sociales (repas), aux formations des intervenants et aux activités plus administratives de demandes de subvention. Ces formes de participation très diverses m'ont permis de saisir la réalité du projet à travers les différents temps, espaces et objectifs de l'action. Elles ont donné lieu à des conversations informelles et à la consultation de documents d'intérêt pour mon étude.

Quant au FER, le début de la période d'observation a suivi celle du RAJE citoyenne. Connaissant mieux le projet et les acteurs, il était plus facile de trouver une place lors des rencontres et lors du festival proprement dit. La plupart des réunions préliminaires ont eu lieu dans des temps où je n'étais pas disponible<sup>88</sup>, néanmoins, j'ai pu assister à certaines rencontres de préparation où peu d'échanges avaient finalement lieu en termes de délibération et de prise de décision importante, sur le fond comme sur la forme. Ainsi, pendant la période préparatoire, on peut dire que ma stratégie d'observation était externe au projet. Je n'ai pas pris la place des pairs et ils ne souhaitent pas non plus que je me mêle de leur travail. Il faut savoir que le FER est un événement important pour le GIAP, c'est la « marque de commerce »

---

<sup>88</sup> J'étais à l'époque en charge d'un cours universitaire.

des pairs-aidants. S'ils ont véritablement besoin du soutien de la coordonnatrice et du chargé de projet, notamment, ils mettent un point d'honneur à réaliser le reste seul. Par contre, ma participation a été plus importante lors des trois journées de festival. J'ai proposé mon aide partout où cela pouvait être utile et finalement j'ai participé au montage/démontage du site tous les jours, à la distribution des repas les trois jours, à la table d'accueil du FER, au travail des agents « tout va bien » en fin de festival<sup>89</sup>. J'ai également eu l'occasion de circuler librement sur le site et de croiser des jeunes que j'avais rencontrés au sein du RAJE citoyenne ou lors de mes entrevues de groupe.

### **2.3.3 Les notes de recherche**

J'ai utilisé un cahier de bord pour l'ensemble de mes activités de recherche de septembre 2010 à septembre 2012. Il s'agissait de noter tous mes rendez-vous, de décrire toutes les activités réalisées (sur le terrain et en dehors), de rendre compte des conversations informelles (avec des jeunes ou des intervenants, mais aussi avec des collègues), de noter des impressions, des déductions, des intuitions, des bribes d'analyse, de plans de travail et de coordonnées de contacts. J'ai plutôt privilégié l'usage de ce cahier pour prendre des notes pendant ou après les périodes d'observation. Ce cahier contient autant d'éléments de description que d'interprétation. Régulièrement l'ensemble de ces notes était trié de façon à analyser les informations, ou à noter les étapes chronologiques de la recherche.

### **2.3.4 La consultation documentaire**

Des documents officiels, des rapports d'activités internes, des documents à usage interne, des sites web, des films, des courts métrages, des photos et des conversations sur les réseaux sociaux ont été consultés et intégrés au corpus de données. Avec l'accord des OCJ j'ai eu

---

<sup>89</sup> Les agents « tout va bien » sont d'anciens pairs-aidants et des intervenants qui circulent sur le site pour s'assurer que tout se passe sans incident. Ils distribuent des verres en plastique pour les boissons, calment le jeu

accès à ces sources documentaires. Si cette démarche apporte une meilleure connaissance des OCJ, des activités et des jeunes, elle offre également une source d'informations considérable, surtout dans le cas du RAJE citoyenne, qui a rapidement utilisé la vidéo et les réseaux sociaux (blog et *Facebook*) comme support d'action collective. Ces outils de collecte de données médiatiques ont fait l'objet de la même attention que les autres en termes de grille ou de consignes de lecture et de transcription des données : animation du blog; sources des données; fréquence de l'utilisation du blog ou du site *Facebook*; thématiques abordées; concordance de ces thématiques avec les sujets traités lors des rencontres du RAJE; etc. (Alami, Desjeux, et Garabuau-Moussaoui, 2009; Fines, 2010). Le tableau VI fait état des sources d'informations utilisées dans cette recherche.

**Tableau VI : Les sources d'information**

SOURCES/SITES	RAJE	GIAP	TSF	POPS	PASSAGES
FG	n.s.p. <sup>90</sup>	2 FG avec les pairs-aidants	1 FG avec l'équipe de jeunes	5 FG	1 FG
OP	Réunions, manifestations, rencontres informelles, blog et site Facebook	Rencontres de préparation au FER, participation à l'organisation du FER, évaluations annuelles du GIAP	repas	Repas, discussions informelles avec des jeunes et des intervenants, rétroaction	Repas, invitation à des activités artistiques (pièce de théâtre), rétroaction
Documentation	Blog, Facebook, Vidéos, Film, affiches, demandes de subvention	Données de monitoring, demandes de subvention, documentation interne, site Web	Site Web : vidéos et émissions de radio	Site Web	Site web
Journal de bord	Notes personnelles, analyse et résumés de rencontres ou de moments d'observation.				

lorsque c'est nécessaire et invitent les jeunes à quitter le site à la fin de la journée.

<sup>90</sup> NSP : ne s'applique pas.

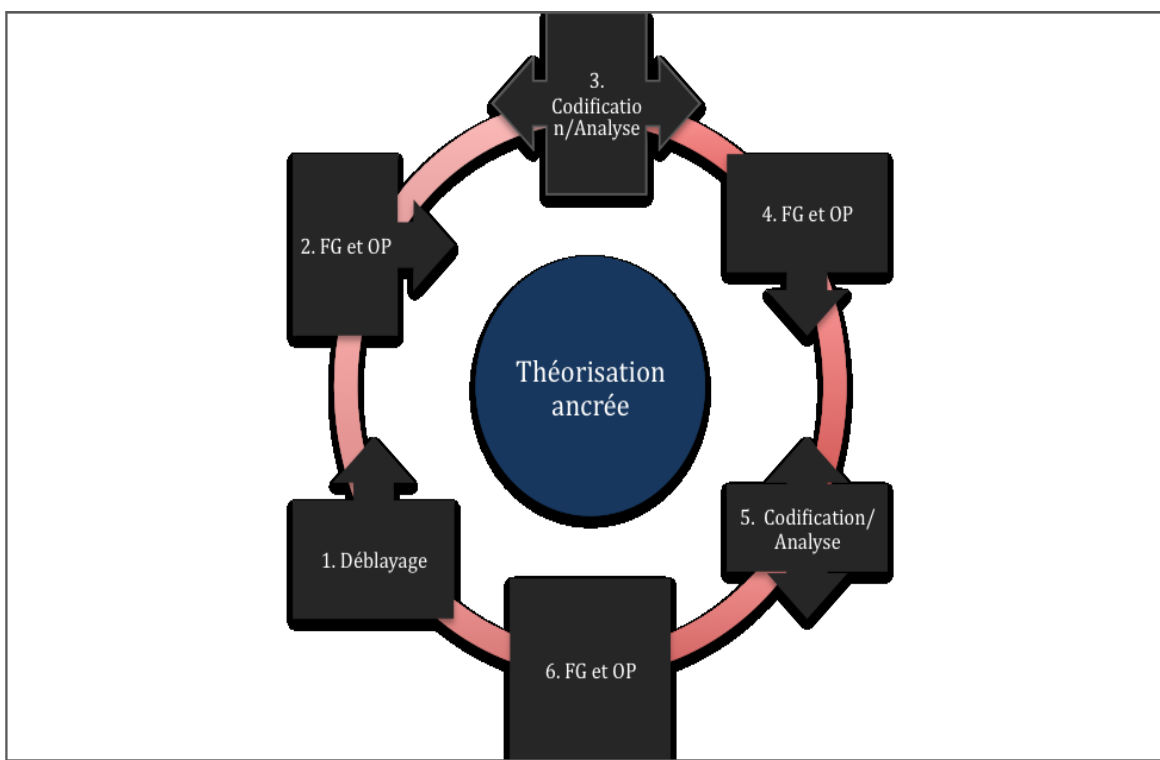
### **3. Le processus d'analyse et d'interprétation**

L'interprétation des sources de compréhension de l'engagement ne repose pas, dans cette thèse, sur une logique hypothético-déductive selon laquelle la recherche sert à vérifier, à déduire, ou à clarifier des faits et des théories en fonction de nouvelles connaissances. Selon cette perspective, les hypothèses forment des déductions qui sont opérationnalisées pour procéder au recueil de données (Lessard-Hébert, Goyette, et Boutin, 1996). À l'inverse, une démarche inductive vise à « écouter » les données (Paillé, 1996), à « les faire parler », à faire émerger les éléments de signification et d'interprétation (Deslauriers et Kérésit, 1997; Glaser et Strauss, 2002). Dans une telle approche, la question de recherche et le choix des paramètres étudiés et observables sont construits durant le travail de recueil de données (Paillé, 1994). Cette dernière approche, compte tenu de l'insuffisance de connaissance préalable sur l'engagement des jeunes en situation de marginalité, a semblé d'autant plus pertinente et nécessaire. La construction de l'objet étudié ne s'est donc pas faite en isolant une partie de la réalité, mais en problématisant progressivement le phénomène de l'engagement suivant les discours et les actions des jeunes à l'étude.

Globalement, la méthodologie de cette thèse se rattache à un processus itératif, réflexif et partant, évolutif. Il s'est agi de procéder au fur et à mesure, par triangulation des données issues des entretiens de groupes, des échanges informels et des périodes d'observation participante, afin d'avancer pas à pas dans la compréhension et l'interprétation. La démarche d'analyse s'inscrit donc en grande partie dans la « théorisation ancrée », véritable mouvement dialectique entre l'enquête et l'analyse (Glaser et Strauss, 2002). Selon les termes de Laperrière (1997, p. 329), l'enjeu de cette démarche est la production de « matrices », intéressantes uniquement pour leurs « sous-entendus » soit, ce qu'elles permettent de révéler après analyse : « [...] Ces matrices servent à ordonner et à comparer les données, autant pour la formulation que pour la vérification d'hypothèses ». La démarche progressive de codification des données selon les éléments d'analyse émergents, a consisté à construire des « catégories analytiques » (ou « conceptuelles ») ou encore, des « schèmes explicatifs » puis

des matrices (annexe H). Selon Deslauriers et Kérésit (1997, p. 102), on « [...] élabore des concepts, stylise la réalité pour la rendre intelligible, procède à des comparaisons systématiques ». Cette démarche est à distinguer de la simple description de la réalité observée et décrite par les sujets. L'analyse a connu des transformations et des évolutions au cours de la recherche. Le schéma qui suit présente les détails de cette démarche sur le terrain de l'enquête.

**Figure 4 : Démarche de recherche par « théorisation ancrée »**



Comme l'illustre ce schéma, la théorisation ancrée s'applique dans la phase de délimitation du terrain de recherche (1), de recueil des données (2; 4; 6) et d'analyse des résultats (3; 5). La participation des jeunes s'est traduite par leur implication dans la définition de l'engagement et de ses conditions d'émergence ainsi que dans la validation, la discussion et le partage des résultats. Les analyses progressives des entrevues de groupe m'ont également conduit à clore

certains terrains, en raison de la saturation « théorique »<sup>91</sup> des données recueillies ou de l'impossibilité de recruter de nouveaux jeunes (BDR et Passages). Cette démarche méthodologique va en fait de pair avec la démarche d'analyse réflexive, inductive et évolutive (Lessard-Hébert et al., 1996).

Face à la complexité de cette démarche nécessitant rigueur et régularité, tant dans les méthodes de saisie que d'interprétation, des stratégies d'analyse ont été mises en œuvre tout au long de la recherche.

### **3.1 La démarche**

En principe, d'après Paillé (1994), la méthode d'analyse par théorisation ancrée nécessite de procéder par plusieurs étapes précises : la codification (reformuler les données selon des occurrences), la catégorisation, la mise en relation (déterminer les ressemblances entre les catégories de données codifiées), l'intégration (renommer l'objet), la modélisation (schématiser le phénomène étudié) et la théorisation (saisir la complexité du phénomène étudié).

Après chaque FG, j'ai résumé en quelques pages (4-5) l'entrevue, pour couvrir les éléments essentiels, comme des données non verbales, par exemple. Ce court texte sert à reconstituer le climat de la rencontre, la structure du discours et enfin, les principales thématiques abordées ainsi que les impressions et les réflexions qui apparaissaient (le plan de ces résumés est disponible en annexe G). Comme je l'ai expliqué, la grille d'observation a été employée par la suite pour reprendre et synthétiser les données recueillies. Les conversations informelles ont

---

<sup>91</sup> Selon Glaser et Strauss (2002, p. 158), la saturation théorique fait partie intégrante du processus itératif : « Le critère pour décider d'arrêter la sélection des différents groupes pertinents pour une catégorie est la saturation théorique de cette catégorie. Saturation signifie qu'il n'y a plus de données disponibles à partir desquelles développer les propriétés de la catégorie. La répétition régulière d'exemples similaires constitue pour le chercheur le signal empirique de la saturation de la catégorie. »

également été retranscrites, de façon synthétique. Ces informations sont moins complètes, mais elles participent également de cette démarche d'analyse itérative. Tous ces procédés consistent déjà en un travail de réflexion et d'interprétation à la base du processus de construction progressif, réflexif, dynamique et évolutif de la recherche (Glaser et Strauss, 2002). Il participent en fait de cette « méthode comparative continue » propre à la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 2002).

Si ce premier procédé analytique est indispensable et intéressant, il n'est cependant pas suffisant pour la compréhension et l'interprétation de l'engagement. Il permet surtout de trier les informations pour mieux les analyser par la suite, d'éviter de perdre trop de données, mais aussi, de progresser dans la démarche de recherche en procédant aux étapes de codification, catégorisation et mise en relation des données. L'analyse plus approfondie de ce matériel m'a ensuite conduit à classer de manière plus précise toutes les informations selon des « unités d'analyse » ou « catégories conceptuelles ».

Les données ont donc fait l'objet d'un traitement progressif qui repose sur plusieurs niveaux d'analyse. Le corpus empirique de cette recherche est constitué de données et de sources hétéroclites qu'il a fallu rassembler et mettre en lien. La première étape a consisté à mettre en évidence des thématiques principales selon un codage « ouvert ». Chacune de ces unités a fait l'objet d'une catégorisation, c'est à dire, d'un choix de titre ou « code conceptuel » (Paillé, 1996), d'une description de contenu et d'extraits pertinents d'entretiens ou de notes de terrain.

Par exemple, après un premier tri des informations recueillies, j'ai observé que des propos se rapportaient très souvent aux traits sociétaux influençant négativement l'engagement (l'individualisme, le manque de solidarité, ou le repli sur soi), aux structures militantes incompetentes (absence de vision globale, manque de moyen, ou manque d'organisation), à la situation de rue (problèmes sociaux, ou manque de moyen), au *background* (influence négative du milieu familial) ou encore à la répression policière (arrestations dans les manifestations). L'ensemble de ces thèmes se rapporte aux *contraintes* de l'engagement, titre



choisi pour qualifier cette catégorie de données qui traite du manque de ressources nécessaires à l'engagement, des représentations de l'engagement et des perspectives d'analyse sociétales.

Les thématiques ont d'abord été relevées dans les entrevues de groupe à partir d'une codification élaborée au fur et à mesure de la récurrence d'une catégorie de données dans le corpus. Elles ont été complétées ensuite par les notes de terrain - observation participante et cahier de bord - puis approfondies par les thématiques qui apparaissaient dans l'analyse du blog et du site *Facebook* du RAJE citoyenne. Cette méthode consiste à rendre compte des éléments récurrents des discours et des actions ainsi que des propos en contradiction avec les autres thématiques principales. Un premier niveau d'analyse a consisté à déterminer le type de résultats en fonction des sujets de conversation, des actions observées et des écrits recueillis. Ainsi, ce premier niveau de classification des données a été créé selon des « unités » de sens différents : les répertoires d'action et les formes d'engagement; la place de l'engagement dans la vie des jeunes; les centres d'intérêt; les freins à l'engagement; les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement; et les actions collectives du RAJE citoyenne et du GIAP. Ensuite, pour chacune de ces « unités », des types de données ont été associées et mises en relation: récits d'engagement; actions; et représentations.

Pour l'unité des formes de l'engagement précisément - ou « performances », des classes d'énoncés significatifs ont été repérées dans les entrevues de groupe d'abord. Mes principales thématiques au départ sont : la révolution; les manifestations; le vote; les groupes « alternatifs »; les arts; le mode de vie à la marge; et la communauté. Un système de codification qualitatif simple m'a permis d'établir une première répartition des données selon laquelle j'ai ensuite décortiqué de la même manière les données issues des autres techniques de recueil (les observations participantes des actions du RAJE citoyennes et du GIAP), afin d'affiner mes catégories analytiques. Dans un premier temps, le corpus de données a ainsi été subdivisé, classé et codifié sous la forme d'un tableau (annexe H). Par la suite, l'analyse plus approfondie de ces catégories, de ses contours m'a permis de comprendre les différentes prises de position des jeunes face à ces performances : le rejet du vote, l'artivisme, le boycott, ou

l'engagement à la marge. Pour finir, ces prises de position semblaient indiquer que les jeunes développent des formes alternatives d'engagement (chapitre 4). Cette étape de l'analyse par théorisation ancrée correspond à l'intégration des données.

La récurrence de certaines données comme l'importance qu'elles ont pour les acteurs, ont guidé ce travail. Alors que la première étape vise essentiellement à réduire le matériel, la seconde repose sur l'analyse de ces thématiques principales. Il s'agissait de les classer à nouveau selon des catégories conceptuelles de résultats. Dans un deuxième temps, ces thématiques ont donc été confrontées aux représentations théoriques de « l'espace » d'engagement, dans le prolongement des travaux sur les mouvements sociaux et la sociologie de l'engagement, cela à partir d'une réflexion sur les sphères traditionnelles et alternatives de participation politique, notamment (chapitre 5). Cela constitue, en quelque sorte, l'étape de modélisation.

En somme, les thématiques et les catégories ont été réparties selon : (1) les contraintes et les conditions d'émergence; (2) les formes ; et (3) les espaces de l'engagement. Les deux premiers niveaux d'analyse sont plutôt descriptifs (1-2) alors que le troisième niveau est davantage conceptuel (3) en ce qu'il propose une nouvelle lecture des résultats et des analyses. Finalement, la dernière étape de ce travail analytique par théorisation ancrée a débouché sur une théorisation de l'« alter-engagement » des jeunes en situation de marginalité (chapitre 5).

## 4. Encadrement scientifique et éthique

### 4.1 Critères de scientificité

En situation de FG et d'observation participante, la méthodologie de recherche qualitative est éprouvée à travers l'application systématique de critères de scientificité qui balisent les différentes actions du chercheur.

Le premier critère repose sur l'objectivité. Il est somme toute ambigu à expliciter tant il fait référence à l'idée de « vérité » (Lessard-Hébert et al., 1996). Or, l'on sait que l'interprétation du chercheur vient « médiatiser » les données émergeant du terrain<sup>92</sup>. La subjectivité du chercheur est une véritable donnée de recherche à prendre en considération. Ce qui ne veut pas dire pour autant que toute vérité est relative. L'objectivité est plutôt un objectif vers lequel on tend, à travers notamment la systématisation d'une démarche, la transparence des explications des différentes procédures adoptées (Lessard-Hébert et al., 1996).

Selon Kirk et Miller (1986), la systématisation de la démarche passe par la recherche de la « fidélité » et de la « validité » de la méthodologie. La fidélité revient à travailler selon les mêmes procédures de sorte que l'on retrouve les mêmes résultats n'importe quand. Sur ce point, les conditions de recherche étaient très différentes d'un OCJ à l'autre et d'une période d'observation participante à l'autre. Cela étant, le principe de rigueur a toujours été recherché à travers la construction d'une démarche progressive, authentique et constante. Le traitement des données a consisté à mettre en évidence certaines « variations accidentelles » (Gohier, 2004). La validité renvoie, quant à elle, aux procédures d'interprétation, assurées ici par la

---

<sup>92</sup> D'ailleurs, en toute subjectivité, je pense qu'il est particulièrement important de partir d'un préjugé positif à l'égard des jeunes, de la même manière, me semble-t-il qu'un travailleur social s'investit dans son travail. C'est pour moi à la fois une question d'éthique, de respect, d'ouverture à l'autre, mais aussi une question de lutte contre les préjugés négatifs et les idées reçues sur les jeunes en situation de marginalité.

répétition systématique de l'ensemble des démarches de recherche, par l'application des mêmes procédures pour les FG et pour la conduite des temps d'OP. De même, la validité repose ici sur le principe de la triangulation des données, soit la mise en relation des données issues des différents instruments de recherche :

En faisant appel à plusieurs méthodes et sources de données, on limite les biais causés par des erreurs de mesure. [...] Cette triangulation des données permettra au chercheur de combler les lacunes ou biais de chacune des méthodes ou des sources d'information dont il fera usage (Gauthier, 1998).

À cet effet, la « crédibilité » de la recherche, appelée par certains auteurs « validité interne », renvoie également à la vérification des résultats. Le chercheur s'assure de la validité de ses données, de la concordance de ses interprétations avec les propos des acteurs, comme avec les actions observées. Plusieurs stratégies ont permis de s'assurer de la crédibilité des résultats et de l'analyse, ainsi que le transfert des conclusions de la recherche auprès des acteurs. Parmi ces stratégies notons la mise en relation entre les résultats de cette thèse et d'autres travaux, le partage et la mise en discussion des résultats avec certains acteurs. En ce qui concerne l'OP, le journal de bord est un outil permettant à la fois de constituer une aide à la mémoire, à l'expression de la subjectivité et au refoulement face à la solitude. En outre, la participation offre également un cadre plus dynamique et moins solitaire à l'enquête. Les descriptions, ont ainsi pu être complétées et rapportées à la grille d'observation et à l'objectif de la recherche, afin de s'assurer d'un cadre d'analyse rigoureux.

De plus, la présence d'autres chercheurs, notamment au sein du RAJE citoyenne, m'a permis de participer à des échanges constructifs et ainsi, de m'assurer des interprétations de mes résultats. Mes activités d'étudiantes au doctorat telles que la participation à des colloques ou la rédaction d'articles ont, en outre, représenté des moments importants de prises de recul, de mises en perspective des résultats, d'échanges sur la méthode, etc. Ces événements scientifiques ont jalonné ma démarche, aidé à l'analyse et au développement des stratégies de recherche. Alors que j'avais proposé de présenter et de discuter les résultats de la recherche à l'ensemble des terrains, cela n'a été possible que dans deux endroits. Cela étant, je continuerai

de proposer cet échange dans les autres ressources, profitant du calendrier de la fin de la thèse pour échanger autour du produit final et inviter les différents acteurs à la soutenance.

Par ailleurs, la validité de cette méthodologie est confirmée par la « saturation empirique » des données (Glaser et Strauss, 2002). La saturation des données fût atteinte au fur et à mesure du recueil et de l'analyse immédiate, lorsque les données recueillies ont été jugées redondantes. Cette forme de saturation est atteinte lorsque l'on peut généraliser un résultat à l'ensemble des données recueillies. On cherche ainsi à repérer des régularités et des répétitions d'éléments. Ensuite, l'on formule des hypothèses, sans aboutir à des relations causales, mais plutôt à des comparaisons analytiques. La « cohérence théorique » est assurée par l'analyse constante des données (Laperrière, 1997).

## **4.2 Repères éthiques**

Toutes les démarches de recherche, de la phase de déblayage, à l'enquête, jusqu'à la rédaction de la thèse, ont été pensées selon des repères éthiques, à l'instar d'une posture de recherche respectueuse de l'intégrité des acteurs. Elles ont été adaptées à chaque personne, mais aussi à chaque terrain, en fonction des règles et des approches des organismes communautaires. Enfin, ces démarches ont été encadrées par un certificat d'éthique obtenu auprès du Centre d'éthique de la recherche en arts et sciences de l'Université de Montréal (Annexe A). Comme je l'ai déjà évoqué, la présentation formelle de la recherche a été effectuée dans chaque OCJ. Ces moments étaient importants pour faire connaissance et pour s'accorder sur la manière de réaliser la recherche, mais aussi pour expliquer certains aspects de la démarche, comme les objectifs de recherche, l'observation participante et les entrevues de groupe. Par exemple, le responsable de Chez Pops m'a demandé de ne pas rémunérer les jeunes, l'idée étant de ne pas financer la consommation de drogues. Afin de proposer un protocole de recherche égalitaire pour tous les jeunes rencontrés, j'ai décidé de généraliser cette posture à l'ensemble de la recherche. L'adaptation du chercheur aux situations de recherche est un autre élément de la posture éthique : ajuster son langage pour être accessible et compréhensible, mais aussi

respectueux, adapter son dispositif de recherche, ses outils de cueillette et d'analyse, ses horaires, sa tenue, etc.

Afin de permettre aux jeunes de participer aux FG sur une base libre et volontaire, un formulaire de consentement a été présenté et signé par les participants (annexe E). C'était un moment important au début de chaque rencontre qui permettait de revenir oralement sur le cadre de la recherche, la démarche et l'utilisation des données. Il ne s'agissait pas de servir la recherche à tout prix, mais bien de respecter les jeunes dans leur personnalité, leurs prises de position, leurs aspirations et leurs difficultés. J'ai donc cherché à montrer mon intérêt et mon respect de la situation des jeunes rencontrés, en présentant ma conception du travail de chercheur dans le contexte de cette recherche (posture épistémologique). J'ai également veillé à accompagner ces jeunes lors des entretiens avec humilité, respect et intérêt, en essayant de créer un climat égalitaire, ouvert d'esprit et dynamique. L'entretien pouvait à tout moment être arrêté, selon le souhait des interlocuteurs. Certains jeunes se retiraient librement, parfois pour prendre une pause, aller fumer et revenir plus tard, parfois parce qu'ils désiraient mettre fin à leur participation. Cette possibilité a toujours été offerte au début de chaque entrevue de groupe et elle a parfois été rappelée en cours d'échanges, lorsque cela semblait nécessaire. De toute évidence, les différents lieux ont toujours permis cette libre circulation. Une minorité de jeunes quittaient régulièrement les FG.

En ce qui concerne l'OP, il était plus difficile de procéder de cette manière. Si ma participation a été négociée au préalable avec les responsables du RAJE citoyenne et du GIAP, ma présence aux rencontres internes, notamment celles du RAJE citoyenne, n'était pas renégociée à chaque fois avec les jeunes. Je me suis néanmoins efforcée de me présenter clairement à chaque rencontre<sup>93</sup>. L'encadrement éthique des différentes activités auxquelles je participais reposait sur ma capacité à trouver une place, sans prendre celle des autres. L'intégration au groupe n'a jamais posé de problème. Il est même intéressant d'observer que j'employais rapidement la

formule du « nous » pour présenter le RAJE citoyenne, notamment auprès des étudiants de mes différents cours. Le retrait sur le terrain s'est effectué petit à petit, sans moment officiel. Cela n'a pas posé de problème, tant les jeunes vont et viennent dans le projet. J'ai néanmoins gardé des liens avec les acteurs du RAJE et du GIAP qui m'amènent à être encore présente pour certaines manifestations ou activités d'évaluation. Notons qu'un travail de réflexion sur le projet RAJE citoyenne a fait l'objet de plusieurs articles et conférences, avec la participation active du coordonnateur du RACQ (annexe D). En outre, on l'a souligné, un article sur le FER est toujours en projet.

## 5. Limites et difficultés d'enquête

Parmi les biais des FG recensés dans la littérature on retrouve la représentativité des groupes homogènes. L'analyse des résultats montre, au contraire, une richesse des échanges. De plus, l'ouverture de plusieurs filières a atténué largement ce biais. De même, si le fait que certains jeunes se présentent plusieurs fois aux entretiens de groupe a pu être redondant, cela présentait en réalité l'avantage d'aborder en profondeur certains aspects de l'engagement et des trajectoires. Rappelons, en outre, que les jeunes se connaissent et fréquentent souvent les mêmes espaces.

Une autre limite qu'il est important de souligner concerne la généralisation des résultats. Les interactions entre les jeunes lors des entretiens forment un moment unique et non reproductible. Cette rencontre est à chaque fois provoquée sur l'instant en fonction des possibilités de recrutement *in situ*. C'est un moment artificiel et circonstanciel. Si chaque entretien de groupe a connu un déroulement différent, au gré des échanges et des allées et venues des jeunes, c'est qu'il est apparu nécessaire de prendre le terrain « tel qu'il va ».

---

<sup>93</sup> À ce sujet, il faut comprendre que les jeunes vont et viennent au sein du RAJE citoyenne notamment. De ce fait, leur accord n'a pas été sollicité à chaque rencontre, même si mon rôle était clairement présenté lors des traditionnels tours de table.

Par ailleurs, la contradiction qu'il peut y avoir entre observation et participation – sachant que l'on ne fait totalement ni l'un ni l'autre – est contournée par l'alternance entre l'une et l'autre de ces postures, que ce soit au sein du RAJE citoyenne et du FER. De plus, la diversité des activités observées, la variété des terrains et des périodes consacrées à d'autres activités professionnelles, renforcent l'objectivité.

Enfin, les FG, comme l'OP, sont des méthodes efficaces qu'il a fallu affiner petit à petit pour trouver une formule adaptée aux jeunes, aux ressources et à la recherche. Il a presque fallu organiser ces activités sur la base d'un rythme régulier, afin de voir plusieurs fois les mêmes jeunes et de trouver un climat d'entrevue propice aux échanges en profondeur. Cette recherche sur l'engagement des jeunes en difficulté permet, en somme, d'envisager d'aller plus loin, en termes de comparaison des résultats à d'autres jeunes ou d'approfondissement d'une dimension se rapportant aux contraintes, aux conditions d'émergence, aux performances ou aux espaces.

En conclusion, la démarche de cette thèse vise à documenter les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement des jeunes en situation de marginalité, c'est-à-dire, étudier les facteurs de l'engagement et du désengagement à partir de sources qualitatives que sont les points de vue des acteurs et les logiques des « performances » observées. Cet exercice est d'autant plus intéressant que les données, issues de l'OP, portent en partie sur la genèse et la structuration du RAJE citoyenne et sur l'organisation du FER. Il est rare de trouver des recherches sur les mobilisations émergentes et, partant sur les conditions rendant possibles l'engagement et la mobilisation en cours d'action (Cadiou, Dechezelles, et Roger, 2007).



## Chapitre 3 : Les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement

L'ensemble de mes données indique que des obstacles, parfois impossibles à surmonter, entravent l'engagement et favorisent la défection, le retrait, voire, le rejet de formes d'engagement traditionnelles. Au-delà de l'« apathie » et du « cynisme » analysés par nombre d'auteurs, il semble donc important de saisir les facteurs qui empêchent d'agir ou qui poussent certains jeunes à développer des formes particulières de prise de position. Parmi les éléments récurrents dans les discours, on trouve, entre autres, des explications relatives aux conditions de vie à la marge, au niveau de maturité, au manque de ressources matérielles ou culturelles (manque de moyens, ou sentiment d'incompétence). Les jeunes rencontrés ont aussi abordé « la mise hors-jeu » forcée par le poids du contexte politique et social dans lequel ils évoluent (Muxel, 2010), notamment la criminalisation de leurs pratiques dans la rue (ressources relationnelles). En outre, ils ont été également critiques à l'égard de l'offre d'engagement disponible dans l'espace des mouvements sociaux (ressources organisationnelles).

Les raisons évoquées de s'engager mettent en lumière d'autres formes de contraintes et de conditions d'émergence d'un engagement. Il y a effectivement des liens entre la situation de marginalité, les motivations à s'impliquer et la nature des organisations choisies, comme il y a des liens entre les représentations de l'engagement et les postures de non-engagement. Notons que face à la répétition de propos sur les difficultés pour « s'impliquer »<sup>94</sup>, terme qu'ils emploient pour qualifier l'engagement, il a fallu parfois orienter les questions sur ce que les jeunes souhaitaient faire, plutôt que sur ce qu'ils faisaient réellement. Je les ai donc aussi interrogés sur leurs idéaux pour essayer de comprendre leurs motivations, leurs représentations, ainsi que le sens et la place de l'engagement dans leur vie.

---

<sup>94</sup> Les propos entre guillemets sont extraits de FG ou d'entrevues informelles avec les jeunes dans les OCJ, le RAJE citoyenne et le GIAP.

L'analyse des conditions du passage à l'acte met ainsi en évidence des déclics personnels, sociaux, contextuels et organisationnels. Les « séquences » d'émergence du RAJE citoyenne et du FER montrent que les modalités de l'engagement reposent parfois sur un cadre de « participation suscitée » (Bennour, 2006). L'ensemble de ces déclencheurs donne à l'engagement sens et logique, « direction », « signification » et « incarnation » (Bobineau, 2010).

## 1. De nombreuses contraintes

Les caractéristiques de la situation de marginalité – au plan économique, sociétal et *dispositionnel*<sup>95</sup> – révèlent d'importantes difficultés de mobilisation (Malinas, 2007). D'autres éléments, comme les représentations du « militantisme », de « l'activisme » ou de l'offre d'engagement, contribuent à l'improbabilité de certaines prises de position. L'analyse des propos des jeunes selon ces différentes perspectives met ainsi en exergue (1) la faiblesse des ressources (matérielles, cognitives, culturelles et organisationnelles), (2) les caractéristiques des liens sociaux et de la position « défavorable » des jeunes dans l'espace social (ressources relationnelles), (3) les dimensions importantes des trajectoires de non-engagement (ressources expérientielles), ainsi que (4) les figures de l'engagement (perceptions des jeunes).

---

<sup>95</sup> Notons que ce cadre d'analyse s'inspire des travaux de Malinas (2007) sur l'action collective des sans-abri au Japon. Les recherches étant différentes en termes de contexte géographique et d'environnement, j'ai uniquement repris les grandes lignes de ce triptyque des perspectives économiques, sociales et *dispositionnelles*, auxquelles j'ai ajouté une autre perspective d'analyse liée aux représentations des jeunes. En outre, j'ai inscrit dans ce cadre le concept transversal et multidimensionnel de « ressources » matérielles, culturelles, relationnelles cognitives ou expérientielles (Stangherlin, 2006).

## 1.1 La faiblesse des ressources

La faiblesse des ressources est observée ici à travers l'impact de la situation de marginalité pour l'engagement et son improbable émergence : en termes de ressources personnelles et collectives.

### 1.1.1 Ressources personnelles

Sans que la question ne leur ait été directement posée, les jeunes ont spontanément identifié de nombreux freins à l'engagement en lien avec leur situation personnelle<sup>96</sup>. Cela représente même une grande partie des résultats. Ces données ont été confirmées par les entretiens informels et par l'observation participante au sein du RAJE citoyenne et du GIAP.

Le manque de moyens matériels est un important facteur de non-engagement lié directement à la situation de marginalité. Le thème de l'argent est souvent apparu dans les conversations pour exprimer l'idée selon laquelle : « sans argent, on ne peut rien et on ne peut surtout pas se battre contre le système » (FG). Considérant que les *ressources matérielles* sont aux mains des « puissants qui écrasent les pauvres », l'engagement n'a de sens, pour les jeunes, que si l'on s'arme de ressources équivalentes. Dans cette perspective, l'engagement est alors peine perdue.

Les jeunes interviewés se demandent aussi comment traduire l'engagement dans leur mode de vie, comment « acheter vert », lorsque l'on a déjà « du mal à joindre les deux bouts » ?

---

<sup>96</sup> La situation de marginalité se traduit par divers problèmes sociaux : pauvreté, précarité, itinérance, difficultés d'hébergement, problèmes de santé, faibles relations sociales, absence de diplômes, chômage, délinquance ou consommation de drogues. Les données sur la situation de marginalité des jeunes n'ont pas été recensées par des analyses statistiques réalisées auprès de l'échantillon à l'étude, mais les jeunes ont tous évoqué, de façon directe ou indirecte, certains de ces problèmes sociaux. En outre, le fait qu'ils aient été rencontrés dans des OCJ s'explique par la prégnance de l'une ou plusieurs de ces difficultés sociales.

Comment « se regrouper », alors « qu'on a déjà du mal à s'occuper de soi » ? La plupart des jeunes vivent en effet des situations de grande pauvreté qui imposent de trouver d'abord les moyens de survivre au quotidien, réduisant à la fois énergie et disponibilité :

[...] Je suis déjà tellement concentré à me sortir moi-même du trou, comment je pourrais...Que veux-tu que je fasse d'autre ? Moi je pense qu'avant d'aider les autres, il faut commencer par s'aider soi-même (FG).

De ce fait, le sujet de recherche en gênait certains qui s'interrogeaient sur l'intérêt même d'une telle réflexion pour eux comme pour les autres. Très engagés dans leurs démarches d'insertion sociale et professionnelle, ils ont parfois du mal à s'intéresser à autre chose qu'à leur projet personnel : trouver un revenu, dénicher un logement à prix abordable, décrocher un diplôme, trouver ou maintenir un emploi, sortir du système d'aide des OCJ et des programmes d'aide financière du gouvernement, ou encore fonder une famille.

Le thème des ressources matérielles a largement été documenté et étudié dans la littérature sur l'engagement des personnes en situation de marginalité (Damon, 2002). La description des situations de précarité des sans-papiers (Antony, 2010; Siméant, 1998), des prostitués (Mathieu, 2001) ou des chômeurs (Demazière, 1996) montre les conditions objectives du non-engagement ou du désengagement de ces groupes de population à « ressources faibles » (Maurer et Pierru, 2001). Il appert que l'absence de *ressources cognitives* favorise également le non-engagement : la maîtrise des langues, la connaissance du droit ou la capacité à produire des analyses critiques, à prendre de la distance avec les rôles et les normes (Stangherlin, 2005 : 34).

Si le sentiment d'être différent peut être une source d'engagement ou de revendication idéologique, il traduit souvent une contrainte, à la fois pour la transition vers l'âge adulte et pour toute forme de prise de position. Pour s'engager, l'individu doit en effet prendre une distance critique par rapport à sa situation personnelle afin de transformer le rejet des normes dominantes en analyse critique (Stangherlin, 2006). Or, le passage à la vie adulte est complexe et périlleux pour nombre de jeunes rencontrés qui se sont parfois marginalisés, dans la rue

surtout. Cette expérience, quand elle est canalisée, donne parfois lieu à des formes d'engagement, mais souvent, elle laisse place au refoulement, pour « oublier » ses difficultés :

- Je veux en sortir de ces affaires [de la rue], c'est juste que moi, j'essaie d'oublier que je suis là-dedans.

- **Tu parles de colère ?**

- Oui, c'est tellement refoulé que... je suis capable d'agir, mais ça ne me sert à rien de me frustrer quand le responsable n'est même pas là devant moi. Je réagis contre qui ? Comment ? (FG).

La « colère refoulée », dont parle ce participant, correspond à l'impuissance liée à la situation de marginalité, ou plus précisément au manque de ressources cognitives. Les jeunes interrogés n'ont effectivement « pas le temps » ni « l'espace mental » pour se préoccuper de politique ou pour penser à autre chose qu'à leur propre survie. Ces éléments touchent en fait au manque de ressources matérielles et cognitives. Certains ont exprimé le sentiment de se sentir « débordés » par les événements. Or, comme ces jeunes le disent : « il ne peut pas y avoir de place pour l'engagement quand il n'y a pas de place pour prendre soin de soi ». D'autres ont carrément choisi de vivre pleinement leur « trip » dans la rue, sans se préoccuper du reste. La rue « peut rendre complètement fou » et déconnecter certains de la réalité :

- Un tas de mes amis dans la rue voient des démons. Tu sais, ils n'ont plus toute leur tête. Ils sont en train de prendre de la cocaïne. Et je les vois danser, et aller, aller, aller, les démons, les démons...

- Oui les drogues c'est un sacré problème. Tu ne peux pas juste en prendre et penser que rien ne va t'arriver (FG).

De plus, si nombre de jeunes accusent « le gouvernement » ou « la société » d'être responsable de leur exclusion, l'absence de perspective d'avenir en dehors de la marge est selon eux un frein considérable à l'action. Ce qui peut sembler être une forme de défaitisme se transforme finalement en apathie. Il faut comprendre que, d'après eux, la « propagande » et le « lavage de cerveau » empêchent toute forme de prise de distance critique sur la situation de marginalité :

- c'est dur [de stopper la consommation]. Même dans la rue. Il y a deux jours je me disais en voyant tous mes amis et toute cette boisson : c'est le gouvernement. Tout le monde pourrait se rassembler et faire quelque chose de tellement beau et positif. Mais tout le monde est sur la tangente et c'est dur de faire quelque chose de consistant qui nous sorte de là.

- Je ne pense pas que l'on puisse changer les choses. Tu ne peux pas te projeter autrement dans la société. Même mon ami avec qui on parle de tout, il se dit qu'il n'y

a rien de mauvais avec la télé allumée en permanence. Il me disait même que ça te donne plus de vocabulaire. Ce qui se passe avec la télé c'est que tu deviens juste habitué à ça et pour moi, c'est comme si tu ne savais pas, à un certain niveau subliminal, ce que les pubs t'injectent dans le cerveau. Tu n'es pas conscient de ça, mais on te dit quoi penser. Et toi tu te dis que ça ne donne aucun ordre, tu penses que c'est normal, c'est comme un ami. Tu te dis que les pubs ne veulent rien dire, mais à la suite de ça, tu vas te retrouver à acheter du *Mc Do* [rires]. Non ça ne fait rien, c'est juste de la propagande et du lavage de cerveau, ça hypnotise les gens sans qu'ils s'en aperçoivent, alors qu'ils pensent que la liberté de penser existe toujours ! (FG).

D'après certains jeunes interrogés, la « manipulation », qu'ils entrevoient dans les « méthodes du gouvernement », « l'esprit capitaliste » ou « la télévision », peut avoir pour effet négatif de se résigner, de « s'en foutre de tout et [particulièrement] de l'engagement », de préférer « continuer de consommer en pensant être libres ».

D'autres facteurs entravent l'« implication », comme le sentiment qu'il est « inutile » et vain d'agir et enfin, la « peur de s'engager et de montrer publiquement ses opinions ». Comme le soulèvent nombre d'auteurs (Bègue, 2007; Le Texier, 2006; Stangherlin, 2006), le manque de *ressources culturelles* (connaissances, informations, compétences) est un autre élément important des freins à « l'implication » :

C'est le manque de connaissances qui empêche de s'impliquer, vraiment, de partir un mouvement pour rejoindre ceux qui sont en furie pour qu'on puisse changer les choses. On n'a pas les formations, on n'a pas les acquis, on n'a même pas les contacts. On va rejoindre deux ou trois personnes sur la rue pour manifester avec des pancartes devant le bureau du chef. Mais ensuite, on va faire quoi ? (FG).

J'ai observé en ce sens une forme de gêne chez certains jeunes qui n'osaient pas prendre la parole lors des échanges portant notamment sur la politique. Ils se déclaraient « incompetents » et préféraient se taire, voire ne pas participer à la recherche du tout. Certains ont refusé aussi que je les enregistre, pensant que leur parole était inutile pour mes travaux. Certains non engagés seraient ainsi repliés sur eux-mêmes, « désinformés », « inconscients des enjeux » qui les entourent : « l'information », la « connaissance », la « compréhension du monde » sont pour eux des éléments essentiels de l'engagement qui leur manquent. On peut voir dans ces propos une forme d'intériorisation de leur position d'infériorité dans la société, à

l'image de ces postures de résignation décrites par Bègue (2007) dans ses travaux sur les sans emplois. En dépit de la singularité des parcours des jeunes interrogés, des différents types de compétences qui existent (civique, politique, intellectuelle), ils ont en commun le fait de *s'auto-désigner*<sup>97</sup> comme étant « incompétents », face à un champ politique, ou social d'ailleurs, et à ses enjeux, qui leur sont totalement étrangers. Ils se sentent politiquement « incapables » d'agir seuls ou en groupe. Tout aussi importantes pour se mobiliser, les ressources collectives ou organisationnelles représentent d'autres freins à l'engagement des jeunes en situation de marginalité.

### **1.1.2 Ressources collectives**

Nombre d'OCJ proposent des activités ayant pour but de développer une « citoyenneté critique et active », visant l'autonomie des jeunes dans l'espace public. Ces activités sont souvent artistiques : atelier d'écriture, de peinture, ou de musique; mais elles sont aussi civiques : participation à la vie communautaire, aux CA des OCJ, ou aux manifestations d'OC partenaires, conversations citoyennes. La vie dans les OCJ ainsi que le lien avec les intervenants représentent également des espaces informels d'éducation populaire, favorisant l'esprit participatif et critique des jeunes. Leur environnement social est fait en outre de mouvements sociaux ou d'organisations militantes qui composent une offre d'engagement. Malgré ces « incitations » à l'engagement, les jeunes rencontrés sont très critiques à l'égard de l'offre d'implication existante, estimant même que cela favorise le non-engagement. À ce sujet, un jeune avançait qu'il : « [...] y'a plus des jeunes militants qu'on ne le pense, mais souvent, c'est qu'ils n'ont simplement pas l'occasion de le faire » (FG). Ils ont ainsi fait état de méthodes « inefficaces », de groupes « extrémistes, incompétents », de procédés « moralisateurs » et de fonctionnements « trop formels pour être motivants ».

---

<sup>97</sup> Expression qui reprend l'idée « d'auto-habilitation » défendue par Gaxie (2007).

### 1.1.2.1 Formes et fonctionnement des organisations

Les OCJ sont des lieux « accueillants » et « relaxants », les intervenants, des personnes « importantes », « aidantes », toutefois, les activités ou les actions collectives ne parviennent pas toujours à mobiliser les jeunes. Plusieurs considèrent qu'ils ne sont pas « assez poussés à le faire » :

*Une fois encore, un jeune est venu me voir aujourd'hui à l'issue du focus group, car il était « inquiet » pour ma recherche. Il pensait que j'allais « manquer de résultats ». En fait, il a observé que l'on avait peu parlé de mobilisation dans des actions collectives pendant l'entrevue. On a ainsi échangé sur les nombreuses activités offertes aux jeunes de ce centre de jour. Il m'a fait remarquer que peu de jeunes y participaient. D'après lui, ce sont souvent les mêmes personnes qui sont présentes et il considère que ces ateliers, artistiques ou sportifs, ne sont pas tournés vers la mobilisation et l'engagement, mais « l'occupationnel », le « remplissage » (Notes de terrain, mars 2011).*

Les activités offertes dans les OCJ sont souvent « ludiques » et « occupationnelles » et les projets d'actions collectives (Passages, Chez Pops, Auberges du cœur) ne rejoignent effectivement pas tous les jeunes. S'engager dans une association ou au sein d'un groupe de militants peut en fait apparaître rebutant ou « difficile ». Souvent, les jeunes motivés à s'engager ne sont « pas prêts ». Ces expériences nécessitent en effet, d'après eux, une « prise de recul » sur leur trajectoire. Certains, ayant déjà expérimenté cette forme d'engagement, ont pris la décision de privilégier des formes de participation individuelle en raison du coût trop élevé de l'engagement dans une organisation (temps, investissement personnel, relation avec les autres militants). D'autres, n'ayant jamais été engagés – ils sont plus nombreux dans ce cas – sont peu intéressés par les moyens d'action proposés par les OCJ ou les organisations militantes qui les entourent. Je reviendrai sur ce point en analysant plus particulièrement le RAJE citoyenne (à la fin de ce chapitre).

À l'image des formes d'engagement modernes, les jeunes interrogés attachent beaucoup d'importance aux logiques des organisations. En l'occurrence, ils rejettent les « règles strictes », les structures « rigides » et les actions trop prosélytes. Les formes d'engagement qui



reposent sur l'investissement total de soi, sur le conformisme aux méthodes et aux valeurs d'un groupe sont « épuisantes » et sèment parfois la « confusion sur l'objectif » de son engagement. Le « manque de spontanéité » et le côté « trop formel » découragent également. Les jeunes interrogés ne semblent toutefois pas motivés par l'anarchisme, qu'ils critiquent tout autant. Par ailleurs, l'absence de résultats immédiats de son action, limite le sentiment d'être engagé. Parfois, il faut donc « prendre de la hauteur », se retirer temporairement, voire, « se désengager totalement » :

J'habite dans un collectif d'habitation. [...] À un moment donné justement, j'ai l'impression qu'on vivait tellement bien dans le truc confortable, rassurant de la cohabitation, que tous les trucs qui se brassaient à l'interne, on ne les voyait plus. Je pense qu'il faut savoir déconnecter puis se confronter au monde, ce que l'implication intense dans un groupe peut t'empêcher de faire parfois (FG).

Après des expériences « d'activisme » ou de « militantisme actif » jugées négatives (faire signer des pétitions dans la rue, manifester, *bloguer*, ou animer des théâtres forum), ils privilégient en fait des organisations, au fonctionnement « plus participatif », mais le plus souvent ils se désengagent ou restent non engagés. En somme, « tous les combats et toutes les organisations ne valent pas la peine » et dans ce contexte, nombreux sont les jeunes qui « [ont] du mal à trouver de nouvelles plateformes », notamment « personnelles ».

### *1.1.2.2 Valeurs ou idéologies collectives*

Pour divers jeunes, les collectifs militants « manipulent leurs croyances » : l'action terroriste socialement acceptable (ATSA) est un organisme qui « [entretiendrait] l'illusion que tout est pourri ». D'autres rassemblements seraient « partis dans tous les sens par manque d'organisation » et de direction idéologique. Les jeunes déplorent le fait de « mobiliser inutilement des ressources humaines ». Certaines valeurs et idéologies mises en avant par des organisations militantes favorisent alors plutôt le non-engagement :

- Je suis allée voir l'ATSA, j'ai capoté. J'étais en train de poser des questions à tout le monde. J'ai capoté. On mangeait des lunchs gratuits, c'est déjà ça. Mais j'ai capoté avec leur kit. Je leur ai dit qu'il était beau leur kit, mais je leur ai demandé ce qu'il cherchait à faire avec, faciliter le travail ? On est en train d'essayer de se battre pour

avoir des acquis de base et toi tu veux faciliter le gangstérisme en te disant qu'il y a du mal partout, que le diable est partout. C'est pire que de baisser les bras. Dire que tout est pourri. Entretenir l'illusion que tout est pourri et qu'on ne peut pas s'en sortir. On est rien d'autre qu'une ressource humaine. Il faut se regarder dans le miroir et se dire je suis une ressource humaine.

- Le Dieu est toujours plus fort que le diable.

- C'est juste à la télé que le méchant il gagne à la fin ! (Rires) (FG).

Dans cet extrait, l'un des participants estime que l'on exploite leur misère au profit d'un discours politique qui ne fait qu'entretenir l'écart avec les normes dominantes. D'après lui, il faut employer une autre tactique collective et commencer par se considérer idéologiquement à égalité avec les autres. En d'autres termes, il n'y a rien à attendre des organisations, il faut « s'auto-habiliter », se considérer comme une personne compétente pour agir (Gaxie, 2007). D'autres jeunes partagent le sentiment que des groupes s'emparent ainsi de la crédulité des gens :

- On n'est pas obligé d'adhérer à ce que pense un groupe. J'étais à une manifestation il y a trois ans. J'ai remarqué que les gens buvaient facilement les paroles des leaders. Et rapidement les choses sont parties en [vrille]. Les gens étaient en train de dire : « merde à la société, on est contre les flics ». Mais moi je me disais qu'il devrait y avoir plus d'organisations qui vont dans la communauté pour faire l'effort de dire qu'on est dans notre propre cours, dans notre propre jardin, qu'on respire notre air. Pourquoi tu veux cette terre ? Pour faire un terrain de golf ? Pour des putains de riches ? Peut-être qu'il faut le dire plus poliment. Mais pendant ce temps-là toi, tu vas à ton boulot. L'autre jour, il y avait ce responsable de parking qui demandait à quelqu'un de bouger sa voiture pour sa propre sécurité. Et la personne est allée chercher la police. Et les flics sont arrivés du mauvais pied et puis l'armée s'est pointée avec ses M16. Qu'est-ce que tu vas faire avec tes discours de *peace man* face à un M16 ? Merde ! Quand même ! Pour moi tu dois utiliser tes mots comme une arme. Pour aller chercher les gens et briser les chaînes.

- Ce n'est pas simple à faire. Tu ne peux pas aller contre tout le système.

- Des fois quand ils voient que tu essaies de faire quelque chose, ils viennent pour t'arrêter...

- Ouais ils cassent d'abord ta réputation et ils t'arrêtent (FG).

Dans cette conversation ces participants abordent des arguments contre plusieurs méthodes d'organisations militantes différentes, mais ils mettent surtout en évidence la difficulté à s'imposer dans un contexte de répression et de pensée unique. Nombre de jeunes estiment que « beaucoup de collectifs ne font pas le poids face au gouvernement ». On a régulièrement

entendu ces propos qui rejoignent le sentiment selon lequel ils n'ont aucune chance d'être entendus.

### 1.1.2.3 Les mouvements sociaux rejetés

De manière générale, les critiques négatives portant sur le RAJE citoyenne ou d'autres actions collectives issues des OCJ reposent sur le manque de confiance de certains jeunes dans la capacité du mouvement à « faire le poids » face au gouvernement. Ayant le sentiment d'être « méprisés » par les dirigeants, des jeunes choisissent de faire « acte de présence », sans s'impliquer davantage :

[...] Je suis heureuse si j'y vais [au RAJE citoyenne], mais ça sert absolument à rien. Ça ne va pas apporter de grands changements. Je suis prêt à les aider à faire des affaires. Comme hier, j'ai aidé à faire des pancartes, à faire des choses, mais je n'irai pas à la manifestation, parce que ça ne sert à rien (FG).

D'autres, plus virulents encore, jugent certaines actions « ridicules, insignifiantes et insuffisantes ». Les manifestations sont « inutiles », car « ce type de rapport de force ne tient pas la route », et d'autant plus sans l'appui des médias de masse. En somme, face aux « rapports de pouvoir », liés notamment à « l'argent », les moyens matériels et symboliques de ces mouvements semblent dérisoires :

Le RAJE ça touche juste une petite partie de la société. Tout le monde avec de l'argent et des grosses jobs, les PDG de compagnies, eux autres, quand ils vont voir le RAJE citoyenne à la télé, ils vont faire « *ouais et puis ? Ça ne me touche pas.* » [...] Je trouve que ça ne sert à rien parce que je me mets à la place du gars qui travaille au gouvernement ; je suis assis dans mon bureau, il neige et il y a des gars avec des pancartes dehors. Je suis là avec mon chum : « [ton moqueur] *check les man, check les malades. Ah ! viens-t'en, on va prendre un café ! Let's go man !* ». C'est de même qu'ils pensent (FG).

Certains groupes sont donc trop « faibles », d'autres trop « moralisateurs », d'autres encore ne « se remettent pas assez en question ». S'engager est ainsi « risqué » pour son « intégrité personnelle », ses « valeurs » et aussi pour son « image ». En effet, « courir le danger de devenir comme ceux qu'on critique, c'est prendre le risque d'être encore plus stigmatisé » :

- Moi, je suis déjà allée dans un truc super radical par rapport à mon engagement au monde. Puis, à un moment donné, je pense que, des fois, il faut faire attention, parce qu'on peut tomber dans un truc moraliste. Ça m'a tellement étiqueté comme « en difficulté » cette expérience. Justement, « en difficulté », des fois, ça veut dire juste être en rupture avec la société dans laquelle on est. Je me pose des questions sur l'expression « jeune en difficulté ». Par rapport au BS. À un moment donné, un gros nœud pour les jeunes, c'est bien avoir du *cash*. Justement, si on ne veut pas aller travailler, on a besoin d'argent. Tu peux faire des jobs au *black*, tu peux quêter, peu importe, mais tu peux avoir le BS aussi. Et j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de monde dans un rapport moraliste : parce que c'est le gouvernement qui donne, donc on n'aurait pas le droit d'y souscrire.

- Oui, mais il y a tellement d'alternatives au BS, c'est con à dire...

- Ça ne veut pas dire juste rester chez vous, le BS. Puis, dans quelles conditions tu vas rester chez toi ? Ce n'est pas une somme à faire énormément de choses avec.

- Exact, mais je trouve qu'il y a beaucoup de trucs moralistes dans l'engagement. [...] Des fois, je ne sais pas comment le dire, je peux me retrouver avec du monde avec qui jamais je ne vais partager un quotidien, puis je vais me sentir plus proche d'eux que du monde avec qui on partage la même cause. Ça arrive. Quand j'étais plus jeune, j'étais comme engagée dans la figure du militantisme un peu. Pour en revenir au truc moraliste, moi aussi, à un moment donné, ça avait commencé à me *gossier* [sic] parce que les autres militants cultivaient une culpabilité : « OK. Si personne ne le fait, je vais le faire ». Puis moi, ça m'a fait comme : « *Ayoye!* On n'est pas en train de faire de la politique ? » Tu sens que tu es en train de construire une puissance, justement, pour comme avancer et tout. D'imposer ton affaire (FG).

Cet extrait est intéressant parce qu'il met en évidence d'autres enjeux liés aux obstacles de l'engagement. S'impliquer paraît finalement assez doctrinaire à ces jeunes qui semblent se demander si s'engager n'est pas perdre sa liberté de penser, d'être marginal ou atypique. S'ils ne sont pas tous d'accord avec cette idée, j'ai recueilli beaucoup de discours négatifs à l'égard d'un engagement « qui prend la tête », « qui prend toute la place ». Il existe en ce sens peu d'organisations militantes « qui valent la peine » :

- [...] Tu y vas pour t'engager pas pour te faire chialer après.

- Mais du coup, c'est ça, on ne se pose même pas la question de pourquoi on se sent comme ça, de pourquoi justement on se sent comme ça en manif, cette pression là [...] Je trouve des fois on ne se *trust* pas assez.

- Ben moi je vais juste arrêter d'y aller alors (FG).

La difficulté à s'engager dans un collectif concerne autant les modes d'action, les modes d'organisation, que les causes ainsi que la place faite aux jeunes (Pleyers, 2004) et en particulier, aux jeunes en difficulté. Si les jeunes interrogés s'impliquent d'abord pour s'aider soi-même « à s'en sortir » et ensuite pour « changer les choses »,

s'ils ont parfois du mal à trouver des ressources pour le faire, ils sont toutefois prêts à « utiliser leurs histoires personnelles », mais pas à n'importe quel prix.

#### 1.1.2.4 L'utilisation des « ressources expérientielles » par les organisations

Le « vécu » est, pour certains, la « base de l'implication ». Toutefois, « l'utilisation des informations privées dans certains milieux militants » est perçue comme un moyen de « surveillance » et de « contrôle ». Certains ont été victimes de « traques » au sein même de leur organisation militante. Cette méthode, « similaire [à celle] de la police », est perçue comme une véritable « négation des expériences personnelles », « un manque de respect ». Elle produit même « paranoïa » et « découragement », l'effet inverse de ce que représentent pour eux l'engagement et la lutte collective. Certains ont donc fait le choix de se « désolidariser » de ces groupes et ont vu leur engagement « s'affaiblir » :

- Pour en revenir au fait que tout est politique dans l'engagement et de comment c'est lourd, moi j'ai l'impression que ça peut être un terrain glissant, car ça ne veut pas dire que c'est public. À un moment donné, je partageais totalement la réflexion que le privé est politique. Dans mes rapports avec les autres aussi. Mais il y a du monde qui m'a déçu parce que, justement, ils allaient dans un truc privé et politique, ça fait que, du coup, ils pouvaient prendre ton histoire et l'utiliser. Je trouve ça un peu dangereux.

- **Ça fait penser aux féministes qui ont procédé comme ça pour publiciser la cause. Mais, c'est vrai que ce sont des sacrifices de vie personnelle.**

- Le privé et le politique, ce n'est pas différent, à mon sens. C'est la même chose que mettre des machines biométriques partout, ça revient au même. Des fois, dans les milieux militants, c'est quasiment comme ça. On te *back*, sauf si tu ne fais pas les bonnes choses... Il y a même des groupes qui vont attaquer les gens physiquement parce qu'ils ne vont pas faire comme il faut. Pas parce qu'ils sont fascistes et qu'ils veulent attaquer les gens de gauche, ce n'est même pas ça, c'est à travers les gens qui sont supposés avoir les mêmes valeurs.

- Qu'est-ce qu'on fait avec la police intérieure ? Il y a des milieux militants qui sont tellement dans leur truc. À la place de regarder, de bloquer sur des mots... à un moment donné, c'est que ça nie ton expérience de tout contrôler dans le mouvement : « Ah? Tu as dit ça? Je ne veux plus te connaître ». Du coup, des fois, je me sens plus proche d'*untel* sur la rue Ontario parce qu'on a eu une conversation, que de l'autre qui se bat pour la même cause que moi dans le même mouvement.

- Les anti-fachos, ceux qui sont vraiment hyper antifascistes à fond la caisse, des fois, tu les regardes, tu es comme : « Christ! C'est parce que tu as l'air quasiment facho mon gars. » Tous ceux qui marchent les fesses serrées ! C'est pour ça que j'ai arrêté de m'impliquer dans ces affaires-là; je me suis rendu compte que, souvent, le monde,

ils vont dire: « On est contre ceci, on est contre ça et contre cela », mais, ils vont se ramasser à faire la même chose, puis là, ils sont complices. Dans ma tête à moi c'est de la merde (FG).

### **1.1.3 Freins à l'engagement**

La faiblesse des ressources explique en grande partie les difficultés des jeunes à passer à l'action, à trouver une signification et une direction à l'engagement. Se mobiliser représente pour eux un coût si élevé, que certains sont freinés dans leur motivation, leur élan et leur capacité à s'engager : représentation négative de l'engagement et des organisations militantes, faiblesse des ressources personnelles et collectives, repli sur soi, rapports de pouvoir inégalitaires ou encore, sentiment d'incompétence. D'autres types de contraintes interviennent dans l'entrée en action, en termes de disponibilité biographique (temps libre) et de responsabilité (charges familiales) (McAdam, 1982).

Dans certains cas, l'engagement correspond à une prise de risque au plan biographique, financier, physique, social ou légal. Être seul, marié ou avoir des enfants, manquer de moyens, risquer sa vie, sentir la désapprobation des autres ou encore risquer d'être arrêté par la police sont, potentiellement, des freins réels et importants à la mobilisation (McAdam, 1988). Notons également qu'ils varient en fonction des structures politiques, des époques, du degré d'implication et aussi en fonction des personnes, ce qui peut même accentuer leur portée :

Signer une pétition est une activité à faible coût. Être volontaire pour organiser les sans-abri sous-entend une activité particulièrement coûteuse en termes de temps et d'énergie. Alors que l'acte de signer est toujours peu coûteux, son risque dans certains contextes – pendant le pic du McCarthisme par exemple – peut être assez fort. De même, organiser les sans-abri peut être coûteux mais se révéler assez libre de risques (McAdam, 1988, p. 67).

La perspective sociétale permet de mettre en exergue d'autres types d'obstacles toujours en lien avec la situation de marginalité des jeunes et leur manque de ressources pour se mobiliser (Malinas, 2007).

## 1.2 Des positions sociales « défavorables »

D'après les travaux d'Oberschall (1973)<sup>98</sup>, les jeunes en situation de marginalité forment un type de communauté « segmentée », sans réseau social organisé, ni représentation au sein des instances de pouvoir. Ils ne possèdent donc pas de réseaux préétablis, même si le RAJE citoyenne et le GIAP reposent sur d'importants appuis du milieu communautaire et des voies d'accès plus institutionnalisées avec les pouvoirs publics. Je propose de porter ici une attention particulière à la position des jeunes face aux instances de pouvoir. Les jeunes rencontrés se situent du « mauvais côté des rapports de force » et leur position dans l'espace social et politique affaiblit la probabilité de leur mobilisation ainsi que de leur engagement (Mathieu, 2007a).

La première contrainte concerne la capacité à se mobiliser et à lutter dans un contexte où les rapports de pouvoir pèsent négativement sur leur capacité à évoluer dans l'espace social. Cette contrainte ne relève pas directement d'une analyse en termes de réseaux, mais plutôt d'une analyse méso-structurelle des interactions des jeunes avec la société. Plus précisément, cette perspective analytique repose sur des résultats portant sur les représentations des jeunes de leur position dans l'espace politique et social. L'improbabilité de la mobilisation et de l'engagement se fonde également sur des facteurs socio-politiques qu'il convient de prendre en compte : la répression, la stigmatisation et le sentiment d'être manipulé.

Le second niveau d'analyse concerne les liens sociaux, la capacité à se regrouper et à s'organiser (ressources relationnelles). Avec des réseaux segmentés, les jeunes en difficulté ne sont pas voués à se regrouper et à s'entraider facilement, même lorsqu'ils partagent un lieu de vie collectif, au sein d'un OCJ par exemple. En fait, l'individualisme a été identifié par les

---

<sup>98</sup> Selon un premier niveau d'analyse, Oberschall (1973) s'intéresse à la relation entre le groupe étudié et les institutions sociales ainsi que l'État. Lorsque le groupe entretient des relations stables avec les institutions et qu'il réussit notamment à faire entendre ses revendications, il est alors considéré comme « intégré ». Dans le cas contraire, il est « segmenté » et n'a pas accès à ces « relais institutionnels ». L'auteur propose un second niveau d'analyse en s'intéressant également à la nature des liens au sein d'un groupe.

jeunes eux-mêmes comme étant une valeur transversale à toute la société et qui touche particulièrement les jeunes en difficulté. Le repli sur soi et l'égoïsme sont, disent-ils, des « standards sociaux » qui, selon eux, expliquent en grande partie la propension au non-engagement.

### **1.2.1 Rapports de pouvoir**

La « manipulation » et la « corruption » des politiques ont fréquemment été citées par les jeunes pour évoquer et qualifier les « rapports de pouvoir » dans la société. Leur position défavorable représente à la fois un frein et une motivation à l'engagement. Elle constitue une motivation lorsqu'elle les pousse à prendre position et à développer une alternative à la participation. Elle constitue un frein lorsqu'elle est associée à la stigmatisation et à la répression dans la rue notamment. Dans ce contexte, l'inutilité de l'engagement est parfois un sentiment très profond.

Le problème que rencontrent les jeunes interrogés est double, il est lié à la fois à leur jeunesse et à leur situation de marginalité. Non seulement ils estiment « ne pas avoir le droit d'être eux-mêmes », mais aussi, ils constatent qu'on leur reproche souvent d'être impétueux : « jeunesse se passe » entendent-ils souvent. Ils se sentent ainsi « méprisés », « mal jugés » et inconsiderés. De plus, on leur reproche souvent d'être violents dans les formes d'engagement qu'ils privilégient (Becquet et De Linares, 2005). Certains dénoncent en ce sens un « conflit de société » et de « génération » :

Les jeunes, on pense tout de suite que ça va se passer dans la violence. Ça ne veut pas dire qu'on va l'utiliser, mais, à un moment donné, on vit dans un monde violent pareil. C'est juste qu'on va la vivre différemment la violence nous, c'est tout (FG).

Cet extrait montre que le fait de subir des formes de violence (manquer de nourriture, avoir froid, se sentir rejeté, etc.) en situation de marginalité appelle parfois un réflexe de violence, sans qu'il ne se traduise nécessairement dans les actes. Il peut en effet se traduire par un rejet



des normes dominantes ou par la mise hors jeu forcée ou volontaire. Les jeunes vivent de la violence au quotidien sous toutes ces formes et il peut être ainsi difficile de faire la part des choses. La stigmatisation des jeunes en situation de marginalité est une autre entrave majeure à l'engagement. Les jeunes interrogés associent ce phénomène aux « préjugés » et aux « représentations » à leur égard. En fait, la société a développé une image très négative des jeunes marginaux, surtout des jeunes de la rue, observent-ils. Leur identité, leur apparence et leur mode de vie sont des freins supplémentaires à l'implication. À l'image de la théorie de la stigmatisation de Goffman (1964), les jeunes intériorisent parfois un statut inférieur, une déficience ou une honte. Cette dialectique est à l'origine semble-t-il de leur sentiment d'incompétence ou de peur d'être assimilés aux Black Blocs en particulier, d'autant plus que cet amalgame augure souvent des arrestations musclées :

Ils décident d'embarquer tout ceux qui sont en habits de camouflage. [...] si tu as la malchance d'avoir un peu la même image, tu ressembles à l'équipe adverse, bien, ce qui t'arrive c'est qu'ils t'embarquent dans l'autobus (FG).

La répression des jeunes dans la rue et dans les manifestations est également un important obstacle à la mobilisation. Les arrestations massives dans les cortèges du COBP notamment effraient de nombreux jeunes qui ne souhaitent d'ailleurs plus participer à ces rassemblements. Lors des entretiens de groupe, ils se sont régulièrement plaints d'être victimes de brutalités policières et d'injures quotidiennes au centre-ville de Montréal.

La police est toujours présente lors d'une manifestation et le face-à-face avec les jeunes peut facilement déborder. Si manifester est un droit fondamental au Canada, les jeunes ont de nombreuses fois été l'objet d'arrestations de masse lors de rassemblements ou d'attroupements jugés illégaux. De plus, ils ont souvent été soumis à l'obligation de se disperser comme c'est semble-t-il régulièrement le cas pour les manifestations altermondialistes ou celles du COBP, en particulier parce que ce collectif use de son droit de ne pas divulguer le trajet de ses mobilisations. Même s'il ne s'agit pas systématiquement d'infractions criminelles ayant pour

conséquence l'ouverture d'un casier judiciaire<sup>99</sup>, les contraventions sont néanmoins dissuasives. Les jeunes vivent mal ces arrestations de masse qui durent souvent plusieurs heures et pendant lesquelles on pratique parfois des fouilles abusives au sol, avec des gaz lacrymogènes ou du poivre de Cayenne. Ils ont le sentiment d'être traités avec mépris. Plusieurs conversations informelles ont validé ces propos, lors du FER ou avant le grand rassemblement annuel du COBP qui a eu lieu le 15 mars 2011, soit pendant ma saisie de données dans les OCJ.

À force d'être confrontés à cet « acharnement contre [eux] », certains commencent à penser que ça ne vaut plus la peine de se mettre aux premières loges des violences policières :

- [...] à un moment donné, tu deviens écœuré des lacrymogènes, écœuré du poivre, écœuré des arrestations. Tu deviens écœuré de crier des slogans, de marcher dans la rue, de te sentir comme un mouton aussi. C'est drôle à dire, mais tu arrives à un certain point où tu te poses la question de savoir si ça vaut encore la peine que tu fasses six mois de prison ou que tu te fasses crisser des coups de matraque dans la face ? C'est un peu décourageant d'en arriver à ce point, mais tu n'as pas le choix. À un moment donné, il faut que tu te poses des questions. Tu arrives à un point où tu n'en peux plus et tu te demandes si tu continues ou si tu arrêtes. Des fois c'est plus sain d'arrêter.
- Il faut *slacker*. Parce que le lacrymogène ça brûle.
- Il faut trouver d'autres moyens, d'autres espaces où on peut échanger des trucs, comme la musique, la scène ou échanger des petits livres ou comme là, on échange des idées. Créer d'autres espaces de rencontre, mais pas à travers la marchandise et le travail (FG).

En l'absence de ressources, comme la « connaissance » et le « savoir », les jeunes engagés n'ont d'autres ressources que leur personne. Si certains « s'auto-habilitent », la « prise de risque » est totale, surtout dans un « système corrompu ». On retrouve là encore une fois les arguments d'impuissance et d'incompétence. Le non-engagement s'explique ici par la désillusion de l'action contre un système qu'il est impossible de transformer ou de combattre. En somme, aucune forme d'engagement, aucun mode d'action ne peut changer les choses. Pour certains, c'est une véritable « oligarchie » qui les empêche d'exister et d'agir :

---

<sup>99</sup> Des jeunes ont expliqué que les services de police utilisent en principe les règlements municipaux ou le Code de sécurité routière pour dresser des contraventions lors de manifestations.

- Je pense qu'aujourd'hui, ça fonctionne autour de l'oligarchie. Ce sont des règles érigées par un petit groupe de personnes. Et tout ce que tu fais est filtré par ce qu'ils veulent. Donc si tu veux t'engager et faire quelque chose de bien, comme par exemple offrir ton énergie au monde, tu vas toujours être repoussé. [...]
- [...] *l'establishment* ne veut pas évoluer. Il faut être prêt à souffrir pour aller contre eux. [...]
- [En parlant de l'assassinat de JFK] C'était comme un message où ils ont dit : « aller tous vous faire foutre ! ». Comme si on nous prévenait : « tu veux dire cette merde ? *Boom !* Je te tue. »
- De toute façon, tu ne peux pas aller contre tout le système (FG).

D'autres jeunes résument la situation en expliquant qu'ils ne feront « jamais le poids », que ce soit au sein du RAJE citoyenne ou au sein d'autres collectifs ou mouvements sociaux :

Je suis complètement blasée par la politique et tout ça. Je suis complètement désillusionnée, sur plein de choses. [...] Pour mettre ça en mots simples, le monde est *fucked-up*, j'ai juste une vie à vivre, alors je choisis mes combats. [...] De toute façon, on ne va jamais être dans une vraie démocratie égalitaire. Parce que même si on élit des personnes, même si on donne notre opinion, tu sais, le choix revient à ces personnes-là de faire ce qu'elles veulent pour tout le pays (FG).

Dans ce contexte oligarchique, oppressif et inégalitaire, les jeunes pensent qu'ils n'ont pas vraiment « [leur] mot à dire » et ainsi, que l'engagement n'a qu'une faible utilité. Parmi les autres facteurs liés à leur position sociale défavorable, les jeunes interrogés ont identifié certaines « valeurs actuelles » qui induisent également un non-engagement.

### **1.2.2 Valeurs individualistes et repli sur soi**

Pour nombre d'auteurs, les valeurs individualistes caractérisent les sociétés modernes, contribuent au non-engagement des individus en général et des jeunes en particulier. Que l'on fasse référence au « déclin des institutions », aux évolutions des « programmes institutionnels » (Dubet, 2002) ou à l'injonction à l'autonomie des individus, la postmodernité marque une transformation des rapports sociaux et des formes de l'engagement. Les jeunes rencontrés ne sont pas étrangers à ce phénomène, même si certains d'entre eux le critiquent

vertement, en dénonçant les comportements de repli sur soi qu'ils observent autour d'eux et pas uniquement en situation de marginalité.

Le thème de l'individualisme a émergé à de très nombreuses reprises dans les rencontres avec les jeunes. Sans être vraiment explicité, ce terme a régulièrement été employé pour caractériser et même dénoncer le « repli sur soi », « l'égoïsme », ainsi que le manque de « solidarité », « d'entraide » et « d'engagement », chez les jeunes en situation de marginalité précisément. L'individualisme serait en réalité un « standard social », et même, un phénomène « générationnel » :

- L'activisme n'occupe pas une grande place dans ma vie. [...] Oui, il faut être engagé j'imagine. Je ne sais pas. Je ne suis pas vraiment engagée.

- **Parce que c'est trop compliqué ou parce que ça ne t'intéresse pas ?**

- Je suis plutôt apathique. Je crois que c'est une grande partie de ma génération qui n'en a rien à faire. Je ne sais pas. C'est comme ça que je le vois. Les gens s'en foutent je crois. Moi je ne m'en fou pas, mais est-ce que ça change quelque chose ? Je ne sais pas. J'en ai quelque chose à faire des grandes entreprises qui nous corrompent, qui ultimement nous tuent avec leur produit, leur merde. Mais on ne peut rien faire contre ça (FG).

Cet extrait montre que le repli sur soi est également une conséquence du manque de ressource des jeunes interrogés. De façon générale, ils s'inscriraient dans une tendance générale, une caractéristique moderne, qui se traduirait par le non-engagement : manque de relations sociales, « passivité » et « je m'en foutisme ». C'est peut-être même un « phénomène culturel » ont avancé certains :

*Grosso modo*, les québécois, ça chiale sur bien des choses, mais, au niveau de l'action, là, si on pouvait balancer des affaires dans les rues, puis mettre en mouvement quelque chose, une grosse machine, ce serait bien un nouveau record pour nous (FG).

Il faut noter que le mouvement étudiant de 2012 ne s'est installé qu'après la fin de la cueillette de données. Les jeunes rencontrés n'avaient pas connu de grandes manifestations québécoises. Ainsi, ils gardent l'image pessimiste d'un Québec et d'une Amérique du Nord où « il fait bon vivre dans le compromis » et non dans la contradiction ou la contestation. Certains expliquent même avoir « cessé de parler de politique avec [leurs] amis ». Le fait

que je sois française explique sans doute que les jeunes aient souvent comparé le Québec avec l'Europe. Il appert qu'ils idéalisent les luttes sociales en France. Beaucoup de jeunes « autocritiques » considèrent qu'il existe une « apathie québécoise », malgré les différentes luttes ayant marquées l'histoire contemporaine du Québec :

- [...] moi j'ai cessé de parler de politique avec mes amis depuis un bout. Dans les *party* où tout le monde est saoul, commencer à parler de ça, à un moment donné, j'évitais de faire des vagues, j'étais tannée de m'obstiner et d'argumenter. Un jour, on était chez [l'un des participants], à un *party* où on parlait de l'autoroute 30 qui est en train de se construire. Il y a comme un bois, un endroit difficile, où il y a beaucoup de gens qui prennent de la drogue. Il y a toute une génération de jeunes qui s'est réuni, qui a construit des cabanes, fait des activités, des donjons et dragons, etc. Puis là, ils ont construit la 30 directement à travers.

- C'était notre endroit. Maintenant, on n'y va plus.

- On ne peut plus. La police est arrivée puis a dit : « c'est la fin, vous ne pourrez plus jamais venir parce que l'autoroute va passer, puis, la construction, ça appartient à telle personne. » Avant, ça appartenait à Hydro-Québec, qui laissait faire. Le monde était en colère; mais ils sont partis. Ils sont arrivés à ce *party* peu de temps après, puis il y a eu peut-être un dix minutes de chialage, mais après ça, il y a eu comme un écrasement là-dessus, comme si, ça venait de se passer, mais qu'on l'oubliait, qu'on passait à autre chose. On se saoule, on fait la fête, puis c'est tout, on n'en parle plus, il n'y aura pas vraiment d'action prise là-dessus.

- On fait juste plus y aller puis c'est fini, on l'a perdu et puis c'est tout.

- **On écoute l'autorité.**

- Oui, c'est ça. Le monde se laisse faire.

- Il y a comme une coupure avec ce qui vient juste de se passer, mais on passe à autre chose.

- **Mais tu aurais voulu que ça se passe autrement ?**

- Bien moi, je suis parti de la fête, je n'étais pas capable de rester.

- Justement, c'est ce qui me fait rire. Toi, tu dois l'avoir vu quand tu étais en Europe. Tu regardes juste les manifs ici, un *black bloc*, c'est 300 ou 400 personnes, puis tu te ramasses avec comme 4000 ou 5000 personnes en Europe. Tu vois vraiment une différence au niveau de l'implication.

- Oui. C'est comme en France quand ils voulaient monter la date de la retraite : tout le pays était en grève.

- **Ce n'est pas le même fonctionnement. Au Québec, il y a quand même une culture de dialogue social. En France, les gens font la grève souvent parce qu'on ne les consulte pas assez à leur goût.**

- Mais il y a aussi l'idée qu'avant, on fonctionnait beaucoup par clientélisme parce que c'était beaucoup des petits villages. Puis, je pense que cette idée-là est restée, [...]

- **En même temps, si tu penses à la loi de la lutte contre la pauvreté, une initiative d'organismes, d'associations et de comités de citoyens, qui ont amené la loi petit à petit vers le parlement. C'était pacifiste, mais quand même un mouvement de population qui porte un grand projet.**

- Ce que tu dis c'est que la population était derrière. Mais on pourrait dire qu'il y a au Québec un mouvement de : « Ah! C'est trop compliqué, on va laisser faire. » Ou :

« Ah! J'ai trop peur. » Ou : « Ah! Bien, on le laisse comme ça. » C'est ça qui est un peu décourageant. [...]

- **Le FLQ aussi, ça a marqué l'histoire du Québec.**

- Parce qu'ils n'ont pas eu peur de se lever puis de dire non. Sauf que, tu sais, quand tu vas dans une manifestation, dès que les flics disent de rentrer chez eux, le monde s'exécute (FG).

En outre, s'il existe des expériences d'entraide, des « secondes familles dans la rue », la proximité et les difficultés partagées ne sont pas automatiquement des facteurs de solidarité et d'union. Les jeunes observent des formes d'égoïsme et d'individualisme dans le mode de vie à la marge également. La survie obligerait parfois à penser d'abord à soi-même. L'engagement représente donc plutôt un « idéal de société », voire une « utopie », comme l'explique ce jeune :

Idéalement, on devrait tous s'entraider. Le capitalisme a influencé tant qu'à moi l'attitude individualiste, l'égoïsme et l'ignorance des autres. J'ai cet argent-là et contre ça j'ai besoin de ça, même si t'en n'as pas besoin. Quand tu fais l'épicerie, y'a des affaires, t'as ben des pressions. Moi c'est vraiment l'exemple que j'ai, tu sais, d'aider quelqu'un à sortir de la neige. Il me semble que ça devrait rester de même. Dans le temps des Amérindiens, tu avais des tribus, des familles, etc. la seconde que l'argent est arrivé là-dedans, et que l'alcool est arrivé d'Europe, ils ont perdu ça [la solidarité] (FG).

En ce sens, les jeunes ont souvent le sentiment que « tout était mieux avant » en termes de lien social, d'entraide ou d'engagement. En fait, ils critiquent ici « le capitalisme » et la perte de certaines valeurs importantes et l'attribuent à l'éparpillement de soi dans la société de consommation et partant, dans l'appât du gain matériel :

- Je crois que les jeunes de la rue doivent s'entraider et c'est tout le contraire qui se passe. Parce que tu marches dans la rue tout seul et tout le monde te regarde : « Pauvre toi ». Je suis juste un gars et j'ai plein d'amis mieux que vous, j'ai envie de leur répondre ! [...]

- On en vient toujours à la question de la consommation ! (FG).

Cet échange est révélateur des prises de position critique de certains jeunes interrogés dans la société consommation. Ils sont en décalage avec ces valeurs par conviction (on va le voir dans le chapitre suivant) et aussi par défaut (manque de ressources). En effet, ils vivent une forme de distance sociale par rapport à ces valeurs. Cela étant, la frontière est de moins en moins poreuse (Parazelli, 2003) et l'on a pu observer à maintes reprises des téléphones

cellulaires, des stations de musique portables et des vêtements de marque. Il existe parfois des décalages entre les discours et les actes de ces jeunes. Certains jeunes ont effectivement « jeté l'éponge » de cette lutte anticonsumériste tant « tu ne peux pas aller contre tout le système », remarquent-ils. En fait, ils ne voient ni l'intérêt, ni la possibilité d'un tel engagement dans un contexte où « la bataille est perdue d'avance ».

D'autres restent tout aussi critiques à l'égard des « normes sociales de performance et de réussite ». D'après eux, pour être capable de suivre ce mouvement consumériste, il faut « gérer un stress important » qui empêche de se concentrer sur des choses plus « utiles » et « réelles ». Cela ne permet pas de s'intéresser à « soi dans un sens profond et spirituel » :

On est dans une abondance de divertissements, dans une abondance de styles et de genres, de personnes. On a quand même la plus belle qualité de vie au monde. Ça on ne peut pas le nier c'est sûr. Mettons qu'on remonte dans le Québec, un siècle en arrière, leur vie était quand même assez simple. Ils devaient répondre à leurs besoins primaires...bâtir une maison, ils avaient une famille, ils faisaient pousser les enfants. Aujourd'hui, on a tellement de divertissements, de sports, notre carrière, on va passer beaucoup d'années là-dessus. Les médias nous transmettent des images, comme des stéréotypes qui se répandent : le souci de performance chez les jeunes, le souci d'adhérer à tous ces stéréotypes. Pour réussir : je dois être en forme, réussir à l'école, être sportif, performer, avoir des amis, plaire à mes amis, etc. D'après moi, ça crée un stress inutile. Le jour où on arrête de se fier au jugement des gens, on devient le seul juge de notre existence, à partir de ce moment-là, on peut se concentrer sur soi de la bonne façon (FG).

En réalité, comme l'expliquent les participants dans les extraits suivants, tout le monde n'est pas porté à prendre position. Nous avons rencontré peu de « passifs », ou de personnes qui « s'en foutent, qui sont repliées sur elles-mêmes », victimes des valeurs individualistes, mais les jeunes observent souvent cette attitude dans la société, comme dans leur entourage personnel :

- La majorité des gens ont leur *IPod* et sont collés à leur cell ou sont coincés dans leur voiture. Moi j'appelle ça « le couloir de la mort ».
- Tu retrouves ça en majorité dans la rue. Les itinérants marchent dans la rue simplement. Sans but.

Le monde ne veut pas s'impliquer, le monde veut rester chez eux à regarder la télé puis à manger du *McDo*, c'est ça qui est décourageant.

Plus on produit, plus la volonté de s'en sortir c'est d'être passif, posé dans ses pantoufles. Les gens pensent que la solution rapide c'est l'essence alternative, les énergies renouvelables. Mais ils pensent aussi que la technologie va nous sauver, les *Ipod*, Internet, etc. [bruit d'explosion dans la bouche]. C'est la façon dont je le vois. Je n'ai pas la prétention d'être nihiliste [...] (Extraits de différents FG).

En somme, pour les jeunes rencontrés, les jeunes en situation de marginalité sont tout autant marqués par la « paresse », la « passivité », voire « l'égoïsme » et ils rejoignent ainsi la « mentalité individualiste » de la société actuelle. En fait, peu de personnes sont prêtes à faire des efforts pour recycler, réduire leurs habitudes de consommation ou pratiquer le co-voiturage :

- Je prends le métro et l'autobus tous les jours. Tu penses que je peux croiser à peu près trois quarts de million de personnes qui se déplacent juste à Montréal en transport en commun et en co-voiturage ? Non ! Plus ça va, plus les voitures sont à la mode. Je parle plus de ceux qui vont partir, mettons, ils sont deux ou trois à habiter pas loin, l'un à côté de l'autre, puis ils prennent chacun leur auto, au lieu de dire : « On va prendre ton char. Le lendemain, on va prendre mon autre char, puis je vais te donner tant pour ton gaz. » J'en connais, là, qui prennent chacun leur char. À l'école dans le parking, ils rentrent au-dessus de 2000 chars, puis il y a plein de monde dont je pourrais te dire qu'ils habitent tous les uns à côté des autres puis ils prennent tous leur char.

- C'est comme en Europe, le prix de l'essence est tellement haut qu'ils n'ont pas le choix de couper puis d'avoir des petits modèles... Tandis qu'ici, je ne te dis pas que c'est gratis, mais on peut se permettre de rouler avec un six cylindres et des 4x4. Ça boit un peu plus... Bien, c'est le loisir qui passe avant tout, avant l'économie puis avant l'environnement (FG).

Cette importante « désillusion [et ce profond] découragement, ce n'est pas négatif, c'est lourd ! » a expliqué un jeune lors d'une entrevue. De même, certains voient dans le non-engagement la facilité que représente le conformisme :

[...] il y a une couple d'idéalistes qui s'accommodent de la société dans laquelle on vit. Il y a une minorité de personnes très militantes qui veulent changer les choses. Puis il y a une grande majorité de la population qui ne sait pas ce qu'elle veut faire dans sa vie. Ça m'étonnerait que ça change un jour (FG).

L'individualisme c'est aussi l'absence de liens entre les individus. Si la situation de marginalité ne correspond pas à une rupture totale des liens sociaux (Parazelli, 2002), elle handicape néanmoins fortement les relations sociales de ces jeunes avec le reste de la



société, avec le « *mainstream* ». D'après leurs analyses, le stress de la vie telle qu'elle est organisée aujourd'hui ne permet pas de penser à autre chose qu'à soi, ses problèmes et les moyens de s'en sortir. Les jeunes rencontrés analysent les conversations dans les transports en commun où tout le monde évoque « des problèmes d'argent », de « remboursement des crédits », de « séparation » et d'emplois harassants. Dans les conditions actuelles d'existence, il n'y a pas de place pour les autres, pour les liens sociaux, ou pour le « vivre ensemble ». Tout le monde paraît « usé », « fatigué », « sans énergie » et au final, « tout le monde s'en fout de tout le monde ». D'ailleurs, les jeunes rencontrés observent ça de loin et ne souhaitent pas s'engager dans un mode de vie où tout le monde « s'ignore » :

- Les gens ne veulent rien du tout. Ils vont au boulot et ne veulent pas être interrompus dans leur trajet et ils retournent à la maison et tout est en ordre comme ça [...].
- Quand je prenais des drogues, je sortais et je parlais aux gens. J'utilisais l'énergie de la drogue pour parler aux gens et partager.
- C'est comme tous les matins je croise des gens et je leur dis « bon matin » et les gens continuent de marcher.
- Les gens ont peur et ils n'ont pas de temps à perdre.
- Tu ne vas pas dire qu'ils n'ont pas deux minutes ?
- Et de toute façon, où est-ce qu'ils s'en vont ? [Rires].
- Quand tu parles à quelqu'un, tu as besoin de t'en soucier et je crois que la majorité des gens tout simplement s'en foutent. Ils n'ont pas d'énergie pour se soucier de quoi que ce soit. Ils sont tellement usés. Cette personne avec laquelle je dois connecter, ce lien prend de l'intérêt, il faut que l'on s'en soucie pour avoir la connexion... Certaines personnes te font un sourire ce qui est génial, mais certaines personnes t'ignorent totalement.
- Mais pour eux c'est comme si tu voulais quelque chose.
- Non, tu dis juste bonjour aux gens, aux autres putains d'êtres humains : « Non, on ne veut pas de votre argent ». Tu peux leur dire. Ce n'est pas ce qu'on demande. Putain de merde !
- Je fais l'expérience parfois de juste dire bonjour aux gens. Ça prend genre cinq personnes avant qu'une me réponde. Ça paraît extrêmement con, mais c'est intéressant. Ce n'est pas un crime au Québec. Je ne vais pas t'attaquer avec un couteau je te dis simplement bonjour.
- Entre nous, il y a une grande peur derrière ça (FG).

Les valeurs individualistes sont donc l'étendard d'une perte de repères et dans le contexte actuel, la construction identitaire de ces jeunes adultes interrogés est encore plus périlleuse aujourd'hui. Par conséquent, ils ne semblent pas toujours motivés par l'engagement, ils suivent souvent le courant du repli sur soi, ne sachant pas comment lutter contre ce

mouvement de masse, cette ignorance de l'autre qui génère la peur de l'autre. L'absence de socialisation militante explique en outre, en partie, cette situation.

### 1.3 Le poids des antécédents

Parmi les données issues des entretiens de groupe, l'influence négative d'un milieu familial « contraignant » a été abordée à quelques reprises. Cette contrainte se traduit différemment selon les situations. C'est parfois la famille dont on ne partage pas les mêmes valeurs, l'autorité parentale qui semble intolérable ou la pratique religieuse qui coupe totalement du monde. Mais dans tous les cas, cela représente une « emprise » dont il faut se « libérer » et contre laquelle il est difficile de s'ériger. Un jeune évoquait ainsi la difficulté de se distancer des valeurs de ses parents. Il lui a en effet fallu un certain courage pour rompre avec ses origines et courir le risque d'être rejeté par sa famille :

[...] tu peux te retrouver endoctriné ! Comme je te disais mon père est vraiment passionné par ses trucs de religion. Moi je ne croyais pas à ce qu'on me montrait et je me suis posé la question de savoir pourquoi on voulait que je croie à tout ça; pourquoi on voulait manipuler ma réalité; quelles sont leurs motivations ? À partir de là, j'ai pu voir que les villages organisés [où se trouve sa famille] étaient le reflet de ce que cette corporation fait sur ces gens. Les gens sont intoxiqués et la foi qu'ils ont matérialisée est bloquée pour le reste de leur vie. Ils ne peuvent pas questionner la foi, c'est la norme pour eux. C'est commode, ça les arrange comme ça. Mais moi, je pensais que j'allais devenir complètement fou. Je n'ai rien appris de mes parents. Mon père était un pacifiste : « La paix va revenir, ne t'inquiète pas, le monde va en être lavé de tout ça et on pourra aller tranquillement au paradis, c'est la vie ! ». Et moi je ne pouvais pas accepter ça comme ça. Moi je ne voulais pas attendre pour la prochaine vie, la vie après la mort. Je suis là maintenant. Je veux faire quelque chose maintenant. [...] J'avais une décision à prendre en toute conscience. Est-ce que je veux être un robot, est-ce que je veux ressentir les choses, vivre la vie et des expériences ? J'ai eu à faire des choix. Et mon père est toujours mon père mais notre relation n'est plus la même. Je devais faire ce saut. Comme lui a dû, avec son propre père, rompre avec une forme de catholicisme, moi j'ai dû couper avec sa religion. Et maintenant je me tourne vers le paganisme. Je trouve que c'est plus intéressant pour mon âme. J'aimerais bien que tout le monde soit dans le même état d'esprit. [...] On parle de ces gens qui nous manipulent comme si on allait casser cette dynamique mais pour moi, au moins, on n'a pas à se soumettre. Certains ont des familles pour les aider et ils ne peuvent pas aller contre les choses parce que sinon leurs familles vont se retrouver dans la rue. [...] Comme je l'expliquais, je n'ai pas la même relation avec mon père depuis que j'ai quitté son groupe religieux. Maintenant je suis excommunié. Je suis un des marcheurs errants du monde. Ils sont là dans leurs

costumes et ils ne m'aiment pas. Ils se disent que je dois sortir ma tête de mon cul. Mais mon père est tellement dans sa logique pacifiste qu'il se dit que tout ça est l'œuvre de Satan, qu'on va prendre avantage de toutes les mauvaises énergies. Mais on n'est pas du côté de Satan. Pour moi c'est juste un putain d'hypocrite. Il dit qu'il est contre ci ou ça, mais il contribue toujours au système dont il pense qu'il détruit le monde. Pour moi c'est être schizophrénique. C'est pour ça que je les ai laissés là. Ils sont schizos sérieusement ! *Fuck you !* (FG).

Ce participant est revenu à plusieurs reprises sur cette opposition au modèle familial, cette prise de liberté, cette coupure avec un univers familial et religieux oppressant. Il a ainsi expliqué que « tout ce qu'il a fait était toujours contre ses parents ». Cette opposition l'a mené à faire des choix de vie totalement différents, mais aussi totalement marginaux, dans la rue, sans argent de l'État. Mais ces choix ont un sens pour lui et participent, dit-il, à son épanouissement. Tous les jeunes n'ont pas vécu de la même façon dans une famille en vase clos, mais pour beaucoup, la situation de marginalité intervient dans une trajectoire de fuite d'un univers hostile, ce que nombre d'études a déjà montré (Bellot, 2001; Parazelli, 1997; Sheriff et Coll., 1999).

Dans un autre registre, quand prendre position fait rarement partie du « *background* familial »; l'engagement « n'est pas un concept qui vient naturellement » (FG). Par ailleurs, l'engagement n'est pas un « réflexe » quand on a un dossier criminel qui empêche d'agir en raison de la « honte » ou de la « gêne » de sa situation de marginalité. Prendre position n'est pas alors une option, surtout si cela consiste à rendre visible « une erreur de jeunesse » :

Dans ma situation, je ne suis pas capable de trouver un emploi parce que j'ai un dossier criminel. Qu'est-ce que tu veux que je fasse. Je prie le Seigneur ! Je ne peux rien faire. J'en ai assez de voir des agences d'emploi. Ça n'a pas fonctionné. Puis, la seule affaire que je peux amener pour contribuer dans ma communauté, c'est de dire aux personnes de mon âge de ne pas faire la même erreur que j'ai faite. C'est tout. Si on dit de ne pas le faire, c'est parce qu'il y a une raison à ça ! [...] Moi j'attends juste mon pardon. J'en ai encore long là. Je vais voir si ma sentence elle va être finie pour cette année. Ce sera peut-être l'année prochaine. Il faut que je repasse en Cour. Là ça se peut que j'ai d'autres travaux communautaires à faire dans la société. Puis je pense que c'est à peu près le seul moment où je peux m'impliquer quand je répare mes erreurs. [...] Tôt ou tard, on se rend compte que c'est pour le bien qu'on le fait. Même si tu le fais parce que tu as fait quelque chose de mal. Je suis déjà tellement concentré à me sortir moi-même de mon propre trou. Si on ne s'aide pas soi-même comment tu veux faire pour aider les autres ? (FG).

J'ai également rencontré un jeune qui a beaucoup de difficulté à accepter sa situation de marginalité car elle est en décalage avec son entourage familial. Il vit une forme de conflit existentiel : il n'accepte pas sa situation dont il a terriblement honte, il souhaite se différencier des autres jeunes et en même temps il vit dans un OCJ avec des jeunes sans-abri. S'engager signifie pour lui « aider les plus nécessiteux », comme les « jeunes de la rue » par exemple. Or, il est très virulent à l'égard des itinérants qu'il croise dans la rue :

C'est pas que ça me gêne mais j'ai pas grandi dans un entourage de pauvreté et d'affaires de même. J'ai grandi dans un coin assez riche, j'ai toujours eu de l'argent, je l'ai perdu là. Fait que je ne sais pas moi aider les gens...Je riais d'eux avant moi ! (FG).

En fait, l'engagement est un processus biographique « différencié », relatif à chaque individu en intensité et en fréquence (Passy, 1998). La socialisation, ou le capital militant, sont des facteurs explicatifs des trajectoires de l'engagement. Il semble que plus l'on évolue dans un milieu engagé, plus les raisons de se mobiliser existent. L'engagement apparaît alors comme une activité familière, on a les capacités d'action et les ressources personnelles pour l'incarner. À l'inverse, plus l'on est étranger aux formes de militantisme, moins cette activité est un réflexe. Si la réalité d'entrée en action est plus complexe que ce schéma manichéen, ces raisonnements traduisent la réalité de l'engagement des jeunes rencontrés et donnent à l'engagement sa direction, sa signification et son incarnation (Bobineau, 2010). Le fait d'avoir recensé peu d'actes d'engagement (chapitre 4) s'explique en partie en raison des contraintes objectives entourant cette activité ainsi qu'en raison des représentations sociales négatives de cet acte ou des organisations militantes. Mes résultats présentent en effet diverses figures de l'engagement.

## **1.4 Les figures de l'engagement**

À l'instar de Jodelet (1991, p. 36), les représentations sociales sont entendues ici comme :

[...] une forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social.

[...] Ces représentations sociales en tant que systèmes d'interprétation, régissant notre relation au monde et aux autres, orientent et organisent les conduites.

Ces « processus sociocognitifs » sont à la base de nos modes de penser, de nos conduites et de nos interactions. Les représentations sociales fondent en effet notre rapport au monde et au fonctionnement en société (Garnier et Doise, 2002). De même, elles interviennent dans le « processus » d'engagement. La compréhension des mécanismes d'engagement et de non-engagement, des contraintes et des conditions d'émergence, dépend en grande partie des représentations : la place de l'engagement dans la vie des jeunes, la forme des actions, et des organisations. Cette perspective d'analyse est incontournable pour appréhender les différentes prises de position des jeunes. Plus encore, elle permet aussi de comprendre pourquoi certains ont refusé de participer à la recherche, expliquant qu'ils n'étaient « pas assez engagés », entendons par là, dans un parti politique ou une organisation militante. D'après une analyse des propos en creux, j'ai distingué trois figures de représentations qui donnent à lire : un engagement inaccessible, un engagement nécessaire et un engagement équilibré<sup>100</sup>.

#### **1.4.1 Un engagement « inaccessible »**

Lorsque l'engagement n'occupe pas ou peu de place dans la vie des jeunes c'est souvent parce que cette activité semble inaccessible. Les contraintes à la mobilisation sont tellement insurmontables que l'attentisme s'impose alors. C'est aussi la conséquence du phénomène de « déengagement » dont parle Vulbeau (2005). Le non-engagement, ont affirmé certains jeunes, est typique de la situation de marginalité, expliquant même qu'il : « [...] ne faut pas [que je m'étonne] si [je] ne trouve personne pour [ma] recherche ! ». Et d'autres d'ajouter que ce n'est pas une priorité dans leur vie :

- Je pense juste à survivre sans envahir les autres. Certaines personnes ne comprennent pas ça. Ils veulent juste boire de la bière, dépenser leur argent pour boire de la bière. [...]

---

<sup>100</sup> Ces termes proviennent d'un travail de synthèse des propos des jeunes.

- Engagement, activisme, je suis tombé dans le je-m'en-foutisme de ça moi. Moi je m'en *criss*. Ça ne sert plus à rien. On n'a pas d'autre choix que de suivre. Des histoires à la con oui ! Le gouvernement est plus criminel que moi. Pourtant, c'est moi qui suis dans la rue ! (FG).

Les actions entreprises par ces jeunes sont souvent dirigées vers l'objectif de survie et de lutte personnelle et identitaire. Dans ces conditions, l'engagement ne fait pas partie des conduites courantes, possibles ou prioritaires :

- Moi j'ai choisi de parler du thème « stopper la société de consommation »<sup>101</sup>. C'est dur ! Même dans la rue. [...] Tout le monde pourrait se rassembler et faire quelque chose de tellement beau et positif. Mais tout le monde est sur la tangente et c'est dur de faire quelque chose de consistant.
- Moi je pense que quand tu vis dans la rue et que tu veux vraiment faire quelque chose, changer les choses, ça prend quelques billets. Tu ne peux pas financer une révolution avec le *squeegee*.
- Peut-être, mais avec des millions de *squeegee* !
- Moi je trouve ça drôle parce que je crois que les jeunes de la rue doivent s'entraider et c'est tout le contraire (FG).

Dans cet échange, le manque de moyens personnels et organisationnels est identifié par les jeunes comme un frein à la mobilisation. Notons que, comme dans l'extrait précédent, ces moyens semblent d'autant plus colossaux et inaccessibles que leur projet vise à changer la société dans son ensemble. L'enjeu pour eux est également de trouver des ressources permettant de sortir de la situation de marginalité : lutter contre les injustices, contre les valeurs capitalistes, contre l'inégalité et promouvoir la solidarité dans la rue. Il apparaît enfin que les moyens reposent exclusivement sur leurs épaules.

S'ils envisagent parfois de se regrouper, les jeunes interrogés n'ont apparemment pas toujours le réflexe de penser l'engagement dans une structure préexistante. Certains l'ont avancé, les organisations qu'ils connaissaient ne leur conviennent pas. Leurs ambitions de changement dépassent alors leurs ressources personnelles ou collectives, l'engagement appelle des sacrifices et des frustrations que tout le monde n'est pas prêt à subir, comme l'extrait suivant l'illustre :

---

<sup>101</sup> Ce thème était proposé dans les petits papiers distribués pour l'animation des entretiens de groupe.

- L'activisme n'occupe pas une grande place dans ma vie. Une marche ou quelque chose comme ça, ne va pas changer grand-chose. Je veux dire que tu dois avoir l'entière structure de la société qui change pour que ça soit un changement remarquable. Pas juste quelques gens qui réclament et qui crient. Sinon, on s'en fout de ton action. Si la société au complet n'est pas prête à changer, ça ne va rien faire. Tous les activistes du monde font peut-être quelque chose de bien, mais si ça n'est pas suivi...quelque que soit la raison pour laquelle on se mobilise, tu as beau crier pour des bonbons, si l'activisme ne fonctionne pas, tu vas te dire que ça ne vaut pas la peine de réclamer pour ça. Il faut être prêt à crier et ne pas recevoir tes bonbons et ne plus crier. C'est juste une analogie que je fais (FG).

Enfin, l'engagement inaccessible c'est aussi, pour les jeunes, l'intériorisation à la fois d'un phénomène générationnel d'apathie et un phénomène social de manque de ressources. Or, non seulement cette thèse générationnelle n'est pas tout à fait représentative de la réalité – même chez les jeunes rencontrés – mais en plus, elle traduit davantage le « dégageant » que le non-engagement volontaire. En effet, la majorité d'entre eux affirment que l'engagement est fondamental, surtout en situation de marginalité.

#### **1.4.2 Un engagement « nécessaire »**

Les jeunes interrogés s'impliquent parfois très peu dans des mouvements sociaux ou dans des actions collectives au sein des OCJ notamment. Pourtant, et cela peut sembler contradictoire, dans leur discours, l'engagement est une valeur importante à leurs yeux. C'est même un « acte nécessaire » pour « prendre position dans la société » en tant que jeune en situation de marginalité, ont-ils souvent affirmé. Et malgré cela, en creux, se révèle pour certains la difficulté à définir l'engagement et surtout, l'inaccessibilité à des formes d'engagement plus traditionnelles - le militantisme ou l'activisme régulier au sein d'une organisation. En fait, l'engagement ou la prise de position est inéluctable, souvent inaccessible, mais pas impossible.

À l'image de ce vieil adage souvent répété : « si tu ne t'occupes pas de politique, la politique s'occupe de toi », de nombreux jeunes interrogés pensent qu'il est indispensable de réfléchir et

de se positionner soi-même. Ainsi, « [l'engagement], ça détermine la vie de tout le monde. C'est quelque chose dont tu ne peux pas te défaire », ont expliqué certains. J'ai souvent entendu également que « tout était politique » et qu'ainsi, tout était engagement et prise de position. Certains expliquent ainsi leurs expériences d'engagement auprès de leurs pairs, l'entraide dans leur entourage familial, la défense de son point de vue dans une discussion ou leur choix pour un logement écologique (la colocation). D'autres ont ajouté en ce sens que s'engager était indispensable pour ne pas avoir à « subir le choix des autres » et aussi, pour « sortir des rapports de force dans le quotidien » :

- Si tout le monde parlait du rapport de force et décidait de se mobiliser, ça pourrait créer un mouvement politique. Ça s'inscrit dans des interactions du quotidien. Mettons dans une soirée avec un gars qui devient lourd et qui se met à tapoter une fille. Si on ferme notre gueule...Mais si on décide tous ensemble de le crisser dehors, on est en train de faire un acte politique contre un rapport de force. [...]
- Les gens décident d'un certain statut, de certaines valeurs qui vont autour d'eux puis qui les régissent comme étant un groupe social et politique de la personne qu'ils vont mettre dehors [...] (FG).

Cet extrait montre, encore une fois, combien l'engagement s'inscrit, pour ces jeunes, dans la quotidienneté et dans la volonté personnelle d'agir. Il suffirait presque simplement de « s'auto-habiliter » pour s'engager et/ou prendre le pouvoir sur sa propre vie (Gaxie, 2007). Mais il y a là aussi la dimension du devoir, de la nécessité, qui se dégage de cette représentation de l'engagement. En fait, les rapports de pouvoir sont tellement insidieux qu'il faut les combattre constamment et surtout dans son environnement immédiat. Si la réalité l'impose parfois, l'engagement est nécessaire et indispensable pour comprendre le monde qui les entoure :

L'engagement c'est de réfléchir et de prendre acte des réalités qui passent, des problèmes qui se posent, qui circulent aussi. Ce n'est pas un truc figé. Comme mettons dans tel groupe uniquement. Ça circule. Ça touche le quotidien (FG).

Dans un autre registre, des jeunes estiment que c'est une façon d'être « responsable » et de « faire face à la réalité ». Plus encore, c'est la « clé du changement » selon l'argument de certains jeunes *enrajés* qui, dans leur lutte, cherchent à faire la différence en faisant valoir leurs droits sociaux. Un jeune a ainsi confié qu'il aimait beaucoup manifester avec le RAJE citoyenne, il trouve que c'est « important de se mobiliser pour une cause [aussi] concrète » car,



[...] si personne ne se réveille, rien ne pourra changer, surtout pas pour [l'aide sociale pour les jeunes]. Parce que le gouvernement met de l'argent où il veut puis à un moment donné il faut que ça cesse, il faut qu'on impose nos choix (FG).

Un autre argument justifiant la nécessité de l'engagement concerne en quelque sorte les rétributions personnelles de cet acte. En effet, les jeunes pour qui s'engager est une nécessité, le font aussi pour eux-mêmes, parce que « c'est valorisant », parce que « ça fait du bien » sur tous les plans : physique, psychologique, spirituel et politique. C'est même « gratifiant ». Cependant, des jeunes expliquent qu'ils ont aujourd'hui besoin de temps pour régler leur situation et qu'ainsi, l'engagement occupe moins de place dans leur vie. Ils mettent en avant un des enjeux majeurs des prises de position en situation de marginalité, c'est-à-dire l'équilibre dans le don de soi :

[...] S'il faut que je dépense beaucoup d'énergie en ce moment pour améliorer ma situation à moi, c'est toujours important de continuer mon implication pour les autres, de continuer à supporter des causes. L'idée c'est de trouver du temps et de bons moyens d'action (FG).

### **1.4.3 Un engagement « équilibré »**

L'« équilibre » se rapporte ici à différents éléments : construire des prises de position équilibrées, trouver un équilibre de vie pour s'engager, mettre en adéquation plusieurs formes d'engagement, ou maintenir un intérêt constant pour l'engagement. Ces difficultés à développer un engagement équilibré ou à trouver un équilibre dans l'engagement expliquent en partie les phénomènes de non-engagement. Elles trouvent également leur source dans la situation de marginalité, ou dans la période de socialisation à la vie adulte, mais aussi dans l'offre insatisfaisante de formes d'engagement.

Si s'engager est important, cet acte est difficile à maintenir surtout parce qu'il prend parfois trop de place dans un contexte de vie « déséquilibré ». Pour certains jeunes interrogés, prendre position nécessite « réflexion », « maturité » et « équilibre » :

**- Et les causes, elles viennent comment à vous?**

- Ça dépend desquelles, là.
- C'est une question de maturité, tu confrontes un regard plus critique sur les choses que tu as vécu...
- Oui, critique par rapport au capitalisme, par rapport au communisme...
- Il y a des causes qui arrivent par rapport à ce que tu vis, toi.
- Dans le fond, c'est ça, c'est une balance entre la vie de tous les jours, les actions que tu fais, les actions concrètes de toutes sortes qui peuvent être des barèmes (FG).

En fait, la recherche d'un équilibre fait souvent suite à une période d'engagement trop intense, peut-être trop extrême et envahissante. Le contexte de la situation de marginalité n'est pas non plus un cadre favorable à l'engagement, tant les modes de vie de certains jeunes ne sont pas stabilisés (Greissler, 2007). Par ailleurs, il existe des organisations au fonctionnement trop encombrant. C'est le cas des associations de lutte pour le droit des animaux, m'a-t-on expliqué. Leurs méthodes radicales paraissent, pour certains, trop sectaires et extrémistes : pas de place pour les échanges, pour les réflexions sur les tactiques et surtout pas la possibilité de s'impliquer modérément. Nombre de jeunes ont donc quitté ces organisations et seraient ainsi devenus plus rétifs à l'engagement :

J'ai une bonne image de la cause pour laquelle je m'implique. Je suis impliquée dans la cause pour le bien-être animal. Ça fait 8 ans que je suis végétarienne. Mais dans ce domaine il y a énormément de cons. Il y a tellement de monde qui fait des *mooves* débiles. C'est pire que l'armée ! Ils ne réfléchissent pas. Ils font des conneries. Mettons qu'il y a une ferme d'élevage d'hermines pour la fourrure. L'hermine il n'y en a pas « naturellement » au Canada à la base. Il existe des élevages, mais cet animal n'a pas de prédateurs. Il y a quelques mois, des imbéciles sont allés libérer ces animaux. Donc si ces hermines étaient restées dans la forêt, elles auraient tout détruit. Tout l'écosystème. [...] Ils auraient tout mangé et auraient fini par crever de faim. [...] Il y a une façon de faire. Je trouve que la plupart des groupes n'ont pas la bonne façon de faire. Je trouve souvent que ça manque de vision globale. Tu ne peux pas dire, par exemple que tu vas aller en Afrique dire qu'ils n'ont plus le droit de manger des chèvres quand mettons c'est tout ce qu'ils ont. Ce n'est pas moi qui vais dire ça. Il y a trop de radicalisme là-dedans. C'est pour ça que personnellement je me suis dissociée de ça. Parce que je trouve que tout ce qui se fait envers les animaux notamment, devrait venir d'une base plus volontaire et ça n'arrivera pas demain. Pourquoi ? Parce que la réalité économique ne fait pas en sorte que ça va arriver demain. Parce que les gouvernants ont d'autres problèmes autrement plus importants à régler que ça. Tant que tout le monde ne mangera pas, tant qu'il y aura des enfants qui vivent une mauvaise situation ici, le problème des animaux ne sera pas le premier problème du gouvernement et c'est normal parce que le rôle du gouvernement ce n'est pas de défendre des animaux c'est de défendre les gens du pays. Ça n'arrivera pas et je trouve que le radicalisme n'aide pas (FG).

De façon générale, à l'image du raisonnement développé dans cet extrait, suite à des expériences de militantisme actif plus ou moins concluantes, certains jeunes rencontrés s'interrogent sur les limites de l'engagement : jusqu'où s'impliquer ? Jusqu'où faire don de soi ? Faut-il à tout prix maintenir son engagement ? Comment accueillir les avis contraires à sa cause ? Nombre de jeunes sont arrivés à la conclusion que l'engagement était une question d'équilibre :

- Tu le fais pour toi alors que des fois ça prend tellement de place que tu as besoin que ça n'en prenne plus dans ta vie. Tu dois tout arrêter pour t'occuper de toi. Il faut être capable de trouver une balance entre la vie de tous les jours et les actions à faire.
- Parfois, c'est parce qu'on est rendu à un stade où il faut penser à soi aussi. Personne d'autre ne va le faire à ta place. C'est comme si tu es engagé partout, tu vas à toutes les manifs, alors que ta vie c'est un gros bordel. En gros ton engagement est contre-productif dans un sens.
- Ça peut aussi en venir à un point où ça te rend malheureux parce que tu vois seulement ce qui va mal autour de toi.
- C'est ça. Moi pendant un bout, je n'étais plus capable de manger plein d'affaires. Je regardais partout le monde et il m'écoeuraît, je n'étais plus capable. Même mes amis proches. Je ne me sentais pas bien. Il a fallu que je lâche prise sur plein de choses. Je me tapais sur les nerfs. Je m'obstinais pour rien. À un moment donné, il faut que tu te dises que tu le fais pour toi. Il faut que tu acceptes aussi que tout le monde n'est pas prêt à s'engager comme tu le fais.
- Oui. Quand on a tendance à dire justement que tout est politique...des fois c'est trop lourd.
- Par exemple le rapport au territoire. Tu sais moi j'ai beaucoup été en Europe, dans des squats notamment. Le rapport au territoire là-bas est super différent. À un moment donné, ils commençaient vraiment à faire de l'intimidation aux Roms, aux Gitans, aux Tsiganes. Les « gens du voyage ». Bref, on a pris position dans le squat pour les accueillir. Puis, à un moment donné, il y a une loi qui est passée pour dire que si tu aides un sans-papier, on peut t'arrêter. À ce moment-là, il y a eu une scission dans le squat. À l'interne. C'était tellement atroce. On s'est séparé en deux. Il y a des amitiés qui ont éclaté parce que du monde disait qu'on ne pouvait pas les accueillir, qu'ils avaient peur. D'autres pensaient qu'il fallait continuer sur notre position. Ça a éclaté. Est-ce qu'il fallait rester dans notre zone de confort ? Est-ce que parfois l'engagement c'est prendre un chemin différent, dangereux ? Est-ce qu'on maintient sa position coûte que coûte mais en respectant les avis différents ? Tu n'es pas obligé de te taper sur la gueule. Mais c'est ce qui s'est passé (FG).

Dans ce passage représentatif des échanges, formels ou informels, on trouve différentes représentations sociales qui mènent à l'engagement équilibré : démarche personnelle, égoïste et altruiste à la fois. Aussi contradictoire que cela puisse paraître, les jeunes rencontrés attachent de l'importance à l'engagement, principalement pour se sortir personnellement de la marginalité et surtout, pour vivre en adéquation avec leurs valeurs anticapitalistes, entre

autres. Pour autant, ils attachent une grande importance à la solidarité et à l'altruisme (voir p. 186). En réalité, c'est le manque de moyens qui donne parfois à l'engagement une tournure plus intense. En l'absence d'organisations adéquates à leurs yeux, nombre de jeunes incarnent l'engagement dans le mode de vie : squat, alimentation végétarienne, théâtre forum, blogs, *bands* de musique *underground*.

Le manque de maturité explique également, d'après eux, la difficulté à prendre de la distance avec l'engagement ou la cause pour laquelle ils souhaitent se battre. Souvent, c'est rétrospectivement qu'ils réalisent que leur posture était trop radicale, que leurs engagements les faisaient souffrir, ou que leurs actions étaient contre-productives. Le militantisme devient parfois un combat sans limite. Certains jeunes se sont même interrogés sur leurs choix « immatures », ou leurs « mauvais choix » : « et si je m'étais trompé, si je m'étais battu pour des causes intolérantes ? Et si j'avais été raciste et extrémiste ? », se sont-ils plusieurs fois demandés.

## 1.5 Synthèse

Selon la perspective économique, les individus à faibles ressources sont portés à se désengager totalement ou à limiter leur participation (Maurer et Pierru, 2001). Ce mécanisme est ici renforcé lorsqu'ils jugent l'offre d'engagement incompatible avec leurs aspirations, leurs valeurs, ou leur mode de vie, alors même qu'ils cherchent des moyens d'entrer en action. La perspective sociétale s'intéresse plus particulièrement aux liens sociaux pour comprendre l'engagement. À l'instar d'Oberschall (1973), on peut observer ici que le manque d'organisation interne et les difficultés d'accès au centre du pouvoir (ressources relationnelles) entretient la faible mobilisation des groupes sans ressources. En outre, les jeunes interrogés n'appartiennent souvent à aucun mouvement social précis et ils partagent largement le sentiment qu'il est difficile, voire « inutile », de se mobiliser. Ces obstacles sont, selon eux, attribuables aux caractéristiques de la société actuelle avant tout. Quant à la perspective *dispositionnelle*, elle vise à comprendre le degré de possibilité du passage à l'action au plan

individuel. En principe, cette analyse est « processuelle », elle repose sur l'étude de trajectoires, de « carrières » ou de « générations » militantes (Agrikoliansky, 2001; Fillieule, 2001; Passy, 1998). Les ressources expérientielles favorisent en théorie l'engagement. En ce qui concerne les jeunes rencontrés, elles font toutefois défaut et c'est ainsi que l'on peut appréhender les éléments de compréhension du non-engagement ou du silence des jeunes qui ne passent pas à l'action. Mes résultats indiquent également que l'engagement est parfois en décalage avec le milieu familial d'origine. Ce qui explique pourquoi les jeunes ne sont pas outillés pour s'engager.

En définitive, les jeunes rencontrés développent plutôt une forme d'ambivalence entre l'envie de s'engager et le besoin de mettre à distance une activité contraignante, par manque de ressources (absence de « dispositions » ou difficultés à prendre position), mais aussi en raison de représentations négatives de cet acte. Les jeunes, pour qui l'engagement n'a pas ou peu de place, ont semble-t-il une perception de l'engagement tel qu'il est « inaccessible ». Les jeunes pour qui c'est important, même s'il cela ne se traduit pas nécessairement en actes, estiment que c'est une activité « nécessaire ». Enfin, certains ont besoin de s'interroger sur les limites d'un tel acte, c'est-à-dire sur l'équilibre à trouver entre engagement total et repli sur soi. Dans ce cas, on peut parler d'engagement « équilibré » ou raisonné. Néanmoins, ces figures ne sont pas exclusives, elles ne se rapportent pas à un profil de jeunes en particulier. Certains pensent par exemple que l'engagement est inaccessible et pourtant, ils estiment qu'il est nécessaire. Finalement, cette articulation entre conditions objectives (ressources) et conditions subjectives (représentations) de l'engagement se poursuit dans les conditions d'émergence des prises de position personnelles ou collectives. Il est important d'étudier l'engagement des jeunes en situation de marginalité sans faire des contraintes la seule variable univoque.

## **2. Les conditions d'émergence**

Les cycles de vie, les motivations ainsi que les dispositions comptent parmi les facteurs qui déterminent l'émergence et la forme de l'engagement. Des études ont également mis en avant le rôle des « soutiens extérieurs », des « entrepreneurs de cause », qui favorisent le passage à l'action des personnes en situation de marginalité (Antony, 2010; Chabanet et al., 2011; Malinas, 2007; Mathieu, 2001, 2004b; Maurer et Pierru, 2001; Patrice, 1991; Péchu, 2004; Piven et Cloward, 1977; Royall, 2008; Siméant, 1998).

Si l'émergence du RAJE citoyenne repose en grande partie sur l'investissement de jeunes prêts à se mobiliser, cela dépendait également de ressources organisationnelles : OCJ, financement privé ou public, militants expérimentés, entre autres. Avant de comprendre les « séquences » et les enjeux de l'émergence d'actions collectives comme le RAJE et le FER, j'analyserai les paramètres individuels de l'engagement comme les motivations de l'entrée en action ou les contours du passage à l'acte. Je présenterai également quelques éléments liés au contexte et aux événements extérieurs influençant les prises de décision personnelle des jeunes rencontrés, ainsi que certaines dimensions du choix pour une organisation militante précise.

### **2.1 Les motivations de l'entrée en action**

Les jeunes ont présenté de nombreuses raisons de se mobiliser, d'agir, de protester, de prendre position dans l'espace social ou politique. Cependant, ce n'était pas un sujet de conversation central, tant les contraintes ont pris beaucoup de place dans les échanges. Les questions de relance ont néanmoins été des occasions d'interroger les jeunes sur les motifs de leurs engagements ou désengagements. Comme on vient de le voir, s'il est parfois « nécessaire » de s'engager, il est souvent « impossible » de le faire car cela ne fait tout simplement pas partie des préoccupations des jeunes ou de leur champ de possibilité. En outre, il arrive que certains se demandent s'il existe de « bons ou de mauvais engagements ». Nos résultats montrent donc

quelques-unes des raisons évoquées par les jeunes pour justifier le fait de s'intéresser à telle cause, ou à tel mouvement. Quand l'engagement ne se traduit pas en actes, ces explications touchent au registre des représentations, des idéaux, ou des valeurs.

J'ai également relevé plusieurs figures de motivations, de « sens » ou de significations de l'engagement que je propose de catégoriser de la façon suivante : altruiste, instrumentaliste et contestataire<sup>102</sup>. Ces figures ne sont pas exclusives, les jeunes ne privilégient pas forcément l'un ou l'autre registre de justification. Souvent, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils ont évoqué des éléments de tous ces registres à la fois. La figure altruiste fait globalement référence à l'intérêt ou au sentiment désintéressé pour autrui, à la générosité et la solidarité. L'instrumentaliste correspond à l'intérêt de soi, pour soi, mais pas nécessairement au détriment des autres. Cela peut se traduire par le besoin de prendre soin de soi. Enfin, le contestataire se rapporte à la stratégie résistance dans un environnement qui ne garantit pas reconnaissance et survie.

### 2.1.1 Altruiste

Être altruiste<sup>103</sup> est le contraire du « vivre pour soi », c'est faire passer les intérêts de l'autre avant les siens. « L'altruisme » fait partie des thèmes développés par les jeunes qui ont directement employé ce terme pour illustrer le sens de l'engagement. Parfois, le terme « solidarité » exprimait la même idée. Enfin, la thématique du « lien social » apparaissait systématiquement en toile de fond des raisons de s'engager. Si ce sont les jeunes eux-mêmes qui ont évoqué ces sujets, l'emploi de ces termes comporte des limites. La principale concerne la mise en œuvre de l'altruisme – autrui se rapportant souvent pour eux à l'entourage personnel ou direct (la rue ou les OCJ). Les jeunes sélectionnent ainsi les « autres » à aider. Cependant, ils sont nombreux à être également portés par le souci de l'intérêt général.

---

<sup>102</sup> Notons que le terme altruiste a souvent été employé par les jeunes directement. Je propose les autres termes partir d'une synthèse analytique des registres de justification que j'ai repéré dans les entretiens formels ou non.

<sup>103</sup> C'est Auguste Comte qui a créé le mot altruisme en contractant les termes *autrui* et *alter* (Lalande, 1968).

L'altruisme est une motivation largement répandue, certains vont même jusqu'à parler de « devoir social ». Cela fait référence à l'obligation sociale, voire morale, dont parle Fitch (1987) : l'individu s'engage car il souhaite que quelqu'un l'aide le jour où il sera lui-même dans le besoin. En fait, cela correspond essentiellement à une volonté de « rendre la pareille », suite à une expérience positive dans les OCJ qui n'a pas laissé indifférent. Certains jeunes ont développé une « fibre sociale », un « intérêt pour l'intervention », une volonté « de passer de l'autre côté du bureau » ou de « transmettre ce [qu'ils ont] appris au suivant », d'aider à leur tour les jeunes en difficulté. Cela est très bien expliqué par un jeune rencontré dans une maison d'hébergement, très impliqué au sein du RAJE citoyenne et qui m'a fait part également de sa volonté de devenir éventuellement pair-aidant du GIAP :

Je sais que tout au long de ma vie de jeune adulte, le fait de m'impliquer en tant que tel ce n'était pas un concept qui venait naturellement. Ça ne faisait pas partie de mon éducation. Ça ne faisait pas partie des habitudes de vie des personnes qui m'entouraient non plus. C'est sûr que quand j'ai commencé à connaître des difficultés, quand j'ai commencé à me retrouver dans la rue par exemple, puis qu'il est venu le temps de cogner à une porte ou à une autre, pour demander de l'aide, là j'ai commencé à découvrir le monde communautaire. La première fois que je suis venu vivre à Montréal, c'était pour me rendre dans une Auberge du cœur... Je pensais qu'à Montréal tout le monde était individualiste. Ça a quand même été un choc culturel le fait d'arriver ici. Mais j'ai vu du monde qui mettait de l'énergie à tenter d'aider son prochain, ceux qui en avaient besoin. M'impliquer dans ces organismes est devenu important pour moi. J'ai trouvé que ça avait quelque chose de très valorisant. Autrement dit, je me suis découvert un altruisme, une générosité qu'il n'y avait pas du tout auparavant chez moi (FG).

Les pairs-aidants sont un exemple illustrant bien ce phénomène de « devoir social », mais d'autres jeunes partagent également cette motivation, sans chercher pour autant à devenir intervenants. Ce sont en fait des « pratiques de réparation » qui touchent aux notions d'entraide et de solidarité et qui visent à : « [...] rendre service, [à être] en quelque sorte l'obligé d'autrui, au premier sens de ce mot, c'est-à-dire se lier (*ligare*) devant ou à cause (*ob*), « s'engager moralement » (Bobineau, 2010, p. 102).

Les OCJ qui forment mon terrain de recherche offrent différentes occasions de s'investir dans son milieu de vie et ainsi d'aider les autres en participant à certaines tâches quotidiennes : la préparation et le service des repas, le nettoyage de certains locaux communs, la mise en place



d'ateliers artistiques ou sportifs, etc. Ces actes sont souvent accomplis spontanément, parfois les jeunes sont encouragés par les intervenants à se porter volontaires et il existe des structures où l'on a mis en place un planning qui oblige chaque jeune, selon ses disponibilités, à s'impliquer régulièrement dans le fonctionnement de son cadre de vie<sup>104</sup>.

Ces activités aident aussi à trouver un sens à son passage dans la rue ou dans un OCJ. Les jeunes « retirent quelque chose » de ces formes d'implication. Non seulement ils se sentent « utiles », mais en plus ils trouvent là des « façons d'organiser [leurs] journées », de trouver une place dans un groupe social, de s'épanouir et de vivre en société. « Être utile », ou « aider les autres » vise alors à émanciper l'autre tout en s'émancipant soi-même. Partager la connaissance pour favoriser l'autonomie d'action est d'ailleurs le propre de l'éducation populaire chère aux OCJ : « [...] permettre à chacun de s'épanouir et d'agir au sein de son environnement, bref de trouver sa place en tant que *citoyen*, *travailleur* et en tant que *personne* » (Bobineau, 2010, p. 106).

Dans l'extrait suivant, une jeune femme exprime les effets positifs de sa participation au sein du RAJE citoyenne au plan personnel et au plan de l'ouverture au monde ou de l'implication dans la société :

Je ne savais pas que j'aimerais m'impliquer comme ça. Que ça m'intéresserait autant...ça m'a ouvert sur le monde, ce qui se passe, pourquoi les gens manifestent. Ça m'a permis de connaître d'autres groupes qui manifestaient pour d'autres causes mais qui me rejoignaient aussi. J'ai découvert de nouvelles causes que j'aime et d'autres que je n'aime pas. Je vois maintenant le gouvernement et la société en générale d'une autre façon. Ça a vraiment changé ma perspective. [...] J'ai appris qu'en équipe ça va toujours mieux que toute seule. Si on s'implique et qu'on fait un projet jusqu'à la fin, ça a de bons impacts, on a des résultats. C'est long. On a appris que c'est dur de négocier avec des ministres. Je me suis fait *shooter de la marde* par une députée. Ça m'a aidé à voir vraiment qui ils étaient et comment essayer d'arriver à nos fins avec eux. Ça m'a fait voir que j'étais quand même forte, parce que je suis passée par-dessus et j'ai continué quand même (Vidéo du RAJE citoyenne).

---

<sup>104</sup> Dans les Auberges du Cœur, chaque jeune s'inscrit à tour de rôle pour participer, entre autres, à la préparation des repas du soir, ainsi que pour s'occuper du nettoyage et du rangement de la cuisine. Dans la Rue fonctionne différemment en rétribuant les volontaires qui aident à préparer les hot-dogs distribués gratuitement dans la rue et ceux qui aident l'équipe de la cuisine à confectionner et à servir les repas du midi.

Le bénévolat, l'engagement humanitaire ou écologiste sont des exemples concrets d'altruisme, de formes d'engagement qui intéressent beaucoup les jeunes rencontrés. Le souci pour sa communauté et sa planète est une manière de s'intéresser à l'autre. À ce titre, des réflexions sur le partage, sur l'égalité en droits et en moyens de subsistance ont été développées à quelques reprises.

Dans le passage subséquent, des jeunes échangent sur le « système » actuel de société jugé profondément « individualiste ». Certains envisagent le « communisme » comme une « option intéressante » pour ses valeurs de « solidarité » et de « partage » justement. Cependant, on voit bien ici à quel point l'altruisme est parfois en tension avec l'intérêt personnel sous couvert d'intérêt général :

- Le mot communisme ça vient de communauté. Si tu étais dans une société communiste, tu serais comme un paysan. On te garantirait un bout de terre, tu produirais assez pour ta famille et le reste irait au gouvernement pour être redistribué à travers tout le pays.
- Ce n'est pas cette part du communisme que je souhaite. C'est juste que tout le monde puisse avoir un petit peu. La première idée qui te vient à l'esprit c'est que tout est à tout le monde.
- Oui, mais moi je ne veux pas tout partager avec tout le monde.
- Tout, non, mais je parle de tout ce qui est important dans la vie. Juste le nécessaire. Si tu veux plus, tu dois travailler [...] (FG).

Des jeunes aspirent donc à une société plus altruiste, égalitaire et juste ; en quelque sorte plus inclusive. La solidarité est évoquée parce que c'est un moyen de trouver des ressources pour s'en sortir et ainsi, pour trouver une place dans la société. Cela fait référence au système d'assistance mais aussi aux moyens de subsistance entre membres d'une même société, d'un même groupe social, ou d'une même communauté. Il y a là un véritable *leitmotiv* et forcément cela transparaît dans les raisons de s'engager. Souvent d'ailleurs, il semble que ce ne sont pas les jeunes les plus mobilisés qui tiennent ce type de discours, mais les valeurs altruistes sont fortement idéalisées par l'ensemble des jeunes rencontrés. En fait, à leurs yeux, « le chacun pour soi » ne permet pas de trouver sa place et ne donne pas de sens à sa vie. En outre, ils font très souvent référence au passé, aux sociétés organiques et au système politique et économique

anticapitaliste<sup>105</sup>. La solidarité c'est aussi le moyen d'action des plus faibles qui, en se regroupant, renforcent leur capacité d'agir, comme l'exprime très bien ce jeune :

Je me dis souvent que les gens qui sont dans un logement vraiment en bordel pourraient s'entraider. Mettons les gens qui sont autour et qui vivent la même situation ou qui l'ont vécu devraient se regrouper, non pas en se disant qu'ils vont renouveler totalement le logement, mais en utilisant leur restant de peinture pour le rafraîchir. Pour faire quelque chose ! Des échanges de même, de la solidarité... On aurait moins besoin de compter sur le système, sur les politiciens. Va falloir le faire. Là c'est juste le chacun-pour-soi. Ce n'est pas méchant d'être chacun pour soi, c'est un mode de vie, mais il faut le changer sinon on ne survivra pas. Pourquoi si quelqu'un déménage on ne va pas l'aider au lieu de payer un déménageur ? Un jour on va te le rendre de toute façon. Tu sais il ira bien un jour aider quelqu'un lui aussi (FG).

La dimension du don apparaît donc souvent dans les propos et notamment le triptyque : « donner-recevoir-rendre » mise en avant par Mauss (1950). Comme le résume un jeune : « aider, ça aide ! », autrement dit, le fait de se rendre utile est un bienfait pour soi :

Faire du bien aux autres fait du bien à soi-même. Ça, je l'ai découvert tard. J'ai passé les premières années de ma vie à être assez égoïste et égocentrique. À penser beaucoup à moi-même. Puis du moment que tu commences à aider les autres et à essayer de procurer quelque chose aux autres, ça devient vite très addictif parce qu'on se fait du bien à soi-même en même temps. Puis la fois d'après quand tu te regardes dans le miroir, tu te dis que tu es quelqu'un de bien parce que tu ne penses pas juste à toi. Et ça peut faire partie d'une démarche... quand on veut s'en sortir soi-même. C'est sûr que c'est important de penser à soi, de ne pas s'oublier à travers les autres. Souvent les autres sont un bon reflet de nous-mêmes. En donnant du bien aux autres, ça se propage. Autrement dit, propager des ondes positives va t'en amener d'autres. Le sourire de quelqu'un que tu as aidé, le remerciement, c'est une des plus grandes richesses. Je trouve que cet altruisme-là me fait vivre mieux avec moi-même et avec les autres (FG).

Malheureusement, pensent les jeunes, les individus ne sauraient plus aujourd'hui comment faire société, comment « vivre-ensemble », que ce soit par exemple à l'école, au travail, dans les relations sociales (Morin, 2004)<sup>106</sup>. Les jeunes rencontrés souhaitent donc plus

---

<sup>105</sup> Les jeunes interrogés ont très souvent fait référence aux Amérindiens et à la place de ce peuple dans la société canadienne. Ils répètent certes des interprétations historiques grossières, mais cette référence n'est pas anodine. Alors qu'ils ne sont pas directement issus de ce peuple, ils partagent la même position de désaffiliation voire, de mise au ban de la société.

<sup>106</sup> Le « vivre-ensemble » se rapporte aux règles de vie en société, à l'intérêt général, à la citoyenneté, au civisme, bref, aux fondements éthiques de notre socle commun de fonctionnement, pour reprendre les thèses de Morin

d'engagement dans les rapports humains et les liens sociaux. En ce sens, ils rejoignent la thèse de Morin (*Ibid*) qui plaide pour une éthique de la compréhension d'autrui, pour l'altruisme et les liens sociaux :

[...] le non-engagement ça part de la peur. Le non-engagement que je vois le plus souvent c'est quelqu'un dans la neige avec son char et qui a besoin d'aide et 50 personnes qui passent à côté et qui ne demandent pas s'il a besoin d'aide. Tu sais, tu as le droit d'avoir des raisons de pas vouloir l'aider, mais 50 personnes qui auraient une raison de pas l'aider...ça se peut pas. La vieille Madame qui a besoin d'aide, tout le monde passe à côté sans la regarder. C'est pareil. Tu sais la petite Madame, tout le monde passe à côté sans rien faire, mais quand elle est en train de faire une crise cardiaque...tu passes à côté aussi. Idéalement, on devrait tous s'entraider (FG).

Les jeunes interrogés recherchent des occasions de créer des liens, notamment dans les situations les plus simples de la vie quotidienne, dans la rue, dans les transports en commun, dans les ressources communautaires : se saluer, reconnaître la présence de l'autre, échanger, partager des opinions et tisser des liens. Finalement, c'est la signification, la direction et l'incarnation de l'engagement :

Dans le fond, si on avait une baguette magique pour changer quelque chose, je dirais : donner un sens critique à tout le monde. [...] Il faut vivre ensemble. Plus le nombre de voix est varié, plus le concert est agréable. Tant que ça ne tombe pas dans le chaos total [...]. Peu importe ce qu'on va dire, en bout de ligne, l'héritage que chacun laisse derrière, pour moi, ce n'est pas quelque chose de matériel, c'est le souvenir dans la mémoire des gens. [...] Laisser une trace qui fait un monde meilleur (FG).

La signification altruiste de l'engagement se résume par la quête du lien social; c'est, en somme, participer à la vie en société, être solidaire pour exister dans son environnement et dans son temps :

Aussi l'engagement a-t-il pour finalité (*telos*) de *faire société*, c'est-à-dire de vivre avec les autres, « s'entre-tenir » les uns les autres, se tenir debout avec les autres. Cette vie en société – qui prend la forme de la *sociabilité* et de la *socialisation* – est mise en sens à travers le fait de se donner tout en donnant ; c'est d'ailleurs ce que met en lumière l'anthropologie du don [...] » (Bobineau, 2010, p. 120).

---

(2004) pour qui « le bien, c'est le lien » : « Dans les sociétés archaïques et traditionnelles, les individus étaient pénétrés de devoir, de l'Interdit, de ce qu'il faut faire ou ne pas faire [...] Pour changer la société, il faut d'abord changer les individus, mais pour changer les individus, il faut changer les institutions. La solution est donc de s'aider les uns les autres, certains acteurs de la société dirigeant leurs actions vers les individus, d'autres, vers les institutions ».

### 2.1.2 Instrumentaliste

Lorsque l'on agit d'abord pour soi, les raisons de s'engager peuvent paraître instrumentalistes<sup>107</sup>. Ce motif se rapporte souvent aux individus qui souhaitent acquérir de nouvelles compétences, ce que l'on observe particulièrement chez les jeunes bénévoles (Gidron, 1978 dans, Brodeur, 2010; Ferrand-Bechmann, 2011). Dans cet ordre d'idées, Ion (2005) a mis en exergue les liens historiques entre le bénévolat et le secteur du travail social en France. Toutes les entrevues ou discussions informelles montrent que l'engagement relève d'un « choix personnel »<sup>108</sup>. Les jeunes interrogés développent des raisonnements reposant sur leurs envies, leurs intérêts ou besoins personnels à agir pour une cause ou un mouvement. S'il est vrai que la prise de décision relève d'un choix individuel, elle peut être influencée par différents facteurs individuels, collectifs ou sociaux et l'acte d'engagement a ensuite un caractère public en ce qu'il prend forme dans une structure ou dans un mode de vie. La finalité de l'engagement est, en principe, de montrer un point de vue, de défendre une cause ; or, pour certains l'engagement est strictement privé à tel point que le prosélytisme est très mal perçu (« on ne peut pas forcer les gens à s'impliquer » ont expliqué à plusieurs reprises les jeunes) :

- Je suis végétarienne. Je ne mange pas de viande. Comme pour le travail, c'est important pour moi mais je ne milite pas : « vous devez travailler, ne pas manger de viande ! »

- Ça revient au fait que : engagement, implication, participation, sont des choix personnels. Ce n'est pas comme de crier sur tous les toits que je suis environnementaliste. Tes choix t'appartiennent. Ça reste du domaine du privé. C'est personnel. Toi comme individu, tu décides de te conformer ou pas à la société. De vivre comme la société s'attend à ce que tu le fasses. Tu décides ou pas, mais c'est toi qui décides, pas les autres.

- C'est toi qui fais la rupture avec le système ou pas, avec la machine. [...] Une rupture avec le système c'est une implication personnelle parce que tu prends des coups et ça demande un courage incroyable pour couper. *Oh my God*. C'est quand tu as cette rage que c'est quelque chose qui te donne mal aux dents et que tu regardes des injustices. Tu marches dans la rue à Montréal - et encore on a la chance de vivre dans une métropole, tu vois des trucs dégueulasses. Tu as envie de sortir un flingue, mais pas pour te flinguer, tu te dis : « OK, je flingue le peuple ou je me flingue

---

<sup>107</sup> Je propose ce terme pour illustrer des motifs opposés à l'altruisme. Il fait référence à la perspective d'analyse rationnelle développée par Olson (1966).

<sup>108</sup> Les jeunes ont beaucoup insisté sur ce point, expliquant également ainsi leur non-engagement ou leur désengagement.

moi ? ». Qu'est-ce que tu peux bien choisir ? Tu ne peux pas. [...] Je pense que les gens qui connaissent le milieu seront les dernières personnes à vouloir inviter des gens dans ce milieu là. Surtout dans la conjoncture actuelle (FG).

Le registre de motivation instrumentaliste rejoint également l'idée d'agir dans son entourage personnel, dans sa ressource communautaire, ou dans le cadre de son mode de vie. Lorsqu'aucun mouvement n'est assez intéressant ou assez fort pour eux, les jeunes interrogés privilégient alors des moyens d'action à leur portée, qui leur correspondent et qui leur procurent une forme de satisfaction personnelle. En ce sens, si le COBP défend une cause très importante, ce collectif propose des moyens d'action trop extrêmes pour certains qui, calculant les risques à participer, n'y voient plus d'intérêt personnel.

Finalement ce registre instrumentaliste trouve racine dans les limites des jeunes à s'engager. Certains estiment notamment que l'engagement est « contre-productif » dans les moments où « [sa] vie [est] un gros bordel ». Parfois, il faut d'abord penser à soi, faire le tri dans ses engagements et « lâcher prise » pour se consacrer à sa vie (l'engagement équilibré). Ce sont alors des périodes de désengagement qui s'installent, plus ou moins durablement.

S'engager est donc avant tout un choix personnel, mais cela peut également être un besoin. On s'engage pour ne pas être mis hors-jeu, pour ne pas être exclu, pour s'affilier. Des auteurs ont déjà montré la recherche de lien social, d'altérité, de reconnaissance, notamment chez les personnes en situation de marginalité qui s'engagent dans un mouvement social (Hamidi, 2010; Racine, 2010). La cause, la forme et l'organisation du collectif, les modalités d'action sont des facteurs très importants d'engagement. Mais la convivialité, les moments de sociabilité, les activités plus informelles, moins militantes, attirent également les individus vers une structure. C'est le cas des jeunes qui s'investissent au sein du RAJE citoyenne. Les revendications sont importantes et ceux qui rejoignent le mouvement les partagent, cela dit, les manifestations sont tout aussi motivantes et elles attirent d'ailleurs plus de monde que les rencontres plus routinières de réflexion. De même, les repas partagés avant les rencontres, les rendez-vous ponctuels pour des activités de *bowling*, les conversations informelles, les liens

d'amitié sont plus importants encore. D'ailleurs, des intervenants ont remarqué que c'était un support non négligeable à leur approche individuelle pour favoriser l'insertion des jeunes. C'est un lieu d'ancrage à partir duquel on (re)trouve un sens à sa vie et l'on se construit. Les jeunes partagent leurs convictions avec les autres, s'intègrent dans un lieu d'apprentissage, de savoirs et de savoir-faire, enfin, ils vivent des moments d'échange, de délibération et de rencontre. Tous ces éléments leur permettent finalement de s'ouvrir au monde :

[...] qu'il s'agisse de sociabilité ou de socialisation, à chaque fois, il s'agit de s'engager pour se rassembler, être avec les autres, « s'entre-tenir » en société. L'engagement est donc comme stimulé et propulsé par cette logique du rassemblement, de la ré-union voire de la communion, de la fraternité. Cette morale confinitaire des pairs se fonde sur trois ingrédients : des sensibilités, des symboles et des structures (Bobineau, 2010, p. 126)<sup>109</sup>.

Le registre de motivation instrumentaliste n'est donc pas un repli sur soi. Dans cet ordre d'idée, il est intéressant d'observer que certains jeunes rapportent l'engagement à la conformité et le non-engagement à la situation d'exclusion. Les stratégies d'action plus silencieuses, comme le développement d'un mode de vie végétarien, sont-elles des actes d'engagement qui contribuent à « faire société » ? Est-ce un besoin personnel ? Le paradoxe de certaines situations d'engagement vécues et exprimées en retrait, dans l'intimité est qu'elles produisent tout de même du lien social (Bobineau, 2010). Se détacher de son environnement ou de certaines normes dominantes, géographiquement ou symboliquement, est un acte permettant de s'attacher différemment au monde et parfois, dans un autre monde avec ses propres normes (*Ibid*).

Force est de constater un parallèle avec l'expérience de rue et la « socialisation marginalisée ». Les jeunes de la rue développent leurs propres normes, codes et valeurs. Parazelli (2002, 2003) a déjà montré la proximité entre les formes des normes de la rue et celles des normes dominantes. Les jeunes recréent par exemple des liens familiaux avec leurs pairs, développent des activités lucratives pour subvenir à leurs besoins, ou réemploient l'espace urbain à leurs

fins. De même, cet auteur a montré les frontières poreuses qui existent entre les normes de la rue et celles du reste de la société. Les jeunes s'adaptent à leur situation de marginalité, reproduisent certains mécanismes, inventent des façons originales de faire avec et dans la société, et mettent en œuvre de nouvelles dynamiques, sans s'exclure totalement. En somme, l'être humain est un être social et quelque soit son environnement, il « produit la société » avec les autres :

Cette faculté proprement humaine de produire de la société pour vivre, l'engagement le permet, l'incarne, le met en forme au travers de la sociabilité et de la socialisation. Celles-ci reposent sur une dynamique propre à l'engagement : « donner-recevoir-rendre » [...] (Bobineau, 2010, p. 122).

Pour autant, il est des registres de motivation qui, sans être contradictoires avec les logiques altruiste et instrumentaliste, sont plus radicaux.

### 2.1.3 Contestataire

Le terme « contestataire » correspond à une tentative d'illustration des propos relatifs à la défiance et à la méfiance des jeunes à l'égard de la société capitaliste essentiellement, mais aussi à l'égard de l'offre traditionnelle d'engagement, voire, de certains mouvements sociaux ou de certaines associations qu'ils rejettent :

- Ce n'est pas l'effet de nombre qui est important. Il faut que ça commence quelque part, il faut que des personnes n'aient pas peur de faire ce qui est nécessaire pour produire un changement. C'est ce que je disais tantôt, le monde a peur. Le monde ne veut pas s'impliquer; le monde veut rester chez soi à regarder la télé puis à manger leur McDo; c'est cette société qui est décourageante. Il faut donc qu'il y ait du monde pour se lever, pour dire « non ». Puis, tant que tu n'auras pas ces personnes-là qui vont se lever pour dire non, puis qui vont commencer à montrer aux autres qu'il y a d'autres solutions, rien ne va se passer. C'est à nous de nous lever. (FG)
- J'étais au souper ce soir [...] sûrement que les gens n'aimeront pas ce que j'écris mais je n'écris pas pour plaire ! Le gouvernement est une machine incontrôlable et à moins de mettre de l'argent dans cet engrenage pour faire bouger les choses, on peut bien crier jusqu'à s'en époumoner, on peut faire 6 millions de pétitions, à moins de

---

<sup>109</sup> Les symboles se rapportent à la reconnaissance, à l'imaginaire, aux représentations et ainsi à la possibilité de faire sens commun pour se rassembler. Les structures permettent matériellement la réunion et les sensibilités sont les opinions, les croyances affinitaires.



les combattre avec leur propre arme (l'argent), vu qu'on sait tous que la vie est un grand jeu de *Monopoly* je suis peut-être un peu trop réaliste, mais mes rêves de changer le monde se sont heurtés à ma pauvreté je n'avais plus d'arme alors j'ai cessé d'être idéaliste. Signé : un jeune qui a vu la réalité en face (Site *Facebook* du *RAJE*).

Depuis plusieurs décennies maintenant, la participation citoyenne prend certes de nouveaux atours, mais le non-engagement dans la sphère traditionnelle a des allures de participation non conventionnelle parfois difficile à saisir. Ces engagements sont souvent décrits comme protestataires et même révolutionnaires (Becquet et De Linares, 2005). Pour beaucoup de jeunes interrogés, l'engagement n'a de sens que s'il repose sur des actions radicales, violentes et visibles : « grandioses » et « choquantes ». La confrontation avec la société ou la police apparaît ainsi comme une évidence et une « nécessité ». Il semble néanmoins que certaines prises de position s'inscrivent plutôt dans une stratégie de résistance plus silencieuse et insidieuse, au sens où de Certeau l'analyse (1980). Avant de revenir sur ce point dans les chapitres suivants, notons que la résistance c'est composer avec les moyens du quotidien en situation de marginalité, avec des éléments parfois très disparates et contradictoires. C'est aussi développer des tactiques pour donner un sens à sa vie. C'est parfois la base pour se construire une place dans la société relative à ses aspirations ou à son mode de vie (Greissler, 2007).

La « culture de la résistance », selon De Foucauld (2002)<sup>110</sup>, part du principe que rien n'est inéluctable, que la résignation n'est pas une option. L'émancipation réside ici dans le fait de dépasser la fatalité d'une situation injuste, abusive, contre-nature : il est possible d'agir et il faut s'y employer individuellement ou collectivement. C'est ce qui amène les jeunes rencontrés à privilégier des formes particulières de participation faisant parfois même preuve d'humour et d'autodérision (chapitre 4).

---

<sup>110</sup> De Foucauld distingue trois cultures du développement humain : résistance, régulation et utopie. La résistance est une lutte. La culture de la régulation procède de la négociation sociale, la défense d'un dispositif, la volonté de créer de nouvelles formes de solidarités collectives, etc. Face à la dureté de la résistance et aux risques de lenteur de la régulation, l'auteur considère que le développement humain repose nécessairement sur un projet, une espérance et ainsi, la culture de l'utopie.

De plus, on observe que cette résistance provient d'une recherche, plus ou moins consciente de moyens de défense et de protection. La défiance n'est pas synonyme d'apathie, mais elle aboutit parfois à l'expérimentation de nouvelles formes d'engagement palliant à la difficulté de trouver une forme conventionnelle de participation. La perte de repères participe également à la méfiance et peut se traduire par des pratiques contestataires. C'est aussi ce qui plaît dans la fonction tribunitienne du RAJE citoyenne, ou même des pairs-aidants du GIAP lors du FER, mais pas seulement : ces organisations ont l'intérêt des jeunes en difficulté à cœur. Enfin, la défiance trouve également son expression dans l'« impolitique »<sup>111</sup>, c'est-à-dire, dans le rejet systématique de tout ce qui se rapporte au politique (Rosanvallon, 2006). En ce sens, la résistance est une défiance absolue, source de mise hors-jeu, d'impossibilité à trouver une place dans un système que l'on stigmatise. C'est ce qui explique certainement, comme on va le voir, que certaines prises de position ne se traduisent pas souvent en actes d'engagement. On peut donc se demander si le non-engagement trouve son sens dans cette recherche de moyens de défense.

## **2.2 Le passage à l'action**

Bien que les jeunes rencontrés affirment avec force que la décision de s'engager leur appartient entièrement, tout n'est cependant pas subjectif dans cette démarche. Des facteurs socioculturels et relationnels ont en effet un impact important sur l'émergence de l'engagement : l'influence de personnes, d'organisations ainsi que les conséquences de son propre parcours. De plus, le choix pour l'une ou l'autre forme d'engagement ou organisation militante s'explique par l'intérêt personnel pour la cause défendue, mais aussi par l'évaluation des chances de réussite en groupe.

---

<sup>111</sup> Ce terme désigne ce qui va à l'encontre du politique. Il fait référence, entre autres, aux pratiques contestataires.

### 2.2.1 Prendre une décision personnelle

Pour certains jeunes interrogés, l'engagement est un « choix personnel » ou « intime », il ne concerne pas forcément les autres et il ne peut en aucun cas être imposé. Ne pas s'engager ou suspendre son engagement est ainsi un « droit et un choix ». Néanmoins, cette notion d'intimité est d'abord liée au besoin de se sentir appelé par une cause ou d'être en accord avec les moyens d'action d'un mouvement social, d'être personnellement touché par une situation sociale :

L'implication ou l'engagement c'est surtout un choix personnel. Pour moi c'est de trouver ce qui t'emmerde et de décider ce que tu veux faire, parce que si la situation t'emmerde, tu vas trouver que ça vaut la peine que tu fasses quelque chose pour la changer. À l'inverse, si ça ne t'emmerde pas, tu ne feras jamais rien ! Il faut que ça te touche personnellement, que ça impacte ta vie (FG).

Dans les discussions informelles avec les jeunes, en particulier avec ceux qui sont engagés au sein du RAJE citoyenne et du FER, il appert que la proximité avec la cause est toujours importante, qu'ils soient directement ou indirectement touchés par les résultats de l'action collective :

Le RAJE m'a sortie de ma solitude parce que j'étais en dépression chez nous. En même temps c'était une cause qui reflétait la misère que j'avais. J'avais de gros problèmes avec l'aide sociale. C'est sûr que ça m'intéressait aussi d'aider d'autres personnes et de m'aider en même temps puis de militer pour un meilleur accès à l'aide sociale (Vidéo du RAJE citoyenne).

Trouver un mouvement social ou un OCJ qui lutte contre une situation et qui reflète la sienne peut être un élément déclencheur de l'engagement, même si l'on voit dans cet extrait que ce n'est pas le seul déterminant du passage à l'action. Beaucoup de jeunes s'appuient sur l'engagement militant pour donner un sens à leur vie, à leur place dans la société ou pour reprendre goût à la vie. C'est ce que l'on observe chez les *enrajés* qui utilisent cette expérience d'implication citoyenne pour construire un projet de vie qui leur ressemble. De même, les pairs-aidants s'impliquent dans le GIAP en raison de leur vécu dans la rue. Si certains souhaitent voir leur situation personnelle évoluer – on peut en effet parler de « processus de sortie de rue » (Colombo, 2008) – tous sont motivés à transmettre leurs savoirs

expérientiels aux jeunes de la rue. En tout état de cause, la participation au GIAP ou au RAJE citoyenne repose sur les mêmes éléments de choix personnel, motivé par la proximité avec l'objet de la lutte ou du projet communautaire. À l'image du triptyque du don, l'engagement revient alors à s'occuper de soi ou de sa propre situation à travers une lutte plus sociale ou plus globale pour d'autres personnes également concernées par la lutte :

Au début, la raison pour laquelle j'ai embarqué dans le RAJE citoyenne, ça a été long, il y a eu deux ou trois réunions auxquelles j'ai assisté. C'est peut-être à partir de la quatrième que j'ai commencé à y aller et à m'impliquer. [Les intervenants] m'en parlaient souvent. En même temps, je n'étais pas vraiment motivée. Je n'avais pas le goût, j'étais un peu en dépression. J'étais toute seule chez nous. Je ne sortais presque pas. Puis à un moment donné, j'ai décidé d'y aller un soir puis j'ai adoré la réunion. J'ai décidé d'aller à d'autres rencontres après, puis de m'impliquer avec les membres du RAJE citoyenne. Ça a fait que je suis sortie de ma solitude. Puis j'ai trouvé des gens qui avaient les mêmes valeurs que moi, qui vivaient les mêmes problèmes que moi et qui cherchaient des solutions pour arriver à régler ces problèmes. On nous demandait vraiment ce qu'on vivait. Puis on nous demandait notre avis sur comment on pourrait régler ça. Fait que j'ai décidé de m'impliquer. On a fait des petites vidéos puis tranquillement je suis allée à d'autres réunions (Vidéo RAJE citoyenne).

Dans cet extrait, cette jeune femme décrit le cheminement qui l'a guidé à s'impliquer au sein du RAJE citoyenne pendant près de deux ans. Il semble qu'elle soit passée à l'action à partir du moment où elle s'est sentie proche de la cause et des valeurs de l'organisation. Le processus de prise de décision personnelle est important pour les jeunes, spécialement parce qu'il correspond souvent à des formes de rupture, à un tournant dans leur vie. Parfois les jeunes assimilent en effet l'engagement à la rupture familiale les ayant conduit dans la rue ; l'engagement vient confirmer une première prise de distance avec ses origines :

Moi j'avais une décision à prendre en toute conscience. Est-ce que je veux être un robot ? Est-ce que je veux ressentir les choses ? Est-ce que je veux vivre la vie et des expériences ? Et j'ai eu à faire des choix. Et ma famille reste ma famille, mais nos relations ne sont plus les mêmes. Je devais faire ce saut (FG).

Certains perçoivent aussi l'engagement comme une « rupture avec le système » et une « lutte contre des situations [propres] à la marge » – en l'occurrence la prostitution, la brutalité policière ou le « racisme social ». Mais encore une fois, l'engagement n'est pas ancré dans une organisation, il reste hypothétique, imaginaire, ou idéalisé. Il faut sans doute comprendre ici que c'est une prise de risque – accentuer la rupture – et une prise de responsabilité – assumer

sa marginalité et « avoir le courage de s'engager » pour soi et pour les autres. Dans cet ordre d'idées, les cycles de vie interviennent en termes de déclencheur ou d'inhibiteur du passage à l'acte<sup>112</sup>. Pour certains, il faut être « assez mature » et « bien inséré » dans la société pour s'engager.

### *2.1.1.1 Cycle de vie et engagement*

Les jeunes n'ont pas directement évoqué ce thème, toutefois ils ont nommé et qualifié des déterminants qui s'y rapportent et qui permettent de penser les conditions d'émergence de l'engagement. La « maturité » a été évoquée à plusieurs reprises pour expliquer « ce que ça prend pour être engagé ». L'engagement est le signe du passage à la vie adulte, de la stabilité de son mode de vie, ainsi que de la sortie de la rue ou de la situation de marginalité : « Il faut que ça aille pour toi si tu veux t'impliquer » ont souvent répété les jeunes. À l'inverse, on l'a déjà évoqué, ce point de passage est sensible pour ces jeunes adultes en devenir. Leur position à la marge a une grande influence sur l'émergence de l'engagement qui, de ce fait même, n'est pas linéaire mais discontinu :

Moi l'engagement ça va souvent par bout, suivant la façon dont je vis ma situation présente. Parce que ça m'est arrivé d'avoir un travail, ça m'est arrivé d'avoir une situation stable où j'avais une maison puis là je pouvais peu à peu m'impliquer. Qu'il s'agisse de dire bonjour à quelqu'un...en tout cas, ça se fait tout seul dans cette situation (FG).

L'engagement est également associé à un mode de vie « conforme ». Les jeunes ont en ce sens mis en évidence la nécessité d'avoir « une vie structurée » ou « d'être une personne organisée », ce qui correspond au fait d'occuper une place stable dans la société :

L'engagement, un mot à la mode, implique une existence conforme à la norme avec des comptes en banque, un logement stable et des trucs comme ça. Le non-engagement va être tout ce que mes amis font, comme voyager, être un vagabond, tout ce que tout le monde fait ici (FG).

---

<sup>112</sup> L'expression « cycles de vie » est employée pour qualifier les grandes étapes de la vie d'un individu :

Certains ont émis l'hypothèse selon laquelle l'immatunité mènerait à faire de « mauvais choix », « à s'impliquer dans le mauvais camp » (FG). La maturité garantirait ainsi un « bon » engagement. En fait, la « réflexion », la « sagesse », la « remise en question » sont des dimensions importantes pour les jeunes rencontrés. Ils ont ainsi évoqué certaines expériences négatives dans des organisations « trop radicales ou trop moralistes », à la suite de prises de décision non réfléchies :

Le pire c'est d'agir trop tôt. D'arriver à une espèce d'état de maturité, à grandir trop vite. Parce qu'après tu peux t'impliquer de la mauvaise façon. Y'a toujours deux ou trois cons. [...] alors imagine que tu ailles t'impliquer dans le mauvais camp. C'est comme le gars qui arrive et qui dit : « je veux aller travailler la terre » puis il est en train de travailler dans les tranchées dans lesquels son voisin va se faire tuer après. Ça, c'est important de savoir où travailler, comment travailler, comment prendre soin de son petit monde (FG).

Relevons ici que l'engagement est, pour eux, une action complexe qui dépend de sa situation personnelle, au plan économique, social, éthique et parfois même psychologique :

- J'ai de la difficulté avec mon engagement parce que ça devient trop complexe. Ça devient fou. Juste tout ce qu'on a sur la table, toutes les affaires en plastique et toute la bouffe...Essayer de comprendre tout ça...où est-ce qu'on s'en va ? Ça devient lourd quand même. Je trouve que l'engagement c'est quelque chose de très complexe : qu'est-ce qu'on peut faire ? Comment ? Qu'est-ce qu'on peut réussir à changer ? C'est quelque chose qui se travaille sur toute une vie, de réussir à placer les choses pour être le plus proche possible de ses valeurs. [...]
- Dépendamment d'où tu es rendu dans ta vie, ce que tu veux faire, tes implications ne sont pas les mêmes. Même si tu as des opinions sur plein de choses, tu ne peux pas toutes les faire en même temps, tu vas devenir fou.
- Il y a bien du monde qui commence plus jeune à s'impliquer à fond la caisse dans plein d'affaires puis après ça tu vois bien que ça retombe. C'est sûr que ce que tu fais ça peut donner quelque chose, mais à un moment donné, tu ne peux pas vivre de cette façon toute ta vie (FG).

Cette conversation fait écho aux représentations de l'engagement des jeunes (équilibré). Cette activité « complexe » leur fait peur, non pas toujours en raison d'un manque de ressources matérielles, mais cognitives. À l'image de nombre de jeunes qui refusent de s'impliquer au sein du RAJE dans les Auberges, on pourrait penser qu'ils ont intégré un sentiment d'incompétence, mais il est, semble-t-il pour eux, moins personnel que générationnel : il

---

l'enfance, l'adolescence, l'âge adulte et la vieillesse.

concerne tous les jeunes, « immatures ». L'engagement passe en ce sens par la connaissance de soi, « l'introspection », la « conscience de ses limites » :

N'importe quel sujet va passer par la connaissance de soi. Faut faire une introspection à un moment ou à un autre pour savoir ce qu'on pense sur certains sujets. Moi personnellement j'ai toujours été quelqu'un qui a tendance à réfléchir beaucoup, à me remettre souvent en question. Il ne faut jamais partir avec une piste en se disant que l'on a la recette absolue à telle ou telle chose. Parce que si on prend une des bases de la philosophie, Socrate disait que : « s'il y a quelque chose que l'on sait, c'est bien que l'on ne sait rien. ». On a toujours intérêt à se remettre en question. Et des projets comme la recherche que tu fais en tant que telle, l'impact que cette recherche va avoir c'est peut-être de reposer d'autres questions. Parce que du moment que l'on se pose une question, on va répondre par une autre question (FG).

Ces propos traduisent bien les enjeux de la disponibilité biographique pour l'engagement (Passy, 1998; Siméant, 1998). La maturité transparaît dans les propos de ce jeune qui était alors inscrit dans les dernières étapes de sa « sortie de la rue » (Colombo, 2008). Il pose ici un regard sur ce qui semble être maintenant sa trajectoire d'engagement. Il est intéressant d'observer que, dans ce cas, la maturité ou la sortie de rue est synonyme de désengagement temporaire (Mahéo et al., 2012). En effet, c'est pendant son expérience de rue et au sein des OCJ que ce jeune était le plus engagé. De même, d'autres jeunes du RAJE citoyenne et du GIAP « passent à autre chose » après une expérience intense dans le projet. Ces formes de passage à la vie adulte sont souvent marquées semble-t-il par une recomposition de l'engagement. Les pairs-aidants occupent souvent un emploi d'intervenant social à la suite de leur expérience (Greissler, 2007). En ce qui concerne les jeunes du RAJE, après deux ans d'existence du projet, on manque encore de recul, mais la réalisation des projets d'insertion socioprofessionnelle écarte les jeunes de cet espace de participation. De plus, les jeunes font souvent plusieurs passages dans les OCJ. Cette instabilité personnelle et résidentielle a pour effet de réduire leur disponibilité à l'engagement. Cela étant, j'ai rencontré d'autres personnes qui semblaient très pressées de s'engager pour ne pas rater leur tour et surtout, pour ne pas perdre des occasions de militer :

J'aimerais que des choses changent au Québec. Même si je suis d'Ontario, toute l'eau est connectée. Je ne veux pas être la génération qui laisse passer ça avec l'eau. Je ne veux pas parler aux jeunes enfants quand je serai plus vieux et dire que je les ai laissés se faire polluer parce que je suis un trou de cul paresseux et que j'ai préféré resté

assis et envoyé chier tout le monde. Et qu'on me réponde : « merci, je me demandais pourquoi les plus vieux n'avaient rien fait parce que tu n'as pas envoyé chier » (FG).

Le rapport à l'engagement des jeunes s'inscrit davantage, en somme, dans la perspective de construction identitaire (Lapeyronnie, 2005). Willemez (2004) s'intéresse à la longévité de l'engagement, aux questions de continuité et de rupture dans des trajectoires militantes plus longues que celles des jeunes rencontrés, mais son raisonnement est opérant pour considérer l'engagement en termes de passage à la vie adulte. Son travail rétrospectif permet de mettre en évidence trois types de trajectoires : des formes de désengagement, de fidélité et d'adaptations/reconversions. Le désengagement est marqué par le désenchantement et la désillusion idéologique et sociale, mais aussi par les « crises identitaires », la recomposition de soi en dehors de l'engagement ainsi que le déclin ou la mutation du militantisme. La fidélité, plus rare, précise l'auteur, s'explique par l'organisation militante elle-même, la façon dont elle est structurée et dont l'individu s'y remet totalement. La dernière réalité – plus classique – s'apparenterait aux phénomènes de reconversions et de changements dans l'offre militante.

Cette analyse permet de comprendre les différents transferts des jeunes d'une cause à une autre, d'une organisation à une autre, ou d'un type de militantisme à un autre. À une échelle plus réduite, elle aide à interpréter les formes de désengagement à la lumière de cette période de passage à la vie adulte, en situation de marginalité de surcroît. Elle invite également à prendre au sérieux les discours idéalisés sur certaines formes d'engagement qui pour autant ne se matérialisent pas. Finalement, c'est un moyen de comprendre les discours des jeunes portant sur certaines conditions requises, d'après eux, pour s'engager.

#### *2.2.1.2 Libre arbitre*

Si s'engager c'est faire preuve de maturité au regard de sa situation personnelle (suis-je prêt à le faire ?) et au regard de la situation des autres personnes à la marge ou encore de la planète entière (est-ce utile de le faire ?), c'est toujours une prise de décision personnelle, en toute âme



et conscience certes, mais également en toute liberté (puis-je m'engager comme je l'entends ?). Les jeunes rencontrés attachent ainsi beaucoup d'importance à agir selon leur libre arbitre. C'est même un *leitmotiv* dans l'organisation du FER géré par les pairs qui se donnent un point d'honneur à choisir la programmation, le thème du festival, les invités et les activités parmi leur réseau et à partir de leurs expériences personnelles<sup>113</sup>. Les activités proposées lors du FER sont toujours axées sur la philosophie du *Do It Yourself* (DIY). De même, la liberté d'expression est sans cesse mise en avant : *open mic*, *open jam*, *graffiti* et conversations citoyennes. Ce festival se veut interactif. On retrouve le même état d'esprit au sein du projet TSF où les jeunes choisissent les sujets de leurs courts métrages et déterminent, du début à la fin du projet, le scénario, la mise en scène, les décors, les acteurs et le montage. En ce qui concerne le RAJE citoyenne, les jeunes occupent également une place centrale dans le choix des revendications et des actions, même si le soutien des intervenants semble plus présent que dans le GIAP ou TSF.

Cette liberté se traduit également dans le choix des moyens d'action, individuels ou collectifs, violents ou pacifistes. Si l'on est « passionné » explique un jeune, il ne faut pas attendre des autres ou d'un groupe les moyens d'agir, « [il] faut croire en soi et en sa cause pour se lancer tout seul ». En ce sens, il met en avant l'authenticité, la liberté et la simplicité pour entrer en action :

- Il faut juste que tu sois toi-même puis que tu croies en quelque chose. C'est con à dire, mais, même si tu es juste une personne puis que tu ne veux pas faire partie d'un groupe, il y a plein de trucs que tu peux faire par toi-même. Il n'y a rien qui t'empêche de mettre un petit peu d'argent de côté puis de sortir des pamphlets sur une cause à laquelle tu crois, puis d'aller dans un métro les donner. Il n'y a rien qui t'empêche d'aller t'acheter une *can* de peinture à cinq piastres puis d'écrire un message politique sur un mur tout seul.
- De partir un blogue politique.
- Tu n'es pas obligé de faire un groupe, tu peux faire plein de trucs tout seul, puis c'est ça que le monde ne réalise pas. [...] Il y en a qui sont comme : « Ah! Bien moi, je veux faire mes trucs tout seul, mais il n'y a rien que je peux faire. » Oui, il y a des trucs que tu peux faire. Juste écrire un message sur un mur, sur un *McDo* sur la rue

---

<sup>113</sup> D'ailleurs, si j'ai été très bien accueillie pour aider les pairs à organiser les FER, on m'a vite fait comprendre que cela se limiterait à une aide logistique. Le FER appartient aux jeunes et aux pairs qui protègent cet espace d'expression.

Sainte-Catherine, ça fait que ceux qui rentrent au *McDo* voient le message et vont se poser des questions (FG).

D'après les raisonnements des jeunes, l'engagement n'a de sens que si l'on a « trouvé un truc intéressant pour lequel se battre ». Il est ainsi nécessaire « d'avoir envie » : « quand quelque chose me tient à cœur, j'ai tendance à foncer pour essayer d'aider cette cause là » (FG) :

- Tu peux ouvrir un gymnase puis avoir cinq-cents personnes, te ramasser avec plein de monde, mais il se passe *fuck all*. À l'inverse, tu peux être avec trois personnes, puis il se passe vraiment un enjeu, il se passe vraiment quelque chose, il y a comme une consistance dans l'action. Je suis d'accord avec ton idée que les choses avancent petit à petit et que le mouvement peut grossir comme ça, mais, à un moment donné, tu peux aussi juste produire du vent ! C'est comme quand on répète tout le temps qu'il faut se rassembler, oui, il faut rassembler, mais parfois, dans mes expériences je voyais que ça n'avait plus de sens... Si tu veux, pour t'engager, il faut que tu trouves un sens.

- Il faut des idées.

- Il faut que tu trouves un sens. Puis si, à un moment donné, ça n'a pas de sens, ce n'est pas la peine de s'engager, à part si c'est dans un rapport de moraliste ou de militant. Il faut trouver un sens. À un moment donné, même s'il y a du monde, ça ne veut pas dire que tu vois un sens dans l'action. [...] Il faut que l'action ait un sens et le monde ne veut pas se faire arrêter si ça n'a pas de sens (FG).

À l'inverse, si les jeunes ne perçoivent pas le sens et l'intérêt d'une action, ils préfèrent alors adopter une position de retrait durable ou temporaire. Aussi, pour certains, ce n'est pas le « nombre » qui fait la force, c'est le « sens » de la bataille, surtout lorsque la prise de risque est importante. Le coût de l'engagement peut alors prendre le dessus sur le reste, la cause défendue, ou l'organisme qui tente de les mobiliser. C'est pourquoi beaucoup de jeunes se sont engagés après avoir été influencés ou encouragés à le faire.

### **2.2.2 Être influencé ou encouragé**

Les facteurs qui influencent le passage à l'action concernent ici : des événements politiques et sociaux, des rencontres avec des personnes significatives et des découvertes de personnages publics qui deviennent parfois des modèles. Un autre élément, qui entre également en ligne de

compte dans la prise de décision des jeunes, concerne la situation de rue et les ressources personnelles et communautaires.

### *2.1.1.1 Des personnes significatives*

Dans leur trajectoire à la marge, les jeunes rencontrent parfois des adultes ou d'autres jeunes marginaux engagés ou politisés qui les sensibilisent à l'engagement. Ces rencontres sont déterminantes, elles aident à ouvrir son regard sur le monde. Elles marquent les jeunes qui trouvent parfois ainsi un sens à leur mode de vie. Échangeant des informations, des lectures, ou des films, les jeunes découvrent des arguments supplémentaires à leur sentiment de manipulation et repèrent davantage les rapports de pouvoir dans la société. Ces personnes participent à leur socialisation politique et elles donnent parfois une signification, une direction et une forme à leurs engagements.

Dans cet ordre d'idées, les intervenants occupent également une place significative dans la carrière d'engagement des jeunes. Les séquences d'émergence du RAJE citoyenne montrent que la présence des intervenants lors des rencontres et des manifestations joue un rôle positif d'accompagnement des jeunes à la mobilisation. Cela leur permet de se motiver à se rendre sur place, d'échanger au quotidien dans les OCJ et partant, de susciter et de maintenir leur engagement :

Ici c'est un organisme communautaire où, du côté de l'intervention, des intervenants et de la direction, ils sont très impliqués socialement. Il y a tout plein de projets d'implication qui se font en même temps. Apparemment ça fait partie des critères quand tu es embauché ici. Tu es mieux d'aimer faire des actions communautaires, sinon on ne te prendra pas ! Moi ça m'a beaucoup interpellé et motivé (FG).

Les pairs-aidants ont parfois un rôle similaire d'accompagnateur. Ce sont des personnes significatives pour les jeunes de la rue qui peuvent ainsi partager leurs expériences et trouver des solutions adaptées à leur mode de vie. De plus, en organisant le FER au cœur du centre-

ville de Montréal, les pairs-aidants conduisent un mouvement d'occupation positive et revendicatrice de l'espace urbain par et pour les jeunes de la rue (chapitre 4).

Des personnages publics ou historiques ont également une place déterminante dans l'émergence de l'engagement des jeunes rencontrés. Il s'agit notamment des leaders charismatiques de certains mouvements sociaux des années 1960. Ces personnes ont une influence sur les jeunes qui sont impressionnés par leur courage dans l'adversité. J'ai ainsi recensé des références à des personnages emblématiques de la lutte des noirs aux États-Unis, comme les leaders des *Black Panthers* ou d'autres leaders de mouvements anarchistes ou radicaux comme FNB :

- [...] j'ai lu des trucs à propos des *Blacks Panthers*<sup>114</sup>, des gens comme Fred Hampton<sup>115</sup> qui ont aidé leur communauté pour l'éducation. Il avait la vingtaine, il était jeune mais il était tellement inspiré pour aider sa communauté que le putain de FBI avait besoin de le tuer avec les services secrets. Il représentait une menace pour la société parce qu'il avait compris des choses du système et qu'il travaillait contre (FG).

#### 2.2.2.2 *L'actualité et le climat social*

La période pendant laquelle j'ai réalisé les *Focus Groups* correspond au « printemps arabe »<sup>116</sup> de 2011. Les quotidiens, disponibles dans les OCJ, et les émissions de télévision traitaient largement de ce sujet. Portés par ce contexte de politique internationale, les jeunes ont conduit une réflexion sur ce phénomène extraordinaire qui se produisait en direct sous leurs yeux. Le premier commentaire concerne la « force [avec laquelle] ces peuples [ont été capables de] retourner la violence » contre leurs bourreaux. On verra dans le chapitre 4 comment ce contexte a influencé les formes de leurs prises de position.

---

<sup>114</sup> Mouvement révolutionnaire afro-américain des années 1960.

<sup>115</sup> Activiste afro-américain de l'Illinois.

<sup>116</sup> Cette expression a été employée par les jeunes dans les entretiens formels ou informels. Ils reprennent ainsi le terme rapidement employé par tous les médias pour parler des « révolutions arabes » du printemps 2011.

De même, nombreux sont les jeunes offusqués par les « scandales écologiques » qui ne cessent de faire la une des journaux. La liste est longue : le pétrole au Mexique, la centrale nucléaire de Fukushima, le gaspillage, le traitement des eaux, l'industrie agroalimentaire, les projets d'exploration de sites pour le gaz de schiste, entre autres. D'ailleurs, c'est ce qui aurait motivé certains à devenir végétariens. C'est pour eux une solution alternative, à l'image de la philosophie mise en avant par FNB. Cela figurait parmi les principaux sujets de conversations informelles au moment des repas partagés dans les OCJ.

En tout étant de cause, ils semblent tous très bien informés sur le thème de l'écologie. Il faut dire qu'au printemps 2011, les débats sur le sujet faisaient rage sur les plateaux de télé et dans la presse suite à la « catastrophe de Fukushima ». Mais les connaissances ne se limitent pas à cet événement particulier, comme le montre cet exemple sur les pratiques des pays occidentaux qui envoient leurs déchets dans les pays du Sud :

- On va encore rejeter des déchets ailleurs. On l'a fait dans le silence et on continue.
- Ouais. Mais pourquoi dans ce cas-là le gouvernement n'obligerait-il pas les compagnies qui émettent beaucoup de gaz à installer des filtres industriels dans leurs affaires ? Comme ça, ce que tu rejettes, c'est vraiment le minimum de détritiques d'air que tu as dans ton usine.
- Il y a des taxes déjà sur l'environnement.
- Ouais mais les taxes, les compagnies les paient...
- Attends, mettre une taxe, est-ce que ça va vraiment aider à remplacer le ciel ?
- Non, mais en fait, en Europe, il y a des taxes qui sont censées être réinjectées dans la lutte pour l'écologie. Mais bon...
- Jusqu'à date la lutte pour l'écologie, à part *Greenpeace* au Québec, on n'a pas vu grand-chose là (FG).

### **2.2.3 Puiser en soi des ressources**

Nombre de jeunes puisent en eux des ressources pour s'engager dans leur propre vie et dans la société. Tous n'ont pas fait un vœu de pauvreté ou un choix pour la marginalité, mais beaucoup ont pris le temps dans cette expérience pour « penser », « se construire », « réfléchir » et « se remettre en question » :

Je viens d'une famille où les gens se parlent très peu. Dans le fond la conscience sociale y'en avait pas du tout autour de moi. C'était très individualiste, très orienté

sur le cocooning. Tant que tout va bien dans la maison, ce qui se passe à l'extérieur, ça regarde juste les autres. Puis je pense que la majorité se plait dans cette facette là. J'imagine que d'avoir autant le goût de m'impliquer, c'est le fait d'être allé dans la rue et d'être allé rencontrer des gens. [...] j'ai pas toujours été dans la rue, j'ai connu d'autres choses aussi, mais c'est sûr que ça m'a fait changer énormément puis quand on parlait tantôt des valeurs en tant que telles. Ça les a changé aussi (FG).

À l'instar des pairs-aidants et du modèle d'intervention alternative du GIAP, certains s'appuient sur leurs expériences de rue et de marginalité pour trouver des éléments d'engagement. Ils utilisent leur vécu pour aider les autres de façon formelle ou informelle. Cette manière de « briser les tabous », « de ne pas avoir honte de soi et de sa situation » et finalement, de puiser en soi les (res)ources de son engagement est une forme de sortie de rue, voire une forme de passage à la vie adulte :

J'ai perdu une certaine forme de pudeur morale [...]. Moi quand on me parle de problèmes de toxicomanie, du fait d'être dans la rue, quand on me parle de quitter les milieux criminels, je n'ai aucun problème avec ça parce que moi personnellement j'ai un gros passé criminel et j'ai décidé un jour de me virer de bord. [...] le fait que je leur parle ouvertement de toutes les étapes que j'ai traversées, autant le chemin psychologique que ça peut prendre, ça les a aidé aussi à ouvrir les yeux, puis même certains ça les a aidé à en sortir (FG).

Les personnes significatives, les évènements politiques et sociaux ainsi que la situation de marginalité ont une influence sur le passage à l'acte et sur les formes d'engagement développés par les jeunes. Pour autant, beaucoup de ces réflexions ne sont que des intentions, des idéalizations de l'engagement et des conditions de son émergence. Il est intéressant de se demander pourquoi. Il semble qu'une partie de la réponse réside dans le fait qu'il est difficile pour les jeunes interrogés de trouver des modes d'action et d'organisation qui correspondent à leurs aspirations.

### **2.2.2 Trouver une cause et une organisation**

Pour la majorité des jeunes interrogés, « se rassembler », « s'unir » et « agir en grand nombre » est la seule voie d'engagement possible. Cela représente une « force », des « moyens

d'action efficaces ». L'organisation, l'appartenance à un groupe ou la participation à des actions collectives est, d'après eux, un moyen de relativiser leur position défavorable dans l'espace social et politique, leurs attitudes d'autodestruction (la consommation de drogues) ainsi que leur manque de ressources pour entrer en action. Dans cet ordre d'idées, il serait important et efficace de se rassembler et de se réunir autour de « valeurs et de pratiques plus sociales et communautaires » :

D'abord tu dois te dire qu'on est tous dans le même bateau. Tu dois penser à autre chose qu'à l'argent. Ça pollue. Tu dois penser à ce qui rend les gens heureux. Ensuite peut-être que du coup les autres vont se demander ce qui te rendrait heureux. Et là peut-être qu'ensemble on peut commencer quelque chose. Seul tu ne peux rien faire je pense. [...] On peut former une masse critique. Quand des gens vont commencer à réaliser ça, quelque chose va se passer. [...] Les pauvres pourraient être une force colossale si tout le monde se mettait ensemble. Au lieu de se demander comment ils peuvent faire pour être saouls et pour se droguer (FG).

La capacité à « faire le poids » est un thème récurrent dans les propos des jeunes interrogés : s'unir ou rejoindre un groupe assez « fort » pour changer profondément et structurellement la société. En ce sens, échanger, délibérer, approfondir un sujet en groupe, pour confronter ensuite la société en mettant en avant des sujets de préoccupation communs aux jeunes en situation de marginalité, sont des préalables à l'action collective :

Quand vient le temps de s'engager pour une cause, tu sais ce n'est pas une personne qui peut révolutionner le monde à elle toute seule. Une idée qui est appuyée par un maximum de gens va faire boule de neige. Il faut que plusieurs personnes s'arrêtent pour discuter sur un sujet, l'approfondissent et une fois que la recherche est bien posée, s'arrangent pour confronter la société, pour que les médias en parlent, pour que justement le sujet devienne d'actualité. Faire partie de ce processus là, je trouve que c'est un engagement en soi (FG).

Ces différents propos traduisent également le sentiment d'impuissance qui existe chez certains jeunes qui se sentent trop seuls pour lutter contre leur situation de marginalité. Nombre de jeunes ont connu des phases de dépression, des problèmes de santé, des trajectoires déviantes, n'éprouvant plus alors la force de s'en sortir seuls. L'engagement souffre en quelque sorte des mêmes difficultés et nécessite ce même accompagnement. En ce sens, « partager des points communs », « être avec des personnes qui ont vécu des choses similaires dans la rue, ça aide à comprendre des expériences parfois très traumatisantes ».

En définitive, « l'affinité » avec la cause et le groupe est un facteur important de l'engagement (Passy, 1998). Pour certains jeunes, ce sont même des petits groupes d'amitié qui sont recherchés pour éviter de courir le risque d'être « infiltré » par des opposants, ou par la police qui ne partagent pas les mêmes valeurs et qui ne respectent pas les moyens d'action mis en place. La confiance est en effet importante, car elle garantit le bon fonctionnement du groupe :

- La meilleure solution, c'est con à dire, mais quand tu regardes certains groupes - je ne nommerai pas de noms - dans le fond, c'est le petit groupe d'affinités.

- L'amitié !

- Oui, c'est ça. C'est con à dire, mais c'est une solution qui a beaucoup marché, parce que, justement, tu commences au niveau de l'affinité. Ce n'est pas 50 ou 200 personnes, c'est 10 ou 15 personnes, mais tu les connais toutes, il n'y a pas de *bullshit* comme ça; tout le monde se connaît, puis tu sais que ce ne sont pas des infiltrés de la police, tu peux leur faire confiance. Comme c'est un groupe d'affinités, ils tirent tous ensemble pour la même affaire, puis ça marche pas mal mieux comme ça. C'est aussi la diversité des tactiques<sup>117</sup>.

- Je pense que ce qui affaiblit l'engagement - l'engagement commun - c'est de se désolidariser. Moi, ça m'avait fait *bad tripper*, ce qui est arrivé avec ce groupe qui avait brûlé une banque. Des anarchistes ont dit ensuite qu'ils condamnaient cet acte, au lieu de dire que chacun a des stratégies différentes. Du coup, ça aurait pu faire une grande équipe; or, cette histoire a affaibli la lutte...

- [...] Je trouve qu'il y a une limite, des fois ça chie dans un groupe ou avec d'autres groupes.

- C'est pour ça que tu fais un groupe d'affinités. Ça marche. C'est un groupe de 10 personnes, en qui tu as entièrement confiance, qui partage les mêmes idées, ça va faire avancer plus qu'un groupe de deux-cents personnes qui a comme cinquante mille idées et où tu ne sais pas qui est qui (FG).

Ces propos montrent que l'efficacité de l'action en groupe entre également en ligne de compte lorsqu'il s'agit d'évaluer l'engagement et l'intérêt d'entrer en action. Cet échange portait aussi sur la diversité des tactiques, le respect des différents moyens d'action, et l'absence de rapport de pouvoir entre groupes de militants. Pour ces jeunes, il est donc important de former un petit collectif avec des personnes en qui ils ont confiance et avec lesquelles ils peuvent agir et penser librement. Parfois, la contrainte vient également de l'extérieur, comme de groupes sympathisants, d'opposants, de la police et aussi des médias. Ces éléments confirment la théorie du choix rationnel pour penser le processus d'engagement : les jeunes évaluent leur propre capacité d'agir et de changer les choses avant de passer à l'action. Les chances de

---

<sup>117</sup> Ce terme désigne la : « [...] valorisation de l'autonomie politique tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement. » (Dupuis-Déri, 2004, p. 89)



succès et, partant, les bénéfices de l'action semblent effectivement déterminants pour les jeunes rencontrés.

## **2.3 Des exemples d'actions collectives**

L'étude du RAJE citoyenne et du FER montre comment des jeunes en difficulté s'engagent collectivement. Ce travail est d'autant plus intéressant qu'il porte, dans le cas du RAJE citoyenne, sur la genèse du processus d'émergence d'un espace de participation (Cadiou et al., 2007). Quant au FER, s'il existe depuis une quinzaine d'années, l'analyse des trois dernières éditions apportent des renseignements sur la mise en place d'un tel festival, l'engagement des pairs dans cette préparation de longue haleine. Les questions qui ont guidé cette réflexion portent sur les raisons pour lesquelles les jeunes rejoignent ces espaces de participation, sur le rôle des intervenants communautaires et des soutiens extérieurs et ainsi, sur les logiques de l'engagement et les enjeux de la participation « suscitée ».

### **2.3.1 Les « séquences » d'émergence du RAJE citoyenne et du FER**

Cette partie repose sur une analyse du processus de construction du RAJE citoyenne à partir des « séquences » d'émergence du projet (Cadiou et al., 2007) ainsi que sur une analyse des trois dernières éditions du FER. Rappelons que de septembre 2010 à novembre 2011, des *focus groups* et des temps d'observation participante ont permis d'appréhender propos et actions d'engagement. De plus, ma position d'évaluatrice externe du GIAP m'a aidé à avoir accès à toutes les sources d'information du projet. Des sources secondaires ont été exploitées dans cette partie précisément : compte-rendu de rencontres, site *Facebook* du RAJE, rapports d'évaluation, formulaires de demande de subvention, etc.

### *2.3.1.1 Le RAJE citoyenne*

L'émergence du RAJE citoyenne peut être analysée selon trois séquences qui ont marqué sa première année d'existence : une réflexion collective, le développement d'une stratégie d'action et la réalisation d'un film documentaire.

#### - Du projet à l'action

Les objectifs généraux du projet RAJE sont de stimuler la participation citoyenne, développer le leadership et le pouvoir d'agir des jeunes, créer un espace durable d'apprentissage de la pratique de l'action collective et de promouvoir des valeurs progressistes et démocratiques. Un autre objectif est de former les intervenants des Auberges à cette approche.

En août 2010, le RACQ s'appuie sur l'initiative de jeunes et d'intervenants de l'Auberge Le Tournant qui cherchaient à s'organiser pour de trouver des solutions aux problèmes croissants d'accès à l'aide sociale et aux programmes de formation. Le RACQ a proposé à ces jeunes de comparer leur analyse avec celle d'autres jeunes. Jusqu'au mois d'octobre 2010, près de quatre-cents jeunes et un peu plus de soixante intervenants participent à une vingtaine de rencontres de réflexion et de délibération autour des problèmes identifiés. Le 6 octobre 2010, une liste de trois revendications est adoptée et formalisée dans un guide rassemblant propositions et demandes concrètes : l'accès à l'aide sociale plus juste et plus simple; l'accès aux programmes d'insertion et de retour aux études; le respect et la compréhension. Cette rencontre est déterminante pour la suite du projet. Elle balise en effet l'espace de participation et les objectifs des actions qui restent encore à définir et elle donne le coup d'envoi du projet. Les jeunes se sont ainsi dotés d'un cadre plus précis et c'est à partir de ces revendications qu'ils peuvent envoyer un message clair aux gouvernants en charge des questions de la jeunesse. De plus, ils ont le sentiment d'exprimer une colère qui était jusque-là refoulée

comme l'a écrit le coordonnateur du RACQ sur le site *Facebook* du RAJE le lendemain de la rencontre portant sur l'adoption des revendications :

Très bonne soirée hier avec un groupe de 9 jeunes adultes dans la cuisine de [l'OCJ]. [L'intervenant communautaire] et moi sommes sortis plus bouleversés que jamais par la situation qu'Emploi-Québec fait vivre à certains de ces jeunes, plus en colère aussi, et ça nous motive faut bien l'avouer ;) *RAJE* est nécessaire, c'est évident. Il appartient aux jeunes loups et louves enrajés (sic!) d'en faire leur mouvement. C'est notre plus grand défi : comment vous persuader de vous y engager ? (Site *Facebook* du RAJE).

C'est également lors des premières rencontres que les jeunes adoptent le nom de RAJE citoyenne destiné, à l'origine, à tracer un cadre pour une demande de financement. En fait, l'acronyme évoque phonétiquement le sentiment de rage face à l'injustice. Ce rassemblement est délibérément ressenti comme un engagement dans la cité d'où l'insistance sur l'adjectif citoyenne accolé au RAJE. En octobre 2010, à la suite d'un concours lancé dans les *Auberges*, les jeunes choisissent à la majorité leur logo : un loup qui, dans un cercle rouge, montre ses crocs, sur fond de trois poings levés évoquant la *solidarité*, la *responsabilité* et l'*engagement* (annexe K).

Le RAJE développe très tôt une autonomie par rapport au projet initial, son fonctionnement, ses revendications et ses pratiques, notamment en créant un blogue, un compte *Facebook* et un canal *YouTube*<sup>118</sup>. Le RACQ veille cependant au respect des objectifs généraux du projet, gère le financement disponible et intervient régulièrement pour apporter son soutien matériel et humain et pour partager son expérience en matière d'actions collectives. Enfin, les coordonnateurs<sup>119</sup> animent les rencontres, des jeunes prennent parfois des notes et participent activement aux échanges, sur un pied d'égalité avec les intervenants. Lorsqu'intervient le choix d'une « cible » pouvant accueillir les revendications, s'ouvre une ère de mobilisation plus active et continue, portée par des intervenants-participants et des jeunes de plus en plus engagés.

---

<sup>118</sup> <http://rajecitoyenne.wordpress.com>; <http://www.facebook.com/groups/155026294522938/>; <http://www.youtube.com/user/rajecitoyenne>.

<sup>119</sup> Rappelons que la subvention du *Forum Jeunesse de Montréal* a permis l'embauche d'un intervenant en action collective qui, avec l'agent de liaison du RACQ, coordonne le RAJE.

- De l'idée d'une action directe à l'occupation de l'espace public

En novembre 2010, une quinzaine de jeunes et d'intervenants-participants débattent du choix d'une « cible ». Il s'agit d'identifier « l'opresseur », c'est-à-dire, le décideur politique avec lequel entamer un dialogue formel. Trois interlocuteurs sont envisagés : le premier ministre du Québec, la ministre de l'emploi et de la solidarité sociale et une haute fonctionnaire du MESSQ à Montréal. Après de vifs débats, le choix s'arrête sur la Ministre – le premier ministre apparaissant comme une cible trop difficile à atteindre et la haute fonctionnaire comme une interlocutrice pas assez « haut placée » pour répondre aux attentes du RAJE.

Le RAJE citoyenne se sent ainsi prêt à ouvrir le dialogue. Des jeunes adressent une lettre à la ministre pour présenter leurs revendications et l'inviter à échanger avec le RAJE afin de trouver des solutions<sup>120</sup>. Relancée téléphoniquement, la ministre offre, sous réserve, de rencontrer le RAJE le 23 décembre 2010. Les jeunes déclinent l'offre car ils estiment que cette date est trop proche de Noël et risque ainsi d'être reportée *sine die*. Sur leur blogue, ils annoncent cependant que la ministre « ne veut pas les rencontrer ». Un attaché de presse exige immédiatement que cette phrase soit remplacée par « ne peut pas », car il s'agit selon lui d'un manque de temps et non de volonté. Le RAJE citoyenne refuse. Il s'ensuit des tractations qui aboutissent, fin novembre, à une proposition de rendez-vous le 6 décembre 2010 afin de présenter un ordre du jour pour une première rencontre officielle<sup>121</sup>. Afin d'appuyer leur demande, les jeunes décident d'organiser leur première manifestation de rue ce jour-là<sup>122</sup>.

[Les *enrajés*] ont amené leurs revendications, puis, ce qu'ils voulaient avec cette manifestation, c'est montrer que le mouvement vit. En fait, dire qui est le *RAJE citoyenne*, que ça nous appartient, que c'est nous autres qui le faisons vivre. Il y a des gens qui trouvent que ça ne bouge pas, que ce n'est pas assez bien, que c'est mal organisé, mais c'est important d'aller t'exprimer; tu as une voix. [...] (FG).

---

<sup>120</sup> <http://rajecitoyenne.files.wordpress.com/2010/11/lettre-julie-boulet.pdf>

<sup>121</sup> Il reprend les trois revendications du RAJE.

<sup>122</sup> Notons que les détails des actions sont analysés dans le chapitre 4 portant sur les formes d'engagement.

Malgré le mauvais temps, soixante jeunes en difficulté et une quinzaine d'intervenants de six organisations sont présents. Dans les jours qui suivent, le RAJE citoyenne met en ligne une vidéo de la manifestation avec des extraits d'entrevues. À la suite de cette action, le RAJE obtient une première rencontre avec des conseillers de la ministre, fixée au 3 février 2011. Une vingtaine de jeunes militants et quelques intervenants préparent ce rendez-vous à partir de l'ordre du jour déposé en décembre. Selon une limite imposée par la ministre, trois porte-parole sont choisis.

La rencontre dure environ une heure en présence d'un jeune et deux intervenants face à trois membres du cabinet politique de la ministre. Notons qu'un des jeunes, invité le jour même à un entretien d'embauche a été remplacé au pied levé par un intervenant, faute d'avoir pu trouver un jeune prêt à le faire. À cette période, les *enrajés* de la première heure ont quitté les Auberges. Il y a là une illustration typique de la difficulté à mobiliser les jeunes dans la durée. Au cours de cette rencontre, les porte-parole du RAJE ont l'impression qu'on « ne les écoute pas », voire qu'on les « méprise ». Ils s'étonnent aussi de constater le « manque de connaissances des conseillers sur les réalités du terrain ». Seulement un tiers de l'ordre du jour est abordé. Les porte-parole demandent alors sans succès une deuxième rencontre. Cependant, les conseillers s'engagent à « maintenir le lien » avec le RAJE. Dans les jours qui suivent, les porte-parole publient sur le blogue des textes et la vidéo qui reflètent leur déception. La réaction du personnel politique de la ministre est instantanée. En colère, un conseiller téléphone au RACQ pour dénoncer les « méthodes de travail » du RAJE et il annonce que les « discussions sont rompues ». Interrogé sur ce qu'il entend par là, sans explication, il raccroche.

Galvanisés, les jeunes réagissent rapidement avec une seconde manifestation le 14 mars 2011. Une douzaine de jeunes et quelques intervenants-participants se rassemblent pour l'organiser. Un noyau de jeunes *leaders* se reforme alors. Une marche funèbre est organisée au pied de la Tour de la bourse pour enterrer un jeune « mort, la voix étouffée » par les conseillers

politiques de la ministre<sup>123</sup>. Les actions sont filmées et mises en ligne. Pour la première fois, des médias sont présents. Une journaliste du *24 Heures* téléphone le jour même à l'attaché de presse de la ministre. Encore une fois, ce dernier dénonce les méthodes du RAJE qu'il juge « irrespectueuses », il se dit néanmoins être prêt pour une nouvelle rencontre et quelques jours après, il précise que c'est à condition que le RAJE ferme ou censure son blogue.

Les jeunes refusent et pour la première fois, ils identifient clairement l'utilisation de la vidéo et des réseaux sociaux comme étant le meilleur moyen de pression pour exister dans l'espace public. Les réseaux sociaux sont à l'origine de diverses formes de collaboration (invitations à des événements, textes d'opinion, témoignages et clips vidéo) et d'un documentaire sur la réalité des jeunes. Ce film sera conçu afin de démontrer que ces problèmes existent partout au Québec<sup>124</sup>. Cette séquence initie une phase d'action plus intense, soutenue par un groupe de cinq jeunes *enrajés*, accompagnés par l'organisateur communautaire et une stagiaire de l'école de Travail social de l'UQAM.

- La réalisation d'un documentaire : une aventure déterminante

Si les manifestations de rue marquent un passage à la mobilisation, la réalisation d'un documentaire contribue encore plus à rendre la lutte collective. D'avril à juin 2011, un projet vidéo a pour but de recueillir des témoignages illustrant les problèmes dénoncés par le RAJE (affiche en annexe K). Quarante heures de tournage<sup>125</sup> permettent de monter un documentaire de soixante-quinze minutes. Une copie est offerte à la ministre lors d'une manifestation suivie par une avant-première publique le 22 juin<sup>126</sup>. Près de deux-cents manifestants forment une chaîne humaine au pied de la Tour la Bourse passant la copie de mains en mains. La projection publique a lieu le soir même devant plus de deux cent personnes qui ont ainsi l'occasion, dans

---

<sup>123</sup> Slogan choisi par les jeunes et l'organisateur communautaire.

<sup>124</sup> Plusieurs versions du film sont disponibles sur le blogue du RAJE.

<sup>125</sup> Vingt *Auberges du cœur* et organismes communautaires et environ quatre-vingts jeunes de Montréal, Drummondville, Cowansville et St-Hyacinthe.

<sup>126</sup> Grâce à l'appui des OC alliés, l'événement s'est tenu au Centre d'éducation des adultes de St-Henri/Petite-Bourgogne (CEDA) de Montréal.

un cadre festif, de partager et d'envisager la suite à donner au mouvement. Ce soir-là, certains jeunes prennent le devant de la scène, témoignent de leur expérience et animent les échanges avec la salle : jeunes et intervenants-participants du RAJE ainsi que d'autres mouvements sociaux luttant contre la pauvreté au Québec.

En somme, la première séquence a contribué à dresser un portrait plus clair des problèmes d'accès à l'aide sociale et aux mesures de formation d'Emploi Québec. Le choix de la cible marque la « politisation » et la concrétisation d'un conflit propre à l'action directe non-violente. Les participants se sont appropriés le RAJE dès les premières interactions avec leur « cible ». Les jeunes et les intervenants-participants passent en effet d'un exercice abstrait d'état des lieux à l'action et ainsi, les jeunes mettent à distance leur propre situation personnelle de jeune en difficulté pour participer concrètement à une action collective englobant leur propre « cas ». Ils passent parfois d'un quotidien fait d'arrangements tactiques avec le système – mais aussi de découragement et de résignation – à une stratégie proprement collective. À l'instar de Veron (2010) pour les sans-papiers, on peut affirmer que les jeunes *enrajés* passent des « tactiques » à des « stratégies collectives ». Le premier concept se rapporte aux dimensions du mode de vie et des « petites » marges de manœuvre individuelles; le second, à l'action collective et au répertoire d'action de ce type de mouvement social « précaire ». L'ensemble de ces séquences illustre *in fine* les conditions d'émergence d'une mobilisation « improbable » de jeunes en difficulté. Le projet-pilote aura donc été un moyen d'accès à une plate-forme pour rendre visible et audible des problèmes individuels au départ, ainsi qu'un moyen de politisation d'une lutte et d'accès à une stratégie d'action. Le film est également un élément central dans la construction du RAJE. Il a renforcé la mise en commun de revendications et leur diffusion. Enfin, les alliances avec d'autres OCJ notamment, constituées petit à petit, pendant la préparation du documentaire essentiellement, sont déterminantes pour la pérennité de cet espace de participation citoyenne et de sa place dans l'« espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2012).

### *2.3.1.2 Le Festival d'expression de la rue*

Le FER est un projet d'action collective par et pour les jeunes de la rue qui existe depuis 1997. C'est une action ponctuelle qui fait partie des objectifs de prévention alternative du GIAP. Elle représente la plus grosse vitrine des pairs-aidants en tant que « groupe ». Le fait de parler de festival ne prête pas nécessairement à envisager cette initiative comme une action collective, néanmoins elle en a toutes les caractéristiques. Pour les pairs-aidants qui l'ont pensé et conçu, le FER représente une réponse aux besoins des jeunes en termes de répit, de réappropriation de l'espace public, de mixité sociale, de cohabitation entre les jeunes de la rue et les citoyens, d'*empowerment* et de prévention. Ce festival est une « tribune faite par et pour les jeunes de la rue, afin que leur expérience avec le milieu social élargi soit synonyme de plaisir et de reconnaissance sociale » (site Internet du GIAP).

Chaque année, les pairs-aidants organisent cet événement pendant trois jours au centre-ville de Montréal, sur la place Pasteur, au beau milieu du campus de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). L'idée est née des pairs eux-mêmes, alors qu'ils cherchaient des idées de projets rassembleurs pour les jeunes marginaux. Les objectifs du FER ont évolué d'année en année, en fonction de l'équipe des pairs-aidants et des différents acteurs du GIAP. En 2010, les objectifs ont été réactualisés pour veiller à donner à la prévention toute sa place dans la programmation. C'est un espace qui appartient aux jeunes de la rue et qui leur permet ainsi présenter des formes d'expression « alternative » artistique, culturelle, politique et citoyenne. C'est le seul festival « par et pour » les jeunes de la rue à Montréal, dans l'antre du quartier des spectacles (annexe J), dans une période de l'année où nombre de festivals s'emparent de la ville sans pour autant faire une place aux jeunes de la rue :

On veut laisser une place aux jeunes qui sont souvent rejetés de tous les festivals pendant l'été à Montréal, parce qu'ils ont leur chien, parce qu'ils ont un look un peu particulier, donc quand ils se présentent sur les lieux, souvent ils sont renvoyés. On a donc décidé de créer un moment pour eux et pour démystifier aussi auprès de monsieur et madame tout le monde la culture des jeunes de la rue (Coordonnatrice du GIAP, 2009).



La majorité des participants sont invités par les pairs, directement au sein des organismes partenaires<sup>127</sup>. Mais la plupart du temps, les jeunes se déplacent spontanément, par le simple fait du « bouche-à-oreille dans le milieu », car le festival bénéficie d'une notoriété importante dans le milieu des jeunes de la rue à Montréal, au Québec et même à travers le Canada.

Dès le début, ce festival a rapidement pris de l'ampleur en façonnant sa réputation à partir d'une programmation artistique et musicale originale, proche des goûts et des tendances des jeunes de la rue : performances de cirque, films, artistes de rue, groupes de musique *underground*, promotion du *Do It Yourself*, activités de prévention et débats citoyens. Si chaque édition est différente en termes d'équipe de pairs, de thématique mise en avant, on note qu'environ mille personnes se retrouvent chaque année sur le site du FER.

- « Marqué au *FER* »

Du 26 au 28 août 2009, de 15 à 23 heures, trois journées thématiques ont permis de mettre en valeur les différentes cultures de rue, en offrant une programmation diversifiée : multiculturelle, Hip-Hop/Reggae et *punk* (voir l'affiche en annexe J). Plusieurs ateliers et kiosques de prévention ont été tenus par des organismes partenaires ainsi que les pairs<sup>128</sup> et un repas était offert gratuitement chaque jour à l'ensemble de l'assistance. On a recensé près de neuf-cents participants issus essentiellement du milieu de la rue.

Lors de la préparation, d'importants problèmes d'emplacement se sont posés. Alors que cela faisait douze ans que le festival se tenait sur la Place Pasteur, le recteur de l'UQAM a refusé le prêt des lieux. Le comité organisateur a donc dû improviser peu de temps avant l'évènement

---

<sup>127</sup> Rappelons que ce sont : CACTUS, la Clinique des jeunes de la rue du CSSS, Plein Milieu, Le Bon Dieu dans la rue, l'Anonyme, et PACT de Rue (voir chapitre 2).

<sup>128</sup> Ces ateliers s'inscrivent dans le volet prévention du FER. Ils visent à apporter de l'information aux jeunes présents à partir d'activités ludiques, de jeux (Twister de prévention, théâtre impro, etc.), mais aussi des offres de dépistages et de consultation d'un dentiste, d'un vétérinaire. Lors de certaines éditions, on offrait également un atelier de DIY pour la réparation de vélo. Ces ateliers sont représentatifs de l'approche alternative du GIAP.

pour faire face à cet imprévu. Alors que les tentatives de négociations avec le recteur échouaient, le comité tentait de trouver un nouveau site. Ces démarches ont causé des retards dans l'organisation. Cela n'a toutefois pas découragé les pairs qui ont puisé dans cette expérience toute l'énergie et la force pour se battre et maintenir le projet sur un autre site, non de là, Place de la paix :

La raison qui nous a été donnée c'est qu'ils fêtaient leur 40<sup>e</sup> anniversaire cette année et qu'ils avaient besoin d'utiliser tous leurs terrains pour cet événement. Là où est mon questionnement, c'est qu'on a proposé de changer de date et pendant tout le reste de l'été il ne se passait rien. Le festival *Juste pour Rire* ont leur événement là plus tard cet été, donc pourquoi pas nous ? Pourquoi eux ? Et pourquoi ça a changé cette année ? Il y avait un nouveau recteur en fait. Il est arrivé l'an dernier, mais les engagements étaient pris pour le FER donc c'est la première fois qu'on avait affaire avec lui pour ça. On va voir comment se passe cette année, on va attendre que ça retombe un peu et on va se réunir et voir si on refait des démarches auprès de l'UQAM pour l'année prochaine (coordonnatrice du GIAP, FER 2009).

L'attitude de l'UQAM peut s'expliquer aussi en raison des relations difficiles qui ont déjà été observées lors d'éditions précédentes entre les participants et les services de sécurité du campus. Les pairs font appel à des intervenants communautaires ou des ex pairs-aidants pour sécuriser le site. Ces « agents tout va bien » apaisent les éventuelles tensions, préviennent les risques d'échauffourées. Or, on remarque que les tensions ne se situent pas entre les jeunes, mais plutôt entre les jeunes et les agents de sécurité du campus. Cette situation ne semble pas jouer en faveur des festivaliers qui ne parviennent pas à perdre leur étiquette de jeunes marginaux et délinquants. Il a fallu parfois rassurer les services de sécurité qui ne sont pas formés pour intervenir auprès des jeunes de la rue. Finalement, ce conflit traduit en partie la dimension d'action collective de ce festival qui consiste également à se réapproprier l'espace urbain pour mettre les jeunes de la rue en avant. On reviendra sur ce point dans le chapitre 4.

L'organisation de l'évènement a reposé sur 7 comités : *organisation; kiosques; publicité et communication; films; bouffe; programmation et Tout-Va-Bien*. Ces comités sont composés de pairs et d'intervenants des ressources partenaires ainsi que de la coordonnatrice et de l'agent de projet du GIAP, ils sont complétés par des jeunes embauchés spécialement pour l'occasion. Cette structure organisationnelle a été mise en place dès les premiers FER et a été affinée

d'année en année<sup>129</sup>. Il ressort des différents bilans qu'elle est nécessaire pour gérer l'importante préparation qui incombe totalement aux pairs qui choisissent la direction à donner à chaque édition. Ils élaborent une thématique, préparent la programmation (kiosques, ateliers, shows artistiques, repas), veillent à la sécurité du site, à l'accueil des jeunes, à la mise en place du site et au déroulement de chaque journée. Il faut noter que les pairs font appel à des artistes qu'ils connaissent et qui font partie de la scène artistique locale, *underground*. En d'autres termes, comme ils me l'ont expliqué, « [ils ne cherchent] pas des groupes que tout le monde connaît, mais des groupes que les jeunes de la rue connaissent ».

En 2009, les pairs ont mis en avant la thématique de l'*imagerie tribale* avec le slogan « *Marqué au FER* ». D'après eux, les symboles tribaux sont partagés dans le milieu de la rue. Ils évoquent des signes corporels distinctifs d'appartenance à une tribu ou à un clan. Ils rappellent la « différence », voire « l'exclusion », des personnes marginalisées, mais aussi la « force et l'indépendance ». Ainsi, les dessins utilisés pour les publicités (prospectus et affiches, annexe J) ont mis l'accent sur cette imagerie. Le slogan a aussi été exploité pour faire réfléchir plus largement les participants aux marques, aux traces permanentes de la vie de rue, d'un parcours de vie difficile. D'après le bilan du FER, ce message n'a pas eu toute la portée escomptée au départ. S'il correspond effectivement à la réalité des jeunes de la rue, il n'a pas porté à l'échange lors des différentes activités de prévention. Néanmoins, les kiosques de prévention présentés par les partenaires ont eu du succès, mais on note que les activités préparées et présentées par les pairs sont celles qui plaisent le plus aux jeunes. En ce qui concerne la publicité et les relations avec les médias, il apparaît que les pairs-aidants et les jeunes n'ont pas été beaucoup impliqués dans cette démarche qui vise plus à toucher le grand public.

Les pairs-aidants font un bilan positif de cette édition qui, comme chaque année, fait la fierté de toute l'équipe. Toutefois, le GIAP était alors dans un tournant au plan de la structure organisationnelle de son partenariat. Les objectifs du FER, comme d'autres volets du GIAP, ont été revus par le comité des partenaires qui a demandé aux pairs-aidants de retrouver un

---

<sup>129</sup> Ce que très récemment, parce que les budgets le permettent, que des jeunes ont pu être embauchés.

équilibre entre les *shows* et les activités de prévention. En ce sens, le comité a voté pour réduire le festival à deux jours au lieu de trois estimant que la préparation du FER prenait trop de temps pour des « résultats mitigés ». Les pairs ont été « extrêmement déçus » par cette décision, même s'ils partagent le constat selon lequel le FER génère « beaucoup d'épuisement ». Il est important de comprendre que les pairs ont toujours eu à cœur de maintenir cet « espace d'autonomie », de création et d'engagement. Le fonctionnement en partenariat du GIAP donne certes une place centrale aux pairs, mais leur autonomie d'action est encadrée par les objectifs de prévention du projet et les missions des OC partenaires. Tous ces paramètres contraignent les initiatives. Si le FER fait la « fierté » des pairs, il s'avère que certains partenaires ont perdu de l'intérêt depuis quelques années et cela s'est notamment traduit par une présence moins accrue d'intervenants lors du festival. À la suite de cette décision, prise contre l'avis des pairs, ces derniers ne se sont pas moins engagés dans l'organisation du festival suivant.

- « Les contraventions »

De retour sur la place Pasteur, les 26 et 27 juillet 2010, les pairs ont proposé une programmation très hétéroclite : Hip-Hop/Reggae, *punk*, *Métal*, rock, western et musique du monde (l'affiche est disponible en annexe J). C'est un retour sur cette place qui fait l'unanimité quant à son histoire et sa grande visibilité. Plusieurs ateliers et kiosques de prévention tenus par des organismes, un repas végétalien et des collations étaient offerts gratuitement chaque jour à l'ensemble de l'assistance. Le festival a rassemblé près de mille deux-cents personnes, dont environ 20 % de personnes extérieures et 80 % de jeunes, d'après le rapport annuel du projet destiné aux bailleurs de fonds.

C'est sous le thème des *contraventions* qu'a été organisé ce 14e festival avec la volonté de démontrer la « surjudiciarisation » dont sont victimes les jeunes en situation de marginalité et les personnes en situation d'itinérance. Avec l'aide d'Opération Droit Devant, des constats

d'infraction anonymes ont été affichés sur deux longues cordes à linge en plein milieu de la Place Pasteur.

Lors de la préparation, l'UQAM a proposé des dates fin juillet, car d'autres événements étaient prévus au mois d'août, période où le festival est généralement organisé. Les préparatifs ont donc été accélérés. Compte tenu des difficultés l'année précédente, il est important de noter que les relations se sont améliorées avec les responsables du site. Les commentaires de l'UQAM et des agents de sécurité ont même été positifs à la fin de l'événement. L'organisation a reposé sur les 7 comités habituels. Conçus entièrement par les pairs, l'affiche et le dépliant reflétaient le thème du FER. De plus, des macarons à l'effigie du FER ont également été conçus par les pairs-aidants et ont remporté un vif succès auprès des jeunes.

Des jeux et des ateliers de prévention ont été proposés afin de répondre aux objectifs de prévention du GIAP. Les pairs ont toutefois eu du mal à mettre en place ces activités en raison de difficultés de recrutement des participants peu nombreux. En effet, ces activités ont lieu en fin d'après-midi alors que l'on installe encore le site pour les concerts et que les participants commencent à peine à investir l'espace. On note également que les ateliers de DIY ont, comme chaque année, remarquablement bien fonctionné. De même, des efforts pour être plus interactifs ont été observés : « Ça donne une visibilité et ça prouve que nous autres aussi on est capables de faire quelque chose dans notre vie » a ainsi exprimé une participante. De plus, une *discussion citoyenne* a laissé place à des échanges entre des jeunes et des citoyens à partir du thème des contraventions, de la mixité sociale, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, notamment dans le centre-ville. Les participants se sont également exprimés et affirmés en prenant part, pendant une heure, à un Open-Mic. Cette activité a été très appréciée et les pairs prévoient d'y accorder plus de temps à l'avenir.

La programmation, essentiellement musicale, a permis de mélanger les styles encore plus que les années précédentes. Plus de spectateurs étaient présents la seconde journée, pour entendre des groupes de Métal. J'ai toutefois observé qu'il y avait moins de jeunes des ressources

partenaires durant cette journée. La réduction à deux jours a en fait obligé les pairs à mélanger les genres et il semble que certains participants en aient été déçus.

La couverture médiatique a été plus importante en 2010 avec un fil de presse payant, des publicités dans différents journaux communautaires, des articles dans plusieurs grands journaux papiers, radios et télévisés qui traitaient de l'impact du festival sur les jeunes de la rue et de sa programmation générale. On estime que cette action a directement influencé la couverture reçue. C'est une véritable satisfaction pour les pairs dans la mesure où le FER vise également à sensibiliser le public et les citoyens du quartier aux jeunes de la rue en vue d'améliorer la cohabitation. Ainsi, les reportages ont permis de véhiculer une image positive des jeunes de la rue.

Suite à la décision des partenaires de réduire à deux jours cette édition, de nouveaux objectifs, fondés sur la mission de prévention du GIAP, avaient été fixés. Les pairs ont donc engagé des actions afin de proposer de nouvelles activités interactives de prévention et de promotion de la mixité sociale (conversations citoyennes). Cependant, le FER n'a pas fait l'unanimité au sein du GIAP. Il semble qu'il y ait eu une certaine crispation : la décision des partenaires ayant été vécue comme une forme d'ingérence dans les projets. Tout le monde n'a pas compris cette initiative et le comité des partenaires a finalement décidé de programmer à nouveau trois jours de festival pour l'édition suivante, tout en demandant aux pairs de continuer à fournir des efforts pour proposer des activités de prévention.

- « Montréal Parano »

Du 26 au 28 juillet 2011, sur la place Pasteur, les pairs-aidants ont maintenu une programmation de shows musicaux, d'ateliers et activités ludiques de prévention, de repas gratuits chaque jour. Comme chaque année, le festival a rassemblé plus de mille personnes dont une majorité de jeunes.

Le thème *Montréal Parano* a été choisi avec la volonté de démontrer le poids de la surveillance/méfiance dont sont victimes les jeunes de la rue et les personnes en situation d'itinérance. Un clip de promotion, préparé par les pairs, montre l'angoisse vécue par les jeunes qui se sentent traqués dans la rue, dans chacun de leur mouvement. Il semble que cela génère paranoïa et panique<sup>130</sup>. Des caméras en carton ont été postées à différents endroits de la Place Pasteur en plus des banderoles habituelles du GIAP.

L'organisation a reposé sur les mêmes comités que les deux années précédentes. L'investissement des pairs a toutefois eu du mal à « décoller » cette fois. Il a fallu que le chargé de projet et la coordonnatrice s'assurent du suivi régulier des tâches des pairs qui semblaient parfois dépassés par l'ampleur de l'organisation. Il faut noter que l'équipe était en grande partie nouvelle et n'ayant jamais organisé de festival, certains pairs ont eu des difficultés à évaluer le travail que cela requiert. Cela dit, comme chaque année, l'investissement des pairs est total, surtout lorsque le FER approche et commence.

L'ambiance sur le site était très bonne grâce à toutes ces activités, aux spectacles de musique et au stand de « bouffe ». En ce sens, la diversité de la programmation reflétait la diversité des cultures représentées au sein de l'équipe des pairs-aidants. Malgré l'étiquette de *punk* qui leur colle à la peau, ils proviennent de milieux artistiques et culturels très différents. On note, encore une fois, que les participants ne s'impliquent pas beaucoup dans les activités de prévention, sauf dans les ateliers de DIY qui remportent toujours plus de succès. Deux conversations citoyennes sur le thème du FER, l'une en français et l'autre en anglais, ont laissé place à des échanges entre jeunes et citoyens à partir du thème de la surveillance et de la paranoïa. Les jeunes se sont également exprimés et affirmés en prenant part, pendant une heure, à un « Open Jam » le premier soir et un « Open-Mic » le deuxième soir. D'année en année, cette place réservée aux artistes en herbe fonctionne remarquablement bien. Il semble que ce soit aussi ce qui pousse certains jeunes à participer au FER.

---

<sup>130</sup> Le clip est disponible sur le site du GIAP : <http://www.pairs-aidants.org/fer/index.html>

La couverture médiatique a été plus importante encore avec des participations à des émissions de Radio : (CBC, CISM et Radio Centre-Ville) et de télévision (télé communautaire Frontenac). Un important déploiement dans la Presse écrite : l'Itinéraire, l'Injecteur, le Devoir, le 24h et le journal Métro. De plus, Internet a largement été utilisé pour joindre gratuitement les jeunes. Une page pour chaque journée de festival a été créée sur *Facebook*. Ce médium a également servi à la diffusion du clip de promotion du FER. La journée hip-hop/reggae a été promue sur le site *hiphopfranco.com*. On recense également des articles sur *canoë.ca* et *CDC Centre Sud*. Enfin, comme les années précédentes, des dépliants et des affiches ont été diffusés par les OCJ qui viennent en aide aux jeunes de la rue. Cependant, la fréquentation du FER repose sur le travail des pairs-aidants dans les ressources partenaires notamment. C'est véritablement par le bouche-à-oreille que les pairs mobilisent les jeunes.

En définitive, ces trois éditions montrent que le FER est un événement important pour les pairs. Malgré un stress considérable, parfois difficile à gérer face à l'ampleur de la tâche et des directives des partenaires, ils sont très motivés par cette activité. Ils ont rencontré des difficultés à recruter les jeunes pour participer aux activités de prévention, parce que « ce n'est pas ce qui motive les jeunes à venir au FER ». D'après eux, les prix offerts, les horaires (en milieu d'après-midi) et le type d'activité ne cadrent pas toujours bien avec le festival. Ils envisagent de trouver des activités plus ludiques et de plus grande ampleur pour proposer « un vrai moment de détente et de répit aux jeunes de la rue ».

Le roulement important dans l'équipe des pairs a l'avantage d'apporter de nouvelles idées, mais en même temps, cela demande aux nouveaux pairs d'apprendre rapidement et « sur le tas » le travail d'organisation. La préparation a été parfois laborieuse, mais elle a abouti à un résultat probant. Le festival a pris de l'ampleur, financièrement, logistiquement et médiatiquement. À l'heure actuelle, sa préparation nécessite une plus grande organisation. Si, pour les partenaires, il était fondamental de revenir aux sources, aux objectifs de prévention, comme cela a été le cas lors de ces deux dernières éditions, il est important pour les pairs-aidants de garder leur autonomie dans l'organisation du FER et de garder à l'esprit que c'est



un espace d'expression et de détente pour les jeunes qui peuvent profiter de la rue autrement. C'est dans cette tension entre rappel des objectifs et quête d'autonomie que les pairs façonnent le FER à leur image. Néanmoins, il semble que la question du droit de cité des jeunes soit en perte de vitesse. Ce n'est pas ce qui semble motiver les pairs qui sont dans un rapport parfois trop émotionnel au FER. En effet, la lourde tâche logistique et l'implication personnelle explique sans doute ce phénomène.

Il faut toutefois saluer la prouesse technique et logistique des pairs. Certains observent que le festival est une importante occasion d'apprentissage de l'organisation, de la programmation, du respect des échéanciers, du travail sous pression, etc. Cette capacité de « livrer la marchandise », en un laps de temps très court, avec des moyens très limités n'est certainement pas donnée à tout le monde. Les pairs-aidants essaient de tenir compte des critiques, mais ils semblent se battre à l'intérieur même du projet pour maintenir cet espace d'expression de la rue, cette vitrine de l'intervention alternative, chère aux pairs mais aussi aux jeunes participants.

Tu as le droit d'arriver ici avec ton pack sac, tes amis, tes chiens, chose que tu ne peux pas faire au festival de jazz par exemple ou aux Francofolies ; l'accès y est quasi nul pour les jeunes de la rue ! (Un pair).

### **2.3.2 L'émergence de l'engagement dans une action collective**

Conscients des difficultés à s'engager et à se mobiliser, se regrouper est une nécessité pour lutter, pour exister dans l'espace politique et social et « être une force reconnue », ont expliqué les jeunes désireux de s'impliquer :

[...] J'essaie d'appuyer un maximum de gens qui ont des revendications auxquelles j'adhère. Comme le RAJE citoyenne, le RAPSIM, les pairs-aidants. Je veux toujours essayer de faire partie de ça. C'est toujours les mêmes personnes que je rencontre au cours des manifestations ou que je côtoie et je me sens à l'aise avec eux. Quand les deux vont ensemble et qu'on regarde dans la même direction, l'union fait la force (FG).

On l'a déjà évoqué, la dimension de la « force » du groupe ou de l'organisation militante est très importante comme ce fût le cas pour les mobilisations du RAJE citoyenne, surtout lors des premières étapes. Alors qu'il était difficile d'évaluer à l'avance le nombre de participants – on ne savait pas si les jeunes allaient se présenter et mobiliser d'autres personnes de leur entourage – les organisateurs semblaient déçus de n'avoir rassemblé qu'une trentaine de personnes pour la première action du RAJE citoyenne en décembre 2010. Or, non seulement les jeunes présents lors des rencontres de préparation étaient encore moins nombreux, mais le froid et la neige ne favorisaient pas l'enthousiasme. De plus, le but de la manifestation n'était pas de faire une démonstration de force, comme c'est souvent le cas des grands rassemblements étudiants par exemple.

Néanmoins, pour les jeunes rencontrés, « il faut être capable de se démarquer » de l'image négative de jeunes marginaux. C'est aussi en ce sens que nombre de jeunes ne sont pas attirés par l'anarchisme. C'est à leurs yeux une question d'image et de crédibilité. Pour beaucoup en effet, les organisations sont nécessaires pour être « représentés » dans la société et dans la communauté des jeunes marginaux. Cela étant, comme on l'a montré, les jeunes sont très méfiants à l'égard des organisations trop rigides ou trop souples. Le *respect* et la *réciprocité* constituent donc des dimensions fondamentales de leur engagement dans un groupe :

- Je pense que dans l'engagement, il faut faire attention à respecter l'expérience des autres. Il faut regarder d'où ils partent, où est-ce qu'ils sont. Qu'est-ce qu'ils veulent m'apprendre ? Et qu'est-ce que je peux leur apprendre ? Ce n'est pas juste ce que je peux leur apprendre. On peut vouloir le même truc, mais s'y prendre différemment.
- Oui puis dans ces milieux là tu ne peux jamais savoir réellement qui est pour la cause et qui est un infiltré. Pour foutre la merde.
- C'est chiant, tu as tellement de gens paranoïaques dans ce milieu parce que tu as des infiltrations quasiment partout !
- [...] dans le fond, la meilleure solution, je l'ai déjà dit, c'est le petit groupe d'affinité (FG).

C'est ce qui fonctionne pour le FER : les pairs se connaissent souvent personnellement, ils mettent en œuvre le festival avec leurs propres moyens logistiques ou artistiques. En outre, ils bénéficient déjà d'une importante notoriété dans le milieu. Ils mobilisent les jeunes dans leur

milieu de travail et de vie. À l'inverse, la nouveauté du RAJE citoyenne, qui n'a pas encore pu faire ses preuves, a pu freiner certains jeunes à participer.

Le RAJE citoyenne fait l'objet de commentaires à la fois très positifs et très négatifs. Certains jeunes n'ont pas confiance dans un mouvement qui « ne représente rien du tout » (c'est-à-dire, qui n'a pas d'ampleur)<sup>131</sup>. Les rencontres attirent parfois peu de monde, et si les actions intéressent plus, les mobilisations restent somme toute modestes. D'autres jeunes apprécient cependant le fait que cet espace les représente et leur appartient totalement :

N'ayez pas peur, il ne faut pas se dire que ça ne sert à rien. [...] Des jeunes se disent « ah ben à quoi ça va servir d'aller manifester ? On n'est pas assez faudrait être 100 000 ». On n'a pas besoin d'être 100 000 pour se faire connaître et c'est un droit de manifester et c'est un droit de se révolter un peu. Surtout quand il y a de quoi qui ne marche pas. Quand il y a une injustice, ça fait partie de notre responsabilité de citoyen. C'est un peu ça le RAJE citoyenne : redonner la parole au peuple et je pense que c'est ce qui est important (Vidéo RAJE citoyenne).

Parmi les éléments qui ont déclenché l'engagement au sein du RAJE, on retrouve les revendications mises en avant dans le projet. De manière générale, elles collent à la réalité « injuste » des difficultés d'accès à l'aide sociale ou aux études. Les jeunes « apprécient » la possibilité de dénoncer collectivement des situations d'« abus » et de dysfonctionnement du système d'aide sociale. Ils se sentent « enfin entendus, compris et respectés ». Les actions sont « pertinentes » et « motivantes » et le projet est jugé « sérieux », cela est pour eux un « bon moyen de réagir ensemble » :

[...] pour dire les choses qui se passent et pour nous faire entendre. Pour agir un peu, mais plus pour nous faire entendre. On va se faire entendre comme ça. Parce qu'on dit les choses qui se passent réellement (FG).

La majorité des *enrajés* estime que cette forme d'engagement est « valorisante ». Pour certains, le projet est arrivé dans un moment de vie difficile, marqué notamment par la solitude. Il apporte alors une aide supplémentaire pour s'en sortir. De manière générale, les

---

<sup>131</sup> Ces propos ont été tenus après le premier rassemblement du RAJE en décembre 2010 qui réunissait une trentaine de personnes.

intervenants des Auberges observent que le mouvement permet aux jeunes de s'ouvrir au monde, à une nouvelle grille de lecture collective de leur réalité, en ce qui concerne les demandes d'aide sociale, de retour aux études et d'insertion professionnelle. La présence du RAJE dans certaines Auberges et OCJ favorise l'implication des jeunes. Ils se laissent ainsi surprendre par une réalité du militantisme s'appuyant sur leur expertise personnelle et prennent plaisir à échanger et à construire des actions selon leurs motivations :

[...] Moi au début j'étais un peu sceptique. On n'était pas beaucoup on était cinq-six [...] On n'avait pas l'air de savoir. [...] À partir du moment où on avait un groupe et des revendications, où je voyais que ce n'était pas juste moi qui avais un trouble, que je n'étais pas un cas isolé [...]. À partir du moment où on s'est rendu compte qu'il y avait de quoi, que la problématique était plus criante, réelle... Dans le fond, à partir du moment où il pouvait y avoir plus qu'une personne touchée par ça et que justement... c'était important d'essayer de manifester, de mettre ça en place et de sortir les points négatifs (Vidéo du RAJE citoyenne).

Au sein du GIAP, les choses se déroulent différemment. Les pairs-aidants sont recrutés lors d'un entretien d'embauche organisé par un « comité de sélection » composé de l'équipe des pairs-aidants, la coordonnatrice et un représentant de la ressource partenaire concernée par l'annonce. Les critères de sélection sont :

« avoir connu la rue et avoir développé un sens critique face à ce mode vie, être un modèle positif auquel les jeunes en difficulté peuvent s'identifier, avoir le goût d'apprendre et de s'investir, avoir un intérêt pour la prévention, avoir du contrôle sur sa consommation, s'engager à ne pas consommer durant les heures de travail, avoir une bonne capacité d'écoute et être capable d'empathie, avoir une bonne capacité de s'exprimer, être capable de travailler en équipe, être ponctuel et patient, et enfin, avoir entre 18 et 30 ans<sup>132</sup> » (Document interne du GIAP).

Pour les jeunes interrogés, « être pair » c'est « être l'égal des autres, de ceux qui ont besoin d'aide », c'est « accompagner [un jeune] dans ses démarches et sa vie » et c'est « être là pour les jeunes et partager ses expériences de vie et accompagner pour encourager [l'autre] à se découvrir » (FG).

---

<sup>132</sup> La limite maximum de l'âge d'un pair a été modifiée en 2011, il est passé de 25 à 30 ans.

En moyenne, environ cinq à dix personnes répondent à l'appel d'offre d'emploi diffusé auprès d'une centaine d'OCJ. D'après les rapports d'évaluation, le processus d'embauche est une épreuve difficile, mais à laquelle les pairs tiennent beaucoup<sup>133</sup>. Ils attendent des jeunes qu'ils parlent de leur vécu en se basant sur leur expérience, sans pour autant être dans le discours thérapeutique ou d'entraide. Les pairs recrutent directement dans leur réseau, dans un bassin souvent limité, qui, selon certains partenaires, manque de diversité. Mais il est important pour les pairs de maintenir une forte cohésion au sein de l'équipe et de garantir ainsi une liberté d'action au sein du GIAP. Par ailleurs, les pairs ont malgré tout des personnalités très différentes et cette diversité se reflète dans la programmation des éditions du FER.

Pour eux, faire partie d'un collectif représente une grande richesse en termes de partage d'information, d'expertise et de (re)connaissance. Ils estiment être ancrés en permanence dans un mécanisme de renouveau et de révision des savoirs. Le FER est pour eux l'occasion de « mettre leur patte » et leur « couleur » sur le GIAP. En outre, ce projet traduit leur souhait de mettre en place des activités où l'on sort les jeunes de la rue. D'après eux, ces moments de répit, expérimentés en petits groupes, portent leurs fruits. Cela fait partie des besoins des jeunes et cela correspond à un support « intéressant » et « efficace » de prévention. Le FER leur permet de mettre cette idée en pratique. C'est une forme de mobilisation collective et d'occupation de l'espace urbain (chapitre 4).

### **2.3.3 Les logiques d'action et d'engagement**

Le modèle d'organisation communautaire du RAJE citoyenne propose un processus d'action collective structuré, capable de rejoindre, regrouper et former une base militante et de développer le leadership des jeunes. Cette approche privilégie le dialogue face-à-face, entre les

---

<sup>133</sup> Dans un premier temps, tous les candidats sont invités à participer à un entretien de groupe qui fonctionne à partir d'une mise en situation. À la suite de cet entretien de groupe, le comité de sélection se réunit et décide des candidats à rencontrer pour une entrevue individuelle. Il existe des débats au sein du GIAP autour de ce processus de sélection, certains partenaires estiment que l'entretien de groupe est à améliorer car c'est une épreuve difficile pour les participants et que les résultats ne sont pas toujours satisfaisants.

opprimés et leurs oppresseurs (la « cible ») et la transformation des rapports de pouvoir en faveur des premiers (Alinsky, 1971). En ce sens, c'est une pratique d'intervention sociale ouvertement politique et conflictuelle dans laquelle le développement du pouvoir collectif des opprimés devient un objectif prépondérant. L'organisateur communautaire et les intervenants représentent un appui extérieur dont le rôle principal est d'établir une relation de confiance avec les jeunes, d'animer leur réflexion critique, de stimuler leur désir de lutter collectivement et enfin de favoriser l'accroissement de leur leadership et de leurs compétences.

J'ai observé trois figures d'engagement au sein du RAJE. Les « leaders » (1) sont les instigateurs des grandes phases du projet, notamment celles de l'analyse des problèmes et de l'élaboration des revendications, de l'ouverture d'un conflit avec la « cible » et de la réalisation du documentaire. Seuls quelques jeunes occupent cette place. Ce ne furent pas toujours les mêmes. D'autres, « partiellement-engagés » (2) sont plus nombreux. Ils restent plutôt en retrait lors des rencontres de délibération, ils participent à l'action. Certains adhèrent à la cause, sans vouloir s'engager au-delà de leur présence aux rencontres ou aux manifestations. Ceux-là sont ponctuellement présents au sein du RAJE occupant une position plus ou moins visible et active. Enfin, d'autres jeunes ne s'engagent pas au sein du RAJE (3). On observe ici deux types de profils : les « sceptiques » qui refusent toute prise de position ou qui critiquent vertement cet espace et les « déçus » qui, par manque de ressources, préfèrent le retrait et/ou l'engagement dans d'autres espaces (Vulbeau, 2005)<sup>134</sup>.

Si les leaders ont rapidement émergé et pris des responsabilités, comme les autres, on observe qu'ils vont et viennent dans le RAJE citoyenne. Des périodes de grandes difficultés et de repli sur soi marquent les parcours de ces jeunes. Si toutes ces « carrières » sont irrégulières, elles sont souvent interrompues lorsque des projets personnels mènent les jeunes ailleurs. Cependant, j'ai observé que certains leaders rejoignaient à nouveau le RAJE après avoir stabilisé leur situation et reprenaient alors leur engagement là ils l'avaient laissé. Certains ne

---

<sup>134</sup> Je reprends ici le concept de « déçement » développé par Vulbeau (2005) pour mettre en évidence les trajectoires d'engagement des jeunes qui sont exclus des espaces de participation traditionnels.

s'engageaient plus que partiellement. Il existe toutefois un phénomène de roulement vertueux : dès que des leaders se retirent, d'autres les remplacent. Par ailleurs, certains leaders étaient déjà impliqués dans d'autres projets d'action collective au départ<sup>135</sup>. Le RAJE n'est qu'un espace de participation de plus qui répond à leurs attentes et leurs ambitions militantes. Pour d'autres, c'est une expérience d'engagement inédite et l'on observe tantôt un intérêt marqué pour la politique que le RAJE permet de vivre, tantôt une révélation pour l'engagement qui s'est produite suite à la participation aux rencontres ou aux actions collectives, en termes de plaisir, de motivation à régler sa situation personnelle, de but personnel et collectif. Dans tous les cas, l'engagement trouve souvent par la suite d'autres points d'ancrage. Pour certains, le RAJE a ainsi favorisé l'émergence d'une « carrière » d'engagement qui se prolonge dans d'autres espaces plus radicaux, mais aussi plus politiques. En ce qui concerne les non-engagés, leurs critiques négatives reposent sur le manque de confiance dans la capacité du collectif à « faire le poids ». Le tableau VII reprend les grandes lignes des trajectoires des jeunes *enrajés*.

**Tableau VII : Les trajectoires des « enrajés »**

Les « leaders »	Les « partiellement-engagés »	Les « non-enrajés »
Peu nombreux	Très nombreux	Nombreux
Degrés variables d'engagement Investissement dans les grandes phases du projet Confiance dans le projet et les moyens d'action	Critiques à l'égard des moyens d'action Plus investis dans les manifestations que les rencontres de préparation	Sceptiques ou cyniques Parfois investis dans d'autres sphères de participation plus radicales, mais souvent « déçagés » de tout espace de participation
Trajectoires temporaires qui correspondent à la durée du séjour dans les Auberges		
Restent parfois longtemps au sein du RAJE, même après leur passage au sein des Auberges S'investissent souvent dans d'autres sphères de participation	Continuent de participer sporadiquement Se retirent petit à petit	Nombre d'entre eux restent sur leur position de non-enrajés

À l'instar des thèses développées par Becker (1960) dans un article sur l'engagement, on peut affirmer que devenir *enrajé* nécessite un apprentissage visant la capacité à militer pour l'envie,

<sup>135</sup> C'est le cas d'un jeune qui a contacté lui-même le RAJE. Après avoir participé à un projet d'action collective en 2007 au sein du RACQ, il souhaitait s'impliquer à nouveau dans des projets similaires.

le plaisir ou l'intérêt. Cet apprentissage suppose tout d'abord que le jeune soit mis en situation de militer, par la présence du RAJE citoyenne dans les Auberges, par l'intermédiaire des intervenants-participants, ou la fréquentation de militants, de groupes habitués à cette pratique. Mais cet apprentissage n'est que le point de départ, l'initiation, le processus d'entrée en action. Il n'explique pas la perpétuation de la trajectoire militante. Le jeune doit ensuite être capable d'en prendre conscience et de relier ses aspirations à militer au plaisir, à la nécessité de s'engager.

Le FER est né de l'initiative des pairs-aidants eux-mêmes, mais il repose également sur le fonctionnement du GIAP et ainsi, sur l'implication d'autres acteurs comme les partenaires, les intervenants, la coordonnatrice et le chargé de projet. C'est à la fois un projet de prévention et d'expression sociale et artistique. Les pairs sont au centre du fonctionnement en partenariat du GIAP, entre l'univers de la rue et celui de l'intervention. Ils construisent des projets de prévention, complétés par des formations, un accompagnement sur le terrain et une supervision. Avec ce bagage, ils viennent en aide aux jeunes de la rue dans les différentes ressources partenaires et dans la rue, tout en contribuant à l'évolution du collectif des pairs et en poursuivant le cheminement personnel qui leur ressemble. Mais ils bénéficient également de l'accompagnement de tous les acteurs du projet et surtout dans l'organisation du FER. Si les pairs emploient leur réseau personnel pour mettre en place un programme artistique, s'ils animent le festival de bout en bout et s'occupent de la logistique sur le site, des bénévoles – intervenants, jeune de la rue et autres personnes proches du projet – s'investissent chaque année dans ce projet. On estime que quinze bénévoles contribuent ainsi au FER. Somme toute, la préparation du festival représente un espace de participation et de création mise en place par les pairs pour les jeunes de la rue.

De nombreux apprentissages sont réalisés par les pairs lors de cette préparation : respect des échéanciers avec un budget très limité, engagement total d'un bout à l'autre du projet, développement d'une approche alternative de prévention, lutte contre les préjugés à l'égard des jeunes en difficulté, activités artistiques et ludiques d'expression de la rue, etc. Cet



événement fait partie des traditions du GIAP. C'est un élément majeur de la culture des pairs. Si tous les pairs ne s'investissent pas de la même façon dans le projet, on sait à quel point les trajectoires sont différentes d'une personne à l'autre. C'est aussi souvent la première fois qu'ils organisent un festival qui repose en grande partie sur leurs épaules, leur réseau, leurs initiatives.

Les trajectoires des pairs dans le GIAP sont riches en termes de construction identitaire : enrichissement personnel, défis, épanouissement, accomplissement. Elles soulignent certaines difficultés, des déceptions, parfois des moments difficiles, des doutes. Une recherche intéressante, concernant les trajectoires de pairs atteints de problèmes de santé mentale, présente trois étapes de cheminement des pairs qui correspond semble-t-il au GIAP (Proulx et Gratton, 2006). Dans la première on observe des participants stimulés, « tout feu tout flamme », l'équivalent de la « lune de miel » qui existe chez les nouveaux pairs-aidants. La seconde étape, pendant le projet, correspond à une expérience de la réalité du travail de pair qui se révèle parfois « confrontante ». Elle est traversée par des doutes et des déceptions, ce qui s'apparente peut-être à la démotivation, à l'épuisement, aux absences et à la perte de confiance de certains pairs dans le cadre du GIAP. Le pair se rend peut-être compte de la tâche qui l'attend et confronté à son inexpérience, il prend peur. Enfin, prenant conscience de l'importance du travail de pair, la dernière étape, la fin du projet est vécue comme la satisfaction d'avoir participé à quelque chose d'« enrichissant ». La « sagesse » prend alors le dessus. À travers les années d'expérience, on connaît les effets positifs du GIAP et du FER sur les pairs, nombre d'entre eux ont d'ailleurs connu un cheminement exemplaire. Certains sont même à leur tour devenus intervenants (Greissler, 2007).

Ces deux actions collectives forment chacune, à leur manière, des espaces originaux d'engagement : le RAJE citoyenne est une forme d'action directe liée à des revendications et le FER une forme d'action collective d'expression et de réappropriation de la rue. Toutes deux offrent des occasions d'engagement, de réflexion, d'action, de débat, de délibération, de proposition, de projets et aussi, des occasions « d'avoir du fun ».

Dans cet ordre idée, les jeunes ont, à maintes reprises, exprimé leur souhait de trouver une place au sein d'espaces de participation différents de ceux dans la rue, où l'on manifeste parfois dans des conditions violentes, avec le risque d'arrestations. La musique est un support important d'expression de soi et de ses revendications (chapitre 4), et en cela le FER répond à ce besoin des jeunes de créer et d'échanger avec les autres (l'altruisme dont parlent certains). L'espace de discussion des entrevues de groupe a été très apprécié des jeunes qui voyaient là une opportunité pour s'exprimer et partager des idées. En somme, aller à la rencontre de l'autre permet de problématiser l'engagement, de s'interroger sur son rapport à l'engagement et d'envisager des formes d'entrée en action :

Créer des espaces pour se rencontrer, pour discuter de nos différentes tactiques, de l'expérience qu'on a. Ici ça passe par des projections de films, mais la question c'est comment créer des prétextes pour justement voir où est-ce que tu peux t'engager et avec qui, des fois ça se crée spontanément et t'embarques ; puis tester tes limites peut aussi être intéressant (FG).

Il est intéressant d'observer *in fine* que les jeunes ne sont pas motivés à « partir spontanément [leur] mouvement ». Il semble que leur prise de position ait parfois besoin d'un « petit coup de pouce » pour émerger.

## **2.4 Un engagement « suscité » ?**

Le RAJE citoyenne fonctionne sur la base de rencontres mensuelles de jeunes et d'intervenants/participants au sein d'Auberges ou d'OC alliés, au gré de l'actualité sociale et communautaire et du dialogue difficile et tendu avec la ministre de l'emploi et de la solidarité sociale. Ces rencontres présentent l'occasion d'affiner les revendications, de préciser les tactiques, de choisir des alliances, de préparer des mobilisations et de susciter l'engagement des jeunes. D'autres activités de socialisation, plus festives se tiennent plusieurs fois par an : hockey, bowling, pique-nique, etc. Au bout de presque deux ans d'existence, le RAJE a été fréquenté par environ cinq-cents jeunes lors de réunions, de manifestations, de mobilisations, d'activités de socialisation entre autres.

Le FER fait entièrement partie des objectifs du GIAP même si les pairs-aidants revendiquent cet espace d'expression et l'intègrent à leur démarche d'intervention alternative. Son fonctionnement est ainsi ponctuel puisqu'il n'occupe le groupe qu'une partie de l'année lors de la programmation du festival. Par ailleurs, il s'inscrit dans les actions collectives auxquelles les pairs participent. Les pairs-aidants poursuivent, entre autres, les objectifs du GIAP par une présence significative dans le milieu, par du travail de prévention des ITSS, du VIH et de l'Hépatite C, de l'implication sociale au sein de diverses concertations, ainsi que par l'organisation d'ateliers de sensibilisation et principalement du FER. Les pairs sont également appelés à inscrire leurs interventions dans les orientations de la ressource partenaire à laquelle ils sont jumelés. Par ailleurs, en dehors du GIAP, mais en son nom, l'équipe des pairs est présente lors de diverses activités organisées par et pour le milieu des jeunes de la rue du centre-ville de Montréal. Ces présences sont autant de formes d'implications communautaires. À titre d'exemple on peut citer quelques-unes de ces participations extérieures : *Blitz* de ramassage de seringues organisés par des organismes communautaires du centre-ville; Nuit de sans-abri; Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM); Opération Droits Devant et Table de concertation Jeunesse Saint-Laurent.

Le RAJE et le FER représentent ainsi des espaces de participation par et pour les jeunes qui sont invités à s'exprimer et à développer leur citoyenneté. L'accueil et la publicité de cet espace dans les OCJ favorisent l'implication des jeunes. Lorsqu'une rencontre du RAJE se déroule dans un organisme, les jeunes hébergés peuvent plus facilement prendre le temps de se placer du côté des *enrajés*. Des jeunes se laissent surprendre par la réalité du militantisme s'appuyant sur leur expertise personnelle et ils prennent alors plaisir à échanger et à construire des actions selon leurs motivations.

Lors du FER, l'ambiance festive porte les jeunes à s'exprimer artistiquement comme on peut le voir avec le succès des *open jam* et des *open mic*. Certains jeunes rencontrés lors des *focus groups* nous invitaient d'ailleurs à les voir sur scène. Alors que les jeunes se déplacent plus spontanément pour participer au FER, beaucoup de jeunes sont entraînés par les intervenants

de leur ressource respective pour se mobiliser au sein du RAJE. D'ailleurs, ils étaient souvent présents pour les entrevues de groupe et partageaient leurs opinions, au même titre que les jeunes.

En ce qui concerne le FER, on observe que c'est un espace de socialisation et de partage plus ludique, mais parfois avec moins de revendications qu'au sein d'un collectif comme le RAJE citoyenne. La forme ponctuelle de ce projet ne permet pas de porter des revendications durables, bien qu'elle permette une forme de reconnaissance des jeunes dans la rue et dans le quartier des spectacles. Les jeunes peuvent en effet, le temps du festival, occuper la rue sans interdiction. Par ailleurs, les conversations citoyennes permettent d'aller à la rencontre des habitants du quartier et de « maintenir des liens ». Cette action ponctuelle, mais récurrente offre de ce fait une tribune aux jeunes de la rue qui partagent le centre-ville avec d'autres acteurs. Les retombées de ce festival sont quelquefois visibles dans les relations quotidiennes avec ces acteurs. Des pairs ont relaté des expériences positives entre des jeunes et d'autres citoyens. Un pair a ainsi évoqué une interaction entre une personne âgée et un jeune qui se sont « apprivoisés » lors d'une conversation citoyenne. Après avoir fait plus ample connaissance, s'être écoutés et entendus, ils se seraient salués en se promettant de se regarder autrement en tant que « vieille dame » et « jeune marginal ».

Les conditions de possibilité de ces deux espaces de participation différents reposent sur plusieurs dimensions propres à des ressources - notamment communautaires - permettant de rassembler des jeunes au sein d'un espace collectif où prise de parole et action sont possibles. Face aux « coûts » de la mobilisation, le RACQ, le GIAP, les intervenants ayant le rôle de participants ou d'agents « tout va bien », ainsi que les mouvements ou OCJ qui se rallient à ces causes, sont autant de ressources matérielles (financières et physiques), incorporées (compétences, savoirs et savoir-faire militants) et relationnelles (interactions entre membres d'une organisation ou interactions avec les acteurs extérieurs) (Mathieu, 2007a). Selon Olson (1966), ces « incitations sélectives » sont réputées positives ou négatives. Dans un sens, elles encouragent la mobilisation, dans l'autre, elles dissuadent la défection :

Les incitations sélectives constituent les moyens de la mobilisation d'individus rationnels dans une action collective. En prenant pour hypothèse le fait que l'action collective représente un coût et que les chances de non-participation sont plus grandes que celles de participation, les incitations sélectives ont pour fonction d'abaisser le coût de cette action collective, en rétribuant de manière individuelle les participants (Malinas, 2007, p. 218).

On retrouve également des formes d'incitation psychologique se rapportant aux symboles, à la « libération cognitive » des engagés (Gaxie, 1978). Cet auteur s'est intéressé aux incitations « symboliques » c'est à dire, aux « rétributions » ou aux « gratifications » non quantifiables : le prestige, l'affect, les liens sociaux, ou la réputation. Ce sont des « bénéfices non collectifs » qui génèrent une forme de satisfaction plus que de sacrifice ou de don total de soi sans contrepartie : « [...] l'attachement à la cause, la satisfaction de défendre des idées, constituent ainsi des mécanismes de rétribution de l'activité collective au même titre que la rémunération financière ou l'obtention d'un emploi » (Gaxie, 1977, p. 125).

En ce qui concerne les actions collectives du RAJE citoyenne et du FER, plusieurs incitations positives sont à référencer comme la distribution de repas gratuits ou le remboursement des frais de transport en commun. Aucune incitation négative ne semble avoir été employée dans un cas comme dans l'autre. Au contraire, les jeunes sont libres de leurs engagements au point que l'on ne sait jamais qui va se présenter à une action. Dans le cas du FER, les rétributions symboliques se rapportent au choix du thème du festival et des logos (banderole, macarons) qui tournent toujours autour de symboles forts pour les jeunes de la rue : l'oppression policière, l'expression de sa différence à travers son corps, etc. Au sein du RAJE citoyenne, cela consiste plus à souligner les effets négatifs des dispositifs gouvernementaux d'aide sociale et d'aide à l'emploi en faveur des jeunes. Mais il existe également un logo qui a été choisi à la suite d'un concours organisé auprès des jeunes.

Ces « ressources » permettent à une population qui n'a pas forcément vocation à se regrouper, de construire une cause commune. Cependant, la mobilisation des jeunes est un combat constant et si des jeunes leaders ont émergé au sein du RAJE, si les pairs-aidants s'imposent pour garder leur autonomie d'action au sein du GIAP, le cadre dans lequel évoluent ces projets

peut contribuer à fragiliser considérablement l'engagement des jeunes. Pour le RAJE, il faut considérer que cet espace de participation rassemble des jeunes disponibles pour l'action - dans un contexte où ils ne le sont pas tous, ni en permanence - et c'est en cela que l'on peut parler d'un mouvement précaire qui repose sur une participation « suscitée » et portée par les intervenants/participants (Meister, 1972 dans Bennour, 2006). De même pour le FER, où l'implication des pairs-aidants est fluctuante et nécessite le support de la coordonatrice et du chargé de projet.

Toutefois, dans les deux cas la mobilisation a été entreprise avec les jeunes mais pas en leur nom. Les intervenants ne défendent pas une cause qui leur est propre, ils s'emploient, dans le cadre de leur fonction, à soutenir une cause définie avec les jeunes, selon des moyens d'action choisis par les jeunes. Les intervenants-participants et le RACQ ont un rôle moteur dans la mobilisation, surtout dans un contexte de va-et-vient des engagés et dans un contexte où la situation de marginalité et les rapports au politique sont plutôt teintés de résignation, d'apathie ou de défiance (Bègue, 2007). Ainsi, les jeunes sont d'abord « mobilisés » par des intervenants concernés, impliqués, engagés et politisés. Les intervenants sont des « membres par conscience » (McCarthy et Zald, 1977) et non des bénéficiaires directs du RAJE, même si cet espace représente finalement un support à l'intervention individuelle. Plus encore, c'est une façon de se repositionner dans le champ de l'action communautaire en favorisant la réflexion sur les dimensions sociales, économiques et politiques de la situation de jeunes en difficulté. Sans pour autant s'emparer du sens de la mobilisation, le projet-pilote a mis en action les disponibilités biographiques et les potentialités des jeunes.

Maintenant que ces espaces de participation sont en mouvement, l'enjeu de leur pérennité se pose. La structuration du cadre d'action directe non-violente du RAJE et du cadre d'action collective du FER dépend de son appropriation par les jeunes participants, leaders ou pairs-aidants.

## Chapitre 4 : Les formes de l'engagement

Ce chapitre porte sur les formes de l'engagement des jeunes en difficulté et plus précisément sur leurs « performances » (Tilly, 1986). L'objectif est de comprendre les formes d'expression de l'engagement, des prises de position, à partir des discours (*focus groups*, échanges informels), des actions (observation participante) et des sources documentaires du RAJE citoyenne et du GIAP<sup>136</sup>.

L'ensemble des performances correspond à ce que Tilly (1986) a appelé un « répertoire d'actions » ou de contestation, à l'échelle d'une nation, ou d'un groupe de population (Fillieule, 2010). D'après l'auteur (1984, p. 99; dans Siméant, 1994, p. 41), pour se faire entendre dans l'espace social, les acteurs en lutte inventent des modes d'action, qu'ils puisent dans un répertoire, qui constitue :

[...] un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités, en rendant un moyen d'actions limitées plus pratique, plus attractif, et plus fréquent que beaucoup d'autres moyens qui pourraient, en principe, servir les mêmes intérêts.

La manifestation, l'occupation d'immeubles vacants, la grève, le lobbying, l'action juridique, les campagnes d'information, ou la pétition sont des performances appartenant au répertoire d'actions actuellement disponible et faisant référence à des registres d'action différents. On observe une multiplicité des registres d'action qui diffèrent selon les époques, l'objectif des luttes, les cibles d'action, les organisations et les acteurs. Le répertoire d'actions est en quelque sorte prédéfini, institutionnalisé, voire « routinier » (Tilly, 1984). Les performances sont en fait le produit des rapports entre les acteurs en lutte, les pouvoirs publics et le contexte sociétal. On peut donc les classer selon leur forme ou le degré de confrontation avec les pouvoirs publics, le reste de la société également : refus/acceptation de coopérer ou de

négocier, recherche ou non d'une légitimité de l'objet de la lutte ou des moyens d'action, (expertise, sensibilisation, conscientisation ou confrontation directe).

Néanmoins, si les formes de l'engagement et les contours des mobilisations ont beaucoup évolué, il existe des performances difficiles à saisir et à classer, d'autant plus si elles s'inscrivent dans la dynamique « des tactiques du quotidien » (Véron, 2010). L'immédiateté, l'invisibilité et l'originalité de certaines performances peuvent en effet poser des problèmes de conceptualisation du répertoire d'actions des jeunes en situation de marginalité.

Au-delà de leurs réelles différences sociales, économiques, culturelles ou politiques, les jeunes que j'ai rencontrés ont en commun certaines références, au premier rang desquelles on peut citer l'anticapitalisme, l'écologie, l'utilisation de l'art dans les moyens d'action et la volonté d'agir en premier lieu sur son entourage ou à travers son propre mode de vie. Leur engagement est marqué par l'affranchissement de la sphère politique traditionnelle et par l'importance accordée à la responsabilité individuelle vis-à-vis de l'environnement local et de la communauté.

Ainsi, manifester, contester le système, privilégier des « actions directes », boycotter des produits, pratiquer *l'artivisme* sont des moyens d'action atypiques, mais qui sont ici des objets d'étude au même titre que des moyens plus conventionnels comme le vote et l'engagement dans un parti. Parfois considérées comme « non conventionnelles », ces performances n'en sont pas moins réelles et nombreuses chez les jeunes interrogés. Élaborer ainsi un « *continuum* » des performances ne revient pas, bien sûr, à mettre toutes les formes d'engagement sur le même plan. Au contraire, il s'agit de ne pas laisser de côté de l'analyse des formes moins conformes et moins visibles d'engagement.

---

<sup>136</sup> Pour le GIAP, les documents exploités sont le bilan et l'évaluation annuelle du projet (2010, 2011 et 2012), les trois derniers bilans du FER et la documentation du site Internet. Pour le RAJE, il s'agit de la page *Facebook*, du blogue, du film et des demandes de subvention.



Le répertoire d'actions des jeunes en difficulté est présenté ici à partir des événements de lutte auxquels ils participent – que ce soit dans le cadre du RAJE citoyenne ou du FER, mais aussi d'autres collectifs – et plus précisément, à partir de leurs « performances », c'est-à-dire, de leurs « inventions tactiques » (Tilly, 1986). Sera analysée ensuite la particularité de ces formes d'engagement en essayant de voir ce qu'elles révèlent.

## **1. Rapports aux « performances traditionnelles »**

Tous les jeunes ont abordé le thème de la politique pour manifester un intérêt ou une désaffection : pour certains, « c'est très important, ça détermine la vie de tout le monde » tandis que pour d'autres « on s'en fout totalement de la politique » ou « [on] aime bien la politique, même si les politiciens nous font tous chier »<sup>137</sup>. De nombreux auteurs ont montré le mouvement constant de désaffection pour les partis politiques, surtout en ce qui concerne les jeunes (Milan, 2005; Muxel, 2001). Ils rejettent la sphère politique formelle, électorale et militante, en particulier les moins scolarisés (Galland, 2001; Milan, 2005; Muxel, 2001). Avant de revenir sur ces éléments, réfléchissons d'abord à ce qu'ils montrent du rapport au politique et aux performances traditionnelles.

### **1.1 Rejet du vote et des partis politiques**

Les formes d'engagement des jeunes rencontrés se situent majoritairement en dehors du champ politique. Ces jeunes semblent être confrontés à l'impossibilité de participer au fonctionnement démocratique de la société. Néanmoins, nombreux sont ceux qui considèrent que l'expression politique par le vote est un « acte citoyen important ». D'autres ont même affirmé à plusieurs reprises que « tout [était] politique ». Les arguments en faveur du vote concernent l'importance de « jouer son rôle de citoyen » pour signifier « clairement » son

opinion sur la classe politique et sur les enjeux importants de société, mais surtout : « pour éliminer ceux qu'on ne veut pas, comme Steven Harper, Charest ou Sarkozy<sup>138</sup> ». Les arguments en défaveur du vote expriment une défiance vis-à-vis d'un « système oligarchique ».

Plusieurs personnes ont affirmé voter pour le parti vert. D'autres ont expliqué que si elles se déplaçaient, ce serait pour voter pour ce parti exclusivement. N'ayant jamais été au pouvoir, les verts n'ont pas été mêlés à des affaires de corruption. D'après les jeunes, c'est aussi le seul mouvement politique à s'intéresser réellement aux enjeux d'écologie qui leur sont chers. Un autre jeune a témoigné de son vote protestataire pour l'action démocratique du Québec (ADQ) en affirmant ne pas avoir été « le seul à le faire ici ». Finalement, il est « déçu » d'avoir glissé un jour ce bulletin dans l'urne, estimant que cette frange « extrémiste » de l'échiquier politique est tout aussi incompétente que les autres. En fait, il s'est, dit-il, laissé porter par les discours populistes de l'époque. Les élections provinciales de 2007 ont en effet été marquées par un vent de votes « contestataires » à l'origine d'un gouvernement libéral minoritaire. D'ailleurs, certains observateurs de la vie politique québécoise se sont interrogés sur ce mouvement d'opinion historique qui a fait plonger le Parti Québécois (PQ) dans les intentions de vote ; j'ai d'ailleurs observé la même chose chez les jeunes rencontrés. Ce mouvement « populiste » s'est finalement rapidement estompé l'année suivante pour continuer petit à petit de décliner. Beaucoup de jeunes interrogés ont signifié leur préférence pour le souverainisme québécois, sans pour autant voter pour le PQ ou Québec Solidaire. Souvent la phrase « je suis fier d'être québécois » a été entendue lors des entretiens de groupe. Ce qui correspond peut-être aussi au « réenracinement » dont parlait Robitaille (2007) dans *Le Devoir* au sujet du vote pour l'ADQ.

---

<sup>137</sup> Rappelons que les propos entre guillemets sont extraits de FG ou d'entrevues informelles avec les jeunes dans les OCJ, le RAJE citoyenne et le GIAP.

<sup>138</sup> Cette référence à Nicolas Sarkozy, président de la France au moment de cette enquête, peut paraître étrange, toutefois, elle s'explique par mes origines et aussi en raison de la couverture médiatique internationale des actions de cet homme politique, surtout au Québec.

Malgré ces points de vue sur les partis, le discours du rejet de la classe politique est plutôt représentatif de mes résultats. Seul un jeune a tenu des propos à l'égard des politiciens qui vont à l'encontre de ceux de ses congénères : « Le politicien c'est notre ami, je vote pour lui et je me sens bien. J'ai un politicien comme ami. C'est un protecteur. Un gars de la mafia [rires]. On vote pour se sentir en sécurité, pas pour être en dehors. » (FG). Si voter c'est, en ce sens, s'intégrer à la société, les jeunes qui ne vont pas voter ne s'estiment pas moins intégrés. Les avis sont un peu partagés, mais cette contradiction, entre le discours et les actes, traduit le manque d'enthousiasme pour l'offre politique dans son ensemble :

- Quel est le papier<sup>139</sup> le plus populaire jusqu'à maintenant ? Ah, c'est « politique » !
- **C'est important pour vous la politique ?**
- Oui bien sûr ! C'est important la politique. Ça détermine la vie de tout le monde
- Oui c'est important, mais je ne parle pas d'aller voter par exemple. *No way* ! Les partis...
- Moi je vais voter, car je ne veux pas de Stephen Harper. Le monde chiale, mais ils n'ont même pas voté.
- OK, mais pour moi tous les politiciens, tous les bords politiques sont identiques, au bout du compte, ils ont les mêmes ambitions, les mêmes priorités et ça, c'est l'argent et le prestige d'être élu.
- Pour moi voter c'est pour éliminer les autres. On a le choix de faire quelque chose...
- Mais ce n'est jamais celui pour qui on a voté qui sort !
- Ouais mais tu votes pour quelqu'un et tu vas finir par être *crossé*. Il va te *crosser*<sup>140</sup>.
- Moi je vais voter un jour pour un groupe ou un parti qui légalisera le cannabis. Mais ça va juste jamais arriver ! (FG).

Le dégoût des politiciens et de leurs méthodes provoque finalement le sentiment qu'il est inutile d'exercer son devoir de citoyen. Malgré tout, la vie politique intéresse ces jeunes qui se tiennent informés. À plusieurs reprises des sujets d'actualité politique ont été évoqués dans les entrevues ou les conversations informelles. Les jeunes qui ont participé au RAJE citoyenne ont développé leurs connaissances en matière de politique, d'abord autour des questions liées à l'aide sociale, mais aussi autour d'autres sujets d'actualité, comme les commentaires sur le site du groupe *Facebook* le montrent. Ils échangent des articles d'opinion, notamment contre le gouvernement. Certains ont même confié avoir regardé les débats parlementaires comme s'il s'agissait d'un « spectacle humoristique ». Tout comme le film du RAJE citoyenne tourne en

---

<sup>139</sup> Ce jeune fait référence au choix de mots qui était donné au début de chaque entretien de groupe. Des explications sur cette démarche se trouvent dans le chapitre 2.

<sup>140</sup> Expression québécoise qui signifie « se faire avoir ».

dérision des éléments de langage de la classe politique. Dans un passage du film, les jeunes ont, en effet, repris les propos de Madame Boulet tenus lors de son entrée en fonction pour animer son blogue. Elle se présente comme une militante, déterminée à se battre en faveur des jeunes. La séquence suivante du film tend à démontrer le contraire, avec beaucoup d'ironie un peu à l'image de Moore dans *Bowling for Columbine*, un documentaire sur les meurtres de masse au Etats-Unis sorti dans les salles en 2002.

Chez les jeunes rencontrés, le rejet des partis politiques est en fait un mépris pour les actions de politiciens « corrompus ». La seule image de la politique est sensationnelle et populiste, mais elle marque les esprits et il est difficile de s'en défaire. La politique est surtout associée à l'idée que le système est verrouillé par la connivence douteuse entre hommes politiques et grands patrons :

- Les politiciens ont tous des grosses compagnies pour eux ou avec eux. Ils *boostent* leur profit.
- Les deux côtés d'une même pièce !
- Un petit exemple dans les grosses compagnies et les municipalités. Je connais un gars dont la compagnie fait de l'asphalte. Leurs profits ont augmenté de 28 millions de dollars parce qu'ils prennent tous les contrats d'asphalte de la municipalité en question. C'est un genre d'affaire où tu vois bien que les politiciens *gossent* [trafiquent] les règles pour se remplir les poches. D'après moi, ils le font quasiment tous (FG).

Cet état d'esprit se révèle en fait dans la préférence des jeunes interrogés pour d'autres formes d'engagement. On peut aussi penser que leurs réactions négatives à l'égard des partis politiques correspondent parfois à un *boycott* des actions politiques traditionnelles. En tout état de cause, les liens entre les partis et les jeunes sont rompus. Si certains partis affichent un programme politique de défense des opprimés, c'est sans aller à la rencontre des jeunes désaffiliés, ou très rarement, avant des élections importantes. Des réunions d'information sur le vote existent dans certains OCJ, mais les jeunes n'en n'ont jamais fait mention lors de nos échanges<sup>141</sup>. Le contact avec les politiciens est en fait difficile. Des jeunes du RAJE sont allés

---

<sup>141</sup> J'ai remarqué que les jeunes étaient invités à des réunions d'information sur les élections dans les OCJ en voyant des affiches accrochées au mur. Mais lorsque j'ai abordé ce sujet avec eux, ils n'étaient apparemment ni au courant, ni intéressés à participer à de telles rencontres.

à la rencontre du député de leur quartier ou de conseillers en communication de la ministre de l'emploi et de la solidarité sociale, leur déception n'a fait que confirmer ce sentiment que le dialogue est impossible :

- [Le conseiller] mâchait sa gomme puis il *checkait* son *Blackberry* une fois de temps en temps.
- Ils répétaient qu'ils sont là depuis un mois et demi puis qu'ils n'ont pas connaissance du dossier puis je me suis fait dire de pas trop les juger ! Mais je les ai vécu ces situations-là, c'est une réalité qu'on vit. Fait qu'il dit « non, non, non, non, c'est pas comme ça ». Déjà là, j'ai eu un peu de misère (Vidéo sur le blogue du RAJE).

Les jeunes entretiennent donc un rapport tendu au monde politique, se sentant exclus des enjeux traités et perdus face aux discours politiques peu accessibles. Bref, ils développent une critique relativement forte et une distanciation croissante de la sphère politique traditionnelle. S'il y a un fort sentiment de défiance à l'égard de la classe politique, il n'y a pas un désintérêt mécanique pour la chose publique, comme des études l'ont déjà mis en exergue (Barrault, 2010). Au contraire, les jeunes gardent un fort attachement à la démocratie, à ses modes de fonctionnement et à ses valeurs et c'est surtout à ses représentants qu'ils s'en prennent.

La critique s'étend toutefois à d'autres structures militantes institutionnalisées – même « alternatives ». Il a en effet été établi que rares sont les associations altermondialistes qui réussissent à faire une large place aux jeunes (Pleyers, 2004). Les mouvements régulièrement cités dans cette recherche (COBP ou FNB) ne sont pas largement investis par les jeunes interviewés. De même, certains peinent à trouver une place au sein du RAJE citoyenne malgré sa logique inclusive et participative.

## **1.2 Action directe : l'exemple du RAJE citoyenne**

Le RAJE citoyenne s'inspire de la logique de l'action directe, un modèle d'organisation communautaire (*community organization*) développé par Alinsky (1971). Il s'agit d'une démarche politique qui valorise à la fois le dialogue face-à-face dans l'arène politique et

l'autonomie d'action. Cette performance est en fait une pratique d'intervention sociale ouvertement politique et conflictuelle. Elle vise la pacification du rapport social et politique entre les *opprimés* (les jeunes) et les *oppresseurs* (les gouvernants), même si théoriquement le *leitmotiv* est : « le pouvoir d'abord, le programme ensuite » (Alinsky, 1971).

D'après les thèses d'Alinsky (1971), l'action directe est un moyen de combattre les inégalités sociales et les discriminations. L'auteur prône une démarche non violente et ludique afin de rompre avec la logique de survie des populations à la marge qui vivent sans perspective d'avenir, sans possibilité de prise de recul sur leur situation, sans moyen pour s'engager dans une stratégie de lutte contre une situation d'injustice. Des appuis extérieurs peuvent contribuer à briser ce mécanisme de résignation, sans nécessairement orchestrer les actions collectives, en stimulant leur émergence, en accompagnant l'organisation d'un groupe de personnes. Comme les principes de l'intervention communautaire le suggèrent, la définition du problème appartient aux personnes opprimées (Lamoureux, 2010). Dans la logique de l'action directe, l'intensification de la lutte et des actions doit se faire petit à petit, dans un esprit ludique et humoristique, suivant la satisfaction à participer. La dimension collective et participative est donc fondamentale.

Rappelons que le RAJE est un projet coordonné par un agent de recherche et de liaison du RACQ et un intervenant communautaire. L'aventure débute en août 2010 et jusqu'en juin 2011, il se décline en cinq grandes phases<sup>142</sup> :

1. Réflexion collective autour des réalités sociopolitiques des jeunes.
2. Élaboration de solutions concrètes et d'une stratégie d'action.
3. Préparation de l'action.
4. Déploiement de l'action directe non violente.
5. Réalisation d'un documentaire pour illustrer les problèmes des jeunes en difficulté dénoncés par le RAJE citoyenne<sup>143</sup>.

---

<sup>142</sup> Précisons que le projet existe toujours. D'autres actions se sont déroulées en 2012 et en 2013, des décisions vont être prises quant à l'avenir du projet en juin 2013.

<sup>143</sup> Ces phases ont été décrites dans le chapitre 3.

L'aspect conflictuel de l'action directe est régulièrement présenté aux jeunes lors des rencontres fixées selon le calendrier des actions. Ce sont des moments d'échange, de délibération, de prises de décision et de construction des mobilisations. L'objectif est de chercher, en même temps, à construire des « ponts » pour la négociation autour des revendications identifiées. Cependant, les coordonnateurs ont rapidement incité les jeunes à trouver des moyens de « mettre la pression pour que ça bouge » (notes de terrain).

C'est dans ce climat qu'en novembre 2010, une quinzaine de jeunes et d'intervenants-participants débattent du choix d'une « cible ». La rencontre commence par le rappel des revendications et se poursuit avec une présentation sur l'action directe et ses différentes étapes : l'analyse des problèmes, la rencontre des jeunes, les alliances, les solutions et les revendications, la médiatisation, la rencontre avec la « cible » et les actions possibles. Le choix d'une cible marque le point de départ des actions concrètes des *enrajés* dans la logique de l'action directe :

Rencontre de fou hier ! Je dois avouer que ce n'était pas facile de tout le temps tout résumer comme animateur tellement ça bouillonnait! (Site *Facebook* du RAJE).

Nous reviendrons sur les « manifs » entreprises par le RAJE citoyenne (p. 283), mais il est important de comprendre qu'au sein de l'arène politique, ce collectif s'est érigé en un espace de participation par et pour les jeunes des Auberges ou des OCJ alliés. Le ton de l'action directe a ainsi été rapidement donné. L'objectif est à la fois de faire connaître les revendications, de « déranger le planning officiel de la ministre » pour se faire une place et d'ouvrir le dialogue pour accéder aux demandes des jeunes. Néanmoins, il ne semble pas que ce mode d'action soit toujours bien compris par les jeunes interrogés qui sont parfois sceptiques ou récalcitrants.

S'ils sont nombreux à être présents lors des rencontres, surtout à l'approche d'une manifestation, tous les jeunes n'adhèrent pas aux modes d'action du RAJE citoyenne. Comme on vient de l'expliquer au chapitre 3, on retrouve quelques leaders, mais la majorité des jeunes interrogés dans les Auberges reste en retrait, rejette cet espace ou occupe une position de

partiellement-engagé. Il est intéressant de constater que c'est la dimension participative et la logique d'action directe du RAJE qui « n'emballe » pas ces jeunes. Non seulement ils ont des doutes quant à la solidité de la structure, mais en plus, la dynamique ouvertement conflictuelle ne convainc pas tout le monde comme ces jeunes l'expliquent dans l'extrait suivant :

- Je n'ai pas participé à la réunion la semaine passée. Mais, j'ai parlé avec les responsables du RAJE pendant le repas, puis j'ai trouvé qu'ils avaient l'air d'être « au jour le jour »; pas organisés à l'avance...
- Leur force, c'est l'improvisation.
- **C'est pour décider collectivement peut-être ? [...] Quand on vous approche pour vous inviter à un mouvement comme ça, est-ce que ça vous tente?**
- Moi, ça ne m'a pas intéressée plus que ça...je ne suis pas « au jour le jour » en partant. [...] Je ne suis pas prête à aller faire des manifestations à Québec<sup>144</sup>, comme la semaine passée !
- **Mais, c'est une décision momentanée, ou c'est que tu n'aimes pas leurs méthodes?**
- Je n'aime pas les méthodes qu'ils utilisent pour l'instant. Ils vont peut-être évoluer et changer de méthode. Je ne dis pas que ça ne m'intéressera peut-être pas à un moment donné non plus. Il y a des points sur lesquels je suis d'accord avec eux, il faut que ça change. Mais pas de la façon dont ils s'y prennent.
- **Et toi, tu voulais répondre et donner ton opinion ?**
- Je leur ai donné. Je parle avec eux, puis ils avaient l'air, dans le fond, d'écouter, puis de prendre des notes dans leur tête. Mais pour moi ça s'arrête là (FG).

Le rapport de confiance entre les jeunes et le RAJE citoyenne est parfois précaire et certains semblent juger les actions du collectif par rapport à celles d'autres mouvements plus connus et de plus grande ampleur. Le collectif serait ainsi « trop petit », ou « mal construit », les lignes directrices n'apparaîtraient pas « clairement », les revendications et les tactiques ne « feraient pas le poids face au pouvoir du gouvernement ». Des jeunes ont aussi peur que les revendications soient trop disproportionnées. En ce sens, ils ne croient pas que le RAJE citoyenne puisse proposer une solution aux problèmes identifiés par le collectif et partagés par les jeunes rencontrés. Enfin, ils ne devinent pas toujours l'objectif et la tactique du collectif. En fait, ils ne perçoivent pas totalement la dimension participative à sa juste valeur et il semble ainsi qu'il y ait des malentendus :

- [...] la dernière fois, quand ils sont venus et qu'on a jaser avec eux autres, j'ai trouvé que c'était mal construit, les idées sont inférieures à ce qu'ils devraient avoir pour

---

<sup>144</sup> Les *enrajés* vont parfois soutenir d'autres mouvements québécois. Ils développent ainsi leur partenariat avec d'autres collectifs. Ces invitations à manifester sont parfois envoyées à la dernière minute, mais on propose toujours aux jeunes des moyens de se rendre sur place gratuitement.



faire le poids. Écoute, ce n'est pas comme aller voir le maire de Montréal pour demander à changer un nom de rue. Non, c'est vouloir changer les lois du BS, aller devant le gouvernement ! C'est mal organisé du début jusqu'à la fin. Je comprends leur point de vue, où est-ce qu'ils veulent en venir et tout le *kit*, c'est respectable [...] Mais quand on les a rencontrés la semaine passée, il y a quelqu'un qui a posé assez de questions et la personne qui répondait aux questions, avait l'air perdue. Pas trop de réponses à donner.

- Je ne suis pas d'accord avec toi.

- Moi non plus, je ne suis pas d'accord.

- [Un intervenant] : Ils ont amené leurs revendications. Ils voulaient montrer que le mouvement vit. En fait, nous montrer qui est le RAJE citoyenne, nous montrer que ça nous appartient, que c'est à nous autres de le faire vivre. S'il y a des gens qui trouvent que ça ne bouge pas, que ce n'est pas assez bien organisé, mais c'est important d'aller s'exprimer; tout le monde a une voix.

- C'est ce que je fais là; c'est ce que je suis en train de faire, on parle de ça justement. Je ne vois pas pourquoi tu me parles de ça. Je ne dis pas qu'ils ne répondaient pas aux questions, mais...quand [untel] a demandé s'ils avaient une pétition et qu'on lui répond : « Ben, on y pense », moi, *drette* en partant, ils m'ont perdu. Ils ne sont pas organisés.

- [...] Moi, je connaissais du monde qui était à une rencontre, puis c'était bien organisé. Il y avait de grosses rencontres qui se faisaient [...]. Ça ne veut pas dire que les affaires ne bougent pas et que ça ne bougera jamais. Je le sais qu'ils vont être là, je les sais capables de faire bouger les choses parce qu'il y en a un paquet là-dedans (FG).

D'autres échanges dans le même état d'esprit ont eu lieu avec des jeunes d'autres OCJ. Les intervenants/participants impliqués dans le RAJE citoyenne tentent parfois d'expliquer la philosophie du collectif et le choix de l'action directe :

- [Les gouvernants] rient de nous autres, c'est ça qui est frustrant, sauf qu'à un moment donné ils ne peuvent pas toujours rire parce que si tu bouges...

- Non ! C'est ce que j'ai expliqué à RAJE : ce n'est pas avec des pancartes que tu leur fais peur. Tes *punks* tu les traînes dans les médias et tu les rabaisses...

- [intervenant :] tu vas peut-être leur faire perdre un vote ou cent votes.

- Mais justement, ce n'est pas une manifestation qui compte, ce sont les médias qui comptent.

- Moi je dis on va chercher des *guns man*.

- Pour RAJE, [les gouvernants] étaient supposés rappeler, ils ont rappelé puis ils ont raccroché la ligne au nez. [Ce jeune fait référence à l'altercation qu'il y a eu avec l'attaché de la ministre : voir chapitre 3]

- [intervenant :] oui et c'est de la provocation ça !

- Sauf que là on l'a l'élément déclencheur. La raison pour laquelle il faut bouger. On va aller chercher des gens.

- Oui puis non, tu ne vas chercher personne

- Si, d'être écouté par...comment elle s'appelle la Madame là.

- Julie Boulet ou c't'es caché ! [rires].

- Moi je dis on s'en va au centre Emploi Québec puis on va parler à tout le monde qui est là-dedans...
- Ça ne va rien faire. Ils vont appeler la police pour dégager les manifestants.
- Si, avec ça, on leur dit : « Oh ! Regardez-nous !! On est tous sur la même longueur d'onde, venez avec moi, chers concitoyens ». [Rires] (FG).

Deux enjeux transparaissent ainsi : la crédibilité et la légitimité du collectif face à sa cible. Les moyens d'action des jeunes en difficulté dans l'arène politique leur semblent insignifiants et insuffisants en raison d'un « rapport de force déséquilibré », qui leur est finalement défavorable (Mathieu, 2007b). J'ai observé que les jeunes avaient peur d'être méprisés par la classe politique dans son ensemble et les dirigeants en particulier. S'ils trouvent la cause légitime, ils estiment les actions du RAJE « ridicules » et ainsi « n'y croient pas plus que ça ».

À l'époque, le mouvement n'est pas encore médiatisé, peu de jeunes participent aux rencontres et seulement quelques jeunes se présentent aux manifestations (une trentaine). Ainsi, face aux mouvements étudiants, altermondialistes, ou communautaires, comme le FRAPRU ou le COBP, le RAJE citoyenne leur paraît « minuscule » ou négligeable. Les jeunes qui doutent du collectif voient dans les interactions avec les gouvernants la marque du mépris, là où d'autres, les *leaders*, puisent la force pour continuer et accentuer les actions du collectif.

### 1.3 Synthèse

Le rejet du vote ou de l'action directe dans l'espace politique observé chez les jeunes interrogés serait symptomatique de la jeunesse, tout comme le serait l'émergence d'actions contestataires (Becquet et De Linares, 2005). De même, la désaffection pour la politique, mais l'intérêt pour le politique sont des faits notables chez les jeunes d'aujourd'hui. À titre d'exemple, au Canada, 58 % des 22-29 ans participent politiquement à travers la recherche d'informations politiques, la signature d'une pétition, le *boycott* d'un produit pour des raisons éthiques, ou encore, les marches ou les manifestations (Milan, 2005). En outre, les « grèves »

étudiantes québécoises du printemps 2005 et 2012 ont été marquées par un vigoureux activisme, véritable moteur et pilier de la mobilisation (Bédard, 2007; Poirier St-Pierre et Ethier, 2013).

Si les jeunes rencontrés n'entrent certainement pas de la même façon dans ces statistiques, leurs propos ne sont pas de simples clichés mais révèlent un engouement pour les questions de politique et, comme on va le voir, pour les mouvements étudiants, qu'ils ont parfois très activement soutenus, notamment en 2012. En réalité, comme l'explique Muxel (2001), les pratiques protestataires constituent chez les jeunes une expérience politique à part entière qui contribue à leur socialisation politique. Le recours à ces performances est une tendance remarquable. Elle peut prendre la forme de l'action directe, comme le montre l'exemple du RAJE citoyenne, comme elle peut s'inscrire, rarement toutefois pour les jeunes rencontrés, dans les pratiques traditionnelles du vote avec le recours à des choix politiques plus extrêmes ou plus populistes. Les jeunes interrogés ne sont donc pas insensibles aux enjeux politiques et démocratiques. Au contraire, ils revendiquent une citoyenneté active à l'intérieur même d'un système qu'ils critiquent ou dont ils ont peur. Ces pratiques sont peut-être défensives ou réactionnaires, mais elles prêtent en tout cas à s'interroger sur les voies d'accès à la politique des jeunes en difficulté. En ce sens, nombreux sont ceux qui privilégient une approche radicale d'actions inscrites dans le champ de la « contre-démocratie », décrite par Rosanvallon (2006). C'est, dès lors, une tout autre partie du répertoire d'actions qui est mobilisée.

## **2. Un répertoire radical**

### **2.1 « Faire la révolution »**

Les réflexions sur la nécessité de « faire la révolution » au Québec ont émergé spontanément et à plusieurs reprises dans les conversations avec les jeunes, sans que ce thème n'ait été suggéré dans les papiers distribués au début de chaque FG ou dans les questions de relance.

En premier lieu, force est de constater que ce discours n'est pas un appel à la violence gratuite, mais un appel à renverser le système pour pouvoir vivre ensemble dans un monde plus « juste ». De façon générale, les jeunes ayant manifesté un intérêt pour ce type d'action radicale se détournent des formes d'engagement traditionnelles jugées dérisoires, comme les manifestations par exemple. Seule la « reconstruction de la société » – et pas toujours la destruction totale – permettrait à leurs yeux d'agir sur les situations d'inégalité dont ils sont « victimes ». « Faire la révolution » correspond donc d'abord à la volonté de changer les rapports de force et de construire une dynamique sociale nouvelle. Plusieurs raisons expliquent cette préférence. La principale explication concerne le manque de moyens, cause et conséquence d'une inégalité criante dans les rapports de pouvoir au sein de la société. L'absence de ressources qui les concerne est, d'après eux, liée à l'existence d'un système de société qui leur est défavorable. En fait, sans argent, sans connaissance des rouages politiques, ou des hommes politiques, leur pouvoir d'action est, leur semble-t-il, limité :

Faudrait tout raser à terre et recommencer. On n'est pas dans un état d'esprit de manifester là. Quand est-ce que je vais aller décider alors que je n'ai pas d'argent ? À part pour voter pour quelqu'un que je ne connais pas...Moi je fais juste voter pour un gars qui va me représenter, je ne le connais pas le gars, je ne sais pas s'il a les mêmes convictions que moi...ça ne sert donc à rien ! (FG).

En outre, les autres formes d'action inscrites dans le « système inégalitaire ou oligarchique » actuel compromettent les jeunes qui accepteraient de ce fait des règles du jeu intolérables. La révolution est ainsi la seule forme d'action qui leur paraît efficace. Les autres moyens plus conventionnels semblent peu opérants face à l'ampleur des changements espérés. Ce sont des arguments qui justifient le fait de ne pas s'investir dans le RAJE citoyenne notamment. *In fine*, « faire la révolution » donne aussi une motivation pour s'engager, pour s'assurer que « ça vaut la peine », c'est-à-dire, pour s'assurer que le « coût » réel de l'engagement est garanti par le mode d'action :

- Moi je ferais beaucoup plus qu'une manifestation.
- Moi aussi ! Je suis d'accord !
- **Faut que ce soit plus intense pour que tu rentres dans la lutte ?**
- Ouais faut que ce soit plus concret. Faut que ça bouge. Tu sais j'aimerais même rentrer dans l'armée pour ça (FG).

Nombre de jeunes non-engagés, désengagés ou déçus<sup>145</sup> ont acquis la conviction que « ça prendrait un gros changement » pour qu'ils décident de s'impliquer. Ce raisonnement montre leur découragement face aux modes d'action des mouvements sociaux qui les entourent, en particulier, le RAJE citoyenne. Considérant tout de même qu'il est nécessaire d'agir, la révolution représente par conséquent, sans lyrisme, la seule issue à l'impasse de leur situation d'exclusion. Déconnectés des sphères traditionnelles d'engagement, des enjeux sociaux et politiques, ils ne sont pas moins désintéressés par l'action. Certains estiment donc que le temps de la révolution a sonné, avec des accents de *Révolution tranquille* et de printemps des peuples opprimés ou, aujourd'hui, de printemps « érable »<sup>146</sup> :

Quand il y a une révolution, comme on le voit en ce moment, quand il y a des changements dans l'histoire, c'est parce que le peuple à un moment donné a décidé de prendre le monopole de cette violence-là (FG).

D'ailleurs, les « révolutions arabes » ont eu un grand retentissement chez les jeunes rencontrés. Certains, très enthousiastes, souhaitent voir ce même soulèvement de population au Québec :

- Vive les pays arabes ! C'est vrai, le peuple il veut carrément changer. C'est ça qui va arriver à un moment donné ici ! [...]
- Moi je veux y aller...on veut une révolution.
- On veut une révolution civile
- C'est impossible !
- Oui c'est possible et un jour on va l'avoir au Québec (FG).

Ainsi, les actes de violence sont justifiés face à la souffrance physique ou symbolique dont certaines populations sont victimes. Plus que la révolution, ces jeunes ont été sensibles à la souffrance des populations opprimées dans les pays arabes :

- J'espère que ce qui se passe en Égypte arrivera au Québec
- Moi aussi, c'est ce que j'espère, je prie pour ça.
- J'espère que les gens auront les couilles de faire quelque chose !
- Personnellement, je trouve que c'est bizarre de dire que l'on souhaite ce qui se passe en Égypte!

---

<sup>145</sup> Rappelons qu'être non-engagé peut marquer une prise de position - un refus de l'engagement ou une forme d'attentisme - de même être désengagé peut signifier que l'on prend du recul par rapport aux formes d'engagement que l'on a pris (l'engagement équilibré) et enfin, être déçus est plutôt la conséquence de la situation de marginalité (Vulbeau, 2005).

<sup>146</sup> Cette expression est devenue très populaire dans le mouvement étudiant 2011-2012 au Québec.

- Oui, mais reprendre le pouvoir ce n'est pas souhaiter que les gens meurent comme en Égypte. Bien sûr. Mais regarde en Tunisie ça a pris un gars qui s'immole parce qu'il était trop dégoûté. À seulement 19 ans, il préférait mourir que de continuer de voir ce dictateur au pouvoir. Et jusqu'à un certain point je ressens la même chose. [...] (FG).

Choqués par les images de violence retransmises à la télévision, d'autres jeunes pensent qu'une réplique des « révolutions arabes » au Québec est non seulement improbable mais par-dessus tout, non souhaitable. D'autres critiques négatives sur ce moyen d'action portent sur le manque d'alternatives pour la société. Quel est le but de la révolution se demandent des jeunes ? Tout le monde partage-t-il les mêmes informations ou le même objectif ? Ils estiment que cette forme d'action a d'importantes limites. Ainsi, renverser le système sans proposer une alternative plus égalitaire n'a parfois aucun sens pour eux :

- C'est intéressant de voir qu'en Tunisie puis en Égypte en ce moment, le monde est au courant, ils se mobilisent, puis ils n'ont pas peur. [...]
- Ça serait intéressant de voir s'il y a un moyen de faire justement comme ça ici, au Québec.
- Il faut plus réfléchir à la mort d'abord, si on veut vraiment être dans un truc de même... parce que tu ne peux pas savoir si en Égypte il y a 200 personnes qui sont réellement informées des causes [...]
- Non, mais que le monde se mobilise par milliers, c'est déjà impressionnant, non?
- oui, mais c'est peut-être juste parce qu'ils ont faim puis qu'ils se font tuer. Parce qu'ils peuvent plus parler à leur famille qui est en dehors du pays, des trucs de même. Ça ne veut pas nécessairement dire qu'ils sont informés [...] au point d'être capables de créer de quoi de façon indépendante, puis de créer une société avec des liens entre tout le monde. Ça ne veut pas dire qu'ils sont informés sur ce point-là.
- Il y a des gens qui sont informés puis qui sont capables ensuite de diriger cette information-là contre les autres, c'est là que ça devient un problème [...] il n'y a pas toujours de conscience sociale.
- [...] ce qu'on dit c'est que les gens n'ont pas de perspective d'avenir, donc ça devait péter, mais pas parce qu'il y a un projet de société défini derrière.
- Il faudra regarder... on peut repartir dans un autre bordel. [...]
- En tout cas, c'est du monde qui n'a pas eu peur. Ça va juste prendre comme dix à quinze personnes, mais c'est du monde qui n'a pas peur de faire ce qui est nécessaire, ce n'est pas le cas de tout le monde (FG).

Pour la majorité des jeunes rencontrés, engagés ou non, la société actuelle fait certes l'objet de nombreuses critiques, mais la révolution ne représente pas une solution en soi. On peut donc s'interroger sur l'émergence de ce sujet de conversation. On peut notamment se demander si

l'état d'esprit révolutionnaire de certains jeunes révèle la présence de liens idéologiques avec les courants anarchistes comme les *punks* ou, altermondialistes comme les Black Blocs.

Ces mouvements ont en commun d'avoir en quelque sorte les mêmes ennemis qui sont : les élites, le capitalisme et les formes d'autorité. Par ailleurs, certains auteurs parlent d'une tendance au libertaire et à l'anarchisme au Québec depuis 2001 (Bock, 2007). On peut envisager l'existence de similitudes avec la volonté non partisane, antiautoritaire, voire anarchiste, des Black Blocs et les valeurs des jeunes rencontrés.

*Le Black Bloc* est une forme d'action collective très typée, qui consiste pour des individus masqués et vêtus de noir à former un cortège (un bloc noir) au sein d'une manifestation. [...] L'objectif premier d'un Black Bloc est d'indiquer la présence dans la manifestation d'une critique radicale du système économique et politique. Pour préciser ce message, les Black Blocs comptent généralement leur lot de drapeaux anarchistes (noirs ou rouges et noirs) et des banderoles frappées de slogans anticapitalistes et/ou antiautoritaires. Les Black Blocs ont parfois recours à la force pour exprimer leur critique radicale, ce qui en fait l'objet de vives polémiques (Dupuis-Déri, 2004, pp. 79-80).

Les jeunes expriment ainsi leur désir de liberté et d'émancipation, selon des valeurs marginales qui leur sont propres. En réalité, on ne peut pas les rapprocher trait pour trait des Black Bloc ou des anarchistes en particulier<sup>147</sup>, mais on observe des similitudes en termes d'arguments politiques qui poussent au militantisme révolutionnaire, radical ou de confrontation. On peut également faire un parallèle intéressant avec la passion du risque chez les jeunes en général (Le Breton, 1991) et chez les jeunes en difficulté (Sheriff et Coll., 1999).

En somme, les jeunes sont très critiques à l'égard de la société, de certaines valeurs ou idéologies. S'ils prônent un changement de système, ils n'adhèrent pas vraiment à des mouvements véritablement révolutionnaires. Ils sont plus provocateurs ou évocateurs qu'ancrés dans une réalité militante. L'expression de la violence reste cantonnée à des paroles,

---

<sup>147</sup> Notons qu'un jeune seulement a fait mention de sa participation à des Black Bloc, sans entrer dans les détails de cette forme d'engagement, mais pour exprimer son opinion sur la nécessité d'utiliser parfois la violence et pour défendre des valeurs antifascistes et aussi, le principe de la diversité des tactiques dans les actions militantes altermondialistes ou révolutionnaires.

mais elle traduit néanmoins cette contestation du système qui les anime. Les révolutions arabes ont sans aucun doute fasciné les jeunes interrogés comme d'ailleurs la population québécoise dans son ensemble. En outre, au moment de la rédaction de cette thèse, le Québec est le théâtre d'un important mouvement étudiant qui enthousiasme les jeunes des OCJ qui y participent très souvent<sup>148</sup>. Ce mouvement suscite un certain émoi et il sera intéressant d'observer ses répercussions. Est-il une source de motivation supplémentaire à l'engagement ? Nous pensons notamment aux jeunes *enrajés* qui ont soutenu ce mouvement depuis le début, en 2011, et aux jeunes rencontrés qui ont parfois participé à celui de 2005.

Si « faire la révolution » n'est qu'un mot lancé pour provoquer ou pour exprimer une colère liée à un sentiment d'injustice, il n'en demeure pas moins que les actes protestataires font partie des formes d'engagement des jeunes rencontrés. Parmi eux, on retrouve également les « *buycuts* », une forme de boycott.

## **2.2 Abattre la société de consommation**

À l'image du boycott, le *buycut* vise à refuser la consommation de certains produits ou au contraire à consommer des produits biologiques ou issus du commerce équitable. Ces formes d'action ne sont pas nouvelles, elles font, depuis longtemps, partie du répertoire d'actions de divers mouvements sociaux. Au 18<sup>e</sup> siècle déjà, une campagne orchestrée par des colons des futurs États-Unis visait à boycotter le thé anglais (Bozonnet, 2010). De même, au 20<sup>e</sup> siècle, on appelait au « [...] consumérisme politique positif [...] et à la constitution de magasins indépendants fondés sur des filières *ad hoc* pour défendre l'accès des populations noires à une citoyenneté de plein droit. » (Dubuisson-Quellier, 2009, pp. 189-190).

---

<sup>148</sup> J'ai rencontré certains jeunes interviewés dans les nombreuses manifestations étudiantes en mars, avril et mai 2012. Ils venaient soutenir le mouvement étudiant et étaient, la plupart du temps, présents avec d'autres membres des ressources communautaires et des intervenants.



Les pratiques de *boycott* ont véritablement pris de l'ampleur dans les années 1970 (Bozonnet, 2010). La progression de la consommation de masse a déclenché des mouvements de protestations collectives. Elles se sont considérablement élargies et l'on parle aujourd'hui de consommation « responsable », « engagée » ou encore, de « consom'action » (Bozonnet, 2010; Dubuisson-Quellier, 2009; Jacques, 2009). Ces termes occupent une large place dans les discours politiques et sociaux face à la mondialisation des marchés économiques et au néolibéralisme économique.

Nombre de jeunes ont affirmé que boycotter certains produits ou certaines enseignes emblématiques de la société de consommation faisait partie de leurs pratiques. Ils souhaitent ainsi s'en prendre directement au système économique marchand. Beaucoup de conversations ont débouché sur des critiques de compagnies comme *Coca Cola*, *Pepsi* ou *Wal-Mart*. D'ailleurs, au départ, je n'avais pas identifié ce thème et des jeunes m'ont expressément demandé de l'ajouter aux papiers distribués au début des FG. Très sensibles aux différents scandales visant les pratiques des grandes multinationales, leurs arguments en faveur du *boycott* reposent principalement sur le respect de l'environnement. Les exemples de *Pepsi* qui vendrait de l'eau du robinet purifiée et de *Gaz Metro* qui serait parmi les entreprises les plus polluantes au Québec ont souvent été cités :

Je pense que de nombreuses compagnies devraient être boycottées. Comme *Coca Cola* par exemple. Plus j'en apprends sur elles, plus je suis dégoûté. Par exemple, ils prennent l'eau du robinet qu'ils purifient et ils nous font payer pour notre propre eau. C'est une triste blague. J'ai vu un documentaire sur eux intitulé *Killer Coke*. [...] Toutes les compagnies vont vider le Québec de ses ressources naturelles. Tout ça pour *greenwashed* le gaz naturel, mais c'est juste plus de méthane, comme si ça allait vraiment nous aider. Je vous le dis, c'est pour distraire les gens et ça va vraiment plus détruire la terre en fait. Toutes ces compagnies. Si on se souciait du Québec on boycotterait ces putains de compagnies (FG).

Les jeunes tiennent ainsi un discours très virulent sur la société de consommation en général dont ils sont, néanmoins, exclus. Leur pratique du *boycott* ne se situe pas tout à fait dans l'usage courant de cette forme de « participation politique non conventionnelle » (Mayer et Perrineau, 1992). D'ailleurs, cette forme d'engagement serait plutôt l'apanage des classes sociales aisées et des personnes ayant un niveau d'études supérieures (Bozonnet, 2010). En

fait, les jeunes rencontrés expriment des idées sur des formes d'engagement possibles et efficaces. Ils justifient ainsi leur penchant pour des actions radicales et protestataires. Pour autant, cette performance existe et elle n'en n'est pas moins politique. D'après eux, c'est la seule et unique arme qui puisse être employée pour « déranger » le système.

Leur lecture de la société de consommation est donc très négative. Nombre d'entre eux ne veulent pas adhérer aux principes consuméristes qui, contrairement à ce qui est prôné parfois, ne participe pas à favoriser les liens sociaux :

Les standards sociaux sont seulement déterminés par ce que tu as : *iPhone* et toutes ces merdes. C'est bizarre. C'est supposé être pour du *social network*. Pour réseauter. Mais dans ce processus de réseautage, tu te coupes encore plus des autres (FG).

Malgré leurs idéaux et leurs valeurs anticapitalistes, malgré leur sentiment qu'il est nécessaire et juste de boycotter certaines compagnies parce qu'elles bafouent des « principes de base du lien social », les jeunes interrogés ont l'impression que ce combat contre la société de consommation est difficile et peut-être même vain :

- On a un réseau social [Internet], mais il est basé sur l'exploitation.
- C'est comme sur *Facebook* et tout ça. On se dit que le monde a besoin de trucs sociaux et tout, et qu'on va le commercialiser. Et on va leur donner ça. Les gens ne vont pas aller plus loin. [...]
- Si on s'intéresse au *boycott*. Si tu arrêtais d'acheter ?
- Moi je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de BS. Je vis sans argent.
- Les gens ne vont pas arrêter d'acheter. Ils sont dépendants.
- Pour eux c'est le bonheur. [...] (FG).

En somme, certains souhaitent « abattre » la société de consommation, un peu comme ils souhaitent « faire la révolution ». Les éléments de justification sont du même ordre : les rapports de force inégalitaires, le pouvoir de l'argent qui creuse un fossé de plus en plus important entre les individus. La révolution procède d'une action totalement radicale et le *boycott* procède davantage d'une action protestataire mais avec parfois des accents révolutionnaires, lorsqu'on propose de prendre les armes du système pour le mettre à mal. Les pairs-aidants, lors de l'organisation du Festival d'expression de la rue cherchent par exemple, des subventions pour financer ce projet. Ils font appel aux commerces avoisinant le site du

festival, mais ils n'ont jamais accepté de faire apparaître le logo des entreprises qui acceptent de les financer. D'ailleurs, ils s'exposent à d'âpres négociations et ainsi, à de fréquents refus.

De façon générale, les motivations qui poussent des individus ou des organisations à pratiquer le *boycott* ou le *buycott* sont très hétérogènes. Les raisons couramment exprimées sont : la solidarité internationale, la justice sociale (conditions de travail, emploi d'enfants dans les usines, etc.), le néolibéralisme sauvage (comportement des entreprises), l'écologie (respect de l'environnement, production locale), ou la préférence nationale (Bozonnet, 2010). Il existe également des arguments moraux ou religieux selon lesquels on prône la création d'une gamme de produits spécifiques à consommer : le biologique, l'équitable, la production locale ou nationale (*Aliments du Québec* ou le *Made in Canada*).

En tout état de cause, c'est un moyen d'affirmer des convictions politiques et de défendre des valeurs ou de rejeter certains principes économiques. Finalement, c'est une action politique individuelle avec une portée collective et sociale (Quéniart, Jacques, et Jauzion-Graverolle, 2007). Mais pour les jeunes interrogés, cette performance semble inscrite dans cette nécessité de trouver des formes d'action plus radicales voire, plus violentes, entendons par là, visibles et menaçantes pour les cibles des jeunes.

### **2.3 Privilégier la violence ou des actions extrêmes**

Toujours dans le registre des actions radicales, les jeunes rencontrés ont fréquemment partagé leur désir de participer à des groupes aux méthodes plus extrêmes. Ils ont ainsi exprimé leur conviction qu'il est utile de privilégier des actions « violentes », « choquantes », afin de faire valoir leurs propres opinions dans la société, ou plus encore, d'être visibles et de sortir de l'ombre. En tête de liste de ces formes d'engagement, on retrouve des références aux mouvements altermondialistes et notamment aux factions les plus radicales. Nombre de jeunes

rencontrés ont participé à des contre-sommets mondiaux et ont parfois été marqués par certains modes d'action, comme lors du G20 à Toronto en 2010 :

Une bonne manif à laquelle j'ai participé c'était après le G20 dans le camp de concentration<sup>149</sup>. Il pleuvait tellement ! Même la police en uniforme...c'était bizarre pour moi parce que c'était comme si le temps en disait beaucoup plus sur les choses...c'était particulier, on était tous mouillés, tous ensemble dans cette tempête, chacun de son bord. De ce point de vue-là, c'était intéressant. C'était même spécial. Pour moi il y avait quelque chose de mental dans cette scène (FG).

Dans le registre de l'écologie, *Greenpeace*, une autre organisation controversée pour ses méthodes radicales, plaît beaucoup aux jeunes : « [...] jusqu'à présent, la lutte pour l'écologie, à part *Greenpeace* au Québec, on n'a pas vu grand-chose. ». L'engagement n'est cependant pas direct pour autant : « [...] je suis pour *Greenpeace*. Je donne dix piastres par mois. Je pense que c'est pour ma conscience », a ajouté ce jeune. En fait, explique-t-il, la prise de risques est trop importante :

- [...] c'est juste que je trouve que les arguments et les tactiques...disons que je vais pas aller me pointer dans les cargos de pétrole. Je connaissais quelqu'un qui connaissait un gars qui travaillait là [sur le cargo] et qui faisait rentrer du monde de *Greenpeace*. Mais c'est sûr que tu rentres là, tu as un casier judiciaire en sortant.
- **Et il y a des gens qui en sont même mort.**
- Ouais et en même temps, il faut que ce soit concret, faut que ça bouge...(FG).

Un autre élément frappant concerne la manière dont les jeunes justifient l'utilisation de tactiques, parfois très violentes, dans certains mouvements sociaux. L'argument selon lequel « la fin justifie les moyens » prend ici tout son sens, mais il est intéressant de constater que cette idée est argumentée par des références historiques sur les mouvements sociaux, plus que par des récits d'actions militantes personnelles. Les jeunes rencontrés qui expriment le désir de s'engager dans des actions radicales sont somme toute très informés sur le sujet :

- [...] Ça a marché le mouvement de désobéissance civile de *Martin Luther King*, mais qu'est-ce qui était derrière ça ? Les *Black Panthers*.
- Comme *Ghandi*...justement, non seulement il a fait quelque chose, mais il y avait plein de groupes de guérillas qui étaient quand même là en arrière.
- Ce sont des choses en rapport avec la paix, mais c'était super violent comme diversion.

---

<sup>149</sup> Le jeune interrogé fait référence au « mur vivant » érigé par les altermondialistes au contre-sommet de Toronto en 2010.

- Comme l'exemple que je viens de donner aux États-Unis, le *Docteur King* lui, il était pacifiste. Il a organisé de grosses marches, des grosses manifestations pour montrer qu'il était contre la violence, mais derrière ça, tu avais *Malcom X*, puis les *Black Panthers* qui faisaient de l'action directe, parfois très violente et radicale. Ce sont ces deux choses ensemble qui ont mené à un changement. [...] Il faut que tu aies une diversification des tactiques<sup>150</sup> [...] parce que c'est comme ça qu'on va faire avancer les choses.
- Une liberté d'action, OK, mais des fois, ça peut faire en sorte que rien ne se fait.
- Oui mais c'est comme ceux qui ont brûlé la banque<sup>151</sup>, ça fait réfléchir ça...Moi ça me fait réfléchir. Ça me fait penser que tu peux faire ce que tu veux, que si tu veux vraiment quelque chose, tu le fais à fond [...] tu sais ils ne se sont pas fait tirer dessus [n.b. les gens qui ont brûlé la banque].
- Le parfait exemple - j'en parlais à la radio de TSF il y a trois semaines - c'est aux États-Unis. Partout dans le monde, tu as PETA puis tu as LAOF. Ils ont fait fermer des compagnies, ils ont sauvé des millions d'animaux, ça fonctionne. C'est ce que le monde ne réalise pas. D'un côté tout le monde disait que c'était des éco-terroristes, mais d'un autre côté, ils ont contribué à fermer la plus grosse compagnie de testeurs d'animaux sur la planète, qui ont perdu 75% de leurs profits en deux ans. Pourquoi ? Parce que le monde s'est mobilisé. D'un côté, tu as eu des manifs, puis, de l'autre côté, tu as les manifs extrêmement violentes. On ne se le cachera pas, les manifs de la SHARK, ce n'était pas des manifs du dimanche (FG).

Dans le même registre, nombre de jeunes connaissent et soutiennent directement ou indirectement le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP)<sup>152</sup>. Les manifestations annuelles de ce mouvement sont très connues. Elles sont médiatisées et souvent les OCJ font la promotion de ces manifestations. De toute évidence, cette publicité n'est pas nécessaire car les jeunes supportent les arguments du COBP. Premières victimes de la judiciarisation, ils connaissent bien les principes défendus par le collectif : « [...] parce que ça fait partie de [leur] quotidien et [...] parce qu'[ils n'aiment] pas la police » (FG).

---

<sup>150</sup> La « diversité des tactiques » est un concept qui provient de l'analyse des mouvements sociaux altermondialistes et notamment des Black Blocs depuis le Sommet au Québec en 2001 ((Dupuis-Déri, 2004). Cela étant, il intéresse tous les mouvements sociaux, comme le récent mouvement étudiant québécois qui s'est interrogé sur cette notion en mai 2012 à l'Université de Montréal en invitant l'*Union Communiste Libertaire* pour une formation.

<sup>151</sup> Ce jeune fait référence à la *Banque Royale du Canada* ayant été incendiée en mai 2010 à Ottawa. Un groupe anarchiste a revendiqué avoir perpétré cet acte qui s'inscrirait dans la lignée des actions altermondialistes qui ont suivi lors du G8 et G20 la même année. Dans cette action, les anarchistes ont expliqué vouloir s'en prendre à la banque commanditaire des Jeux Olympiques qui se déroulaient à Vancouver sur « des terres indigènes volées ». Ils reprochent également à cette institution financière de subventionner des projets de sables bitumeux dans l'ouest canadien.

En somme, l'utilisation de la violence ou de la confrontation directe est tout à fait justifiée quand les causes défendues sont « sérieuses » : touchent le quotidien des jeunes (la judiciarisation, le profilage racial, l'injustice) ou l'avenir de la société dans son ensemble (la mondialisation, ou l'écologie). Sans nécessairement participer aux premières loges des cortèges, les jeunes ont analysé et interprété ce répertoire radical et pour nombre d'entre eux, ils adhèrent à ces « tactiques », comme la citation qui suit le révèle très bien :

[...] ce qui est intéressant, c'est quand tu vois le message du groupe qui a brûlé la banque dans la vidéo. S'il y en qui ont le temps de regarder c'est sur *YouTube*. Puis, ce que le monde ne réalise pas, c'est que c'est la *Banque royale du Canada*. Nous, on pense que c'est juste une banque, que c'est du *cash*. Non. La RBC, ce que le monde ne sait pas, c'est qu'ils financent tous les sables bitumineux en Alberta. [...] C'est le projet le plus écologiquement dévastateur de l'histoire de l'humanité. On est en train de détruire notre planète. Pourquoi? Pour que le monde s'enrichisse encore. La RBC était le plus gros investisseur des Jeux Olympiques en 2010. Je ne pense pas que j'aie à dire si c'est une bonne action ou non, mais je pense qu'ils ont le droit d'exprimer leur opinion, surtout quand c'est une bonne cause comme ça (FG).

Ces formes d'engagement atypiques, moins conventionnelles, font écho au rapport des jeunes interrogés au répertoire « légitime ». Il semble qu'il y ait une forte corrélation entre ces deux phénomènes d'attraction/répulsion. Somme toute, ils font également référence à la position défavorable des jeunes dans la société (chapitre 3). La préférence pour les prises de position violentes ne correspond toutefois pas au discours majoritaire et il est peu suivi d'actes d'engagement. Il s'agit davantage d'une représentation des « performances » disponibles et efficaces lorsque l'on se situe du mauvais côté des rapports de force. La majorité des jeunes rencontrés privilégient en fait une alternative au répertoire classique ou plus extrême.

---

<sup>152</sup> Notons qu'il nous a été impossible de « rentrer » au sein du COBP pour rencontrer des jeunes. Plusieurs contacts par courriel n'ont pas abouti, « faute de jeunes », nous a-t-on expliqué (chapitre 2).

### 3. Construction de formes *alternatives* de participation sociale et politique

#### 3.1 Les groupes *alternatifs* « respectés »

D'après les propos des jeunes et leurs représentations des tactiques d'engagement, les groupes alternatifs se situeraient en dehors du répertoire traditionnel d'engagement et, pour certains, à la frontière du répertoire radical. Certains groupes qualifiés d'« alternatifs » recueillent le « respect » des jeunes interrogés qui décryptent et analysent les méthodes employées et les modes organisationnels existants. Parmi les exemples cités, on retrouve le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP), *Amnesty International* (AI), *Food No Bombs* (FNB), *People for the Ethical Treatment of Animals* (PETA), ou Opération Droit Devant (ODD).

Comme on peut le lire sur le site Internet du COBP, il s'agit « [d']un groupe autonome qui regroupe des personnes victimes, témoins et/ou concernés par la brutalité policière et tout abus perpétré par la police ». Ce collectif s'est formé en 1995 pour aider les personnes arrêtées par les autorités publiques à la suite d'une manifestation antiraciste. Finalement, constatant l'ampleur du phénomène de la « [...] répression, du nettoyage social et de l'impunité toujours croissante sévissant à Montréal, le COBP a décidé de s'organiser sur une base permanente pour continuer sa lutte contre la brutalité policière » (Site Internet du COBP)<sup>153</sup>. Cette organisation a été citée dans toutes les entrevues ; visiblement très remarquée, elle est parfois aussi très critiquée par les jeunes eux-mêmes.

AI est une organisation mondialement connue et dont les membres militent pour le respect des droits humains. Peu de jeunes ont fait référence à ce mouvement, mais ceux qui l'ont évoqué disent vouloir s'inscrire dans la logique de ses actions. Ils sont frappés par le travail d'information et d'éducation d'AI qui a réussi à faire avancer des choses sur le terrain dans

---

<sup>153</sup> <http://cobp.resist.ca/qui-sommes-nous> (consultée le 28 avril 2012).

des pays que l'on a tendance à oublier. Deux jeunes l'ont cité dans la liste des organisations dont ils « respectent le travail ».

De même, certains jeunes s'intéressent à FNB, mouvement d'ampleur mondiale également. Ils partagent la cause de la lutte contre la faim dans le monde, de l'écologie, de la nourriture végétarienne ou végétalienne et sont en accord avec son mode organisationnel « anarchiste ». Toutefois, ils ne participeraient pas directement aux activités, même s'ils sont régulièrement présents et invités à s'engager (chapitre 2).

Par ailleurs, la cause des animaux en général et l'organisation PETA<sup>154</sup> en particulier intéressent beaucoup de jeunes interrogés. C'est une association mondiale qui œuvre dans le domaine du « droit des animaux ». L'objectif est de dénoncer et d'agir dans quatre secteurs responsables de la souffrance des animaux : les fermes industrielles, l'industrie textile, les laboratoires et l'industrie du divertissement.

Enfin, ODD est très apprécié par les jeunes qui se sentent concernés par la judiciarisation des personnes en situation de marginalité. Ce projet de défense des droits est soutenu par le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM). L'objectif est de sensibiliser la société à la problématique de la judiciarisation des personnes itinérantes. Une clinique a été créée pour accompagner les personnes et les intervenants dans les processus judiciaires. Les jeunes sont souvent allés demander de l'aide à la clinique spontanément ou suite aux conseils d'intervenants ou de pairs-aidants.

Les jeunes citent ces différentes organisations parce qu'elles proposent des moyens d'action « différents », non traditionnels et parce que leurs leaders sont charismatiques. Les groupes conventionnels font en fait partie de la manipulation à laquelle ils souhaitent s'attaquer. L'expression d'une « préférence pour des groupes alternatifs » provient d'une recherche de



groupes peu organisés, ayant un mode de fonctionnement peu structuré qui fait sens pour ces jeunes :

Moi j'ai participé à un tas de manifestations. Mais pour plein d'entre elles, j'ai eu l'impression que c'était vide de sens. Tu dois acheter comme une « licence de manifestation ». C'est trop formel. Pour moi, une manifestation ça devrait être spontané. C'est pour ça que ça part en couilles. C'est tellement planifié, organisé. Les gens vont au bureau, l'agenda est organisé et c'est tout déterminé. Rien de spontané ne peut émerger. C'est pour cette raison que tu retrouves tous ces trucs alternatifs qui émergent, comme le *greenwashing*, etc. toutes ces choses qui se ramènent dans le jeu...Y'a une école de pensée sur le contrôle de la planète où j'aimerais bien m'engager car on sera bientôt un nombre incroyable de barricadés tu sais...je ne savais rien sur cette situation car pendant des années on nous a conditionné et finalement, j'ai été à un meeting qui m'a ouvert les yeux (FG).

Les causes défendues sont soigneusement sélectionnées par les jeunes, autant que les performances. Le registre de la défense des droits, les actions contre le profilage social ou racial des personnes marginales intéressent beaucoup les jeunes interrogés. Le RAPSIM a souvent été cité en exemple, car la judiciarisation, « les tickets, c'est de plus en plus d'actualité. » nous a-t-on expliqué. La discrimination que la police exerce à leur égard les touche personnellement. Ils connaissent et souvent fréquentent la Clinique Droit Devant et parfois, plus rarement, ils participent à certains colloques ou certaines recherches sur le sujet. De même, le FER a beaucoup évoqué cette problématique dans les thématiques mises en avant (les contraventions, voir chapitre 3). Les *conversations citoyennes* sont l'occasion de confronter les points de vue sur ce phénomène et les actions d'ODD ou du COBP notamment sont des occasions accessibles d'engagement.

Le COBP est très connu, notamment dans le milieu des jeunes de la rue. Chaque année, une marche annuelle rassemble environ 500 personnes dans les rues de Montréal. C'est l'événement médiatique le plus important du collectif ; quantité de vidéos et d'articles sont produits tous les ans, comme cet extrait d'article où l'on relate les 258 arrestations le 15 mars 2011 :

---

<sup>154</sup> <http://www.peta.org/about/default.aspx>. (consultée le 28 avril 2012)

Les agents du Service de police de la Ville de Montréal ont mis un terme mardi soir à la marche annuelle contre la brutalité policière en procédant à plusieurs dizaines d'arrestations. Quelques méfaits ont aussi été rapportés lors de l'événement qui rassemblait environ 500 personnes (Radio Canada, le 16 mars 2011<sup>155</sup>).

Globalement, les jeunes ont à cœur de défendre la cause des personnes victimes des comportements abusifs de la police, et parfois ils sont très critiques à l'égard des médias qui ne retiennent que les frasques de certains manifestants et oublient de mentionner au passage les nombreuses violences policières qui ont cours dans la rue :

- *C'est quoi COBP<sup>156</sup> ?*
- **Collectif Opposé à la Brutalité Policière.**
- *Chaque année ça se termine en arrestations.*
- *Ouais moi je ne vais pas là*
- *Je trouve ça plate c'est ce contre quoi ils manifestent justement ! Ils essaient d'apporter des arguments intéressants.*
- *Mais la police s'en fiche de ça.*
- *Oui je trouve ça dommage et la plupart du temps ce sont des jeunes que je connais d'ici qui se ramassent là et qui se font arrêtés.*
- *Ça finit toujours avec 50 % d'arrestations. Moi je ne vais pas là, sinon c'est sûr, je vais me faire arrêter. Surtout dans le centre-ville de Montréal. [Elle parle du trajet de la manif]. La police est plus violente au centre-ville qu'à Hochelaga par exemple. Au centre-ville ils te font chier, ils te parlent mal : « je vais te défoncer, mange de la merde ! ». [Elle raconte une arrestation « injuste et violente » dans son appartement]* (Notes de terrain, conversation informelle pendant l'installation d'un FG).

Un jour, en février 2011, alors que je m'apprêtais à commencer un FG, une jeune femme ayant refusé que je l'enregistre a relaté sa participation au sein du COBP<sup>157</sup>. Elle était très remontée contre la police et s'exprimait avec beaucoup de verve. D'après elle, seule cette forme de participation est intéressante et efficace car « la cause touche de très près les jeunes de la rue », dont elle « fait partie », dit-elle ; mais surtout parce que les méthodes de cette organisation sont « efficaces » et pensées « par et pour les personnes victimes des comportements abusifs de la police ». C'est aussi un des seuls moments où les personnes en

---

<sup>155</sup> <http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2011/03/15/001-manifestation-brutalite-policiere.shtml> (consultée le 28 avril 2012).

<sup>156</sup> Un jeune commente les papiers que je suis en train d'installer sur la table de FG.

<sup>157</sup> Elle a néanmoins accepté que je prenne des notes. Malgré les précautions que je pouvais prendre pour protéger son anonymat, elle ne voulait pas qu'on reconnaisse sa voix.

situation de marginalité sont visibles dans l'espace public. Avant de quitter<sup>158</sup>, cette jeune femme a raconté les brutalités policières dont, tout comme d'autres, elle a été victime : contraventions abusives et à répétition, intimidation, acharnement, etc.

Pour les tickets, c'est clair que c'est une perte de temps. La plupart des gens sont d'accord pour dire que c'est du gaspillage de paperasse. On continue à nous en mettre parce qu'on est des proies faciles ! Ils ont fait 200 000 dollars l'an dernier à Montréal. Ça rapporte cette affaire ! (FG).

Des échanges à ce sujet ont eu lieu avec certains jeunes lors de ma participation au FER en 2010 et en 2011, notamment en raison de la présence d'agents de sécurité sur le site et de la Police, toujours postée non loin de là. Comme je l'ai évoqué dans le chapitre 3, la cohabitation avec les agents de sécurité de l'université est l'objet de tensions. La coordination du GIAP s'efforce tous les ans de calmer le jeu en raison des contacts parfois très brutaux ou nerveux des agents sécurité avec les jeunes. Pourtant, les agents « tout va bien » veillent au bon déroulement du FER sur le site et en quinze ans d'existence, aucun problème n'a jamais été recensé. Malgré tout la police est présente, « surveille », « attend que quelque chose se passe » et les agents de sécurité sont tendus et parfois irrespectueux avec les jeunes participants au FER. D'ailleurs, rappelons que la judiciarisation et la surveillance policière faisaient partie des thèmes du festival ces années-là.

Certains jeunes se sont déclarés « proches des mouvements étudiants » sans être inscrits à l'Université ou au Cégep. L'enjeu du prix et de la place de l'éducation dans la société les interpelle également. De plus, la forme, les « méthodes alternatives » de ces groupes, ancrés dans la pratique de « démocratie participative », leur semblent pertinentes :

- J'ai été chez les jeunes de l'UQAM qui manifestent contre les frais de scolarité. J'ai été les voir dans leur hall et tout et aussi j'ai été au Cégep du vieux [Montréal]. Je crois que ça craint que les gens aient des frais de scolarité qui explosent quand ils ont besoin de faire des études. Moi j'aimerais être capable, si j'ai des enfants, de financer leurs études, mais je pense qu'ils devraient avoir accès aux études de la même façon. Et vu le prix des études aujourd'hui ne le permet pas toujours...

---

<sup>158</sup> Après cette explication pleine d'émotion, cette jeune femme s'en est allée, refusant de participer à la recherche, car il était trop douloureux de parler de ça, a-t-elle expliqué.

- Le groupe que j'ai rencontré réclame de pouvoir contrôler des choses qui les concernent. Ils étaient de McGill pour ma part. Ce qu'ils faisaient, comme d'autres groupes, c'est de militer pour un espace de dialogue...(FG).

De même, les mouvements altermondialistes sont très estimés par les jeunes en difficulté, souvent parce que leur parcours dans la rue leur a donné l'occasion de faire des rencontres marquantes de personnes issues de ces mouvements et ainsi, des apprentissages militants. L'Amérique du Nord ayant accueilli de nombreux sommets ces dix dernières années, certains ont même fait leurs premières armes lors du *Sommet des Amériques* en 2001 à Québec, notamment en raison de la proximité de leur lieu d'habitation avec le Parlement et du site des contre sommets. Cela donne parfois lieu à de premiers souvenirs militants marquants.

Ainsi, à trois reprises, une dizaine de jeunes rencontrés pour des FG ont épilogué sur leur participation à des actions altermondialistes, sans forcément entrer dans les détails de la nature de leur participation et de la durée de leur engagement dans ces groupes privilégiant ce mode d'action. Notons que d'autres conversations informelles ont porté sur ce thème, surtout avec des jeunes participants au FER. Des jeunes racontent par exemple, avoir beaucoup voyagé à travers l'Amérique du Nord et expliquent s'être parfois arrêtés dans des villes pour rejoindre des groupes altermondialistes présents pour une manifestation spécifique. Néanmoins, on peut difficilement savoir s'ils défendent la cause altermondialiste en soi, s'ils sont militants d'une organisation quelconque ou s'ils ont été attirés tout simplement par une ambiance festive, un peu comme lorsque l'on se trouve au bon endroit au bon moment. Cela étant, les jeunes ayant fait référence à ce mode d'engagement ont affirmé vouloir « militer autrement » et l'on a ainsi recensé des discours concernant les personnages emblématiques de la lutte des noirs aux États-Unis, tels les leaders des *Black Panthers* ou autres leaders de mouvements anarchistes ou radicaux comme FNB :

- [...] j'ai lu des trucs à propos des *Blacks Panthers*<sup>159</sup>, comment des gens comme Fred Hampton<sup>160</sup> ont aidé leur communauté pour l'éducation. Il avait la vingtaine, il était jeune, mais il était tellement inspiré pour aider sa communauté que le FBI avait besoin de le tuer avec les services secrets. Il représentait une

---

<sup>159</sup> Mouvement révolutionnaire afro-américain des années 1960.

<sup>160</sup> Activiste afro-américain de l'Illinois.

menace pour la société parce qu'il avait compris des choses du système et qu'il travaillait contre. C'est pareil, là on va à une convention ce mois avec AI, pour libérer un prisonnier politique. Des gens sont là en train de nous dire que c'est juste une personne. [...].

**- Est-ce qu'il existe une organisation de laquelle tu te sentirais assez proche ?**

- Une organisation qui est honorable c'est *Amnesty Internationale* et *Food No Bombs*. Il y en a plein, mais je retiens celles-là. Il y en a plein que je respecte. Pour moi, ils font des choses utiles qui valent la peine. D'ailleurs, j'ai rencontré Keith Mchenry<sup>161</sup> qui a été envoyé en prison. [...] Le fondateur de FNB m'a marqué. Parce qu'il a été torturé. Et il donnait seulement de la nourriture à des pauvres. Et ça m'a révélé que l'*establishment* ne veut pas changer, ne veut pas évoluer. Et faut être prêt à souffrir pour aller contre eux (FG).

La référence à FNB est très fréquente chez les jeunes rencontrés. Ils ont cité cette « organisation » à plusieurs reprises, de façon formelle et surtout informelle. Cela dit, au début de ma recherche en octobre 2010, j'ai interrogé l'une des membres de FNB à Montréal, mais je n'ai pas été en mesure d'explorer ce terrain car peu de jeunes en difficulté s'engagent, m'a-t-on expliqué (chapitre 2). En fait, beaucoup de jeunes profitent de leurs actions, particulièrement des repas distribués dans certains quartiers, mais très peu d'entre eux s'impliqueraient réellement. Toutefois, c'est une référence incontournable, notamment pour les jeunes végétariens.

« Militer autrement » fait donc partie des conceptions de l'engagement des jeunes interrogés et seuls des répertoires d'actions « alternatifs » sont « efficaces et réalistes » à leurs yeux. Certains trouvent facilement une place dans ces rassemblements, ils connaissent souvent les autres participants et surtout, même pour ceux qui ne participent pas directement à ces événements, ils partagent les mêmes valeurs, références, idéologies et objectifs que ces organisations qu'ils respectent.

---

<sup>161</sup> Keith Mchenry est le fondateur de *Food No Bombs*.

### 3.2 « L'artivisme »

« Militer » ou « exprimer ses opinions » à travers « les arts » fait partie des thèmes ayant émergé spontanément dans les entrevues de groupe. Les jeunes l'ont exprimé spontanément et systématiquement lors de chaque entrevue. Ce n'est pas un élément que j'avais inscrit dans la liste de sujets de discussion proposés, mais il est rapidement apparu et c'est même devenu un sujet de conversation récurrent. En outre, j'ai eu l'occasion d'assister aux prestations musicales de certains jeunes lors du FER, ce qui a donné lieu à des échanges informels au sujet de leur participation à un tel événement. Ils se sont produits sur la scène du festival dans des *shows* de musique et des *free-styles* de rap ou de guitare. Certains ont même expliqué que ce n'était pas la première fois. Un jeune présent en 2011 était déjà venu « performer avec son band » de *rock métal* en 2009.

La sociologie de l'engagement s'intéresse à l'« artivisme » comme forme d'expression militante (Lamoureux, 2007). Ce concept, contraction des mots « art » et « activisme », est employé pour définir l'art « militant », c'est-à-dire, l'art « engagé » qui est le fait d'artistes plus ou moins connus ou de militants qui, sans être des artistes reconnus, utilisent des supports artistiques pour exprimer leurs opinions ou celles de leur organisation. Enfin, c'est également une stratégie pour susciter l'engagement des autres. On peut regrouper les nombreux exemples d'arts engagés sous plusieurs catégories : l'art insurrectionnel, subversif, communautaire, résistant, festif, utopiste, ou prosélyte. De même, les formes sont infinies : littéraire, musicale, théâtrale, visuelle, ou corporelle (Lemoine et Ouardi, 2010).

Chez les jeunes rencontrés, les formes principales d'art sont la musique, la peinture, la sculpture, le théâtre et l'écriture. Le *Death Metal*<sup>162</sup> est un courant musical apprécié par de nombreux jeunes. Dans ce style musical issu du *Metal*, les paroles sont très importantes ;

---

<sup>162</sup> Ces catégories de genres musicaux sont le fait des jeunes rencontrés. À partir de leurs propos, j'ai ajouté une explication générale de chaque genre pour être en mesure d'éclairer le lecteur non initié. Ces genres musicaux font partie de la culture musicale des jeunes. Ils sont l'expression de la vie sociale de leur groupe.

souvent métaphoriques et radicales, elles font référence à la mort, de façon directe ou décalée (Daoust et Nadeau, 2011). Le chant est tout aussi extrême, utilisant des sonorités graves et très rauques, apparentés, pour les non-initiés, à des hurlements. Dans le fond et dans la forme, ce style musical somme toute extrême permet d'exprimer toute la rage que l'on ressent. Des groupes médiatiques, comme *Black Sabbath*, ont véhiculé des images sulfureuses et morbides reliées à cet art. Les jeunes qui se retrouvent dans cette forme d'expression artistique la jugent « réaliste » et « lucide » car elle porte un regard pertinent sur la société dont les règles du jeu sont, d'après eux, faussées. Non seulement ils écoutent des groupes de *Death Metal* mais en plus ils inscrivent leurs créations dans ce genre musical et ses nombreux dérivés.

Le *Metal* et le *Death Metal* font souvent partie de la programmation du FER parce que certains pairs-aidants se reconnaissent dans ces styles musicaux, comme nombre de jeunes participants. On associe généralement, à tort d'ailleurs, cette programmation au genre musical *punk* alors que les jeunes revendiquent cette diversité de style *underground*. Il faut admettre que depuis la création du FER, cette journée est toujours la plus fréquentée du festival. C'est là que j'ai croisé des jeunes rencontrés dans les OCJ.

Dans le même esprit, la référence à la musique *underground* est importante. Il s'agit de productions artistiques musicales qui, de leur conception à leur diffusion et leur réception, se situent en dehors du champ artistique institutionnel, c'est-à-dire, en dehors de la société de consommation de masse. Les jeunes hiérarchisent ainsi les genres musicaux et privilégient ceux qui ne proviennent pas des circuits marchands. L'*underground* est généralement associé à des styles musicaux très différents : *Metal*, *Hip-Hop*, musique électronique, etc. Ces styles sont apparentés à des sous-cultures spécifiques, mais qui ont en commun le fait de ne pas s'inscrire dans les réseaux traditionnels de production et de commercialisation. Dans l'esprit des jeunes interrogés, il s'agit avant tout de musique *punk*, *rock* ou *Metal*.

Certains jeunes ont également fait référence au *rap* et au *slam* en invoquant les mêmes arguments, soit le « réalisme des sujets de société » traités dans les textes. Il existe d'ailleurs

tout un pan de rap *underground* engagé dont les artistes basent leurs paroles sur les réalités quotidiennes souvent faites de difficultés, de racisme, d'injustices. Ils dénoncent des faits de société, des « affaires » politiques, des iniquités sociales ou raciales et parfois, ils appellent ainsi à la révolte.

La culture *hip-hop* à laquelle ces jeunes font référence aurait émergé aux États-Unis dans les années 1970, lors des *Bloc Party* dans le cadre desquels des jeunes, essentiellement Afro-américains et minoritairement Latinos, improvisaient des fêtes dansantes. Le *hip-hop* est une musique, des disques que l'on *scratche* et que l'on *mixe*, à laquelle on ajoute des textes, des expressions verbales, le *rap*. D'abord très engagés, le *hip-hop* et le *rap* deviennent petit à petit plus commerciaux (LeBlanc et al., 2007, p. 11). C'est à la fin des années 1980 que cette culture atteint le Québec et l'île de Montréal en particulier. Plutôt anglophone au départ, le *hip-hop* est aujourd'hui très développé dans le milieu francophone avec des groupes emblématiques comme *Dubmatique* ou *Loco Locass*. Le FER a depuis quelques années sa journée *hip-hop, reggae*.

Quelques jeunes rencontrés lors des FG se sont produits au festival lors de cette journée spéciale, notamment pour déclamer des textes de *rap* et de *slam*. Cela étant, ils n'en ont pas parlé lors des entretiens. J'ai découvert leur investissement dans le *rap* lors du FER. En échangeant avec l'un d'eux, assez réservé, j'ai compris qu'il préférerait exprimer ses opinions sur scène dans des textes de *rap* car il est plus difficile pour lui de prendre la parole autrement. C'est un jeune homme d'origine amérindienne au *look* de rappeur un peu rebelle. Il arbore une casquette qui a l'air trop grande pour lui et des habits très larges. Sur une musique *hip-hop samplée*<sup>163</sup>, il s'est exprimé en anglais sur sa situation de rue et de minorité visible.

Parmi les autres formes d'expression artistique, les jeunes ont parlé de peinture et de sculpture. En fait, les OCJ proposent des ateliers d'art. Ils apprécient ces activités comme « passe-



temps », mais pour beaucoup, cette forme d'expression artistique a des vertus d'engagement. Lors de l'un des premiers *focus group*, un jeune a saisi un papier vierge où il a inscrit le mot « art » :

**- Tu as pris un papier où tu as écrit « art » ?**

- oui parce que j'aime vraiment l'art et spécialement au Québec. Beaucoup de *Death Metal technik* représente un style à part et ça reflète pour moi la culture québécoise. Il y a beaucoup de groupes ici...Je ne sais pas si c'est l'éducation...je ne sais pas...Pour moi c'est aussi lié à l'influence du Jazz. Pour moi c'est *high class*...

- L'art c'est très important. Regarde tous les jeunes de la rue sont intéressés par l'art. 90% le sont.

- Moi j'aime la peinture, la musique, la sculpture. C'est énorme. Et je trouve ça génial que Chez *Pop's* il y ait des *working shop* pour faire tes propres T-shirts, peinture, etc. On peut s'exprimer dans tous les sens du mot (FG).

Les ateliers auxquels ce jeune fait référence s'inscrivent dans l'esprit de l'art engagé *Do It Yourself (DIY)*. La philosophie de cette forme d'art s'apparente à celle du *système D*, au « *faire soi-même* » ou au « *fait maison* » (Hein, 2012). Il s'agit par exemple de bricoler des choses pratiques du quotidien. Mais le *DIY* s'apparente également aux musiciens ou autres artistes qui réalisent entièrement leur production eux-mêmes, logique qui correspond au secteur musical *underground*. Cette pratique vise en effet à répondre à la commercialisation de la musique qui détruirait l'esprit de création. Le *DIY* sert en général de support à la critique de la logique capitaliste, du consommateur/spectateur afin de promouvoir la logique de l'acteur/participant (Lamoureux, 2007). Le principe consiste également à sortir des lieux artistiques institutionnalisés comme les musées, les galeries officielles d'art, ou les écoles d'art, considérés comme des systèmes artistiques.

Certains auteurs estiment que le *DIY* est une sous-culture artistique apparue dans les années 1970 avec le mouvement *punk* (Hein, 2012). D'autres parlent des années 1950, période pendant laquelle est apparue la figure du *self made man* (Bachand, 2011). Dans tous les cas, ce principe artistique valorise activement l'esprit d'autonomie et consiste non seulement à faire soi-même, par ses propres moyens, mais aussi à fabriquer et à concevoir les choses à moindre

---

<sup>163</sup> Un *sample* est un morceau de musique repris et dont le rythme est parfois transformé. Il sert de support aux textes de rap déclamés, parfois les rappeurs utilisent plusieurs *samples* mélangés.

coût. Finalement, c'est devenu une forme d'autonomisation, de « prise de pouvoir sur et par ses propres moyens », sans dépendre des autres et surtout du « système » (Bachand, 2011, p. 32).

Les pairs-aidants ont toujours eu à cœur de proposer des ateliers de *DIY* lors du FER. D'après les différents bilans du festival, ces ateliers sont chaque année très populaires. Ils se déroulent en début de programmation, en fin d'après-midi, alors que le site n'est pas encore très animé et pourtant, ils suscitent toujours l'intérêt des participants et même des passants. En 2011, les *villes-laines*<sup>164</sup> ont animé un atelier de tricot et ont ainsi, avec les participants, contribué à décorer le site sur le thème de *Montréal Parano*. Elles ont habillé le mobilier urbain de la place Pasteur, les lampadaires, les statues et les parcomètres aux alentours :

Les *Ville-Laines* ont tricoté comme des folles ces deux derniers jours en compagnie des gens de la rue! Nous avons recouvert 4 lampadaires et créé 4 bannières ainsi qu'une multitude de petits fantômes cyclopes lors de notre atelier de graffiti tricot au Festival d'Expression de la Rue. Merci à ceux qui ont tricoté avec nous! (Extrait du blogue des villes-laines).

En outre, les interventions alternatives des pairs-aidants s'inscrivent en quelque sorte dans cette mouvance. En effet, ils inventent des ateliers de prévention sur la base de leur vécu dans la rue et adaptent ainsi des jeux connus pour « faire de la prévention ». Par exemple, ils ont créé le *Parcours Party et l'Olympiade punk*. La première activité a été conçue selon un principe de réduction des méfaits liés à l'utilisation des drogues. Il simule le parcours de consommation des jeunes lors d'une soirée de fête et permet de tester, à l'aide de questions, leurs connaissances sur la consommation. *L'Olympiade punk* est un parcours ludique illustrant la réalité d'un jeune de la rue en passant par la recherche de nourriture à la consommation responsable. Cette activité a le double objectif de sensibilisation et de prévention.

---

<sup>164</sup> Les *villes-laines* forment un groupe pacifiste de femmes qui se décrivent comme des « terroristes pure-laine ». Il existe à Montréal depuis le printemps 2011. Dans la mouvance du « *yarnbombing* » ses actions consistent à « vandaliser » le mobilier urbain en l'enveloppant de laine. Né aux États-Unis, ce mouvement social vise la réappropriation du paysage urbain par la population. (<http://ville-laines.blogspot.ca/>)

Par ailleurs, j'ai rencontré des jeunes participants au projet TSF qui s'inspirent de leurs expériences personnelles à la marge pour faire passer leurs messages et pour « créer des espaces » et des « prétextes » de participation :

- Ici, tout le monde a choisi ses thèmes parce qu'il y avait quelque chose qui les tenait à cœur.
- Pour moi, ce sont des choses qui m'intéressaient dans ce projet-là justement, la liberté de pouvoir parler des choses. [...]
- mais c'est qu'ici il y a une possibilité de le faire. [...]
- puis c'est un programme, ça donne du cash, un rythme aussi [...]. Je cherchais à travers ça à essayer de retrouver un rythme parce que, sinon, là je ne savais plus. J'avais plein d'envies, mais je ne savais pas comment les mettre en place pour réussir, puis je savais qu'ici, je pouvais avoir un rythme. Ça aide. Je voyais qu'il y avait une possibilité de s'exprimer à travers le médium de la vidéo. C'est intéressant.
- C'est ça et donner une voix aux gens qui n'en n'ont pas. Aux « jeunes en difficulté » (FG).

Cet exemple confirme que l'engagement doit parfois être suscité, mais il montre également la nécessité pour les jeunes de créer des performances à partir d'un support artistique. Depuis près de dix ans, l'utilisation du support vidéo est très à la mode dans l'intervention éducative ou sociale auprès des jeunes (Petit et Colin, 2009). Le RAJE citoyenne s'est rapidement emparé de ce médium dans sa lutte, que ce soit pour filmer et documenter les actions ou pour réaliser un documentaire portant sur les problèmes dénoncés par le collectif à partir de témoignages de jeunes (chapitre 3). Ce support artistique a ainsi permis aux jeunes de contribuer à une lutte collective par des témoignages de leur réalité et par l'expression d'une parole citoyenne et engagée.

Dernière forme « d'artivisme » citée par les jeunes et non des moindres : l'écriture. Diverses personnes interrogées disent écrire régulièrement des textes sur leur *blogue*, sorte de billet d'humeur sur ce qui se passe dans leur vie personnelle ou dans leur environnement social<sup>165</sup>. Un jeune a rédigé un article paru dans un journal communautaire, un autre dans la gazette littéraire des jeunes de Montréal. Il a écrit des textes sur le profilage et la réalité des jeunes en

---

<sup>165</sup> Ces propos n'ont pas émergé lors de *focus groups*, mais lors du partage des résultats dans un OCJ. Il s'agit par exemple d'une jeune femme anglophone très engagée, nous a-t-elle expliqué, dans les mouvements féministes. Nous l'avons d'ailleurs croisée lors du FER où elle a « *slamé* » - ou déclamé- ses textes en *live*.

difficulté. Son objectif était de « donner de l'espoir » et « de percer la barrière des préjugés et des tabous :

[...] Quand j'étais dans la rue, je me serais mêlé facilement à n'importe qui. Je n'ai pas toujours été dans la rue, j'ai connu d'autres choses, mais c'est sûr que ça m'a fait changer énormément puis quand on parlait tantôt des valeurs en tant que telles, ça les a changées aussi. C'est pour ça que j'ai décidé d'écrire énormément. On distribue un journal ici. Il n'y a pas une grande distribution, mais c'est important pour moi d'écrire un article sur le profilage social ou sur la réalité ou juste un texte qui donne un peu l'espoir aux jeunes de s'en sortir. J'ai écrit dans la gazette littéraire des jeunes de Montréal. J'ai vraiment la sincère conviction qu'il n'y a rien qui peut battre une idée. Si on arrive à transmettre une idée, si on arrive à percer la barrière des préjugés et des tabous, je trouve que c'est une forme d'implication morale pour notre entourage et pour les gens qui vont suivre. Alors tant mieux si les gens sont prêts à t'écouter (FG).

On l'a déjà mentionné, le RAJE a très tôt développé un blogue, un compte *Facebook* et un canal *YouTube*<sup>166</sup>. Nombre de jeunes viennent ainsi partager leurs états d'âme, mais surtout leurs opinions sur les actions du mouvement, sur les faits d'actualité en lien avec leur cause ou le mouvement étudiant par la suite. De même, le GIAP commence à développer sa présence sur Internet, mais il semble que les jeunes auxquels il s'adresse soient moins présents sur la toile.

Il appert une richesse des formes d'engagement artistiques des jeunes en difficulté rencontrés. Comme l'a mentionné un jeune, si l'on observe la situation de près, « 90% des jeunes de la rue » s'intéressent à l'art et pratiquent même une activité artistique. Lors de mes échanges avec les jeunes, j'ai tenté de comprendre pourquoi les arts ont autant d'importance dans les répertoires d'actions qu'ils privilégient. On peut, en effet, se demander pour quelles raisons ils choisissent ce support et dans quel but ? S'agit-il véritablement « d'artivisme » ? À cette question, les jeunes ont répondu que la musique, la peinture, l'écriture, le cirque ou les ateliers de *DIY* étaient des occasions de « se faire du bien », mais aussi de prendre des temps de « pause », de « répit » pour réfléchir et apprendre. Les explications qui justifient l'intérêt de

---

<sup>166</sup><http://rajecitoyenne.wordpress.com>;<http://www.facebook.com/groups/155026294522938/>;<http://www.youtube.com/user/rajecitoyenne>.

ces jeunes pour l'art sont ainsi celles du plaisir personnel, social et intellectuel. Ensuite seulement, la notion d'engagement et de partage prend-elle son sens.

Dans le registre du plaisir, les raisons invoquées concernent l'aspect ludique de l'art : « avoir du fun ». Un jeune a en ce sens expliqué qu'il souhaitait mettre en avant les *shows* de musique, « aider des petits *bands* à avoir des *shows* partout au Canada ». Un autre jeune a critiqué la commercialisation de la musique et des espaces artistiques comme les festivals d'été auxquels ils n'ont pas accès dans le nouveau Quartier de spectacle à Montréal notamment. À ce titre, ce jeune apprécie énormément *Woodstock en Beauce*. Pour lui, la société a besoin « de musique et de fun pour mieux fonctionner ». Dans le même ordre d'idées c'est ce qui motive les pairs et les jeunes à participer au FER chaque été dans le quartier des spectacles du centre-ville de Montréal.

Pour beaucoup de jeunes interrogés, pratiquer des activités artistiques revient à « se poser » et à « relâcher la pression sociale et économique » de la situation de rue et des difficultés à s'en sortir. D'ailleurs, c'est aussi dans cet esprit qu'a émergé le FER : montrer une autre image de la rue que celle des problèmes sociaux et de la délinquance. Il s'agit également de « donner du répit » à des jeunes qui ne bénéficient pas assez de moments pour « prendre soin d'eux et se faire plaisir » (notes de terrain). Finalement, ça « transporte [les jeunes] à un autre niveau ». C'est une forme de liberté, essentielle pour « tenir », ou une forme de « libération », ont dit certains. Cela permet également de « connecter avec soi et avec le monde » et de « lâcher prise » :

- Ça t'aide à sortir les choses de toi-même, tu sais, *so things get off your chest*, à vider ton cœur, à t'exprimer. C'est le fun aussi.
- C'est de l'art. Parfois ça te permet d'exprimer l'inexprimable; quelque chose que tu ne peux pas bien mettre en mots. Quel que soit ce que tu vis et qui est de la merde. Tout ce que tu veux et que tu ne dirais pas autrement.
- L'art pour moi, tu peux vraiment faire ce que tu veux, rentrer en connexion avec toi et le monde. Les gens se demandent pourquoi est-ce qu'il y a de la mort là-dedans, pourquoi telle musique a l'air si engagée. Pour moi ça reflète simplement l'état d'esprit. La vie ce n'est pas la joie, l'ordre et la propreté en permanence. Tout ne va pas bien tout le temps. Et c'est ce que j'aime avec la musique c'est que ça n'est pas que des choses enrobées de sucre. Au moins la musique *underground* tu sais.

- Merde quand tu vas danser tu te sens trop bien après ça ! C'est une forme de libération, de relâchement, de lâché prise (FG).

« Exprimer l'inexprimable » formule un jeune dans cet échange. On peut donc penser que l'expression artistique représente aussi une forme de catharsis. Les jeunes peuvent se « défouler », se « libérer », se « relâcher » plus facilement des problèmes qui les touchent. C'est même une démarche thérapeutique et un espace de liberté totale. D'autres ont aussi expliqué qu'ils exprimaient à travers l'art ce qu'il est parfois difficile de dire avec des mots. En ce sens, l'expression artistique peut devenir un « besoin vital » :

**- Quand tu parles de musique, tu dis que ce ne sont pas que des mots, mais toujours des idées, des sentiments qui sont exprimés...**

- Les mots peuvent avoir une grande place. Mais dans la musique que je fais les mots n'ont pas tant de place je veux dire. Ce que j'aimerais changer d'ailleurs. C'est plus une question de faire courir les émotions. Mais j'aime les mots tu sais. C'est un besoin vital. Les idées. Disons que je me concentre d'abord sur la musique quand je compose. Et les paroles viennent après. Mais j'aime les paroles quand même.

- Oui mais c'est de la poésie quand vient le temps de mettre des mots sur la musique. Mais c'est comme du *stand up*, on met du *free style*, on improvise en arrivant sur scène, selon l'ambiance du moment (FG).

Dans un autre registre, la pratique des arts est considérée par certains jeunes comme un support à la « connaissance » et à la « prise de conscience personnelle ». Certains ont beaucoup appris en s'intéressant à l'art et notamment à la musique. Un jeune qui évoque les paroles des chansons de groupes dont il est fan, explique comment ils ont, en quelque sorte, participé à sa socialisation politique en lui donnant envie d'approfondir les thèmes abordés dans les chansons :

- Le *punk rock* m'a beaucoup ouvert l'esprit. Des *bands* comme *Dead Kennedys*<sup>167</sup>. Parce que leurs chansons évoquent les problèmes des drogues, ce que cela veut dire, les liens entre le *Ritalin*, le *speed* et l'industrie pharmaceutique. Ça me fait comprendre plus de choses sur mes amis qui se trouvent sous *Ritalin*. Ça m'a aidé à comprendre comment l'industrie pharmaceutique fonctionne. Ça me fait simplement plus réfléchir. Certaines personnes aiment d'autres styles musicaux. Mais toutes les musiques ont leur mérite. Elles ont toutes un message ou un message musical. Quelque chose. Comme le *Death Metal*, le *Rock*, la *saoul*. C'est comme ça que ça a commencé pour moi...

**- Et avec ça tu as commencé à lire des choses sur ces sujets ?**

---

<sup>167</sup> *Dead Kennedys* est un groupe américain de *punk rock* des années 70-80.

- Oui. De plus en plus. Et à partir de là j'ai commencé à connecter avec des documentaires. J'ai compris toute la merde avec les compagnies de cigarettes aussi, j'ai commencé à faire des liens avec tout ça, à tout mettre ensemble. Tu sais, c'est comme avec Georges Orwell, *Victory talk*, *victory cigarets*, *victory alcohol*, *victory Vodka*. Donc tout ce truc de *punk rock* m'a allumé et m'a amené à ça. Je suis un grand partisan de ce que dit Georges Orwell dans ses nouvelles, ce pour quoi il a choisi d'écrire dans un but politique. Ses nouvelles ont une signification.
- *Animal Farm* est mon livre favori de tous les temps. C'est un génie.
- Oui ! C'est un bon livre. Juste de savoir comment la révolution a changé aussi rapidement. Même ma musique est une musique dans laquelle je retrouve un sens. Elle est plus significative, constructive. Disons qu'une chanson doit accrocher les gens. Il faut que dès que tu l'entends, ça t'attrape, ça te parle (FG).

Enfin, une question importante était de savoir si l'on peut réellement parler « d'artivisme » pour expliquer cet engouement pour l'art et pour comprendre le fait que les jeunes y aient spontanément fait référence pendant les entrevues. Dans la majorité des cas, il semble que ce soit possible. L'art est à la fois personnel, social et communautaire :

**- Mais tu te sens engagé à travers ton art ? Dans ta communauté ?**

- Oui en quelque sorte. Je fais des shows mais tu sais sachant que la communauté est un tout, moi j'aime surtout connecter. La seule vraie communauté dans laquelle j'ai été c'est dans ma famille et son groupe religieux et là c'est encore très isolé alors...
- Mais on est ouvert en fait. On peut être avec des tas de gens différents et on les accepte tout de suite.
- Oui comme la première fois que j'ai rencontré *untel*. C'était un gars straight; mais tu sais, de là à penser que la communauté c'est un tout...je ne sais pas...ça dépend. C'est pour ça que j'aime faire ma musique dans la rue. C'est un moyen d'engager la communauté de faire un *drums* dans une allée.
- Et pour faire de l'argent [rires]
- Les gens ont besoin de ça. Beaucoup de gens sont trop défonceés. Ils se battent pour de l'argent, pour ci et pour ça et personne n'a la chance de se poser et de relâcher la pression. Ta musique peut te transporter à une autre place, à un autre niveau. Et tu peux effectivement connecter comme ça.
- Si tout le monde pouvait s'évader, s'éclater, danser de temps en temps ça réglerait plein de problèmes.
- Oui je le crois.
- La vie c'est de l'art mec, la vie c'est de l'art ! Même *Jim Morrison* le dit (FG).

Pour finir, un jeune a insisté sur l'efficacité du support artistique pour transmettre ses idées : « rien ne peut battre une idée si elle est exprimée à travers l'art » nous a-t-il expliqué. D'ailleurs, les *enrajés* développent ce que l'on pourrait appeler des « manifications », des manifestations au ton humoristique et sarcastique, des événements qui mêlent supports artistiques et action directe. C'est un terme qui est couramment employé pour décrire les

manifestations des mouvements communautaires qui sont « plus que des rassemblements de rue ».

### 3.4 Les « manifs » du RAJE citoyenne

Une des premières actions du RAJE citoyenne consistait en une mise en scène de situations typiques rencontrées à Emploi Québec. Des slogans, des chansons et des interventions libres se sont succédés. Une quarantaine de jeunes en difficulté et une quinzaine d'intervenants de six organisations ont participé à cette action, malgré le froid et la neige :

- La première manifestation organisée par le RAJE citoyenne s'est déroulée sous une tempête de neige avec des vents violents. Quelques 45 braves, principalement des jeunes, se font faire entendre. Braves: il fallait l'être ! [...]
- Bravo pour cette manif incroyable en nombre et en vigueur ! [...]
- On peut dire qu'il n'y avait pas juste la température qui était en RAJE!! :oD [...]
- Ça commence à être intéressant...
- [...] Vraiment je suis contente d'avoir participé et cela ne fait que commencer, la lutte vaut vraiment la peine d'être entendue ! [...]
- Merci ! De bons souvenirs de cette première action, certainement pas la dernière !
- À moins d'une victoire, bien sûr ! (Site *Facebook* du RAJE).

Cette manifestation traduit l'état d'esprit des jeunes déterminés à se faire entendre et à être vus dans la sphère politique traditionnelle, par des moyens d'action originaux et authentiques. Cela représente également un moyen de susciter l'adhésion des jeunes qui attendaient impatientement de voir le mouvement en action, comme on peut le lire dans ces messages postés sur le site *Facebook* du mouvement.

Pour les jeunes, cette manifestation marque la première étape concrète d'action directe du RAJE citoyenne. Elle introduit le style des performances du collectif qui vont prendre un ton humoristique et même sarcastique à en croire les slogans employés pour exprimer l'injustice et parfois l'absurdité de leurs situations face à l'aide sociale :



Loranger<sup>168</sup>! Loranger. Ton téléphone est dérangé!  
Boulet! Boulet! Tes conseillers sont mal élevés!  
Boulet! Boulet! C'est à toi qu'on veut parler!  
Il n'est pas question de se taire, Les *jeunes Loups*<sup>169</sup> restent solidaires  
Pour un vrai droit à l'aide sociale. Faut abolir la contribution parentale  
6 mois d'attente pour un chèque d'aide sociale. Y a tu vraiment du monde qui trouve  
ça normal ? (Paroles d'une chanson proposée par l'intervenant communautaire et  
scandée par les jeunes dans les manifestations du RAJE).

Finalement, le point de départ de cette première manifestation, la Tour de la Bourse, deviendra le symbole des actions du RAJE qui vont longtemps se dérouler dans cet espace<sup>170</sup>. Dans les jours qui suivent cette première action, le RAJE met en ligne une vidéo, des photos (une centaine d'images sont diffusées en ligne) et des extraits d'entrevues avec des jeunes interrogés sur place<sup>171</sup>. Entre temps, la page *Facebook* se développe peu à peu<sup>172</sup>. Des articles sur des sujets connexes sont présentés et des textes de témoignages de jeunes commencent à affluer :

Article de [nom d'un jeune *enrajé*] qui vient juste d'être ajouté au blogue! Il est le premier à part [le coordonnateur du RAJE] et moi [l'intervenant communautaire] à écrire sur le blogue, espérons que ça fasse boule de neige! C'est notre espace à nous, on peut donc en profiter pour dire ce qu'on pense (Blogue du RAJE).

*In fine*, à la suite de sa première grande action, le RAJE citoyenne obtient une première rencontre avec des conseillers de la Ministre, fixée au 3 février 2011.

Je sais que j'ai déjà envoyé un message à tout le monde, mais je ne pouvais pas m'empêcher de l'écrire sur le babillard! ON A UNE RENCONTRE AVEC 2 ATTACHÉS POLITIQUES DE LA MINISTRE JEUDI LE 3 FÉVRIER À 10H!!!!!!!!!!!!!! (Blogue du RAJE).

---

<sup>168</sup> C'est le nom de l'interlocuteur du RAJE citoyenne au sein du cabinet de la ministre, il s'agit du conseiller en communication de Madame Boulet.

<sup>169</sup> Cette expression fait référence au logo choisi par les jeunes pour symboliser leur mouvement (chapitre 3).

<sup>170</sup> La manifestation du 21 mars 2012, deux ans après les débuts du mouvement, sera la première action des *enrajés* à sortir du périmètre du Square Victoria et à « prendre la rue ».

<sup>171</sup> <http://rajecitoyenne.wordpress.com/2011/01/31/primeur-video-de-la-manif-du-7-decembre-a-la-tour-de-la-bourse/>

<sup>172</sup> Notons qu'elle n'existe que depuis le mois de septembre 2010 et que tous les *enrajés* n'ont pas facilement accès à Internet.

Avec ce rendez-vous en poche, le RAJE franchit une étape supplémentaire dans sa lutte et dans les moyens d'action dont il dispose. Cette réussite est déterminante. Elle valide la tactique de l'action directe et le déploiement de manifestations, et surtout, elle génère de l'enthousiasme et de la confiance auprès des jeunes des OCJ.

Néanmoins, après une rencontre plutôt décevante (voir chapitre 3), les jeunes choisissent rapidement de préparer une seconde manifestation le 14 mars 2011. Une douzaine de jeunes et quelques intervenants se rassemblent pour l'organiser. Lors de cette rencontre, les réactions des jeunes présents sont sans appel : tout le monde est scandalisé par l'attitude « méprisante » du cabinet de la Ministre.

Pour les jeunes en difficulté, qui veulent s'en sortir, je me demande principalement pourquoi leur mettre des bâtons dans les roues. Chacun de nous a sa propre histoire. Je ne veux pas être alarmiste, cependant on fait tout pour les exclure de la société. Les attachés politiques jouent le jeu "CHUMMY" avec leurs belles paroles qui, pour eux, la jeunesse est très importante. J'ai eu une petite impression d'espoir lors de la rencontre, mais il y a beaucoup de travail à faire. Nous leur proposons des solutions assez simples pour un meilleur service, ils en prennent note seulement. Nos revendications ne sont pas trop dures à réaliser. Ce que je ne comprends pas, pourquoi s'entêter à sauver de l'argent sur le dos des démunis. La petite lueur d'espoir qu'on avait, M. Loranger a décidé de nous l'enlever, un peu hypocrite comme manière d'agir. Pour qui se prend-t-il pour exercer un abus de pouvoir de même ? Cet attaché politique n'est même pas capable de faire son travail comme il faut. Son devoir c'est de nous répondre et NON de nous raccrocher la ligne au nez comme un petit enfant qui n'a pas son bonbon. Pourquoi l'a-t-il fait? Pour lui, notre manière de faire, il ne l'aime pas. [...] (Blogue du RAJE).

La confrontation n'a jamais eu autant de sens ni d'impact jusque-là. Les rencontres accueillent de plus en plus de jeunes très motivés. C'est aussi le moment où le RAJE citoyenne commence à filmer ses rencontres. À la suite de ces derniers rebondissements, les *enrajés* décident d'organiser une « marche funèbre » aux pieds de la Tour de la bourse pour enterrer un jeune « mort, la voix étouffée »<sup>173</sup> par les conseillers politiques de la Ministre.

---

<sup>173</sup> Slogan choisi par les jeunes sur une proposition de l'intervenant en action communautaire.

Rapidement, au début de la rencontre, on s'entend pour dire que Julie Boulet « tue la parole des jeunes ». De plus, l'objectif se précise : « c'est avec elle qu'on veut négocier et pas avec ses conseillers en communication ». Ainsi, la nouvelle manifestation doit aller plus loin que la première. Proposée par les coordonateurs, l'idée d'un enterrement de la voix des jeunes fait l'unanimité. On s'entend pour organiser une marche funèbre et déposer une couronne mortuaire à la ministre pour symboliser le deuil des jeunes. Les *enrajés* souhaitent également entrer dans l'immeuble et occuper davantage l'espace du Square Victoria. Chose nouvelle dans les stratégies d'action, des comités sont formés, chacun sera responsable d'un pan important de la manifestation : le groupe média, le groupe couronne et le groupe caméra et le groupe bricolage. L'objectif est d'être mieux préparé, mieux organisé et plus médiatisé. En effet, sur les conseils des intervenants et coordonateurs du projet, le RAJE citoyenne décide d'envoyer un communiqué de presse à différents médias importants. Des jeunes, accompagnés d'une chargée de communication du RACQ, préparent un texte clair pour expliquer la démarche et convoquer les médias qui seront également contactés par téléphone le matin de la manifestation par les jeunes. Par ailleurs, un groupe se charge de la confection et de la livraison de la couronne. Un autre, de la construction d'un cercueil et de pancartes. Enfin, le groupe caméra veille à filmer la préparation et la manifestation elle-même<sup>174</sup>. En fait, la première action a été jugée « trop brouillonne » et l'on souhaite donc organiser une démarche plus cohérente et claire cette fois.

La « cérémonie » est présidée par un prêtre, l'organisateur communautaire se prête au jeu. Il introduit la manifestation (« qui enterre-t-on et pourquoi ») et il présente le RAJE et ses revendications. Ensuite, des jeunes prennent la parole et témoignent de leur vécu. La marche funèbre se déroule aux pieds de la Tour de la Bourse, accompagnée par des mélodies de tambours et des pleureuses autour du cercueil (voir photo en annexe K). Pour finir, l'enterrement du jeune, *Guy A. Lavoix*, est clôturé par des slogans. La couronne a été déposée au cabinet de la ministre, avant que la manifestation ne commence. Les jeunes sont tous invités à se présenter vêtus de noir et avec « une tête d'enterrement ». Près de 100 personnes

---

<sup>174</sup> Dans chacun de ces groupes, on retrouve des jeunes accompagnés d'intervenants qui supportent leurs actions et qui occupent parfois une place de leader au sein des comités.

sont présentes. Malgré le froid qui sévit encore, les jeunes participent en grand nombre et à la fin de l'événement on voit sur les visages, fierté et satisfaction d'avoir réussi.

Les jeunes impliqués dans le RAJE citoyenne manifestent un intérêt pour développer des moyens de mobilisation et de sensibilisation par le biais des réseaux sociaux. Ils sont à l'origine de diverses formes de collaboration (invitations à des événements, textes d'opinion, témoignages, clips vidéo) et d'un documentaire sur la réalité des jeunes.

D'avril à juin 2011, ce projet de réalisation d'un documentaire vise à illustrer les problèmes dénoncés par le RAJE à partir de témoignages de jeunes. L'objectif est aussi de présenter le documentaire à la ministre lors d'une manifestation, suivie par une avant-première publique le 22 juin<sup>175</sup>. Après une quarantaine d'heures de tournage, un documentaire de soixante-quinze minutes est monté dont une copie est offerte à la Ministre responsable de leur dossier. La manifestation qui précéda la livraison à la Tour de la Bourse fût une véritable mise en scène théâtrale elle-même : les jeunes sont venus déclamer des textes, des témoignages et des poèmes. Près de deux cents manifestants ont ensuite formé une chaîne humaine pour se passer le film de mains en mains (photo annexe K). L'idée était de représenter la solidarité entre les *enrajés* qui portent en chacun d'eux les revendications qu'ils souhaitent présenter à la ministre. Ensuite, trois porte-parole sont entrés dans les locaux des bureaux de la ministre à Montréal pour remettre le film avec une immense carte illustrée par une jeune et signée par les manifestants. Le visionnement public a eu lieu le soir même devant plus de cent personnes (l'affiche du film se trouve dans l'annexe K).

Le thème du RAJE citoyenne était proposé dans les papiers disposés sur les tables des FG. Il a été sélectionné par des jeunes à cinq reprises, mais le RAJE citoyenne a été évoqué dans toutes les entrevues formelles ou non.

---

<sup>175</sup> L'événement s'est tenu au centre communautaire Verdun.

Le site *Facebook* et le blogue participent également au répertoire d'actions du RAJE. Ce sont surtout les leaders qui occupent cet espace pour exprimer leurs opinions, leur enthousiasme et pour partager avec les *enrajés* leurs textes ou articles sur l'aide sociale et les difficultés des jeunes : « L'action collective dans toute sa splendeur » dira un *enrajé* à propos de la dernière action du RAJE citoyenne dans sa première année. D'autres partagent leurs aventures personnelles en lien avec la lutte du RAJE citoyenne, comme cette jeune femme :

Ce matin j'ai testé quelqu'un de Montréal qui m'avait fait une demande d'amitié [sur *Facebook*] et que je ne connaissais pas du tout! On a parlé environ 10 minutes et quand je lui ai dit que j'étais sur l'aide sociale...Devinez ? Il est devenu froid et tout LOL<sup>176</sup> Ah les beaux préjugés sur l'aide sociale. On ne s'en sort pas! Et pour guérir le tout quand je suis allée prendre ma marche, j'ai décidé de passer devant le bureau de Carole Poirier, députée d'Hochelaga Maisonneuve! J'avais comme le goût de cracher dans ses fenêtres, mais qu'est-ce que ça donnerait? Sinon de la job a un petit travailleur! Oh mon Dieu...J'ai enlevé la possibilité à un travailleur de faire un extra faible revenu demain! J'y retourne tout de suite. Qui vient cracher avec moi? ( Site *Facebook* du RAJE).

Depuis ces premières manifestations en 2010-2011, le RAJE a pris de l'ampleur, les rassemblements extérieurs ont également continué à se développer et le mouvement ne fait que croître et regorger de nouvelles idées d'actions directes. La dernière en date, le 21 mars 2012 était une mise en scène de demande d'asile politique au Consulat de la Finlande. Cette performance dans l'espace urbain ressemble aux celles des mouvements étudiants particulièrement dans la forme humoristique des modes d'action. Il faut noter à cet égard que l'organisateur communautaire est un acteur de la lutte étudiante. Il existe cependant d'autres formes d'occupation, de réappropriation, de l'espace comme c'est le cas pour FER organisé par les pairs-aidants du GIAP.

### **3.4 La réappropriation de l'espace urbain : le FER**

Le FER participe de la réappropriation de l'espace urbain par et pour les jeunes de la rue de Montréal. S'il s'agit d'occuper autrement la rue, de montrer une image positive des jeunes, de

---

<sup>176</sup> LOL : *Laugh Out Loud*, littéralement « mort de rire ».

favoriser la cohabitation et de proposer des modes alternatifs de prévention, le festival est également l'occasion de revendiquer une place à la fois au sein de l'espace urbain - dans la rue et dans le quartier des spectacles - et au sein de l'espace public - dans *l'agora*.

On l'a vu, le FER repose sur une approche alternative de la prévention, véritable marque de fabrique des pairs-aidants (chapitre 3). La programmation propose en outre une série de shows musicaux, de prestations artistiques, de repas et d'ateliers à l'image des jeunes de la rue. Au départ, les pairs souhaitaient « offrir un moment de répit ». Cette aventure aurait donc pu se concrétiser par un autre type de projet visant à sortir les jeunes de la rue, de Montréal, des OCJ. L'idée de monter le festival à la campagne par exemple a été débattue à plusieurs reprises au sein de l'équipe de pairs-aidants que j'ai côtoyée en 2010-2011. Certains estimaient en effet qu'offrir un répit consistait à « couper significativement avec la rue ». Toutefois, à l'origine déjà, l'objectif des pairs-aidants était de produire un festival au cœur du centre-ville, au sein du quartier des spectacles de Montréal, sur les lieux mêmes de vie des jeunes, près de leurs OCJ, alors qu'ils sont exclus de ces différents espaces, protégés pour des raisons économiques : la consommation ou les loisirs culturels des montréalais. Ce projet a en effet été conçu par les pairs eux-mêmes pour offrir un festival par et pour les jeunes de la rue, exclus des autres plateformes artistiques de la ville, voire du pays. La place Pasteur (Annexe J), sur le campus de l'UQAM, a immédiatement semblé être un lieu pertinent. Elle se trouve tout près des locaux du GIAP et des organismes partenaires. C'est un quartier très fréquenté par nombre de jeunes de la rue qui errent, surtout l'été, dans cette portion de la ville pour quêter, pratiquer le *squeegee*, se retrouver en groupe, ou pour dormir. Ils tentent ainsi déjà de s'approprier cet espace à travers leurs usages différents du reste de la population.

Entre l'usage quotidien de la rue (errance, réponse aux besoins, expérimentations, etc.), le détournement de cet espace par les jeunes de la rue, les pratiques de survie, et la posture de répression des pouvoirs publics - et parfois des commerçants -, cette forme d'occupation de l'espace urbain permet aux jeunes de s'approprier la rue, d'investir temporairement une place centrale, de façon visible et massive. En ce sens, le FER vise aussi à mettre en avant une autre

image des jeunes, de leurs capacités artistiques, de leur ouverture d'esprit et ainsi, à partager leurs performances avec les habitants du quartier ou les badauds. L'objectif du FER n'est cependant pas de revendiquer la propriété de l'espace urbain au détriment des autres, mais au contraire, de partager l'espace avec les autres et de lutter ainsi contre les préjugés à l'égard des uns et des autres. Il s'agit aussi de partager l'espace public. C'est pourquoi des conversations citoyennes ont été mises en place pour inviter de façon plus formelle les habitants, ou les commerçants à échanger avec les jeunes notamment autour de la problématique de la cohabitation. De même pour le choix du lieu du festival.

Cette occupation festive d'un tel espace au centre-ville est donc aussi une réponse à la judiciarisation dont les jeunes sont victimes. On retrouve d'ailleurs cette dialectique dans les derniers thèmes du festival. Le FER tend finalement à montrer à la population en général et aux autorités publiques en particulier, la légitimité des jeunes dans la rue. Cette forme de maîtrise de l'espace vise, en quelque sorte, à prouver à la police ou aux agents de sécurité du campus de l'UQAM que les jeunes de la rue sont libres d'occuper l'espace urbain et ce, en toute autogestion.

En somme, le festival revêt une dimension symbolique (reconnaissance des jeunes dans la rue, dans l'espace public), sociale (cohabitation dans l'espace urbain) et communautaire (prévention, ateliers artistiques et shows musicaux par et pour les jeunes). C'est l'occasion de faire entendre la voix des jeunes de la rue dans l'espace public, d'affirmer leur existence dans l'espace urbain et de partager cette culture de la rue avec le reste de la population. Il s'agit moins de revendiquer un espace « oppositionnel » (Negt, 2007) – en tension avec l'espace politique traditionnel non accessible aux jeunes – qu'un espace public « commun » qui porterait aussi la marque des jeunes de la rue.

### **3.5 La communauté et l'entourage personnel**

L'analyse des discours et des actions des jeunes rencontrés met en lumière la variété des formes d'engagement qu'ils développent ou souhaitent développer. L'action dans sa communauté et au sein de son entourage personnel fait partie des performances les plus fréquemment citées dans les entrevues de groupe et dans les conversations informelles et ce, de façon tout à fait spontanée. Toutefois, j'ai noté une certaine confusion chez quelques jeunes qui commençaient inmanquablement par dire « je ne suis pas engagé » tout en évoquant leur investissement régulier dans leur milieu, qu'il s'agisse de rendre service à ses amis ou de s'impliquer plus activement dans une cause environnementale à l'échelle locale.

Agir dans sa communauté c'est aussi participer au RAJE citoyenne, collectif qui s'est organisé dans les milieux de vie des jeunes en difficulté et dont les revendications reposent directement sur leur réalité. En outre, le GIAP est un modèle d'intervention basé sur le principe du « par et pour » les jeunes de la rue. Il consiste à agir auprès de ses pairs sur la base de son vécu. À l'instar des analyses sur les nouvelles formes d'engagement, les performances des jeunes interviewés révèlent les contours de nouvelles formes d'engagement : lutter en nous et autour de nous d'abord, expriment-ils en quelque sorte. Ainsi, l'environnement personnel est souvent l'espace jugé le plus pertinent pour participer à la vie en société, pour y exercer sa citoyenneté et y mettre en pratique les valeurs d'égalité, de solidarité et de respect, auxquelles les jeunes interrogés sont particulièrement attachés.

Ce désir d'engagement pour les siens en priorité est sans doute associé à la perspective de pouvoir observer les effets de ses actions, et éventuellement du changement dans sa propre vie. L'engagement est en ce sens concret et efficace. Les explications sur les motivations de ce choix précisément pour cette forme d'engagement local sont liées aux valeurs personnelles, au réalisme d'un engagement tourné vers les siens et aux intérêts et avantages qu'on lui attribue.



Pour certains, « c'est plus simple et plus proche de ses valeurs ». Souvent, des jeunes considèrent que « ce n'est pas un engagement politique » au sens plus large du terme, comprenons au sens du militantisme traditionnel au sein de groupes organisés. Ainsi, les actions ancrées dans le quotidien peuvent suffire à répondre à un désir de révolution ou à un désir de changement profond de la société. L'action à petite échelle, individuellement et surtout sans faire partie d'un groupe, sans avoir la pression de cette affiliation, peut permettre de répondre aux mêmes aspirations : faire ses propres prospectus, écrire des messages politiques sur des murs, avoir un *blogue*, etc. À l'image des principes d'action directe développés par Alinsky (1971), ces jeunes préfèrent commencer par des actions simples et accessibles pour avoir un impact sur les gens :

À la base, faire de l'éducation populaire c'est commencer avec une personne. Mettons que tu choisis une cause. [...] Moi, je vais défendre les animaux. Il y a du monde que je connais qui va le faire. Eux autres, ils vont imprimer des pamphlets eux-mêmes, puis, à un moment donné dans un magasin de cuir ou un magasin de fourrures, ils vont passer dix pamphlets la première journée. Ce n'est pas beaucoup; tu étais là six ou sept heures, tu as passé dix pamphlets, tu as parlé à dix personnes. C'est décourageant. Sauf que ça, c'est ta première journée. Ces dix personnes-là vont être chez eux, puis elles vont dire : « *Check* ce que j'ai eu aujourd'hui ». Ils vont en parler entre eux, puis ça va causer un autre débat (FG).

D'ailleurs, pendant cet échange, les jeunes aidaient un camarade qui venait de produire lui-même un disque à réaliser des dessins sur les pochettes de son CD tout en partageant cette discussion sur l'engagement. Le camarade en question fait partie d'un groupe de musique qui s'autoproduit, à l'image de la musique *underground* dont j'ai parlé plus haut. C'est une autre illustration de l'engagement dans sa communauté.

L'engagement « autour de soi » est donc justifié par le réalisme et la faisabilité de cette forme d'action. D'après eux, de par l'effet « boule de neige », on fait facilement « voyager des idées » et peut-être qu'on finira par « laisser une trace qui fait un monde meilleur. [...] », se disent certains :

Moi je sais que mon implication, mon engagement j'essaie de le faire juste sous forme d'idées, de textes, de discussions [...]. Chacun choisit son combat d'après moi, puis le mien c'est de répandre le bonheur autour de moi. Je considère que c'est

suffisant. C'est sûr que si jamais je décide d'attaquer un plus grand public... peut-être que je me sens prêt à ça (FG).

Une autre explication avancée par les jeunes interrogés concerne les intérêts et les avantages que l'on retire personnellement du fait d'aider les autres. Dans le sens des motivations altruistes évoquées dans le chapitre 3, c'est une « satisfaction » personnelle, un moyen de « mieux vivre ». Ainsi, des petits gestes du quotidien comme « saluer », « donner un sou », « avoir une parole réconfortante », bref, reconnaître l'autre, procurent parfois beaucoup de bien aux jeunes qui les pratiquent :

Le sourire de quelqu'un que tu as aidé, le merci de quelqu'un qui t'a aidé c'est une des plus grandes richesses. Ça fait du bien au bon endroit. Je trouve que cet altruisme-là, que je me suis découvert, me fait vivre mieux avec moi-même. Il ne faut pas croire que s'engager envers les gens c'est quelque chose d'énorme. C'est vraiment dans les petits gestes du quotidien qu'on peut appliquer ça. Tu sais justement tantôt on parlait d'une personne qui quête dans le métro, qui est dehors ou n'importe quoi, moi je sais que quand je passe à côté et que je salue la personne et lui souhaite une bonne journée, je le souhaite franchement : « J'ai rien à te donner mais je te souhaite une maudite de belle journée ». Puis chaque matin je passe dans le métro parce que j'ai des obligations, des choses à faire. Des fois ça m'arrive de donner de l'argent à ceux qui jouent d'un instrument ou peu importe, juste pour dire que : « c'est le fun ce que tu fais, je te vois tous les matins et je te trouve pas pire ». Ces personnes-là quand elles nous voient et qu'elles nous resaluent, c'est un salut sincère, c'est quelque chose de franc, c'est pas pour avoir de quoi, c'est vraiment gratuit. Moi je trouve ça très gratifiant. Moi ça me fait du bien (FG).

Finalement, comme le résume ce jeune, c'est une forme d'expression du rapport à l'autre, une posture tournée vers autrui qui offre une place et un rôle dans son environnement local. De plus, explique un autre jeune : « [...] ça délimite les choix d'engagement et ça ouvre des possibilités d'agir à plus grande échelle » :

**- [réponse à une jeune qui critique l'action politique traditionnelle] du coup, tu as trouvé une façon de t'impliquer proche de tes valeurs ?**

- J'ai toujours fait ça et puis j'ai tout le temps été très proche de mes amis, puis même vouloir aider des gens que je ne connaissais pas vraiment. Mais ils étaient proches, dans le fond. J'ai tout le temps voulu changer les choses dans mon milieu [...]. Dans le monde où je suis [...]. Je garde ça pour quand ça compte, [...] dans ma grande ville, puis au pire, le Québec. [...] C'est plus vraiment tourné vers les gens.

**- Plus l'être humain que les causes.**

- Oui, c'est ça. S'il y a des manifs ou autre, je vais y aller puis je vais encourager ceux qui y sont; Je ne vais juste pas aller à toutes les manifs (FG).

Dans les faits, cet engagement de proximité se traduit par toutes sortes d'actions et de postures différentes. Parmi les exemples cités par les jeunes on retrouve les performances artistiques, l'apprentissage de la langue amérindienne pour faire l'effort de reconnaître une « culture minoritaire », la pratique du recyclage et l'éducation populaire. Le principe de cette forme d'action consiste, en somme, à « choisir ses batailles » (pour (re)trouver un d'engagement équilibré), à ne pas dépendre d'une organisation et à mettre à profit ses engagements dans son entourage. Ce n'est toutefois pas une option simple à mettre en pratique.

L'écologie est une thématique importante dans ce répertoire d'actions qui traverse apparemment toutes les formes de tactiques observées. Très concernés par leur environnement au sens large et géographique du terme, les jeunes expliquent que cela passe par le comportement personnel, voire le mode de vie.

Par ailleurs, s'engager dans son entourage ou dans sa communauté se fait parfois au détriment d'un engagement public. C'est en ce sens une réponse au refus de s'engager selon les modes d'organisation traditionnels jugés trop contraignants. Dans le même ordre d'idées, cela peut commencer dans son espace privé, dans sa vie en colocation. C'est finalement aussi un véritable point d'ancrage et de repère :

- [...] je pense que je suis carrément engagée sur la scène locale [musicale] puis d'autres choses aussi, comme le communautaire, un peu. [...] En général garder mon ensemble, et partager l'humour, puis si, mettons, je suis chez une amie qui fabrique quelque chose, je vais essayer de l'aider à avoir un réseau. [...] Des fois, il faut convaincre, mais à la fin, ça donne un résultat : tu vas à l'endroit où il y a l'événement, puis ça poigne, ça marche. Surtout où j'habite, c'est assez important aussi que le mot se propage un peu dans la communauté. [...] Mais là, c'est pour ça que je n'étais plus engagée, dans le reste des choses.

- **Ça veut dire quoi, le reste des choses ?**

- Tout ce qui implique le reste de la société... Les engagements politiques. Les règles des organisations...

- **Pour toi il faut que ce soit ancré dans ton réseau social et que ça corresponde à ce que tu as envie de faire exclusivement ?**

- oui ! [...] Je me sens crissement engagée dans la vie. Mes colocs, mes meilleurs amis seraient perdus si je n'étais pas là. Autant que moi je serais perdue si eux n'étaient pas là (FG).

L'engagement dans la communauté revêt justement une signification d'ouverture au monde et aux autres. Par exemple, les *conversations citoyennes* du FER s'inscrivent dans la logique du partage de points de vue différents et visent à construire le vivre ensemble entre les jeunes de la rue du centre-ville de Montréal et les habitants, commerçants et autres acteurs de ces quartiers.

Dans cet ordre d'idée, l'«entraide» est considérée par nombre de jeunes comme un autre registre d'engagement communautaire. Nombreux sont ceux qui souhaitent s'investir dans une activité de ce type. Le registre de justification employé repose ici essentiellement sur l'altruisme, sur la solidarité entre pairs – la volonté d'aider – et sur la lutte contre les rapports de pouvoir dans la société – la volonté de porter la parole des «exclus». Par ailleurs, certains jeunes estiment que c'est même une solution pour régler d'importants problèmes de criminalité, de délinquance et de conditions de vie :

- [...] **Imagine que tu aies tous les pouvoirs. Qu'est-ce que tu changerais ?**

- [...] j'encouragerais le monde à produire sa propre bouffe ! Dans chaque ville ça serait une loi de faire un jardin sur les toits. [...] Les gens mangeraient beaucoup mieux. Ça aiderait notre économie. Le monde pourrait garder leur argent pour acheter des affaires plus importantes. La bouffe serait moins chère. En fait, il n'y aurait aucun argent. [...] Je fonderais la société sur quelque chose pas exactement communiste, mais plus basé sur l'entraide, le communautaire.

- **Tu sais qu'il y a des initiatives comme ça qui existent ?**

- Ah ouais ! Je trouve ça correct. Mais après ce que je trouve plate c'est qu'il y'en a tout le temps un qui veut devenir le boss, qui veut devenir plus fort que l'autre. [...] Quand il y a du monde en haut de la pyramide, ben c'est en haut que ça s'enrichit. Donc on monterait toutes les classes et ça serait tout le monde ensemble qui s'enrichirait. Personne ne serait plus fort que l'autre. [...] Je pense que ça réduirait aussi le crime dans la société. Parce que le crime c'est quelqu'un qui veut voler à l'autre ce qu'il n'a pas. Si tout le monde est bien, si tout le monde est *taking care of*, le crime va commencer à chuter.

- **Et donc, pour toi, si on prend ton idée dans un autre sens, dans la société d'aujourd'hui c'est un peu l'inverse qui se produit ?**

- Tous les problèmes qu'on a aujourd'hui, regarde : les viols, la pédophilie, les affaires comme ça, c'est tout encouragé par la pornographie. [...]

- **Et tu penses que les classes créent ces divisions qui existent ?**

- Oui ça crée aussi les crimes. Le monde court après l'argent et la seconde de ta naissance tu te fais apprendre qu'il faut une job, de l'argent et penser qu'à soi, pas à l'autre gars à côté, celui qui reste dans une famille de merde ou qui était en prison des jeunes, ou des affaires de même. Mais lui justement, l'autre, il a de la misère à s'en sortir. Il ne va pas devenir exécutif d'une compagnie. Pas nécessairement. Il a beaucoup moins de chance que le petit gars qui a grandi avec un jet privé puis un

père qui a sa propre compagnie. Beaucoup de choses se jouent dans la famille. Tu suis la trace de tes parents.

**- Mais comment tu penses qu'on peut évoluer alors ?**

- Je ne sais pas, ça prendrait un gros changement. Faudrait que tout le monde ait la même idée. Que le monde commence à penser ensemble. Faut que le monde réalise que *shit, man*, qu'est-ce qu'on fait là ? Pourquoi toi je ne t'aime pas ? Parce que tu as des idées souverainistes ? Pourquoi je ne t'aime pas ? Parce que tu es dans la rue ? Tu t'assois à terre ? Ce n'est pas socialement acceptable ? Si tout le monde commençait à réaliser ce qui est important. C'est quoi les vrais lois à suivre... c'est quoi une vraie loi ? Je pense que la loi de la nature c'est important à suivre (FG).

Les formes d'implication « de personne à personne », ou « par et pour » la communauté ont toutefois souvent été citées comme des formes d'engagement d'une époque révolue. Dans un discours nostalgique, jeunes et parfois intervenants, estiment que la société québécoise a perdu ses valeurs de solidarité et d'entraide au profit de l'individualisme, de la réussite sociale et du consumérisme.

En définitive, l'engagement à l'échelle locale et individuelle fait le lien avec les autres formes d'engagement, notamment artistiques, radicales et alternatives. Pour certains, agir dans son environnement local, c'est agir au sein du seul espace possible, avec toutes les contraintes que cela peut comporter (repli sur soi, engagement déséquilibré). Cela traduit avant tout un rejet des formes plus traditionnelles d'engagement et cette posture n'est pas exclusive des autres pôles ou formes d'implication. Cela étant, poussé à l'extrême, elle peut s'enraciner dans le mode de vie des individus.

### **3.6 Le mode de vie, une forme d'engagement ?**

Pour certains, on pourrait résumer les choses ainsi : tout est politique. Dans le prolongement de l'engagement ancré dans son environnement local et personnel, des jeunes ont poussé la réflexion plus loin et ils ont ainsi estimé que, dans sa forme communautaire, l'engagement pouvait également être une question de mode de vie :

L'engagement c'est juste le mode de vie, à la base, là. [...] Disons que, cet été, j'avais mon propre jardin, avec mon appartement, ce qui faisait que tous les légumes

que je mangeais poussaient grâce à nous, ils étaient tous bio, c'est moi qui le faisais. Sinon, on fait de la récup de bouffe. On va acheter en vrac la bouffe bio. Puis, on habite à plusieurs, on essaye d'économiser de l'énergie, de participer à des causes. Je vais faire des performances artistiques. Je fais des spectacles bénéfiques. [...] Un de mes buts, un jour, ce serait d'apprendre une langue amérindienne parce que je pense que la culture amérindienne, il faudrait qu'elle soit plus mise de l'avant. Sinon, il y a l'écologie. Il y a plein d'affaires. Il y a toutes les différentes causes politiques, de violence. Je rentrerais pas dans, qu'est-ce que la violence? La violence étatique, disons, puis systémique, économique (FG).

Développer un « mode de vie marginal », en dehors de « la norme dominante » est aussi une forme d'engagement : « moi je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de BS. Je vis sans argent » a expliqué un jeune qui défend l'idée selon laquelle il faut *boycotter* tout ce qui provient de la société de consommation et de l'État. Ce n'est pas le seul à avoir développé ce type de discours. Les propos des jeunes qui en appellent à l'autoproduction de leur nourriture s'inscrivent semble-t-il dans cette même forme d'engagement. De même pour la thématique de l'écologie : nombre de jeunes ont conscience que cela repose sur la modification de notre mode individuel et collectif de consommation.

Enfin, une autre forme d'engagement qui donne lieu à l'organisation d'un mode de vie particulier et parfois même alternatif consiste à être végétarien. De nombreux jeunes des ressources communautaires et surtout des « jeunes de la rue » sont végétariens. À l'occasion de conversations informelles et parfois lors de FG, j'ai pu observer que c'est une forme de militance pour certains. D'ailleurs le FER propose tous les ans à ses participants des repas végétariens, voire végétaliens, et certaines ressources en tiennent compte dans leurs menus. Néanmoins, c'est une alimentation difficile à maintenir dans la rue et cela relève d'un véritable sacerdoce :

- Beaucoup de gens dans la rue sont végétariens. Mais peu de places en tiennent compte.
- Certaines oui.
- Ils te regardent comme une personne bizarre.
- C'est dur, c'est viande, viande, viande, gras, gras, gras, gras, pour tenir le coup, mais c'est comme te donner de la bouffe empoisonnée. Du gras !
- Ils assument que tu as besoin de viande dans la rue, parce que tu as besoin de protéines. Mais je ne mangerai pas ces putains de trucs. Et moi, je ne suis pas végétarien en vrai.

- Je suis végétarienne depuis l'âge de 10 ans. Je mangeais de la viande à l'époque et j'étais dégoûtée, je réalisais ce que c'était. Si tu réfléchis à ce que tu manges parfois...c'est juste OK je ne vais plus manger ça du tout. Je ne sais pas exactement à quel moment je me suis dit que j'allais être végétarienne, mais c'était vraiment dans ma tête très tôt.

**- Mais c'était juste une question de goût ? Ou est-ce que tu comprenais certains enjeux ?**

- C'était un peu de tout. Je pensais à tout ce qu'on faisait à ces animaux. Moi j'y ai pensé très tôt. En mettant les aliments en bouche, j'étais écœurée. Mais c'est vrai que tu as plein de végétariens qui sont juste dégoûtés et qui ne veulent pas le goût de la viande. Beaucoup de mes amis.

- Moi j'étais carnivore avant. Je mangeais aussi des légumes, mais je mangeais de la viande. Je faisais des liens avec ce que je lisais dans la presse mettons. Le truc c'est la façon de manger. Parce que je prenais tellement de poids. Certaines personnes peuvent manger de la viande en quantité sans prendre de poids. Mais je me suis dit que c'était trop mauvais de manger autant de viande pour un être humain normal. Et quand j'ai changé cette habitude alimentaire, j'ai commencé à perdre du poids et à être plus productif mentalement qu'avant. Comme si on nous manipulait avec toute cette viande industrielle. Je pense que l'énergie de l'esprit dépend de ce que tu manges. Si l'animal que tu as mangé est craintif tu récupères cette énergie. S'il reçoit toute sorte d'adrénaline, tu la prends aussi. C'est comme une toxine. Je crois à ça.

- Moi je ne pense pas que ça fasse une grande différence. Je ne pense pas que ça pèse dans quoi que ce soit. Je pourrais changer mon alimentation si j'avais plus d'argent.

- C'est une question de principes. Mais c'est où ils se situent également. Parce que même mes amis dont beaucoup attachent de l'importance aux animaux, comme les indiens sont encore ségrégués et tués et tous les gens mettent leur énergie sur les animaux quand des êtres humains sont encore attaqués, atteints ou quoi et on ne s'y intéresse pas. Par exemple, quelqu'un est végétarien mais boit de cette boisson dont la compagnie exploite les gens en Afrique. Ça veut dire que tu te fais du souci pour les animaux ici, mais tu ne t'intéresses pas aux gens. C'est une affaire complexe car tout ce que tu fais affecte le monde entier.

- C'est à propos de la nature humaine et des animaux.

- Ça ne va pas complètement changer le monde si tu manges ci ou ça, mais c'est une façon d'être aidant pour ton petit monde mais pas une question de changer le monde entier (FG).

Les jeunes interrogés développent ainsi diverses formes d'engagement qui correspondent à des performances très différentes les unes des autres. Certaines sont plus traditionnelles, plus originales, d'autres sont moins visibles et plus difficiles à distinguer. Mais dans tous les cas, par choix ou par contrainte, les jeunes prennent position dans l'espace public.

## **4. Les particularités des performances des jeunes en situation de marginalité**

Les performances des jeunes rencontrés présentent des particularités qu'il convient de récapituler ici. On note d'abord, un rejet massif de la sphère politique qui n'est pas cependant pas dépourvu d'une certaine conscience politique. Ensuite, si, d'après les propos recueillis, le registre d'action radical ou violent est largement envisagé, il ne se traduit pas toujours en engagements. Enfin, ce sont les performances alternatives qui semblent recueillir le plus d'adhésion. Ces engagements restent majoritairement cantonnés à la sphère locale, voire privée et, encore une fois, il ne semble pas qu'il s'agisse toujours d'un engagement concret ou pensé en termes de prises de position critique.

Les nouvelles formes d'engagement et les nouveaux répertoires d'action traversent la population dans son ensemble, jeunes et moins jeunes compris (Ion, 1994). Certains auteurs estiment que, pour leur part, les jeunes sont souvent les premiers à expérimenter de nouvelles formes de participation politique et sociale qui finissent par se propager rapidement dans le reste de la société (Becquet et De Linares, 2005). Les performances de ceux que j'ai interrogés s'inscrivent certainement, en partie, dans cette évolution du répertoire d'action. Toutefois, leurs innovations ou leurs bricolages de performances sont également la marque de la situation de marginalité.

En réalité, le contexte de la situation de marginalité, et la dynamique paradoxale de prises de position qui ne se traduisent pas en actes, sont spécifiques de performances moins visibles qu'il a fallu expliciter. L'engagement des jeunes en situation de marginalité s'inscrit dans leurs univers sociaux et rarement dans des organisations militantes. Sa dynamique est, en effet, à la fois très personnelle, très communautaire mais aussi hésitante que radicale.



## 4.1 Un engagement protéiforme

Parmi les caractéristiques des performances présentées dans cette recherche, il en est une qui consiste à ne pas être « fixée » dans une structure militante ou dans des types d'organisations spécifiques, c'est-à-dire, autour d'une cause et d'un répertoire d'action donnés. Ainsi, on constate les allers-retours entre différentes formes d'engagement et différents types de structures et, partant, de « performances » ou de « répertoires ». D'ailleurs, cette « circulation » entre plusieurs formes me permet de situer l'engagement des jeunes en situation de marginalité dans un « espace » essentiellement concentré autour d'options alternatives (chapitre 5).

Les jeunes interrogés ne présentent pas de parcours linéaires qui trouveraient leur source au plan personnel ou local - c'est-à-dire, dans leur discours, au niveau du « concret » - pour atteindre ensuite une dimension plus politique et sociétale – et, ainsi, dans leurs représentations au niveau des idéologies. Le chemin de l'engagement, si l'en est un, traduit non seulement une volonté d'agir sur plusieurs plans, mais peut-être aussi, une impuissance à rejoindre un collectif et à agir. En ce sens, il n'y a pas non plus de corrélation entre l'engagement au sein du RAJE citoyenne, par exemple et l'engagement citoyen plus large. Autrement dit, il n'y a pas de pont établi entre l'action directe et l'exercice du vote, entre l'engagement et l'exercice de sa citoyenneté, dans les sphères traditionnelles de participation (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2012; Barrault, 2010; Mahéo et al., 2012)<sup>177</sup>.

---

<sup>177</sup> Dans un article paru dans *Le Devoir* en août 2012, deux politologues posent la question de la corrélation entre le mouvement étudiant de l'époque et l'exercice du vote à l'approche d'élections législatives l'automne de la même année – le chemin *entre la rue et l'isoloir* – et constatent que rien n'est acquis d'avance, surtout dans l'ambiance antipolitique de certaines factions du mouvement qui ne forme pas un bloc homogène (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2012). De même, les travaux de Mahéo et al. (2012) montrent que les jeunes qui interrompent leurs pratiques citoyennes ne vont pas nécessairement reprendre leurs carrières. Enfin, Barrault (2010) va plus loin en affirmant que c'est le rapport confus à l'avenir des jeunes issus des milieux populaires, avec le manque de ressources et de compétences qui explique la prise de distance avec le politique.

Force est néanmoins de reconnaître un « déplacement » des formes d'engagement au plan théorique. Des chercheurs observent et analysent les activités des jeunes et mettent ainsi en perspective des tendances, des mutations, des déclins, ou des changements dans les performances et les répertoires (Becquet et De Linares, 2005; Ion, 1994; Muxel, 2010). En fait, l'engagement protéiforme montre, entre autres, l'adaptation des performances aux tournants individualistes. Il s'agit là de nouvelles formes du don de soi, de subjectivité de l'engagement, défini en termes d'« individualisme solidaire » par exemple (Baugnet, 1996, p. 50 Quéniart et Jacques, 2001, p. 140) ou plus simplement de don de son temps personnel (Gaudet, 2012). Malgré tout, comme l'explique Siméant (2003), à trop insister sur l'opposition entre deux logiques en présence, formelles et informelles, associatives et individuelles, ou politiques et sociales, on prend le risque de passer à côté des complexités de la réalité des formes d'engagement :

La forte valorisation sociologique et politique des associations, opposée à la dépréciation de la politique professionnelle et d'un militantisme à l'ancienne (à comprendre comme militantisme ouvrier supposant une totale remise de soi), tend à ossifier l'opposition entre participation politique et associative. [...] Mais une démarche qui distingue trop clairement activités associatives et autres activités politiques « rate » une partie de la réalité. Si des éléments objectifs (dénominations, statuts, législation...) distinguent associations, partis ou syndicats, la frontière entre ces univers est elle aussi objet de luttes sociales. La valorisation de l'engagement associatif contribue à une « mise en musique » participative de l'activité politique, et sans doute à un processus plus large de redéfinition des bonnes formes du politique. Enfin, la distinction de ces deux mondes ne doit pas faire oublier la proximité parfois forte du contenu des pratiques qui s'y déroulent (Siméant, 2003 : 165).

Pour Benasayag (2004), l'engagement procède de quelque chose de dynamique, d'incarné dans ses propres pulsions de vie. Cet auteur parle en ce sens « d'engagement recherche », de pratiques inscrites dans l'immédiateté et à petite échelle. Les objets des luttes gagneraient, pour cet auteur, à s'inscrire dans la quotidienneté. C'est sans doute plus réaliste que de viser à changer le monde, explique-t-il en quelque sorte. En d'autres termes, nous partageons tous ensemble la même réalité, mais il reste à chacun ses « aperceptions » et ses créations propres. La somme de celles-ci forme alors la « gestion politique ». Les engagements des jeunes aujourd'hui se situent dans des aperceptions singulières qui coexistent et se croisent parfois pour former, par analogie, une résistance commune. Pour l'auteur, « nous ne pouvons que

développer sans cesse plus de créations » (Benasayag, 2004, p. 128). C'est pourquoi, il est important de comprendre et d'analyser les ressorts de ces performances singulières.

## **4.2 Des performances *underground***

Les jeunes semblent construire ou rechercher une alternative aux performances dites traditionnelles. Écrire une chanson de rap « engagée », s'exprimer sur son *blog*, avoir un *band* de musique *underground*, participer au FER, ou s'associer aux actions directes du RAJE citoyenne sont des exemples que citent régulièrement ceux que j'ai rencontrés. Ces performances « alternatives » font écho à la tendance protéiforme de l'engagement.

Les champs d'action des jeunes en situation de marginalité sont aussi hétérogènes que la rue, l'entourage personnel, l'action directe, la création artistique et l'action communautaire. L'aspect ludique, créatif et festif, l'aspect du partage et du lien social, sont autant d'exemples de logiques d'entrée en action. La nécessité de rejoindre une organisation est importante, mais elle n'est pas partagée par l'ensemble des jeunes qui ne ressentent pas tous le besoin de « connecter avec d'autres » ou de « lutter ensemble ». On a vu que des jeunes se protègent également des conséquences de certaines performances les ayant déjà exposés à des violences policières, voire des problèmes judiciaires. Beaucoup de jeunes ne sont pas - ou ne sont plus - convaincus de la validité de la violence et des actions extrémistes des Black Blocs ou du COBP, par exemple.

## **4.3 La situation de marginalité dans l'engagement**

Il est important de saisir la part de l'expérience marginalisée dans l'engagement des jeunes interrogés. Le vécu à la marge, la « socialisation marginalisée » (Parazelli, 1996) déteignent forcément sur les performances (chapitre 3). Les individus prennent position à partir de leur

identité, que ce soit pour le choix des causes défendues (judiciarisation, écologie, brutalité policière ou reconnaissance des jeunes de la rue dans l'espace public) ou dans celui des moyens d'action privilégiés (artistiques, alternatifs, radicaux et intimes). On constate ainsi que l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et de la société trouve sa traduction dans les tactiques déployées pour se construire et prendre position.

En d'autres termes, les jeunes développent des performances particulières par choix et/ou par contrainte; ils développent leurs propres moyens d'action, en devant faire face à un manque de ressources. Leurs prises de position visent à la fois à montrer leur identité et à dépasser les freins à l'engagement en situation de marginalité. Les rapports de ces jeunes à la marge et à l'engagement laissent émerger des performances plus ou moins visibles dans un environnement avant tout oppressif à leur égard. C'est une manière de revendiquer une place particulière dans la société (ou plus simplement dans la rue) et, ainsi, de développer d'autres formes d'agir et d'être soi. Il y a là un amalgame entre l'expérience affective à la marge et les prises de position plus ou moins visibles dans l'espace social. Pour certains, cela correspond à une « politisation » de l'expérience marginalisée, à l'image de ce que des chercheurs ont déjà observé chez les sans-papiers (Véron, 2010). Il est néanmoins important de relever le décalage qui existe entre les discours des jeunes et les actes d'engagement réels que l'on a pu recenser.

#### **4.4 Un décalage entre les discours et les actes**

*« On entend parfois dire : cette idée d'une autre société se présente comme un projet, mais n'est en fait que projection de désirs qui ne s'avouent pas, vêtement de motivations qui restent cachées pour ceux qui les portent ». Castoriadis (1975), L'institution imaginaire de la société.*

Appeler à la révolution, soutenir les actions violentes ou les tactiques radicales d'organisations militantes connues, écrire une chanson « engagée », participer à un festival, ou s'associer aux actions directes développées dans son OCJ sont des références importantes des jeunes rencontrés qui viennent alimenter leur champ sémantique du répertoire d'actions. Cela étant,

ces discours présentent une rhétorique de l'engagement qui s'appuie davantage sur des récits historiques ou militants contestataires - qui sont souvent le fait de personnes proches - que sur des récits d'expériences personnelles. En effet, ces propos se rapportent à peu d'actions collectives, à peu d'engagements « actés ».

L'un des éléments importants qui émergent de l'analyse de ces résultats sur les performances des jeunes en situation de marginalité, concerne effectivement le décalage entre les discours et les actes. Il apparaît que les jeunes mélangent des dimensions subjectives – portant sur les représentations, les motivations et les perceptions de l'engagement – et des dimensions pragmatiques – évoquant des modalités concrètes d'action, qui, la plupart du temps, ne sont pas ancrées dans une organisation militante. Ce décalage provient, semble-t-il, des représentations que l'on se fait de l'engagement et des organisations militantes, tout comme des moyens d'action disponibles pour prendre position dans l'espace social. Si, comme on l'a montré dans le chapitre 3, les jeunes développent des représentations d'un engagement à la fois inaccessible, nécessaire et équilibré, comment peut-on sortir de ce paradoxe apparent ?

Une première hypothèse porterait sur les conséquences sur l'engagement de la situation de marginalité : difficultés personnelles, situation instable, problèmes de santé, sont des causes de retrait voire d'apathie. L'exclusion sociale et la précarité accentuent l'exclusion politique et citoyenne (Lamoureux, 2001). Certains de ces jeunes ont parfois des difficultés à franchir les portes d'une organisation, ou à trouver des ressources militantes qui leur correspondent, et ce, même parmi des modes d'action que l'on associe pourtant aux jeunes (les mouvements altermondialistes, les actions collectives dans les OCJ ou les mouvements anarchistes). Intéressés par certaines organisations, ils ne le sont pas au point d'y adhérer. C'est visiblement ce qui les conduit à construire d'autres espaces d'engagement marginalisés. Si ces personnes se sentent souvent réduites à l'apathie, il apparaît qu'elles développent également des moyens d'action plus modestes ou plus discrets qui traduisent en fait un mécontentement ou une inaccessibilité aux répertoires d'action dits traditionnels (le vote, le militantisme politique ou associatif).

La situation de marginalité contraint véritablement les jeunes en difficulté à renoncer à certaines performances et à en construire d'autres, moins visibles. Il ne serait donc pas juste d'affirmer qu'ils sont totalement « déçagés ». Peut-on penser qu'ils sont parfois engagés sans le savoir ? Il est difficile de répondre à cette question d'ordre cognitif, mais j'ai observé que des jeunes, s'affichant ouvertement comme non-engagés, développaient par ailleurs des formes d'engagement dans leur mode de vie en particulier : anticapitalisme, régime végétarien ou comportement écologiste. L'enjeu consiste donc à savoir à partir de quel moment on se considère comme engagé. Il faut rappeler que les jeunes pensaient que je souhaitais interroger exclusivement des personnes militantes au sein d'un parti politique. Il a souvent fallu déconstruire cette idée qui reflète leur représentation de l'engagement. On peut se demander si ce paradoxe entre les discours et les actes correspond à une forme d'engagement idéalisé, rêvé et inatteignable ou si cela représente le corollaire du « déçagement » (Vulbeau, 2005). En outre, peut-on véritablement parler d'engagement dans ces cas de figure ? Autrement dit, une conviction est-elle un engagement ?

#### **4.5 Des prises de position critique**

Les jeunes rencontrés ne semblent ni totalement engagés, ni complètement désengagés, non engagés ou déçagés. Ils ne se fixent nulle part et réagissent différemment aux répertoires d'action existants. Mes résultats révèlent les « dispositions contestataires » des jeunes, c'est-à-dire, une « propension à contester l'ordre social ou l'un de ses aspects considéré comme injuste ou illégitime » (Mathieu, 2012, p. 185). Certains jeunes rencontrés présentent une grande capacité à l'indignation et, en conséquence, à la construction d'un rapport critique à la situation sociale qui les caractérise, par opposition à la « docilité » ou « l'assentiment » (Barrault, 2010). Finalement c'est cela qui semble être à l'origine de leur inclinaison à l'action collective, particulièrement au sein du RAJE citoyenne. Au-delà de cette assertion, il faut garder à l'esprit que ma réflexion sur les performances ne repose que sur peu d'actes d'engagement effectif. Le travail de Giraud (2011, p. 46) aide en ce sens à comprendre que la conviction « est un engagement à part entière » :

[...] Si nous considérons la conviction comme un préalable à l'engagement, nous ferions l'impasse sur sa particularité qui est de se construire dans l'adversité et dans la ressemblance et de s'éprouver. La conviction est la traduction, ou plus exactement la conséquence d'un parcours cognitif, d'expériences accumulées ou d'une adhésion à un argumentaire. Parce que la conviction est traversée par le doute, elle est un engagement à poursuivre qui s'exprime publiquement, même en cercle restreint, et qui s'éprouve à l'aune d'autres convictions, de simples croyances, de l'indifférence ou de l'opposition pouvant aller jusqu'à la haine.

Les jeunes expriment en effet ouvertement leur défiance à l'égard de certaines valeurs ou idéologies (chapitre 3). Ils développent parfois, dans leurs gestes quotidiens, des tactiques, des réflexes écologiques, anticapitalistes et artistiques qui s'apparentent à des performances « alternatives », mais pas toujours à des actions collectives. Il manque parfois ces éléments qui font que l'on passe de silences tactiques aux stratégies de résistance collectives (Véron, 2010).

À l'instar de Giraud (2011), on a donc observé que des « convictions » politiques peuvent amener à rejeter le vote et, à l'inverse, que d'avoir une « opinion » sur des hommes politiques ou le système capitaliste ne se traduit pas nécessairement par des choix politiques clairs. Par exemple, l'idée de manipulation, le sentiment d'injustice, le besoin de reconnaissance et l'indignation des jeunes rencontrés ne suffisent pas à les pousser à s'engager. Parfois, ils déploient néanmoins de véritables « postures critiques », entendons par là :

[...] une nécessité fonctionnelle de tout engagement. [...] Ce qui est au centre de la posture critique est une croyance en une vérité et un certain rapport au savoir. C'est cette croyance en la vérité et cette certitude que ce qui avait été jusqu'alors pensé et dit était une erreur [...]. À chaque fois la liberté de jugement fût un moyen de résistance de toute tyrannie (Giraud, 2011, p. 60).

Les jeunes ont donc pris des positions d'engagement, ont des opinions et parfois des convictions sur l'action d'engagement. Ils déterminent eux-mêmes quelles sont les performances acceptables, légitimes ou probables. Cette posture critique fait référence à des valeurs, parmi lesquelles il y a la violence ou la non-violence, la justice sociale ou la solidarité, comme l'individualisme et le droit de choisir personnellement ses combats et ses tactiques. Dans un autre registre, beaucoup parmi les jeunes rencontrés semblent quotidiennement immergés dans une ambiance altermondialiste et anarchiste, explorant ainsi des formes d'engagement qui les interpelle en raison des causes défendues et des tactiques

proposées. Des affinités existent, les valeurs et les références idéologiques se rejoignent. À partir de tels cadres de référence, ils choisissent ce qui leur paraît souhaitable entre plusieurs options d'engagement et de non-engagement possibles.

## **5. Synthèse**

La notion complexe de « répertoire » permet de saisir les formes d'engagement des jeunes en difficulté inscrites dans le renouvellement des performances d'engagement, tel que cela est admis dans la sociologie. Ce concept aide à comprendre le choix des jeunes rencontrés pour un cadre particulier d'engagement, pour une alternative apolitique et radicale en apparence. Cependant, le concept de « répertoire d'actions » a une acception plus large que celle qui est proposée dans cette thèse. Il comprend en principe les structures préexistantes des moyens d'action qui contraignent le choix des acteurs (Péchu, 2009). Tilly (1986) propose d'ailleurs une fine analyse des facteurs macro-historiques à l'origine de transformations de ce qu'il a choisi d'appeler des répertoires d'actions. Comme ce type d'analyse ne se prête pas directement à mon objet et sujet de recherche, j'ai plutôt choisi d'utiliser le concept plus descriptif de « performances » pour comprendre et interpréter des actions individuelles, souvent indépendantes d'un mouvement social ou d'une organisation militante et en ce sens, particulièrement difficiles à saisir et interpréter. Néanmoins, sans entrer dans une perspective d'analyse diachronique, il convient de souligner l'influence des OCJ et des intervenants dans les formes d'engagement des jeunes rencontrés.

Les résultats présentés ici portent la marque du contexte de recherche dans lequel s'est déroulé la cueillette de données. Ce contexte a un impact sur le potentiel de mobilisation des jeunes, sur l'offre d'engagement à laquelle ils ont accès et qu'ils privilégient. Comme on a pu le voir dans le chapitre 3, les intervenants occupent parfois des places d'acteurs et d'accompagnateurs. Ils poussent les jeunes à participer aux actions du RAJE citoyenne ou du FER. Cela dit, ils ne permettent pas de lever tous les freins à l'engagement et l'on retrouve



alors des postures critiques plus radicales, plus visibles, mais aussi plus intimes, ainsi que de postures de retrait et de mise hors jeu.

Les performantes des jeunes en difficulté ici décrites et analysées posent une autre question importante qui est de savoir comment appréhender la dynamique de l'engagement et la prépondérance de certaines formes d'actions artistiques en l'occurrence. Pour ce faire, les trois dimensions de la démocratie – d'expression, d'implication et d'intervention – présentées par Rosanvallon (2006) sont opérantes :

La démocratie d'expression correspond à la prise de parole de la société, à la manifestation d'un sentiment collectif, à la formulation de jugements sur les gouvernants et leurs actions, ou encore à l'émission de revendications ; la démocratie d'implication englobe l'ensemble des moyens par lesquels les citoyens se concertent et se lient entre eux pour produire un monde commun; la démocratie d'intervention est constituée quant à elle de toutes les formes d'action collective pour obtenir un résultat désiré (Rosanvallon, 2006, p. 26).

Dans un ouvrage qui aborde une réflexion très vaste sur l'état actuel de la démocratie, l'auteur déconstruit le « mythe du citoyen passif » en replaçant au cœur de son analyse le problème de l'impolitique et l'antipolitique. En effet, depuis près de trois décennies, les analystes de la vie démocratique des pays occidentaux observent et mettent en perspective le désintérêt, voire la défiance pour la politique. Les activités de ce que l'auteur appelle la « contre-démocratie » montrent l'écart important entre la société civile et la sphère politique, mais ne démentent pas moins l'idée d'une « défiance démocratique » qui serait indifférente ou invisible :

[...] cette *contre-démocratie* n'est pas le contraire de la démocratie ; c'est plutôt la forme de démocratie qui contrarie l'autre, la démocratie des pouvoirs indirects disséminés dans le corps social, la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale (Rosanvallon, 2006, p. 16).

Suivant une perspective historique, Rosanvallon s'intéresse donc à l'érosion de la confiance et à l'organisation de la défiance. Il propose trois figures de la contre-démocratie : les pouvoirs de surveillance (visant à observer les actions des représentants élus afin qu'ils respectent leurs engagements); les pouvoirs de sanction et d'empêchement (ayant pour but de contraindre les gouvernants à renoncer à certains de leurs projets rejetés par la souveraineté populaire); le

pouvoir du « peuple-juge » et la judiciarisation du politique. Cette contre-démocratie qui prend forme est plus le signe d'une mutation de la participation politique (des performances « alternatives ») que d'une apathie et d'un comportement formellement impolitique. Néanmoins, le phénomène qui s'accompagne d'un sentiment antipolitique menace de dégénérer en « populisme destructeur ». Ce sont là des éléments de réflexion intéressants pour comprendre le cadre de l'engagement ou du non-engagement des jeunes en situation de marginalité.

N'étudiant pas l'engagement à partir d'une organisation et, ainsi, à partir de formes d'action collective précises, il m'est difficile de décrire et d'analyser ces performances en les déconnectant des répertoires d'action auxquels elles font référence, mais aussi, des dimensions de la démocratie auxquelles elles renvoient. Les trois dimensions de la démocratie complètent un cadre conceptuel des répertoires d'action, surtout pour l'engagement des jeunes qui ne se traduit pas en acte et qui ainsi, peut-être davantage, se cantonne dans la démocratie d'expression. En effet, la démocratie d'implication est plus liée à l'exercice institutionnel de la citoyenneté, au droit de vote surtout et l'on sait que cela n'est pas l'apanage des jeunes en difficulté. De plus, la démocratie d'intervention correspond, quant à elle, à l'engagement traduit en acte au sein d'un collectif, comme le RAJE citoyenne par exemple, et l'on a observé que ce n'était pas non plus la performance préférée de tous les jeunes rencontrés.

À partir des descriptions des différentes performances privilégiées – ou désirées – par les jeunes rencontrés, plusieurs réflexions analytiques s'imposent. La première porte sur la diversité des formes d'engagement : les expériences, multiples, ne sont pas homogènes. La seconde concerne le rapport à la sphère politique traditionnelle. Il ressort un important mouvement de rejet des manifestations, des partis politiques et du vote. Cela dit, en général, ce rejet n'est pas total, mais il s'exprime dans une prédilection pour des actions artistiques et surtout alternatives. En troisième lieu, je dirais que les formes d'engagement se traduisent également par une implication décomplexée et authentique. Ma quatrième réflexion touche au caractère individualisé et éphémère de l'engagement des jeunes rencontrés. Ils s'investissent

plus volontiers à l'échelle locale et parfois de façon individuelle dans l'intimité de leurs proches. Finalement, et ce sera ma cinquième réflexion, on peut dire que des jeunes expérimentent l'engagement dans différents espaces originaux en même temps.

L'engagement des jeunes prend donc des formes très hétérogènes, quoique cristallisées autour de la figure du militant altermondialiste et de l'*artivisme*. En outre, malgré un rejet des institutions, il apparaît qu'une autre forme d'engagement développée repose sur une action suscitée, avec, en l'occurrence, le support d'organismes communautaires.

Les performances des jeunes interrogés sont certes liées à l'état du monde et de la société mais aussi aux modes de perception de ses enjeux et de l'expression politique développée autour de certains sujets qui les concerne directement. Finalement, ces « tactiques » traduisent des postures d'engagement, de désengagement ou dégageant. Elles traduisent également la quête d'une place dans la société – entre la marge et la norme. Ce sont en d'autres termes, des façons d'être au monde, de le considérer et d'y être considérés qui sont perceptibles ici.

*In fine*, la question du lien social traverse en creux ces résultats. Les appartenances, les affiliations, les réseaux qui unissent les jeunes entre eux, aux OCJ, à d'autres groupes sociaux et à des organisations sont autant de dimensions qui marquent les prises de position critique des jeunes interrogés. Globalement, l'engagement prend la forme d'une affiliation sociale et/ou politique. En effet, la citoyenneté active au sein du RAJE ou l'engagement dans des réseaux immédiats sont autant de formes de lutte pour la reconnaissance ou pour la visibilité dans la société. Il y a là la marque d'une volonté d'exercer le politique, parfois plus à la marge, pour survivre, pour donner un sens à la situation de marginalité, à sa vie. La dialectique des rapports entre la marge et le centre présente ainsi des modes opératoires d'expression de sa différence ou de sa spécificité. L'engagement est alors une forme d'inscription active dans l'espace social.

## **Chapitre 5 : Les espaces d'engagement**

L'analyse des contraintes et des conditions d'émergence de l'engagement (chapitre 3) ainsi que l'analyse des performances des jeunes (chapitre 4) met en évidence différentes prises de position critique, visibles ou invisibles, privées ou publiques. La compréhension de ces postures m'a conduit à conceptualiser l'engagement selon l'articulation de trois espaces : (1) l'« original », constitué de performances<sup>178</sup> traditionnelles; (2) le « négatif », constitué de performances radicales, des postures de retrait ou de dégageant; et (3) l'« intermédiaire », avec des formes alternatives d'engagement. Reprenant le cadre conceptuel de Giraud (2011), qui propose de penser l'engagement à partir d'un espace « original » et de son « négatif », l'espace « intermédiaire » s'est imposé de ma lecture des données. Il est constitué des prises de position alternatives, souvent invisibles, propres aux jeunes que j'ai rencontrés. L'analyse des performances de l'espace intermédiaire, m'a mené enfin à élaborer le concept « d'alter-engagement ». Avant d'aborder plus en détail la définition et la théorisation de l'alter-engagement, je vais présenter ces trois espaces d'engagement à partir de leurs frontières.

### **1. Les frontières de l'engagement**

#### **1.1 Les territoires**

Les territoires d'engagement sont des espaces délimités par les jeunes qui prennent position. Ce concept, plutôt employé dans le domaine de la géographie urbaine ou sociale, est volontairement employé ici pour rendre compte des dynamiques d'engagement dans des espaces plus ou moins marginaux. Une utilisation plus strictement géographique consisterait à analyser l'occupation de la rue ou du quartier des spectacles (RAJE citoyenne ou FER) comme

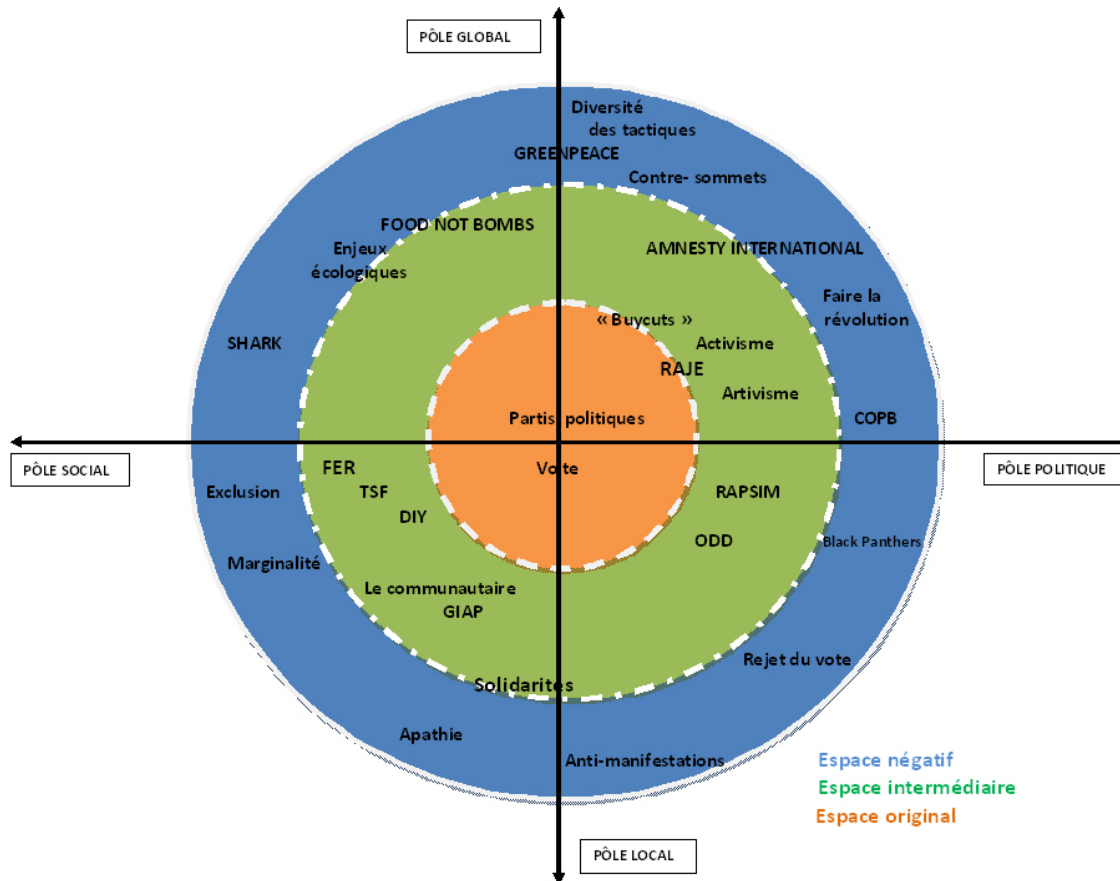
des formes d'appropriation de l'espace et ainsi comme des territoires construits par les jeunes. La représentation spatiale des performances des jeunes dans des espaces délimités par eux est opérante pour comprendre et expliquer la dialectique entre les marges et les centres qui se joue dans ces prises de position critique.

La figure 5 représente les performances des jeunes interrogés à l'aide de trois espaces d'actions, composés de plusieurs « pôles » qui forment finalement des territoires d'engagement privés, publics, visibles et moins visibles. En croisant les différentes données de mon corpus de recherche, apparaissent deux segments qui donnent naissance à quatre pôles, avec des éléments centraux et des éléments plus isolés d'actions et de discours. Ces quatre pôles constituent, finalement, des « espaces » d'engagement : de l'échelle globale à l'échelle locale-personnelle; de l'échelle du social à l'échelle du politique.

---

<sup>178</sup> Rappelons que, selon Tilly (2008) cité dans (Péchu, 2009, p. 458), les répertoires d'actions sont composés « des actions (chanter, marcher, etc.), [des] performances (défilés, rassemblements, etc.), [et des] épisodes (combinaisons possibles de performances, comme un rassemblement se poursuivant en manifestation) ».

Figure 5 : Les espaces d'engagement des jeunes en situation de marginalité



Les pôles, global, local-personnel, social et politique caractérisent les principaux thèmes d'engagement rencontrés chez les jeunes. Des thématiques comme la mondialisation, l'environnement et la consommation caractérisent le pôle global. Ce sont des enjeux qui dépassent le cadre de la société québécoise. On a vu que les jeunes se sont régulièrement positionnés face à certains de ces enjeux (chapitre 4). Le pôle social représente, quant à lui, des thématiques liées principalement à la société québécoise et à la situation des jeunes qui se trouvent aux marges de cet espace, en situation d'exclusion ou dans une trajectoire d'affiliations multiples. À l'autre extrémité, le pôle local-personnel s'inscrit dans le mode de vie des jeunes, l'entourage immédiat ou les actions plus intimes. Enfin, le pôle politique concerne le rapport aux institutions étatiques et aux formes de participation dans cet espace.

À partir de ces catégories analytiques, construites selon les éléments récurrents et aussi les éléments contrastés recensés, on peut lire plusieurs prises de position des jeunes qui ont pu être relevées dans ces « territoires » d'engagement : (1) le rejet de l'espace « original » d'engagement; (2) l'approche radicale de l'engagement qui peut d'ailleurs mener au non-engagement; et (3) la construction d'une alternative qui peut passer par une approche très personnelle de l'engagement. Ces espaces servent également à la description des performances et à l'analyse des contraintes, des conditions d'émergence de l'engagement et d'actions collectives en situation de marginalité.

Pour construire ce schéma, j'ai donc élargi la définition de l'engagement, j'ai tenté de tenir compte du non-engagement avéré et ressenti par les jeunes. En réalité, il faut comprendre que certains ne participent pas à la vie sociale – par choix ou par contrainte<sup>179</sup> – et que certains sont engagés sans en avoir conscience et sans l'exprimer en ces termes ou sans le rendre public.

---

<sup>179</sup> Bien que la question ici n'est pas de savoir si les jeunes sont en situation de marginalité par choix ou par contrainte, il est intéressant de constater que des recherches ont montré que la rue n'était pas un choix en tant que tel, mais un espace au sein duquel certains jeunes composaient une identité, en dépit des contraintes d'un tel parcours (Bellot, 2001; Parazelli, 2002; Sheriff et Coll., 1999). Parfois, en effet, cette identité peut-être plus ancrée dans la marge et en résistance à des logiques plus conformes de socialisation (Greissler, 2007).

## 1.2 Les espaces

Au centre de ce schéma, on retrouve donc un premier espace orange qui correspond à l'engagement « conforme », selon la lecture dominante qui règne encore sur l'analyse et la perception de cet acte. Il représente « l'original » de l'engagement, c'est-à-dire, les actions politiques traditionnelles, comme le militantisme politique, ou le syndicalisme. Le vote est la caractéristique de l'intégration dans cet espace. Or, on l'a vu, peu d'actes d'engagement se situent ici d'après mes résultats d'enquête. Toutefois, les jeunes ont toujours tendance à se référer à cet espace « original » lorsqu'ils définissent l'engagement, en théorie comme en pratique.

On retrouve en bleu le « négatif » qui se situe à la périphérie du cercle central, aux extrêmes des différents pôles, aux marges des différents espaces. Le terme négatif n'a pas une acception péjorative, il s'agit plutôt du négatif d'une photographie, de la métaphore du contraire, de l'opposé à l'espace original. On y observe donc des prises de position telles que le non-engagement, l'indifférence, le retrait, l'apathie, mais aussi l'exclusion ou l'isolement<sup>180</sup>. On peut y percevoir également des formes radicales d'engagement comme les Black Blocs, ou la révolution. Ces prises de position sont très différentes les unes des autres, mais elles ont en commun de dépasser les cadres « originaux » de l'engagement. Elles sont à la fois l'inverse et l'extrême de ceux-ci. D'après mes résultats, ce n'est pas l'espace majoritairement investi, mais il est difficile de saisir réellement ses contours et ses dynamiques, dans la mesure où les jeunes ainsi positionnés ne se sont pas beaucoup manifestés et que la plupart des discours colligés font souvent référence à tous les espaces à la fois. Toutefois, on peut en déduire qu'un espace n'exclut pas l'autre, ce qui correspond aux trajectoires complexes d'engagement, faites de désengagements, de dégagements, de prises de positions critiques et d'affiliations multiples (Fillieule, 2005a).

---

<sup>180</sup> L'exclusion est volontairement placé ici pour montrer que la mise hors jeu fait partie des territoires de non-engagement et de dégagement des jeunes rencontrés. Encore une fois, ce schéma vise à mettre en évidence toutes les dynamiques qui sont à l'œuvre dans les trajectoires d'engagement ou de non-engagement des jeunes.



Finalement, on observe, en vert sur le schéma, l'existence d'un espace d'engagement structuré par les jeunes, qui inventent des prises de position alternatives, en contraste avec les autres performances. Il s'agit de l'espace intermédiaire. Cet espace repose sur la perception des jeunes des autres espaces ainsi que sur leur créativité et les ressources qu'ils exploitent pour bricoler des performances. Des éléments qui se rapportent aux sphères associatives, communautaires et personnelles participent de la structuration de cet espace.

En somme, je propose ici une lecture de l'engagement des jeunes à partir de leur situation à la marge et de leurs rapports avec différentes performances possibles ou disponibles. Cette lecture considère aussi les différentes contraintes et conditions d'émergence auxquelles les jeunes font face dans la production, la structuration et l'occupation des espaces d'engagement. Les jeunes circulent parmi plusieurs pôles en prenant position et c'est aussi ce qui rend les choses difficiles à saisir. Cette *multipositionnalité* des formes d'engagement s'explique semble-t-il par plusieurs éléments constitutifs de ces espaces.

En effet, ces trois espaces ne sont pas hermétiques. Les jeunes rencontrés vivent différentes formes d'engagement relativement à des actions radicales, alternatives ou inscrites dans la sphère politique traditionnelle, parfois dans différentes performances en même temps ou, passant d'un type de performances à un autre. Il en va de même pour les pôles globaux, personnels, sociaux ou politiques. Parfois, des jeunes se rapprochent particulièrement d'un pôle ou d'un autre, mais la plupart du temps, les pôles de leur engagement sont très éclectiques. Ce ne sont pas des catégories fixes et généralisables, mais elles permettent de situer les formes typiques de leurs engagements. J'ai ainsi constaté que les formes d'engagement des jeunes circulaient d'un pôle à un autre et d'un espace à un autre, parfois sans jamais se fixer totalement. Les parcours personnels, les affinités, les contextes de vie, sociaux, politiques, sont quelques éléments d'explication de cette *multipositionnalité* des jeunes en situation de difficulté. Ceci me permet d'affirmer que, dans ces espaces et, à partir des positionnements des jeunes au sein de ces espaces, les jeunes composent des engagements selon des positions multiples et parfois contradictoires.

Rappelons que j'ai délibérément choisi de ne pas imposer de définition de l'engagement pour être en mesure d'en conceptualiser une *in situ*. Ma réflexion sur l'engagement des jeunes interviewés prend effectivement place dans un questionnement plus large portant sur les contraintes et les conditions d'émergence de prises de position critique en situation de marginalité. J'ai donc adopté une conception inclusive de l'engagement en y intégrant diverses formes de discours (ou d'actions), institutionnelles ou non, ainsi que diverses formes de prises de position face à des performances possibles, disponibles et produites.

La notion d'espace est pertinente ici, car elle aide à traduire les contours de performances difficilement saisissables parce qu'elles sont hétérogènes et dynamiques. Cette notion peut être mobilisée selon plusieurs échelles de lecture. Par exemple, on peut se concentrer sur les individus, les organisations ou les réseaux d'organismes nationaux ou internationaux. La question est de savoir quelle échelle d'observation privilégier pour analyser l'engagement des jeunes. Schématiquement, dans les discours recueillis, on retrouve des éléments se rapportant à chacune de ces échelles locale, sociale, politique et globale. Mais comment articuler l'ensemble de ces données sans minoriser l'importance de l'une ou l'autre de ces échelles ? C'est une question que d'autres auteurs se sont déjà posés. Boumaza et Hamman (2007) expliquent ainsi l'importance de construire un cadre d'analyse dynamique pour comprendre et interpréter les actions collectives :

Souligner cette notion d'échelle d'action permet de rappeler d'abord que le macro ne se confond pas avec le central, ni non plus le micro avec local. Central et local peuvent participer d'un même système d'action, notamment par l'intermédiaire de réseaux – s'intéresser aux mobilisations permet de le montrer de façon particulièrement nette. [...] la réalité sociale ne peut se ramener à une seule équation, et dès lors c'est parce que la réalité change en fonction des échelles que l'observation doit être mobile, à l'exemple de la diversité des espaces considérés et des focales exploitées [...] une mobilité elle-même encadrée dans l'action, dans la société, dans le jeu social dont la connaissance est issue, une connaissance non absolue, mais un dispositif discontinu et mobile, c'est-à-dire provisoire et limité – ce qui n'empêche pas de construire des points de repère, d'autant plus que l'on a à faire avec des espaces labiles, en transformation (Boumaza et Hamman, 2007, pp. 33-34).

Il est possible de mettre l'accent sur la notion d'espace de trois façons distinctes. La première concerne la structuration des rapports et les pratiques des acteurs. En ce sens, on parle

d'espace structuré. La deuxième manière d'utiliser ce concept revient à se pencher sur les contraintes du cadre de l'espace<sup>181</sup> qui agence les actions et les performances des acteurs; l'engagement émerge alors selon la configuration de l'espace :

[...] la structure sociale est présente dans chaque interaction, et les interactions qui se déroulent dans l'espace public n'échappent pas à la règle. Que la structure sociale *pèse* sur chacune de ces interactions ne signifie cependant pas pour autant qu'elle les *détermine* de façon rigide ou absolue, ou qu'elle ne puisse pas être remise en cause dans celles-ci. Mais cela n'en a pas moins des conséquences importantes (Sintomer, 1998, p. 10, souligné par l'auteur).

Enfin, la troisième utilisation du concept d'espace revient à analyser la fonction symbolique de l'espace dans la construction et le maintien du lien social entre les acteurs ou entre les mouvements sociaux, par exemple. La notion d'espace aide alors à « [...] étudier les « effets de lieu » sur la genèse, les dynamiques et les résultats des politiques de contestation [...] », il s'agit ici d'espaces mobilisés, de répertoires d'action (Auyero, 2005, p. 132). En somme :

[...] L'espace peut tout d'abord être considéré comme étant situé dans un tissu de relations sociales. L'espace construit, d'autre part, est perçu comme entretenant avec les politiques de la contestation une relation double de potentialité et de contrainte. Ces travaux montrent également que l'espace détermine le quotidien comme les actes de contestation, sans, de ce fait, qu'il y ait de rupture entre les deux. Enfin, l'espace est considéré comme étant porteur de sens : espace-symbole, il devient lieu (Auyero, 2005, p. 126).

Dans cette démarche de conceptualisation, l'espace prend toutes ces dimensions à la fois, même si je vais attacher plus d'importance aux espaces d'engagements construits par les jeunes en situation de marginalité rencontrés.

## **2. Entre posture critique, retrait et espace « intermédiaire »**

C'est à rendre compte des spécificités de l'espace intermédiaire (en vert sur le schéma) que je consacre les points suivants. Pour commencer, j'aborde les postures des jeunes par rapport à

---

<sup>181</sup> Les contraintes du cadre de l'espace concerne par exemple la judiciarisation, la place faite aux jeunes dans la société, mais aussi, plus spécifiquement, les rapports entre les jeunes et les politiques.

l'espace « original » (orange). Ces prises de position dépendent du rapport au politique et à la politique. Le second point présente les « négatifs » (bleu), c'est-à-dire, les postures de non-engagement, de dégageant, et de radicalité, mais aussi, les postures plus neutres de « mécontentement » et de « perplexité » (Bègue, 2007). Ces prises de position critiques suspendent l'acte d'engagement en ce qu'elles tendent à l'apathie ou à l'indifférence. Enfin, un dernier point introduit une alternative à l'engagement politique, comme au non-engagement, et ainsi, toutes les postures qui contraignent l'entrée en action des jeunes interrogés. Cet espace intermédiaire contient des performances qui se situent à la frontière de l'un et l'autre des espaces qui l'entourent et prend donc forme grâce à eux.

## 2.1 Se démarquer de l'espace « original » d'engagement

### 2.1.1 Le rapport au politique et à la politique

Les jeunes interviewés participent au phénomène massif de mise à distance de la politique. Il y a là un rejet en bloc des discours et des acteurs politiques. Pourtant, des thèmes associés au politique, par exemple celui de la citoyenneté, ont parfois émergé dans les entretiens de groupe :

- On peut changer de sujet ? Moi j'y vais pour « on s'en fou de la politique ». Pour moi c'est n'importe quoi la politique. On ne peut pas croire dans personne. Tu sais Nicolas Sarkozy, il arrive saoul en conférence de presse. Pas fort ! Pour quelqu'un qui dirige le pays. Puis ici, Jean Charest. Ça fait combien de temps qu'il est au pouvoir ? 8 ans ?

- Trop longtemps !!

- 8 ans qu'il est au pouvoir, puis ce gars, hostie qu'il fait rire. Il ne fait rien. Il priorise les riches. Il fait beaucoup pour ses amis et rien pour ceux qui en ont vraiment besoin.

- **Ça veut dire que tu ne vas pas voter ?**

- Je n'irai jamais voter pour Jean Charest par exemple.

- **Mais tu peux voter pour quelqu'un d'autre !**

- Moi personnellement, je préférerais qu'on ait une femme au pouvoir plutôt que ce soit lui [Charest].

- Ben vas voter, puis on va avoir Pauline Marois. [Rires]

- Non, mais sérieusement je n'y crois pas. Je ne suis plus capable. C'est le peuple qui devrait décider.

**- Tu veux dire que ce n'est pas assez représentatif pour toi ?**

- Non. C'est le peuple qui devrait décider. C'est comme, si tous les dirigeants du Canada donnaient un million pour les organismes qui sont dans la rue. Un million, t'imagines, crois moi qu'il n'y aura pas de batailles puis pas de *chialage*. Avec un million de dollars on s'en sort. Tu vois ce que je veux dire. [On est interrompu].

- Toi tu es née en France puis tu es venue ici par toi-même ? Et pourquoi tu es partie ? Je suis sûr que c'est à cause du gouvernement, de la méthode qui n'était pas correcte ! [...]

- La politique, je pense qu'on devrait plus s'en parler et plus comprendre ce qui nous entoure. Là on dirait qu'on est aveugle et qu'on saute sur tout ce que le gouvernement nous donne sans se poser de question (FG).

Cet échange montre qu'il n'est pas simple de proposer une lecture générale de ces comportements politiques, en particulier pour expliquer la pluralité de l'expression de rejet de la politique des jeunes en situation de marginalité. Ils sont en effet ambivalents et oscillent entre intérêt, critiques, politisées ou non, et récusation du vote et de l'engagement partisan. Ils sont attachés aux valeurs de la démocratie. Le rejet des gouvernements libéral et conservateur, du Québec et du Canada, est unanime chez eux bien qu'il leur semble important de comprendre la politique et de s'informer à ce sujet. Leurs propos à l'égard de l'offre politique ne sont pas tendres non plus, comme on a pu le voir dans l'extrait précédent où les jeunes rient de Pauline Marois, chef du PQ et de Jean Charest, Premier Ministre à l'époque. En fait, les exemples de déception ne manquent pas et parmi eux, ils ont cité : la corruption, la connivence entre le monde politique et le monde économique, la vente des matières premières, des richesses naturelles, ou des armes, dont les profits ne seraient pas redistribués équitablement.

Dans ce contexte, pour certains, il est totalement inutile et vain d'agir et c'est alors plutôt une sorte d'indifférence à l'égard du politique qui justifie leur position de retrait. Pour d'autres, plus animés et plus outillés, ils voudront prendre conscience des enjeux plus larges du politique et dénoncer certains « abus »<sup>182</sup>. Le retrait ou le rejet de la politique ne traduit donc pas toujours une indifférence totale, parfois c'est même une indifférence de façade qui prévaut, une forme cynisme. Cela dénote plutôt une volonté de s'armer d'une véritable conscience politique. C'est ce qui participe, quelquefois, d'un processus d'« auto-

habilitation » à prendre une position critique (Gaxie, 2007). Des jeunes se sont effectivement appuyés sur ce sentiment profond de rejet de la politique pour s'engager au sein du RAJE citoyenne et se doter d'une arme politique plus élaborée.

S'ils rejettent majoritairement l'idée du vote et la représentativité des gouvernants, cela traduit rarement, cependant, une prise de position critique, visible et publique, qui montrerait qu'ils défendent une autre vision de la politique. En somme, il n'y a pas de corrélation directe entre le rejet de la politique et l'apathie, mais il n'y a pas non plus de corrélation entre le retrait de cet espace politique et d'éventuelles prises de position en rapport avec celui-ci.

En fait, leurs convictions politiques sont peu étayées et ils ne disposent pas de ressources suffisantes pour mettre à distance leur situation de marginalité (chapitre 3). Néanmoins, les jeunes se situent sans cesse par rapport à cet espace et l'interpellent dans leurs discours et parfois dans leurs actes d'engagement. De ce fait, les relations avec la sphère politique institutionnelle sont à la fois « ambivalentes et complexes » (Mathieu, 2012, p. 9).

Ce constat rejoint le cadre conceptuel développé par Bègue (2007) sur les manières de penser le politique des personnes défavorisées. En référence aux travaux de Touraine (1965), l'auteure propose d'aborder leur rapport au politique suivant le principe « d'identité », de « totalité » et « d'opposition » :

[...] le « principe d'identité », selon lequel l'acteur, individuel ou collectif, défend ses intérêts propres, sans se situer par rapport à un adversaire, et sans conception de la légitimité sociale de cette action ; le « principe d'opposition », selon lequel le groupe se définit par son opposition à d'autres ; et le « principe de totalité » selon lequel un mouvement se définit par référence à des valeurs générales au sein de la société (Bègue, 2007, pp. 197-198).

---

<sup>182</sup> Rappelons que les propos entre guillemets sont extraits de FG ou d'entrevues informelles avec les jeunes dans les OCJ, le RAJE citoyenne et le GIAP.

D'après mes résultats, le rapport au politique des jeunes en situation de marginalité se rapporte, en partie seulement, au principe de totalité ou d'opposition. Certains sont capables d'abstraction par rapport à leur situation personnelle, prenant en compte d'autres valeurs plus générales. Par ailleurs, l'absence d'un sentiment d'appartenance à un même groupe social semble faire défaut et donc, ne permet pas de situer leurs actions et leurs performances dans le principe d'identité. Pour autant, ils souhaitent affirmer leur citoyenneté (même si son expression ne se traduit pas par le vote) et ainsi, leur appartenance à une même communauté politique. C'est une dimension importante, qui touche aux liens sociaux et aux liens concrets entre les jeunes et le reste de la société. En situation de marginalité, ils ne sont pas moins partie prenante de la société et du politique. Il est intéressant, en ce sens, de constater qu'ils ont intégré à leur discours, consciemment ou non, des mots qui ont pour antienne la sociologie de l'exclusion sociale : « tissu social, lien social, intégration et insertion ». En voici un exemple :

*Aujourd'hui, à la fin de l'entrevue de groupe, un jeune s'est inquiété de ce que j'aie assez de matériel pour ma recherche. Nous avons alors analysé ensemble les thématiques abordées. Il m'a fait remarqué, non sans étonnement, que le sujet transversal à toutes les conversations avait été celui des obstacles au « tissu social » : « c'est fou, à chaque fois, on en vient à parler de ça, de ce qui manque pour nous rassembler » m'a-t-il lancé. On a d'ailleurs remarqué que ce n'était pas la première fois. En effet, deux semaines plus tôt déjà, il avait lui-même évoqué ce sujet. Cet échange a ensuite débordé sur sa situation actuelle dans la rue et le manque d'intérêt de la part de certains de ses amis pour ces questions. Finalement, on s'est dit qu'il était difficile de savoir à quel point ce thème était répandu. Il s'est un peu livré sur son parcours et son « décrochage », après une rupture amoureuse douloureuse « avec une Française en plus », m'a-t-il lancé. Nous avons ensuite été interrompus par le repas qui allait être servi. On s'est salué et j'ai quitté (Notes de terrain).*

Par ailleurs, d'après Bègue (2007), le principe de dénonciation vient compléter la compréhension du rapport à la politique des personnes défavorisées et en particulier, la capacité à distinguer les différentes options politiques. L'auteure propose d'élargir le principe d'opposition, dans la mesure où ses données montrent l'absence d'une opposition des personnes précaires à un autre groupe social. Leurs comportements politiques s'apparentent ainsi davantage au « radicalisme dépolitisé » présenté par Paugam (2000).

Il est intéressant en effet de se référer aux travaux de Paugam (2000, 2005), qui s'est intéressé aux travailleurs précaires<sup>183</sup> ne jouissant pas d'une « intégration assurée » par le travail. Cet auteur montre que ces individus risquent, plus que les autres, de développer des relations de couple difficiles, d'entretenir avec leurs enfants des relations moins harmonieuses, d'adhérer plus faiblement à des associations communautaires ou culturelles. De ce fait, ils développeraient plus facilement un discours politique radicalisé, sans engagement : un « radicalisme dépolitisé ». Les personnes en situation de marginalité « [...] ont des choses à dire, mais ne parlent pas. [Elles] n'affirment pas leur volonté de changer la société à travers une participation à la vie publique, notamment à travers les élections » (Paugam, 2005, p. 56). Par conséquent, le « radicalisme dépolitisé » explique sans doute en partie, l'absence d'action collective, ou de groupes de pression, propres aux jeunes interrogés.

Paugam (2005) rappelle que les dimensions de la notion de citoyenneté sont associées à celles de l'intégration : les personnes précaires n'ont pas toujours accès aux droits (première dimension importante de la citoyenneté) et ils n'ont pas suffisamment confiance dans les institutions pour participer (autre dimension fondamentale). Encore une fois, le parallèle avec ces travaux est édifiant et permet d'affirmer que les sentiments d'inutilité sociale et d'incompétence freinent les jeunes en situation de marginalité dans leur engagement citoyen :

Les sentiments d'inutilité sociale, d'isolement, de marginalisation sont très fréquents [...]. La stigmatisation de leur situation et la conscience qu'ils en ont, l'hétérogénéité de leurs situations, les empêchent de constituer un groupe capable de défendre ses intérêts. [...] Même si les personnes qui en relèvent ont objectivement des intérêts communs et font l'expérience de situations similaires, elles n'intériorisent pas cette catégorie qui n'est donc pas une appartenance. Sans ce sentiment d'appartenance, de communauté de destin, il ne leur est pas possible de formuler de véritables revendications (Bègue, 2007, pp. 199-200).

Les jeunes en difficulté ne développent pas spontanément des prises de position partisans, même s'ils affichent des postures critiques à l'égard des politiciens, notamment. En résumé, les phrases de dénonciation des comportements politiques pourraient justifier de ne pas agir

---

<sup>183</sup> Il ne s'agit pas exclusivement des jeunes, bien que les jeunes adultes soient également concernés par ce portrait.



dans l'espace « original », ce qui expliquerait les discours des jeunes interrogés, qui peuvent être très radicaux : « tous pourris » ; « ça ne sert à rien » ; « on ne veut pas entendre parler de politique ». En effet, c'est plutôt le désintérêt de la politique « politicienne » qui les caractérise. On retrouve d'ailleurs beaucoup de postures critiques qui s'apparentent au renoncement, au repli sur soi, au dégoût et au rejet (voir chapitre 4). Comme la capacité à dénoncer les rapports de pouvoir et celle de prendre de la hauteur par rapport à sa situation personnelle de marginalité repose sur le « sentiment de compétence » (Bègue, 2007)<sup>184</sup>, la question est alors de savoir comment prendre position dans cet espace sans ressource personnelle ou collective ?

### **2.1.2 Prises de position dans l'espace politique : socialisation politique et ressources extérieures**

L'espace politique recouvre l'ensemble des décisions prises pour les jeunes, comme pour l'ensemble de la population et ainsi, tout ce qui concerne « la chose publique ». C'est aussi ce qui permet de faire le lien entre les acteurs d'un même espace social nous rappelle Giraud (2011). S'engager dans l'espace original nécessite un certain nombre de connaissances des procédures, des institutions et des organismes qui participent à sa mise en œuvre. De même, contester sa structuration nécessite tout autant de compétences. Et si l'on se rapporte aux résultats sur le rapport au politique des jeunes interrogés, tel qu'évoqué au chapitre 3, ce sont justement toutes ces connaissances et ces compétences qui font défaut. La citoyenneté et la volonté de mettre en œuvre une « citoyenneté active »<sup>185</sup> font toutefois partie de certaines des

---

<sup>184</sup> D'après Bègue (2007, p. 202), les prises de position critique ou la complexité des rapports apathiques au politique s'expliquent par le « sentiment de compétence » : [...] un facteur psychologique fondamental pour que l'individu ait confiance en lui et émette un avis – qu'il estime à tort ou à raison éclairé. Or ce sentiment de compétence peut aussi bien résulter de la maîtrise de la complexité d'un problème (la raison qui examine le pour et le contre), donc d'une compétence effective, que de l'engouement d'un individu pour la cause qu'il défend. C'est en effet l'un des ressorts connus de la pensée humaine que de considérer que son opinion équivaut la vérité. La passion tout comme la raison permettent à l'individu de renforcer son sentiment de compétence, de se forger une opinion, et finalement de développer un rapport au politique complexe par opposition à un rapport au politique apathique.

<sup>185</sup> Terme du référentiel des intervenants dans les OCJ.

revendications des jeunes, particulièrement de ceux qui se sont impliqués dans le RAJE citoyenne.

La première étape de l'acquisition de ces compétences dépend souvent de la participation au fonctionnement dans le cadre des OCJ dans lesquels ils sont invités à s'exprimer : réunions d'établissement ou assemblées générales, entre autres. J'ai observé qu'ils se sentaient tantôt convoqués et obligés de se présenter, tantôt, invités à occuper une large place dans un projet, de sorte que leur situation de marginalité les « auto-habilitaient » à s'engager (Gaxie, 2007). Le mode de fonctionnement du GIAP en est un bon exemple puisqu'il repose sur une structure participative grâce à laquelle les pairs-aidants sont au cœur des instances décisionnelles. Rappelons qu'ils sont recrutés pour participer au GIAP, certes sur la base de leur vécu, mais qu'ils sont ensuite accompagnés par la coordonatrice et des intervenants-accompagnateurs et formés pour penser et réaliser l'ensemble des activités du projet. De même, le RAJE citoyenne fait appel à un intervenant communautaire et mobilise des intervenants-participants pour accompagner les jeunes à prendre une place de leader. On l'a vu au chapitre 4, les organisations militantes autogérées ne font que rarement partie des organisations citées par les jeunes.

Ces exemples montrent le rôle nécessaire des « soutiens extérieurs<sup>186</sup> », des « entrepreneurs » pour favoriser la mobilisation des jeunes en situation de marginalité. L'analyse des contraintes et des conditions d'émergence de l'engagement suggère que des « ressources indigènes<sup>187</sup> » sont parfois indispensables (Hmed, 2008). Ce qui manque aux jeunes peut ainsi s'acquérir dans différents espaces, qui ne sont pas toujours traditionnels :

L'engagement dans l'espace politique s'entend ainsi à la fois de ces apprentissages cognitifs et symboliques, des organisations étatiques et des institutions, ainsi que de l'adoption d'une logique d'action rendue possible par les tensions entre ces extrêmes [...] : les convictions et les indifférences, les responsabilités statutaires et celles qui

---

<sup>186</sup> Même si l'on fait ici référence aux intervenants qui se trouvent dans les OCJ, le mot « extérieur » se rapporte à l'idée selon laquelle les soutiens ne sont pas directement touchés par la cause (Siméant, 1998)

<sup>187</sup> Dans la littérature, les termes « soutien », « entrepreneur » et « ressource indigène » sont synonymes et sont employés pour définir les « ressources extérieures » nécessaires aux mobilisations de « précaires ».

sont effectivement assumées, la distinction vaniteuse et la loyauté sans faille, entre autres (Giraud, 2011, p. 114).

De manière générale, les jeunes rencontrés ont dénoncé les rapports de pouvoir qui les empêchent de trouver une place active dans l'espace original. Le contrôle exercé par les pouvoirs publics et notamment, par les services de police, pour empêcher les détournements de l'espace urbain, pour disperser les mobilisations (le COBP) ou pour surveiller les activistes sur le net, dissuade certains de s'engager. En effet, à la suite des manifestations altermondialistes pendant le sommet du G20 à Toronto (2010), des jeunes aux méthodes violentes ont pu être identifiés grâce à des dénonciations et à la diffusion de photos sur le site *Facebook*. Les jeunes, témoins de ces pratiques, se sentent donc traqués et empêchés de s'exprimer dans l'espace politique, contre cette manipulation qu'ils dénoncent, du moins verbalement. Certains ont connu des personnes de leur entourage qui ont été victimes de ces traques. Tous ont été touchés par ces récits d'arrestation et de brutalité policière, abordés au chapitre 4. En somme, si l'engagement des jeunes en situation de marginalité ne s'inscrit pas directement dans l'espace « original » (en orange sur le schéma), il n'en demeure pas moins que le développement d'une alternative dépend de l'attitude de rejet/indifférence à l'égard du politique.

### **2.1.3 Trouver une alternative à l'engagement politique**

Dans ce qui suit, j'ai fait appel à plusieurs auteurs pour comprendre ce que peut signifier cette quête d'une alternative à l'engagement traditionnel dans l'espace original chez les jeunes rencontrés. Gaudet et Charbonneau (2002) comme d'autres, montrent que les évolutions sociales actuelles laissent apparaître des mutations de l'engagement dans toutes ses formes, particulièrement en ce qui concerne les jeunes qui auraient essentiellement investi une « citoyenneté sociale ». Par ce terme, les auteurs entendent que les jeunes formulent de plus en plus de revendications qui touchent aux droits à la protection sociale, à l'éducation et au travail. De plus, cela fait référence à des formes d'engagement

[...] qui composent avec les sphères privées et publiques [...]. C'est au sein d'institutions informelles, c'est-à-dire l'ensemble des normes issus des comportements sociaux et les mécanismes qui les valident – en d'autres termes à travers le processus de socialisation – que les nouvelles pratiques de citoyenneté émergent et se diversifient. La compréhension des engagements à l'échelle quotidienne permet ainsi de saisir les représentations et les pratiques du lien de responsabilité sociale de façon directe (Gaudet et Charbonneau, 2002, p. 85).

Par ailleurs, Martinot-Lagarde et Hériard Dubreuil (2008) distinguent trois figures d'engagés qui, à mon sens, coexistent dans les différents espaces que j'ai représentés. Dans l'espace original (orange), on retrouve ce que ces auteurs ont appelé le « militant professionnel » apparenté au syndicaliste traditionnel, largement remis en question aujourd'hui par toutes les études sur la fin du militantisme (Ion, 1997; Perrineau, 1994). La figure du « militant libéral » - qui s'engagerait plutôt dans le milieu associatif, tout en construisant ses performances à partir d'une logique individualiste - et celle du « militant pragmatique » - qui donnerait, quant à lui, priorité à l'action - se retrouvent plutôt, d'après ma schématisation, dans l'espace intermédiaire, (en vert sur le schéma). Les auteurs montrent que les nouvelles formes d'engagement se construisent par rapport au contexte social et politique, même si elles présentent des visions différentes du monde. Ces figures de militance sont opérantes et coexistent dans les différents espaces d'engagement structurés, il manque toutefois, dans la typologie de ces auteurs, une figure qui s'apparente aux performances moins visibles, développées dans les espaces négatifs (bleu) et intermédiaire (vert). En tout état de cause, à l'instar des auteurs cités précédemment, on observe que les performances des jeunes interrogés interpellent ou produisent des bouleversements théoriques. Le développement de nouvelles formes et d'espaces novateurs d'engagement pourrait être corrélé au besoin d'expérimentation et de socialisation des jeunes en situation de marginalité, notamment.

Dans un autre ordre d'idées, il faut souligner que la référence en matière d'engagement reste, pour les jeunes rencontrés, la logique de « loyauté ». Ce concept est rattaché aux travaux de Hirschman (1995), un économiste qui a étudié les raisonnements des individus face à la consommation d'un produit, en situation d'insatisfaction. L'auteur catégorise ainsi les comportements possibles selon trois logiques : *exit*, *voice* et *loyalty*, littéralement le retrait (ne plus consommer le produit dont on n'est plus satisfait), l'expression de son mécontentement

(s'adresser au service de consommateurs) et la fidélité au produit (continuer de le consommer normalement). Dans un article, Bajoit (1988) a repris ces concepts pour penser les comportements des individus dans des contextes plus généraux d'action et d'engagement.

Ces exercices de catégorisation réalisés par divers auteurs – le militant professionnel, libéral et pragmatique, ainsi que la fidélité, le retrait et l'expression – peuvent être éclairants pour comprendre le « spectre » de l'engagement des jeunes en situation de marginalité. En effet, le type *loyal* ou *fidèle* est prégnant dans le discours d'engagement des jeunes, qui s'y réfèrent souvent, parfois au point de ne pas pouvoir participer à la recherche ou de se retirer totalement, en raison d'un sentiment d'incompétence. Tel que je l'ai déjà mentionné, nombre de jeunes que j'ai tenté de recruter dans les OCJ pour des FG ont effectivement déclaré ne pas être engagés, pensant que la définition de l'engagement correspondait à la fidélité à des convictions politiques ou à une organisation partisane. En outre, l'image du vote, comme traduction de l'intégration sociale et politique, semble également très importante dans les représentations des jeunes rencontrés. Cet ensemble causal imprime sa marque sur les conceptions des jeunes relativement à l'engagement, de telle sorte que celui-ci ait pu prendre aujourd'hui un visage particulier pour certains.

*In fine*, il appert que les prises de position critique des jeunes au sein des espaces négatif (bleu) ou intermédiaire (vert) s'appuient sur leur rapport à l'espace original (orange), c'est-à-dire, sur leur représentation de l'engagement politique traditionnel. Cette prise de position critique, volontaire ou subie, détermine donc la recherche d'une alternative, parfois très radicale ou apathique.

## **2.2 L'espace « négatif » : entre attentisme et radicalité**

L'espace d'engagement « négatif » (bleu) représente, d'une certaine manière, l'option de *l'exit* telle que conçue par Hirschman (1995). Elle est caractérisée, dans mes résultats, par le

contraire de la *loyauté* et de l'engagement « original ». Ainsi, on trouve, par exemple chez les jeunes en situation de marginalité, des comportements apathiques ou des retraits des espaces d'engagement. Bègue (2007) fait également mention de la posture du *mécontentement* et celle de la *perplexité*. La première représente une « option tiède » du « principe de dénonciation », alors que la deuxième est l'étendard du désengagement idéologique et de la « fin des militants » (Ion, 1997). Si ces figures sont visibles dans mes données, il faut toutefois compléter cette typologie en présentant une option forte de dénonciation et une autre, plus radicale, de protestation. L'espace négatif est aussi structuré autour d'une opposition totale à des valeurs dominantes de la société.

### **2.2.1 L'apathie : une option qui « exit »**

Les espaces d'engagement dont est dotée une société instituent ses propres modes de participation et, par là même, définissent concrètement ce qu'est être engagé (Giraud, 2011). En ce sens, le rapport à l'espace « original » d'engagement induit mécaniquement l'espace « négatif ». Autrement dit, il existe des limites, bien définies par les institutions politiques ou sociales, qui conditionnent l'engagement. Ces limites peuvent être dépassées - et c'est ce que révèle l'espace intermédiaire - ou parfois transformées en barrières, participant à l'exclusion de tout espace réel – ce que révèle plutôt l'espace négatif. De ce fait, l'apathie est un état tantôt subi (le dégageant) tantôt choisi (le désengagement ou le non-engagement)<sup>188</sup>.

Si dans la littérature la tendance est plutôt de contester l'apathie des jeunes pour préférer parler d'une « mutation » de l'engagement ou encore d'un non-engagement pluriel ou différencié, il n'en reste pas moins que le non-engagement et en particulier l'apathie a été démontrée dans des enquêtes empiriques auprès de personnes en situation défavorisée (Bègue, 2007; Le Texier, 2006). Notons qu'il est difficile de traiter de cette figure dans ma recherche,

---

<sup>188</sup> La distinction que je propose de faire ici consiste à dire que le désengagement intervient après une période d'engagement qui peut être plus ou moins longue et durable, tandis que le non-engagement serait à la fois une prise de position critique qui ne se matérialise pas dans l'action ou un état d'apathie, notamment.

notamment parce que je n'ai pas véritablement rencontré de jeunes ouvertement et incontestablement non engagés. Le désengagement et le non-engagement se traduisent dans le discours des jeunes, par le retrait de l'espace original et par leur silence ou leur absence dans les différents espaces d'engagement disponibles et sans doute aussi par leur non-participation à la présente recherche. En outre, rappelons ici que des jeunes ont parfois mentionné des freins à l'engagement, ainsi qu'un sentiment d'incompétence : « [...] je ne pense pas que l'on puisse changer les choses. Tu ne peux pas te projeter autrement dans l'avenir. Le système est trop puissant et on n'a pas le droit d'être nous-mêmes au final » (FG).

Ces propos sont représentatifs des manières de penser l'engagement par rapport au politique. Comme souvent, les jeunes mélangent le sentiment d'incompétence aux rapports de pouvoir et au « système », c'est-à-dire, au fonctionnement politique dont les politiciens tiennent les rênes. Dominés et stigmatisés, les jeunes se considèrent du « mauvais côté des rapports de force » (Mathieu, 2007b). Les principales explications reposent sur la situation de marginalité et les carences en termes d'offres politiques ou d'organisations militantes adaptés. Les auteurs insistent également sur les difficultés des « précaires » à prendre de la distance avec leur situation particulière (Barrault, 2010; Bègue, 2007; Le Texier, 2006). Dépasser son expérience personnelle est toutefois ce qui permet l'engagement. Or : « ce sont tous les mêmes » et « ça ne sert à rien d'agir » sont des propos que j'ai souvent entendus et qui expriment le sentiment qu'il est impossible et vain d'entrer en action. C'est ce que traduit, entre autres, l'abstention des jeunes rencontrés.

Les travaux en sciences politiques se sont depuis longtemps intéressés au phénomène de l'abstention. En 1968, Lancelot<sup>189</sup> observait déjà que l'abstentionnisme et partant, l'apathie politique, participe de deux phénomènes distincts : l'exclusion sociale (cela concernerait essentiellement les jeunes, les parents isolés, les chômeurs, etc.) et l'insatisfaction rationnelle vis-à-vis de l'offre politique. De même, Gaxie (1993) et Paugam (2005) ont montré que la participation politique est principalement le fait de personnes intégrées, disposant d'un niveau

---

<sup>189</sup> Cité dans Jaffré et Muxel (2000, p. 23)

socio-économique et culturel élevé. Le sentiment de compétence politique dépend ainsi de la place dans la société et, comme le soulignent ces différents auteurs, l'abstentionnisme ou la participation politique sont les reflets de l'intégration à la société.

Jaffré et Muxel (2000) distinguent cependant deux types d'abstentionnistes : « hors du jeu politique » et « dans le jeu politique ». Le premier se caractérise par le retrait total et le développement d'une forme d'apathie. D'après les travaux de ces auteurs, l'apathie serait plus importante chez les femmes en milieu urbain et populaire, ayant un faible niveau scolaire. Parfois, ces individus sont tentés par le vote extrême et le rejet du système politique dans son ensemble. Le second est davantage inséré dans la société. Plutôt jeunes et diplômés, les personnes qui se rapportent à ce type choisissent de ne pas voter en raison d'une offre électorale insatisfaisante. Ils représenteraient les deux tiers des abstentionnistes en France, où se situe cette étude. Cette typologie propose une distinction intéressante, selon laquelle l'abstentionnisme, en hausse d'un scrutin électoral à l'autre, traduirait moins une dépolitisation totale qu'une forme de mobilisation protestataire en fonction de l'enjeu du scrutin. Le « radicalisme dépolitisé » (Paugam, 2005) semble ici prendre tout son sens et explique la forte défiance à l'égard des politiques et les contours, plus compliqués qu'il n'y paraît, des formes d'apathie et de non-engagement (Barrault, 2010).

Somme toute, que ce soit dans la littérature et dans les résultats de mon étude, l'apathie n'est pas toujours le retrait de la chose sociale et politique, mais une forme de prise de position critique qui émergerait plutôt dans l'espace négatif. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, la situation de marginalité ne positionne pas d'emblée les jeunes hors du social. Cependant, elle peut générer une position de retrait de l'espace original et contribuer à former un espace négatif très diversifié. Pour les autres, seules des formes radicales de protestation ont un sens.



### **2.2.2 La radicalité : une option forte de protestation**

La radicalité des performances correspond à ce que les politologues ont observé dans le vote protestataire et dans ce que certains ont nommé la position « hors du jeu politique » :

Le vote protestataire [ou contestataire] est un vote dans lequel s'exprime avant tout une opposition au système politique et social et à l'offre politique dominante. L'électeur protestataire vote davantage « contre » que « pour ». À côté du vote de soutien à la personnalité d'un candidat, à son expérience, à sa compétence ou encore à son programme politique, prospère un vote où s'expriment davantage des refus, des rejets que des soutiens (Perrineau, 2006, p. 33).

Plus qu'une prise de position « pour », c'est donc une forme d'expression « contre » une offre politique. Pour autant, doit-on seulement considérer le vote protestataire ou l'engagement protestataire comme un choix de tout rejeter et ainsi, antinomique à l'adhésion ? D'après mes résultats, cela revêt un sentiment de « ras-le-bol » et ainsi, un choix conscient pour des formes d'engagement protestataires, anticapitalistes, altermondialistes ou pro Black Blocs, notamment. En outre, force est de constater dans les performances des jeunes, la recherche de provocation, de visibilité et de diversités des tactiques. Certains ont également exprimé leur volonté de contrer la situation d'exclusion et de marginalité et ainsi, de faire mentir le regard accusateur porté sur les marges : l'apathie des jeunes; la violence gratuite ou l'inconsistance de leurs actions. En somme, pour certains, il s'agit avant tout de « saboter » un système qu'ils renient. Cela se traduit par une prise de position forte, par rapport à ce que l'on a appelé plus tôt le pôle global d'engagement. Les contre-sommets mondiaux d'Amérique du Nord des années 2000 ont été des espaces d'engagement réguliers pour certains jeunes interrogés, puisque plusieurs rencontres des pays du G8 ou du G20 ont eu lieu au Québec et en Ontario dans cette période. Ces prises de position critique reflètent en outre des formes d'engagement spécifiques, comme l'intérêt pour l'environnement, les enjeux macroéconomiques et une curiosité pour les pays étrangers.

En effet, l'exploitation des ressources naturelles du Québec et du Canada dans son ensemble, est un souci pour les jeunes interrogés, qui s'inquiètent du « pillage massif » de certaines

richesses : bois d'œuvre; pétrole; gaz naturel ou de schiste. Ils critiquent notamment le manque de perspective politique en matière de développement durable. Ils dénoncent l'existence d'un « agenda politique » qui a pour effet de faire croire à la population que les gouvernements sont engagés dans la recherche et la fabrication d'énergies vertes, « dans le *soyons verts* et toutes ces rhétoriques politiques de merde, [alors qu'en fait], il n'en est rien » :

- Toutes les compagnies comme Gaz Métro vont vider le Québec, toutes les ressources naturelles. Tout ça pour laver le cerveau des gens avec le « gaz naturel », mais c'est juste plus de méthane, comme si ça allait vraiment nous aider. C'est de la propagande pour faire croire aux gens que le pays se tourne vers les énergies vertes. Mais je vous le dis, c'est pour distraire les gens et ça va vraiment plus détruire la terre en fait. [...] Si on se souciait du Québec on boycotterait ces putains de compagnies. Mais tu sais, il y en a même encore plus que celles que je viens de donner comme exemple.
- Oui mais les gens ont quand même besoin de gaz. Je pense qu'il faut aller plus loin que ça dans le raisonnement. Développer de nouvelles énergies.
- Non justement c'est ce qu'ils veulent que tu penses pour ne pas que tu t'écartes de leur raisonnement. Il y a des alternatives au gaz naturel mais ils sont encore en train de shooter des produits chimiques dans le sol et ils auront toujours une pollution massive et dans 10 ans on s'en fichera.
- Mais on a la technologie.
- Oui on a les premières voitures électriques avec du chanvre. Mais on continue de rouler avec l'essence. Il y a visiblement des agendas politiques derrière tout cela. Des groupes qui nous maintiennent tous. Tu sais ce que je veux dire (FG).

En outre, les jeunes s'offusquent du manque de réaction de la population et surtout, des gouvernants : « *ils ne font rien* », ont-ils expliqué à plusieurs reprises. Si eux-mêmes ne sont pas toujours engagés dans des mouvements sociaux écologistes, ils souhaitent participer activement aux solutions pour éviter « de transmettre une planète souillée aux générations suivantes ».

En fait, pour les jeunes interrogés, c'est d'abord aux gouvernants d'agir et c'est leur inaction et leurs mensonges qui fondent l'espace négatif, plus que l'écho qu'auraient les mouvements altermondialistes ou écologistes auprès d'eux. Encore une fois, ces raisonnements ne sont pas idéologiques. Ce sont davantage des représentations du monde, des questionnements quant à la construction de leur propre place dans une société qu'ils observent parfois sans prendre de distance avec leur propre situation. Ces jeunes ressentent de la même façon les difficultés à

lutter contre un système dans lequel la majorité de la population est largement engagée, voire « enfermée ».

Ces prises de position très critique et parfois très radicale reposent, somme toute, sur une lecture sommaire des enjeux sociaux et politiques et cela participe à la construction d'une vision tranchée, voire binaire, du monde. Leurs préoccupations par rapport à ces enjeux sont à la base de leurs engagements tournés vers les pôles social ou global et ils sont, en ce sens, plus révolutionnaires ou protestataires, qu'apathiques. Ce qui les préoccupe semble être d'avantage de savoir ce qu'ils vont devenir dans l'état actuel du monde. Ainsi, nombreux sont ceux qui se demandent comment construire leur place dans un univers où prédomine la logique économique. Si les points de vue sont radicaux, les actes d'engagement ne le sont pas forcément et c'est alors le mécontentement et la perplexité qui transparaissent.

### **2.2.3 Le mécontentement et la perplexité : des postures qui mettent en suspens l'engagement**

L'engagement dans une action collective dépend, pour certains auteurs, d'un mécanisme psychologique relatif au sentiment de frustration (Gurr, 1970). La fermeture d'une usine ou la révision d'un dispositif législatif sont autant de circonstances devant lesquelles des individus se rassemblent et s'organisent pour lutter. Ce sont des « déclencheurs » de mobilisation (Siméant, 1998).

Pour Gurr (1970), la « privation relative » correspond à l'idée selon laquelle le mécontentement ou la frustration n'est pas automatique. D'après ses travaux, ce phénomène dépend de l'écart entre l'attente nourrie par un individu et la situation réelle dans laquelle il se trouve. Ainsi, un sentiment de déception peut apparaître face à l'impression d'être privé d'une rétribution attendue. La privation est « relative » car elle est ressentie et donc, subjective. Ce schéma de pensée signifie que la révolte ou l'engagement dans une action collective dépend

du sentiment d'injustice individuellement perçu, dans une situation donnée. C'est en fonction des niveaux de satisfaction socialement défini, propre à son groupe d'appartenance, qu'un individu estimera que sa situation est juste ou qu'elle ne l'est pas. La mobilisation apparaît alors après un processus de « politisation » de ce sentiment, pour lequel on attribue la responsabilité de la privation à un acteur socialement défini, comme les gouvernants. Gurr (1970) explique ainsi le passage de la frustration à la « violence politique collective » et aux « émeutes » ou aux « grèves sauvages ». Si ce raisonnement peut apparaître relativement réducteur, le mécontentement et la « force du principe de dénonciation » augurent un rapport particulier avec le politique et partant, à l'engagement (Bègue, 2007).

Les postures de mécontentement, de frustration ou le sentiment d'injustice ne sont cependant pas relatives à la capacité d'entrer en action, de participer à une action collective ou de s'engager. Malgré des prises de position critique fortes, les individus précaires sont souvent dans l'incapacité de passer à l'action et d'inscrire leurs actes d'engagement dans le cadre d'une lutte globale ou sociale, historiquement orientée. Quels éléments distinguent alors cette situation de l'apathie ? Pour Bègue (2007), l'apathie serait plutôt marquée par le sentiment d'incompétence et ainsi, par l'incapacité de faire des distinctions entre l'offre politique et les possibilités d'action. Or, si le mécontentement entrave l'entrée en action, cette posture n'est pas synonyme de dépolitisation. Au contraire, elle dénote une analyse parfois très fine des options et un positionnement très critique quant à celles-ci, comme les critiques radicales du système capitaliste que l'on a décrites. Somme toute, la désillusion et l'impuissance sont parfois tellement fortes qu'elles annihilent la capacité de passer à l'action. Malgré des critiques acerbes à l'égard de la politique, notamment, les rapports au politique des jeunes que j'ai rencontrés sont souvent teintés de résignation et parfois, même le RAJE citoyenne est l'objet de vives critiques de la part de jeunes, pour qui il est impossible de changer l'ordre des choses : « ça ne sert à rien » est une formule régulièrement employée par les jeunes au sujet des actions du RAJE citoyenne ou d'autres mouvements (chapitre 4).

Il en est ainsi pour le type « perplexe » décrit par Bègue (2007). Les individus appartenant à cette catégorie auraient une bonne connaissance des tenants et des aboutissants des enjeux politiques, ils mesureraient les contraintes de l'engagement. Toutefois, cette connaissance du fonctionnement politique est non partisane et leur désengagement est marqué par un profond relativisme et une perte de crédit des grandes idéologies politiques. Alors que le mécontentement serait imprégné d'un rapport de défiance face à la politique, la perplexité dénoterait plutôt un rapport de distanciation au politique.

S'il est difficile de distinguer clairement ces nuances, mes données n'ont pas été plus explicites. J'observe, par exemple, qu'elles mettent l'engagement en suspens car le sentiment qui domine chez les mécontents et les perplexes est l'inutilité de l'action. Et c'est là le lien que l'on peut faire avec l'apathie ou l'appel à la radicalité d'action, qui ne se transforme pas en acte, mais qui traduisent néanmoins une forme de prise de position critique. Dans l'espace négatif, les jeunes restent en retrait, ils souhaitent tout démolir, éradiquer ou changer, mais se sentent toutefois dans l'incapacité d'agir. Chez les jeunes, cette figure se traduit également par la vision binaire du bien et du mal, le mal étant les politiques et le bien, de grandes idéologies anticapitalistes et écologistes. Ces nuances apportent des clés de compréhension intéressantes des différents positionnements possibles hors du champ politique traditionnel. Même s'il ne s'agit pas de « classer » des types d'individus dans des types de rapports à la politique ou au politique, cela permet de mieux situer les différents espaces d'engagement les uns par rapport aux autres. L'espace intermédiaire a cet intérêt, justement, de montrer les formes de prises de position qui ne s'ancrent ni dans l'espace politique et ses performances traditionnelles, ni l'espace négatif et le retrait ou la radicalité.

### **2.3 Les logiques de l'espace « intermédiaire »**

Je tente d'analyser ici les performances qui expriment la quête d'une alternative aux formes d'engagement reliées aux espaces original et négatif. Les logiques de l'espace intermédiaire

d'engagement laissent apparaître une dynamique protestataire et des performances créatives qui dénotent des libertés prises par les jeunes interrogés, pour exister dans l'espace social.

### **2.3.1 Créativité, marges de manœuvre et quête de reconnaissance**

À l'instar de nombreux autres jeunes dans la société, les jeunes que j'ai interviewés situent prioritairement leurs performances dans le pôle local et personnel. Ils agissent en effet plutôt dans un espace géographique et symbolique proche d'eux. Cela correspond au nouveau modèle d'engagement authentique, pragmatique et dénué d'une *fidélité*<sup>190</sup> totale à un groupe de militants particulier, une tendance qui a déjà été soulignée par nombre d'auteurs (Gaudet et Charbonneau, 2002; Ion, 2001; Martinot-Lagarde et Hériard Dubreuil, 2008; Quéniart et Jacques, 2001).

Ces éléments se rapportent tout à fait à ce que l'on observe dans l'espace intermédiaire (en vert sur le schéma) qui n'émerge pas forcément en opposition aux formes traditionnelles de militance, mais qui vise surtout à modifier ou compléter les autres formes d'engagement et à construire des logiques d'action qui sont assez satisfaisantes pour soi, assez proches de ce que l'on vit, en situation de marginalité par exemple. Les arts ont une place prépondérante dans la façon des jeunes de prendre position dans la société. Concrètement, ces moyens de s'impliquer sont puisés dans les compétences personnelles de chacun, suivant les valeurs et les centres d'intérêts (la musique, la peinture, le DIY, le tricot). Il y a là, semble-t-il, les marques d'une marge de manœuvre qui part du choix d'un mode de vie marginal et qui se poursuit dans l'engagement.

Les propos des jeunes ayant connu une situation de rue tournent autour des notions de liberté, en termes d'amusement, de *trips* et de *partys*, autant que de valeurs et d'idéologies politique ou culturelle (les arts). La communauté, les proches et les amis sont d'autres dimensions

importantes. J'ai eu l'occasion de recueillir des récits relatant des expériences d'entraide dans la rue, des nuits à veiller les uns sur les autres. Récits quelque peu idylliques d'expériences de rue, par ailleurs très sombres, mais qui évoquent des moments d'amitié qui viennent adoucir la situation de marginalité. La solidarité, le partage, la communication, les échanges font partie des valeurs exprimées par les jeunes interrogés, qui constatent qu'elles font cruellement défaut dans la société actuelle (chapitre 3).

S'ils déclarent qu'ils « s'en foutent de la politique », ils sont néanmoins intéressés à s'engager. Bien qu'ils « n'aiment pas les actions ou les organisations compliquées », souvent, ils « cherchent des moyens de s'impliquer ». À l'image des prises de position critique par rapport à certaines formes d'engagement jugées « trop contraignantes, absurdes, inadaptées » ou inopérantes, les jeunes « prennent parfois un *break* » de l'engagement. En outre, des discussions intéressantes ont eu lieu au sujet de la diversité des tactiques et des stratégies d'actions violentes et, par exemple, des jeunes ont émis une opinion négative à l'égard de certaines pratiques militantes subversives. Finalement, le rapport personnel à l'engagement se développe tantôt à la suite d'expérimentations d'actions militantes décevantes, tantôt par principe, contre des valeurs capitalistes ou individualistes, voire, réactionnaires et fascistes.

L'un des problèmes importants de l'engagement concernerait la limite des objets de lutte et des idéologies, c'est-à-dire, la limite de la vérité idéologique, la limite de la violence de l'action au nom de la vérité morale. Les jeunes peinent souvent à se repérer dans l'espace des mouvements sociaux. Certains ont, disent-ils, « fait des erreurs de jeunesse » en optant pour des performances violentes. Des jeunes ont par exemple évoqué le mouvement anti et pro avortement, les mouvements antifascistes et fascistes et se sont demandés s'il existe un « bon » et un « mauvais » engagement. Peut-on véritablement savoir où et comment s'engager, se demandent certains ? Cela fait même l'objet de débats chez les intervenants qui accompagnent les jeunes dans leur engagement au sein du RAJE citoyenne : comment réagir

---

<sup>190</sup> Ce terme fait partie de la typologie de Hirschman (1995) : exit, voice, *loyalty*.

face aux propos réactionnaires ou révolutionnaires de certains jeunes ? Cela fait l'objet de réflexions chez les jeunes qui recherchent un engagement équilibré (chapitre 3).

De nombreux jeunes rencontrés souhaitent, par exemple, s'impliquer dans une lutte pour la légalisation du cannabis. Essentiellement parce qu'ils sont consommateurs, expliquent-ils, mais aussi parce qu'ils croient aux bienfaits de cette substance pour lutter contre la douleur et le cancer, notamment. Ce sujet, aussi provocateur qu'il n'y paraît, représente pour certains un véritable enjeu de reconnaissance d'une pratique judiciairisée, controversée et stigmatisée, comme beaucoup d'autres pratiques liées au mode de vie marginal. J'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet de nombreuses fois dans des conversations informelles avec des jeunes qui affichent leur consommation à travers un mode de vie *rastafari* (*dreadlocks*, t-shirt avec des feuilles de cannabis, pratique de certaines formes de méditation et de réflexion philosophique sur le sens de la vie sur terre). En théorie, cette philosophie afro-sémitique a des accents spirituels et est associée au style musical *reggae*. Bob Marley en est le représentant le plus illustre et les jeunes reprennent souvent son style vestimentaire. Connaissant très mal les réelles origines de ce courant, les jeunes retiennent cependant le message pacifiste et hédoniste, ainsi que la lutte contre les injustices sociales et racistes. L'important du message est également associé, pour eux, à l'image écologiste de la consommation de ce « qui n'est [finalement] qu'une plante ». Les jeunes perçoivent la lutte étatique contre le cannabis comme une forme de judiciairisation supplémentaire de leur mode de vie et une contradiction avec la tolérance aveugle qui règne, d'après eux, autour de la consommation de substances chimiques hautement toxiques que sont les médicaments/psychotropes et surtout, le *Ritalin*<sup>191</sup> : « consommez donc du vert à la place ! » m'a lancé un jeune lors de l'une de ces discussions, « détressez-vous avec du pot », ont expliqué d'autres. Certains ont tenté de justifier leur choix de consommer du cannabis ou de minimiser les conséquences des effets de certaines substances, en illustrant, en quelque sorte, un acte d'engagement qui consiste à montrer la réalité de la consommation et à lutter contre l'image négative du « jeune marginal qui ne pense qu'à se défoncer sur l'aide sociale ».

---

<sup>191</sup> Ce médicament sert à atténuer des troubles du comportement. Les jeunes interrogés ont souvent été traités avec ce médicament qu'ils jugent néfaste pour la santé mentale.



Des débats ont également eu lieu au sujet de l'aide sociale justement. Certains jeunes, eux-mêmes bénéficiaires, se disent contre ce « système d'assistance » qui empêcherait les individus « d'avancer » tant ils se « satisfont d'une situation de survie misérable ». C'est une lecture particulière de l'assistance à l'égard de leurs congénères. Il est surtout intéressant de constater que ces points de vue s'inscrivent totalement dans la ligne des idéologies libérales à l'égard des « assistés sociaux ».

De prime abord, la prise de position critique à l'égard des « assistés » peut sembler contradictoire avec la position de jeunes en difficulté, bénéficiaires de l'aide sociale et du support des OCJ. Au-delà des comportements et des propos de façades, se cachent en fait des logiques d'action d'opposition, de conformité, de protestation et d'intégration. Certains jeunes souhaitent ainsi éviter d'être assimilés aux « assistés sociaux » et veulent surtout se détacher des institutions et du « système ». Il est intéressant de noter que l'expression « assistés sociaux » est employée par une grande partie de la population et qu'en outre, les travaux de Messu (1991) ou de Dufour (1998) montrent que la réalité, plus complexe, est faite de mécanismes « d'autodéfense », de « résistance » ou de « résignation ».

En ce qui concerne le travail, les jeunes font preuve des mêmes raisonnements. Ils observent qu'ils peinent à satisfaire les exigences en termes de diplômes, d'expériences et parfois de langage. On peut se demander si c'est pour cette raison que certains d'entre eux ont été acerbes à l'égard de ce qu'ils appellent la « marchandise » et « le travail ». Si certains souhaitent reprendre des études, le gouvernement les enjoint plutôt à trouver un emploi correspondant à leur niveau de qualification, généralement limité. La mise en œuvre du Plan Nord<sup>192</sup> a profondément choqué les jeunes rencontrés - au sein du RAJE citoyenne surtout -

---

<sup>192</sup> Ce plan est un vaste projet économique de développement durable, lancé en 2011 par le premier ministre Jean Charest. Il est destiné à créer des emplois et à extraire les richesses naturelles encore inexploitées dans cette région du Québec. Ce projet est controversé en raison de son impact environnemental et des risques d'accroissement des inégalités sociales dans les régions où il serait implanté. Emploi Québec participe au vaste programme de recrutement de la main d'œuvre. Certains des jeunes rencontrés ont été approchés pour y participer. D'aucuns estiment que leur dossier de demande de retour aux études a été refusé parce que la consigne serait de favoriser les emplois dans le Grand Nord.

qui se sont souvent sentis « insultés » par ce projet<sup>193</sup>. Encore une fois, ils refusent de se voir dicter des normes. Alors qu'ils contestent la plupart du temps de se soumettre aux dictats du marché du travail et des employeurs, j'ai rencontré quelques jeunes qui ont accepté de camoufler certains signes extérieurs de marginalité pour travailler (piercings, tatouages, vêtements, coupe de cheveux, maquillage).

Nombre de jeunes ne souhaitent pas se compromettre en travaillant pour certaines grandes entreprises dont ils dénoncent les pratiques capitalistes : *Bell*; *Tellus* et *Wal-Mart*, entre autres, ont régulièrement été dénigrées<sup>194</sup>. Ils emploient alors les mêmes arguments que ceux contre la société de consommation :

- Non mais c'est sûr qu'on veut tous trouver une job, mais moi je ne suis pas prêt à vendre ma peau pour *Wal-Mart* et toutes les autres compagnies genre. Je ne veux déjà pas aller acheter là, encore moins travailler là.
- Moi non plus ! Jamais ! (FG).

Le rapport à la sphère du travail (capitaliste) des jeunes interrogés est donc plutôt négatif. La définition même de la situation de marginalité implique un décrochage de la sphère du travail et en même temps, les jeunes redoublent parfois d'astuces et d'efforts pour l'intégrer, en vain. Les pairs-aidants, par exemple, ont fait le choix de s'engager au sein du GIAP sur la base de leurs expériences, de leurs connaissances, ainsi que de leur propre univers de contacts. L'engagement des pairs-aidants repose sur la construction d'un compromis entre les marges et les centres. Ce n'est pas un dispositif d'insertion à l'emploi et pourtant, c'est une alternative en termes de sortie de rue (Colombo, 2001), qui débouche souvent vers un emploi dans le secteur de l'intervention sociale (Greissler, 2007). Ce n'est pas une expérience accessible à tous et parfois certains jeunes rencontrés ont postulé sans être acceptés, alors que d'autres, devenus pairs-aidants, ont connu des rechutes dans la rue ou dans la consommation.

---

<sup>193</sup> Ils sont nombreux à souhaiter terminer leur secondaire. Si tous n'y parviennent pas, c'est surtout, semble-t-il, faute de moyens pour se lancer dans un tel projet. Or, s'être arrêté avant d'avoir terminé la scolarité obligatoire est pour eux une forme de honte.

<sup>194</sup> *Wal-Mart*, en particulier, a été citée dans toutes les entrevues de groupe comme étant une entreprise à bannir.

Finalement, si l'on mobilise la littérature sur ce sujet, on apprend que les dimensions essentielles du rapport au travail sont « la centralité du travail, sa finalité principale et les attitudes à l'égard des normes managériales dominantes. » (Mercure, Vultur, et Fleury, 2012). La première dimension correspond à l'importance générale accordée au travail. La seconde, aux raisons de travailler et aux aspirations d'emploi. La dernière porte sur le degré d'adhésion aux normes de travail dominantes. Les conclusions de cette récente étude, dont l'échantillon est réduit (1000 « jeunes travailleurs » de 18 à 34 ans)<sup>195</sup>, montrent que le travail occupe une place prépondérante dans les valeurs des jeunes québécois. La finalité de cette activité repose essentiellement sur le revenu, mais est suivie de très près par la réalisation personnelle. Le cadre de travail aurait de plus en plus d'importance. L'analyse de l'adhésion aux normes managériales révèle qu'ils ont totalement intégré à leur raisonnement, les nouvelles normes du travail : flexibilité; rentabilité ou polyvalence. Les résultats de cette étude montrent, enfin, que les jeunes attachent une grande importance à l'insertion par le travail, au point d'être prêts à faire des sacrifices. Cela étant, ils souhaitent également en tirer des bénéfices personnels directs.

Il ressort de cette réflexion que le rapport au travail, comme le rapport à l'engagement correspond en grande partie aux rapports aux normes dominantes (l'espace original). En effet, dans les dimensions intrinsèques aux activités salariales, les jeunes attacheraient beaucoup d'importance à la finalité même de leurs activités, en termes d'utilité sociale, notamment. Il en est de même pour les causes qu'ils défendent dans l'engagement, qui sont proches de leurs valeurs et dont les résultats des actions doivent être concrets et utiles. Les espaces d'engagement et le cadre de travail représentent des supports à l'expression personnelle ou à la réalisation de soi. De plus, de nombreux ouvrages abordent la notion d'engagement sous l'angle du « don gratuit de temps » (Gaudet, 2012) ou du « travail militant » (Nicourd, 2009, p. 13) :

---

<sup>195</sup> Les rapports au travail des 18-24 ans sont sans doute très différents de ceux des 25-34 ans. Les premiers n'ayant certainement pas le même degré d'expérience que les seconds. Somme toute, les conclusions de cette étude ne diffèrent pas des résultats d'autres enquêtes statistiques dans les pays occidentaux. (Méda et Vendramin, 2010)

Les engagements militants se déroulent aujourd'hui dans un contexte de recomposition. Si les grands appareils partisans ou syndicaux connaissent une baisse de leurs effectifs sur le long terme, d'autres formes d'engagement rencontrent davantage de succès. [...] S'engager doit, pour cela, être considéré comme un travail, certes non rémunéré, mais nécessairement organisé, hiérarchisé et régulé. Le bénévole qui s'engage participe aux règles collectives, aux pratiques habituelles, aux rituels qui organisent le temps, les tâches et les interactions. Le militant est mobilisé par le collectif autant qu'il se mobilise pour lui.

L'engagement c'est donc prendre conscience du « système oligarchique » ou de la manipulation, comprendre la façon dont cela s'infiltré partout. Si, d'après les jeunes interrogés, « la connaissance est le pouvoir », le défi est de partager avec les autres cette lecture du monde. Or, cette tâche n'est pas toujours évidente dans un contexte de marginalité où la projection dans l'avenir peut paraître totalement bloquée :

- Tout le monde sait que ça ne va pas comme ça et qu'il faudrait faire quelque chose, mais tout le monde ne veut pas faire quelque chose.
- Non. Tout le monde ne le sait pas ! Ils sont juste super dépendants et ils sont OK avec ça.
- Moi c'est quelque chose que j'essaie de faire comprendre et j'essaie de partager mes connaissances et de dire aux autres que la connaissance est le pouvoir. Que tu dois réaliser ce qu'il se passe pour être capable de changer quoi que ce soit...
- Pour beaucoup de gens on n'a pas de futur. Ils se disent qu'ils sont des assistés. Que l'on est des fils au service de la société. Pour moi il y a des gens dans la rue qui ont plus de couilles que des gens ailleurs dans la société.
- Tout le monde a une opinion. Certaines opinions sont acceptables, d'autres délirantes, mais chacun a son opinion.
- Moi je ne vais pas trouver un job pour travailler chez *Bell* ou *Tellus*. Point (FG).

Un autre élément intéressant porte sur l'identité québécoise. À plusieurs reprises ce thème a fait son apparition dans les actions du RAJE citoyenne, qui donnaient aux jeunes l'impression d'avoir accompli une chose importante pour leur Province. Des drapeaux blancs et bleus ont régulièrement fait leur apparition dans les cortèges et sur les pancartes (voir les photos en annexe). De même, d'autres jeunes cultivent cette identité à travers leur *look*, qui ne manque pas d'arborer la fleur de lys sur une casquette, un écusson brodé sur un sac ou sur une veste. On affiche son identité québécoise dans son apparence, mais aussi dans ses convictions politiques.

Lorsque cette thématique a été abordée plus en détail, le sujet de l'indépendance du Québec est automatiquement apparu dans les échanges, sans que ce thème n'ait été suggéré (dans les petits papiers prévus pour les entrevues par exemple). Beaucoup de jeunes semblent en faveur de la séparation du Québec et surtout en faveur d'un nouveau référendum. Cela peut paraître paradoxal, compte tenu de leurs rapports à la politique et au vote. En fait, plus que tout, ils déplorent que l'on n'aborde pas assez ce sujet dans la société lors des débats importants sur l'avenir de la Province. Ils se sentent culturellement et économiquement menacés et ont le sentiment qu'il faut continuer la lutte séparatiste et surtout la lutte contre les « invasions barbares » ou le capitalisme, pour reprendre le titre d'un film québécois célèbre<sup>196</sup>.

Il appert que ce sujet de discussion a beaucoup intéressé les intervenants également, qui participaient alors naturellement aux échanges. Cette incursion des intervenants lors de ces échanges précisément donne à réfléchir sur le climat de socialisation politique des jeunes en difficulté. On peut s'interroger, en effet, sur l'impact des idéologies politiques des intervenants sur les jeunes auxquels ils viennent en aide. À supposer que ces idéologies soient séparatistes - sans parler brutalement de propagande ou de prosélytisme politique - il n'en demeure pas moins que j'ai assisté à des scènes où des intervenants présentaient leur lecture politique personnelle de la situation de marginalité et prenaient ainsi position contre le gouvernement, ou pour la séparation du Québec. C'est aussi en ce sens qu'ils participent aux conditions d'émergence de l'engagement et qu'il est important de tenir compte de ce paramètre, lié au contexte même de recherche (chapitre 2 et 3).

Cependant, certains jeunes ont aussi exprimé leur désaccord au sujet de l'indépendance. Ce n'est pas par manque de conviction, mais par défaitisme, parce que cette lutte leur semble impossible à remporter et en ce sens, on retrouve des accents du sentiment d'incompétence et de perplexité de Bègue (2007) :

---

<sup>196</sup> Cette référence au film n'a pas été faite par les jeunes directement, mais elle a fait partie d'un échange informel à une reprise, à la suite d'un FG. En effet, alors que l'on revenait sur les thèmes de la discussion, nous avons évoqué ce film avec les jeunes. Ce film traite des effets de la modernité sur la société québécoise et

- [...] Tu sais moi je me demande qui va voter pour Pauline Marois<sup>197</sup>. Je ne sais pas là. On s'est fait planter. Notre chance [pour l'indépendance du Québec] on l'a eue on l'a pas attrapée.
- [intervenant :] Est-ce qu'on l'a pas attrapée ou est-ce qu'on se l'est fait passer sous le nez ? Je pense que tu n'es pas au courant.
- Moi la façon dont je vois ça c'est qu'il y avait plus de monde dans le Canada pour voter non, que dans le Québec pour voter oui.
- Mais ce n'est pas comme ça. C'était un référendum québécois.
- Moi je veux que le Canada soit séparé man.
- Tu demandes au Canada si on sort le Québec du Canada, là on va gagner. Parce qu'ils vont avoir hâte de nous sortir en criss. Mais on ne va pas s'en sortir économiquement (dettes, frontières ouvertes, mondialisation). On ne va pas y arriver seuls.
- Moi je te dis qu'ils vont nous garder ils aiment bien notre province les ontariens puis tout.
- On est trop vache à lait. Parce qu'on envoie 25 % des revenus et ils nous en renvoient à peu près 12 % (FG).

Il est d'ailleurs intéressant d'observer l'emploi d'arguments somme toute populistes contre la séparation du Québec. Ces jeunes ont à la fois peur de perdre leur richesse culturelle, naturelle et sociale et en même temps, l'argument économique a énormément de poids dans leur conception des choses, alors même qu'ils développent, par ailleurs, un discours anticapitaliste, comme on a pu le voir. En fait, les jeunes se préoccupent beaucoup de leur environnement culturel, social, politique, économique et s'ils sont très critiques à l'égard du « système », ils n'en sont pas moins des acteurs à part entière. Il ne faut sans doute pas lire dans ces prises de position des idéologies politiques, d'autant que la discussion n'a jamais été étayée par des arguments politiques et qu'aucun vote partisan ou action militante ne semble émerger. Néanmoins, ces thématiques révèlent des rapports au politique et au social particuliers. Elles montrent que les jeunes en situation de marginalité se différencient du reste de la société tout en étant intégrés à leur manière et c'est ce qui se traduit également dans leurs prises de position dans l'espace intermédiaire.

---

notamment, des rapports familiaux et amicaux à partir de l'histoire d'une bande d'amis que l'on retrouvait déjà, quelques années auparavant, dans un autre opus du même réalisateur : *Le déclin de l'empire américain*.

<sup>197</sup> Chef de file du Parti Québécois, indépendantiste. Notons qu'elle a été élue à la suite du mouvement étudiant, alors que des élections législatives ont été déclenchées.

En somme, l'ensemble des dimensions d'engagement traitées par les jeunes - rapports aux performances, aux drogues, à l'aide sociale et au travail - portent sur la situation de marginalité et ainsi, sur les prises de position critique par rapport à certaines règles du jeu de la norme dominante et non de retrait par rapport à la société dans son ensemble. En effet, une fois encore, on retrouve dans ces centres d'intérêt - performances artistiques, contestation de l'aide sociale, reconnaissance de certaines drogues et rapports au travail - la dialectique des rapports entre la marge et le centre (Corin, 1986) qui semble déboucher sur des stratégies créatives et/ou alternatives et d'expression de la différence.

Ces jeunes ne sont pas en opposition radicale avec le reste de la société, mais avec certaines valeurs dominantes, l'argent et la consommation, notamment. Ils ont souvent exprimé leur besoin de « connecter avec le monde » : « On est ouvert. On peut être avec des tas de gens différents et on les accepte tout de suite ». Ainsi, les jeunes interrogés ne se sentent pas différents dans le sens d'« anormaux » ou d'« étrangers » mais, ils sont critiques à l'égard de la société. S'engager revient surtout, d'après eux, « à changer les mentalités » dominantes et à modifier le « système ou à faire en sorte que le système accepte une alternative aux valeurs de l'argent et de la consommation ».

Leur premier souci est de trouver une place dans la société malgré leur situation défavorable. Dès lors, l'engagement est un acte de prise de position compliqué qu'il convient de débiter en soi, pour soi et dans son mode de vie à la marge :

- Je pense que la société fonctionne autour de l'oligarchie. [...] On n'a comme pas le droit d'être nous-mêmes.
- Ce que je dis c'est que c'est dur d'avoir des principes et des valeurs dans ce monde *fucked-up* ! Déjà pour être informé de ce qui se passe c'est dur. Tu dois attraper l'information toi-même.
- La première chose à faire est de se rendre compte, d'être conscient. Faut commencer par soi (FG).

En somme, les jeunes partent de leur situation pour voir ce qu'il faut améliorer dans la société, afin de trouver une place. Ils se sentent impliqués ou du moins ils s'impliquent, prennent position. C'est le cas des jeunes *enrajés* qui militent pour améliorer la situation des jeunes,

relativement aux processus de demandes d'aide sociale et de dispositifs de retour aux études ou celui des pairs, qui encouragent la réappropriation de l'espace urbain lors du FER. C'est aussi le cas d'autres jeunes qui s'intéressent au monde qui les entoure, aux fonctionnements de société et qui sont vigilants face aux systèmes de manipulation, de désinformation ou d'injustice. Le *leitmotiv* des jeunes est véritablement celui de s'inscrire dans le temps présent pour penser au futur et notamment, aux générations suivantes.

En même temps, la défiance caractérise leurs prises de position et les perspectives d'avenir qu'ils entrevoient. Cela traduit une fragilité des relations sociales, leur incertitude même. Cette défiance est très visible dans les pôles politique et social de l'engagement des jeunes, qui ne tend pas à les exclure, mais qui leur fournit un repère à partir duquel ils peuvent se positionner et éventuellement entrer en lutte ou en résistance.

### **2.3.2 Protestation et résistance : des postures d'engagement ?**

Lorsque les prises de position critique se transforment en actes, les jeunes en difficulté que j'ai interrogés ont identifié des dimensions de protestation et de revendication qui se dégagent des formes d'engagement. Cette posture repose sur une lecture de la situation de marginalité en termes d'injustice et partant, sur une quête de reconnaissance. Les arguments des jeunes ne sont pas victimaires, mais ils suggèrent une interprétation particulière de leur place marginale dans la société. Certains jeunes réfutent la norme dominante ou plutôt, entrent en résistance avec certaines valeurs ou tendances plus générales comme le capitalisme, l'argent, la consommation de masse ou la mondialisation.

La situation de marginalité peut prendre un sens particulier pour des jeunes souhaitant développer un mode de vie ou une identité non conformes. Je réfère ici à mes travaux de maîtrise qui m'ont amené à analyser des trajectoires de jeunes de la rue engagés à la marge et pour la marge, dans une dynamique identitaire de résistance à des modes de vie conformes



(Greissler, 2007)<sup>198</sup>. Il appert que cette posture corresponde au refus de « jouer le jeu » de la norme dominante relativement au mode de vie : emploi; consommation de drogues, lieux d'habitation (parfois, mais pas dans tous les cas). Ce résultat était d'ailleurs majoritaire dans mon échantillon de mémoire (10 des pairs-aidants sur 19 interviewés).

Sans adopter un point de vue romantique sur la situation de marginalité, on observe que certains jeunes développent ce que Parazelli (2003, p. 76) a exprimé comme suit : « [des] intentions et [des] désirs ambivalents [et ainsi, ils] occupent une place sociale par leur seule présence active dans la rue ». Ils développent en fait une « stratégie de résistance », dans le sens d'une liberté d'action. Pour Garnier-Muller (2000, cité dans Parazelli, 2003, p. 79), « la mise à l'écart que laisse supposer l'exclusion est continuellement déconstruite par la volonté de vivre, de se débrouiller, et d'exister ». La marge devient en quelque sorte une « forme culturelle de la différenciation sociale » (*Ibid*).

Les répertoires d'actions – performances artistiques, actions directes, modes d'action violents et confrontationnels ou oppositionnels – tout comme les modes d'organisation – informels, souples et horizontaux (chapitre 3 et 4) – illustrent les importants déplacements des stratégies protestataires actuelles. On l'a déjà souligné, les militants eux-mêmes ont largement changé de posture. Ils sont plus libres, plus distants et indépendants, pragmatiques et raisonnables (Ion, 1994, 2001). De plus, les études sur les trajectoires militantes montrent la multiplicité des logiques d'engagement, ainsi que la fréquence des transferts d'une forme d'engagement à une autre (Fillieule, 2005a). Si ces postures relèvent, entre autres, d'un effet de perméabilité entre les espaces d'engagement, elles offrent surtout la possibilité de reprendre sa voix et d'exprimer ses idées ou son refus de s'associer à une idée majoritaire. L'espace d'engagement intermédiaire est, en ce sens, une forme de résistance et de différenciation sociale. C'est ce que

---

<sup>198</sup> J'invite le lecteur à lire l'avant-propos de cette thèse, où je montre le lien qui existe entre mes travaux de maîtrise et de doctorat.

montre le slogan « *not in our name* »<sup>199</sup>, déployé aux États-Unis contre l'intervention de l'armée américaine en Irak en 2003 (Ogien et Laugier, 2010).

À l'inverse de la recherche d'une prise de pouvoir légitime (par les institutions) ou révolutionnaire (anti-institutionnelle), les auteurs constatent que les mouvements contestataires actuels ne s'appuient plus sur des propagandes programmatiques (Benasayag et Sztulwark, 2000). Les propositions et les objets de la contestation sont concrets et partent des situations individuelles, c'est-à-dire des difficultés réelles d'accès des jeunes à l'aide sociale pour le RAJE citoyenne, de la brutalité policière vécue au quotidien pour le COBP, de la revendication de l'espace urbain - espace de vie - et de l'espace public – espace d'expression - des jeunes de la rue pour le FER. Les cadres d'action sont ainsi moins contraignants et les logiques d'action correspondent à ce que l'on appelle la stratégie du « *bottom up* » (ou stratégie d'action « par le bas ») (Benasayag et Sztulwark, 2000). D'après ces auteurs encore, ces nouvelles formes de contestation passent par une redéfinition du militantisme nécessairement authentique, créatif, artistique et contestataire. En ce sens, elles peuvent également être individuelles.

Les performances alternatives s'inscrivent dans cette perspective du développement de stratégies de résistance. Que ce soit *l'artivisme* ou l'action directe, ces figures d'engagement correspondent à des dynamiques de contestation et de revendication, comme par exemple les occupations de l'espace urbain dans le cadre du FER organisé par les pairs-aidants du GIAP, ou les actions collectives du RAJE citoyenne, ou encore, les perspectives d'actions tournées vers la logique participant/acteur (Lamoureux, 2007).

La notion de « désobéissance civile » est opérante pour comprendre et expliquer ces performances qui se situent dans l'espace intermédiaire d'engagement. Ogien et Laugier

---

<sup>199</sup> Pas en notre nom (traduction libre).

(2010) observent que cette « forme d'action politique courante » fait référence au refus délibéré de suivre les prescriptions législatives :

[...] se mettre hors la loi est l'ultime moyen de s'opposer à l'abjection, de ne pas laisser faire l'inacceptable ou de secouer l'indifférence de concitoyens face aux indignés qui se commettent en leur nom (Ogien et Laugier, 2010, p. 11).

Droit légitime à la révolte ou pratique d'action collective, c'est, d'après ces auteurs, un acte protestataire individuel, collectif, violent ou non-violent, légal ou illégal. Différents instruments et performances sont mobilisés : occupation d'immeubles vacants ou refus de payer les impôts pour financer l'armée, par exemple. En somme,

la désobéissance civile n'apparaît jamais dans un vide social : elle s'inscrit toujours dans des espaces relationnels en constante évolution, où des acteurs politiques – mouvements sociaux, contre-mouvements, institutions politiques, forces de l'ordre – cherchent à créer des rapports de force et à exploiter les faiblesses de leurs adversaires (Hayes et Ollitrault, 2012, p. 11).

En théorie, on situe la désobéissance civile dans un contexte dictatorial où les structures d'opportunités politiques sont tellement fermées que toute contestation équivaut à un acte de subversion. S'il y a peut-être une contradiction à considérer cela dans le fonctionnement démocratique québécois, la désobéissance civile n'est pas obligatoirement risquée ou subversive. La résistance qui s'en dégage peut être perçue comme une prise de position contradictoire avec la norme dominante, en ce qu'elle s'oppose ou propose une alternative aux options majoritaires ou institutionnelles. La situation de la marginalité est, par définition, un contexte de vie contraignant. De plus, la désobéissance civile s'inscrit, plus largement, dans une « résistance au conformisme » (Ogien et Laugier, 2010). Ainsi, résister n'est pas l'expression du refus de la démocratie ou d'une place dans une société donnée, mais un acte provoqué par une divergence de définition de la démocratie, de ses règles du jeu qui, pour les personnes qui désobéissent civilement, doivent reposer davantage sur le gouvernement du peuple, la participation citoyenne (*Ibid*). Chez les jeunes rencontrés, le développement d'une alternative à l'engagement dépend donc, de la même façon que pour la désobéissance civile, d'une résistance à l'engagement dans un espace normatif, non pas pour exprimer le refus de s'engager mais pour exprimer sa divergence quant à une définition précise de l'engagement qui reposerait uniquement sur l'espace traditionnel par exemple.

L'objectif central de la désobéissance civile et, semble-t-il, celui de l'engagement des jeunes en situation de marginalité dans un espace intermédiaire, est l'expression de sa propre voix (*voice*). Autrement dit, l'expression de la majorité ne représente pas ce que les « désobéisseurs » tentent d'exprimer. La désobéissance civile provient donc d'une « dissonance des voix » et elle dépend, en outre, de la capacité à s'exprimer, à faire entendre son propre son de cloche et ainsi à résister aux voix dominantes, pour faire entendre son dissentiment ou son non-consentement :

La désobéissance est le recours, interne à la démocratie, de ceux qui se sentent dépossédés d'une voix dans leur histoire. Non qu'ils soient des « sans voix », et soient totalement sans expression (problématique souvent développée aujourd'hui, et bien sûr légitime, mais inappropriée au phénomène que nous décrivons ici), mais bien plutôt parce que la société ne fournit pas le contexte dans lequel leurs mots auraient un sens, ou dans lequel en tout cas on pourrait les signifier, les vouloir dire réellement (Ogien et Laugier, 2010, p. 36).

Le spectre de la contestation ou de la protestation est large et la désobéissance civile n'est qu'une forme de protestation – une performance - parmi d'autres, comme le *boycott*, l'émeute, la manifestation ou la pétition. Toutefois, les caractéristiques de toutes ces stratégies de résistance sont similaires : elles se situent dans le système politique, en réaction à celui-ci. Quant aux acteurs, Ogien et Laugier (2010) font une distinction entre les opposants, les désobéissants et les désobéisseurs. Les premiers se situent uniquement contre le système et correspondent dans mes résultats aux actions radicales des jeunes. Les deuxièmes contreviennent au système sans offrir de logique de changement et on en retrouve dans l'espace négatif, alors que les derniers représentent les protagonistes de la désobéissance civile. Cette dernière figure ressemble aux performances de l'espace intermédiaire, aux jeunes qui tentent de porter leur voix par différents moyens d'action. Tous les jeunes ne sont pas des désobéisseurs en tant que tels, mais ils défendent leurs valeurs et tentent, parfois, de les faire reconnaître en jouant ce rôle de la désobéissance.

Si les exemples de désobéissance civile au Québec ne manquent guère<sup>200</sup>, les prises de position critique de certains jeunes rencontrés ne font pas directement référence à cette notion en tant que telle. Néanmoins, il me semble que les jeunes interrogés partagent la logique intrinsèque de cette stratégie de résistance qu'est la désobéissance civile. Les stratégies de résistance sont à la fois des stratégies identitaires (Camilleri et al., 1990)<sup>201</sup> et des prises de position protestataires (Ogien et Laugier, 2010). Elles représentent parfois un engagement à part entière, en particulier chez les sans-papiers (Antony, 2009; Siméant, 1998; Véron, 2010).

Les éléments des discours des jeunes que j'ai interrogés montrent qu'ils nourrissent un idéal d'engagement particulier. Les jeunes en situation de marginalité recréent, dans des circonstances difficiles, une affiliation à la société par les marges et c'est en ce sens que je fais référence à la logique de désobéissance, ou de résistance, voire d'intégration que l'on pourrait qualifier finalement de protestataire. Ces notions évoquent l'idée paradoxale d'appartenance et d'exclusion de la société, de même que d'attraction et de répulsion vis-à-vis de certaines valeurs. Elles sont l'expression d'autres voies pour s'engager et participer à la vie dans la société. Elles traduisent la quête de reconnaissance des jeunes (Colombo, 2008). Cet acte individuel s'inscrit parfois dans des démarches collectives et ouvre ainsi à la possibilité d'une action ou d'un changement du cours des choses. Protestation et résistance sont donc des postures d'engagement, des prises de position critique.

---

<sup>200</sup> Les mouvements contre les conscriptions lors des guerres mondiales, contre les expropriations autour de la construction de l'aéroport de Mirabel, pour l'autodétermination des peuples Inuits, contre la mondialisation avec l'opération SALAMI ou contre le sommet des Amériques en sont quelques exemples.

<sup>201</sup> D'après Camilleri et al. (1990), la construction de l'identité repose sur un processus intégrant l'ensemble des expériences de l'individu tout au long de sa vie. L'importance est donnée à l'interaction entre le sujet et le monde qui l'entoure. Les structures sociales ont également une place essentielle dans les interactions entre l'individu et le monde (la culture, les institutions, l'histoire ou l'idéologie). Malgré le caractère mouvant de la construction identitaire, selon les situations et le contexte, l'acteur garde une conscience de l'unité de l'identité et de sa continuité. L'approche de l'identité en termes de « stratégies identitaires » est à la base de cette réflexion analytique. Cela implique l'idée que les acteurs sociaux ont une capacité d'action en termes de choix de leur groupe d'appartenance et ont une certaine marge de manœuvre.

### **3. Une modélisation de l'« alter-engagement »**

Ce qui définit la spécificité de l'engagement des jeunes rencontrés, c'est son contexte marginalisé. Il s'inscrit dans leurs univers sociaux, ponctuellement au sein d'organisations militantes ou communautaires, à l'occasion de certaines performances précises et plutôt dans la rue et dans les pratiques sociales aux marges. L'entourage personnel constitue le premier espace d'engagement pour ses jeunes qui cherchent d'abord à échanger entre eux. Pour certains, les pratiques sociales aux marges relatives à un engagement correspondent au fait de refuser toute aide sociale. Pour d'autres, il s'agit de militer pour les droits des jeunes de la rue et autres personnes partageant l'espace urbain. Afin de définir plus clairement ces formes d'engagement particulières, je propose le concept « d'alter-engagement ».

L'alter-engagement est une forme de prise de position critique, à la fois en réaction à l'engagement traditionnel et à une posture de retrait. Le concept s'inscrit dans la tendance des jeunes à un engagement protéiforme, relié à un vaste champ de performances élaborées à partir d'expérimentations, d'innovations et, partant, de débordements des répertoires d'actions disponibles. Les jeunes en situation de marginalité développent un alter-engagement lorsqu'ils dépassent les contraintes matérielles, culturelles, cognitives, organisationnelles, symboliques, lorsqu'ils « s'auto-habilitent » à faire partager leurs convictions, leurs représentations du monde, lorsqu'ils résistent à la norme dominante dans leurs modes de vie et enfin, lorsqu'ils choisissent d'entrer en action au sein d'un espace intermédiaire.

Plusieurs éléments de réflexion m'ont en fait interpellé ici face à ces performances représentatives des prises de position des jeunes interrogés. Le premier concerne certaines conséquences directes de l'exclusion. Qu'il s'agisse de « dégageant » ou de « non-engagement », il n'en demeure pas moins que les jeunes tentent de prendre position et font face à des contraintes qu'ils doivent contourner pour s'engager. Le deuxième élément de réflexion concerne le processus de ces prises de position. Si s'engager fait référence à une

norme relative au monde des adultes et à la prise de responsabilité, à l'aboutissement de la construction identitaire, cet acte appelle également à la mise à distance de sa situation, à la capacité d'abstraction par rapport à sa situation personnelle à la marge, en prenant en compte d'autres valeurs plus générales. La question est alors de savoir comment les jeunes peuvent être capables de distanciation. En la circonstance, mes données indiquent à la fois une absence de socialisation politique des jeunes rencontrés et une capacité à « s'auto-habiliter » à s'engager. Enfin, un dernier élément de réflexion porte sur le sens de l'action revendicatrice ou protestataire. Dans la perspective des prises de position montrant un rejet de l'espace original ou conforme, d'engagement politique spécialement, les jeunes prennent des distances par rapport à certaines idéologies et certains moyens d'action. Pour autant, l'engagement répond à un besoin de (re)nouer des liens positifs avec la société, ainsi que de participer à la construction du monde. Concrètement, les causes, les moyens d'action et les formes d'engagement sont construites en dépit de contraintes importantes et à partir des compétences de chacun, et celles-ci sont surtout artistiques et ancrées dans les expériences à la marge.

### **3.1 Appréhender l'« alter-engagement »**

Certaines analyses portent à objectiver les déterminants de l'engagement, comme le statut social des individus, la conjoncture, les ressources, la socialisation militante ou encore les caractéristiques d'une organisation. Les études ont cependant prêté peu d'attention à l'expérience vécue des militants et, notamment, aux activités quotidiennes qui sont autant de prises de position. Schématiquement, les écrits présentent généralement trois perspectives d'analyse de l'engagement : identitaire, organisationnelle et spatiale.

Selon la perspective identitaire ou individuelle, l'engagement est un « processus ». Plusieurs concepts sont mobilisés : formes de l'engagement; moyens ou répertoires d'action (ou performances), capital militant, ou encore socialisation politique (Fillieule, 2001; Passy, 1998; Tilly, 2008). Les perspectives collectives et organisationnelles mettent l'accent sur l'action collective. L'engagement est étudié, par exemple, dans le rapport entre l'engagé et

l'organisation pour analyser les processus de construction de l'identité militante. Les concepts auxquels on peut faire référence se rapportent aux cadres de l'engagement (*framework*) (Céfaï et Trom, 2001). Enfin, dans une perspective spatiale, les mouvements sociaux sont mis en relation dans leurs rapports de concurrence ou à travers leur institutionnalisation. On met ainsi en évidence la formation et l'évolution de l'« espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2012).

On l'a vu, il existe des facteurs personnels ou organisationnels expliquant l'engagement ou le désengagement des jeunes en situation de marginalité. Les conséquences biographiques et les logiques d'action influencent d'autant plus les raisons d'agir et de ne pas (ou de ne plus) agir pour une cause ou une organisation. On l'a déjà souligné, c'est pour cette raison qu'il est nécessaire de tenir compte des phénomènes de non-engagement et de « désengagement », qui dépassent la seule situation de marginalité, le simple rejet d'un vote lors d'un scrutin ou le refus de participer à une action de mobilisation :

[...] la naissance de la figure du militant ne va pas sans sa face obscure, celle de la trahison, du renoncement et de l'apostasie. [...] l'un des traits permanents des organisations politiques, qu'elles soient partisans, syndicales ou associatives, est bien le turnover et par conséquent la défection (Fillieule, 2005 : 10).

En raison de la difficulté à appréhender toutes les « faces » plus ou moins obscures de l'engagement, ma démarche de recherche propose de mettre en relation différents types de données qui se rapportent tantôt à l'engagement, au non-engagement, au déengagement et au désengagement. Ce n'est qu'à partir d'une définition élargie du concept de l'engagement que l'on peut appréhender à la fois les expérimentations des jeunes dans leur passage à la vie adulte et le développement de performances, parfois tellement inédites qu'elles peuvent effectivement paraître illégitimes ou invisibles :

[...] étant donné la combinaison variée des modes d'engagements, qui sont aujourd'hui aussi bien individuels que collectifs, sporadiques que continus, formels qu'informels, il appert que les individus peuvent être à la fois ou alternativement engagés et non-engagés [...]. La différence entre 'engagé réel' et 'engagé d'un jour', 'non-engagé réel' et 'non-engagé d'un jour' devient donc floue. C'est pour cette raison que dans la catégorie des non-engagés nous y voyons également les jeunes qui ont fait une action unique et ponctuelle de participation [...] (Mahéo et *al.*, 2012 : 408).



La diversité des rapports au politique et au monde se transforme au fil des expériences des individus. De même, leur place dans la société, mais aussi leur rapport à l'avenir, influencent leurs trajectoires d'engagement. Il convient, dès lors, de mettre en perspective les contraintes et les conditions de l'émergence de l'engagement, pour comprendre, notamment, les formes des prises de position les moins évidentes.

### **3.1.1 Les contraintes et les conditions de l'émergence de l'alter-engagement**

En raison de contraintes qui pèsent sur leurs trajectoires, certains jeunes en situation de marginalité restent en retrait des espaces d'engagement traditionnels, voire de tout espace d'engagement. Certains s'appuient sur des ressources extérieures pour s'engager, d'autres font preuve de créativité et d'improvisation. La participation d'intervenants sociaux aux actions collectives, comme au sein du RAJE citoyenne, permet de diminuer la peur du risque de la mobilisation et surtout, d'encourager les jeunes à participer. Force est de constater que le plaisir de partager ses expériences et ses points de vue en groupe, d'être écouté et reconnu, sont autant d'incitations à l'engagement, que l'on retrouve en particulier dans le contexte de l'intervention communautaire. Comme je l'ai montré, le non-engagement ne traduit pas toujours une forme d'apathie, mais une conséquence du coût trop élevé de la participation des personnes à faibles ressources. Toutefois, pour se mobiliser, celles-ci peuvent bénéficier d'« incitations sélectives » d'ordre matériel, symbolique ou psychologique, comme, par exemple, le remboursement des frais de déplacement à une rencontre du RAJE citoyenne, l'offre de repas lors du FER, le partage des expériences personnelles avec d'autres jeunes.

Néanmoins, nombreux sont les jeunes qui ne s'associent pas à un groupe de militants. Appréhender les contraintes à la mobilisation est indispensable pour comprendre à la fois le refus ou l'impossibilité des jeunes à s'investir dans une action collective. De même, les contraintes peuvent entraîner le développement de formes particulières de prises de position individuelles, moins visibles, mais aussi plus complexes que le retrait, la passivité ou le non-engagement :

L'engagement consiste avant tout à réagir à notre façon, d'éprouver le monde (et son histoire) et indissociablement à exprimer cette réaction. C'est un travail individuant qui consiste à tirer les leçons personnelles d'expériences sociales (notamment négatives) pour soi comme pour les autres. Rapporté à l'expérience critique (aux deux sens du terme de jugement et de gravité) de la vie sociale d'individus en position de porte-à-faux, le souci de soi rend compte de deux formes d'individuation, relatives à l'engagement, indissociables l'une de l'autre, positive et négative, active et passive. Des individus détachés des collectifs d'appartenance en tant que critiques, mais aussi des individus décrochés de ces mêmes collectifs parce qu'opprimés. Ainsi pensées ensemble, la voie active et la voie passive de l'individuation permettent d'établir une relation entre l'histoire de la société et la biographie de l'individu à partir de l'identification d'une série d'épreuves auxquelles les individus sont confrontés et à travers lesquelles ils abordent et réfléchissent leurs vies (Ravon, 2008, [en ligne]).

En somme, face aux contraintes qui pèsent sur les trajectoires des jeunes en situation de marginalité, certains s'appuient sur des ressources extérieures pour s'engager, d'autres font, seuls, preuve de créativité et d'improvisation. Ce sens créatif se traduit alors dans les contours de leurs prises de position.

### **3.1.2 Les performances de l'alter-engagement**

Comme on l'a vu, manifester contre la brutalité policière, contester le système capitaliste, privilégier les « actions directes », revendiquer le droit à l'aide sociale, pratiquer le boycott et *l'artivisme* sont des performances typiques des jeunes rencontrés. Certaines formes d'engagement restent majoritairement cantonnés à la sphère locale, voir privée ou intime. On a également observé que d'importantes contraintes pèsent sur leurs prises de position (judiciarisation, valeurs individualistes, sentiment d'incompétence, entre autres). Si l'engagement des jeunes en difficulté n'est pas improbable, il est parfois très difficile et nécessite donc d'être accompagné, comme le montre l'exemple du RAJE citoyenne, entre autres. Force est de constater en outre que les discours, même les plus radicaux en termes de répertoire d'action, ne se traduisent pas toujours en actes. De plus, des propos échangés avec des jeunes se présentant comme « désengagés » et se considérant eux-mêmes comme exclus de la recherche, n'illustrent pas toujours un réel non-engagement voire un désintérêt total pour

une forme de participation sociale ou politique : « Je ne peux pas participer à ta recherche, moi et la politique, ça fait deux »<sup>202</sup> ont souvent dit les jeunes. À l'inverse, des intervenants souhaitant m'aider, allaient parfois jusqu'à « chercher *untel* » qui « aurait des choses intéressantes à dire ». En fait, le premier défi de mon travail de terrain aura été d'aller à l'encontre de certains préjugés pour découvrir différentes formes d'engagement et ainsi pour comprendre les ressources de répertoires mobilisées par les jeunes et celles qu'ils rejettent – particulièrement concernant ceux qui pensent être non-engagés.

L'analyse des prises de position critiques des jeunes interrogés montre que les conditions d'émergence de l'alter-engagement, c'est-à-dire le rejet des formes traditionnelles d'engagement, l'intervention communautaire ou la créativité personnelle et le vécu en situation de marginalité, doivent aussi être pensées en fonction de la subjectivité des individus, du processus de décision personnelle, bref, de l'expérience de l'engagement :

Le processus d'engagement ne peut être saisi, d'une part, si l'on ne prend pas en compte le *contexte socioculturel* et le *contexte relationnel* de l'acteur et, d'autre part, si l'on néglige les préférences de l'acteur qui déterminent son *intention*. Les préférences sont définies de façon subjective par le biais d'un processus d'évaluation qui est en partie façonné par les contextes socioculturel et relationnel de l'acteur, mais aussi par le contexte dans lequel se déroule l'action du mouvement (Passy, 1998, p. 58; souligné par l'auteure).

De fait, les actions protestataires relèvent de choix stratégiques se rapportant à un contexte particulier et à un « répertoire » de ressources mobilisables (Tilly, 1986). C'est une véritable opération de sélection de modes d'action parmi d'autres, possibles, impossibles, accessibles ou inaccessibles. Le recours à la violence s'inscrit ainsi dans un raisonnement selon lequel les moyens légaux ou légitimes sont à la fois limités et liés au pouvoir. Certains modes d'action - on peut penser par exemple à ceux des *Black Blocs* ou du COBP- représentent davantage qu'un geste de violence, qu'une simple destruction gratuite d'enseignes capitalistes (Dupuis-Déri, 2004).

---

<sup>202</sup> Cette phrase, sous cette forme ou une autre, a été prononcée à plusieurs reprises, souvent lors d'échanges

Mes données indiquent finalement que les jeunes en situation de marginalité bénéficient d'un accès limité aux espaces d'engagement traditionnels et que, conséquemment, les occasions d'exploiter leurs potentialités et de s'émanciper s'en voient réduites. Si ces postures peuvent être temporaires (Mahéo et al., 2012), elles sont aussi plus complexes qu'un simple rapport de domination, qui placerait automatiquement certains jeunes en dehors de tout espace d'engagement. Il y a également un enjeu d'invisibilité de formes de participation, celles que l'on pourrait nommer d'« hors-cadre », « hors-jeu », « hors structure militante » et généralement confondues avec le non-engagement, voire avec le « dégageant » (Vulbeau, 2005). Des performances peuvent en effet être cachées derrière une posture d'indifférence, de cynisme, de manque d'intérêt pour la politique, en dépit d'ailleurs d'un intérêt parfois très marqué pour le politique et pour la communauté. Ces formes d'engagement peuvent dissimuler d'autres manières de prendre position dans l'espace public.

### **3.1.3 L'espace de l'alter-engagement**

Il semble que la notion d'espace soit opérante pour comprendre à la fois les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement, comme répertoire et comme enjeu normatif. On l'emploie couramment pour comprendre et expliquer les phénomènes sociaux et particulièrement les interactions entre les acteurs et leur environnement. Toutefois, des auteurs notent que cette notion n'est pas encore assez prise en compte dans la sociologie des mouvements sociaux, notamment des mouvements (de) précaires (Auyero, 2005; Boumaza et Hamman, 2007). Pourtant, la structure spatiale influence le déroulement des actions collectives et donc, l'engagement des acteurs. Le mouvement étudiant québécois de 2012 pourrait faire l'objet d'une telle lecture<sup>203</sup>. En effet, le déploiement des carrés rouge dans les cortèges (des drapeaux, des carrés placés sur des corps nus, des mascottes, ou des monuments parés de rouge) révèle une stratégie d'occupation de l'espace pour appuyer la diffusion du

---

informels avec des jeunes lorsque je cherchais à les recruter pour participer à la recherche.

<sup>203</sup> Évoquer le mouvement étudiant québécois pourrait être perçu comme une digression, mais c'est en fait une référence très importante pour les jeunes rencontrés, lesquels participent aux différentes actions de lutte étudiante et de cette manière, sont au fait de ce qui se déroule sous leurs yeux, dans leur propre espace urbain.

message de la lutte : « carrément dans le rouge ». Ce bout de tissu est devenu, depuis 2005, le symbole de la lutte contre l'augmentation des frais de scolarité (Bédard, 2007). Le revêtir, c'est afficher ouvertement sur soi, dans l'espace public, à la vue des autres, son soutien au mouvement de contestation étudiante. Plus encore, cet acte représente une lutte en soi, surtout quand il devient un motif d'arrestation, comme ce fût le cas en 2012 suite au projet de loi 78. Le « mouvement des casseroles » représente quant à lui une stratégie de lutte ayant émergé dans ce contexte de répression. Il vise à contrer l'oppression et l'interdiction des rassemblements et partant, des occupations de l'espace scolaire (les universités et les cégeps) et urbain (la rue, les parcs). C'est une occupation sonore de l'espace et un moyen de propager le message de mécontentement et de résistance des étudiants ainsi que de leurs nombreux sympathisants.

De même, la répartition des différentes « zones » (vertes, jaunes et rouges) dans les rassemblements altermondialistes – qui conceptualisent ainsi l'espace de la mobilisation en fonction des risques d'affrontements avec la police – offre un portrait intéressant d'actions situées dans l'espace urbain et public et de « diversité des tactiques »<sup>204</sup> (Dupuis-Déri, 2004, p. 90). Chaque section présente sa propre stratégie, des plus pacifiques aux plus « musclées » (les *Black Blocs*).

Plus proche encore de mon sujet, le FER s'inscrit dans cette dimension d'appropriation de l'espace. L'objectif est d'occuper différemment la rue, de façon originale et constructive, en offrant une tribune aux arts des jeunes de la rue, ainsi qu'un espace propice à la mixité sociale. Il s'agit ici d'utilisations, de détournements de l'espace comme performances. Dans la lignée des travaux de Tilly, les : « [...] répertoires sont des créations culturelles héritées, mais ils n'émanent pas d'une philosophie abstraite, pas plus qu'ils ne se conforment à une propagande politique; ils naissent des luttes » (Tilly, 1995, cité par Auyero, 2005 : 128). En ce sens, c'est

---

<sup>204</sup> Ce terme désigne la : « [...] valorisation de l'autonomie politique tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement. » (Dupuis-Déri, 2004)

dans et par l'espace que se construisent les mobilisations, que se développent les répertoires d'actions et qu'émergent des formes d'engagement.

En tout état de cause, qu'il s'agisse de l'espace social, public, politique ou privé, le concept est employé tout à la fois pour représenter un territoire géographique, physique et un espace abstrait, symbolique. On peut s'y référer pour comprendre et interpréter, par exemple, l'organisation de l'espace (la culture politique, les concurrences entre les organisations militantes, les alliances, les rapports de domination, etc.), les effets de la structuration de l'espace sur les acteurs (les cadres de la mobilisation, les causes et les dynamiques de l'engagement) ou les limites, voire les frontières de l'espace (les obstacles physiques et les potentiels de mobilisation, la topographie des mobilisations collectives). D'une manière générale, la question centrale est d'appréhender soit les acteurs ou les groupes d'acteurs *face* à l'espace, soit la *relation* entre les acteurs et l'espace. Plus encore,

[...] la répartition dans l'espace et les différenciations géographiques peuvent résulter de processus sociaux, mais elles ont elles-mêmes une incidence sur le fonctionnement de ces phénomènes. Le "spatial" n'est pas seulement un résultat; il participe également de l'explication... [Il est important] que les chercheurs en sciences sociales prennent conscience du fait que les processus qu'ils étudient sont construits, et qu'ils se reproduisent et évoluent d'une façon mettant nécessairement en jeu distance, mouvement et différenciation dans l'espace (Massey, 1994, cité par Auyero, 2005 : p.124).

Le concept d'espace est donc employé ici pour rendre compte des spécificités de l'engagement des jeunes en situation de marginalité, en tant que domaine particulier de pratiques et de sens. Qu'il s'agisse d'espaces structurés (interactions interindividuelles ou interactions entre les structures et les acteurs), configurés (structures d'opportunités politiques ou cadres de l'action d'engagement) ou mobilisés (fonction symbolique des espaces concrets ou utilisation de l'espace dans les actions), ce concept aide à comprendre et interpréter l'engagement des jeunes en situation de marginalité.

### 3.2 Les contours des prises de position critique

L'alter-engagement est un concept qui a émergé au fil de cette étude pour expliquer les résultats de cette recherche et, en particulier, les performances moins visibles développées par les jeunes que j'ai rencontrés. Le concept fait référence à une alternative à l'engagement dans l'espace original ou négatif et s'intéresse à la recherche de performances plus intimes, plus communautaires ou plus artistiques. Écrire une chanson de rap, s'exprimer sur son *blog*, avoir une *band* de musique *underground*, participer à un festival par et pour les jeunes de la rue, ou s'associer aux actions directes développées dans son OCJ sont autant d'exemples d'alter-engagement cités régulièrement par les jeunes rencontrés. Ce concept sert donc à décrire la façon dont ils élaborent des « tactiques » en puisant dans leur mode de vie, leur situation de marginalité ou au sein des OCJ. L'alter-engagement renvoie ainsi à la tendance selon laquelle les jeunes construisent un engagement protéiforme, en opposition à un engagement traditionnel ou une posture de retrait.

De manière générale, le développement d'un mode de vie particulier, proche de ses valeurs personnelles, non conformes à la norme dominante, traduit le besoin de liberté des jeunes, qui ont souvent rompu avec un milieu familial hostile, pour se construire en situation de marginalité (Parazelli, 2002). Cette idée d'alternative ou d'opposition à la norme dominante semble se réaliser tant du point de vue de l'identité que de celui de l'engagement (consommation, mode de vie, anticapitalisme). C'est souvent inconsciemment que ces jeunes produisent des performances alternatives. Ces résultats montrent, en filigrane, que les jeunes en situation de marginalité ne sont pas exclus de toutes les formes de participation ou, du moins, qu'ils ont parfois la capacité de revendiquer une place particulière à partir d'un « bricolage de performances ». Par ce « bricolage », à l'image des conceptions de Lévi-Strauss qui parle « des moyens du bord » ou de De Certeau qui traite des « tactiques du quotidien », les jeunes interrogés cherchent à se dégager de certaines contraintes et, en particulier, des rapports de pouvoir (Véron, 2010).

En d'autres termes, mes données indiquent que l'alter-engagement recouvre l'ensemble des performances, des expérimentations, des innovations des jeunes en situation de marginalité et partant, des débordements des répertoires d'action mobilisés. Les jeunes déploient ces performances dans leur entourage personnel, dans la rue, dans leurs OCJ, avec leurs pairs et, parfois, dans un collectif. C'est s'engager sans avoir besoin de le faire en groupe et au sein d'une organisation militante. La dénonciation des situations d'injustice ou l'accès aux droits sociaux n'est pas le seul but affiché. Les jeunes s'intéressent au monde qui les entoure et à leur avenir dans la société. De même, la quête personnelle de reconnaissance, l'aspect ludique et créatif des actions directes du RAJE citoyenne ou des actions collectives du FER, sont des exemples d'alter-engagement. Ce sont des formes différentes d'action et de prises de position, d'occupation de l'espace public, mais qui expriment, semble-t-il, la même résistance à la sphère conventionnelle de participation sociale et politique, la même résistance à la norme sociale dominante ou, du moins, à la représentation que s'en font les jeunes en situation de marginalité. C'est, en somme, une forme de résistance intégrée et appliquée à leur quotidien et dans un certain sens, un engagement incarné.

Finalement, cette notion se rapporte aux prises de position critique des jeunes en difficulté qui cherchent, parfois en vain, à donner un sens au monde dans lequel ils vivent et à trouver une place qu'ils pourraient occuper au sein de la société. Les jeunes ne sont pas en lutte contre la nature même du monde ou de la société dans laquelle ils évoluent, mais ils composent avec leur univers afin de trouver une forme d'équilibre entre leur situation de marginalité, le reste de la société et eux-mêmes. L'alter-engagement est ainsi une fin en soi, mais peut-être surtout un moyen de construire un équilibre qui repose sur trois dimensions : identitaire, contestataire et créatrice.

### **3.2.1 Dimension identitaire : rapport à la société**

La démarche de construction identitaire des jeunes marque un positionnement social distinct, dont la caractéristique n'est pas, pour tous, l'engagement. Pour autant, les prises de position



moins visibles, le non-engagement ou le dégageant ne semblent pas directement converger vers la désaffiliation ou l'état d'exclusion et d'apathie. Certains jeunes interrogés sont plus en retrait et peu des prises de position énoncées se traduisent en actes. Certains ont connu des périodes d'engagement et de militance importantes qu'ils ont mis aujourd'hui de côté, parfois pour trouver un mode d'engagement plus équilibré. D'autres rencontrent des situations de vie ne leur permettant pas de s'engager, par exemple des problèmes de santé, ou de difficultés financières importantes qui mobilisent toute leur énergie, des situations qui ne permettent pas de concilier études ou projets d'insertion et engagements. Les jeunes connaissent certes d'importantes difficultés, mais certains se construisent dans la société, à partir de leur situation de marginalité et à travers des formes d'engagement particulières (les pairs-aidants en particulier).

Les marges sociales, quoi qu'on en pense, représentent aussi un espace transitionnel de potentialités de socialisation et d'émancipation (Parazelli, 2002). Certains jeunes s'ancrent en effet dans la société par les marges, en termes de réalisation de soi *individualisante*, mais aussi, en termes d'expériences créatives et ainsi, d'engagement (Greissler, 2007). Toutefois, si l'engagement est l'un des signes du passage à la vie adulte (Lapeyronnie, 2005), l'alter-engagement protéiforme des jeunes en situation de marginalité est-il le produit de la construction identitaire marginalisée ?

Parazelli (2003) aborde la dimension de pouvoir qui se dégage des interactions à la marge. Les jeunes en situation de marginalité s'ancrent dans la société par ses marges et cela, dans une relation de pouvoir, de résistance, mais non de rupture. Ils exercent une influence sociale lorsqu'ils créent leur propre socialisation ou leurs propres « performances ». Ce travail sur soi (qui n'est pas déconnecté du reste du monde) étaye la construction identitaire et permet certainement de cultiver des compétences, de développer un processus d'engagement « dans, par et pour » la marginalité.

Des auteurs ont mis en avant le concept de « moratoire » pour expliquer le refus des jeunes de « prendre position » et ainsi, pour illustrer l'engagement protéiforme (Galland, 2001; Muxel, 2001; 2010). L'alter-engagement est également marqué par cette trajectoire faite de tâtonnements et d'expérimentations. Les marges sociales et les centres reposent sur une tension entre les unes et les autres. La gestion individuelle et sociale de cette tension laisse entrevoir une évolution réciproque. La marginalité dans la vie de certains jeunes est en ce sens en tension avec les normes dominantes, selon un enjeu de reconnaissance (Colombo, 2008). C'est pourquoi, il convenait de comprendre les expériences d'engagement dans ce qu'elles ont d'essentiel pour les jeunes eux-mêmes.

Face à la situation de marginalité, face aux enjeux de construction identitaire, parfois en retrait, entre les marges et les normes dominantes, la question centrale pour ces jeunes semble concerner la connaissance et la reconnaissance de leur place dans la société. Les discours contestataires des jeunes sont, à cet égard, très éloquents sur leur rapport au social et au politique.

L'engagement touche au sens de l'existence (Lapeyronnie, 2005). C'est un acte qui participe à la construction de sa vie selon son propre rapport au monde et à sa propre existence comme à celle des autres. Dans le contexte de modernité avancée, cela forme un repère à partir duquel on peut construire son identité, cultiver ses valeurs, développer un projet, s'insérer dans la norme dominante, résister, s'opposer, voire « se réparer » (Bobineau, 2010). En ce sens, « c'est une manière de vivre son rapport aux autres mais aussi son rapport à soi » (*op.cit.*, p. 112). Cela est d'autant plus prégnant pour des jeunes en situation de marginalité dont la construction identitaire est périlleuse et faite d'émancipation, mais aussi de régression voire d'autodestruction (Greissler, 2007).

Toutefois, comme j'ai eu l'occasion de le montrer dans mes travaux de maîtrise, certains jeunes de la rue ont de réelles capacités pour « bricoler » une identité entre marginalité et conformité, pour s'engager dans un mode de vie « alternatif », résistant et parfois militant –

autrement dit, pour développer une « identité-résistance » qui vise soit à ne pas se soumettre aux normes, soit à les contester vigoureusement (Castells, 1999, dans, Bobineau, 2010). D'autres, plus en retrait de la marginalité, construisent une existence contrôlée et plutôt conforme (ou une « identité légitimante » qui aide à « se réparer »). Enfin, certains se perdent totalement dans leur expérience et ne trouvent pas de repères ou de moyens pour vivre en société. Ceux-là ont même tendance à se marginaliser. Si Castells (1999) ne présente pas d'idéal-type d'identité non stabilisée, comme dans ce dernier exemple de trajectoire, caractéristique de certains jeunes en perte de repères, il ajoute néanmoins à son raisonnement « l'identité-projet ». Ce troisième type de construction identitaire repose sur la construction d'une nouvelle identité : « l'engagement au service d'un projet est facteur d'identité » (Bobineau, 2010, p. 115).

J'ai rencontré des jeunes engagés au sein du RAJE citoyenne et du GIAP qui correspondent à ce dernier type idéal. Leur participation aux actions militantes leur a permis de se réaliser et parfois, de se sortir, même temporairement, le temps de l'action ou du projet, de leur situation de marginalité, puis petit à petit, de (re)trouver des chemins pour « faire société ». Même si ma méthodologie ne reposait pas sur une approche biographique ou longitudinale - qui aurait permis une analyse plus en profondeur des propos et des trajectoires et notamment, des effets de l'engagement dans la vie des jeunes - on peut toutefois considérer que les jeunes inscrivent leurs actes dans une cohérence biographique de façon à donner du sens à leur vie (Becker, 1960) et finalement à s'émanciper d'une oppression familiale, sociale, économique, politique, ou culturelle et à résister.

### **3.2.2 Dimension contestataire : rapport au politique**

La dimension contestataire traverse en effet les prises de position des jeunes rencontrés. Cela peut certes sembler paradoxal, notamment en ce que ces prises de position ne se traduisent pas souvent en actes. Néanmoins, ces positionnements expriment une tension d'opposition, de confrontation et parfois d'antagonisme. Les jeunes interrogés ont en effet, plus ou moins clairement, identifié un adversaire - l'État, le capitalisme, ou la police - ils envisagent de construire des performances à partir d'une relation de contestation de la norme dominante et cherchent parfois à créer un rapport de force dans l'action directe. Finalement, ces éléments montrent la dimension interactive de l'engagement que l'on ne peut pas bien saisir à l'état isolé, mais plutôt au travers de ses relations avec d'autres formes de performances ou de prises de position. La notion d'espace, évoquée plus tôt, aide ainsi à conceptualiser les performances et les différents rapports des jeunes à celles-ci. N'oublions pas que certains sont mis à l'écart, comme nous le rappelle, ainsi que d'autres, Lamoureux (2001), qui parle de « processus de refoulement aux marges » ou Vulbeau (2005), qui évoque la dynamique de « dégagement » des jeunes. Pour autant, inscrits dans des rapports de pouvoir qui leur sont plutôt défavorables, les jeunes en difficulté sont porteurs d'une forme de contre-pouvoir lorsqu'ils produisent un changement dans la conception traditionnelle de l'engagement, comme c'est le cas dans cette étude.

### **3.2.3 Dimension créative : rapport à la marginalité**

La conceptualisation de l'alter-engagement émerge des propos et des actions de certains jeunes qui ont participé à des actions politiques, sociales ou communautaires, en lien avec leurs expériences marginales. Cela se traduit, entre autres, par la défense des droits et des intérêts des personnes marginalisées ou encore, par la lutte pour la reconnaissance des jeunes de la rue dans l'espace urbain : le RAJE; ODD; le COBP; le FER; le RAPSIM, etc. Toutes ces performances - réelles ou idéalisées - illustrent une dimension créative qui trouve sa source au cœur même de la marginalité.

Rouleau-Berger (1995) parle « d'espaces intermédiaires » pour situer les expériences et les compétences des jeunes des banlieues françaises. Cette auteure explique que ces espaces accueillent la redéfinition des identités, à partir de processus de socialisation plus « normalisés ». Les jeunes inscrivent ainsi dans ces espaces des activités multiples, notamment artistiques, mais aussi délinquantes et il existe de ce fait une tension entre leurs aspirations et la réalité. En somme, elle explique que ce sont parfois des « zones de repli » et de construction de soi originales.

Grell (2004) défend quant à lui l'idée selon laquelle le sentiment d'existence des jeunes naît à travers la recherche de l'autonomie, ancrée dans l'expérience, parfois marginale. Schehr (2002, p. 50) prête également à la trajectoire marginale des dimensions créatrices :

[...] il n'y a pas de centre unique de l'expérience susceptible de faire office de fil conducteur biographique et de garantir la cohésion et le sens de ce qui est vécu. Les jeunes sont ainsi obligés de créer, d'inventer - souvent dans la difficulté - de nouvelles formes de vie et des manières d'être au monde.

Les jeunes en situation de marginalité se distinguent non seulement par le lieu de vie qu'ils investissent (la rue ou les OCJ), mais aussi pour leurs performances et pour les enjeux qui en découlent pour eux-mêmes, comme pour la société. Une touche artistique se dégage de leurs pratiques d'alter-engagement, qui se trouvent parfois de l'ordre du bricolage. La marginalité devient un vecteur de création, à travers les arts de rue, comme les graffitis, le cirque ou la musique, véritables moyens d'expression et d'identification (Chobeaux, 2011; Rivard, 2007). Le FER illustre bien cette façon de se montrer sous un jour original, artistique, marginal et fier de l'être. En somme, cette forme non conventionnelle d'engagement permet aussi de vivre sa différence et de créer, à partir de celle-ci, des formes et des espaces de participation sociale ou politique.

### 3.3 Synthèse

*In fine*, cette analyse des espaces d'engagement met en évidence différentes postures critiques. Ces prises de position engendrent un espace négatif, à l'opposé de l'espace original et un espace intermédiaire, qui correspond à des stratégies de résistance et à une alternative aux autres espaces d'engagement.

J'ai proposé ici une lecture de la place des actes d'engagement des jeunes en situation de marginalité dans différents espaces, selon les formes des prises de position (ou performances) qu'ils développent, en renonçant parfois à d'autres formes d'actions protestataires. Il apparaît que l'on ne puisse pas penser la structuration des espaces d'engagement sans intégrer les contraintes et les conditions d'émergence de l'alter-engagement. La dynamique de l'alter-engagement n'est pas, pour l'individu, isolée de sa finalité ou de ses enjeux. J'ai traité de ces éléments dans le chapitre 3, en prenant appui, entre autres, sur les particularités des actions collectives au sein des OCJ, que ce soit le RAJE citoyenne ou le GIAP (le FER).

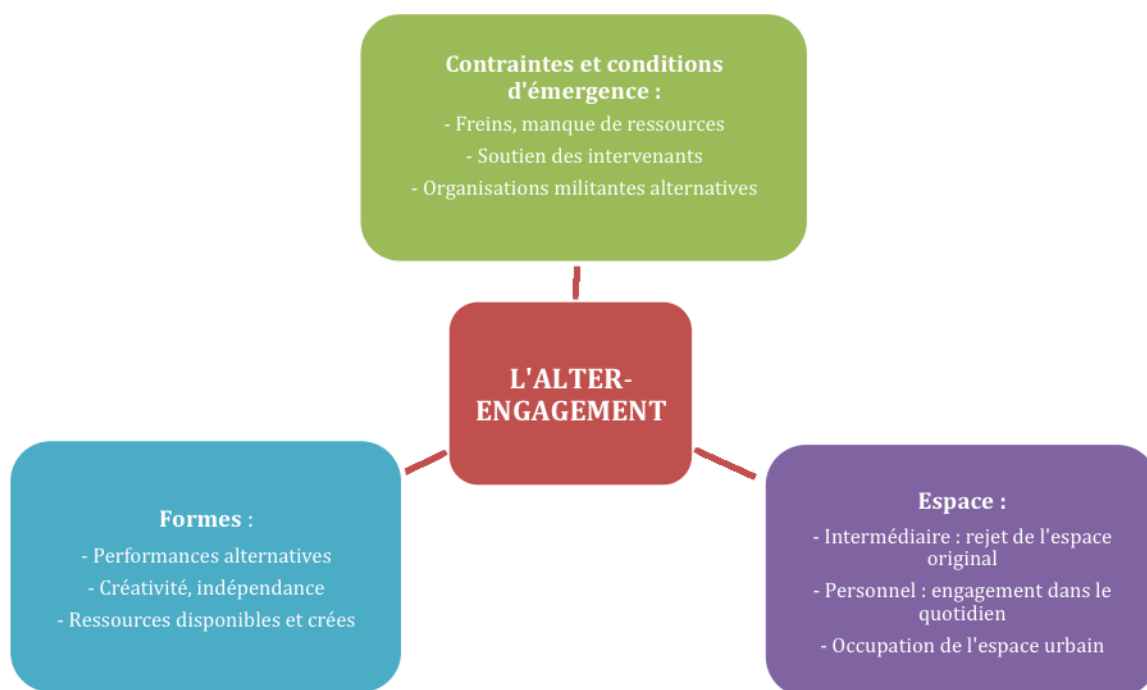
En définitive, j'emploie cette schématisation de l'alter-engagement des jeunes en difficulté pour confronter les théories sur la situation de marginalité des jeunes et dépasser la simple prise en compte de l'état d'exclusion et ainsi, apporter un complément à la conceptualisation de la désaffiliation (Castel, 1994), ou du dégageant (Vulbeau, 2005), en tenant compte des différents espaces d'affiliation et d'engagement des jeunes<sup>205</sup>.

Cet exercice de conceptualisation m'a non seulement amené à élargir la définition de l'engagement, mais aussi à exploiter plusieurs concepts conjointement (contraintes et conditions d'émergence, modes d'action, espaces d'engagement), afin de mettre en évidence ce que j'ai choisi d'appeler l'alter-engagement, illustré dans le schéma qui suit :

---

<sup>205</sup> Voir le chapitre 1.

**Figure 6 : Modélisation de l'alter-engagement des jeunes en situation de marginalité**



Le concept d'alter-engagement développé dans cette recherche est spécifique aux jeunes en situation de marginalité en ce qu'il est issu d'une analyse de leurs discours sur l'engagement et de leurs prises de position au sein d'espaces particulier d'engagement. Les performances, les logiques d'action qui se rapportent à ce concept montrent les tenants et les aboutissants de la recherche d'une alternative à des formes d'engagement ou de non-engagement. Entre le rejet des formes traditionnelles d'engagement et le dépassement des contraintes, certains jeunes innove, expérimentent des formes originales de participation sociale et politique. Certains de ces jeunes s'auto-habilitent à s'engager au sein d'un espace intermédiaire d'engagement qui regroupe des formes plus ou moins publiques et visibles de performances. L'ensemble de ces prises de position critique révèle des rapports particuliers à la société, au politique et à la marginalité. Cette dialectique entre les marges et les centres sont similaires à des tendances actuelles d'engagement observées dans l'ensemble de la société et chez les jeunes en

particulier. C'est là tout l'intérêt de ce concept dynamique qui est certainement applicable à d'autres populations.



## Conclusion

Le choix de ce sujet, en lien avec mon parcours professionnel et ma maîtrise, représente avant tout une démarche de recherche qui vise à éclairer, à travers l'étude de différentes postures d'engagement, les interrogations sur la place, le rôle et l'identité des jeunes en situation de marginalité dans la société actuelle. Nombre d'analyses des mouvements sociaux de précaires perçoivent dans la mobilisation et l'engagement, la reconquête de la participation politique. Dans cette recherche, on constate que ce qui est en jeu pour les jeunes en situation de marginalité, c'est la reconnaissance d'une place pour eux dans l'espace social. Les questions de justice sociale, d'identité marginalisée, de liens sociaux et d'insertion dominent les prises de position critique qu'ils adoptent, de sorte que bien plus qu'un objectif de révolution, de renversement d'un régime de gouvernance ou de prise de pouvoir, il s'agit d'abord d'un appel à la reconnaissance de leur citoyenneté active, de leur place, dans l'espace public. En ce sens, comme plusieurs auteurs le précisent, les balises et les modes d'expression de l'engagement ont tellement évolué, qu'il est nécessaire d'en définir les nouveaux contours et les enjeux.

Avant de pouvoir définir ces contours et ces enjeux, il a fallu construire un protocole de recherche afin d'interpréter des performances peu étudiées et difficiles à saisir. L'adoption d'une posture de recherche compréhensive s'est avérée indispensable. Trouver une approche permettant d'étudier l'engagement sans pour autant partir de l'étude d'une structure, le défi était de taille. Pour le relever, le seul moyen était d'analyser un ensemble d'incarnations de plusieurs engagements en situation de marginalité par le truchement d'OCJ. Rapidement en outre, la nécessité d'élargir différents concepts s'est imposée. Il a fallu prendre en considération des formes d'engagement plus intimes et contrer des difficultés d'enquête. Or, les approches méthodologiques et théoriques existantes, basées sur des études de cas, ne permettent pas d'étudier l'engagement des jeunes en situation de marginalité qui ne correspond pas à un type d'engagement en particulier. Le cadre d'interprétation proposé

permet de penser l'engagement aujourd'hui : protéiforme, varié dans le temps et dans les espaces.

Un des résultats importants de cette démarche de théorisation ancrée montre en effet qu'il existe des performances moins visibles dont les origines et la légitimité sont questionnées. Toute définition et toute conceptualisation de l'engagement, comme tout autre concept d'ailleurs, risque de *discriminer* autant son sujet que son objet de recherche. C'est ce que j'ai souhaité éviter afin de ne pas éliminer de mon corpus certaines formes d'engagement ou de discours. J'ai plutôt cherché comment *objectiver* l'engagement des jeunes en situation de marginalité, en dehors de toute préconception. Pour ce faire, il était indispensable d'opérationnaliser l'action à travers son caractère public, visible ou non.

Si l'engagement nécessite adhésion, mobilisation de ressources, intérêts à agir, ce n'est pas nécessairement à partir d'un consentement formel ou d'une inscription dans une organisation militante. En effet, peut-on dire qu'un jeune qui aide régulièrement à préparer les pancartes d'une mobilisation du RAJE citoyenne sans venir manifester n'est pas engagé ? Force est de le constater, nombre d'organisations citées par les jeunes n'ont pas d'exigence d'appartenance. Certains OCJ considèrent les jeunes comme des membres à part entière de leur assemblée générale sans autre condition que celle d'avoir séjourné, ne serait-ce qu'une nuit, au sein de leur établissement. Ainsi, les jeunes vont et viennent dans des espaces de participation différents, au gré de leurs disponibilités, de leur état d'esprit du moment ou de leurs affinités. Les résultats de cette enquête montrent que la majorité de leurs performances sont moins visibles ou moins conformes à la norme dominante d'engagement perçue en général dans la société. Les participants aux FG, les jeunes rencontrés au gré de mes passages dans les OCJ, les jeunes militants du RAJE citoyenne, comme les pairs-aidants du GIAP, ont connu des périodes d'engagement plus ou moins intenses. Leurs trajectoires d'engagement ne sont ni linéaires, ni comparables et, dans ces circonstances, l'idée de concevoir une typologie d'engagement ou de carrières militantes s'avère difficile. Finalement, toutes les prises de position particulières sont venues révéler d'autres formes d'engagement. Il en est ainsi des

discours et des comportements des jeunes qui, souvent se disent eux-mêmes non-engagés, il en va de même pour les prises positions affirmées par les jeunes interrogés qui n'ont jamais été suivies d'effet.

Dans le respect du caractère qualitatif, aucune information n'a été écartée de cette recherche. J'ai cherché de plus à privilégier l'analyse des discours pour comprendre le sens de l'engagement pour les jeunes eux-mêmes. La stratégie méthodologique des focus-group est d'ailleurs pertinente pour mettre en débat les jeunes avec eux-mêmes et entre eux. Mon attention ne portait pas sur l'analyse des imaginaires discursifs des jeunes, mais bien sur l'analyse des événements, des performances, des définitions de l'engagement en lien avec leurs parcours et leur situation de marginalité. Il eut été intéressant de confronter d'avantage les discours aux actions, pour recouper des informations. Or les données en termes de discours ne se rapportaient pas directement aux données en termes d'action.

Après avoir analysé toute une gamme de formes d'engagement plus ou moins perceptibles, en tenant compte des contraintes et des conditions d'émergence, j'ai pu constater qu'il existe, en réalité, un non-engagement – un négatif de l'engagement – en rupture plus ou moins nette avec la lecture dominante. C'est ici que la perspective d'un espace intermédiaire s'est imposée. En effet, les résultats de cette étude mettent en évidence ce que j'ai appelé l'*alter-engagement* qui se situe entre de l'engagement traditionnel – l'original – et le non-engagement.

Lorsque les jeunes revendiquent un espace d'engagement limité à la sphère privée ou lorsqu'ils rejettent la sphère politique traditionnelle pour privilégier des formes artistiques, ils structurent leur propre espace, entre un espace dont l'accès est limité et un espace dans lequel ils peuvent se replier. Les espaces – original, négatif et intermédiaire – contiennent des formes différentes d'engagement, traduites en paroles ou en actes plus ou moins perceptibles aux autres et reconnues par eux. Plusieurs formes d'engagement coexistent : publiques ou privées, personnelles ou partagées, absolues, intermédiaires, ou isolées.

Si l'engagement, comme on l'a montré, est mis en scène par les jeunes, il peut également être considéré comme un acte indépendant, rattaché à une cause, à un objectif personnel ou commun, voire à d'autres acteurs. Ainsi, certaines de mes données se rapportent à des paroles ou à des postures critiques, point de départ d'engagements pouvant éventuellement être (re)configurés dans des espaces distincts. Ces situations individuelles bien qu'elles soient disparates et hétérogènes, animent l'engagement, participent largement à l'élaboration de son décor et à sa mise en scène. Certains discours, on l'a évoqué, sont l'équivalent du *temps 0* de l'engagement, dans le sens où ils précèdent sa mise en forme ou en acte. Les discours des jeunes constituent en somme des clés de compréhension des *multipositionnalités* des formes d'engagement.

Considérant ce qui précède, le travail de modélisation réalisé à partir du triptyque théorique – contraintes et conditions d'émergence, formes et espaces d'engagement – donne à lire ce que l'on peut entendre par alter-engagement. Plusieurs performances, loin de s'opposer, ont souvent tendance à se renforcer les unes les autres. Par exemple, le rejet de la sphère politique traditionnelle conduit les jeunes à privilégier d'autres formes de prise de position. Les données démontrent une forme d'exigence politique impatiente qui les pousse à agir en dehors des canaux traditionnels et qui fait, volontairement ou non, bouger les frontières des espaces d'engagement. En tout état de cause, il y a là, semble-t-il, une tension avec les conceptions classiques qui peinent à reconnaître ces postures et la réalité de l'action collective.

La stratégie méthodologique de cette recherche devait en somme être assez dynamique pour rendre compte des postures difficilement saisissables des jeunes et des frontières entre les espaces. Si cette approche est originale, parce qu'elle permet d'explorer toutes sortes de données contrastées, elle soulève encore quelques questions à propos de la généralisation des résultats. La conceptualisation de l'alter-engagement relève du « paradigme d'exploration »<sup>206</sup> avancé par certains auteurs, circonscrit à des cas particuliers, dans le contexte d'OCJ

montréalais. Depuis la cueillette des données, le contexte social et politique au Québec a changé, notamment en raison du mouvement étudiant et des résultats des élections en septembre 2012. Ces changements viennent influencer toute forme de généralisation du présent exercice de modélisation. Cependant, le concept de l'alter-engagement, qui repose sur l'élargissement de la définition même de l'engagement et sur son exploration, peut tout à fait être complété voire élargi.

Le triptyque de modélisation de l'engagement apparaît comme un modèle dynamique d'analyse, conçu pour être repris dans d'autres contextes de recherche. Il permet de comprendre et de décrire les frontières entre les espaces de l'engagement. À cet égard, il serait intéressant de mener une étude comparative de cas, entre deux organisations militantes typiques, afin de vérifier la validité du modèle. On pourrait, par exemple, envisager de tester le triptyque de l'alter-engagement dans un autre contexte, qu'il soit national ou international. Considérant la tendance actuelle à la réappropriation des pratiques d'actions collectives au sein des OCJ, entre autres, il serait intéressant de prolonger la présente recherche en explorant les multiples formes d'engagement et de mobilisation. Une étude comparative de cas permettrait en effet d'identifier des transversalités entre les pratiques et les espaces d'engagement. L'échelle locale d'un projet, d'un OCJ, permettrait alors d'appréhender la réalité et l'impact des pratiques, mais aussi l'histoire, les sources et les fondements théoriques qui ont construit et façonné les approches d'organisation communautaire.

À un autre niveau, si l'on s'intéresse au phénomène de l'engagement suscité, il serait pertinent d'approfondir les processus de mobilisation des jeunes en situation de marginalité et ainsi, les conditions pratiques de l'engagement et de l'action communautaire. En effet, on l'a observé, les conditions d'émergence de certaines performances reposent souvent sur les pratiques d'OCJ, qui favorisent la création d'espaces de participation citoyenne et sociale ou le développement du pouvoir d'agir. Le paradoxe de ces initiatives provient du fait qu'elles

---

<sup>206</sup> Je fais référence ici à l'inscription de cette recherche dans la méthodologie par théorisation ancrée qui, selon les auteurs, vise à construire un cadre théorique à partir des données, à découvrir et interpréter une partie de la

peinent à attirer beaucoup de jeunes et, surtout, qu'elles ne permettent pas toujours l'exercice d'une citoyenneté active. Rappelons-nous que les jeunes estimaient parfois que ces actions étaient tantôt trop occupationnelles, tantôt, trop faibles en termes de moyens. En fait dans la logique de ces projets, du repérage des problèmes jusqu'à la conception de l'action, la place des jeunes est souvent mal définie, peu accompagnée et, ainsi, ces projets peinent à laisser les jeunes à la manœuvre. Ces projets le plus souvent analysés à partir de leurs modalités ou de leurs résultats, c'est à dire, à partir des éléments de réussite ou d'échec. On s'intéresse plus rarement aux conditions d'émergence et aux évolutions des processus de construction des mobilisations ou aux trajectoires d'engagement des jeunes - et des intervenants-participants d'ailleurs - dans ces espaces.

Alors même que les acteurs principaux des OCJ croient, pour nombre d'entre eux, à une dégradation du militantisme, une désaffection pour les institutions, un désintérêt pour l'action collective, ce travail de recherche apporte des informations sur les conditions d'émergence et les modalités de l'engagement des jeunes en général comme des jeunes en situation de marginalité. Des avenues de recherche ultérieures sur l'action collective se dessinent, en particulier dans le contexte des OCJ. On a vu qu'un projet de recherche pouvait être défini à partir des résultats de cette thèse et j'ai l'intention de pouvoir m'y pencher dans le cadre d'un programme de postdoctorat.

## Bibliographie

- Agrikoliansky, E. (2001). Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980. *Revue française de science politique*, 51(1-2), 27-46.
- Agrikoliansky, E. (2010). Les usages protestataires du droit. Dans O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (p. 225-243). Paris: La Découverte.
- Alami, S., Desjeux, S., et Garabuau-Moussaoui, I. (2009). *Les méthodes qualitatives*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Alinsky, S. (1971). *Manuel de l'animateur social. Une action directe non violente*. Paris: Éditions du Seuil.
- Ancelovici, M., et Dupuis-Déri, F. (2012, 18 juillet). Vote des jeunes - De la rue à l'isoloir: pourquoi la discipline ?, *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/354769/de-la-rue-a-l-isoloir-pourquoi-la-discipline>
- Antony, E. (2010). *La mobilisation des sans-papiers : une revendication de l'invisible ? Étude du collectif des travailleurs et travailleuses sans statut légal à Genève*. Université de Genève. Genève.
- Arnett, J. J. (2004). *Emerging Adulthood. The Winding Road from the Late Teens Through the Twenties*. New-York: Oxford University Press.
- ASPC (2006). *Les jeunes de la rue au Canada : constatations découlant de la Surveillance accrue des jeunes de la rue au Canada, 1999-2003*. Ottawa: ASPC.
- Aubin, D. (2008). Les jeunes en difficulté, une invitation à la créativité. *Psychologie Québec*, 25(2), 24-27.
- Aubin, D., Abdel-Baki, A., Baret, C., Cadieux, C., et Hill, T. (2011). Des rencontres de proximité : apprendre de l'autre, pour tisser de la solidarité et de l'espoir [première partie]. *Santé mentale au Québec*, 36(2), 53-76.
- Auyero, J. (2005). L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5(160), 122-132.
- Bachand, N. (2011). Do it yourself (DIY) : entretien avec Alexandre Castonguay. *Inter : art actuel*(109), 30-34.
- Bajoit, G. (1988). Exit, Voice, Loyalty...and Apathy : Les réactions individuelles au mécontentement. *Revue française de sociologie*, 29(2), 325-345.
- Bajoit, G. (2003). *Le changement social : approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*. Paris: Armand Colin.
- Bantigny, L. (2011). De mai 68 au mouvement anti-CPE : filiations et ruptures dans la mobilisation de la jeunesse. Dans A. Muxel (dir.), *La politique au fil de l'âge* (p. 162-179). Paris: Les Presses de Science Po.
- Baribeau, C., et Germain, M. (2010). L'entretien de groupe : considérations théoriques et méthodologiques. *Recherches Qualitatives*, 29(1), 28-49.
- Baribeau, C., et Royer, C. (2012). Quelles qualités essentielles la recherche qualitative requiert-elle de la part du chercheur? *Recherches Qualitatives, Hors-Série : les qualités essentielles du chercheur qualitatif*(12), 1-8.

- Barrault, L. (2008). Une interpellation profane du politique. La lettre de jeunes de milieux populaires au Président de la République pendant les émeutes de 2005. *Réseaux*, 5(151), 37-62.
- Barrault, L. (2010). Anticipations de l'avenir et rapports au politique de jeunes des milieux populaires. *Politique et Sociétés*, 29(3), 97-114.
- Barthélémy, M. (1994). Le militantisme associatif. Dans P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* (p. 87-114). Paris: Presses de Sciences Po.
- Bartkowiak, I. (2005). Les "jeunes en difficulté" de 1980 à nos jours. De représentations en réalités sociales. Dans E. Callu, J.-P. Jurmand et A. Vulbeau (dir.), *La place des jeunes dans la cité. Tomes 2 : espaces de rue, espaces de parole* (p. 25-45). Paris: L'Harmattan.
- Beauchemin, J. (2009). L'identité franco-québécoise d'hier à aujourd'hui : la fin des vieilles certitudes. *Liberté*, 51(3), 18-33.
- Beaud, S., et Weber, F. (1997). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris: La Découverte.
- Beauregard-Langelier, H. (2007). La lutte contre les coupures de 103 millions de dollars dans l'aide financière aux études (AFÉ). *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Collection Mouvements sociaux*. Repéré le 12 mai 2012 à <http://www.crisis.uqam.ca/upload/files/publications/mouvements-sociaux/MS0702.pdf>
- Beck, U. (2003). *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris: Flammarion.
- Becker, H. (1960). Notes on the Concept of Commitment. *American Journal of Sociology*, 66(1), 32-40.
- Becker, H. (1963). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris: A.-M. Métaillé.
- Becker, H. (2002). *Les ficelles du métier*. Paris: La Découverte.
- Becker, H., et Geer, B. (1960). Participant Observation: The Analysis of Qualitative Field Data. Dans R. N. Adams et J. J. Press (dir.), *Human Organization Research: Fields Relations and Techniques* (p. 267-289). Homewood (Ill.): Dorsey Press.
- Becquet, V., et De Linares, C. (Dir.). (2005). *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*. Paris: L'Harmattan.
- Bédard, É. (2007). La grève étudiante du printemps 2005 : naissance d'une nouvelle génération politique ? Dans M. Bock (dir.), *La jeunesse au Canada français. Formation, mouvements et identité* (p. 149-168). Ottawa: Les presses de l'Université d'Ottawa.
- Bègue, M. (2007). *Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne*. (Institut d'Études Politiques de Paris, Paris).
- Bélisle, R., Yergeau, É., Bourdon, S., Dion, M., et Thériault, V. (2011). Défis de la programmation ouverte dans l'insertion sociale et professionnelle de jeunes en difficulté. *Sociétés et Jeunesses en difficulté*, (11). Repéré à <http://sejed.revues.org/index7093.html>
- Bellot, C. (2001). *Une ethnographie de la rue: Trajectoires de rue des jeunes et pratiques d'intervention au centre ville de Montréal*. (Thèse, Université de Montréal, Montréal).
- Bellot, C. (2003). Les jeunes de la rue : disparition ou retour des enjeux de classe ? *Lien social et Politiques*(49), 173-182.
- Bellot, C., Raffestin, I., Royer, M.-N., et Noël, V. (2005). Judiciarisation et criminalisation des populations itinérantes. Montréal: RAPSIM.
- Belzil, C. (2004). Un modèle économétrique dynamique de l'abandon scolaire au Québec et en Ontario. *L'Actualité économique*, 80(2-3), 363-381.



- Benasayag, M. (2004). *Abécédaire de l'engagement*. Paris: Bayard.
- Benasayag, M., et Sztulwark, D. (2000). *Du contre-pouvoir: de la subjectivité contestataire à la construction de contre-pouvoirs*. Paris: La Découverte.
- Bennour, A. (2006). *Logiques des participations citoyennes : solidarité, contestation, gestion*. Paris: L'Harmattan.
- Bertacchini, Y. (2009). *Petit Guide à l'usage de l'Apprenti-Chercheur en Sciences Humaines et Sociales*. Toulon: Presses Technologiques.
- Bertrand-Dansereau, A., et Langevin-Tétrault, A. (2007). *Jeunes et économie sociale au Québec en 2006 : Un portrait exploratoire*. Cahier ARUC-ES.
- Blin, T. (2011). Les sans-papiers et l'humanisme de l'Autre Homme. *Le Débat*, 2(164), 124-135.
- Bobineau, O. (2010). *Les formes élémentaires de l'engagement. Une anthropologie du sens*. Paris: Temps présent.
- Bock, M. (2007). *La jeunesse au Canada français. Formation, mouvement et identité*. Ottawa: Les presses de l'Université d'Ottawa.
- Bouchard, M. J., Lévesque, B., et St-Pierre, J. (2008). *Modèle québécois de développement et gouvernance : entre le partenariat et le néolibéralisme ?* Centre de recherche sur les innovations sociales. Repéré à <https://depot.erudit.org/id/001609dd>
- Boucher, M. (2003). *Modèle de développement et mouvements sociaux : l'exception québécoise*. Petites sociétés et minorités nationales : enjeux politiques et perspectives comparées. Université du Québec en Outaouais.
- Boumaza, M., et Hamman, P. (Dir.). (2007). *Sociologie des mouvements précaires. Espaces de mobilisation et répertoires d'action*. Paris: L'Harmattan.
- Boumaza, M., et Pierru, E. (2007). Des mouvements de précaires à l'unification d'une cause. *Sociétés contemporaines*, 65(1), 7-25.
- Bourassa, C. (2003). La relation entre la violence conjugale et les troubles de comportements à l'adolescence : les effets médiateurs des relations avec les parents. *Service social*, 50(1), 30-56
- Bourque, D., Comeau, Y., Favreau, L., et Fréchette, L. (2007). *L'organisation communautaire: fondements, approches et champs de pratique*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Bourque, G., et Duchastel, J. (2000). Réinventer la société politique. *Mutations*(1), 17-22.
- Bozon, M. (2002). Des rites de passage aux « premières fois ». Une expérimentation sans fins. *Agora débats/jeunesse*, 28(28), 22-33.
- Bozonnet, J.-P. (2010). Boycott et « buycott » en Europe. Écocitoyenneté et culture libérale. *Sociologies pratiques*, 1(20), 35-50.
- Brannigan, A., et Caputo, T. (1993). *Études sur les fugueurs et les jeunes de la rue au Canada : Problèmes conceptuels et méthodologiques*. Calgary (Alberta): Ministère du Solliciteur général du Canada, Direction de la promotion de Santé Canada.
- Brett, R., et Specht, I. (2004). *Young soldiers : why they choose to fight*. Boulder: Lynne Rienner Publishers.
- Brice, M. (2007). Jeunesse d'aujourd'hui et organisations de jeunesse de demain. *Pensée plurielle*, 1(14), 9-18.
- Brodeur, P. (2010). *Compréhension de la motivation et des enjeux du bénévolat en soins palliatifs*. (Thèse, Université du Québec à Montréal ).

- Broqua, C., et Fillieule, O. (2001). *Les logiques de l'engagement dans la lutte contre le sida*. Paris: Textuel.
- Brum-Schäppi, P. (2008). *Intervenir auprès des jeunes au Québec: sociologies implicites* (Mémoire, Université de Montréal, Montréal).
- Buckingham, D. (2000). *The Making of Citizens. Young People, News, and Politics*. London: Routledge.
- Cadiou, S., Dechezelles, S., et Roger, A. (Dir.). (2007). *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*. Paris: L'Harmattan.
- Camilleri, C., Kastarsztein, J., Lipiansky, e. M., Maleska-Peyre, H., Toboada-Leonetti, I., et Vasquez, A. (1990). *Stratégies identitaires*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Castel, R. (1994). La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation. *Cahiers de recherche sociologique* (22), 11-27.
- Castells, M. (1999). *Le pouvoir de l'identité*. Paris: Fayard.
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris: Le Seuil.
- Cayouette, P. (2000). Si jeunes et si désabusés. *L'Actualité*, 49.
- Cayroll, R. (1994). Télévision et engagement politique. À la TV ce soir : « Maman, j'ai rétréci les militants ». Dans P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* (p. 423-438). Paris: Presses de Sciences Po.
- Céfaï, D. (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Paris: La découverte.
- Chabanet, D., Dufour, P., et Royall, F. (Dir.). (2011). *Les mobilisations sociales à l'heure du précarariat*. Rennes: Presses de l'École des Hautes Études en Santé Publique.
- Charmillot, M., et Seferdjeli, L. (2002). Démarches compréhensives : la place du terrain dans la construction de l'objet. Dans F. Leutenegger et M. Saada-Robert (dir.), *Expliquer et comprendre en sciences de l'éducation* (p. 187-203). Bruxelles: De Boeck.
- Châtel, V., et Roy, S. (2008). *Penser la vulnérabilité : visages de la fragilisation du social*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Chobeaux, F. (1996). Jeunes en errance: leur tendre la main. *Panoramiques*(26), 192-204.
- Chobeaux, F. (1998). Les jeunes galériens en France. Dans S. Tessier (dir.), *À la recherche des enfants des rues*. Paris: Éditions Karthala.
- Chobeaux, F. (2011). *Les nomades du vide : des jeunes en errance, de squats en festivals, de gares en lieux d'accueil*. Paris: La Découverte.
- Cicchelli, V. (2001). Les jeunes adultes comme objet théorique. *Recherches et prévisions*(65), 5-18.
- Clavel, G. (1998). *La société d'exclusion. Comprendre pour en sortir*. Paris: L'Harmattan.
- Collovald, A., et Sawicki, F. (1991). Le populaire et le politique. Quelques pistes de recherche en guise d'introduction. *Politix*, 4(13), 7-20.
- Colombo, A. (2001). *Analyse du processus de changement de mode de vie chez les jeunes de la rue à Montréal*. (Mémoire de licence, Université de Fribourg, Fribourg).
- Colombo, A. (2003). La sortie de la rue des jeunes à Montréal : processus ou objectif d'intervention ? *Nouvelles pratiques sociales*, 16(2), 192-210.
- Colombo, A. (2008). *La reconnaissance : un enjeu pour la sortie de la rue des jeunes à Montréal*. (Thèse de doctorat, UQAM-INRS, Montréal).
- Colombo, A. (2010). Jeunes à risque ? Sens des pratiques dites à risque et sortie de la rue. *Criminologie*, 43(1), 155-170.

- Colombo, A., Gilbert, S., et Lussier, V. (2007). Être jeune et marginal aujourd'hui. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(1), 39-49
- Conoir, Y., et Vema, G. (2006). *DDR. Désarmer, démobiliser et réintégrer : Défis humains, enjeux globaux*. Lévis: Presses de l'Université Laval.
- Corcuff, P. (2005). Figures de l'individualité, de Marx aux sociologies contemporaines. *Espace Temps*, <http://espacestems.net/document1390.html>
- Corin, E. (1986). Centralité des marges et dynamiques des centres. *Anthropologie et Sociétés*, 10(2), 1-21.
- Cortéséro, R. (2010). Entre l'émeute et le ghetto. Quels cadres de socialisation politique pour les jeunes des banlieues populaires ? *Éducation et sociétés*, 1(24), 65-81.
- Côté, L., Lévesque, B., et Morneau, G. (2007). L'évolution du modèle québécois de gouvernance. *Politique et Sociétés*, 26(1), 3 - 26.
- Côté, M.-M. (1988). *Les jeunes de la rue à Montréal. Une étude d'ethnologie urbaine*. (Thèse de doctorat, Université de Montréal, Montréal).
- CPJ. (2002). Je décroche, tu décroches...est-ce que nous décrochons? Avis sur le décrochage scolaire et social au secondaire. Québec: Conseil permanent de la jeunesse, Gouvernement du Québec.
- CPJ (2005). *Au-delà de la loi...une pratique*. Québec: Conseil permanent de la jeunesse.
- Cruzel, É. (2004). Passer à l'ATTAC : éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste. *Politix*, 17(68), 135-163.
- Cultiaux, J., et Vendramin, P. (2011). *Militer au quotidien. Regard prospectif sur le travail syndical de terrain*. Louvain-la-Neuve: Presses universitaires de Louvain.
- Dagenais, L. F. (1996). La jeunesse, une construction du discours sociopolitique canadien de 1965 à 1989. *Sociologie et sociétés*, 28(1), 89-105.
- Damon, J. (2002). Les mobilisations et protestations collectives en faveur des SDF : quelques jalons dans l'histoire récente. *Revue française des affaires sociales*, 2(2), 7-22.
- Daoust, F., et Nadeau, J.-G. (2011). "For Those About to Rot" : Le cadavre exalté de la musique métal. *Frontières*, 23(2), 53-58.
- De Certeau, M. (1980). *L'invention du quotidien. [tome 1] Art de faire*. Paris: Gallimard.
- De Foucauld, J.-B. (2002). *Les 3 cultures du développement humain*. Paris: Odile Jacob.
- Dejaeghere, Y., et Hooghe, M. (2011). Les attitudes politiques et sociales à l'épreuve de l'adolescence. Dans A. Muxel (dir.), *La politique au fil de l'âge* (p. 64-89). Paris: Presses de Sciences Po.
- Demazière, D. (1996). Des chômeurs sans représentation collective : une fatalité ? *Esprit*, Novembre, 10.
- Demazière, D. (2007). Réduire la dissonance identitaire dans les interactions avec autrui. Peut-on être chômeur et militant à la fois ? *Négociations*, 2(8), 73-89
- Demazière, D., et Dubar, C. (2005). Récits d'insertion de jeunes et régimes de temporalité. *temporalités*, 3, <http://temporalites.revues.org/452>
- Denis, V. (2003). Pour comprendre la pratique du « squeegee » à Montréal. *Criminologie*, 36(2), 89-104.
- Deslauriers, J.-P., et Kérésit, M. (1997). Le devis de recherche qualitative. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. Pires, P. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 85-111). Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.

- Desmeules, K. (2004). *La vie dans la rue dans l'ouest. Recherche sur les jeunes francophones de Vancouver*. Vancouver: La Boussole.
- Doray, P., Prévost, J.-G., Delavictoire, Q., Moulin, S., et Beaud, J.-P. (2011). Usages des statistiques et actions publiques : les politiques de lutte contre le décrochage scolaire au Québec. *Sociologie et sociétés*, 43(2), 201-221.
- Druckman, J. N. (2001). On the Limits of Framing Effects: Who Can Frame? *Journal of Politix*, 63(4), 1041-1066.
- Dubet, F. (1987). *La galère : jeunes en survie*. Paris: Fayard.
- Dubet, F. (1994). *La sociologie de l'expérience*. Paris: Éditions du Seuil.
- Dubuisson-Quellier, S. (2009). Cible ou ressource : les ambiguïtés de la mobilisation des consommateurs dans la contestation contre l'ordre marchand. *Sociologie et sociétés*, 41(2), 189-214.
- Duchesne, S. (1994). Engagement ou politique : le paradoxe de la citoyenneté. Dans P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* (p. 185-214). Paris: Presses de Sciences Po.
- Duchesne, S., et Haegel, F. (2005). *L'entretien collectif*. Paris: Armand Colin.
- Dufour, P. (1998). Les formes de résistance politique des sans-emploi. *Lien social et politiques-RIAC*, 39, 73-83.
- Dunezat, X. (2011). Mouvements de "sans", rapports sociaux et "exclusion sociale". L'introuvable groupe mobilisé. Dans D. Chabanet, P. Dufour et F. Royall (dir.), *Les mobilisations sociales à l'heure du précaire* (p. 203-225). Rennes: Presses de l'Université de Rennes.
- Duperré, M. (2004). *L'organisation communautaire. La mobilisation des acteurs collectifs*. Saint-Nicolas: Les presses de l'université Laval.
- Dupuis-Déri, F. (2004). Penser l'action directe des Black Blocs. *Politix*, 17(68), 79-109.
- Dupuis-Déri, F. (2006). Broyer du noir. Manifestations et répression policière au Québec. *CRÉUM, les ateliers de l'éthique*, 1(1), 58-80. Repéré à [http://www.creum.umontreal.ca/IMG/pdf/ATELIERS\\_VOL1N1\\_04\\_58\\_80.pdf](http://www.creum.umontreal.ca/IMG/pdf/ATELIERS_VOL1N1_04_58_80.pdf)
- Dupuis-Déri, F. (2008). *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal: Lux Éditeur.
- Duval, D. (2005). *Recension des écrits sur la participation électorale*. Québec: Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Bibliothèque nationale du Canada.
- Eliasoph, N. (1990). Political Culture and the Presentation of a Political Self *Theory and Society*(19), 465-494.
- Esau, M. V. (2007). Citizen Participation and the Poor : A Participatory Approach to Achieving Political, Social and Economic Freedom ? *Politikon*, 34(2), 187-203.
- Farro, A. (2000). *Les mouvements sociaux : diversité action collective et globalisation*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Felices-Luna, M. (2005). *L'implication des femmes au sein des groupes armés contestataires : les cas du Pérou et de l'Irlande*. (Thèse, Université de Montréal, Montréal).
- Fellous, M. (2001). *À la recherche de nouveaux rites : rites de passage et modernité avancée*. Paris: L'Harmattan.
- Ferrand-Bechmann, D. (2011). Le bénévolat, entre travail et engagement. *Vie sociale et traitements*, 1(109), 22-29.
- Fillieule, O. (2001). Proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*, 51(1-2), 199-217.

- Fillieule, O. (2005a). *Le désengagement militant*. Paris: Belin
- Fillieule, O. (2005b). Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. Dans O. Fillieule (dir.), *Le désengagement militant* (p. 17-47). Paris: Belin.
- Fillieule, O. (2010). Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégie d'action. Dans O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines* (p. 77-99). Paris: La découverte.
- Fillieule, O., et Péchu, C. (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris: L'Harmattan.
- Fillieule, O., et Tartakowsky, D. (2008). *La Manifestation*. Paris: Les presses de sciences po.
- Fines, L. (2010). L'utilisation des données médiatiques en recherche qualitative : contexte d'histoire immédiate, informations pertinentes et arènes de négociation. *Recherches Qualitatives*, 29(1), 165-188.
- Fitch, R. T. (1987). Characteristics and motivations of college students volunteering for community service. *Journal of College Student Personnel*, 28, 424-431.
- Flamand, S., et Aubin, D. (2004). On m'abandonne, je m'abandonne...? *P.R.I.S.M.E.*(44), 170-184.
- Fournier, L. et Chevalier, S (1998). *Dénombrement de la clientèle itinérante dans les centres d'hébergement, les soupes populaires et les centres de jour des villes de Montréal et de Québec 1996-1997*. Québec: Santé Québec.
- Fournier, L. et Mercier, C. (1996). *Sans domicile fixe. Au-delà du stéréotype*. Montréal Éditions du Méridien.
- Galland, O. (1996). L'entrée dans la vie adulte en France. Bilan et perspectives sociologiques. *Sociologie et sociétés*, 28(1), 37-46.
- Galland, O. (2001). *Sociologie de la jeunesse*. (3<sup>e</sup> éd.). Paris: Armand Colin.
- Gamson, W. (1975). *The strategy of social protest*. Georgetown: Dorsey Press.
- Gamson, W. (1992). *Talking Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Garnier, C., et Doise, W. (2002). *Les représentations sociales : balisage du domaine d'études*. Montréal: Éditions Nouvelles.
- Gaudet, S. (2012). Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale *SociologieS* Repéré à <http://sociologies.revues.org/3874>
- Gaudet, S., et Charbonneau, J. (2002). Responsabilité sociale et politique chez les jeunes femmes. *Cahiers de recherche sociologique*(37), 79-103.
- Gauthier, B. (1998). *Recherche sociale - De la problématique à la collecte des données*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gauthier, M. (2008). La mouvance sociale des jeunes : quelques approches. *Magazine électronique du CAPRES*. Repéré le 23 novembre 2012 à <http://www.uquebec.ca/~uss1109/dossiers/2007-2008/ACFAS-2008/Communication-Gauthier.pdf>
- Gauthier, M., et Gravel, P.-L. (2003). La participation des jeunes à l'espace public au Québec, de l'associationnisme à la mobilisation. Dans M. Gauthier (dir.), *La jeunesse au Québec* (p. 91-104). Saint-Nicolas: Éditions de l'IRQC.
- Gauthier, M., Gravel, P.-L., et Brouillette, A.-A. (2004). Qu'est-ce qui pousse les jeunes à s'engager ? Les valeurs de jeunes militants d'aujourd'hui. Dans G. Pronovost et C. Royer (dir.), *Les valeurs des jeunes* (p. 150-168). Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.

- Gaxie, D. (1977). Économie des partis et rétributions du militantisme. *Revue française de science politique*, 27(1), 123-154.
- Gaxie, D. (1978). *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Paris: Éditions du Seuil.
- Gaxie, D. (1993). Le vote désinvesti. *Politix*(22), 138-164.
- Gaxie, D. (2002). Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales. *Revue française de science politique*, 2-3(52), 145-178.
- Gaxie, D. (2005). Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. *Swiss Political Science Review*, 11(1), 157-188.
- Gaxie, D. (2007). Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens". *Revue française de science politique*, 57(6), 737-757.
- Geoffrion, P. (2003). Le groupe de discussion. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données* (p. 333-356). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gilbert, S., et Parazelli, M. (2004). Les jeunes en marge ont-ils des valeurs ? Dans G. Pronovost et C. Royer (dir.), *Les valeurs des jeunes* (p. 71-90). Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec
- Giraud, C. (2011). *Qu'est-ce que l'engagement ?* Paris: L'Harmattan.
- Givord, P. (2005). Formes particulières d'emploi et insertion des jeunes. *Économie et statistique*, 388-389, 129-143.
- Glaser, B. G., et Strauss, A. L. (2002). *La découverte de la théorie ancrée*. Paris: Armand Colin.
- Goffman, E. (1964). *Stigmate*. Paris: Edition de Minuit.
- Gohier, C. (2004). De la démarcation entre critères d'ordre scientifique et d'ordre éthique en recherche interprétative. *Recherches qualitatives*, 24, 3-17.
- Goyette, M., Bellot, C., et Panet-Raymond, J. (2006). *Le Projet Solidarité Jeunesse : dynamiques partenariales et insertion des jeunes en difficulté*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Goyette, M., Pontbriand, A., et Bellot, C. (2011). *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté : concepts, figures et pratiques*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Greissler, É. (2007). *Entre marginalité et conformité : la construction identitaire des jeunes de la rue*. (Mémoire, Université de Montréal, Montréal).
- Grell, P. (2004). Mouvement et sentiment de l'existence chez les jeunes précaires. *Cahiers internationaux de sociologie*, 2(117), 239-259.
- Groulx, L.-H. (2005). *Revenu minimum garanti : comparaison internationale, analyses et débats*. Sainte-Foy: Presses Universitaires du Québec.
- Guay, N. (2005). La jeunesse dans le mouvement altermondialiste : marginalisation ou auto-exclusion? *La Chronique des Amériques*(14), 1-6.
- Guillaume, J.-F., et Quéniart, A. (2004). Engagement social et politique dans le parcours de vie. *Lien social et politiques*(51), 5-14.
- Gurr, P. (1970). *Why men rebel?* Princeton (N.J.): Princeton University Press.
- Hagan, J., et McCarthy, B. (1997). *Mean Streets: Youth Crime and Homelessness*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Halba, B. (2006). *Gestion du bénévolat et du volontariat. Développer son projet et les ressources humaines bénévoles*. Bruxelles: De Boeck.

- Haley, N., et Roy, E. (1999). Canadian street youth: Who are they? What are their needs? *Paediatric Child Health*, 4(6), 381-383.
- Hall, M., Lasby, D., Ayer, S., et Gibbons, W. D. (2009). *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête canadienne de 2007 sur le don, le bénévolat et la participation*. Ottawa: Statistique Canada.
- Hall, M., Lasby, D., Gumulka, G., et Tryon, C. (2006). *Canadiens dévoués, Canadiens engagés: points saillants de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation*. Ottawa: Statistique Canada.
- Hamel, P., et Jouve, B. (2006). *Un modèle québécois ? Gouvernance et participation dans la gestion publique*. Montréal: Les presses de l'Université de Montréal.
- Hamidi, C. (2010). *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*. Paris: Economica.
- Hanigan, P. (1990). *La jeunesse en difficulté : comprendre pour mieux intervenir*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Harell, A., Mahéo, V.-A., et Stolle, D. (2006). Réconcilier nos différences: les jeunes, la diversité et les valeurs civiques. Présentation des premiers résultats de l'Enquête sur la Jeunesse de McGill 2005-2006 Repéré le 23 septembre 2012 à <http://bridgingdifferences.mcgill.ca/fr/School%20Report%20french%20color.pdf>
- Harvard Duclos, B., et Nicourd, S. (2005). *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Paris: Payot.
- Hayes, G., et Ollitrault, S. (2012). *La désobéissance civile*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Hein, F. (2012). *Do it yourself ! Autodétermination et culture punk*. Lyon: Le passager clandestin.
- Hirschman, A. (1995). *Exit, Voice and Loyalty, Défection et prise de parole*. (1ère éd. 1970). Paris: Fayard.
- Hmed, C. (2008). Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle". Le rue de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants. *Politix*, 84(4), 145-165.
- Hurtubise, R., Vatz Laaroussi, M., et Dubuc, S. (2000). Jeunes de la rue et famille. Des productions sociales et des stratégies collectives au travers des mouvances du réseau. Rapport de recherche présenté au CQRS. Sherbrooke: Université de Sherbrooke, Département de service social.
- Ihl, O. (2002). Socialisation et événements politiques. *Revue française de science politique*, 52(2-3), 125-144.
- Ion, J. (1994). L'évolution des formes de l'engagement public. Dans P. Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* (p. 23-40). Paris: Presses de Sciences Po.
- Ion, J. (1997). *La fin des militants ?* Paris: Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
- Ion, J. (2001). *L'engagement au pluriel*. Saint-Étienne: Publications de l'Université de Saint-Étienne.
- Ion, J. (2005). Brève chronique des rapports entre travail social et bénévolat. *Pensée plurielle*, 2(10), 149-157.
- Ion, J., Franguiadakis, S., et Viot, P. (2005). *Militer aujourd'hui*. Paris: Autrement.
- Jaccoud, M., et Mayer, R. (1997). L'Observation en situation et la recherche qualitative. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. Pires, P.



- (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 211-250). Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Jacques, J. (2009). *Sens et portée de la consommation responsable chez les jeunes* (Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, Montréal ).
- Jaffré, J., et Muxel, A. (2000). Chapitre 1. S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? Dans P. Bréchon, A. Laurent et P. Perrineau (dir.), *Les cultures politiques des français*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Jeffrey, D. (2004). Rites de passage au monde adulte. Dans P.-W. Boudreault et M. Parazelli (dir.), *L'imaginaire urbain et les jeunes : la ville comme espace d'expériences*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Jeffrey, D., et Boudreault, P.-W. (2007). *Identité en errance : Multi-identité, territoire impermanent et être social*. Lévis: Les Presses de l'Université Laval.
- Jetté, C. (2008). *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Jodelet, D. (1991). *Les représentations sociales*. Paris: Presses universitaires de France.
- Joignant, A. (2007). Compétence politique et bricolage. Les formes profanes du rapport au politique. *Revue française de science politique*, 6(57), 799-817.
- Jossin, A. (2013). *Trajectoires de jeunes altermondalistes en France et en Allemagne*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Joule, R. V., et Beauvois, J.-L. (1987). *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Joule, R. V., et Beauvois, J.-L. (1998). *La soumission librement consentie*. Paris: Presses universitaires de France.
- Juris, J., S. (2005). Violence performed and imagined militant action, the Black Bloc and the mass media in Genoa. *Critique of anthropology*, 25(4), 413-432.
- Karabanow, J. (2006). Becoming a Street Kid. *Journal of Human Behavior in the Social Environment*, 13(2), 49-72.
- Karabanow, J., Hughes, J., et Kidd, S. (2010). Travailler pour survivre : exploration du travail des jeunes de la rue. *Criminologie*, 43(1), 7 - 29.
- Kennett, D. (1981). Altruisme et comportement économique. *Problèmes économiques*, 15 juillet(1732)
- Kidd, S. (2009). Social Stigma and Homeless Youth. Dans J. D. Hulchanski, P. Campsie, S. Chau, S. Hwang et E. Paradis (dir.), *Finding Home: Policy Options for Addressing Homelessness in Canada (ebook)* (p. 1-14). Toronto: Cities Centre, University of Toronto.
- Kirk, J., et Miller, M., L. (1986). *Reliability and validity in qualitative research*. Beverly Hills: SAGE.
- Kirlin, M. (2002). Civic Skill Building: The Missing Link in Service Learning Programs? *Political Science and Politics*, 35(3), 571-576.
- Kokoreff, M. (2006). Les émeutiers de l'injustice. *Mouvements*, 2(44), 13-25.
- Labadie, F. (2005). Modernité et engagements des jeunes. Dans V. Becquet et C. De Linares (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires* (p. 55-68). Paris: L'Harmattan.
- Laberge, D. (2000). *L'errance urbaine*. Sainte-Foy: Éditions MultiMondes.
- Lacoursière, B. (2007). *Le Mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006* Montréal Sabotart.
- Ladrière, J. (Dir.) (1990). *Encyclopedia Universalis*. "Engagement".



- Lagrée, J.-C. (2002). Les jeunes se désintéressent-ils de la politique ? *Agora débats/jeunesses*, 30(30), 94-107.
- Lalande, A. (Dir.) (1968). Vocabulaire technique et critique de la philosophie (10<sup>e</sup> éd.). Paris: Presses Universitaires de France.
- Lamoureux, È. (2007). *Art et politique. L'engagement chez les artistes actuels en arts visuels au Québec* (Thèse de doctorat, Université Laval, Québec).
- Lamoureux, H. (2010). *La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Lamoureux, H., Fontaine, A., Parazelli, M., Labbé, F., Relais-Femmes, Gauvin, A., et Beaulieu, M. (2012). *L'approche globale. Contexte et enjeux. Réflexions d'un collectif d'auteurs*. Québec: ROC 03.
- Lamoureux, J. (2001). Marges et citoyenneté. *Sociologie et sociétés*, 33(2), 29-47.
- Lancelot, A. (1968). *L'abstentionnisme électoral en France*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Laperrière, A. (1982). Pour une construction empirique de la théorie : la nouvelle école de Chicago. *Sociologie et sociétés*, 14(1), 32-40.
- Laperrière, A. (1997). La théorisation ancrée (grounded theory) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, R. Mayer et A. Pires, P. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 309-340). Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- Lapeyronnie, D. (2005). L'engagement à venir. Dans V. Becquet et C. De Linares (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires* (p. 35-53). Paris: L'Harmattan.
- Lascombes, P., et Bezes, P. (2009). Les formes de jugement du politique. Principes moraux, principes d'action et registre légal. *L'Année sociologique*(1), 109-147.
- Laville, J.-L. (2010). *Politique de l'association*. Paris: Éditions du Seuil.
- Le Blanc, M., Ouimet, M., et Szabo, D. (2003). *Traité de criminologie empirique*. (3<sup>e</sup> éd.). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Le Breton, D. (1991). *Passions du risque*. Paris: Seuil.
- Le Breton, D. (2007). Pour une anthropologie des sens. *Vie sociale et traitements*, 4(96), 45-53.
- Le Goaziou, V., et Mucchielli, L. (2007). *Quand les banlieues brûlent... Retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris: La découverte.
- Le Texier, E. (2006). *Quand les exclus font de la politique. Le barrio mexicain de San Diego, Californie*. Paris: Presses de Sciences Po.
- LeBlanc, M. N., Boudreault-Fournier, A., et Djerrahian, G. (2007). Les jeunes et la marginalisation à Montréal : la culture hip-hop francophone et les enjeux de l'intégration. *Diversité urbaine*, 7(1), 9 - 29.
- Leclerc, K., et Beauchemin, J. (2002). La société civile comme sujet politique : une nouvelle représentation de l'intérêt général. *Lien social et Politiques*(48), 35-52.
- Lemoine, S., et Ouardi, S. (2010). *Artivisme. Art, action politique et résistance culturelle*. Paris: Alternatives.
- Lessard-Hébert, M., Goyette, G., et Boutin, G. (1996). *La recherche qualitative. Fondements et pratiques*. (2<sup>e</sup> éd.). Montréal: Éditions Nouvelles AMS.
- Lewis, O. (1968). The Culture of Poverty Dans D. Moynihan (dir.), *On Understanding Poverty* (p. 187-200). New York: Basic Books.

- Lima, L. (2010). Les référentiels des dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes au Québec. Dans C. Papinot et M. Vultur (dir.), *Les jeunes au travail. Regards croisés France-Québec*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Loncle, P. (2008). *Pourquoi faire participer les jeunes ? Expériences locales en Europe*. Paris: L'Harmattan.
- Lussier, V., et Poirier, M. (2000). Parcours de rupture ou quête de reconnaissance et d'identité ? Dans D. Laberge (dir.), *L'errance urbaine* (p. 161-178). Sainte-Foy: Éditions MultiMondes.
- Maclean, M. G., Embry, L. E., et Cauce, A. M. (1999). Homeless adolescents' paths to separation from family: Comparison of family characteristics, psychological adjustment, and victimization. *Journal of Community Psychology*, 27(2), 179-187.
- Mahéo, V.-A. (2008). La participation politique des jeunes se trouverait-elle ailleurs ? *Les Cahiers du 27 juin*, 4(1), 54-57.
- Mahéo, V.-A., Dejaeghere, Y., et Stolle, D. (2012). La non-participation politique des jeunes : une étude des barrières temporaires et permanentes de l'engagement. *Canadian Journal of Political Science*, 45(02), 405-425.
- Mahéo-Le Huel, V.-A. (2005). *De la pensée et de l'action : l'engagement de jeunes dans le mouvement anti/altermondialiste au Québec*. (Mémoire, Université de Montréal, Montréal).
- Maigret, É. (2007). *Sociologie de la communication et des médias*. Paris: Armand Colin.
- Maison Dauphine. (2011). Rapport annuel d'activités 2010/2011. Repéré le 5 août 2012 à [http://www.maisondauphine.org/fichiers/MDA\\_rapport\\_annuel\\_10\\_11\\_web.pdf](http://www.maisondauphine.org/fichiers/MDA_rapport_annuel_10_11_web.pdf)
- Makaremi, C., et Kalaora, C. (2008). Penser l'engagement. *Altérités*, 5(2), 3-7.
- Malinas, D. A. (2007). *Protestation et résistance dans le Japon contemporain la mobilisation des sans-abris (Tokyo - Shinjuku)*. (Thèse de doctorat, Panthéon-Sorbonne, Paris I).
- Mann, P. (1991). *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*. Paris: Armand Colin
- Marlière, É. (2005). *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?* Paris: L'Harmattan.
- Martineau, S. (2005). L'observation en situation : enjeux, possibilités et limites. *Recherches Qualitatives Hors Série*(2), 5-17.
- Martinot-Lagarde, P., et Hériard Dubreuil, B. (2008). De nouvelles formes d'engagement. *Projet*, 4(305), 48-54.
- Mathieu, L. (2001). *Mobilisations de prostituées*. Paris: Belin.
- Mathieu, L. (2004a). *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris: Textuel.
- Mathieu, L. (2004b). Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective. *Revue française de sociologie*, 3(45), 561-580.
- Mathieu, L. (2007a). Ce que la précarité fait aux mobilisations. Dans M. Boumaza et P. Hamman (dir.), *Sociologie des mouvements de précaires* (p. 241-257). Paris: L'Harmattan.
- Mathieu, L. (2007b). L'espace des mouvements sociaux. *Politix*, 77(1), 131-151.
- Mathieu, L. (2011). *La démocratie protestataire*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Mathieu, L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges: Éditions du croquant.

- Mattoni, F., et Poupeau, F. (2004). Le capital militant. Essai de définition. *Actes de la recherche en sciences sociales*(5), 4-11.
- Matza, D. (1961). Subterranean Traditions of Youth. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 60
- Maurer, S. (2000). *École, famille et politique : Socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique*. Caisse Nationale des Allocations Familiales. France.
- Maurer, S. (2004). La socialisation politique. Dans C. Pugeault-Cicchelli (dir.), *Ce que nous savons des jeunes* (p. 53-67). Paris: Presses Universitaires de France.
- Maurer, S., et Pierru, E. (2001). Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998. Retour sur un « miracle social ». *Revue française de science politique*, 51(3), 371-407.
- Mauss, M. (1950). *Sociologie et anthropologie*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Mayer, N., et Perrineau, P. (1992). *Les comportements politiques*. Paris: Armand Colin.
- McAdam, D. (1982). *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago: University of Chicago Press.
- McAdam, D. (1988). Micromobilization Contexts and Recruitment to Activism. *International Social Movement Research*, 1, 125-154.
- McCarthy, B., et Zald, M., N. (1977). Ressource mobilization and social movements. *American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241.
- Méda, D., et Vendramin, P. (2010). Les générations entretiennent-elles un rapport différent au travail ? *SociologieS*. Repéré à <http://sociologies.revues.org/3349>
- Mercure, D., Vultur, M., et Fleury, C. (2012). Valeurs et attitudes des jeunes travailleurs à l'égard du travail au Québec : une analyse intergénérationnelle. *Relations industrielles*, 67(2), 177-198.
- Messu, M. (1991). *Les assistés sociaux. Analyse identitaire d'un groupe social*. Toulouse: Éditions Privat.
- Milan, A. (2005). *Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes*. Ottawa: Tendances sociales canadiennes, Statistique Canada.
- Molgat, M. (2002). Leaving home in Quebec: Theoretical and social implications of (im)mobility among youth. *Journal of Youth Studies*, 5(2), 135-152.
- Molgat, M. (2007). Capital social et ambivalence intergénérationnelle : le soutien parental aux jeunes qui ont quitté les études secondaires sans diplôme. *Enfances, Familles, Générations*, (7). Repéré à <http://id.erudit.org/iderudit/017791ar>
- Molgat, M. (2011). De «l'âge adulte émergent» aux transitions : comment comprendre la jeunesse d'aujourd'hui? Dans M. Goyette, A. Pontbriand et C. Bellot (dir.), *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté. Concepts, figures et pratiques* (p. 33-55). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Morgan, D. L. (1998). *Planning focus groups (Focus group kit, Vol. 2)*. London: SAGE.
- Morgan, D. L., et Krueger, R. A. (1993). When to use focus groups and why. Dans D. L. Morgan (dir.), *Successful focus groups: advancing the state of art* (p. 3-19). London: SAGE.
- Moriau, J. (2011). Sois autonome ! Les paradoxes des politiques publiques à destination des jeunes adultes en difficulté. Dans M. Goyette, A. Pontbriand et C. Bellot (dir.), *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté : concepts, figures et pratiques* (p. 15-32). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Morin, E. (2004). *La Méthode T.6. Éthique*. Paris: Éditions du Seuil.

- Mucchielli, L. (2007). Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives. *Recherches qualitatives, Hors Série*(3), 1-27.
- Muxel, A. (2001). *L'expérience politique des jeunes*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Muxel, A. (2010). *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*. Paris: Les éditions du Seuil.
- Muxel, A. (2011). *La politique au fil de l'âge*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Nagels, C., et Rea, A. (2007). *Jeunes à perpète... Génération à problèmes ou problème de générations ?* Louvain-la-Neuve: Academia Bruylant.
- Negt, O. (2007). *L'espace public oppositionnel*. Paris: Payot.
- Neveu, E. (1996). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: La découverte.
- Nicourd, S. (2009). *Le travail militant*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- O'Neill, B. (2007). *Indifferent or Just Different? The Political and Civic Engagement of Young People in Canada*. Ottawa: Canadian Policy Research Networks.
- Oberschall, A. (1973). *Social conflict and social movements*. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall
- OCDE. (2013). Équité et qualité dans l'éducation: comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés ? OCDE Publishing.
- Ogien, A., et Laugier, S. (2010). *Pourquoi désobéir en démocratie ?* Paris: Éditions La découverte.
- Olson, M. (1966). *The Logic of Collective Action*. Cambridge Harvard University Press.
- Olson, M. (1978). *The political economy of comparative growth rates*. Québec Institute of Public Administration of Canada
- Osty, F., et Dahan-Seltzer, G. (2006). Le pari du métier face à l'anomie. *Nouvelle revue de psychologie* 2(2), 91-106.
- Paillé, P. (1994). L'analyse par théorisation ancrée. *Cahiers de recherche sociologique*(23), 147-181.
- Paillé, P. (1996). Qualitative : par théorisation ancrée (analyse). Dans A. Mucchielli (dir.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales* (p. 184-190). Paris: Armand Colin.
- Paillé, P. (2006). *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*. Paris: Armand Colin.
- Palacio-Quintin, E., et Jourdan-Ionescu, C. (1994). Effets de la négligence et de la violence sur le développement des jeunes enfants. *P.R.I.S.M.E.*, 4, 145-156.
- Pamett, J., et Lawrence, L. (2003). *Pourquoi la participation décline aux élections fédérales canadiennes : un nouveau sondage des non-votants*. Ottawa: Election Canada.
- Pammett, J. (2001). Les jeunes et le processus électoral. *Perspectives électorales*, 3(1), 14-17.
- Parazelli, M. (1996). Les pratiques de socialisation marginalisée des jeunes de la rue dans l'espace urbain montréalais. *Cahiers de recherche sociologique*(27), 47-62.
- Parazelli, M. (1997). *Pratiques de "socialisation marginalisée" et espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal (1985-1995)*. (Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, Montréal).
- Parazelli, M. (2002). *La rue attractive parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- Parazelli, M. (2003). La marginalité serait-elle normale ? Dans V. Rousseau (dir.), *Indiscipline et marginalité. Actes du colloque* (p. 67-87). Montréal: Société des arts indisciplinés.

- Parazelli, M. (2007). Jeunes en marge. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(1), 50-79.
- Parazelli, M., et Colombo, A. (2006). Intervenir aux marges de la citoyenneté. *Nouvelles pratiques sociales*, 18(2), 88-109.
- Passy, F. (1998). *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*. Genève: Droz.
- Pattegay, P. (2003). L'actuelle construction, en France, du problème des jeunes en errance. Analyse critique d'une catégorie d'action publique. *Déviance et société*, 25(3), 257-277.
- Paugam, S. (2000). *La disqualification sociale : essai sur la nouvelle pauvreté*. (2<sup>e</sup> éd.). Paris: Presses Universitaires de France.
- Paugam, S. (2005). Processus d'intégration et lien de citoyenneté. Dans A. Bekkouche (dir.), *La sous représentation des Français d'origine étrangère. Crise du système représentatif ou discrimination politique* (p. 57-63). Paris: L'Harmattan.
- Payet, J.-P., Rostaing, C., et Guilianni, F. (2010). *La relation d'enquête : la sociologie au défi des acteurs faibles*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Péchu, C. (2004). *Du Comité des Mal Logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation. Les transformations contemporaines de l'action collective*. (Thèse de doctorat, IEP, Paris).
- Péchu, C. (2009). Répertoire d'action. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 454-462). Paris: Presses de Sciences Po.
- Peralava, A. (1995). Violence de banlieue et politisation juvénile. *Cultures et Conflits*(18), 49-61.
- Percheron, A. (1985). La socialisation politique. Défense et illustration. Dans J. Leca et M. Grawitz (dir.), *Traité de science politique* (p. 165-235). Paris: Presses Universitaires de France.
- Perrineau, P. (1994). *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?* Paris: Presses de Sciences Po.
- Perrineau, P. (2006). Les usages contemporains du vote. *Pouvoirs*, 120, 29-41.
- Petit, V., et Colin, L. (2009). La vidéo participative : essai de cadrage du concept. *SociologieS*  
Repéré à <http://sociologies.revues.org/2924>
- Pierru, E. (2010). Organisations et ressources. Dans O. Fillieule, E. Agrikoliansky et I. Sommier (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris: La Découverte.
- Pilote, A. (2007). Construire son identité ou reproduire la communauté ? Dans M. Bock (dir.), *La jeunesse au Canada français. Formation, mouvements et identité* (p. 83-112). Ottawa: Les presses de l'Université d'Ottawa.
- Pires, A. P. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique. Dans J. Poupard, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- Piven, F., et Cloward, R. (1977). *Poor People's Movements: why they succeed, why they fail*. New-York: Vintage Books.
- Pleyers, G. (2004). Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes. *Lien social et Politiques*(51), 123-134.
- Pleyers, G. (2010). *Alter-Globalization: Becoming Actors in a Global Age*. Cambridge: Polity Press.

- Poirier, M., Lussier, V., Letendre, R., Michaud, P., Morval, M., Gilbert, S., et Pelletier, A. (1999). Relations et représentations interpersonnelles de jeunes adultes itinérants. Au-delà de la contrainte de la rupture, la contrainte des liens: Groupe de recherche sur l'itinérance des jeunes adultes.
- Poirier St-Pierre, R., et Ethier, P. (2013). *De l'école à la rue. Dans les coulisses de la grève étudiante*. Montréal: Les Éditions Écosociété.
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Dans J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 173-206). Montréal Gaëtan Morin éditeurs.
- Prochasson, C. (1998). Jalons pour une histoire du "non-engagement". *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 4(60), 102-111.
- Proulx, M.-C., et Gratton, F. (2006). Processus suivi par des pairs aidants lors de leur expérience auprès d'adolescents suicidaires : une étude exploratoire. *Éthique*, 31(1), 145-168.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*. New-York: Touchstone.
- Quéniart, A., et Jacques, J. (2001). L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement. *Lien social et politiques*(46), 45-53.
- Quéniart, A., et Jacques, J. (2004). *Apolitiques les jeunes femmes?* Montréal: Les éditions du remue-ménage.
- Quéniart, A., et Jacques, J. (2008). Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 211 - 242.
- Quéniart, A., Jacques, J., et Jauzion-Graverolle, C. (2007). Consommer autrement. Une forme d'engagement politique chez les jeunes. *Nouvelles Pratiques sociales*, 20(1), 181-195.
- Racine, S. (2010). *La mobilisation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion à travers des organismes communautaires québécois* (Thèse de doctorat, Université de Montréal Montréal).
- Ravon, B. (2008). Souci du social et action publique sur mesure. *SociologieS*. Repéré à <http://sociologies.revues.org>
- René, J.-F. (1991). L'organisation communautaire avec des jeunes. Dans L. Doucet et L. Favreau (dir.), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*. Sillery: Presses de l'Université du Québec.
- René, J.-F. (2009). L'individualisation de l'intervention dans les organismes communautaires. *Nouvelles pratiques sociales*, 22(1), 111-124.
- Richez, J.-C. (2005). Avant-propos. Dans V. Becquet et C. De Linares (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires* (p. 9-12). Paris: L'Harmattan.
- Ringwalt, C. L., Greene, J. M., et Robertson, M. J. (1998). Familial backgrounds and risk behaviors of youth with runaway experiences. *Journal of Adolescence*, 21(3), 241-252.
- Rivard, J. (2007). *Le mouvement paradigmatique autour du phénomène des jeunes qui vivent des difficultés : l'exemple du programme Cirque du Monde*. (Thèse de doctorat, Université de Montréal Montréal).



- Robertson, A., et Colletette, P. (2005). L'abandon scolaire au secondaire : prévention et interventions. *Revue des sciences de l'éducation*, 31(3), 687-707.
- Robitaille, A. (2007, 31 mars). L'ADQ et le réenracinement - Des élections historiques ?, *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/137728/l-adq-et-le-reenracinement-des-elections-historiques>
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*. Paris: Éditions du Seuil.
- Rossi, F. (2009). Youth political participation: Is this the end of generational cleavage? *International sociology*, 24(4), 467-497.
- Rouleau-Berger, L. (1991). *La ville intervalle : jeunes entre centre et banlieue*. Paris: Méridiens Klincksieck.
- Rouleau-Berger, L. (1995). Expériences et compétences des jeunes dans les espaces intermédiaires. *Lien social et politiques* (39), 109-117.
- Roy, E., Haley, N., Boudreau, J.-F., Leclerc, P., et Boivin, J.-F. (2009). The challenge of understanding mortality changes among street youth. *Journal of Urban Health : Bulletin of the New York Academy of Medicine*, 87(1), 95-101.
- Royall, F. (2008). *Social Movement Theory and Poor People's Movements: A critical Review*. Collective Action and Social Exclusion in Europe. Lyon, France.
- Sawicki, F., et Siméant, J. (2009). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, 51(1), 97-125.
- Schehr, S. (2000). Processus de singularisation et formes de socialisation de la jeunesse. *Lien social et politiques*(43), 49-58.
- Schehr, S. (2002). Sois autonome ! Les paradoxes des politiques publiques à destination des jeunes adultes en difficulté. *Lien social et Politiques*(43), 49-58.
- Société canadienne du Sida (2008). Partager nos connaissances : améliorer les programmes et pratiques communautaires : de la réduction des méfaits au Canada. Ottawa: Société canadienne du sida/Réseau canadien de la réduction des méfaits.
- Sheriff, T., et coll. (1999). *Le trip de la rue : Parcours initiatiques des jeunes de la rue*, tome 1. Québec Centre jeunesse de Québec – Institut universitaire.
- Shukan, T. (2008). Le flash-mob : forme d'action privilégiée des jeunes contestataires en Biélorussie. *Raisons politiques*, 29, 2-22.
- Simard, G. (1989). *La méthode du « Focus Groups »*. Laval: Mondia.
- Siméant, J. (1998). *La cause des sans papiers*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Sintomer, Y. (1998). *Sociologie de l'espace public et corporatisme de l'universel*. Paris: L'Harmattan.
- Sommier, I., Fillieule, O., et Agrikoliansky, E. (2008). *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe : une perspective comparée*. Paris: Karthala.
- St-Amand, I. (2004). *Penser la ville close : rue et périmètre de sécurité, Québec 2001*. (Mémoire de maîtrise, School of Graduate Studies, Concordia University).
- Stangherlin, G. (2006). L'approche biographique de l'engagement public dans la modernité avancée. *Recherches Sociologiques et Anthropologiques*, 37(1), 143-158.
- Stangherlin, G. (2005). *Les acteurs des ONG. S'engager pour l'autre lointain*. Paris: Éditions l'Harmattan.
- Stoecklin, D. (2000). *Enfants des rues en Chine*. Paris: Éditions Karthala.

- Stolle, D., et Cruz, C. (2005). *Youth Civic Engagement in Canada: Implications for Public Policy*. Ottawa: Government of Canada.
- Stolle, D., et Hooghe, M. (2004a). Inaccrute, Exceptionnal, OneSided or Irrelevant? The Debate about Alleged Decline of Social Capital and Civic Engagement in Western Societies. *British Journal of Political Science*, 35(01), 149-167.
- Stolle, D., et Hooghe, M. (2004b). The Roots of Social Capital: Attitudinal and Network Mechanisms in the Relation between Youth and Adult Indicators of Social Capital. *Acta Politica*(39), 422-441.
- Stolle, D., Hooghe, M., et Michelette, M. (2005). Politics in the Supermarket: Political Consumerism as a form of Political Participation. *International Political Science Review*, 26(3), 245-269.
- Taft, J., K. (2011). *Rebel Girls: Youth Activism and Social Change across the America*. New-York: New York University Press.
- Tessier, S. (1998). *À la recherche des enfants des rues*. Paris: Éditions Karthala.
- Thibault, A., Albertus, P., et Fortier, J. (2007). *Rendre compte et soutenir l'action bénévole des jeunes. Tracer la voie pour une participation des jeunes à la vie civique et politique*. Ottawa: Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques.
- Tilly, C. (1984). Les origines du répertoire de l'action contemporaine en France et en Grande Bretagne. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*(4), 89-108.
- Tilly, C. (1986). *La France conteste : de 1600 à nos jours*. Paris: Fayard.
- Tilly, C. (2004). *Social movements, 1768-2004*. Boulder: Paradigm Publishers.
- Tilly, C. (2008). *Contentious Performances*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Toupin, J., Pauzé, R., et Lanctôt, N. (2009). Caractéristiques des jeunes contrevenants qui reçoivent des services dans les Centres jeunesse du Québec. *Santé mentale au Québec*, 34(2), 123-145.
- Touraine, A. (1965). *Sociologie de l'action*. Paris: Éditions du Seuil.
- Tournier, V. (2005). Les « Guignols de l'Info » et la socialisation politique des jeunes (à travers deux enquêtes iséroises). *Revue française de science politique*, 55(4), 691-724.
- Tourrilhes, C. (2008). *Construction sociale d'une jeunesse en difficulté: Innovations et ruptures*. Paris: L'Harmattan.
- Tremintin, J. (1999). Comment les jeunes errants mettent le travail social en difficulté. *Lien social*, 473(11). Repéré à [http://www.lien-social.com/spip.php?article3120etid\\_groupe=4](http://www.lien-social.com/spip.php?article3120etid_groupe=4)
- Trottier, C. (2000). Questionnement sur l'insertion professionnelle des jeunes. *Lien social et Politiques*(43), 93-101.
- Trudel, L., Simard, C., et Vornax, N. (2007). La recherche qualitative est-elle nécessairement exploratoire ? *Recherches Qualitatives Hors-Série, Actes du colloque Recherche Qualitative : les questions de l'heure*(5), 38-45.
- Van De Velde, C. (2008). *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Van Der Maren, J.-M. (2011). Écrire en recherche qualitative et le conflit des paradigmes. *Recherches Qualitatives Hors-Série, Les défis de l'écriture en recherche qualitative*(11), 4-23.
- Véron, D. (2010). Sans-papiers : d'un quotidien tactique à l'action collective. *Revue internationale de théorie critique*(printemps), 93-113.



- Vienne, P. (2005). Carrière morale et itinéraire moral dans les écoles "de dernière chance" : les identités vacillantes. *Lien social et Politiques*(53), 67-80.
- Vulbeau, A. (2001). *La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expérience dans l'espace public*. Saint-Denis-Ramonville: Obviès-Èrès.
- Vulbeau, A. (2005). Le désengagement : notes sur le côté obscur de l'engagement. Dans V. Becquet et C. De Linares (dir.), *Quand les jeunes s'engagement. Entre expérimentations et constructions identitaires* (p. 69-77). Paris: L'Harmattan.
- Vultur, M. (2005). Aux marges de l'insertion sociale et professionnelle. *Nouvelles pratiques sociales*, 17(2), 95-108.
- Vultur, M. (2009). Les jeunes qui abandonnent les études secondaires ou collégiales : rapport à l'école et aux programmes d'aide à l'insertion socioprofessionnelle. *Revue des sciences de l'éducation*, 35(1), 55-67.
- White, D. (1994). La gestion communautaire de l'exclusion. *Lien social et Politiques*(32), 37-49.
- Wieviorka, M. (1998). *Raison et conviction : l'engagement*. Paris: Textuel.
- Willemez, L. (2004). Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social. *Lien social et politiques* (51), 71-82.
- Zeneidi-Henry, D. (2002). *Les SDF et la ville : géographie du savoir-vivre*. Paris: Bréal.

# Annexes

## Annexe A – Certificat d'éthique

Université  de Montréal

No de certificat : CÉRFBAS-2010-11-142-A

Faculté des arts et des sciences  
Vice-décanat à la recherche

---

**COMITÉ D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE DE LA  
FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES (CÉRFBAS)**

**CERTIFICAT D'ÉTHIQUE**

---

Le Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences, selon les procédures en vigueur et en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la *Politique sur la recherche avec des êtres humains* de l'Université de Montréal :

Titre : **La construction d'une "carrière militante" chez les jeunes de la rue.**

Requérant : **GREISSLER, Élisabeth, (code permanent GREE09598105), étudiante au doctorat en service social, École de service social**  
sous la direction de :  
**BELLOT, Céline, professeure agrégée, École de service social**

Tout changement anticipé au protocole de recherche devra être communiqué au CÉRFBAS qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave devra être immédiatement signalé au CÉRFBAS.

Selon les normes en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé afin de maintenir la validité de ce certificat, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi peut être consulté sur la page Web du CÉRFBAS.

  
Arguin, Martin, président  
Comité d'évaluation accélérée

Date de délivrance : 23 sept. 2010  
AAAA/MM/JJ

Date d'échéance : 2012/07/01  
AAAA/MM/JJ  
(correspond à la date prévue de fin du projet)

Espace réservé en cas de prolongation

## Annexe B – Calendrier des démarches de recherche

CHRONOLOGIE	OCJ CONTACTÉS	ACTIVITÉS DÉPLOYÉES
<b>Mars 2009/2010</b>	GIAP	FG informels, présence au FER 2010
<b>Octobre 2010</b>	GIAP BDR RAJE	RV coordination et pairs RV responsable BDR et intervenant Chez Pop's Rencontre agente RACQ (colloque CRI)
<b>Novembre 2010</b>	RAJE	RV coordonateurs et début de l'OP (réunions du RAJE)
<b>Décembre 2010</b>	RAJE Passages	OP : rencontres; action du 07 déc.; demandes de financement; RV avec le chercheur mandaté par le RACQ FG le 10 déc. (8 jeunes)
<b>Janvier 2011</b>	BDR RAJE	Visites, RV intervenant, repas, échanges informels avec jeunes, affiches et publicité de la recherche OP rencontres
<b>Février 2011</b>	BDR TSF Passages RAJE Auberges du cœur	2 FG : le 9 fév. (8 jeunes et 3 interv.); le 23 fév. (5 jeunes et 1 interv.) RV coordination, visite, 1 FG : le 18 fév. (7 jeunes et 1 interv.) 1 FG : le 20 fév. (annulé) OP rencontres et action du 3 fév. RV : Tangente, Le Tournant (recrutement, affiches); 4 FG : 16 fév. Le Tournant (annulé); 22 fév. Le Tournant (3 jeunes); 24 fév. Tangente (10 jeunes et 2 interv.); Sud-ouest (20 jeunes et 1 interv.)
<b>Mars 2011</b>	GIAP BDR Passages RAJE	Évaluation annuelle, OP réunions de préparation du FER 2 FG : 10 mars (4 jeunes); 23 mars (6 jeunes), 21 mars (annulé); 28 mars (annulé) 1 FG : 11 mars (annulé); 16 mars (annulé); 25 mars (annulé) OP rencontres, action du 14 mars
<b>Avril 2011</b>	GIAP BDR	Évaluation annuelle, OP réunions de préparation du FER 1 FG : 11 avril (annulé); 18 avril (annulé); 27 avril (5 jeunes)

	RAJE	OP rencontres
<b>Mai 2011</b>	GIAP RAJE	Évaluation annuelle, OP réunions de préparation du FER OP rencontres
<b>Juin 2011</b>	GIAP Passages RAJE	Évaluation annuelle, OP réunions de préparation du FER AG annuelle : 3 juin, présentation des résultats (30 participants env.) OP rencontres, action du 22 juin, avant première du film
<b>Juillet/août 2011</b>	GIAP	OP FER : 26 au 28 juillet (aide logistique, table d'accueil, échanges informels, distribution de repas, agent "tout va bien")
<b>Septembre/octobre 2011</b>	RAJE GIAP	OP rencontres Présentation de l'évaluation : échange autour du FER
<b>Novembre 2011</b>	BDR RAJE	FG : 23 nov. (6 jeunes), échange autour des résultats OP rencontres
<b>Décembre 2011/mars 2012</b>	RAJE	OP à certaines rencontres et actions (préparation de la fin du terrain)

## Annexe C – Affiches et prospectus



**INVITATION À PARTICIPER À UN *CAFÉ RENCONTRE***

RECHERCHE SUR L'ENGAGEMENT. QUE TU SOIS IMPLIQUÉ OU NON DANS LA SOCIÉTÉ, UNE RESSOURCE, UNE COMMUNAUTÉ, TON ENTOURAGE, TA VIE, ETC. **EXPRIME-TOI !**

Intéressé ? Contacte Élisabeth au XXX ou [XXX](#)



Mairie Billere (France). <http://ceciestunexercice.wordpress.com/category/immigration/>

## **Annexe D – Présentations lors de séminaires ou de colloques**

**Colloque international sur le passage à la vie autonome des jeunes en difficulté. En partenariat avec l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP) les 4-5 juin 2009. (Montréal).**

**Réflexion sur l'engagement des jeunes aujourd'hui à partir de trajectoires de jeunes en difficulté**

**Auteure : Élisabeth Greissler**

*Résumé :*

L'objectif de cette communication est de présenter une réflexion sur l'engagement des jeunes aujourd'hui à partir de trajectoires de jeunes de la rue ayant participé à une intervention leur octroyant un rôle de pairs-aidants auprès d'autres jeunes de la rue. De manière générale, les rapports politiques de la jeunesse s'inscrivent dans une perspective d'analyse aux conclusions essentiellement négatives. Les données indiquent une nette désaffection du champ politique formel, tel qu'il est proposé d'y participer actuellement, c'est-à-dire, essentiellement à travers l'expression démocratique, par le vote, dans la lignée des fondements originels de la démocratie représentative. Effectivement, il apparaît que les jeunes générations abordent l'engagement politique autrement et, partant, qu'ils s'inscrivent dans des formes atypiques d'engagement, au niveau associatif notamment. Selon certains points de vue, l'engagement politique de la jeunesse est mis à mal. Pourtant, dans les faits, un écart semble se creuser entre les comportements politiques réels des jeunes et les représentations à leur sujet. En s'intéressant aux logiques d'action de pairs et ex pairs-aidants nous avons essayé de décrypter ce paradoxe, entre rejet des canaux politiques traditionnels et engagement dans des canaux alternatifs, protestataires. Nous avons pu dégager une diversité de formes de résistance ou de non résistance de ces jeunes à la normativité dominante en ce qui a trait à l'expérience de rue.

## **Annexe D – (Suite)**

### **Colloque International du Collectif de Recherche sur l'Itinérance. 27, 28 et 29 octobre 2010. « *Repenser l'itinérance* » (Montréal)**

#### **Comment opérationnaliser une recherche sur l'engagement militant des jeunes de la rue?**

**Auteure : Élisabeth Greissler**

#### *Résumé :*

Cette présentation propose une réflexion sur la méthodologie en lien avec une recherche doctorale portant sur les « jeunes de la rue militants » à Montréal. On entend par militant une personne engagée dans des luttes idéologiques, politiques, syndicales, sociales ou culturelles, dans un mouvement d'opposition ou d'opinion. Des recherches ont relaté des discours construits de jeunes de la rue tournant autour de valeurs et d'idéologies anticapitalistes, altermondialistes, ou écologistes. Le militantisme des jeunes de la rue reste cependant un thème peu étudié car s'il est original, il est aussi complexe que paradoxal. De manière générale, les études qui traitent du militantisme recrutent leurs participants au sein d'organismes militants ou de mouvements sociaux (partis politiques, associations, etc.). Dans le milieu des jeunes de la rue à Montréal, en l'absence de structures militantes formelles, nous avons pensé que le recrutement des participants pourrait reposer sur des *focus groups* dans les organismes communautaires fréquentés par les jeunes de la rue. Cette méthode généralement employée pour valider des résultats de recherche, peut être une alternative intéressante de recrutement. Nous allons voir comment, par l'intermédiaire des *focus groups*, on peut trouver un bassin d'interlocuteurs à des fins de recherche exploratoire.



## **Annexe D – (Suite)**

**6<sup>e</sup> Colloque des Cycles supérieurs de Sociologie de l'Université de Montréal. 25 mars  
2011. (Re)faire de la sociologie. « Entre héritage et critique » (Montréal)**

### **Comment aborder l'engagement avec des « jeunes en difficulté » ? Récit d'une démarche de recherche en construction**

**Auteure : Élisabeth Greissler**

#### *Résumé :*

Cette communication porte sur la démarche méthodologique d'une recherche exploratoire en cours, dans un domaine encore peu ou pas exploré chez des jeunes en difficulté : l'engagement. Cette recherche vise à comprendre l'engagement, comme le non engagement. Il s'agit, à partir de discours, de saisir comment certains s'engagent, militent, s'impliquent ou ne s'impliquent pas et quel sens ils donnent à leurs convictions comme à leurs actions ou « inactions ». Cette recherche repose sur une approche compréhensive d'étude des discours dans la perspective biographique de jeunes en situation de « socialisation marginalisée » (Parazelli, 2002). Dans ce cadre, des jeunes en difficulté sont rencontrés dans des organismes communautaires : a) sans structures formelles d'implication (type centre de jour); b) avec des structures plus « formelles » d'implication (mouvement social, *coop* de travail, etc.). Dans un premier temps, tous les jeunes sont invités à participer à des « cafés-rencontres » (ou *focus groups*), afin de recueillir les discours sur leurs convictions, implications, engagements ou non engagements. Dans les ressources où il existe des structures d'engagement, nous effectuons également des temps d'observation participante. Les résultats attendus de cette recherche participent à la connaissance de l'univers de ces jeunes, encore incomplète, car souvent limitée au simple recensement de leurs difficultés.

## **Annexe D – (Suite)**

**Journées de réflexion de l'Observatoire Jeunes et Société du Québec. 24 au 27 avril 2012**

**« Le concept d'engagement chez la jeunesse actuelle » (Baie Saint Paul, Québec)**

### **L'engagement des jeunes en difficulté : le RAJE citoyenne**

**Auteurs : Élisabeth Greissler et François Labbé**

#### *Résumé :*

Le Rassemblement jeunesse citoyenne (RAJE) est un projet issu du Regroupement des Auberges du Cœur du Québec (RACQ), maisons d'hébergement pour jeunes en difficulté. Depuis un peu plus d'un an, le RAJE représente un espace privilégié de participation pour des jeunes en situation d'exclusion à Montréal. Il s'est donné pour but la réappropriation du pouvoir (*empowerment*) et la démocratisation des espaces de participation. À partir des conditions d'émergence du mouvement, de sa logique organisationnelle, de son ancrage social et politique, on tentera d'illustrer la structuration de cet espace *alternatif* de participation. On analysera les rapports de pouvoir concernant à la fois les jeunes, l'organisation à l'origine du mouvement (le RACQ) et le rôle des pouvoirs publics, cible du mouvement. On montrera, enfin, comment, face à la relégation aux marges des espaces de participation, le RAJE a pu émerger et se structurer, luttant pour exister.

## Annexe D – (Suite)

- Greissler, E. (2013). Revue Internationale d'ethnographie. L'engagement des jeunes en difficulté dans des actions collectives : se trouver une place dans la société. Numéro spécial sur l'insertion des jeunes aujourd'hui. <http://riethno.org/wp-content/uploads/2013/03/L%E2%80%99engagement-des-jeunes-en-situation-de-marginalite%CC%81-une-de%CC%81marche-dinsertion-.pdf>
- Greissler, E. et Labbé, F. (2013). Lutter pour exister. Conditions d'émergence du Rassemblement Jeunesse Citoyenne de Montréal, Nouvelles Pratiques Sociales, 24(2).
- Greissler, E. (2012). Le Rassemblement Jeunesse Citoyenne (RAJE), un mouvement social par et pour les jeunes en difficulté au Québec. École supérieure en travail éducatif et social (ESTES). 19 juin 2012. (Strasbourg).
- Greissler, E. (2011). Comment aborder l'engagement avec des « jeunes en difficulté » ? Récit d'une démarche de recherche en construction. Actes du 6<sup>e</sup> Colloque des Cycles supérieurs de Sociologie de l'Université de Montréal. 25 mars 2011. *(Re)faire de la sociologie. Entre héritage et critique*.
- Greissler, E (2010). Les jeunes de la rue sont-ils militants ? Une réflexion, Criminologie, Volume 43(1), Pages 115-135.

## Annexe E – Formulaire de consentement

**Titre de la recherche :** L'engagement des jeunes « en difficulté » : leurs convictions et leurs implications.

**Chercheuse :** Élisabeth Greissler – étudiante au doctorat à l'École de service social de l'Université de Montréal

**Financement de la recherche :** FQRSC (2008-2011)

### **Buts et retombées de la recherche :**

Cette recherche vise à comprendre votre engagement ou non engagement (implication ou non implication). Elle vise à comprendre, à partir de vos discours, idées, comment vous êtes engagés ou pas (dans la société, dans votre ressource, dans votre communauté, etc.) et quel sens vous donnez à vos convictions, vos valeurs ou vos actions en lien avec l'engagement.

### **Votre participation à la recherche**

Votre participation à la recherche consiste :

- 1) à rencontrer la chercheuse (Élisabeth) dans votre ressource, pour un *café rencontre* (entrevue de groupe enregistrée), pour dix à douze participants maximum.
- 2) à participer, si vous le désirez, au retour sur les résultats. La chercheuse s'engage à partager et discuter avec vous des résultats avant toute écriture définitive d'un rapport de recherche. C'est une question de respect de vos idées.

La participation est **volontaire**. Que vous acceptiez, ou non, de participer à cette étude, votre choix n'affectera pas vos relations avec les autres jeunes de l'organisme communautaire ou les intervenants. De plus, vous bénéficiez d'un **droit de retrait** : vous pouvez à **TOUT MOMENT** mettre un terme à votre participation **SANS QU'IL Y AIT DE CONSÉQUENCES NÉGATIVES POUR VOUS**. Vous pouvez donc décider de quitter le café rencontre. Si vous vous retirez de la recherche, les renseignements qui auront été recueillis au moment de votre retrait seront détruits.

### **Confidentialité**

Je vous assure la confidentialité de vos propos. Aucune information ne sera transmise à qui que ce soit. Toutefois, si je découvrais des informations que la loi m'oblige à divulguer (par exemple, la maltraitance d'un enfant, une menace imminente à la vie ou à la sécurité d'autrui) je ne peux plus garantir le respect de la confidentialité.

Pour garantir cette confidentialité, des précautions seront prises pour les bandes enregistrées audio. Seule le chercheur aura accès aux bandes audio. Elles seront conservées dans un endroit sécuritaire et seront détruites un an après la fin de la recherche, soit en 2012.

### **Inconvénients de votre participation**

A ma connaissance, votre participation à cette recherche ne peut vous causer de tort. Si votre participation fait ressurgir des situations ou des difficultés que vous croyez oubliées, je m'engage à vous fournir les coordonnées d'intervenants pouvant vous aider à surmonter cette situation.

### **Avantages de votre participation**

Votre participation à la recherche permettra de contribuer à décrire avec plus de précision l'univers de l'engagement des jeunes dits « en difficulté », c'est-à-dire, à comprendre vos valeurs, vos convictions, vos idées et vos actions.

### **Consentement**

En signant ci-dessous, vous acceptez de participer à la recherche.

*Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de cette recherche.*

*Après réflexion, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

*Je déclare avoir expliqué le but, la nature, les avantages, les risques et les inconvénients de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.*

Signature : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom : Greissler Prénom : Élisabeth

Pour toute information complémentaire sur la recherche, vous pouvez rejoindre Élisabeth Greissler au XXX ou par courriel : XXX

Cette recherche est dirigée par Céline Bellot, Professeure à l'École de service social de l'UDeM. Vous pouvez également la rejoindre au XXX ou par courriel : XXX.

Toute interrogation ou plainte relative à votre participation à cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal, au numéro de téléphone XXX ou à l'adresse courriel [XXXXXX](#). (L'ombudsman accepte les appels à frais virés).

**UN EXEMPLAIRE DU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT SIGNÉ DOIT VOUS ÊTRE REMIS**



## Annexe G – Grille de résumé des FG

**RÉSUMÉ FG N.X**  
**NOM OCJ**  
**DATE**

***Lieu :***

***Durée :***

***Participants :***

**Climat de l'entrevue** (ambiance du lieu; ce que je ressens; non verbal des jeunes; discours hors bande)

**Structure du discours** (organisation du discours)

**Thématiques abordées**

**Bilan critique de la conduite d'entrevue** (utilisation des papiers; relances; améliorations à apporter)

## Annexe H – Matrices des données de terrain

DIMENSIONS ÉMERGENTES « EMERGENT-FIT » <sup>207</sup>		CORPUS DE DONNÉES <sup>208</sup>
Contraintes et freins	Les représentations/ significations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confrontation (BDR, Sud-ouest, Tangente, TSF)</li> <li>- Conformité (non engagement = marginalité) (BDR, Passages)</li> <li>- Altruisme (BDR, Tangente, Le Tournant)</li> <li>- Citoyenneté : pouvoir individuel, outil (Passages)</li> <li>- Intimité : avoir des principes, valeurs, messages (Passages, TSF)</li> <li>- Moyens de défense (TSF)</li> <li>- Prise de position : rapport au monde (TSF, BDR, Le Tournant)</li> </ul>
	Le manque de ressources	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de moyens (Passages, Le Tournant, Tangente)</li> <li>- Apathie « générationnelle » (BDR, Tangente) ; rue : « leasy » (BDR)</li> <li>- Limite des moyens face au « système corrompu » (BDR) ; inutilité de l'action (BDR, Passages, Tangente, Sud-ouest)</li> <li>- « <i>Ce n'est pas la priorité</i> » : (BDR, Le Tournant, Passages)</li> <li>- Manque de connaissances (BDR, Tangente, Sud ouest)</li> </ul>
Conditions d'émergence	Trouver une organisation militante	<ul style="list-style-type: none"> <li>- « <i>Nécessité</i> » de se regrouper (BDR, Sud-ouest, TSF, Le Tournant) vs. anarchie (BDR).</li> <li>- Être « efficace et puissant » (Sud-ouest).</li> <li>- Petits groupes (TSF)</li> <li>- Créer des espaces différents, sans violence (TSF)</li> <li>- <i>Facebook</i> et médias sociaux (Le Tournant, RAJE)</li> </ul>
	Se rassembler	<ul style="list-style-type: none"> <li>- « <i>Ensemble on peut commencer quelque chose</i> » (BDR)</li> <li>- Groupe d'affinité, d'amitié et identité commune (BDR, TSF)</li> <li>- Faire des choix collectifs (Sud-ouest)</li> <li>- Discuter, confronter la société, médiatiser un sujet (Le Tournant)</li> </ul>
	Trouver une cause	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir des objectifs (TSF)</li> <li>- Trouver un sens, des idées (Passages, TSF, BDR)</li> <li>- « <i>Quand quelque chose me tient à cœur, j'ai tendance à foncer</i> » (Le Tournant)</li> </ul>
	Prendre une	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Choix personnel (Passages, TSF, BDR) ; choix intime</li> </ul>

<sup>207</sup> Glaser et Strauss (2002).

<sup>208</sup> J'ai réduit les exemples afin de rendre le tableau plus lisible.



	<b>décision personnelle</b>	(rupture familiale, BDR) - Courage, surtout quand on est à contre courant (BDR) - Liberté (BDR) - Responsabilité totale, p.ex. utilisation de la violence (TSF)
	<b>Être mature</b>	- « <i>Il faut avoir une vie organisée, il faut être une personne organisée</i> » (BDR, Le Tournant) - Risquer de se tromper, faire de « <i>mauvais choix</i> », « <i>mauvais camp</i> » (Passages, TSF) - Complexe : « <i>ça prend toute une vie</i> » (TSF) - Nécessité d'apprendre (TSF) - Connaissance de soi, introspection, réflexion, remise en question (Le Tournant)
	<b>Suivre les pas de personnes significatives</b>	- <i>Black Panthers</i> , leader de <i>FNB</i> (BDR, TSF) - Intervenants-participants (RAJE) - Pairs-aidants (BDR, La Tournant)
	<b>Voir les résultats de son action</b>	- « <i>On ne veut pas quelque chose qui prenne 100 ans pour sauver les gens</i> » (Sud-ouest et TSF, Tangente)
	<b>Pratiquer l'éducation populaire</b>	- Commencer par de petites choses : faire signer des pétitions et engager des discussions (TSF) - Effet boule de neige, éveil des consciences (TSF, Le Tournant, RAJE)
<b>Formes</b>	<b>La révolution</b>	- Reconstruire une société plus juste (BDR, Passages) - Écho des révolutions arabes (Tangente, BDR, TSF); débats sur la violence (BDR, TSF) - « <i>Quand il y a une révolution, quand il y a des changements dans l'histoire c'est parce que le peuple à un moment donné a décidé de prendre le monopole de cette violence là.</i> » (Le Tournant). - « <i>Faut que ce soit concret. Faut que ça bouge.</i> » (Tangente)
	<b>Groupes, organisations/ partis politiques</b>	- COBP (BDR, Passages, Le Tournant, RAJE, FER), <i>AI</i> (BDR); <i>FNB</i> (FER, BDR); <i>Greenpeace</i> (Sud-ouest, Tangente, BDR); <i>PETA</i> (Passages, TSF); <i>SHACK</i> (TSF); <i>RAPSIM</i> (Le Tournant, Tangente, FER) - RAJE citoyenne (Passages, Le Tournant, Tangente, Sud-ouest, RAJE, Site <i>Facebook</i> , vidéo RAJE) - Le parti vert (Sud-ouest, BDR) - ADQ (BDR) - Le FER : table discussion citoyenne (FER, Le Tournant)
	<b>Le vote</b>	- « <i>Je vote pour le parti vert, je suis membre.</i> » (BDR); ADQ (BDR) - L'offre politique (BDR, Passages, Sud-ouest, Tangente) - C'est important pour signifier son opinion (BDR)

	<b>Le Boycott</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Boycoter les grandes compagnies (BDR, Sud-ouest)</li> <li>- Seule arme qui dérange réellement (BDR).</li> <li>- Critique de la société de consommation (BDR, Sud-ouest, FER)</li> </ul>
	<b>Les arts</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les arts (FER, RAJE, BDR, Tangente, TSF)</li> <li>- Les documentaires (BDR, TSF), les livres (BDR), la musique (BDR, FER, TSF)</li> <li>- Aide à s'exprimer, vider son cœur et à s'amuser, connexion avec soi et le monde, réflexion (BDR) ; un besoin (BDR) ; moyen d'engager la communauté (BDR)</li> <li>- Performances artistiques : vidéos (TSF)</li> <li>- L'écriture (La Tournant).</li> <li>- Participation au FER (BDR, Le Tournant, Passages)</li> </ul>
	<b>Les groupes « alternatifs »</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas trop organisés ou formels (Passages, Sud-ouest, BDR)</li> <li>- Mouvement étudiant : espace de dialogue (BDR)</li> <li>- Mouvements altermondialistes (BDR, TSF, Tangente).</li> </ul>
	<b>Les manifestations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Violence de la police (Passages, BDR, TSF, Tangente)</li> <li>- Inutilité (Sud-ouest)</li> <li>- Expériences positives (BDR, TSF, Le Tournant, RAJE)</li> </ul>
	<b>La communauté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- « Autoproduction de bouffe », jardins sur les toits, disparition de l'argent, entraide communautaire (BDR) ; habiter la campagne, changer son mode de consommation (Sud-ouest)</li> <li>- « Aider les autres » (Le Tournant, FER, TSF, Passages).</li> <li>- Réparation : travaux d'intérêt général (Le Tournant).</li> <li>- Le GIAP (Le Tournant, FER)</li> </ul>
	<b>Le mode de vie ou le niveau local</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mode de vie « marginal » : <i>sans argent</i> (BDR) ; écologie (jardin, récup, colocation), perf. artistiques, apprentissage de l'amérindien (TSF) ; recyclage (BDR, Sud-ouest, La Tournant)</li> <li>- scène musicale, aides communautaires, réseautage (TSF, BDR)</li> <li>- Agir seul sans faire partie d'un groupe (TSF)</li> <li>- S'intéresser à son entourage et aux personnes que l'on rencontre (Le Tournant)</li> <li>- Action passive, présence dans une foule (Le Tournant)</li> </ul>
	<b>La politique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- « <i>Ça détermine la vie de tout le monde</i> » (BDR)</li> <li>- Nécessité d'une politique écologique (Sud Ouest)</li> <li>- Tout est politique : les rapports de force, de genre (TSF)</li> <li>- « <i>On s'en fou de la politique</i> » (Tangente, BDR, TSF, Passages)</li> <li>- Intérêt pour les débats : « <i>chercher le crosseur</i> » (RAJE, Tangente, BDR)</li> </ul>

<b>Valeurs et centres d'intérêt</b>	<b>L'écologie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation des richesses naturelles (BDR)</li> <li>- Catastrophes écologiques (BDR, Sud-ouest)</li> <li>- Recyclage (BDR, Sud-ouest, Le Tournant)</li> <li>- Mauvaises habitudes de surconsommation (BDR, Sud-ouest)</li> <li>- Manque de connaissance sur l'ampleur du problème écologique (Tangente)</li> <li>- Mauvais choix de politique agricole (Sud-ouest)</li> <li>- Enjeux écologiques = enjeu politique (TSF)</li> </ul>
	<b>Rejet de l'argent</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Valeur négative (BDR)</li> <li>- Critique du capitalisme (BDR, TSF, Sud-ouest, RAJE, FER)</li> </ul>
	<b>L'identité québécoise</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Échec du Bloc Québécois (BDR, RAJE)</li> <li>- Connivence avec les USA (BDR)</li> <li>- Discussions sur l'indépendance (BDR, Sud-ouest, RAJE)</li> <li>- Drapeaux, tatouages, macarons, symboles québécois (RAJE, FER, BDR, Tangente, Sud-ouest, Passages)</li> </ul>
	<b>La liberté</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'expérience de rue (BDR)</li> <li>- Fuir l'oppression de la religion (BDR)</li> <li>- Injustices de la judiciarisation (BDR, Le Tournant, Tangente, TSF, FER, Sud-ouest, Passages)</li> <li>- Illusion de liberté de penser (BDR)</li> </ul>
	<b>Le respect</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gagner le respect dans la rue : « <i>On est ouvert. On peut être avec des tas de gens différents et on les accepte tout de suite</i> » (BDR)</li> <li>- Être respectés par les hommes politiques et le personnel administratif (RAJE)</li> <li>- Respect réciproque des jeunes de la rue et des riverains (FER)</li> </ul>
	<b>L'amitié</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Solidarité « fraternelle » dans la rue, pas de souffre douleur (BDR)</li> <li>- Valeur importante : partage, pas d'égoïsme, communication, pas de culpabilité (BDR)</li> </ul>
	<b>La solidarité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redistribution, accès aux études (BDR, RAJE)</li> <li>- Entraide (BDR, Tangente, Le tournant, Sud-ouest)</li> </ul>
	<b>L'information/ la connaissance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La désinformation/manipulation (toutes entrevues)</li> <li>- Nécessité de comprendre et prendre conscience (BDR)</li> <li>- S'informer soi-même (BDR, Passages)</li> </ul>
	<b>Sujets de société/ actualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les psychotropes, le cannabis (BDR)</li> <li>- Les révolutions arabes (toutes les entrevues)</li> <li>- Les catastrophes écologiques (BDR, Sud-ouest)</li> </ul>
	<b>Le travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prêt à dissimuler ses attributs marginaux pour travailler (Passages)</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Refus d'occuper une job « conforme » (BDR, TSF)</li> <li>- Désir de travailler, mais difficultés/marché du travail (Sud-ouest, RAJE, Le Tournant)</li> <li>- Conciliation travail-école (Le Tournant, Tangente)</li> <li>- Travail au noir : exploitation des travailleurs vs. fraude à l'aide sociale (Tangente)</li> </ul>
	<b>La rue</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Différentes problématiques et personnes dans la rue (BDR, Le Tournant)</li> <li>- Propos virulents à l'égard des itinérants (Le Tournant)</li> <li>- Utilisation des expériences de rue dans l'engagement (FER)</li> </ul>
	<b>Les grandes causes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les droits humains : la manipulation, le capitalisme, l'exploitation (BDR)</li> <li>- La condition animale (Passages et TSF)</li> <li>- Être végétarien (Passages, BDR, TSF)</li> <li>- L'écologie (BDR, Sud ouest, TSF)</li> </ul>
<b>Enjeux des discours</b>	<b>La reconnaissance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La différence (Passages, TSF, BDR) : avoir l'air de « <i>fiter</i> » (Passages), être libre de penser et d'agir (BDR, Le Tournant)</li> <li>- Les moyens de la reconnaissance : partage, système égalitaire (BDR), « changements des mentalités » (BDR), prise de conscience, de personne à personne (Le Tournant, Tangente, BDR), lutte des classes (BDR, TSF), la connaissance (BDR), briser les préjugés et les percer les tabous (Le Tournant, FER), l'action directe (RAJE)</li> </ul>
	<b>L'injustice</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'engagement du gouvernement (BDR) : gaspillage (BDR) ; pas d'accès à la vie « normale » (BDR)</li> <li>- Faux espoirs : droits des immigrants au Québec (Passages)</li> <li>- Alcool, drogues, machines à sous : le gouvernement est responsable (BDR)</li> <li>- Rapports inégalitaires de classes (BDR)</li> <li>- Ex. d'un jeune exclu de la bibliothèque : « <i>on ne veut pas de nous là-bas</i> » (BDR)</li> <li>- Exigences du marché du travail (Sud-ouest)</li> <li>- Contribution parentale (Tangente, RAJE)</li> <li>- Judiciarisation (BDR, Tangente, Le Tournant, Passages, FER) : « <i>cibles faciles</i> » (BDR), brutalité policière (Tangente, BDR, FER), discrimination (BDR)</li> <li>- « <i>On est tous détesté par les gens moyens</i> » (BDR)</li> <li>- Pas de futur (BDR).</li> <li>- ex. d'un reportage véreux sur l'itinérance (BDR)</li> <li>- Echo des révolutions arabes : partage du sentiment d'injustice (BDR)</li> </ul>
	<b>La manipulation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dénonciation des rapports de pouvoir (tout FG)</li> <li>- Contrôle social (BDR, Tangente)</li> <li>- Propagande (BDR).</li> <li>- Exploitation (Tangente), robotisation des individus (BDR)</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consommation : « être dans le système, même en pratiquant le squeegee » (BDR)</li> <li>- Gaspillage, corruption, connivence politiciens-entreprises (BDR, Tangente, Sud-ouest, RAJE, TSF, FER), absence d'éthique et d'âme des responsables politiques (BDR)</li> <li>- Psychotropes (BDR).</li> </ul>
	<b>Le rapport à la politique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Importance du vote : positionnement personnel (Passages, BDR, RAJE)</li> <li>- « Dégoût » de l'offre politique (BDR)</li> <li>- Inutilité du vote : « c'est jamais celui pour qui on a voté qui sort ! » (BDR), critique de la démocratie représentative (Tangente)</li> <li>- Critiques des discours politiques : grand intérêt porté aux débats politiques vs. dégoût et incompréhension face aux discours auxquels ils ne croient pas ou plus (BDR, RAJE, Tangente)</li> <li>- Mensonges : énergie gratuite, économie verte (BDR); Bush en Irak (BDR, Tangente); connivence détestable avec les États-Unis (BDR, TSF)</li> <li>- Manque de perspective critique : pour certains, le BS c'est comme un « bonbon » qu'on donne aux gens pour les « contrôler » (Tangente)</li> <li>- Tout est politique (TSF)</li> </ul>
<b>Place dans la vie des jeunes</b>	<b>Pas ou peu de place</b>	Voir manque de moyens
	<b>Place importante</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réfléchir et se positionner (BDR)</li> <li>- Faire ses propres choix pour ne pas subir le choix des autres (BDR)</li> <li>- Vouloir « faire face à la réalité » (BDR)</li> <li>- Engagement et changements dans sa vie (RAJE)</li> <li>- Aimer manifester pour faire changer les choses (Sud-ouest)</li> <li>- Pas de choix : tout est politique, ex. de rapports de force dans le quotidien (TSF)</li> <li>- « Valorisant et gratifiant » : se faire du bien à soi-même, fierté (Le Tournant)</li> </ul>
	<b>« Balance »</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le faire pour soi sans que ça ne prenne trop de place (TSF).</li> <li>- Limites de l'engagement ? (TSF, Passages)</li> </ul>

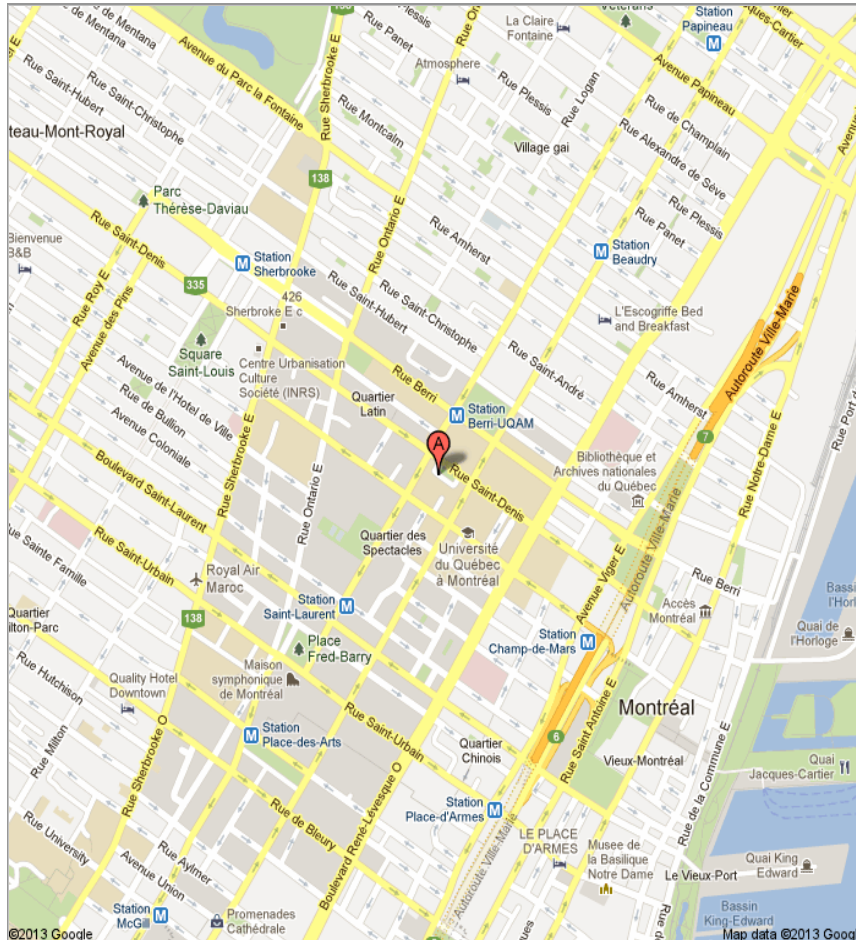
## **Annexe I – Offre d'emploi TSF (diffusée par courriel en juin 2011)**

### **TÉLÉ SANS FRONTIÈRES RECRUTE**

#### **NOUS CHERCHONS**

- 10 jeunes adultes âgés (es) entre 18 et 30 ans
- qui ne reçoivent pas d'assurance emploi
- qui ne sont pas aux études
- qui sont disponibles 30 heures par semaine
- qui n'ont pas participé à un projet semblable au cours des 18 derniers mois
- qui sont intéressés (es) par les questions sociales
- qui veulent faire partie de l'équipe de production de Télé Sans Frontières, donc qui ne viennent pas pour faire un projet de film personnel
- qui sont prêts (es) à se donner un plan d'action pour demeurer actifs (ves) à la fin du projet

## Annexe J – Documents du FER<sup>209</sup>



**Plan du site du FER : place Pasteur (A)**

<sup>209</sup> Toutes ces documents ont été recueillis auprès de la coordination du GIAP qui a donné son accord pour leur diffusion dans cette thèse.

La 13<sup>e</sup> édition du  
**FESTIVAL D'EXPRESSION DE LA RUE**

aura lieu à la  
**Place de la Paix**  
 (Peace Park)

sur St-Laurent  
 entre René-Lévesque et Ste-Catherine

**GRATOS!**  
**FREE!**

**15H00:**  
**KIOSQUES/ ATELIERS**  
**WORKSHOPS**

Movies, D.I.Y. & Circus Workshops,  
 Tattoo-Info, Magician, Massages,  
 Skateboard, Dice Tournament  
 Twister, Bike Repair  
 Ateliers D.I.Y. et de Cirque  
 Info Tatouages, Magicien  
 Films, Massages, Tournoi de dés  
 Twister de prévention, Réparation de vélo  
 Skateboard, Olympiades punk...

**17H00: BOUFFE / FOOD**

**17H30: SHOWS**

Mercredi  
 26 août  
**Multi**

**CIRQUE DU MONDE**

**AKSTER**  
 KAROLL SEXXX & SHANTAL FOX  
 TEMPÊTE

**ERRACHEUR**  
 BREAKSHOW

**EVIL BOYS**

The Nourne Show  
**HYNOTRONICS!**  
 Joe Henry

DEE DEE DRAGON (show de feu)

Jendredi  
 27 août  
**Hip-Hop/Reggae**

Breakdance

Madhi

**SOUL & SPIRIT**

MICROPHONE WOLF

Artistic Revolution

**AKSTER**

**NEW**  
 ANY-DOUBLE-U

La Playade

HOBO BANDITOS

MICROS ARMES

**Buzetage**

Vendredi  
 28 août  
**PUNK**

mule

SALE

CAULDISE

**REJECT**

☆ ABYSS ☆

**BASTARDATOR**

Uncontrolled

**GERM**

**AVITAK**

LE F.E.R.

EST UNE

INITIATIVE DES

PAIRS-AIDANTS



FER@CACTUSMONTREAL.ORG  
 WWW.MYSPACE.COM/PAIRSAIDANTS

Affiche du FER 2009





Affiche du FER 2010

Le Groupe d'Intervention Alternative par les Pairs présente :

XV<sup>ème</sup> FESTIVAL  
D'EXPRESSION DE LA RUE  
26, 27, 28 JUILLET  
2011

MONTREAL PARANO

PLACE PASTEUR  
SORTIE ST-DENIS DU MÉTRO BERRI

GRATOS  
FREE

CIRQUE DU SOLEIL



Emploi  
et Solidarité sociale  
Québec

MARDI 26	MERC. 27	JEUDI 28
16-18 : DIY-Massage - Bike repair/Réparation de vélo - Cirque	16-18.30 : Dépistage ITSS	
Théâtre participatif Discussion citoyenne	Yarn Bombing	Projections Citizen discussion
<b>BOUFFE GRATUITE - FREE FOOD - BOUFFE GRATUITE - FREE FOOD</b>		
Open Jam Punk Rock Karaoke Live Pole dancing Trans show	Impro Show d'humour Open Mic	Guitar solo Contest
<b>Holy Rola</b> (Funk Rock)	<b>Ad Astra</b> (Hip-Hop)	<b>Toxic Mind</b> (Punk)
<b>Matchless</b> (Rock a Billy)	<b>Emperor &amp; Prophecy Izis</b> (Reggae)	<b>Cirque du Monde Montréal</b>
<b>HillBilly</b>	<b>Narko-Tik</b> (Hip-Hop)	<b>Konfront</b> (Trash)
<b>Rocketship</b> (Surf Rock)	<b>Cheak 13</b> (Hip-Hop/Reggae)	<b>Dopethrone</b> (Metal)
<b>Le Kid et Les Marinellis</b> (Garage Rock)	<b>Loud and Larry</b> (Hip-Hop)	<b>Truncheons</b> (Trash)
<b>Place Pasteur</b>	<b>Manu Militari</b> (Hip-Hop)	<b>Skull'n Bone</b> (Punk)
Sortie St-Denis du Métro Berri		<b>Carnaval Abraxas</b> (Show de feu)
<b>GRATOS/FREE</b>		
Pour plus d'informations : <a href="http://www.pairs-aidants.org">www.pairs-aidants.org</a>		

Prospectus recto-verso du FER 2011



Affiche du film du RAJE

**SI ON EXISTAIT...**  
**LE FILM D'UNE LUTTE POUR EXISTER**

**NOUS  
SOMMES  
LÀ  
MÊME  
SI  
UNE  
MINISTRE  
ET  
UNE  
SOCIÉTÉ  
NIENT  
NOTRE  
EXISTENCE**

**LIVRAISON DU DVD À LA MINISTRE JULIE  
BOULET ET AVANT-PREMIÈRE DU FILM**

**MERCREDI 22 JUIN 2011**  
**RASSEMBLEMENT À LA TOUR DE LA BOURSE DE MTL À 15H**  
**PROJECTION PUBLIQUE ET SOUPER AU CEDA À 17H30**

**RASSEMBLEMENT DE LA JEUNESSE CITOYENNE DE MONTRÉAL**

On s'unit pour être  
compris, accueillis  
et nommés  
démunis  
Mme Julie

LA VIE  
est dure  
raison  
de espoir

Une Autopsie  
du com...

<sup>210</sup> Ces documents ont été recueillies auprès de la coordination du RAJE qui a donné son accord pour leur diffusion dans cette thèse.





Action du 14 mars

**Action du 22 juin 2011**

